

LE
RÉGIME CONSULAIRE
EN BRETAGNE

LE DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE
DURANT LE CONSULAT

(1799-1804)

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

LOUIS BENAERTS

Professeur d'histoire au Lycée Condorcet
Maître de Conférences à l'École Normale supérieure de Sèvres.



PARIS
LIBRAIRIE ANCIENNE
ÉDOUARD CHAMPION, ÉDITEUR
5, QUAI MALAQUAIS

1914

LE
RÉGIME CONSULAIRE
EN BRETAGNE

LE
RÉGIME CONSULAIRE
EN BRETAGNE

LE DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE
DURANT LE CONSULAT
(1799-1804)

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

LOUIS BENAERTS

Professeur d'histoire au Lycée Condorcet
Maître de Conférences à l'École Normale supérieure de Sèvres.



PARIS
LIBRAIRIE ANCIENNE
ÉDOUARD CHAMPION, ÉDITEUR
5, QUAI MALAQUAIS

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

L'histoire de Bretagne antérieure à l'année 1789 a été l'objet d'un grand nombre de publications dont quelques-unes sont des travaux de première importance, tels les ouvrages de M. de la Borderie, de l'abbé Guillotin de Corson, de M. Pocquet, de M. Henri Sée. Mais l'histoire de la période révolutionnaire commence seulement à être étudiée de près avec les récentes publications de MM. Sée et Lesort, Guillou et Rébillon, et M. Dubreuil. Le présent travail que j'ai commencé lorsque j'étais professeur au lycée de Rennes et continué depuis par de longues et laborieuses recherches est consacré à l'établissement du régime consulaire dans l'Ille-et-Vilaine et à l'administration des deux premiers préfets, Borie et Mounier. Le domaine chronologique de cette étude est la courte période des années 1799 à 1805, mais c'est une époque décisive pour l'évolution de la Bretagne transformée par les nouvelles divisions territoriales : il était intéressant d'examiner d'un peu près comment elle accueillit la politique de Bonaparte et l'administration de ses principaux représentants. L'Ille-et-Vilaine nous offrait un excellent terrain d'observation avec la grande cité rennaise où s'était toujours opéré le premier contact des traditions bretonnes et des idées de la région française. Ce nouveau département très vaste, s'étendant jusqu'au littoral de la Manche, participait par le pays malouin à la grande lutte de la République contre l'Angleterre protectrice des émigrés ; il s'avancait au Sud par la vallée de la Vilaine et Redon vers les contrées encore toutes frémissantes de la sanglante insurrection vendéenne, Quiberon, Nantes et Savenay ; il touchait vers le Nord-Est par l'arrondissement accidenté de Fougères aux collines boisées du Maine et des Coëvrons, où sévissait encore la chouannerie normande. J'ai voulu montrer quelle fut dans ce cadre varié et dans des conditions particulièrement difficiles la gestion des nouveaux agents du pouvoir central, comment la pénétration des institutions consulaires y fut réalisée. C'était une période

de l'histoire du département à explorer tout entière, car les ouvrages de Marteville et Ducrest de Villeneuve, relatifs à la seule ville de Rennes, l'avaient à peine effleurée¹.

J'ai adopté le plan d'ordre chronologique plutôt que d'aborder l'examen successif et global des diverses questions qu'eurent à solutionner les premiers préfets. Ce dernier procédé ne donne satisfaction que pour chaque cadre administratif isolément envisagé ; il a l'inconvénient d'atténuer l'impression d'ensemble que je voulais surtout obtenir par l'étude successive de chaque gestion préfectorale.

La première partie du présent travail comprend trois chapitres relatifs à la situation de l'Ille-et-Vilaine à la fin de l'an VII et dans les premiers mois de l'an VIII (juin 1799-mars 1800). C'est la fin du gouvernement directorial et l'installation du régime consulaire. J'y montre l'aspect du pays, l'état des principaux centres urbains et les divisions administratives. Cette étude révèle une situation des plus précaires, la ruine du commerce et de l'industrie dans une contrée encore parcourue par les chouans ; l'agriculture est absolument négligée ; les cultivateurs dans une insécurité complète, sans cesse menacés par la guerre civile, n'ont plus aucune énergie ; l'insurrection permanente des chouans paralyse l'exercice de la vie publique et empêche tout retour de prospérité. Les six administrateurs du département font en vain tous leurs efforts pour arrêter les progrès du mal ; aussi leurs personnalités méritaient d'être tirées de l'oubli ; ils furent les prédécesseurs courageux des préfets Borie et Mounier. Sans doute ils commirent des erreurs ou des négligences, mais n'ont-ils pas pour excuse leur patriotisme sincère et dévoué qui leur a permis de traverser des temps bien difficiles ? Aujourd'hui quand le régime républicain fait chaque jour de nouveaux progrès dans ce même département dévasté par les chouans il y a plus d'un siècle, il est juste de rendre hommage à ceux qui ont accepté de pénibles fonctions à l'époque des discordes civiles et qui ont ouvert les premiers cette route si ardue avec une entière confiance en l'avenir des institutions que venait librement de se donner la France nouvelle et nous devons approuver les paroles de l'un d'entre eux, Feburier, commissaire du Directoire près l'administration municipale de Rennes : « Nous n'avons opéré, dit-il, que dans les temps orageux : l'horizon politique n'était jamais serein. Heureux ceux qui ne prenant en main le gouvernail que lorsque le calme aura suc-

1. Ducrest de Villeneuve et Maillet, *Histoire de Rennes*. Rennes, 1845, in-8. Bibl. Nat., 8° Lk⁷/8243. — Marteville, *Rennes moderne*. Rennes, 1850, 3 volumes. Bibl. Nat., 8° Lk⁷/8245.

cédé à l'orage, pourront s'occuper en paix du bonheur de leurs concitoyens¹ ! »

A cette première partie se trouvent joints quatre tableaux. Un premier tableau concerne la première organisation du département en 1790 d'après les travaux du comité de division de l'Assemblée constituante, 9 districts, 79 cantons, 343 paroisses (*Tableau A*). Un second tableau présente les modifications de cette organisation en l'an III (1795) avec les 84 administrations cantonales. J'y indique les présidents de cantons, les commissaires du Directoire exécutif près les municipalités cantonales et les chiffres de la population pour chaque commune en 1789, l'an VIII et l'an XII (*Tableau B*). Un troisième tableau donne le relevé de tous les armements en course des ports de Saint-Malo et Saint-Servan de l'an I à l'an X (paix d'Amiens) ; les noms des armateurs y figurent avec ceux des capitaines des bâtiments corsaires et l'indication des prises. Cette liste permet d'apprécier l'activité des armateurs malouins durant cette période de lutte (*Tableau C*). Le quatrième tableau présente les résultats du plébiscite de nivôse an VIII pour l'acceptation de la constitution consulaire. Le détail en est donné par arrondissement. On y constate le faible nombre des votes émis : un cinquième à peine des citoyens en âge et en état de faire connaître leur sentiment, a pris part à cette consultation populaire. Les votes approuvatifs sont ceux des patriotes, des républicains décidés qui mettent leur espoir en Bonaparte ; la majorité est aux abstentionnistes, c'est-à-dire aux royalistes qui luttent encore les armes à la main, et aux habitants des campagnes, terrorisés, défiants, qui veulent attendre la réalisation des promesses du nouveau gouvernement (*Tableau D*).

Une seconde partie comprend sept chapitres (de IV à XI) ; j'y expose les principaux événements de la préfecture de Borie. Le premier préfet d'Ille-et-Vilaine n'était pas un étranger pour le département qu'il allait administrer ; il avait été président du Directoire d'Ille-et-Vilaine en 1790. Gagné de bonne heure aux idées de Montesquieu et des réformateurs politiques, il appartenait à cette première génération de la période révolutionnaire dont les représentants formèrent la majorité à la Constituante et à laquelle le Premier Consul fit de préférence appel, parce que sa présence aux affaires paraissait un gage assuré pour la politique d'apaisement qu'il préconisait. Borie fut l'administrateur sagace et prudent que réclamait une période de transition.

1. Feburier, *États de mois*, Conclusion, p. 150.

Il montra à l'occasion beaucoup d'initiative et sut résister parfois aux lettres impératives des ministres Fouché et Chaptal ; les préfets du Consulat n'ont pas encore le goût de l'approbation passive à l'égard des circulaires ministérielles, ni la docile souplesse des préfets de l'Empire en présence de la volonté napoléonienne. Borie présida la première réunion du Conseil général et organisa non sans peine les nouvelles municipalités et les différents conseils d'arrondissements. Dans les nominations qui dépendaient directement de lui, comme dans les désignations qu'il propose au choix du Premier Consul, nous le trouvons complètement d'accord avec les intentions de Bonaparte. Les nouveaux membres des divers conseils sont des négociants connus, des fonctionnaires, des propriétaires, ou des hommes de loi, avocats, avoués, représentants de cette classe moyenne qui a donné tant de gages sérieux à l'œuvre révolutionnaire. Borie, approuvé par Bonaparte, appelle presque toujours dans les mairies les hommes qui ont participé à la conduite des affaires de la région durant la période républicaine. Quelques années plus tard l'Empereur abandonnera peu à peu la politique du Premier Consul ; il appellera de plus en plus aux fonctions administratives des représentants de l'ancien régime ou des ralliés qui, au moment des revers impériaux, faciliteront la restauration royaliste.

Borie sut rassurer les détenteurs de biens nationaux fort inquiets. et maintenir dans les bourgades rurales un calme très menacé par la perspective de la conscription, en obtenant des ministres de la guerre, Carnot et Berthier, un régime spécial pour son département au cours des années 1800 et 1801. Son rôle fut rendu souvent délicat par le maintien de l'état de siège dans la plupart des communes du département. Il fallut prévenir ou régler plus d'une fois les conflits entre les administrations civiles et les autorités militaires et à diverses reprises, les déclarations à la fois fermes et mesurées du préfet durent apaiser la fougue gasconne de Bernadotte, commandant en chef de l'armée de l'Ouest.

Dans les affaires religieuses, Borie qui pressentait fort bien les résolutions du Premier Consul et souhaitait d'ailleurs personnellement le rétablissement des relations officielles avec le Saint-Siège, pratiqua la plus grande tolérance. Aussi, au terme de sa gestion préfectorale, le clergé réfractaire était déjà le maître de la situation dans l'Ille-et-Vilaine.

Le 27 mars 1802 Borie fut appelé à siéger au Corps législatif : cette désignation, faite par le Sénat, fut unanimement approuvée. On ne saurait douter que par sa droiture et sa loyauté, Borie n'ait

largement contribué à affermir dans le département l'autorité du pouvoir central. Son rôle avait été surtout d'y accomplir une œuvre réparatrice de tolérance et de pacification. Il est incontestable qu'il y a réussi.

Dans une troisième partie comprenant quatre chapitres (XI à XIV), j'étudie la préfecture de Mounier. Bonaparte est évidemment satisfait des résultats obtenus par Borie et la meilleure approbation qu'il donne à l'administration du premier préfet d'Ille-et-Vilaine, c'est le choix même de son successeur, Mounier, l'ancien Constituant, qui ne peut manquer de pratiquer dans le département une politique analogue, faite de tolérance avisée et d'énergie discrète. En acceptant d'être le collaborateur du Premier consul, Mounier venait grossir la phalange des théoriciens de 1789, ralliés à une république d'essence dictatoriale : il admirait en Bonaparte le glorieux restaurateur de la paix publique, il le respectait comme le grand sauveur de l'ordre social qu'il avait cru menacé d'un bouleversement complet. A peine arrivé dans le département, il put donner la preuve de son loyalisme, car il eut à déjouer un complot militaire hostile à Bonaparte, accusé de trahir les espérances des républicains en favorisant les anciens émigrés et les prêtres réfractaires. La répression fut facile : l'opinion publique se prononçait de plus en plus en faveur de Bonaparte. L'état de siège ayant été levé dans tout le département (23 juin 1802), les résultats du plébiscite relatif au Consulat à vie montrèrent la satisfaction générale.

Au moment même où le Consulat à vie donnait à Bonaparte un pouvoir déjà monarchique, son représentant dans l'Ille-et-Vilaine était investi d'une autorité sans cesse grandissante : il devenait vraiment le maître du département ; il n'y avait point pour lui la troublante perspective d'élections difficiles, car le corps électoral, depuis la Constitution de l'an X, ne devait plus se réunir qu'à de longs intervalles et ne songeait guère à gêner la pleine autorité du préfet. Tout dépend de Mounier : c'est à lui qu'on demande de régler la question religieuse, d'achever la pacification du pays, de mettre en pratique la nouvelle loi sur l'instruction publique.

Mounier dut s'entendre avec le nouvel évêque de Rennes, M. de Maillé, pour l'application du Concordat dans l'Ille-et-Vilaine : l'apaisement religieux fut une œuvre longue et difficile par suite de la lutte acharnée des deux clergés. Le préfet qui était d'abord résolu à défendre le clergé constitutionnel, l'abandonna peu à peu devant la résistance obstinée de l'évêque et le vœu des populations, qui presque partout réclamaient les prêtres réfractaires. D'ailleurs Mounier

ne tarda pas à se rendre compte qu'il n'était pas prudent pour un préfet soucieux de conserver son crédit à Paris, de créer des difficultés locales susceptibles d'entraver l'œuvre d'unification religieuse, si chère à Bonaparte, et dans son discours au Conseil général de l'an XII, il pouvait se féliciter « de voir fonctionner sans trop de heurts le nouvel organisme religieux ».

Il avait aussi mené à bonne fin la réorganisation de l'enseignement public d'après la loi du 11 floréal an X. Le lycée de Rennes fut inauguré solennellement, sous sa présidence, le 10 octobre 1803, et il y prononça un discours fort original. C'est une page vraiment curieuse pour la psychologie de Mounier : on y voit réapparaître le libéral sincère, le disciple des penseurs du XVIII^e siècle ; elle nous fait oublier le préfet du Consulat, souvent empressé comme tant d'autres à exalter toutes les idées du maître de la France et à préparer son élévation définitive à l'Empire. Il sollicite de ses administrés des vœux et des adresses en faveur du Premier consul : il est peut-être dupe, comme beaucoup d'autres, du prétendu libéralisme de Bonaparte. Son extrême désir de stabilité gouvernementale lui fait accepter volontiers le sénatus-consulte organique de l'an XII. Le grand succès du plébiscite impérial fut l'aboutissement logique de toute l'œuvre administrative de Mounier. Il se déclarait heureux « d'avoir rallié par l'expérience à des principes de *liberté raisonnable* les opinions du département si longtemps exaltées dans des sens différents ». D'ailleurs les progrès de la richesse publique étaient indéniables dans l'Ille-et-Vilaine et la plupart de ceux qui donnèrent leurs suffrages à Napoléon crurent sincèrement travailler à la prospérité de leur commune et à la grandeur de la France tout entière.

Quatre tableaux sont joints à cette dernière partie de notre travail. Le premier donne les résultats du plébiscite pour le Consulat à vie. Les votes y sont relevés par communes, avec le nom des maires en exercice, et permettent la comparaison avec les chiffres de l'an VIII ; le rapprochement est significatif : au lieu de 9 600 suffrages exprimés, il y a maintenant 40 866 votes, dont 72 seulement sont négatifs. Beaucoup d'électeurs ont accompagné leurs votes d'adulations excessives qui doivent encore exalter l'ambition de Bonaparte (*Tableau E*).

Le second tableau présente le relevé des 43 Justices de paix du département, depuis la réduction du 27 brumaire an X ; avec les 43 cures qui résultent de l'application du Concordat, et leurs 299 succursales (*Tableau F*).

Un troisième tableau renseigne sur l'état de l'enseignement pri-

maire dans l'arrondissement de Fougères en 1804, d'après un document officiel de la sous-préfecture. Sur 57 communes, 26 seulement ont des écoles plus ou moins fréquentées ; le nombre des élèves n'atteint pas 600. J'ai fait figurer sur ce tableau l'indemnité de logement fournie par les communes aux instituteurs, ainsi que le chiffre des rétributions scolaires. On y observe nettement les graves défauts qui entravèrent depuis l'origine le développement de l'instruction primaire : pénurie d'instituteurs et insuffisance des rétributions qui décourage les meilleures volontés (*Tableau F*).

Le dernier tableau est relatif au plébiscite pour l'hérédité impériale. Il est établi sur le même plan que les deux précédents (*D* et *E*). Pour chaque commune avec les noms des maires en fonctions, trois chiffres de votes se trouvent indiqués de manière à rendre faciles les comparaisons avec les plébiscites de l'an VIII et de l'an X. Le chiffre des votes négatifs est devenu insignifiant : 11 sur 21 205 suffrages exprimés. J'ai noté exactement les votes favorables du clergé : 389 prêtres, curés ou desservants, c'est-à-dire la majeure partie des ecclésiastiques pourvus de fonctions officielles dans le département, s'empressent de reconnaître l'établissement de l'empire. C'est le résultat naturel du Concordat. Mais pour l'ensemble du plébiscite, il y a moitié moins de votants qu'en l'an X. Cette diminution s'explique un peu par l'indifférence ou l'apathie des cultivateurs, mais surtout par l'abstention commune des royalistes désabusés sur le compte de Bonaparte et des républicains attachés à la vraie tradition (*Tableau H*).

Au cours de toutes mes recherches mon souci constant a été de n'avancer aucune assertion qui ne fût confirmée par des documents dignes de foi. J'ai cherché aussi à donner les noms de tous les personnages qui purent par leurs fonctions exercer une influence réelle : présidents de municipalités cantonales, commissaires du Directoire, conseillers généraux, conseillers d'arrondissement, juges de paix, magistrats des nouveaux tribunaux, membres des collèges électoraux de département et d'arrondissement, maires des communes. Beaucoup de nos contemporains de Bretagne pourront ainsi, je l'espère, retrouver avec plaisir le rôle de quelques ancêtres, ou l'action de leur famille dans le passé ; ils se sentiront plus que jamais solidaires des générations disparues. « Nourrie, pour ainsi dire, des sucs du terroir, l'histoire nationale sera plus vivante et mieux comprise¹. »

1. Maurice Faure, *Circulaire du 25 février 1911*, relative à l'enseignement de l'histoire locale, Bulletin instruction publique, n° 1970.

Je ne regretterai pas la peine de cette longue étude si j'ai pu faire revivre une période d'histoire provinciale des plus intéressantes, si j'ai pu montrer les souffrances, l'activité, la transformation d'une région de notre grand pays, durant les années si fécondes de la période consulaire où s'établirent la plupart des institutions administratives, judiciaires et sociales de la France contemporaine.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

J'ai fait précéder chacun des quatorze chapitres de cet ouvrage d'une bibliographie particulière aux questions qui s'y trouvent traitées. Le lecteur pourra s'y reporter facilement ainsi qu'aux nombreuses références semées au bas des pages et concernant les ouvrages divers que j'ai consultés. Il serait donc fastidieux d'en fournir la trop longue liste dans cette introduction. Je me bornerai ici à une indication générale des sources contemporaines qui m'ont servi à la confection de ce volume.

Première catégorie. Sources manuscrites.

a) *Archives départementales d'Ille-et-Vilaine à Rennes.* J'ai dépouillé de nombreuses liasses dans les séries suivantes :

L. Documents relatifs aux administrations centrales.

10 M. Lettres du ministre de la police générale.

16 M. Correspondance du préfet de 1800 à 1804.

1 N. Registres du Conseil général.

2 N. Procès-verbaux des Conseils d'arrondissement (1800-1810).

7 R. Correspondance du ministre de la guerre.

2 T. École centrale d'Ille-et-Vilaine et lycée de Rennes.

U. Personnel des tribunaux et juges de paix.

V. Organisation du clergé.

Archives du palais de justice : registres du tribunal criminel.

Mes recherches furent facilitées au début par le regretté M. Parfouru. Depuis j'ai trouvé un excellent accueil auprès de M. Lesort, maintenant archiviste de Seine-et-Oise, et M. Bourde de la Rogerie, archiviste actuel. Je les remercie de tout cœur, ainsi que MM. Le Meur et Pénard, aides-archivistes.

b) *Archives communales.*

J'ai trouvé d'utiles indications dans les archives municipales de Rennes, Vitré, Saint-Malo, Saint-Servan, Dol et de plusieurs bourgades rurales qui ont pu ainsi me servir d'exemples.

c) *Archives nationales.*

J'ai compulsé ou utilisé plus d'une centaine de dossiers. J'ai été guidé dans mes recherches par le précieux travail de M. Ch. Schmidt, *Les Sources de l'histoire de France depuis 1789 aux Archives nationales*. Je dois aussi de sincères remerciements à MM. Le Grand, Viard et Gerbaux dont la grande obligeance a facilité ma tâche.

La série AF^{iv}. a fourni la correspondance des généraux dans les guerres de la chouannerie ; B^u le relevé des votes pour les divers plébiscites ; F^{1b}_{II}, Ille-et-Vilaine, de nombreuses pièces concernant les affaires départementales et les élections ; F^{1c}_{III}, Ille-et-Vilaine, les renseignements sur l'esprit public, et les procès-verbaux des collèges électoraux ; F^{1c}_V, Ille-et-Vilaine, les procès-verbaux du Conseil général ; F⁷, de nombreux dossiers pour la police générale ; F¹⁷, quelques documents pour l'École centrale et le lycée de Rennes ; F²⁰, des registres de population.

d) *Bibliothèque nationale.*

Le département des manuscrits m'a fourni le rapport du comte Dessuile sur l'état des forêts du roi en Bretagne, 1785 ; différents rapports de police en l'an VIII, et les procès-verbaux du Concile national tenu par le clergé constitutionnel en 1801.

e) *Archives de la guerre.*

J'ai étudié de près la correspondance du ministre de la guerre et des généraux de l'armée de l'Ouest, 1799-1802.

f) *Archives de la marine à Saint-Servan.*

J'ai compulsé les registres d'armement et les commissions des corsaires, grâce à l'obligeance de M. Senné-Desjardins, commissaire en chef, aujourd'hui en retraite.

g) *Greffé du tribunal de commerce de Saint-Malo*, pour les liquidations des principaux bâtiments corsaires.

Deuxième catégorie. Sources contemporaines imprimées.

La vie locale du département dans la période étudiée peut être

quelque peu documentée par le petit recueil de Féburier, commissaire du Directoire près l'administration municipale de Rennes (*États de mois, Rennes 1800*), et les essais de presse départementale tentés par l'imprimeur Chausseblanche dans le *Journal du Nord-Ouest de la république française*, puis dans le *Journal d'Ille-et-Vilaine* à partir du 25 septembre 1803. Pour la situation générale de la région d'utiles indications sont fournies par l'analyse des procès-verbaux des Conseils généraux pour les années VIII et IX, et par les rapports des deux préfets : Borie, *Statistique du département d'Ille-et-Vilaine, an IX* ; Mounier, *Annuaire statistique d'Ille-et-Vilaine, an XII*. La lutte des deux clergés est mise en lumière dans la curieuse *Correspondance du curé Bernard de Vitré avec M. de Maillé, évêque de Rennes (1803)*.

LE RÉGIME CONSULAIRE EN BRETAGNE

PREMIÈRE PARTIE

L'ILLE-ET-VILAINE EN 1799 LA FIN DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

CHAPITRE PREMIER

L'ASPECT DU PAYS ET LES VILLES LES DIVISIONS ADMINISTRATIVES

SOMMAIRE

- I. — Vue d'ensemble sur la situation du département en 1799 : ses représentants aux diverses assemblées de 1789 à 1799 ; le sol ; les conditions d'existence ; habitations très dispersées. Mauvais état des routes. Taxe d'entretien établie par la loi du 24 fructidor an V. La perception du droit de passe et ses mauvais résultats. Misère générale.
- II. — Population en l'an VIII. Elle est en grande majorité rurale. Attachement des cultivateurs à leur sol. Morcellement de la propriété. L'agriculture ne fait aucun progrès. Les landes et les communaux. Enumération des forêts d'Ille-et-Vilaine. Les étendues marécageuses : marais de Dol et de Redon. Les digues du Couesnon. Les industries rurales, toiles et tanneries. Crise du commerce et de l'industrie. Abandon de la mine de Pontpéan.
- III. — Formation topographique du département en 1790 d'après les procès-verbaux du Comité de division de l'Assemblée Constituante : 9 districts, 79 cantons, 343 paroisses. Nouvelle division de l'an III : 84 administrations cantonales, 351 municipalités. Enumération des administrateurs cantonaux, des agents municipaux, des commissaires du Directoire, et population des diverses communes en 1800.

IV. — Situation des principaux centres urbains. Rennes; dégradation des monuments publics, des églises et du Palais de Justice. Hédé, Bécherel, Château-giron. Les communes de Saint-Malo et de Saint-Servan. Les armements des corsaires pour la période de l'an I à l'an X. Batteries et forts de la côte. Autres villes: Dol, Fougères, Saint-Aubin-du-Cormier, Antrain, Châtillon-en-Vendelais, Vitré, La Guerche, Retiers, Redon, Bain. Les 24 relais de poste aux chevaux.

I. — Au moment où Bonaparte chassait les assemblées du Directoire et prenait la conduite des affaires publiques, la Bretagne était

Bibliographie.

1° SOURCES MANUSCRITES.

A. Archives départementales.

Série L 341, 342, 354 et suivants.

Registres du Conseil général ans VIII et IX. Série 1N1.

Rapport du Conseiller d'État Crétet (4 brumaire an IX). Série 8 S.

Rapport du sous-préfet de Saint-Malo (nivôse an IX). Série 22 M. 19.

B. Archives municipales de Saint-Malo, de Dinard et de Dol.

Registres de délibérations du Conseil municipal ans VIII-XI.

C. Archives municipales de Saint-Servan et Archives de la marine.

D. Archives nationales.

Rapport du sénateur Cornudet, prairial an XII. AF. IV. 1053.

Procès-verbaux du Comité de division de l'Assemblée Constituante. NN^{*12} 145⁴.

Population en l'an VIII. F²⁰ registre 397².

E. Bibliothèque Nationale. Manuscrits.

Rapport du comte Dessuile sur l'état des forêts du roi en Bretagne, 1785. Nouvelles acquisitions françaises. 3077.

2° DOCUMENTS CONTEMPORAINS IMPRIMÉS.

États de mois du citoyen Féburier. Rennes an VIII [Bibl. municipale de Rennes].

Borie, *Statistique du département d'Ille-et-Vilaine*. Rennes, an IX. Elle fait partie des statistiques des préfets. Paris, an IX-an XI. 36 volumes. Bibl. nat., L³¹. On la trouve en manuscrit avec la signature de Borie, aux Archives nationales, F²⁰ 197.

Almanach d'Ille-et-Vilaine, an VIII [Bibl. Rennes $\frac{51}{1. 25}$].

Mounier, *Annuaire statistique d'Ille-et-Vilaine*. Rennes, an XII [Bibl. Rennes $\frac{49}{E. 32}$. Cet exemplaire a été donné à la bibliothèque par Mounier fils, pair de France.

3° LIVRES RÉCENTS.

Orain, *Géographie pittoresque d'Ille-et-Vilaine*. Rennes, 1882, gr. in-8. Bibl. nat., Lk⁴. 1745.

H. Sée, *Les classes rurales en Bretagne du xvi^e siècle à la Révolution*. Paris, 1906, in-8. Bibl. nat., L1⁶/167.

H. Sée et A. Lesort, *Cahiers de doléances de la Sénéchaussée de Rennes pour les États-Généraux de 1789*. Tome I. Paris. 1909. T. II, 1911. Bibl. nat., 8. La³², 791.

Dubreuil (Léon), *Le district de Redon*. Rennes, 1903, in-8. Bibl. nat., Lk⁵, 370.

Haize, *Saint-Servan pendant la Révolution*. Saint-Servan, 1909, in-8. Bibl. nat., 8^o, Lk⁷ 36-775.

Banéat, *Le Vieux Rennes* (Mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, 1904 et années suivantes).

E. Prampain, *Saint-Malo historique*, 1902. Bibl. nat., Lk⁷/33579.

Benaerts, *Saint-Malo pendant le Consulat et l'Empire*. Annales de Bretagne, t. XIV, 1898-1899.

l'une des régions de la France qui méritait le mieux d'attirer la sollicitude du gouvernement consulaire. Le département d'Ille-et-Vilaine avait particulièrement souffert : placé sur la route de la Loire à la Manche il avait été envahi par les bandes vendéennes dans leur grand exode de novembre-décembre 1793 et lorsque les insurgés traqués par les Mayençais eurent été refoulés en désordre vers Ancenis et Savenay, des groupes de partisans se dispersèrent dans le pays et s'y maintinrent en relations avec les émigrés et les Anglais à cause de la proximité de Jersey. Le mouvement d'émigration avait été très actif dans le département. Le 3 septembre 1792 une première liste d'émigrés établie par l'administration départementale portait déjà 646 noms ; de nouvelles listes dressées au début de 1794 évaluaient le nombre des émigrés à 2 072 personnes, parmi lesquelles 758 prêtres et 728 nobles. D'ailleurs tous n'étaient pas partis à l'étranger ; beaucoup d'entre ceux qui figuraient sur les listes étaient cachés dans le pays ou enrôlés dans les bandes d'insurgés¹. Le régime terroriste fut inutilement établi dans l'Ille-et-Vilaine. Durant les premiers mois de 1794 le cruel représentant Carrier y promena en vain les commissions militaires et la guillotine. La répression fut impuissante et entraîna de terribles représailles de la part des chouans soudoyés par l'or anglais et dirigés par plusieurs chefs de l'émigration. La guerre civile s'était donc maintenue en permanence dans ce malheureux département : elle durait encore en l'an VIII empêchant tout progrès de l'agriculture, ruinant tout commerce par le manque absolu de sécurité dans les relations intérieures. Tous les efforts des divers représentants d'Ille-et-Vilaine dans les assemblées législatives n'avaient pu améliorer une situation depuis longtemps lamentable. Il est intéressant de présenter ici la liste des hommes qui dans la période très agitée de 1789 à 1799 avaient été appelés par les suffrages de leurs concitoyens à représenter les régions rennaise et malouine.

États généraux et Assemblée constituante. Sénéchaussée de Rennes : Tiers État : Huard, négociant à Saint-Malo ; Glezen, avocat au Parlement de Rennes ; Lanjuinais, professeur de droit à Rennes ; Hardy de la Largère, maire de Vitré ; Le Chapelier, avocat au Parlement ; Gérard, laboureur, domicilié en la paroisse de Montgermont ; Defermon, procureur au Parlement. Deux suppléants : Varin de la Brunelière, avocat au Parlement ; Bodinier, négociant à Saint-Malo. Par la mort de Huard, Varin fut appelé à siéger au mois d'octobre 1789.

1. Tanguy, *L'émigration dans l'Ille-et-Vilaine*. Annales de Bretagne, tome XXI, p. 160.

Clergé : 1^o Diocèse de Saint-Malo : Rathier, recteur de Broons ; Allain, recteur de Josselin. 2^o Diocèse de Dol : Symon, recteur de la Boussac ; Garnier, recteur de Notre-Dame de Dol. 3^o Diocèse de Rennes : Guillou, recteur de Martigné-Ferchaud ; Vaneau, recteur d'Orgères ; Hunault, recteur de Billé. Quatre suppléants : Quéru de Lacoste, recteur de Saint-Jean de Rennes ; Lancelot-Dubourg, recteur de Rétiers ; Tual, recteur de Châteaugiron ; Gérard, recteur de Saint-Martin de Janzé. Guillou et Hunault se retirèrent pour raisons de santé et furent remplacés le 15 septembre par Quéru de Lacoste et Lancelot-Dubourg.

Sénéchaussée de Fougères : Tiers État : Fournier de la Pommeraye, procureur du roi près la sénéchaussée de Fougères ; Lemoine de la Giraudais, avocat au Parlement¹ et maire de Fougères.

Assemblée législative : Tardiveau, homme de loi à Rennes ; Michel jeune, procureur syndic du district de Saint-Malo ; Gohier, homme de loi à Rennes ; Lebreton (François), procureur syndic du district de Fougères ; Croizé, président du tribunal du district de Vitré ; Duval, juge au tribunal de la Guerche : Sébire, cultivateur, administrateur du district de Dol ; Codet, membre du conseil général de la commune de Rennes ; Le Coz, évêque d'Ille-et-Vilaine ; Du Petitbois, colonel au 16^e dragons, natif de Rennes. Il y eut quatre suppléants : Bodinier, déjà suppléant à la Constituante ; Lemerer, homme de loi à Rennes ; Jan (Jacques), vice-président du département ; Blanchet, cultivateur à Guipry, doyen d'âge de l'assemblée².

Convention nationale : Lanjuinais, ex-député à la Constituante ; Defermon, président du tribunal criminel de Rennes, ex-constituant ; Duval, juge au tribunal de Vitré, membre de la Législative ; Sevestre, greffier du tribunal de Rennes ; Chaumont, administrateur du district de Saint-Malo ; Lebreton, membre de la Législative ; Dubignon, capitaine de la garde nationale à Redon ; Tardiveau, membre de la Législative ; Obelin, juge du district de Saint-Malo, haut juré ; Beugeard, procureur syndic du district de Vitré.

Cinq suppléants : Maurel, chirurgien à Bain ; Gilbert, médecin, officier municipal de Rennes ; Courné, professeur et libraire à Rennes ; Trehouart, maire de Saint-Malo ; Talhouet, maire de Rennes.

Tardiveau ayant démissionné fut remplacé par Maurel ; Gilbert,

1. Armand Brette, *Les Constituants*. Paris, 1897. Pour la biographie des députés, voir Kerviler, *Cent Ans de représentation bretonne*, 1^{re} série. Paris, 1888.

2. Arch. dép., L. 341. Procès-verbal de l'assemblée électorale (29 août-6 septembre 1791). Kuscinski, *Les députés à la Législative*. Paris, 1900.

Courné et Talhouet ne siégèrent pas ; Trehouart remplaça Lanjuinais en août 1793¹.

Corps Législatif du Directoire. Élections de l'an IV : Liste principale de neuf représentants formant les 2/3 des membres attribués au département, choisis parmi les membres de la Convention : Defermon, déjà député du département à la Constituante et à la Convention ; Boissy d'Anglas (François-Antoine), ancien procureur général syndic de l'Ardèche ; Obelin, Lanjuinais, Lebreton, déjà députés d'Ille-et-Vilaine à la Convention ; Cambacérès, ancien président du tribunal criminel de l'Hérault ; Henry Larivière, homme de loi à Falaise ; Dussaulx, membre de l'Académie des Inscriptions ; Saladin, ancien juge à Amiens.

Liste de quatre représentants formant le dernier tiers, pris en dehors de la Convention : Petiet (Claude), ancien procureur syndic d'Ille-et-Vilaine ; Bodinier, ancien suppléant à l'Assemblée Législative ; Rallier, ancien officier du génie et administrateur du district de Fougères ; Lemerer, avocat à Rennes².

Élections de l'an V. Conseil des Anciens : Aubrée (Louis), juge au Tribunal civil de Rennes ; Pointel, négociant à Saint-Servan. *Conseil des Cinq-Cents*. Desnos, ex-avocat au grand Conseil ; Corbière, commissaire du Directoire près l'administration municipale de Rennes ; Ponsard aîné, homme de loi.

A la suite du coup d'État directorial de l'an V, la loi du 19 fructidor (5 septembre 1797) annula toutes les élections du département d'Ille-et-Vilaine faites en l'an V, et condamna Lemerer à la déportation.

Élections de l'an VI. Conseil des Anciens : Lemoine-Desforges, accusateur public près le tribunal criminel ; Corbinais, président de l'administration municipale de Dol ; Loysel, commissaire du Directoire près l'administration municipale de Fougères ; Jourdain, juge au tribunal civil de Rennes.

Conseil des Cinq-Cents : Beaugeard, commissaire du Directoire près l'administration centrale ; Blin, directeur des postes à Rennes ; Bouaissier, inspecteur de la Loterie nationale ; Varin (François), frère de l'ancien Constituant, conservateur des hypothèques ; Dubignon, ancien conventionnel ; Lodin-Lalaire, juge au tribunal civil de Rennes.

1. Arch. dép., L. 341. Procès-verbal de l'assemblée tenue à Saint-Malo, 4 sept. 1792. Guiffrey, *Les Conventionnels*. Paris, 1889.

2. Arch. dép., L. 341. Procès-verbal de l'Assemblée électorale du 20 vendémiaire an IV (12 octobre (1795). — Kuscinski, *Les députés au Corps Législatif de l'an IV à l'an VII*. Paris, 1905.

Élections de l'an VII. Conseil des Anciens : Jourdain, qui n'avait été élu que pour un an ; *Conseil des Cinq-Cents* : Malherbe, ancien procureur général syndic du département ; Pontallié, commissaire près l'administration centrale d'Ille-et-Vilaine ; Rallier, membre du conseil des Anciens. •

Les noms de ces divers élus représentent nettement quels furent l'évolution des idées et le développement politique dans l'Ille-et-Vilaine depuis la convocation des États-Généraux jusqu'au coup d'État de brumaire. La noblesse et le haut clergé de Bretagne ayant refusé d'envoyer des députés au États-Généraux, se trouvèrent dès l'origine mis à l'écart et nettement hostiles au mouvement de réformes. Les élus de l'assemblée d'avril 1789 appartinrent exclusivement au Tiers État et au bas clergé (recteurs de paroisses) ; les députés laïques faisaient partie pour la plupart de la bourgeoisie rennaise déjà instruite et pénétrée des idées philosophiques du siècle, ou de ce monde judiciaire qui avait participé à l'agitation réformiste d'octobre 1788 ; les autres étaient les représentants du commerce de l'importante région malouine. A la Législative les députés d'Ille-et-Vilaine appartiennent à l'élément modéré ; à la Convention la majorité de la députation soutient les Girondins. Lanjuinais est mis en accusation et remplacé ; Deferron, condamné à mort, s'évade et ne revient siéger qu'en mars 1795 ; Lebreton et Obelin font partie du groupe des 73, décrétés d'arrestation pour avoir protesté contre le 2 juin 1793, et ne sont rappelés qu'après thermidor. Aussi les élections de l'an IV et de l'an V pour le Corps législatif furent-elles nettement favorables aux anciens girondins ou aux ennemis de la politique jacobine. Larivière, Dussaulx, Saladin, étrangers au département furent choisis dans l'ancien groupe des 73. Le Directoire profita du coup d'État de fructidor pour annuler ces élections, mais en l'an VII les députés d'Ille-et-Vilaine représentent toujours les opinions républicaines modérées et les intérêts de la bourgeoisie bretonne, sympathique sans doute à une révolution sociale qu'elle a fortement encouragée, mais hostile à toute violence. L'administration centrale du département voulait suivre la même ligne de conduite, mais elle était impuissante à rétablir l'ordre dans un département si profondément troublé et mal secondée par le gouvernement du Directoire toujours à court de deniers, elle ne pouvait remédier à la gravité de la situation.

La nature même du pays favorisait le maintien et les entreprises de la chouannerie. Malgré la transformation opérée de nos jours par les travaux du service vicinal et le passage des chemins de fer, il est

aisé encore de se rendre compte des avantages que les insurgés pouvaient tirer d'une connaissance exacte du terrain. Une contrée de relief modeste, mais néanmoins très accidentée, surtout vers les bords de la Vilaine entre Rennes et Redon et aux alentours de Fougères, peu de grandes hauteurs permettant de découvrir un vaste horizon ; pas de positions stratégiques, des champs entièrement isolés les uns des autres par des haies très touffues d'où surgissent des chênes tronqués et trapus, vigoureux de feuillage malgré leur petite taille, des forêts nombreuses offrant une retraite facile. L'ensemble du département se présente sous l'aspect d'un plateau disposé en forme de cuvette : au centre, par 27 mètres d'altitude se trouve la dépression du bassin de Rennes que suit la grande route de Paris à Brest ; à l'Est plusieurs rangées de hauteurs continuent les collines du Maine : Fougères est à 136 mètres d'altitude, La Bazouges du Désert à 198, La Chapelle-Janson à 248. Au Sud les rives de la Vilaine sont fort accidentées ; Bourg-des-Comptes est à 96 mètres, Lassy à 100, Laillé 106, Bain 109, Pipriac 102. Sur les confins de l'Ille-et-Vilaine et du Morbihan les collines atteignent 255 mètres à la Haute-Forêt, non loin de Plélan ; c'est le point le plus élevé de la région.

Toute cette contrée au Sud de Rennes présente des sites sauvages : tantôt ce sont les rives abruptes de la Vilaine couvertes de bois au sombre feuillage, aux taillis épais, tantôt les landes d'un charme mélancolique, belles surtout à l'automne, quand blanches jusque-là sous les lichens, elles s'émaillent de la fleur rouge des bruyères ; les plateaux sont découpés par de profondes vallées où coulent très encaissés de frais ruisseaux : sur la rive gauche de la Vilaine, la Seiche qui finit non loin de Bruz, le Semnon qui se termine à Pléchâtel et la Chère en face de Langon. Sur la rive droite le Canut qui se jette au pied des hauteurs schisteuses de Bourg-des-Comptes. Toutes ces sinuosités pittoresques, admirablement connues des chouans, étaient autant de refuges faciles à défendre.

Dans la plupart des communes toutes les maisons étaient dispersées à de grandes distances dans les terres ; il ne se trouvait ordinairement que peu d'habitations réunies autour de l'église, et presque tous les villages étaient placés loin des grandes routes. Aujourd'hui la circulation est facile, même dans les chemins ruraux, mais en l'an VIII elle était presque impossible sur la plupart des routes. La majeure partie d'entre elles avait été ouverte de 1750 à 1760 : on se ferait difficilement une idée de leur aspect à la fin du Directoire. Les chemins vicinaux n'étaient que des cloaques d'eaux croupis-

santes. Le fond des routes était le plus souvent en terre glaise : on manquait en plusieurs endroits de pierre dure pour les réparer et les schistes qu'on y avait employés furent bientôt réduits en poussière par le passage fréquent des convois d'artillerie dont la guerre civile nécessitait la présence, et le mouvement considérable des marchandises transportées par voie de terre de l'Île-de-France et du Maine vers Brest, car la mer était au pouvoir des Anglais et le trafic du cabotage presque impossible¹. On n'avait rien fait pour l'entretien des chemins depuis le début de la Révolution. Au XVIII^e siècle les travaux des routes étaient exécutés par des corvées imposées aux cultivateurs ; mais ce fardeau étant devenu intolérable on l'avait remplacé par des additions aux impôts qui permettaient le paiement des travaux en argent. Lorsque la révolution survint, ce fonds spécial disparut avec les autres impôts. Les routes furent mises sur le compte des fonds généraux et la pénurie financière fit bientôt cesser tous les travaux qu'on y avait pu entreprendre. Le Conseil des Cinq-Cents chercha un remède par la loi du 24 fructidor an V (10 septembre 1797), qui établissait une contribution spéciale. Sur toutes les routes de la République devait être perçue une taxe dont le produit serait uniquement affecté aux dépenses de leur entretien². Le principe était bon, mais l'application fut très défectueuse. Les lois des 9 vendémiaire et 3 nivôse an VI (30 septembre et 23 décembre 1797) firent mettre en adjudication le droit de passe. Dès lors la perception en éprouva beaucoup de difficultés quand on vit plusieurs adjudicataires tripler à leur profit le prix de l'adjudication. Le mécontentement public était d'autant mieux fondé que le produit du droit de passe presque partout détourné de son objet ne fut nullement employé à l'amélioration des routes. Le seul résultat fut de gêner la liberté particulière et d'arrêter la circulation des marchandises. Pour éviter les grandes routes où se trouvaient les barrières, les voituriers prenaient des chemins détournés, brisaient les haies, faisaient des dégâts pour dix francs afin de ne point payer 20 sous de taxe. La mesure fiscale étant insuffisante, le Directoire avait pris le parti de demander le concours de tous les citoyens : nous lisons dans une proclamation du 22 frimaire an VI (12 décembre 1797) : « L'esprit public doit opérer dans la République française des prodiges supérieurs à tous ceux de l'antiquité. Rome libre étonna le monde par la magnificence

1. *États de mois du citoyen Feburier*, p. 35 et 36 (Rennes, Bruté, an VIII).

2. Rapport du Conseiller d'État Crétet au ministre de l'intérieur 4 brumaire an IX (26 octobre 1800).

des aqueducs et des chemins dont il subsiste des débris, monuments de sa gloire ; ses meilleurs citoyens ambitionnèrent l'honneur de donner leur nom à des routes construites à leurs propres frais. Appius en fournit l'exemple, et plusieurs grands hommes l'imitèrent¹. »

Dans chaque commune devait être ouvert un registre préparé pour une souscription volontaire où chaque citoyen ferait inscrire ses offres de contribuer à la réparation des routes de la région par tel nombre de journées en nature ou en argent. Le gouvernement directorial comptait sur cette proclamation cicéronienne afin de pourvoir promptement aux travaux des routes, mais son espoir fut déçu, car il ne suffisait pas de jouer au sénat romain, et d'évoquer le souvenir d'Appius pour lui trouver des imitateurs français. L'appel ne pouvait être écouté dans le département d'Ille-et-Vilaine, l'un des plus troublés du territoire : en l'an VIII il n'était pas rare de rencontrer des voitures abandonnées dans de profondes ornières ; l'état de dégradation était tel que les courriers, les diligences, les rouliers ne pouvaient passer qu'avec les plus grands dangers ; ajoutez à cela les attaques fréquentes des chouans qui arrêtaient les voitures et la présence d'une foule de mendiants fort peu rassurante en ces temps de troubles ; ils étaient comme les colporteurs des différents partis et par leur entremise circulaient dans les villages les bruits les plus faux et les plus alarmants.

II. — Une telle situation n'était guère propre à favoriser l'essor de l'agriculture. Sur ce point toute la région rennaise était restée très arriérée relativement aux contrées voisines du Maine et de l'Anjou. Pourtant durant le règne de Louis XV quelques progrès avaient été réalisés, grâce à la fondation d'une Société d'agriculture et de commerce, confirmée par le brevet royal du 20 mars 1757. La Chalotais, le célèbre procureur général figurait parmi les membres de cette société qui avaient encouragé le plus efficacement l'introduction de cultures nouvelles ; alors commença la culture du trèfle et celle de la pomme de terre ; on développa celles du lin et du froment². Les progrès de l'agriculture auraient été nécessaires pour fournir la subsistance de la plus grande partie des habitants du département. En l'an VIII la population s'élevait à 488 846 individus ; mais il en faut soustraire 11 327 soldats et marins employés au ser-

1. Circulaire du ministre de l'Intérieur à l'administration centrale d'Ille-et-Vilaine. Arch. dép., 1 S 2.

2. Rapport du préfet d'Allonville, 28 septembre 1817. Arch. nat., F¹C III Ille-et-Vilaine, 7, texte publié par M. Letaconnoux dans les *Annales de Bretagne*, t. XXIV.

vice de la République. Le total se réduisait donc à 477 519¹. Cette population était en très grande majorité rurale, car les centres urbains les plus importants ne comptaient guère ensemble plus de 70 000 habitants. Il restait ainsi pour la population des campagnes environ 400 000 individus répartis surtout dans les hameaux, fermes et habitations dépendants des communes. La misère de cette classe rurale, déjà grande avant 1789, s'était encore aggravée par la guerre civile. Le voyageur anglais Arthur Young qui parcourut le pays en 1788 écrit dans son journal le 1^{er} et le 5 septembre² : « jusqu'à Combourg (il venait de Normandie par Pontorson) le pays a un aspect sauvage ; l'agriculture n'y est pas plus avancée que chez les Hurons : à Combourg on voit des maisons de terre sans vitres et un pavé si rompu qu'il arrête les passagers... à Mautauban le peuple paraît bien vraiment pauvre. Les enfants sont en haillons dégoûtants. Quant aux bas et aux souliers c'est un luxe. » Les villages et les fermes avaient un aspect des plus tristes. Les habitations bâties avec de la terre glaise, de la pisaie ou de la pierre sombre se détachaient à peine du sol ; le jour et l'air n'y pénétraient souvent que par les portes³.

Les laboureurs très attachés à leur sol et à la routine étaient peu instruits. La plupart d'entre eux ne tenaient guère à défendre la cause d'une France républicaine qu'ils connaissaient encore mal, toute enlaidie par de constantes calomnies ; la seule annonce d'une prochaine levée d'hommes pour la conscription jetait le trouble dans leurs esprits bornés, effrayait les plus calmes, exaspérait les tempéraments belliqueux. Ils ne voulaient pas s'éloigner de la terre natale et les chefs des insurgés trouvaient ainsi le moyen d'avoir de nombreuses recrues en leur promettant de ne les faire combattre que près de ces foyers qui leur étaient si chers.

L'Ille-et-Vilaine était un pays de petite culture. Un tiers des terres cultivables était partagé en fermes de 15 à 30 hectares ; les deux autres tiers se divisaient en petites closéries de 5 ou 6 hectares exploitées habituellement par les propriétaires. Ce morcellement de la propriété rurale était d'ailleurs général en Bretagne. Le comte Dessuile dans un rapport de 1785 constatait qu'une ferme de Bretagne est « très considérable quand elle occupe trois charrues⁴ ». Les bestiaux

1. Arch. nat., F²⁰/37 et Arch. dép., 17 M 2.

2. Arthur Young, *Voyages en France*, 2^e édition. Paris, 1794, trad. Soulès, I, p. 267.

3. Borie, *Statistique du département d'Ille-et-Vilaine*, p. 9.

4. Bibl. nat., manuscrits, nouv. acquisitions françaises, n^o 3077, p. 14.

étaient rares. Le sénateur Cornudet, plus tard titulaire de la sénatorerie de Rennes, écrit dans un rapport de l'an XII « qu'une exploitation de 300 francs de revenus n'est guère garnie outre les chevaux de labour que de cinq petites vaches et de cinq à six brebis ¹ ». Les engrais manquaient malgré la proximité de la mer, car le mauvais état des chemins empêchait souvent le transport des produits marneux ou calcaires utilisables. La gêne de la plupart des fermiers ne leur permettait de tenter aucune innovation, de hasarder aucune expérience : ils se contentaient de semer les grains et leur épargne forcée faisait languir toutes les parties de l'exploitation agricole ². Les cultures les plus fréquentes étaient celles du lin, du chanvre, du froment, du méteil, du seigle, de l'orge, de l'avoine, du sarrazin et de la pomme de terre. Le châtaignier très répandu méritait le nom que lui donne le préfet Borie, d'arbre à pain de la région. On se préoccupait d'en améliorer la production ; en l'an VIII, Bertin membre de la société d'agriculture de Rennes, publia un « *Essai sur la culture du châtaignier* ». La vigne dont la culture s'étendait au moyen âge sur une grande partie de la Bretagne, était restreinte aux coteaux des bords de la Vilaine de Bourg-des-Comptes à Redon ³. Le lin et le chanvre cultivés sur des espaces beaucoup plus étendus qu'aujourd'hui fournissaient la matière première à la principale industrie du pays, celle des toiles et des cordages. L'insuffisance de la production agricole explique le grand développement des industries rurales. Dans les environs de Rennes on fabriquait de grosses toiles à voiles, dites *noyales* (Noyal-sur-Vilaine). Les tanneries avaient été également très actives avant la période des troubles.

Une moitié seulement du département était ainsi en culture ; les landes, les forêts, les marais, occupaient l'autre. On désignait sous le nom de *communaux* des terrains vagues peu propres à la culture qui couvraient une grande partie du département. Les uns dépendaient des forêts du domaine, les autres appartenaient aux paroisses, puis aux communes ⁴. Dès les premières années des troubles ces terres étaient restées le plus souvent à la discrétion du premier venu ; beaucoup de huttes plus ou moins misérables y furent con-

1. Arch. nat., AF IV, 1053.

2. *Registres du Conseil général an IX*. Rapport de la commission d'agriculture, fol. 71. Arch. dép.

3. Sée et Lesort, *Cahiers de doléances. Introduction*, p. xvi et suiv.

4. Procès-verbaux des séances du Conseil général an X. Arch. nat., FIC V. Ille-et-Vilaine, 1, n° 15. De la Morvonnais, *Économie rurale de la Bretagne*, 1894. P. Lefevre, *Les Communs en Bretagne à la fin de l'ancien régime*. Rennes, 1907.

struites à la grande inquiétude des fermes ou des métairies voisines, car ces masures étaient surtout le refuge des maraudeurs ou des insurgés. Les forêts très étendues servaient également de retraites faciles aux bandes de chouans. L'Ille-et-Vilaine était le plus boisé des cinq départements de Bretagne. Avant 1789 le territoire du département futur était divisé au point de vue de l'administration des bois royaux, entre trois maîtrises des eaux et forêts, celles de Rennes, Fougères et Villequartier¹. La maîtrise de Rennes comprenait au Nord-Est de la ville sur la route de Fougères les forêts de Rennes, Liffré, Saint-Aubin-du-Cormier (6 000 hectares), puis sur la route de Rennes à Antrain les bois de Chevré et de Saint-Sulpice (2 200 hectares) ; tous ces massifs forestiers fournissaient à Rennes les bois de construction et de chauffage. La maîtrise de Fougères comprenait la forêt de Fougères (1 740 hectares) presque tout entière en hêtres. La maîtrise de Villequartier dont le siège était à Bazouges-la-Pérouse comprenait les forêts de Villequartier sur la route d'Antrain à Dol (1 500 hectares) et de Marcillé-Raoul sur celle d'Antrain à Hédé (600 arpents ou 306 ha. 42³). Ces deux dernières fournissaient des bois de construction à la marine. En dehors de ces forêts royales, d'autres bois beaucoup plus étendus appartenaient à des particuliers ou à des gens de mainmorte. Sur la route de Vitré à La Gravelle, aux confins du Maine la forêt du Pertre (1 300 hectares) servait à l'exploitation de la forge de Port-Brillet (Mayenne) et dans son voisinage les bois d'Argentré (580 arpents = 296 ha. 20) ; au Nord de Fougères sur la route de Mortain et le territoire de la paroisse de la Bazouges-du-Désert les bois de Glaine (300 arpents = 153 ha. 21) ; près de Saint-Aubin-du-Cormier et sur le territoire de Vieuxvy, les bois de Sévé et de la Mirandois (540 arpents = 275 ha. 77) ; près de Saint-Aubin-d'Aubigné les bois d'Andouillé (750 arpents = 383 ha. 2) ; près de Hédé les bois de Tanouarn (250 hectares) et sur le territoire de Saint-Pierre-de-Plesguen ceux du Mesnil (300 hectares). A l'Ouest de Rennes sur la grande route de Ploermel s'étendait la vaste forêt de Paimpont (10 000 hectares) puis près de la route de Saint-Brieuc, les bois de Montauban et de Saint-Méen (700 hectares). Au Sud de Rennes et dans son voisinage, les forêts de Seuve, paroisse de Vern (2 200 arpents = 1 124 ha. 54) et de Muce, paroisse de

1. Bibl. nat., Dessuile, rapport cité Borie, ouv. cité.

2. Dans le rapport de Dessuile les surfaces forestières sont évaluées en arpents. Il s'agit évidemment de l'arpent d'ordonnance ou des eaux et forêts qui valait 100 perches. La perche représente 51 ares 7 centiares. Nous avons fait la conversion en hectares d'après cette indication.

Baulon (800 hectares) ; puis, plus éloignés dans la région méridionale du département entre Bain et Châteaubriant, les bois de Fougeray (500 arpents = 255 ha. 35) et de Teillay (2 000), sur la paroisse d'Ercé en Lamée ; à proximité, ceux d'Araize et du Theil (1 400 hectares), utilisés pour les forges de Martigné-Ferchaud. Enfin sur la route de La Guerche à Châteaubriant, la grande forêt de La Guerche (3 000 hectares). Depuis la Révolution la plupart de ces forêts, propriétés particulières ou paroissiales étaient devenues propriétés de l'État, sauf celles de Tanouarn et du Mesnil. Les massifs forestiers nationaux atteignaient ainsi dans l'Ille-et-Vilaine une étendue d'au moins 32 000 hectares.

La difficulté des débouchés empêchait de retirer de ces forêts tous les revenus que le trésor public était en droit d'en attendre ; presque abandonnées elles servaient de repaires à un nombre considérable de loups qui allaient ravager les campagnes et les bergeries, attirés par les cadavres de chevaux non encavés et même trop souvent par ceux des malheureuses victimes de la guerre civile. En 1804 le préfet Mounier sera obligé d'ordonner une battue générale dans les forêts, surtout celles du Pertre et de La Guerche, pour la destruction des loups¹.

Les marais principaux étaient ceux des environs de Redon et de Dol. Entre Brain et Renac, le Don et la Vilaine formaient des marais de 5 000 hectares² ; on n'avait encore rien fait pour les dessécher quand il était facile de les convertir en magnifiques prairies. Mais les plus considérables étaient les marais de Dol qui couvraient 12 000 hectares. Leur origine est très ancienne. D'après l'ouvrage de l'abbé Manet qui fit longtemps autorité³, il y eut en 709 un cataclysme qui creusa d'un coup la baie de Cancale et la rade de Saint-Malo. Les eaux de la mer se retirèrent ensuite par degrés et laissèrent à découvert un terrain marécageux. M. de la Borderie critique la trop grande précision de l'abbé Manet. Le choix de la date de 709 est erroné et tient à un contresens dans l'interprétation d'un très ancien récit concernant la baie du Mont-Saint-Michel⁴. De temps immémorial les eaux de la mer pénétraient jusqu'à l'emplacement actuel de la ville de Dol, faisant du Mont-Dol une île et dans les grandes

1. Arch. dép., 6 K 8. Arrêté de vendémiaire an XIII (septembre 1804).

2. Aujourd'hui encore la Vilaine déborde dans des prairies basses et forme ainsi la mer ou lac de Murin, d'où l'on tire au printemps des herbes aquatiques servant d'engrais pour les champs.

3. Abbé Manet, *De l'état ancien et de l'état actuel de la baie du Mont-Saint-Michel*, 1829.

4. De la Borderie, *Histoire de Bretagne*, tome I, 1896.

marées inondant toute la région du marais. Mais peu à peu les habitants construisirent des digues. Sous leur protection et au moyen de nombreux canaux, une partie des marais fut desséchée, et le terrain devint par sa fertilité, comme le dit Borie, « le véritable delta du département ». Les digues s'étendaient de l'Ouest à l'Est depuis Châteauricheux à 5 kilomètres de Cancale jusqu'à Pontorson, sur une longueur totale de 30 kilomètres. Leur hauteur était en général de dix mètres, mais la rivière du Couesnon coulant le long d'une partie de ces digues avait peu à peu creusé le sable et fait écarter beaucoup des enrochements qui protégeaient l'ouvrage du côté de la mer. Les digues déjà fort endommagées en l'an VI auraient pu être réparées alors moyennant 10 000 francs, mais on n'avait rien fait et le gouvernement consulaire allait bientôt recevoir à ce sujet les doléances du nouveau Conseil général¹.

Le commerce et l'industrie avaient également traversé une crise des plus graves durant toute la période révolutionnaire. Le commerce portait principalement sur les chanvres, les lins, le cidre, les bestiaux, le cuir, le beurre. Les grandes manufactures de toiles établies à Rennes, Vitré, Fougères, étaient en complète décadence. Pour l'industrie minérale on exploitait avant 1789 les gisements de minerai de fer de Pontpéan et de Paimpont. Les forges de Paimpont et de Martigné étaient demeurées en activité, mais la mine de Pontpéan avait été abandonnée dès 1795. Cette mine (qu'on exploite encore aujourd'hui) est située près des communes de Bruz et de Saint-Erblon, à 10 kilomètres au Sud de Rennes, non loin du confluent de la Vilaine et de la Seiche. Sa découverte remontait à 1728 ; elle fut faite par des potiers qui trouvaient dans le voisinage l'argile nécessaire à la confection de leur poterie. Le 21 février 1730 la mine fut concédée au sieur Danican par Louis Henri, duc de Bourbon, grand maître des mines de France. Les travaux d'exploitation furent poussés lentement et abandonnés dès 1740 : la vente de la mine fut ordonnée par arrêt de justice en 1745. Il y eut dans la suite plusieurs adjudicataires jusqu'en l'année 1795, où les travaux furent complètement arrêtés. L'abandon de la mine demandé par les concessionnaires fut approuvé par arrêté du ministre de l'intérieur le 19 frimaire an VI (9 décembre 1797). Les eaux envahissaient toute la mine et les moyens d'épuisement manquaient. Dans un rapport de M. Blavon Duchesne, directeur de la mine, nous trou-

1. Observations de Rallier, député des Cinq-Cents, sur les digues de Dol.

vous indiquée comme suit la quantité de minerai lavé, prêt à être fondu, pendant les dernières années d'exploitation ¹.

1790.		642 281 kilogrammes.
1791.		667 833 —
1792.		762 603 —
1793.		648 340 —

L'abandon de la mine était donc tout à fait regrettable. Une étude rapide des centres urbains du département achèvera de montrer cet appauvrissement pénible de toutes les sources de la richesse publique.

III. — Il est nécessaire auparavant de faire connaître quelles étaient les divisions administratives du département. Il y eut deux organisations successives, celle de 1789 et celle de 1795. L'Assemblée Constituante avait créé un Comité de division, dont les procès-verbaux pour la formation topographique des départements se trouvent aux Archives Nationales. Le procès-verbal d'Ille-et-Vilaine est signé par deux députés, Vaneau recteur d'Orgères et Lemoine de la Giraudais avocat au Parlement de Rennes². Après les travaux du Comité, le département fut divisé en 9 districts, 79 cantons et 343 paroisses ou communes, dont voici le tableau.

TABLEAU A³. — ORGANISATION DES DISTRICTS (1790).

I. — *District de Bain*: 9 cantons, 30 paroisses.

1 ^{er} canton.	Bain.	3	Bain, Pancé, Saint-Sulpice-des-Landes.
2 ^e —	Bourg-des-Comptes.	4	Bourg-des-Comptes, Guichen, Laillé, Sain Scnoux.
3 ^e —	Bruz.	5	Bruz, Chartres, Châtillon-sur-Seiche, Chavagne, Noyal-sur-Seiche. *
4 ^e —	Ercé-en-Lamée.	3	Ercé-en-Lamée, Lalleu, Tresbœuf.
5 ^e —	Fougeray.	1	Fougeray.
6 ^e —	Messac ⁴	1	Messac.
7 ^e —	Pléchâtel.	3	Pléchâtel, Poligné, Saint-Malo-de-Phily.
8 ^e —	Sel (Le).	5	Bosse (La), Chanteloup, Couyère (La), Saulnières, Sel (Le).
9 ^e —	Trois-Maries ⁵	5	Bourgbarré, Orgères, Saint-Armel, Saint-Erblon, Trois-Maries (Les).

30

1. Arch. dép., 8 S 1.

2. Arch. nat., NN* 12/145^b. Le procès-verbal est daté du 15 février 1790.

3. Les districts, cantons et communes sont rangés par ordre alphabétique.

4. Il n'y avait d'abord que 8 cantons; Messac fut ajouté.

5. Aujourd'hui Corps-Nuds.

II. — *District de Dol* : 9 cantons, 49 paroisses.

1 ^{er} canton.	Antrain.. . . .	5	Antrain, Chauvigné, Fontenelle (La), Saint-Ouen-de-la-Rouerie, Tremblay.
2 ^e —	Bazouges-la-Pé- rouse.	6	Bazouges, Marcillé-Raoul, Noyal-sous-Bazouges, Rimoux, Romazy, Saint-Rémy-du-Plein.
3 ^e —	Combourg.. . . .	6	Bonnemain, Combourg, Cuguen, Lourmais, Saint-Léger, Trémeheuc.
4 ^e —	Dingé ¹	4	Dingé, Lanrigan, Quebriac ² , Saint-Meloir-sous-Hédé.
5 ^e —	Dol.	8	Baguer-Morvan, Baguer-Pican, Carfantin ³ , Dol, Mont-Dol, Roz-Landrieux, Saint-Léonard ⁴ , Vildé-Bidon.
6 ^e —	Roz-sur-Couesnon.	6	Cherrueix, Roz-sur-Couesnon, Sains, Saint-Broladre, Saint-Georges-de-Grehaigne, Saint-Marc.
7 ^e —	Sens.	3	Gahard, Sens, Vieux-Vy-sur-Couesnon.
8 ^e —	Trans.	6	Boussac (La), Cendres, Pleine-Fougères, Sougeal, Trans, Vieuxviel.
9 ^e —	Vivier (Le). . . .	5	Fresnaye (La), Hirel, Lillemer, Vildé-la-Marine ⁵ , Vivier (Le).

49
III. — *District de Fougères* : 9 cantons, 47 paroisses.

1 ^{er} canton.	Billé.	5	Billé, Chapelle-Saint-Aubert (La), Chienné, Combourtillé, Vendel.
2 ^e —	Fleurigné.	6	Beaucé, Chapelle-Janson (La), Fleurigné, Laignelet, Landéan, Loroux (Le).
3 ^e —	Fougères.	5	Fougères, Lécousse, Romagné, Saint-Germain-en-Coglès, Saint-Sauveur-des-Landes.
4 ^e —	Louvigné-du-Dé- sert.	5	Bazouges-du-Désert (La), Louvigné-du-Désert, Mellé, Monthault, Parigné.
5 ^e —	Parcé.	5	Dompierre-du-Chemin, Javené, Luitré, Parcé, Selle-en-Luitré (La).
6 ^e —	Saint-Aubin-du Cormier.	6	Gosné, Mézières, Saint-Aubin-du-Cormier, Saint-Jean-sur-Couesnon, Saint-Marc, Saint-Ouen-des-Alleux.

A reporter. 32

-
1. Il n'y avait d'abord que 8 cantons, Dingé fut ajouté. DIV^{bis}. Carton 77.
 2. En 1795, Saint-Méloir fut réuni à Québriac.
 3. Carfantin fut réuni en 1795 à la commune de Dol et Vildé-Bidon à celle de Roz-Landrieux.
 4. Saint-Léonard réuni à Epiniac.
 5. Vildé-la-Marine réuni plus tard à Hirel.

Incurables, puis Saint-Yves, la Fraternité (pour les orphelins), Saint-Méen (pour les aliénés). Avant la révolution ils avaient de grandes ressources, étant dirigés par des ordres religieux riches et gratifiés de fréquentes donations particulières. Ils possédaient en rentes foncières ou en privilèges, un revenu d'environ 50 000 écus. Il fallait y ajouter encore une somme considérable provenant d'un octroi très rémunérateur. La Révolution modifia tristement cette avantageuse situation. Les ordres religieux furent proscrits ; ceux mêmes qui se consacraient aux soins des hôpitaux partagèrent l'infortune commune ; telles que les Filles de Saint-Thomas, de l'Hôpital général, les Hospitalières de la Fraternité, les Augustines de Saint-Yves¹. Les malades n'eurent pas à se louer de leur dispersion, car elles furent bien imparfaitement remplacées. Durant la Terreur les biens des communautés mis en vente firent disparaître en même temps la majeure partie des revenus des hospices qui perdirent ainsi près de 100 000 francs. Il ne leur resta guère que 5 600 francs de revenu. Leur infortune devint alors navrante : les touchantes réclamations de l'administration centrale obtinrent du Directoire l'établissement d'un octroi municipal². Mais les résultats n'en furent que médiocres : d'abord par l'effet de la diminution de population à Rennes et de la crise commerciale, le nouvel octroi produisait moitié moins que l'ancien ; de plus on ne pouvait même pas consacrer aux seuls hôpitaux cette modique ressource car depuis dix ans aucune réparation n'avait été faite pour les rues de la ville et les chemins vicinaux les plus voisins ; la municipalité devait donc retenir pour ces travaux de voirie devenus indispensables la moitié du produit de l'octroi. En l'an VIII la situation des hospices était des plus précaires ; leur nombre de pensionnaires, sans compter les incurables, s'élevait à 1 071. Pour leur entretien il aurait fallu une somme d'environ 136 000 francs ; ce qui n'aurait donné encore pour chaque individu que 126 francs par an, ou 0 fr. 30 par jour. En réalité on ne disposait que de la moitié de cette somme et il fallait pourvoir à la nourriture, à l'entretien des malades ou hospitalisés avec un budget de 0 fr. 15 par jour et par tête ! On comprend alors l'appel du Conseil général et les lettres pressantes de Borie qui suivirent la session. D'après l'analyse des procès-verbaux la situation des hospices n'était pas meilleure dans la plupart des départements : en effet, 24 demandent le remplacement des biens appartenant autrefois aux hospices

1. Comte de Bellevue. *L'Hôpital Saint-Yves de Rennes*. Rennes, 1895.

2. Loi du 13 vendémiaire an VIII (5 octobre 1799). *Bulletin des Lois*, II, B. 315. 3332.

et qui ont été vendus, 39 présentent un tableau de la pénurie de leurs hospices et sollicitent du gouvernement des secours extraordinaires.

Les consuls pressés de montrer leur sollicitude accordèrent d'abord la majoration des tarifs de l'octroi pour en augmenter le produit et plus tard la loi du 8 ventôse an XII (28 février 1804) étendue à toute la France assigna aux hospices les plus éprouvés un certain nombre de biens en remplacement de leurs anciens immeubles aliénés : ceux du département d'Ille-et-Vilaine y figurent pour une somme de 35 685 francs ; dont 14 160 francs pour la ville de Rennes et 7 064 francs pour Vitré, les deux cités qui comptaient le plus grand nombre de nécessiteux. Un arrêté du préfet donne le détail : Hospices de Rennes 12 044 fr. 36, Bureau de bienfaisance de Rennes 2 116 fr. 50, Hospices de Vitré 7 064 francs, Hospice de Fougères 3 665 francs, de Redon 2 532 fr. 25, de Montfort 2 260 francs, de Saint-Méen 1 524 francs, de La Guerche 1 213 francs, d'Availles 1 135 francs, de Saint-Malo 1 016 francs, de Dol 583 fr. 52, de Saint-Servan 531 fr. 79¹.

Ainsi dès sa première session le Conseil général d'Ille-et-Vilaine avait écarté toute discussion politique et abdiqué tout droit de contrôle sur les affaires générales de la France. Il faisait partie de ces assemblées dont parle le ministre Chaptal « qui avaient montré un esprit sage, d'excellentes intentions, un attachement sincère au gouvernement et le plus louable empressement à seconder ses vues² ».

Il avait traité seulement des questions fort intéressantes pour l'avenir du département. Les nouveaux conseillers avaient compris que Bonaparte voulait soumettre la Bretagne au régime commun du pays et qu'il ne leur permettrait guère de se poser en juges des actes gouvernementaux. Ils avaient abordé sans retard la tâche plus modeste sans doute, mais urgente et salutaire pour le département, que leur réservait la loi de pluviôse. On leur demandait surtout de renseigner les pouvoirs publics et d'émettre des vœux ; ils avaient obéi en toute conscience, se résignant à n'être que les collaborateurs effacés, mais très utiles du préfet qui restait l'interprète le plus autorisé de ces vœux auprès du gouvernement.

V. — La loi du 28 pluviôse an VIII avait créé les Conseils d'arrondissement pour tenir auprès du sous-préfet le rôle du Conseil

1. Arrêté du 30 messidor an XII (19 juillet 1804). Arch. dép., 9 K 14.

2. Préambule de l'analyse des procès-verbaux, an VIII.

général dans le département près du préfet. Le Conseil de chaque arrondissement était composé de onze membres désignés comme les conseillers généraux par le pouvoir central. Il devait s'assembler une fois par an : l'époque de sa réunion était déterminée par le gouvernement et la durée de la session ne pouvait excéder quinze jours. Il nommait un de ses membres pour président et un autre pour secrétaire. Il faisait la répartition des contributions directes entre les diverses communes de l'arrondissement, donnait son avis motivé sur les demandes en décharge, entendait le compte annuel que le sous-préfet rendait de l'emploi des centimes additionnels destinés aux dépenses de l'arrondissement, et exprimait son opinion sur l'état et les besoins de l'arrondissement. Ce rapport était adressé au préfet¹.

Les premiers membres des Conseils d'arrondissement d'Ille-et-Vilaine furent nommés par des arrêtés consulaires du 1^{er} prairial an VIII — le même jour que les conseillers généraux — pour les cinq arrondissements des sous-préfectures, et le 16 prairial pour l'arrondissement de Rennes. Ces désignations initiales avaient été faites d'après les propositions des députés Rallier et Bodinier et le travail rapide du préfet. Les renseignements avaient parfois manqué de précision. On trouve notamment désignés dans l'arrondissement de Rennes, Fabre et dans celui de Saint-Malo Cregagnan qui furent plus tard qualifiés d'inconnus dans les procès-verbaux et ne se présentèrent jamais. D'autre part certains élus du pouvoir consulaire n'acceptèrent pas le mandat qu'on voulait leur confier. Borie fit de nouvelles propositions, pour compléter les Conseils, et les assemblées d'arrondissement se trouvèrent alors pour l'an IX composées de la manière suivante².

Dans le Conseil d'arrondissement de Rennes figuraient : Blin, médecin à Rennes ; Béziel, ancien juge au tribunal de Montfort et juge de paix à Rennes ; Danet, ancien lieutenant de frégate et administrateur du district de Redon ; Gervezeau, Gatebled, Guillot, Troyhiard, Jehanne, négociants à Rennes ; de la Grézillonnaye, ancien lieutenant de frégate et officier de la compagnie des Indes, et pendant la Révolution agent municipal puis adjoint au maire de Châteaugiron ; Le Guay, cultivateur aisé, maire de Saint-Médard-sur-Ille ; Lucas, administrateur des hospices à Rennes. Le Conseil

1. *Bulletin des Lois*, III, 17.

2. Les listes ont été établies d'après les procès-verbaux de la session de l'an VIII. Arch. dép., M et les renseignements fournis par les listes des Collèges Electoraux. Arch. nat., F¹C III, Ille-et-Vilaine, 2.

de l'arrondissement de Fougères comprenait Lebouc-Bouteillère, ancien commissaire du Directoire près l'administration municipale du canton rural, et actuellement juge au tribunal de la ville ; Gautier La Chaise, propriétaire à Louvigné et maire de la commune, ancien officier d'artillerie ; Gouin Durouel, ancien président de l'administration cantonale et maire de Saint-Georges de Reintembault ; Lebreton, ancien officier municipal et médecin à Fougères ; Perrin, chirurgien et maire de Saint-Sauveur-des-Landes ; Lebarbier, ancien juge au tribunal de Fougères et maire de Saint-Marc-Le-Blanc ; Serizier, notaire à Saint-Aubin-du-Cormier ; Lenglet, ancien procureur de la commune et maire de La Bazouges-du-désert ; Lottin-Tiollais, maire du Loroux ; Lemer cier des Alleux, maire de Fougères et bientôt inspecteur des forêts ; Martin-La Coudre, ancien procureur de la commune et maire de Fougères.

A Montfort on vit figurer dans le Conseil : Poignand, avocat avant 1789, puis procureur syndic du district, et bientôt juge au tribunal de Montfort ; Briot-Champmorin, juge de paix à Bécherel ; Doré, juge au tribunal de Montfort ; Meusnier ; Joubaire, ancien procureur fiscal et juge de paix de Plélan ; Fougeray, négociant à Saint-Méen ; Bufferan, avocat, maire de Bédée ; Bellier du Verger, ancien président de municipalité cantonale et maire de Miniac-sous-Bécherel ; Michel, propriétaire à Saint-Méen, Lemarchand, ancien sénéchal et avocat, maire de Montfort ; Escolan (Jacques), avocat et ancien administrateur.

Les conseillers d'arrondissement de Saint-Malo furent : Cor, notaire à Saint-Malo ; Marion aîné, armateur à Saint-Malo¹ ; Guillemaut, armateur ; Cosson, négociant, membre de la commission des hospices à Saint-Malo ; Foucher, négociant ; Robert Mennais aîné (Pierre-Louis), armateur à Saint-Malo ; Fristel, juge de paix à Saint-Malo ; Bourdet, notaire à Saint-Malo ; Rouault-Coutances, ancien officier de marine à Saint-Servan ; Le Roy, notaire à Saint-Malo ; Sehire-Bellenoë, grand propriétaire à Carfantin, près de Dol, avant la Révolution, puis procureur de la commune et député à l'Assemblée législative.

Au Conseil de l'arrondissement de Vitré siégeaient : Croizé, ancien député à la Législative et président du tribunal de Vitré ; Lemoine de la Borderie (René), ancien officier et administrateur municipal ; Varin du Frambois, ancien administrateur de La Guerche et député aux Cinq Cents, devait siéger en l'an IX au Conseil général du

1. Voir chap. I les corsaires équipés par ces divers armateurs. Tableau C.

département ; Desprès-Duval, ex-administrateur à Marcillé Robert ; Hevin, ex-administrateur du département et receveur à Vitré ; Loychon père, négociant, adjoint au maire de Vitré ; Boischapelle, avocat à Vitré ; Dubourdiou aîné, administrateur municipal à Vitré ; Berthois, président de la municipalité de Vitré en 1799 ; Régnier-Courpéan, gendarme de la garde avant 1789, puis maire de La Guerche et administrateur de l'hospice ; Rubin-Missonais, avocat, commissaire du gouvernement près le tribunal de Vitré.

Au Conseil de Redon siégèrent : Beaulieu, propriétaire à Bains, ancien directeur général de la régie de Bretagne ; Piard-Deshayes, négociant à Redon ; Vauquelin, juge au tribunal de Redon ; Dazemard, ancien capitaine d'infanterie, chevalier de Saint-Louis ; Molié fils, négociant à Redon ; Héry, avocat, maire de Redon ; Lemarchand, ancien receveur du district à Sixt ; Dupuy, ancien président de la municipalité cantonale de Messac ; Jousselin, cultivateur à Redon ; Blerye, maire de Pléchâtel ; Thelohan, président du tribunal de Redon.

La plupart de ces soixante-six conseillers avaient une fortune foncière assez considérable pour l'époque ; ils étaient donc directement intéressés à la prospérité et aux progrès de leur arrondissement ; d'ailleurs facilement dominés par l'administration préfectorale, ils formèrent une phalange de collaborateurs résolus à soutenir le nouveau régime qui promettait l'ordre et la tranquillité et paraissait capable de les garantir ; c'est parmi eux que Bonaparte trouvera les présidents des assemblées cantonales, au moment où le sénatus-consulte de thermidor an X modifiera le système électoral de l'an VIII. L'institution des Conseils d'arrondissement fut utile, car ils avaient l'autorisation d'émettre des vœux, de faire connaître la situation économique exacte de leur région, mais pas plus que le Conseil général ils ne pouvaient opposer le moindre obstacle à l'action du préfet : celui-ci ne devait même plus rencontrer les difficultés qui parfois contrariaient l'intendant de l'ancien régime. Il nous faut maintenant le voir continuer lui-même sa lourde tâche d'administrateur, puisque la loi de pluviôse lui a confié la plénitude du pouvoir.

CHAPITRE VII

L'ADMINISTRATION PENDANT L'AN IX LA MISSION DE BARBÉ-MARBOIS

SOMMAIRE

- I. — Rapports de Borie avec les ministres Fouché et Chaptal. Fouché a fait de son ministère de la police un centre remarquable d'informations et une officine de renseignements d'une précision étonnante pour l'époque. Il oblige les préfets à se faire ses collaborateurs assidus. Chaptal n'est pas moins autoritaire dans son administration. Installation malaisée des nouvelles municipalités (fructidor an VIII). Nomination, par le Premier Consul, des maires de Rennes, Saint-Malo, Vitré, Fougères, Saint-Servan, Pleurtuit. Première réunion du Conseil municipal de Rennes sous la présidence du maire Lorin (9 novembre 1800).
- II. — Le préfet s'occupe d'installer rapidement les nouveaux tribunaux. Loi du 27 ventôse an VIII (18 mars 1800) pour l'organisation judiciaire. Les justices de paix dans le département sont réduites de 84 à 43 ; les six tribunaux de première instance dans les arrondissements remplacent les anciens tribunaux de district ; le tribunal criminel est maintenu. Création du tribunal d'appel à Rennes. Compétence et composition de ces divers tribunaux que le préfet installe solennellement le 29 mai 1800. La plupart des magistrats appelés à en faire partie ont occupé des sièges dans les tribunaux de la période révolutionnaire. Modicité des traitements de la magistrature.
- III. — La misère est grande dans le département durant l'hiver de l'an IX. Ateliers de charité à Rennes et à Vitré. Les mendiants et les vagabonds très nombreux commettent de multiples déprédations ; quelques bandes de chouans dévalisent encore les courriers et les voitures publiques malgré l'organisation de 51 brigades de gendarmerie et les condamnations sévères prononcées par le tribunal criminel. Le gouvernement envoie Barbé-Marbois, conseiller d'État, pour inspecter les territoires de la 13^e division militaire.
- IV. — Mission de Barbé-Marbois à Rennes, Saint-Malo et Dol (28 décembre 1800-février 1801). Mauvaise organisation de l'armée de l'Ouest et négligences de la comptabilité militaire. Efforts du gouvernement consulaire pour développer le commerce et l'industrie. Conseils de commerce créés à Rennes et à Saint-Malo. Exposition générale des produits de l'industrie française à Paris (septembre 1801) après la paix de Lunéville.

V. — Établissement d'un tribunal spécial dans l'Ille-et-Vilaine par la loi du 18 pluviôse an IX pour assurer la sécurité encore souvent compromise. L'an X paraît annoncer une ère de calme véritable.

I. — Après la séparation du Conseil général de nombreuses et délicates questions sollicitaient l'attention et l'activité du préfet et il lui était vraiment difficile de les résoudre au gré de tous les administrés et avec toute la promptitude que réclamaient de lui les ministres du Premier Consul. Ne fallait-il pas, en effet, pourvoir à l'organisation des municipalités nouvelles, assurer la sécurité encore souvent compromise sur les routes et dans les campagnes, surveiller les émigrés et les prêtres rentrés depuis peu dans l'Ille-et-Vilaine, tenter un essai d'organisation meilleure de l'assistance publique à l'égard de tous les malheureux qui se trouvaient sans ressources dans une région dévastée et appauvrie, satisfaire enfin dans la mesure du possible aux réclamations pressantes de l'administration de la guerre qui voulait en vertu des procédés uniformes de la bureaucratie appeler sans retard à l'activité le contingent d'un pays si éprouvé et le priver ainsi de ses derniers moyens de vitalité ?

Bibliographie.

1° SOURCES MANUSCRITES.

A. Archives départementales.

- 1 M 13 (Personnel. Registre des nominations).
- 8 M 14, 20 (Lettres du ministre de la police générale).
- 9 M 81 (Troubles de l'Ouest. Correspondance du préfet en l'an IX).
- 16 M 21, 28, 54 (Correspondance du préfet).
- 23 M, 24 M, 25 M (Agriculture, Industrie, Commerce).
- 1 U 1, 2, 4 (Justice et Tribunaux).
- Archives du Palais de Justice de Rennes. Registres du tribunal criminel.

B. Archives municipales de Rennes.

Registre D¹ 1, fol. 11.

C. Archives nationales.

- F¹C v. Ille-et-Vilaine, 1 (Procès-verbaux du Conseil général),
- F⁷ 3702, 7717, 7750, 7870 (Bulletin de police).
- F¹B 11. Ille-et-Vilaine, 2, 15 (Pièces diverses).

D. Archives historiques de la guerre.

Répartition des troupes de l'armée de l'Ouest.

2° DOCUMENTS CONTEMPORAINS IMPRIMÉS.

Bulletin des Lois, III^e série passim.

Recueil des Circulaires du ministre de l'Intérieur, tome IV (Bibl. nat.,).

3° LIVRES RÉCENTS.

Rocquain, *État de la France au 18 brumaire*.

Maulion, *Le Tribunal d'appel et la Cour de Rennes*, an VIII à 1904. Rennes, 1904. Bibl. nat., Lf¹12 1678.

Les ministres qui par la nature même de leurs fonctions avaient la haute main sur les affaires départementales et avec lesquels Borie correspondait régulièrement furent ceux de la police générale et de l'intérieur, Fouché et Chaptal. Quand les conspirateurs de brumaire préparèrent leur journée, Fouché fut nécessairement du complot, car il aurait été dangereux de tenir à l'écart un ambitieux qui connaissait trop bien les secrets de la police : il était avec Talleyrand le ministre inévitable que le gouvernement nouveau devrait accepter au lendemain du succès. Il semble pourtant, d'après la plupart des témoignages, que Bonaparte lui ait dissimulé les derniers préparatifs du coup d'État, et tout au moins laissé ignorer le jour choisi pour l'action décisive. Fouché s'était facilement résigné à l'expectative, mais quand la fortune de Bonaparte lui parut triomphante, et qu'il apprit la dispersion de l'Assemblée, il se décida avec son activité coutumière et se consacra avec un zèle des plus intéressés au triomphe final de la révolution de Saint-Cloud. Une proclamation habilement rédigée par lui fut répandue par ses agents le soir même du 19 brumaire dans tous les cafés et lieux de réunion ; dans chaque théâtre un acteur en donna lecture sur la scène, au milieu des acclamations. Elle accréditait en temps utile la fable des poignards et faisait condamner par l'opinion publique les députés coupables d'avoir menacé la vie du sauveur de la France. « Fouché y donnait l'estampille officielle à la fable de l'assassinat manqué¹. » Serviteur décidé de l'absolutisme futur, créature du César qui doit bientôt dominer la France, il parle encore comme un républicain convaincu : le ministre du Premier Consul se souvient des grandes formules du Conventionnel de l'an II et les emploie d'ailleurs avec une parfaite aisance. Au reste administrateur des plus zélés, il excelle à mettre en mouvement un des rouages essentiels du régime consulaire et il fait de son ministère de la police un centre remarquable d'informations venues de tous les points d'un territoire beaucoup plus étendu que la France actuelle, et dans un temps où les relations étaient fort lentes, parfois même singulièrement malaisées. Il parvient à créer cette vaste officine de renseignements d'une précision étonnante pour l'époque, en obligeant les préfets, surtout dans les régions quelque peu troublées, à se faire ses collaborateurs assidus. C'est ainsi qu'il exige de Borie un bulletin quotidien où seront relatés les moindres incidents de la vie publique dans son département. Il ne lui permet aucune initiative en matière de police :

1. Vandal, ouv. cité, I, 393. Aulard, *la Légende des poignards*.

« Lorsqu'un attentat a lieu, de quelque nature qu'il soit, c'est à moi seul qu'il appartient de provoquer les poursuites voulues par les lois contre ceux qui en sont les auteurs¹. » De telles prétentions ne peuvent être acceptées sans quelque résistance de la part d'un caractère susceptible comme celui de Borie : il est assez piqué par les termes des missives impératives de Fouché et lui répond parfois non sans quelque mauvaise humeur : « Je vous faisais tous les 15 du mois un rapport général sur la situation intérieure de ce département, mais je n'avais pas cru que tous les vols particuliers dussent faire l'objet de ma correspondance. C'est ainsi que dans la nuit du 9 au 10 de ce mois (brumaire) une femme a été volée d'une somme de douze francs et d'une paire de souliers dans sa maison, près Liffré. Je n'avais pas cru que la nouvelle d'un semblable délit, sans influence sur la situation du pays, dût vous être transmise². » Les préfets du Consulat n'ont pas encore le goût de l'approbation passive à l'égard des circulaires ministérielles, ni la docile souplesse des préfets de l'empire.

Le ministre de l'Intérieur durant la première année du régime consulaire avait été Lucien Bonaparte qu'il avait fallu récompenser du rôle important joué dans la journée décisive du 19 brumaire. « Cet être inquiet et effervescent, si on ne savait l'utiliser, pourrait devenir dangereux. Le meilleur moyen de le tenir était de l'employer³. » Mais il parut bientôt trop ambitieux pour servir sans arrière-pensée la volonté de son impérieux frère. Le 1^{er} pluviôse an IX (21 janvier 1801) Bonaparte le remplaçait par Chaptal mieux disposé à remplir ses intentions⁴. Très différent de Fouché par le caractère Chaptal ne fut pas moins autoritaire dans son administration. Lui aussi exige pour son ministère le contrôle le plus absolu sur toutes les affaires. « Des mesures qui intéressent le régime général, écrit-il dans une circulaire du 21 ventôse an X (12 mars 1802), sont prises dans quelques départements. Elles y sont mises à exécution sans avoir été approuvées. Il se forme ainsi des usages locaux qui tendent à ramener la diversité des coutumes et blessent l'*uniformité d'administration* que toutes nos lois ont eue en vue. Je vous invite à m'adresser chaque mois un *compte analytique* de toutes les décisions, mesures ou arrêtés que vous aurez pris dans toutes les

1. Fouché à Borie, 14 brumaire an IX (5 novembre 1800). Arch. dép., 8 M 14.

2. Borie à Fouché, 22 brumaire an IX (13 novembre 1800). Arch. nat., F⁷ 7717.

3. Vandal, ouv. cité, I, 544.

4. Arch. nat., AF IV, 912. Sur la disgrâce de Lucien Bonaparte. Voir F. Masson : *Napoléon et sa famille*, I, 354.

parties d'administration qui vous sont confiées¹. » Après quelques années d'une si parfaite surveillance à l'égard des diverses régions françaises, les volontés préfectorales ne pouvaient manquer d'être annihilées et la centralisation administrative fut complètement réalisée. Sur ce point l'empire n'eut rien à envier à l'ancien régime.

Chaptal demandait surtout à Borie d'installer les nouvelles municipalités. D'après la loi du 28 pluviôse les administrations cantonales étaient supprimées ; il n'y avait plus que des communes qu'il fallait pourvoir au plus vite de leurs nouveaux administrateurs. Pour ne pas interrompre les services publics il avait été décidé que les anciens administrateurs de la période directoriale et les commissaires du gouvernement rempliraient provisoirement les fonctions attribuées aux maires et adjoints par la loi de pluviôse². Sans doute dans quelques centres importants, comme à Rennes, où le préfet avait pu s'entretenir à plusieurs reprises avec les administrateurs, ceux-ci s'étaient rendus de bonne grâce à son invitation et avaient continué leurs fonctions, mais en réalité dans la plupart des communes rurales les administrateurs municipaux s'étaient dérobés à ces charges transitoires et il était souvent malaisé de leur trouver des successeurs. Dans les communes où la population dépassait 5 000 habitants la désignation du maire et des adjoints appartenait au premier Consul et le préfet nommait les conseillers municipaux ; dans les autres communes le préfet nommait les maires, les adjoints et les conseillers. Mais dans les unes comme dans les autres les nouveaux élus montraient souvent peu d'empressement à accepter leurs fonctions. A Saint-Servan le maire et les adjoints nommés par Bonaparte le 28 germinal an VIII (18 avril 1800) refusent d'abord d'accepter leur commission et le préfet doit maintenir provisoirement en fonctions le président et les deux premiers officiers de l'ancienne municipalité³. Dans les derniers mois de l'an VIII nous voyons Borie multiplier les lettres pour conseiller aux maires qu'il a désignés dans les diverses communes d'accepter leurs fonctions⁴. Il s'adresse aux sous-préfets pour leur demander d'établir avec le plus grand soin les listes des citoyens qui dans leurs arrondissements respectifs leur paraîtront capables de remplir convenablement les fonctions municipales⁵. Malgré ces enquêtes préliminaires plus

1. Recueil des circulaires du ministre de l'Intérieur, tome IV, p. 102.

2. Arrêté des Consuls du 17 ventôse, art. 6.

3. Arrêté du préfet, 22 floréal an VIII (12 mai 1800). Arch. départ., 9 K 1, p. 6.

4. Arch. dép., 8 M 20.

5. Circulaire du 25 floréal (15 mai 1800). Arch. dép., 8 M 20.

d'une fois les arrêtés de nomination qu'adresse le préfet lui sont renvoyés. Les acceptations sont particulièrement difficiles dans les communes où sont cantonnées les troupes. Ce fut seulement dans les derniers jours de fructidor an VIII (septembre 1800) que les diverses municipalités à la nomination du préfet se trouvèrent presque toutes organisées après bien des incertitudes et des remaniements. Parfois les nouveaux élus du préfet avaient été l'objet de dénonciations locales qui allaient jusqu'au ministre de la police. Tels le maire de Pleine-Fougères, Richard, et son adjoint Jénouvrier, accusés d'avoir donné asile aux chouans. Le préfet avait été obligé de faire procéder à des enquêtes pour mettre à néant les calomnies qui souvent étaient formulées par d'anciens fonctionnaires du Directoire, aigris et mécontents de ne plus participer aux affaires¹. Le 18 fructidor an VIII (5 septembre 1800) Borie put adresser au ministre de l'Intérieur un état nominatif des maires et adjoints. Les municipalités étaient entièrement formées dans les arrondissements de Rennes, Saint-Malo et Montfort ; dans l'arrondissement de Fougères manquait encore celle de Louvigné-du-Désert ; dans l'arrondissement de Redon, celle de Langon ; dans l'arrondissement de Vitré il fallait encore faire les choix pour Moussé, Domalain, Bais, Moulins, Le Teil, Essé, Arbressec, Martigné et Forges : au total 3/40 communes étaient organisées sur 351². Tous les choix ne pouvaient être parfaits. Borie avait surtout cherché à écarter les royalistes ou les jacobins pour confier la direction des communes à des hommes d'opinion modérée, jouissant de l'estime publique dans leurs villages ou bourgs respectifs. Mais très souvent, faute d'autres candidats il avait dû placer à la mairie de bons cultivateurs presque illettrés, dont l'ignorance devait être parfois nuisible pour l'exécution des lois, ou tout au moins fâcheuse pour la bonne tenue des registres de l'état civil. Nous constaterons dans l'étude du plébiscite de l'an X qu'un grand nombre de maires savent à peine écrire. D'ailleurs le cas n'est point particulier à l'Ille-et-Vilaine. L'analyse des procès-verbaux des conseils généraux en l'an IX nous apprend que 73 départements se plaignent de l'ignorance des maires.

Les municipalités à la nomination du Premier Consul dans les communes dont la population dépassait 5 000 habitants ne furent complètement organisées qu'au début de l'an IX. Ces communes

1. Borie à Fouché, 15 thermidor an VIII. Arch. nat., F⁷ 7750.

2. Arch. nat., F^{1B} 11, Ille-et-Vilaine, 2.

étaient au nombre de six¹. Rennes (25 904), Saint-Malo (9 147), Saint-Servan (8 836), Vitré (8 809), Fougères (7 297), Pleurtuit (6 596). Pour le poste de maire de Rennes, Bonaparte avait d'abord désigné par l'arrêté du 28 germinal an VIII (18 avril 1800) Sollier-Latouche; gros marchand de la ville, Sollier est consul dans les années 1769, 1771, 1773, prieur en 1780, échevin en 1789. Il figure au procès-verbal des juges consuls de Rennes, dans l'assemblée du 31 mars 1789². Il fut ensuite administrateur du département. Sollier n'accepta point; il se contenta des fonctions de conseiller général, et la mairie fut confiée à Lorin. Le nouveau maire de Rennes avait 46 ans (né le 3 juin 1754). Avant la Révolution il avait rempli les fonctions d'inspecteur des domaines; puis après 1789, il devint officier municipal à Saint-Brieuc, administrateur du département des Côtes-du-Nord. Sa fortune personnelle était assez considérable pour l'époque et dans un pays de médiocre aisance, puisqu'il disposait d'un revenu de 6 000 francs. L'arrêté du 28 fructidor an VIII (15 septembre 1800) lui donna comme adjoints Jollivet, Pollet et Ruaulx, qui tous trois avaient figuré déjà parmi les administrateurs municipaux de la cité rennaise, au cours de la période révolutionnaire.

A Saint-Malo furent nommés quelques mois plus tard (23 ventôse an IX), 14 mars 1801, comme maire, de Brecey, propriétaire, ancien président de l'administration municipale, assisté des adjoints Marion et Amsinck, tous deux négociants. Ces trois administrateurs avaient été recommandés au Premier consul par le Conseil municipal malouin, dans sa séance du 2 pluviôse an IX (22 janvier 1801)³.

Pointel, fabricant de cordages et ancien député aux Anciens, fut maire de Saint-Servan⁴, assisté des adjoints Moras et Le Turc, tous deux anciens officiers municipaux. A Vitré l'arrêté consulaire du 4 frimaire an IX (25 novembre 1800) désigna comme maire Mesnage, ancien administrateur municipal et pour adjoints Loychon père négociant, ex-administrateur, et Guyot du Tremble, propriétaire. La mairie de Fougères fut donnée à Lemer cier des Alleux, avocat, avec Patard, ancien procureur de la commune, et Hochet, ancien membre du Conseil général, pour adjoints⁵. De La Bouëxière,

1. Voir tableau B.

2. Arch. dép., 25 M. Lesort, ouv. cité, I, 35.

3. Arch. munic. Saint-Malo, série D

4. Élu en l'an V, il ne siégea que jusqu'au 19 fructidor. Son élection fut alors annulée. Kuscinski, *Les députés au Corps Législatif*, p. 190.

5. En l'an IX, Lemer cier des Alleux fut remplacé par Binet, négociant (Voir tableau E).

ancien officier de marine, devait diriger la mairie de Pleurtuit. Il fut bientôt remplacé par Lesnard, ancien président de la municipalité cantonale.

Dans les communes dont la population était inférieure à 5 000 habitants, la désignation des maires et adjoints fut faite par le préfet. Signalons parmi les localités les plus importantes, d'abord les trois anciens chefs-lieux de districts qui avaient vainement protesté contre leur déchéance : à Dol la mairie fut confiée à Villalard, notaire, ancien président de la municipalité ; Piel, avocat, devint maire de La Guerche, et le notaire Barbotin (Jacques), maire de Bain. Dans d'autres centres assez peuplés les choix furent les suivants : à Montfort, la mairie fut donnée à Lemarchand, ancien sénéchal et avocat ; le maire de Cancale fut d'abord l'ancien président de la municipalité cantonale Duguen, mais il fut bientôt remplacé par le notaire Avice. A Chateaugiron, Thomas Noury, ancien commissaire du Directoire, céda la place en 1802 à Denis. Les maires de Montauban, Redon, Retiers furent respectivement Levillain, négociant, Héry, marchand, et Jaunay, chirurgien¹.

On peut constater que pour la désignation des municipalités dans les villes les plus importantes du département, Bonaparte ou Borie, son représentant, suivent la même politique que pour la formation du premier Conseil général ; ils appellent presque toujours à la mairie des hommes qui ont participé à la conduite des affaires de la région durant la période révolutionnaire. Quelques années plus tard l'empereur abandonnera peu à peu la politique du Premier Consul : on le voit de plus en plus appeler aux fonctions publiques et administratives des représentants de l'ancien régime ou des ralliés qui, au moment des revers impériaux, faciliteront la restauration royaliste.

La nouvelle municipalité rennaise fut solennellement installée par le préfet, le 18 brumaire an IX (9 novembre 1800). Borie prononça un discours où il rendait hommages aux services de l'ancienne administration municipale qu'avait présidée Parcheminier. Le nouveau maire Lorin rendit compte du voyage qu'il avait fait à Paris à l'occasion de la fête de la République, le 1^{er} vendémiaire. Comme don de joyeux avènement il annonça que les Consuls avaient consenti à accorder au département d'Ille-et-Vilaine un dégrèvement de 400 000 francs sur les contributions de l'an IX².

1. Arch. munic. des diverses localités.

2. Arch. munic. Rennes, registre D^r 1, p. 1, et Arch. nat., F¹B 11, Ille-et-Vilaine, 15.

Le Conseil municipal était ainsi composé de trente membres :

Arot, fabricant de fils et teinturier.
 Auffray, ingénieur.
 Bert, marchand.
 Bodin, avocat.
 Bonnal, ancien administrateur municipal.
 Bonnamy, inspecteur des contributions.
 Clouet, ancien administrateur du département, rentier.
 Dulinc, rentier.
 Duval, chirurgien.
 Féburier, ancien commissaire du Directoire.
 Germé, professeur à l'École Centrale.
 Gomériel aîné, avocat.
 Huet, chef des bureaux de la Préfecture.
 La Noë jeune, orfèvre.
 Leguillé, négociant.
 Leperdit, ancien maire de Rennes.
 Leroux, ancien officier municipal.
 Luc Poinçon, rentier.
 Martin d'Angers, fabricant de fils.
 Parcheminier, juge au tribunal d'appel.
 Pocquet, notaire.
 Pontgerand, instituteur.
 Pontaillé, directeur des contributions.
 Rapatel, officier de santé.
 Richelot aîné, notaire.
 Robinet, chef de bureau.
 Rolland-Boutier, avocat.
 Séguinville, avocat, ancien juge au tribunal de Rennes.
 Thomas aîné, rentier.
 Varin, ancien administrateur du département.

Peu de temps après la réunion du Conseil, l'adjoint Ruaulx, nommé économe de l'hospice, quitta ses fonctions à la mairie. Lorin propose alors au choix du préfet, son cousin, Roger Cherfosse, avocat, qui devait figurer quelques mois plus tard au Conseil général : il fut nommé adjoint le 16 nivôse (6 janvier 1801)¹.

Une fois les Conseils municipaux formés, non sans peine, il fut aussi malaisé de leur trouver des locaux pour servir à leurs premières assemblées. Le préfet fit alors observer que dans la plus grande partie des communes les anciens presbytères devenus propriétés nationales avaient été souvent abandonnés et se trouvaient dans un grand état de délabrement. Il engagea le gouvernement à les concéder aux communes pour le logement des instituteurs et la tenue

1. Arch. dép., série M.

des Assemblées municipales. C'était, en effet, le seul moyen d'intéresser les communes à la réparation et à la conservation de ces édifices¹. Ces locaux ainsi ménagés devaient servir aux réunions annuelles des Conseils municipaux qui d'après l'article 15 de la loi de pluviôse s'assemblaient au début de février pour délibérer sur les dépenses communales de l'année et exprimer leurs vœux relatifs aux besoins de la commune. La première de ces réunions eut lieu le 15 pluviôse an IX (4 février 1801). Mais ces Conseils nommés par le préfet, surveillés sans cesse par l'autorité administrative, ne pouvaient avoir qu'une bien faible part d'initiative dans la vie publique du département.

II. — Cette installation des nouvelles municipalités et l'action des nouveaux tribunaux étaient également nécessaires pour que le préfet pût espérer ramener dans toute la région une prompte sécurité et avec elle un état moins précaire des ressources publiques. En même temps qu'il travaillait à l'organisation des municipalités, Borie s'occupait aussi d'une des fonctions importantes que lui avait déléguée la volonté consulaire, en surveillant l'installation des tribunaux du département. Les magistrats devaient être pour le préfet de précieux auxiliaires dans une région troublée comme l'Ille-et-Vilaine. Aussi le ministre de la Justice, Abrial, tenait-il le plus grand compte des indications fournies par Borie pour dresser l'état des nominations judiciaires qu'il présentait au Premier Consul. L'arrêté du 24 germinal an VIII (14 avril 1800) chargeait le préfet de présider à l'installation des juges en confiant pour les divers arrondissements des délégations aux sous-préfets ; c'était lui qui devait fixer l'époque de la première réunion des tribunaux, tels qu'ils étaient constitués ou remaniés par la loi du 27 ventôse an VIII (18 mars 1800)².

Cette loi importante n'innovait presque rien pour la justice de paix, précieuse institution de l'Assemblée Constituante. Les juges de paix continuaient à présider le tribunal de police pour la poursuite de tous les délits dont la peine n'excédait pas une amende de la valeur de 3 journées de travail ou 3 jours d'emprisonnement ; mais les anciens commissaires du Directoire près les administrations municipales ayant été supprimés, les fonctions du ministère public étaient remplies désormais auprès des tribunaux des juges de paix

1. Borie à Gaudin, ministre des Finances, 7 frimaire an IX (28 novembre 1800). Arch. dép., 16 M 21.

2. Abrial à Borie, 19 floréal an VIII (9 mai 1800). Arch. dép., 1 U 1.

par le commissaire de police ou, à son défaut, par l'adjoint au maire.

Au-dessus de ces premiers tribunaux, la loi de ventôse établissait un tribunal de première instance par arrondissement communal¹. Il devait connaître des matières civiles en premier et dernier ressort, dans les cas déterminés par la loi (art. 7). Il y eut donc six tribunaux dans l'Ille-et-Vilaine : celui de Rennes était composé de 7 juges et 4 suppléants ; ceux de Saint-Malo, Fougères, Vitré, de 4 juges et 3 suppléants ; ceux de Redon et de Montfort, de 3 juges et 2 suppléants. Ces juges étaient assistés d'un commissaire du gouvernement avec un substitut pour le tribunal de Rennes (art. 13). L'article 15 de la loi maintenait l'institution antérieure des directeurs du Jury pour toutes les affaires entraînant des peines correctionnelles. Cette fonction était déléguée à tour de rôle aux membres des tribunaux de première instance pendant 3 ou 6 mois selon l'importance de ces tribunaux. Le directeur du Jury devenait alors comme indépendant du tribunal dont il était membre. Il rédigeait les actes d'accusation sur tous les délits qui étaient passibles de peines afflictives ou infamantes. Les juges de paix de tout l'arrondissement devaient se tenir en correspondance régulière avec lui, l'instruire de la moralité des habitants de leurs cantons respectifs et lui envoyer, le 1^{er} et le 16 de chaque mois, l'extrait des jugements rendus par les tribunaux de police qu'ils présidaient.

Pour la juridiction criminelle, les tribunaux criminels étaient maintenus, à raison de un par département (art. 32). Ils connaissaient comme par le passé de toutes les affaires criminelles et devaient statuer sur les appels des jugements rendus par les tribunaux de première instance en matière correctionnelle. Le tribunal criminel de Rennes devait se composer d'un président, de 2 juges et de 2 suppléants. Le président était choisi tous les ans par le premier Consul parmi les juges de la Cour d'appel, et rééligible. Les anciennes fonctions d'accusateur public, qui rappelaient de sanglants souvenirs, étaient supprimées ; il n'y avait plus qu'un commissaire du gouvernement assisté d'un substitut et d'un greffier.

Au-dessus des nouveaux tribunaux de première instance qui remplacent les anciens tribunaux de district supprimés, la loi crée 29 tribunaux d'appel pour toute la France. Un de ces tribunaux d'appel est naturellement établi à Rennes, toute pleine encore des souvenirs du Parlement de Bretagne. Il doit se composer de 31 juges répartis

1. *Bulletin des Lois*, III^e série. B. 15. 103.

	CANTONS	PRÉSIDENTS DE CANTON	COMMIS- SAIRES DU DIRECTOIRE	COMMUNES	POPULATION		
					1789-3	AN VIII	AN XII
71	Saint-Briac (3 communes).	Lhôtelier.	Dubois.	Saint-Briac. Saint-Enogat ¹ . Saint-Lunaire.	1 550 820 540 2 910	1 697 1 791 889 4 377	1 995 2 301 982 5 278
72	Saint-Malo (Port-Malo) (1 commune).	Hovius fils.	Le Camus.	Port-Malo.	16 767	9 147	9 918
73	Saint-Pierre- de-Plesguen (4 communes).	Henry.	Duval.	Lanhelin. Meillac. Pleugueneuc. St-Pierre-de-Plesguen.	370 1 700 1 360 1 780 5 210	429 1 754 1 398 1 675 5 256	515 1 800 1 445 1 893 5 653
74	Saint-Servan (1 commune).	Moras.	Devienne.	Saint-Servan (Port- Solidor).	11 000	8 836	9 204
75	Tinténiaç (7 communes).	Rouxin.	Robert.	Baussaine (La). Longaulnay. Saint-Domineuc. Saint-Thual ² . Tinténiaç. Tréverien. Trimer.	1 500 742 1 200 1 105 2 270 1 200 300 8 317	1 127 813 1 337 985 2 110 834 332 7 538	1 012 828 1355 976 2 092 881 711 7 455

IX. — *District de Vitré* : 9 municipalités cantonales, 40 communes.

76	Argentré (3 communes).		Billon.	Argentré. Etreilles. Pertre (Le).	2 000 1 580 2 200 5 780	2 288 1 145 1 821 5 254	1 949 1 450 2 009 5 408
----	---------------------------	--	---------	---	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------

1. Saint-Enogat est devenu municipalité cantonale au lieu de Saint-Briac (1790) : la commune porte le nom de Enogat de l'an II à l'an VIII, tandis que Saint-Briac s'appelait Port-Briac, et Saint-Lunaire Port-Lunaire. Une note de la municipalité du 7 novembre 1797 donne pour la population du canton 4 650. La diminution de l'an VIII s'explique par la guerre civile et l'appauvrissement général de la région malouine (Arch. munic. Dinard). On voit le retour de prospérité pour l'an XII, à la fin de la période consulaire.

2. De l'an II à l'an VIII s'appela Motay-Thual.

	CANTONS	PRÉSIDENTS DE CANTON	COMMIS- SAIRES DU DIRECTOIRE	COMMUNES	POPULATION		
					1789-93	AN VIII	AN XII
77	Chapelle- Erbrée (La) (5 communes).	Hevin.	Accaris.	Bréal. Chapelle-Erbrée (La). Erbrée. Mondevert. Saint-M'hervé ¹ .	505 806 1 492 348 2 200	460 697 1 387 364 1 905	518 773 1 599 358 1 869
					5 351	4 813	5 117
78	Châteaubourg (6 communes).	Girard.	Chéreau.	Broons-sur-Vilaine. Châteaubourg. Marpiré. Saint-Didier. Saint-Jean-sur-V. Saint-Melaine.	400 1 161 394 1 126 875 400	419 1 242 393 1 023 819 381	410 1 207 432 1 040 841 366
					4 356	4 277	4 296
79	Châtillon-en- Vendelais (6 communes).	Perrier.	Lasne cadet.	Balazé. Châtillon-en-V. Montautour. Montreuil-des-Landes. Princé. St-Christophe-des-Bois.	2 036 1 376 380 400 1 066 500	1 570 1 489 328 367 986 457	1 670 1 383 368 350 941 463
					5 758	5 197	5 175
80	Domagné (4 communes).	Neveux.	Goullay.	Chauméré. Domagné. Ossé. Valette (La).	240 1 714 891 210	232 1 804 695 176	240 1 841 789 168
					3 055	2 907	2 838
81	Dourdain ² (3 communes).	Delahaye	Clairay.	Bouexière (La). Dourdain. Livré.	1 660 868 1 583	1 725 828 1 563	1 715 886 1 569
					4 111	4 106	4 170
82	Izé (5 communes).	Saudrais.	Autin.	Champeaux. Izé. Landavran. Mécé. Taillis (Le).	520 2 353 290 880 566	534 2 027 272 882 542	468 2 151 275 901 560
					4 609	4 257	4 355

1. La paroisse dut être primitivement dédiée à un saint irlandais, Mac Hervé.

2. Dourdain est devenu chef-lieu de municipalité cantonale au lieu de La Bouexière.

	CANTONS	PRÉSIDENTS DE CANTON	COMMIS- SAIRES DU DIRECTOIRE	COMMUNES	POPULATION		
					1789-93	AN VIII	AN XII
83	Louvigné- de-Bais (5 communes).	Desvaux.	Porteu.	Cornillé.	791	792	891
				Louvigné-de-B.	1 300	1 391	1 411
				Saint-Aubin-des-Landes.	624	570	545
				Torcé.	750	690	659
				Vergéal.	800	744	789
					4 265	4 187	4 295
84	Vitré (3 communes).	Berthois.	Dubour- dieu.	Montreuil-s-Pérouse.	627	601	544
				Pocé.	755	497	664
				Vitré.	10 650	8 809	9 055
					12 032	9 907	10 264

Si nous comparons cette division de l'an III à celle de 1790, on constate d'abord que cinq cantons nouveaux ont été créés : ceux de Paramé, Pleurtuit, Saint-Servan, dans le district de Saint-Malo, Rennes-campagne et Fougères-faubourgs. Le total des communes s'élève au début de l'an VIII à 352. En effet, 10 communes de la répartition de 1790 ont été supprimées et réunies à des agglomérations voisines ; Saint-Meloir-sous-Hédé réunie à Québriac, Carfantin réunie à Dol, Saint-Léonard réunie à Epiniac, Vildé-Bidon réunie à Rozlandrieux, Vildé-la-Marine réunie à Hirlé (toutes les cinq du district de Dol) ; Saint-Ideuc réunie à Paramé (district de Saint-Malo) ; Saint-Coulon réunie à Montfort (district de Montfort) ; Rannée réunie à La Guerche (district de La Guerche) ; Sérigné réunie à La Bouexière (district de Vitré) ; Saint-Laurent réunie à Rennes (district de Rennes). D'autre part dix-neuf municipalités nouvelles ont été organisées : Feins, Epiniac, La Chapelle-aux-Filzméens (district de Dol) ; La Gouesnière, Saint-Thual, Trimer (district de Saint-Malo) ; Le Verger, La Chapelle-Thouarault, Muel, Saint-Péran (district de Montfort) ; La Chapelle-Bouexic, Les Brulais, Saint-Germain-des-Prés (district de Redon) ; La Chapelle-des-Fougerets, Cesson, Montgermont (district de Rennes) ; Mondevert, Saint-Melaine (district de Vitré) ; Fougères-faubourgs. De sorte que le chiffre de l'an VIII n'est supérieur que de neuf unités à celui de 1790.

Il importait de bien connaître la division en administrations cantonales qui fournira les cadres pour le plébiscite consulaire.

IV

On appelait autrefois villes en Bretagne les localités qui avaient le droit d'envoyer des députés aux États de la province. En suivant cette définition, il y avait 9 villes dans le département d'Ille-et-Vilaine : Rennes, Saint-Malo, Redon, Fougères, Vitré, Dol, Hedé, La Guerche, Montfort. Mais il faut ajouter Saint-Servan qui autrefois faisait partie de Saint-Malo et était devenue une commune indépendante en 1790, puis en l'an III une municipalité cantonale. Rennes avait compté en 1780 jusqu'à 40 000 habitants. Arthur Young la jugeait « bien bâtie avec deux belles places et un jardin des Bénédictins appelé le Thabor qui mérite d'être vu¹ ». Il y avait un grand contraste entre les quartiers bien bâtis du centre de la cité et le fouillis de la ville basse et des faubourgs. « Sans doute Rennes n'avait pas encore cette ligne majestueuse des quais, ces grandes percées qui la traversent et l'assainissent aujourd'hui, mais elle se présentait avec ses rues nouvelles, régulièrement construites, avec ses clochers aux joyeux carillons, et au cœur de la cité avec ses deux monuments, centre de sa vie civile et de sa vie judiciaire, son Hôtel de Ville et son Palais de Justice². » Le grand incendie, qui dura 7 jours, du 22 au 29 décembre 1720, et détruisit 850 maisons du centre de la ville, contribua grandement à la transformation de Rennes. L'ingénieur Robelin dressa un plan général de reconstruction, quelque peu modifié en 1725 par Gabriel et qui se trouve indiqué sur les plans de Forestier. Sur l'immense amas de décombres créé par l'incendie, on put tracer des rues rectilignes et imposer aux architectes certaines conditions qui donnèrent aux maisons un cachet d'uniformité. Robelin avait songé également à une transformation de la ville basse, c'est-à-dire de la partie située au Sud de la Vilaine et que le feu avait complètement épargnée ; mais les projets de l'ingénieur s'attaquaient à trop d'intérêts privés et la ville basse n'avait pas changé : on y trouvait encore en 1800 un dédale de

1. Arthur Young, ouv. cité. Il ajoute que les denrées ne sont pas chères à Rennes, tandis qu'en Normandie tout lui a paru extraordinairement coûteux.

2. *Rennes en 1800*. Discours prononcé à l'audience de rentrée de la cour d'appel du 16 octobre 1900 par M. Denier, avocat général (bibl. de Rennes ⁴³/_E).

rues étroites et tortueuses : « elle était resserrée entre deux bras de la Vilaine, l'un remplacé par les quais actuels et l'autre par le boulevard de la Liberté ; deux autres bras plus petits la traversaient : le ruisseau de Joculé (rue actuelle de La Chalotais) et le ruisseau de Brécé (rue Poullain-Duparc). Ces cours d'eau contribuaient considérablement à rendre malsains les quartiers de la ville basse¹. »

Grâce à la présence du Parlement, la cité rennaise avait connu une sérieuse période d'accroissement au XVIII^e siècle. Elle était devenue, depuis le grand incendie, une ville fort agréable comme résidence. De beaux hôtels s'y élevèrent : à l'angle de la rue aux Foulons l'hôtel de Robien dont il subsiste encore une jolie tourelle en encorbellement, l'hôtel de Farcy de Cuillé au bas de la Motte, l'hôtel de Blossac, où logeait le commandant de la province, près de l'église Saint-Sauveur, rue du Chapitre. La plupart des magistrats étaient riches, grands propriétaires fonciers dans les pays environnants². Aussi Rennes était absolument dévouée à son Parlement ; les événements de 1788 en fournirent la preuve. Mais la période révolutionnaire lui avait été fort préjudiciable. Les magistrats avaient été dispersés depuis la suppression des Parlements ; et la population rennaise décrut rapidement : elle ne comptait plus que 25 904 habitants. Les principaux monuments de la ville avaient subi de regrettables déprédations. La plupart des églises étaient encore occupées par l'artillerie ou transformées en écuries ; à Saint-Mélaine il y avait 300 chevaux ; à l'église des Augustins, 76 voitures de train d'artillerie ; à Saint-Germain, un casernement d'infanterie. Sous les voûtes de l'ancien palais du Parlement une foule de malheureux sans asile avaient construit des baraques provisoires pour se loger et s'y étaient maintenus, faisant du feu pour les besoins journaliers de leur existence, malgré les protestations de Binet, l'architecte de la ville. Un des premiers soins du préfet devait être de faire évacuer le Palais par toute cette population vagabonde et envahissante³.

L'administration municipale de Rennes se composait, au début de l'an VIII, de Parcheminier, président ; Bonnal, Jollivet, Esnou, Bazin-Bentyuais, Ruaulx-Tribonnière, Guinot, administrateurs, et de Féburier, commissaire du Directoire.

Plusieurs bourgades aux environs de la grande cité méritaient

1. P. Banéat, *Le vieux Rennes*, p. 27.

2. Le Moy, *Le Parlement de Bretagne et le pouvoir royal au XVIII^e siècle...* Paris, 1909. Voir l'introduction.

3. Arrêté du 19 prairial an VIII (8 juin 1800). Arch. dép., 9 K 14.

d'attirer l'attention : à 24 kilomètres au N.-O. sur la route de Saint-Malo, Hédé, qui avait eu rang de ville parce qu'elle députait avant 1789 aux États de la province ; le bourg ne comptait pourtant que 685 habitants ; il était situé sur le versant d'une colline dominant une vallée verdoyante et un superbe étang qui abondait en poissons. Le site parut délicieux à l'exigeant Arthur Young ; fermier anglais très pratique il en détaille la richesse : « on pêche dans ce lac, dit-il, des brochets de 36 livres, des carpes de 24, des perches de 4 et des tanches de 5 »¹. Dès le ^{xiii}e siècle Hédé avait formé une châtellenie qui s'étendait sur 13 paroisses environnantes, et après avoir appartenu aux ducs de Bretagne, passa à leurs successeurs, les rois de France. Elle possédait un beau château qui, durant les guerres de religion servit de repaire au duc de Mercœur et à ses ligueurs ; aussi en 1598 Henri IV en ordonna la démolition, et il n'en subsistait plus qu'un mur d'enceinte assez vaste et les ruines d'une tour carrée².

A 10 kilomètres de Hédé, l'ancienne baronnie de Bécherel (493 habitants) occupait des collines assez élevées (175 mètres) entre les vallées de la Rance et du Meu ; plusieurs fois les bandes royalistes y avaient combattu les gardes nationales des bourgs environnants, en profitant des accidents de terrain si nombreux dans ce pays pittoresque ; à 1 kilomètre de Bécherel le château de Caradeuc appartenait à la famille du célèbre procureur général, La Chalotais, qui avait donné le signal de la résistance du Parlement de Rennes à l'absolutisme royal.

Au S.-E. dans une région beaucoup plus découverte et de relief moins tourmenté, à 16 kilomètres de Rennes, s'élevait l'antique cité de Châteaugiron, construite en amphithéâtre sur le penchant d'une petite colline ; avec ses 1413 habitants elle était plus peuplée qu'aujourd'hui (1052 habitants en 1906) à cause de l'extension qu'y avait prise dès le ^{xvii}e siècle la fabrication des toiles à voiles. Beaucoup de fabricants occupaient 10 à 20 ouvriers tisserands. L'ancien château ruiné possédait encore deux tours bien conservées. Le président de l'administration municipale de Châteaugiron était le notaire René Chaumont, et Thomas Noury y exerçait les fonctions de commissaire du Directoire exécutif³.

Les deux villes voisines de Saint-Malo et de Saint-Servan étaient

1. Arthur Young, *ouv. cité*, I, 269.

2. Abbé Guillotin de Corson, *Les grandes seigneuries de Haute-Bretagne*, 1^{re} série, p. 242.

3. A. Garnier, *Notice historique sur Châteaugiron*. Rennes, 1902.

depuis longtemps divisées par une jalousie réciproque qui avait provoqué entre elles des contestations sans cesse renaissantes. En 1753 Saint-Servan avait été réunie à Saint-Malo dans des conditions désavantageuses. La représentation n'était pas égale : la communauté de ville était presque tout entière composée d'habitants de Saint-Malo qui traitaient Saint-Servan comme une simple dépendance. Aussi en 1790 Saint-Servan avait réclamé son autonomie et le Conseil général du département, sur les indications de l'Assemblée Constituante, jugea la séparation naturelle et indispensable. Les deux cités avaient beaucoup souffert, l'une et l'autre, durant les années antérieures à 1800. Le mouvement commercial de Saint-Servan était ruiné car la marine militaire avait pris la possession exclusive du Port-Solidor et tout commerce libre était interdit. La situation révolutionnaire de l'Ille-et-Vilaine avait déterminé le général Lacrosse à faire édifier en l'an VII une estacade pour barrer l'entrée du port, et la municipalité qui la jugeait inutile en réclamait vainement la démolition¹. Au début de l'an VIII l'administration municipale de Saint-Servan se composait de Moras, président, de Carouge, Ravaleux, Louis Fichet et Cousin. Devienne était commissaire du Directoire. Par le chiffre de sa population (8 836 habitants), Saint-Servan disputait à Vitré le troisième rang parmi les cités de l'Ille-et-Vilaine.

Le second rang appartenait à Saint-Malo. Sa population qui était de 16 700 habitants avant la Révolution, était réduite à 9 000. La période de la Terreur y avait été funeste. Les principaux habitants avaient été sacrifiés ou emprisonnés ; il y avait dans la ville plus de 200 maisons abandonnées ou qui menaçaient ruine ; les chemins voisins de la cité, vers Rocabey et le Talard, étaient impraticables. Mais c'était surtout le commerce qui avait traversé une crise douloureuse. La première moitié du XVIII^e siècle avait marqué pour Saint-Malo une période de prospérité incomparable : « ses armateurs entouraient de magnifiques remparts leur cité agrandie et construisaient en granit les somptueux hôtels qui les dominent. L'or étincelait sur les lambris, l'argent remplissait les coffres ; l'opulence débordait au dehors. Les maisons de campagne, les châteaux qui ornent les environs de Saint-Servan, La Verdrie, La Ballue, Lorette, La Guimerais, ont été bâtis à cette époque par des Malouins »². A la fin de l'ancien régime, le trafic des deux ports réunis de Saint-Malo

1. Arch. municip., Saint-Servan. Mémoire au ministre de la marine, 17 fructidor an IX (Registre 13 I. D.).

2. Ed. Prampain, *Saint-Malo historique*. 1902, p. 17.

et de Saint-Servan était encore des plus actifs. En l'année 1788, par exemple, le mouvement du port de Saint-Malo est représenté par 2 070 bâtiments dont 994 à l'entrée et 1 076 à la sortie¹. Parmi les 994 navires qui figurent classés sur le registre d'entrée, on relève 474 bâtiments malouins. Ceux de faible tonnage (ce sont les plus nombreux, car dans une proportion de 50 pour 100 ils ne dépassent point 20 tonneaux) reviennent des divers ports de la côte bretonne ou de la côte anglaise ; ceux de 50 à 100 tonneaux sont allés à Terre-Neuve², à Marseille, en Norvège et rapportent des cargaisons de morues, d'huiles, de savons ; les plus considérables, de 200 à 300 tonneaux, viennent du Cap, de l'Île de France, de la Martinique, avec les denrées coloniales, café et sucre. Parmi les navires français d'une autre origine que Saint-Malo, la plupart viennent pour le commerce de cabotage des divers ports de la côte bretonne ou normande : Dieppe, Rognonville, Granville, Paimpol, Morlaix. Pour les étrangers le pavillon anglais domine, à cause des relations continues avec Guernesey et Jersey. Il y a 31 bâtiments d'autres nations : 16 hollandais, 6 allemands, 4 danois, 4 suédois, 1 espagnol. Ces navires qui dépassent tous 100 tonneaux apportent à Saint-Malo les bois de construction du Nord, le goudron de Norvège, le fer de Suède, le chanvre et le lin de Russie.

À la sortie, la plupart des 1 076 bâtiments que nous relevons sur le registre sont malouins, car Saint-Malo était le principal marché des toiles de Bretagne fabriquées dans l'Îlle-et-Vilaine, les Côtes-du-Nord, le Morbihan. Il s'y vendait annuellement de ces toiles pour une valeur de six millions de francs ; elles étaient achetées surtout par l'Espagne et transportées à Cadix sur des bâtiments malouins. On en expédiait aussi dans nos colonies. Chaque année aussi, plus de 300 barriques de miel étaient exportées en Hollande. Indépendamment de ce commerce extérieur déjà considérable, Saint-Malo et Saint-Servan avaient pris un grand accroissement pour le trafic intérieur. Elles fournissaient presque toutes les denrées coloniales jusqu'à Rennes, Fougères et Laval.

Aussi la cité malouine fière de son passé et des services rendus à la marine avait cru devoir protester contre la division de la province de Bretagne en 5 départements, où la patrie de Jacques Cartier et de Duguay Trouin devrait se contenter du rang modeste de chef-

1. Arch. de la marine, Saint-Servan. Registres G⁴ 414 pour la sortie G⁴ 415 pour l'entrée.

2. Harvut, *Les Malouins à Terre-Neuve*. Annales de Bretagne, t. IX.

lieu de district. Une brochure fut publiée dans laquelle les Malouins demandaient une division en 6 départements, et Saint-Malo devait être le chef-lieu de l'un d'eux. Il fallut se résigner à l'inévitable¹.

La situation encore très prospère de 1789 avait bien changé. Le commerce extérieur était réduit à l'exportation de quelques toiles qui laissaient un maigre bénéfice. Le trafic intérieur n'existait plus et les deux cités maritimes devaient faire venir par voie de terre tous les objets nécessaires à la consommation. Notre marine militaire, toujours sacrifiée aux dépenses des guerres continentales, était hors d'état d'assurer aux bâtiments de commerce la protection qui leur était nécessaire. Aussi la plupart des armateurs profitèrent du décret de la Convention (31 janvier 1793) autorisant la course. Ils avaient équipé des corsaires qui causèrent des pertes sensibles au commerce des nombreux ennemis ligués contre nous, et surtout des Anglais.

Un armateur désirant équiper un corsaire réunissait autour de lui un certain nombre d'intéressés dans l'entreprise. La société se formait par versement de sommes fixes ou par actions ; elle était généralement en commandite, c'est-à-dire que les associés n'étaient engagés que jusqu'à concurrence des sommes souscrites par eux. Il était convenu que l'armateur prélevait un droit de commission de 2 pour 100 sur le montant des dépenses de la construction, relâches et désarmement du navire. Il devait jouir du même droit sur le produit brut des prises faites par le corsaire, si ces prises étaient ramenées à Saint-Malo ou à Saint-Servan ; si elles étaient conduites dans d'autres, comme il fallait en confier la garde à des commissionnaires spéciaux et qu'on allouait à ces derniers une indemnité de 2 pour 100, le droit de l'armateur se trouvait réduit à 1 pour 100. Si les prises étaient vendues dans un port autre que celui de l'armement du corsaire, l'armateur devait prélever encore 1/2 pour 100 comme frais de négociation des traites nécessaires.

Tous ces conventions étant faites et la Société formée, l'armateur s'adressait au commissaire principal de marine à Saint-Malo pour obtenir une *lettre de marque*, c'est-à-dire la reconnaissance officielle de son navire comme français ; si non il l'aurait exposé à être traité par l'ennemi comme un bâtiment de pirates et de forbans. Au premier feuillet d'un registre destiné à recevoir les déclarations d'armement des corsaires malouins et servannais, se trouve comme modèle

1. Arch. nat., AD xvi, 41.

la lettre de marque accordée au capitaine du corsaire *La Républicaine*. Guillaume-René Raffy, qui fut l'un des premiers à sortir du port de Saint-Malo, en février 1793, après la déclaration de guerre à l'Angleterre¹. En voici quelques extraits :

« Au nom de la République française, le Conseil exécutif provisoire de la République permet par les présentes au citoyen René Raffy, capitaine à Saint-Malo, de faire armer et équiper en guerre un corsaire nommé *La Républicaine*, du port de soixante tonneaux, actuellement au port de Saint-Malo, avec tel nombre de canons, boulets et autres munitions de guerre et vivres qu'il jugera nécessaire pour le mettre en état de courir sur les pirates, forbans, gens sans aveu et généralement sur tous les ennemis de la République, ... à la charge pour le dit Raffy de se conformer aux ordonnances de la marine, de faire enregistrer les présentes lettres au bureau des classes du lieu de son départ, d'y déposer un rôle signé et certifié de lui, contenant les noms et demeures des gens de son équipage, et à son retour de faire son rapport par devant l'officier chargé de l'administration des classes de ce qui se sera passé pendant son voyage² donné à Paris le onzième jour de février 1773. » Signé *Monge*, et au-dessous sont les paraphes des citoyens Jouanjan, Boullet, Le Roy, Gouet, membres du district de Saint-Malo.

Chaque année il y avait deux périodes pour les armements de corsaires : la course d'été et la course d'hiver. Pour la course d'hiver, les bâtiments étaient armés dès le mois de fructidor (fin août), et ils levaient l'ancre en vendémiaire ou brumaire. Suivant les circonstances la course se prolongeait jusqu'en germinal (avril). C'était de beaucoup la plus importante ; on y employait les navires les plus solides et les équipages les plus considérables. La course d'été commençait en floréal et les navires croisaient jusqu'en thermidor (fin juillet). C'étaient, en général, des bâtiments de plus faible tonnage, montés par des équipages de 20 à 40 hommes.

Les corsaires, une fois sortis du port, préludaient à leur croisière. La plupart d'entre eux n'étaient pas de forts bâtiments : sur 131 bâtiments armés de 1793 à 1801, on en compte seulement 26 d'un

1. Archives de la marine, Saint-Servan.

2. Je n'ai pu trouver aux Archives de Saint-Servan qu'un seul registre de ces rapports pour la période 1793-1814. Il est relatif aux armements de 1809 à 1813. Pour la période antérieure à 1789, nous avons relevé de nombreux rapports concernant la guerre d'Amérique et la guerre de Sept ans.

tonnage supérieur à 100 tonneaux, et 41 de 50 à 100 tonneaux ; 25 d'entre eux sont même inférieurs à 20 tonneaux. Ils ne pouvaient donc emporter qu'une quantité restreinte de vivres et ne s'éloignaient guère des côtes de Bretagne comme le montrent les différents ports où les prises ennemies sont conduites. Ils croisaient à l'entrée de la Manche pour surprendre les navires anglais qui revenaient des colonies. Quelques-uns seulement gagnaient l'Atlantique et parvenaient aux côtes d'Espagne. Lorsque le corsaire rencontrait un bâtiment de commerce ennemi, il lui donnait la chasse. S'il réussissait à s'en rendre maître, il pouvait le rançonner ou le garder prisonnier. Dans le cas de rançon, le capitaine du corsaire prenait à son bord, pour otages, un officier du bâtiment capturé et plusieurs matelots de la plus haute paye¹. Dans le second cas, plusieurs marins du corsaire prenaient passage à bord du navire ennemi et devaient conduire la prise au port de France le plus voisin, car souvent on se trouvait trop loin de Saint-Malo, ou dans un port d'Espagne, quand ce pays fut devenu notre allié en 1796. Voici pour un chiffre de 113 prises les ports où elles furent conduites.

Paimpol.	22 prises.
Saint-Malo.	19 —
Perros Guirec.	13 —
Brest.	13 —
Lorient.	8 —
Cherbourg.	7 —
Morlaix.	6 —
Bordeaux.	5 —
Différents ports d'Espagne (La Corogne, Santander, Vigo).	6 —
Roscoff.	3 —
Audierne, Tréguier, chacun.	2 —
La Rochelle, Lannilis, l'Île de Ré, Le Havre, Bayonne, Lannion, Concarneau, chacun.	1 —

La liquidation particulière de ces prises était faite par le tribunal de Commerce du port où elles étaient amenées, ou, à son défaut, par le tribunal civil le plus rapproché. Les prises conduites à Perros-Guirec étaient liquidées par le tribunal civil de Lannion².

1. Exemple la Minerve dans sa 1^{re} course (ventôse an V) met à rançon la Jumina pour 68 924 francs.

2. Le tribunal de Commerce de Morlaix fit la liquidation de nombreuses prises. La liste figure dans l'excellent inventaire des Archives du Finistère rédigé par M. Bourde de la Rogerie.

Suivant la décision de son capitaine et s'il avait réussi à échapper aux bâtiments de guerre anglais, le navire corsaire regagnait Saint-Malo ou Saint-Servan, sauf certains cas assez rares où il désarmait dans un port plus voisin des eaux de sa croisière¹. Le capitaine se rendait sans retard aux bureaux de la marine et y déposait le rapport de sa croisière. Le désarmement du navire avait lieu et le tribunal de Commerce ayant reçu, le cas échéant, les pièces relatives aux liquidations particulières, transmises par les divers tribunaux intéressés, procédait, sur la demande des armateurs, à la liquidation générale et définitive de la course². Le tribunal établissait les dépenses communes aux intéressés et à l'équipage, puis le décompte des deux parties, dans la proportion d'un tiers pour l'équipage et de deux tiers pour les intéressés ; enfin, il prélevait cinq centimes par franc pour la caisse des Invalides de la marine. Les frais étaient si considérables qu'il fallait à un corsaire des prises très lucratives pour que la Société ne fût pas en perte, et qu'il y eût quelques bénéfices à partager entre les intéressés. Ainsi, le corsaire le Bougainville qui, dans sa 4^e course (brumaire-floréal an IX), avait réalisé sept prises d'un total de 793 858 francs, étant tombé au pouvoir des Anglais, ne laissa aux intéressés qu'un bénéfice de 313 000 francs : la Minerve, dans sa 1^{re} course de ventôse à floréal an V, fit cinq prises d'un total de 230 000 francs, mais le bénéfice se réduisit, tous frais soldés, à 54 000 francs.

Nous ne pouvons mieux faire juger toute l'activité des armateurs malouins durant cette période de luttes qu'en dressant la liste de leurs armements. Nous l'avons établie par de longues recherches. Les archives de la marine à Saint-Servan nous ont fourni des tableaux d'armements et des registres pour les commissions des corsaires ; le greffe du tribunal de Commerce de Saint-Malo nous a donné les liquidations des principaux bâtiments. Sur ce relevé nous avons fait figurer les noms des armateurs, des capitaines, la force de l'artillerie, l'effectif des équipages, l'indication des prises avec leur valeur nette, telle que nous l'avons trouvée déterminée par les liquidations particulières des tribunaux intéressés. Notre liste fera suite ainsi à celle que M. Lebeau a établie pour la période antérieure

1. Ainsi le corsaire l'Alliance (course en nivôse an VIII) désarme à Santander ; et trois autres à Lorient.

2. Certaines de ces liquidations générales demandaient une procédure très longue ; ainsi la Républicaine et l'Ambitieux qui avaient fait la course en 1793, n'eurent leur liquidation qu'en l'an XI et l'an XIII, et le Courageux (4^e course en l'an VII) n'eut la sienne terminée qu'en 1825.

à 1790 dans son Inventaire des Archives de la marine, à Saint-Servan¹ et complètera le tableau publié dans les *Annales de Bretagne* pour la période impériale (1803-1814)².

1. L'inventaire a été publié dans la *Revue maritime et coloniale* (août-septembre 1886).

2. L. Benaerts, *Saint-Malo pendant le Consulat et l'Empire*. *Annales de Bretagne*, t. XIV, 1898-1899.

Armements en course des ports de Saint-Malo

NOMS DES NAVIRES		NOMS DES ARMATEURS	NOMS DES CAPITAINES	EFFECTIF DE L'ÉQUIPAGE
<i>La Républicaine.</i>	tonneaux 60	Robert Mennais frères.	René Raffy.	51
<i>Le Sans-Culotte.</i>	15	Havard (de Saint-Servan).	François Eudes.	
<i>La Jeune-Emilie</i> (1 ^{re} course).	60	Dupuy-Fromy et fils.	Jacques Fromy.	
<i>L'Aimable-Liberté.</i>	9	Lejeune et Prunet.	Laurent Racine.	
<i>Le Cnstine.</i>	9	Lemoine et Lauriol.	Kerpoisson.	
<i>L'Épervier.</i>	9	Dubois des Corbières (de St-Servan).	René Lemasson.	
<i>Le Malouin.</i>	10	Canneva et Leyritz.	Jean du Ruble.	
<i>Le Duquay-Trouin.</i>	450	Guillemaut et Bodinier.	Dufresne Le Gué.	
<i>La Liberté.</i>	60	Armateurs de Rouen.	Luc Le Redde.	
<i>L'Ambitieux.</i>	70	Duchesne et Pintedevin.	Jacques Pintedevin.	
<i>Le Coureur.</i>	6	Aimable Clérault.	Aimable Clérault.	
<i>L'Hirondelle.</i>	25	Gautier le Jeune et Foucher.	Louis Guillou.	
<i>L'Égalité.</i>	60	Armateurs de Rouen.	Joseph Chevalier.	
<i>Le Laborieux.</i>	20	Héron l'ainé.	Pierre Licornu.	
<i>L'Auguste.</i>		Lemoine et Croqueville.	Nicolas Coupard.	
<i>Le Suprême.</i>	25	Héron Pierre.	Gilles Rouillaud.	
<i>La Malouine.</i>	45	Canneva et Leyritz.	Joseph Hervy.	
<i>Le Hardi.</i>	20	Guillemaut et Bodinier.	Jean-Baptiste Levaltou.	
<i>Le Tigre.</i>	235	Delastelle.	Michel Dugué.	
<i>Le Guidelou.</i>	250	Alexis Dubois (de Saint-Servan) et Fichet (de Saint-Malo).	Nicolas Guidelou.	
<i>Le Furet.</i>		Marion fils.	Benoît Girou.	
<i>Le Coureur (brick).</i>	85	Joseph Fichet.	Gallais.	
<i>Le Patriote (lougre).</i>	12	Claude Martin (de Saint-Servan.)	Pierre Dupont.	
<i>La Fine (lougre).</i>	10	Bertrand Lemême.	Jacques Zépert.	
<i>L'Entreprise (lougre).</i>	11	Lauriol et Lemoine.	Joseph Lauriol.	
<i>La Jeune-Caroline (lougre).</i>	10	Tollemec.	Langlois.	
<i>Les Bons-Amis</i> (1 ^{re} course).	35	Despêcher frères.	Bossinot.	

t-Servan de l'an I à l'an X (paix d'Amiens).

CANONS	DATE DE LA COURSE	RÉSULTAT	NOMS DES PRISES	VALEUR DES PRISES	DATE DE LA LIQUIDATION
3					
8	Février-avril.	Désarmé St-Malo.	<i>The Peggy</i> , de Greenwich, 203 tonneaux.	francs 379 000	16 germinal an XI.
	Février.	Pris par les Anglais.			
	Février.	Désarmé St-Malo.	<i>La Liberté</i> (Hollandais), de Saardam.	1 014 010	24 frimaire an II.
	Février.	Pris.			
	Mars.	Pris.			
	Mars.	Pris.			
	Mars.	Pris.	<i>La Dame-Elisabeth</i> .	559 000	29 prairial an III.
			<i>La Bonne-Espérance</i> .	1 401 848	14 ventôse an II.
4	Mars.		<i>L'Albemarle</i> , de Londres, 520 tonneaux.		
0	Mars.	Pris.			
	Mars.	Pris.	<i>L'Industrie</i> .	245 967	7 prairial an XIII.
			<i>L'Active</i> .	1 433 000	
			<i>L'Union</i> .	193 000	
	Avril.	Désarmé.			
	Avril.	Désarmé.	<i>La Marie-Anne</i> , de Greenoch, 290 tonneaux.	502 794	27 fructidor an II.
	Avril.	Pris.			
	Avril.	Pris.			
	Avril.	Pris.			
	Avril.	Pris.			
	Mai-août.	Désarmé.	<i>The Ruby</i> .	134 800	1 ^{er} messidor an III.
	Mai.	Désarmé.			
	Mai.	Désarmé.	<i>Le Neptune</i> (danois).	395 902	29 prairial an II.
	Mai.	Pris.			
			<i>La Dame-Elisabeth</i> , de Ham- bourg.	838 678	11 frimaire an II.
			<i>L'Amitié</i> .	701 484	
			<i>Le Félix</i> , de Brème.	15 875	
	Mars.	Désarmé.			
6)					
8	Ventôse an IV.	Pris.			
	Floréal.	Pris.			
	Prairial.	Pris.			
	Messidor.	Pris.			
	Thermidor.	Pris			
			<i>The Mary</i> , d'Yarmouth, 120 tonneaux.		

NOMS DES NAVIRES		NOMS DES ARMATEURS	NOMS DES CAPITAINES	EFFECTIF DE L'ÉQUIPAGE
AN V				
<i>La Providence</i> (lougre).	30	Guibert fils (Saint-Servan) et Louis Fichet.	Michel Dugué.	
<i>La Jeune-Émilie</i> (2 ^e course).		Dupuy-Fromy et fils.	Jean Le Bedel.	
<i>La Favorite</i> .	97	Duchesne et Pintedevin.	Guy Legué.	
<i>L'Espérance</i> (cutter).	22	Sainton.	François Capel.	
<i>La Malouine</i> (brigantin).	70	Santerre et Autier.	Toussaint Quemper.	
<i>L'Amitié</i> (goëlette).	60	Delpeux frères.	Pierre Zépert.	
<i>La Minerve</i> (trois-mâts) (1 ^{re} course).	260	Fontan et Thomas aîné.	Dufresne Legué.	125
<i>Les Bons-Amis</i> (2 ^e course).	35	Despêcher frères.	Bossinot.	
<i>La Marie</i> .	29	Michel Delastelle.	Pierre Dupont.	21
<i>Le Buonaparte</i> (cutter).	32	Ravaleux (de Saint-Servan).	François Rouxel.	
<i>Le Téméraire</i> .	6	Benjamin Dubois.	Lhôtelier.	13
<i>L'Espérance</i> (2 ^e course).	22	Fontan jeune et Thomas aîné l'ont acheté.	Alexis Basset.	20
<i>Le Flibustier</i> .	50	Lemême et Gautier.	Capel.	40
<i>L'Audacieux</i> .	36	Duchesne et Pintedevin.	Lavergne.	35
<i>Le Pichegru</i> .	100	Cowell (de Brest).	Branzon.	48
<i>La Surprise</i> .	8	Lemoine.	Gonidec.	15
<i>Le Castor</i> .	68	Guillemaut et Bodinier.	Le Redde.	49
<i>Le Passe-partout</i> .	15	Peltier (de Saint-Servan).	Charles Rosse.	22
<i>La Laure</i> (1 ^{re} course).	85	Santerre et Canneva.	Toussaint Quemper.	
<i>Le Hasard</i> .	12	Le Roux.	Laurent Quemper.	31
<i>Le Vengeur</i> .	12	Aimable Clérault.	Aimable Clérault.	
<i>Le Courageux</i> (1 ^{re} course).	53	Duchesne et Pintedevin.	Nicolas Mequet.	44
<i>L'Incroyable</i> .	21	Thomazeau et C ^{ie} .	Lemarquand.	25
<i>Le Jean-Bart</i> .		Dauchy (de Granville) et Fontan.	Le Redde.	
AN VI				
<i>La Surprise</i> (1 ^{re} course).	8	Duchesne et Pintedevin.	Charles Rogerie.	14
<i>Le Bougainville</i> (1 ^{re} course).	128	Benjamin Dubois.	Joseph Guilbeau.	68

CANON	DATE DE LA COURSE	RÉSULTAT	NOMS DES PRISES	VALEUR DES PRISES	DATE DE LA LIQUIDATION
97)				francs	
	Brumaire an V.	Pris.			
	Nivôse.	Pris.	{ <i>Le Bataillon.</i>	93 249	5 ^e jour comp.
	Nivôse.	Pris.	{ <i>La Comète.</i>	2 998	an V.
	Nivôse.	Désarmé.	{ <i>L'Argo.</i>	16 314	
	Pluviôse.	Désarmé à Lorient.	{ <i>La Flora</i> , 241 tonneaux.	54 539	11 frimaire an VI.
	Ventôse.	Pris.	{ <i>La Vénus.</i>	116 385	
			<i>Le John</i> , 137 tonneaux.	146 992	27 thermidor
					an VII.
			{ <i>La Louisa</i> , 120 tonneaux.	21 664	21 brumaire an VI.
8	Ventôse.	Désarmé.	{ <i>La Junon</i> , 112 tonneaux.	90 400	
			{ <i>La comtesse de Hyme.</i>	16 193	
			{ <i>La Jumina</i> (rançon).	68 924	
			{ <i>L'Élisabeth.</i>	32 926	
4	Ventôse.	Pris.			
2	Ventôse.	Désarmé.			
	Germinal.	Pris.			
	Germinal.	Naufragé.			
	Germinal.	Pris.	<i>La Juliana.</i>	442 643	13 messidor an IX.
8	Floréal.	Pris.			
	Floréal.	Pris.	<i>La Young Mary</i> (Jeune-Marie).	33 000	21 nivôse an VI.
	Floréal.	Pris.	<i>La Sanah.</i>	26 294	2 frimaire an VI.
	Prairial.				
4	Prairial.	Pris.	<i>La Résolution</i> , de Tynemouth.	11 339	12 prairial an VI.
2	Prairial.	Désarmé.	<i>La Maria.</i>	15 053	12 vendémiaire
					an XI.
	Messidor.	Désarmé.	{ <i>Elisa-Jeanne.</i>	48 082	4 ^e jour comp.
			{ <i>Le Thompson.</i>	244 958	an VII.
	Messidor.				
	Thermidor.	Désarmé.	<i>Le Héros.</i>	40 600	6 messidor an VI.
4	Thermidor.	Désarmé.	{ <i>Le Hope.</i>	13 249	29 germinal an VI.
			{ <i>Le Vengeur.</i>	324	
	Fructidor.				
	Nivôse.	Désarmé.	<i>Le Fly.</i>	185 806	7 germinal an VI.
98)					
	Vendémiaire.	Désarmé.	<i>The Friend Increase.</i>	14 862	7 prairial an VI.
			<i>The Hope.</i>	2 471	22 frimaire an IX.
12	Vendémiaire-pluviôse.	Désarmé à Lorient.	{ <i>Frédéric-le-Grand.</i>	1 185 555	
			{ <i>Hamonia.</i>	1 908	

NOMS DES NAVIRES		NOMS DES ARMATEURS	NOMS DES CAPITAINES	EFFECTIF DE L'ÉQUIPAGE
	tonneaux			
<i>Le Courageux</i> (2 ^e course).	53	Duchesne et Pintedevin.	François Blanchard.	44
<i>La Minerve</i> (2 ^e course).	260	Fontan et Thomas aîné.	Jean-Hervé Daguonet.	117
<i>L'Expédition</i> (cutter).	30	Guibert fils et Louis Fichet.	François Dujardin.	
<i>La Zélie.</i>	50	Guislard fils, Gautier et C ^{ie} .	Gonidec le Jeune.	52
<i>Le Triton.</i>	130	Guibert fils et Louis Fichet.	Julien Legué.	82
<i>La Marie</i> (cutter).	29	Michel Delastelle.	François Renaud.	23
<i>Le Duquay-Trouin.</i>	360	Guillemaut.	Dufresne Legué.	172
<i>Le Mercure</i> (1 ^{re} course).	200	Michel Delastelle.	Charles Delastelle.	97
<i>L'Audacieux.</i>	8	Lemoine et C ^{ie} .	Pierre Anthouard.	10
<i>La Delphine</i> (cutter).	35	Amiel et Lemoine.	Colin Boishamon.	35
<i>Le Quinola</i> (cutter) (1 ^{re} course).	72	Duchesne et Pintedevin.	Michel Pagelet.	52
<i>La Providence</i> (1 ^{re} course).	50	Sainton.	Capel fils.	64
<i>Le César.</i>	153	Dupuy Fromy et fils.	Jean Le Bedel.	79
<i>La Belliqueuse.</i>	280	Marion frères et Duguen.	Benoît Girou.	132
<i>La Laure</i> (2 ^e course).	85	Canneva, Santerre, Martin.	François Gallais.	74
<i>Le Juste</i> (1 ^{re} course).	95	Fortin aîné.	Jean-Bapt. Guillemin.	67
<i>Le Milan</i> (cutter).	86	Guislard et Gautier.	Michel.	59
<i>Le Vengeur.</i>	12	Cosson.	Du Temple.	16
<i>Le Baïgade</i> (1 ^{re} course).	166	Nicole aîné et Lesnard.	Kerpoisson.	69
<i>Le Courageux</i> (3 ^e course).	53	Duchesne et Pintedevin.	Jean Beaumont.	39
<i>La Sophie.</i>	35	Duchesne et Pintedevin.	Charles Rogerie.	19
<i>Le Tartare</i> (brick).	96	Benjamin Dubois.	François Le Comte.	50
<i>La Surprise</i> (2 ^e course).	8	Duchesne et Pintedevin.	Auguste Langlois.	15
<i>Le Bougainville</i> (2 ^e course).	128	Benjamin Dubois.	Pierre Dupont.	68
<i>Le Bougainville</i> (3 ^e course).	128	Benjamin Dubois.	Pierre Dupont.	75

ARTILLERIE CANONS	DATE DE LA COURSE	RÉSULTAT	NOMS DES PRISES	VALEUR DES PRISES	DATE DE LA LIQUIDATION
4	Brumaire.	Désarmé.	<i>La Nancy</i> , 87 tonneaux. <i>Emilia</i> . <i>Expériment</i> . <i>Fanny-et-Betsy</i> . <i>Betsy</i> . <i>Lindevoord</i> .	francs 5 361 51 798 95 884 273 998 21 335 5 283	12 brumaire an IX.
16	Brumaire Brumaire.				
4	Brumaire.	Pris.	<i>L'Amitié</i> . <i>Le Dolphen</i> . <i>L'Atlas</i> . <i>Sophie-Albertine</i> . <i>Le Content</i> .	2 143 12 818 8 511 58 934 3 177	14 pluviôse an IX.
12	Brumaire.	Pris.	<i>Marie-Julie-Helene</i> .	3 503	18 floréal an VI.
2	Brumaire.				
22	Brumaire.				
16	Brumaire. Frimaire.	Désarmé.			
4	Frimaire.	Pris.	<i>Le Balcaras</i> . <i>L'Actif</i> . <i>Le Samaritain</i> . <i>Le Stamp</i> . <i>Lindevoor</i> . <i>L'Entreprise</i> . <i>La Providence</i> .	1 098 30 095 159 452 30 407 8 132 3 662 6 192	29 frimaire an VII. 8 frimaire an VII.
8	Frimaire.	Désarmé.			
12	Frimaire.	Désarmé.			
12	Frimaire.	Pris.	<i>The Honckum Sniby</i> .	4 198	12 brumaire an IX.
14	Nivôse.				
8	Nivôse.	Désarmé.	<i>Le Superbe</i> . <i>Dame Gertrude</i> . <i>The Wilding</i> , en commun avec <i>Le Patriote</i> , de Brest.	331 560 61 201 269 416	11 nivôse an IX. 23 ventôse an IX.
12	Pluviôse.	Désarmé.			
8	Pluviôse. Pluviôse.				
12	Ventôse.	Désarmé.			
2	Ventôse. Ventôse.	Désarmé.			
12	Germinal.	Pris.	<i>The Sally-Butler</i> . <i>L'Union</i> . <i>Le Jersey</i> .	269 697 252 350 140 223	7 nivôse an X.
12	Floréal. Germinal.	Désarmé.	<i>La Favorite</i> .	521 476	3 thermidor an VI.
14	Vendémiaire.	Désarmé.	<i>Le Ruby</i> . <i>L'A-Propos</i> . <i>Le Peggy</i> .	212 662 3 814 3 882	19 frimaire an X.

NOMS DES NAVIRES		NOMS DES ARMATEURS	NOMS DES CAPITAINES	EFFECTIF DE L'ÉQUIPAGE
<i>La Laure</i> (3 ^e course).	tonneaux 85	Thomas aîné (de Saint-Malo) et Martin (de Saint-Servan).	François Gallais.	63
<i>La Minerve</i> (3 ^e course).	260	Fontan jeune et Thomas aîné.	Jean-Hervé Daguenet.	128
<i>Le Petit-Quinola</i> (1 ^{re} course) (cutter).	40	Duchesne et Pintedevin.	Jean-Bapt. Pinel.	28
<i>Le Courageux</i> (4 ^e course).	53	Duchesne et Pintedevin.	Alexandre Legrand.	40
<i>L'Avantageux</i> (1 ^{re} course).	42	Duchesne et Pintedevin.	Pierre La Roche.	39
<i>Le Hasard.</i>	50	Erussart et Maucron.	Jean Du Temple.	40
<i>Le Juste</i> (2 ^e course).	95	Fortin aîné.	J.-Bapt. Guillemin.	70
<i>L'Hirondelle.</i>	150	Fortin aîné, Bertrand Lemême.	Joseph Postel.	
<i>La Providence</i> (2 ^e course).	50	Sainton.	Jacques Pinon.	65
<i>Le Grand-Quinola</i> (2 ^e course).	72	Duchesne et Pintedevin.	Thomas Le Blanc.	47
<i>Le Milan</i> (cutter).	86	Gautier jeune et fils.	Christophe Roger.	46
<i>Le Mercure</i> (2 ^e course).	200	Delastelle.	Jacques Fromy.	108
<i>Le Courageux</i> (5 ^e course).	53	Duchesne et Pintedevin.	Arthur Leroux.	21
<i>Le Résola.</i>	152	Bertrand Lemême.	Nicolas Coupard.	62
AN VII				
<i>L'Heureuse-Espérance.</i>	49	Fontan jeune, Thomas aîné.	Alexis Basset.	34
<i>Le Jeune-Bougainville.</i>	256	Lesnard et Duhamel.	Pierre Dupont.	123
<i>Le Rusé</i> (lougre).		Bourdase et Boutruche.	Joseph Boutruche fils.	14
<i>Le Décidé</i> (lougre).	12	Havard (de Saint-Servan).	Charles Guilbeau.	17
<i>La Laure</i> (4 ^e course).	85	Thomas aîné et Claude Martin.	François Gallais.	69
<i>La Providence</i> (3 ^e course).	50	Fontan jeune et Thomas aîné.	René Rosse.	71
<i>Le Juste</i> (3 ^e course).	95	Fortin aîné, Bertrand Lemême.	J.-B. Guillemin.	73

CAYERS	DATE DE LA COURSE	RÉSULTAT	NOMS DES PRISES	VALEUR DES PRISES	DATE DE LA LIQUIDATION
				francs	
16	Brumaire- ventôse.	Désarmé.	<i>L'Éclipse.</i> <i>La Patty.</i> <i>Le Rédempteur.</i> <i>L'Amitié.</i> <i>The Maker.</i> <i>La Minerve.</i>	7 422 23 345 4 785 70 800 2 025 477 693	16 ventôse an X.
18	Frimaire.	Pris.	<i>Le Martinus</i> , de concert avec <i>Le Courageux.</i>	32 253	25 brumaire an XI.
2	Frimaire.	Désarmé.	<i>La Maria</i> , de Norfolk. <i>L'Olive.</i>	273 096 12 838	2 prairial an XIII.
3	Frimaire à pluviôse.	Désarmé.	<i>L'Entreprise.</i> <i>Le Martinus</i> , de concert avec <i>La Minerve.</i>	245 272 16 126	1 ^{er} juillet 1825.
4	Nivôse.	Désarmé.			
6	Nivôse.	Pris.	<i>La Statira</i> , reprise amér. <i>Nostra Signora</i> , reprise es- pagnole.	157 471 25 176	11 ventôse an IX.
12	Nivôse.	Désarmé.	<i>L'Aventure.</i>	188 775	28 germinal an IX.
12	Nivôse.	Désarmé.			
8	Nivôse-germinal.	Désarmé.	<i>John Elisabeth.</i> <i>Le Thomas.</i>	20 717 331 186	26 floréal an XIII.
8					
6	Pluviôse.	Pris.	<i>Le Hail.</i> <i>Thomas et Hélène.</i>	22 657 17 047	5 germinal an IX.
2	Ventôse- germinal.	Désarmé.	<i>La Caroline.</i>	477 000	2 ^e complém. an XI.
0	Germinal.				
00)					
4	Vendémiaire.	Pris.	<i>L'Industrie.</i> <i>Keaty 158 t.</i> <i>L'Espérance.</i> <i>La Marie.</i> <i>La Vénus-Pool.</i> <i>William-Betzy.</i> <i>Charlotte.</i> <i>L'Océan.</i> <i>Le Cynthia.</i>	9 474 192 200 3 690 5 929 29 074 21 222 83 843 67 933 47 828	25 nivôse an X. 15 fructidor an IX. 13 prairial an IX.
8	Brumaire à pluviôse.	Pris.			
	Brumaire à ventôse.	Désarmé.			
2	Brumaire.				
6	Brumaire à germinal.	Désarmé.	<i>La Minerve.</i> <i>Le Rodolphe-Frédéric.</i>	11 857 134 997	14 germinal an X.
4	Brumaire.				
0	Frimaire à germinal	Désarmé à Lorient.	<i>La Colombia.</i> <i>L'Abigail.</i> <i>La Maria.</i>	256 569 191 969 10 737	20 thermidor an XI.

NOMS DES NAVIRES		NOMS DES ARMATEURS	NOMS DES CAPITAINES	EFFECTIF DE L'ÉQUIPAGE
	tonneaux			
<i>Le Malouin.</i>	49	Thomazeau.	François Blanchard.	64
<i>Le Furet.</i>	85	Moulin et Cie.	Pierre Bouvet.	64
<i>L'Aventure.</i>	50	Erussart et Maucron.	Pierre La Roche.	41
<i>Le Courageux</i> (6 ^e course).	53	Duchesne et Pintedevin.	Alexandre Legrand.	44
<i>Le Grand-Quinola</i> (3 ^e course).	72	Duchesne et Pintedevin.	Thomas Le Blanc.	44
<i>Le Petit-Quinola</i> (2 ^e course).	40	Duchesne et Pintedevin.	Nicolas Alix.	28
<i>L'Avantageux</i> (2 ^e course).	42	Duchesne et Pintedevin.	Jean Le Gonidec.	39
<i>L'Alliance.</i>	330	Servel et Brodelet.	Toussaint Quemper.	140
<i>La Furie.</i>	25	Thomazeau.	Louis Le Redde.	26
<i>Le Baalgade</i> (2 ^e course).	166	Lesnard et Duhamel.	François Le Comte.	115
<i>Le Télégraphe.</i>	136	Bertrand Lemême et Couturier.	J.-Bapt. Guillemin.	91
<i>Le Chasseur</i> (lougre).	30	Thomas Rouxel.	Gilles Julien.	30
<i>Les Quatre-Amis.</i>	50	Fontan jeune et Thomas aîné.	Jacques Debon.	74
<i>L'Ajoux.</i>	14	Duchesne et Pintedevin.	Joseph Boutruche.	18
<i>Les Bons-Amis.</i>	12	Pierre Havard.	Jean Bilheu.	17

AN IX

<i>Le Malouin</i> (2 ^e course).	46	Thomazeau.	François Blanchard.	50
<i>L'Aventurier.</i>	119	Erussart et Maucron.	Jean Delarue.	67
<i>Le Vengeur</i> (1 ^{re} course).	11	Carouge (de Saint-Servan).	Marin Peltier.	14
<i>Le Renard</i> (1 ^{re} course).	46	Ethéart.	Julien Marestier.	34
<i>Le Jeune-Malouin.</i>	60	Despêcher frères.	François Néel.	59
<i>Le Bougainville</i> (4 ^e course).	128	Dubois fils et Cie.	Pierre Dupont.	75
<i>Le Petit-Quinola</i> (3 ^e course).	40	Duchesne et Pintedevin.	Guillemet Villeneuve.	30
<i>Le Quinola.</i>	49	Duchesne et Pintedevin.	Thomas Le Blanc.	49
<i>Le Héros.</i>	49	Martin et Douchin (de St-Servan).	René Rosse.	67
<i>Le Vengeur</i> (2 ^e course).	11	Thomas Rouxel.	Pierre Le Roy.	15
<i>Le Premier Consul.</i>	376	Lesnard.	Jacques Pinou.	146
<i>La Providence.</i>	56	Guibert fils et Fichet.	Michel Pagelet.	66

CANOTS	DATE DE LA COURSE	RÉSULTAT	NOMS DES PRISES	VALEUR DES PRISES	DATE DE LA LIQUIDATION
				francs	
14	Frimaire.	Pris.	<i>La Favorite</i> , 60 tonneaux.	6 536	18 brumaire an IX.
14	Frimaire.				
14	Frimaire.				
14	Frimaire.				
14	Frimaire.	Désarmé.			
14	Frimaire.				
14	Nivôse.				
18	Nivôse.				
18	Nivôse.	Désarmé à Santander.	<i>Le Jersey.</i>	100 663	29 frimaire an X.
			<i>L'Ajazz.</i>	187 078	
			<i>Le Palladium.</i>	96 860	
			<i>L'Elisa.</i>	18 302	
14	Nivôse.				
16	Nivôse.				
14	Pluviôse.				
18	Ventôse.				
14	Germinal.	Désarmé.	<i>L'Ann.</i>	166 863	26 thermidor an IX.
1	Messidor.				
1	Thermidor.				

00-1801)

14	Vendémiaire à nivôse.	Désarmé.	<i>Édouard-et-Marie.</i>	32 463	16 prairial an XIII.
14	Vendémiaire.	Désarmé à Saint-Servan.	<i>Bruwlow.</i>	195 344	
1	Vendémiaire.		<i>Albion.</i>	26 599	
14	Brumaire.	Désarmé.	<i>La Betzy.</i>	7 816	9 floréal an XIII.
14	Brumaire à ventôse.	Désarmé.	<i>Le Burin.</i>	34 049	17 brumaire an X.
			<i>Le San-Antonio.</i>	27 378	
			<i>Le Mercury.</i>	85 939	
			<i>Hébé.</i>	47 000	17 messidor an X.
			<i>May-Flawors.</i>	158 760	
			<i>Le Richmond.</i>	239 502	
14	Brumaire à floréal.		<i>Le William.</i>	28 596	
			<i>Le Duc-de-Clarence.</i>	204 000	
			<i>Le William.</i>	52 000	
			<i>La Rebecca.</i>	64 000	
14	Brumaire.				
14	Brumaire.				
14	Frimaire.	Pris.	<i>Les Trois-Sœurs.</i>	24 398	27 germinal an XIII.
			<i>Le Delphin.</i>	42 916	
			<i>Le James-Georges.</i>	38 052	
			<i>L'Harmonie.</i>	34 970	
1	Pluviôse.				
18	Pluviôse.				
14	Pluviôse.				

NOMS DES NAVIRES		NOMS DES ARMATEURS	NOMS DES CAPITAINES	EFFECTIF DE L'ÉQUIPAGE
	tonneaux			
<i>Le Malouin</i> (3 ^e course).	49	Thomazeau.	François Blanchard.	43
<i>Le Courageux</i> .	18	François Beauchef.	Pellier.	17
<i>Le Renard</i> (2 ^e course).	46	Ethéart.	Joseph Prader-Miquet.	46
<i>Le Héros</i> (2 ^e course).	49	Martin et Douchin.	René Rosse.	62
<i>L'Heureux</i> .	143	Dubois et C ^{ie} .	Benoît Girou.	
<i>La Laure</i> (5 ^e course).	95	Martin et Thomas aîné.	Henri Le Maître.	76

Ce tableau nous montre que durant la période de 1793 à l'an IX (1801), il y eut environ 131 bâtiments armés en course par les ports de Saint-Malo et de Saint-Servan avec un effectif d'équipages supérieur à 5 235 officiers et matelots, car nous n'avons pu trouver les chiffres pour les navires armés en 1793 et 1796. Comme il n'y eut pas d'armements au cours des années 1794 et 1795, la moyenne annuelle présente donc 22 bâtiments corsaires. Ils réalisèrent environ 132 prises au détriment du commerce allemand, russe, hollandais, danois et surtout anglais. Les croisières les plus brillantes et les plus rémunératrices furent les suivantes : en 1793 la *Jeune Émilie* captura la *Liberté*, navire hollandais d'une valeur de 1 014 000 francs ; le *Duguay Trouin* prit la *Bonne Espérance* (1 401 848 francs), l'*Ambitieux* fit un chiffre de prises s'élevant à 1 871 967 francs, le *Furet* se rendit maître du navire hambourgeois la *Dame Élisabeth* (valeur 838 678 francs). En l'an V, la *Minerve*, capitaine Dufresne Legué, fit un chiffre de prises de 230 107 francs ; en l'an VI, le *Bougainville*, capitaine Joseph Guilbeau, capture le *Frédéric le Grand* (1 185 555 francs) ; en l'an VII, la *Minerve*, dans une 3^e course, s'empare d'un bâtiment anglais du même nom (477 693 francs) ; en l'an IX, le *Bougainville* (4^e course), commandé par Pierre Dupont, que Napoléon créa plus tard chevalier de la Légion d'honneur, réalisait un total de prises de 793 858 francs. Les captures vraiment importantes étaient celles des navires chargés de denrées coloniales, sucre et café.

La seule nomenclature des bâtiments nous prouve à quel point les armateurs de Saint-Malo et de Saint-Servan s'intéressèrent aux

ARTILLERIE CANNONS	DATE DE LA COURSE	RÉSULTAT	NOMS DES PRISES	VALEUR DES PRISES	DATE DE LA LIQUIDATION
14	Pluviôse à germinal.	Désarmé.	<i>La Charlotte.</i> <i>Anne-et-Marie.</i> <i>Le Rambler.</i> <i>La Grâce.</i>	francs 1 121 35 465 16 083 57 842	23 prairial an XIII.
2	Ventôse.	Pris.	<i>Le William.</i>	31 638	27 vendémiaire an X.
4	Ventôse.				
14	Ventôse.	Désarmé.	<i>La Minerve.</i>	178 440	23 prairial an X.
14	Ventôse.				
14	Ventôse à germinal.				

grands événements de notre pays ; on peut dire que les deux vieilles cités bretonnes vibrèrent à l'unisson des grandes passions de l'âme française durant cette mémorable période. En 1793, les navires corsaires ont bien des noms d'actualité : la *Républicaine*, l'*Aimable Liberté*, le *Sans Culotte*. Le rapide essor de notre conquête dans les pays rhénans est célébré sur les bords de la Rance par les noms du *Custine* et du *Pichegru*. En l'an V, c'est le retentissement des belles victoires de l'armée d'Italie avec le *Buonaparte* ; puis ce sont les souvenirs de l'antiquité grecque et romaine en faveur chez les admirateurs des illustres républiques d'autrefois, avec l'*Ajax*, la *Minerve*, le *Mercur* ; en l'an IX, paraît le *Premier Consul*, témoignage flatteur des compatriotes de Duguay Trouin et de Surcouf pour l'homme que la France reconnaîtra bientôt comme son maître.

En présence de l'incessante activité des Malouins, l'Angleterre dut se garder d'autant mieux que ses pertes avaient été plus grandes. Les convois marchands furent fortement escortés, les côtes françaises sans cesse surveillées et menacées par des escadres anglaises qui débarquaient des agents royalistes malgré la surveillance des seize forts ou batteries établis le long du littoral de Saint-Malo à la baie du Mont Saint-Michel :

Batterie de Saint-Briac.

Batterie de Saint-Lunaire.

Batterie de Dinard.

Fort de Châteauneuf.

Fort de la Cité, à Saint-Servan.

Fort de la Conchée, à 8 kilomètres au large de Saint-Malo.

Fort Républicain.	
Fort du Petit-Bé ¹ .	
Fort de l'Île Harbourg, en face de l'embouchure de la Rance.	
Fort de la Varde, entre Paramé et Rothéneuf.	
Fort Duguesclin, à Saint-Coulomb.	
Fort des Rimains	
Fort de Chateauricieux	} dans la baie de Cancale ² .
Batterie de la Houle	
Batterie de l'Île des Landes	
Batterie de l'Anse du Verger	

Une chaîne de bâtiments légers fut établie à quelque distance du littoral, de sorte qu'en l'an VIII, la plus grande partie des corsaires qui n'étaient, nous l'avons vu, que des navires de faible tonnage, fut capturée, et ceux qui purent échapper rentrèrent sans avoir fait aucune capture, ou seulement de petites prises qui purent à peine couvrir les frais d'armement. Aussi le commissaire de la marine Thivend conseillait-il au ministre de ne plus accorder de lettres de marque qu'aux bâtiments qui, par la quantité de vivres qu'ils prendraient, la force de leur artillerie, la vitesse de leur marche, pourraient être employés à des croisières éloignées³. Mais de toute façon il était utile de montrer combien Saint-Malo et Saint-Servan furent dignes de leurs traditions durant la période révolutionnaire. Tout ce passé ne revit-il pas facilement en notre esprit, quand on vient de la haute mer vers la côte française et qu'on voit peu à peu surgir au-dessus des flots les petites îles et rochers d'une teinte sombre sous le ciel, tour à tour azuré et brumeux par les sautes brusques des vents? Les fortifications en ruine y attestent l'ancienne puissance militaire; en arrière, se laisse apercevoir la cité malouine blottie à l'abri de ses pittoresques remparts, que domine la flèche récente et finement dentelée de la vieille cathédrale, profil de géant au-dessus des maisons basses et des ruelles étroites; sur la droite, le vaste estuaire maritime de la Rance, le port militaire de Saint-Servan avec la tour de Solidor noircie par le temps; nid véritable de corsaires, coin curieux de notre beau littoral breton, fières cités dont l'aspect aurait tenté les aventuriers scandinaves du x^e siècle, toujours en quête d'abris difficilement accessibles. De là, partirent les Dupont, les Debon, les Dufresne, les Surcouf, les Verron, tous ceux dont nous pouvons inscrire les noms après celui de Duguay Trouin sur le livre d'or de la course française, cette admirable école de marins!

1. Du breton Bez — tombeau.

2. Mounier, *Annuaire statistique d'Ille-et-Vilaine*, p. 158.

3. Arch. de la marine, Saint-Servan. Lettre du 29 pluviôse an VIII (18 février 1800).

D'ailleurs, en 1800, la cité malouine ne s'élevait pas dans le même cadre gracieux où nous la voyons aujourd'hui ; absolument encerclée dans ses remparts de pierre elle n'avait point la ceinture des villas du Sillon et de Rocabey ; le flot venait battre presque de tous côtés au pied des murailles, car la mer s'étendait jusqu'au Talard, presque sous Paramé ; la ville n'était reliée à la terre ferme que par la longue digue du Sillon, large à peine de quelques mètres, inabordable lors des grandes marées et mal protégée par des brise-lames vermoulus dont le Conseil d'arrondissement, à peine réuni en 1800, demandera avec instance la réfection nécessaire¹. La ville n'était point dominée par la flèche de la cathédrale : il n'y avait qu'une tour massive surmontée d'un télégraphe aérien.

Saint-Malo avait été mise en état de siège depuis le 23 septembre 1798. Au début de l'an VIII l'administration municipale se composait de Hovius fils, président, Lecouturier, Plaine le Jeune, Bertrand-Lemême. Lecamus était commissaire du Directoire².

Les ressources étaient encore plus restreintes dans la bourgade de Dinard-Saint-Enogat qui fait face à Saint-Malo, sur la rive gauche de l'estuaire maritime de la Rance. La mondaine cité balnéaire d'aujourd'hui n'était alors qu'une modeste bourgade. Les membres de l'administration municipale écrivent à Thivaut, commissaire principal à Saint-Malo, afin de se procurer gratuitement des moyens de chauffage : ils lui demandent de leur accorder les pieds d'arbres morts dans le bois de Pontual : c'est une économie nécessaire qui leur permettra de s'acquitter envers les fonctionnaires publics à la charge de la municipalité et dont les traitements sont fort en retard³.

A 26 kilomètres de Saint-Malo se trouvait la cité de Dol. Elle était très florissante avant la Révolution par les dépenses qu'y faisaient l'évêque, le chapitre, les divers individus, bénéficiaires et pensionnés attachés à l'évêché, et par la multiplicité des affaires, en matière de jurisprudence, qui s'y traitaient. Mais en 1789 Dol perdit son évêché et ses anciennes juridictions. Elle fut chef-lieu de district de 1790 à 1800. Dans une délibération du 25 octobre 1793, la municipalité décida d'ajouter les mots de *sur Mer* à celui de Dol, pour éviter les confusions avec Dole du Jura, et montrer « que la mer baignait il y a plusieurs siècles les murs de la ville ». Juhel de la Plesse fut chargé

1. Arch. dép., 2 N 1. Procès-verbal du conseil d'arr., germinal an IX.

2. Arch. municip., Saint-Malo, série D. 14 LL 34.

3. Arch. municip., Dinard, 5 brumaire an VIII (27 octobre 1799).

de rédiger une adresse en ce sens à la Convention¹. Mais la dénomination de *Dol-sur-Mer* n'eut pas de succès. La ville avait beaucoup souffert du pillage lors des deux passages successifs des insurgés vendéens ; les affaires et le commerce y étaient presque ruinés. L'ancien palais épiscopal était occupé par la mairie et la gendarmerie. La ville était encore environnée de murs flanqués de tours, mais cette enceinte tombait en ruines et le séjour de Dol était fort peu salubre à cause des marais du voisinage qui provoquaient beaucoup de fièvres intermittentes, principalement à la fin de l'été lorsque la sécheresse produisait l'évaporation d'une partie des eaux marécageuses. Dol ne comptait guère que 2500 habitants qu'on pouvait ranger en deux classes : l'une composée de cultivateurs qui ne subsistaient que du produit de l'exploitation de médiocres propriétés ou de terres en fermage ; ils étaient les plus nombreux ; l'autre était formée de commerçants en détail et d'artisans².

Les pays d'alentour avaient un terroir assez fertile dans les communes du Mont-Dol, de Baguer-Pican, Baguer-Morvan, Rozlandrieux : la population était formée entièrement de cultivateurs. Plus loin on trouvait beaucoup de landes humides sur les territoires des communes de Saint-Guinoux et de Plerguer. Un lac bourbeux de 60 hectares était coupé en tous sens par de nombreux ruisseaux bordés de hauts peupliers. C'était la crevée de Saint-Guinoux ou la mare de Saint-Coulman, ainsi nommée en souvenir d'un ermite breton venu dans ces régions au ^{vii}^e siècle³. Dans tout ce pays de Dol on voyait croître une grande quantité de chanvre très gros, très haut de tige qui s'employait pour les cordages de la marine.

Dans l'est du département, Fougères, à 45 kilomètres de Rennes, était avec 7 297 habitants, un des centres urbains les plus importants⁴. Elle avait toutes ses anciennes fortifications détruites ; le château seul subsistait, mais était devenu depuis la Révolution une propriété particulière. La ville avait beaucoup souffert depuis 7 ans des menées royalistes et de l'insurrection permanente dans les campagnes d'alentour. Elle fournissait autrefois beaucoup de toiles qui s'exportaient de Saint-Malo et de Marseille à destination de l'Espagne et des colonies américaines, mais tout le trafic était ruiné et la mal-

1. Archives municip. de Dol. Cité par l'abbé Duine. *Histoire civile et politique de Dol jusqu'en 1789*, p. 228. Paris, 1911.

2. Arch. municip. de Dol, p. 25.

3. Orain, ouv. cité, p. 162.

4. Grâce à l'industrie, Fougères est maintenant (1913) la seconde ville du département avec 23 537 habitants.

heureuse cité avait plus que toute autre besoin du rétablissement de l'ordre public.

A 19 kilomètres de Fougères, sur la route de Rennes, le bourg de Saint-Aubin-du-Cormier (1 102 habitants), avait été avant 1789 le siège d'une juridiction royale dont le ressort s'étendait à 19 paroisses. Il se trouvait à l'entrée de la forêt de Haute-Sève et avait vu naître Méaulle qui fut membre de la Convention.

Au voisinage de la région maritime, la petite ville d'Antrain, à 26 kilomètres de Fougères, avait fait partie du district de Dol dans la division territoriale de 1790 ; elle était aussi peuplée qu'aujourd'hui (1 375 habitants au lieu de 1 443) et avait été sous l'ancien régime le chef-lieu de l'importante châtellenie d'Antrain dont les origines remontaient au XI^e siècle. De sanglants combats y furent livrés en 1793 entre les Vendéens et les Mayençais de Kléber. Antrain était le chef-lieu d'un canton continuellement troublé depuis cette date par la guerre civile.

En se rapprochant de Vitré, le canton de Châtillon-en-Vendelais était aussi entièrement dominé par les chouans, si bien que quelques mois plus tard aucun votant ne s'y présenta pour le plébiscite consulaire dans les six communes qui le composaient¹. Très ancienne paroisse datant du XI^e siècle, vassale des barons de Vitré, Châtillon s'était peu à peu développée autour d'une forteresse construite sur une haute colline et dominant un magnifique étang, découpé en forme de feuille de chêne. Le château avait été démoli sur l'ordre de Richelieu en 1625, et ses débris, coiffés de lierre, achevaient de donner au site un aspect des plus pittoresques².

Vitré avait encore son enceinte de très vieilles murailles et comptait 8 800 habitants³. Son château, que la famille La Trémoille possédait autrefois, avait été déclaré propriété nationale en 1792. Comme dans toutes les villes du département, la Révolution avait entraîné une crise industrielle des plus fâcheuses et la misère était grande. Au XVIII^e siècle, il y avait à Vitré un commerce très étendu pour les cuirs, les toiles, les flanelles, les chaussettes ; 40 maîtres tanneurs occupaient 90 à 100 ouvriers et on préparait annuellement de 150 à 160 000 peaux de veau, 2 500 à 3 000 de vache, 2 à 300 de bœuf. La fabrication des toiles et des chaussettes donnait lieu à

1. Voir chap. 3^e.

2. Guillotin de Corson, *ouv. cité*, p. 157.

3. La population n'a guère augmenté depuis (10 613 habitants en 1913).

un trafic des plus actifs avec toute la basse Bretagne ; mais l'insurrection permanente de la contrée, empêchant depuis longtemps toute transaction, les deux tiers des habitants avaient été réduits à un état voisin de l'indigence. « Les ouvriers ne gagnaient plus à beaucoup près leur nourriture ; il n'y avait pas 50 familles dans l'aisance¹. » La terreur des chouans hantait tous les esprits, le fanatisme et l'égoïsme dominaient toutes les campagnes voisines. Au plébiscite de l'an VIII, dans l'arrondissement de Vitré, 23 communes seulement sur 62 exprimeront leur avis, et il n'y aura pour Vitré même que 215 suffrages, malgré les efforts du président de l'administration municipale, Jean-Pierre Mesnage.

Dans les environs de Vitré, La Guerche avait été chef-lieu de district et comptait 3 578 habitants, population supérieure au chiffre actuel ; à 15 kilomètres les forges de Martigné-Ferchaud, créées au xvii^e siècle, fournissaient 300 000 livres de fer par année avant 1789. Le minerai qu'elles employaient était extrait du territoire de la commune de Rougé, limitrophe d'Ille-et-Vilaine, dans le département de la Loire-Inférieure. Sur la route de Martigné à Rennes, Retiers était, avec ses 2 800 habitants, un point d'appui des plus sérieux pour les autorités républicaines du département. Seule dans l'arrondissement de Vitré cette bourgade, au moment du plébiscite consulaire, donnera 581 suffrages approbatifs des événements de Saint-Cloud² : c'est qu'en effet Retiers suivait volontiers la politique de son curé très populaire depuis longtemps dans le pays : l'abbé Dubourg-Lancelot, né dans la région, à Marcillé-Robert, avait été pourvu de la cure de Retiers depuis 1776. Il fut élu député à la Constituante, le 12 septembre 1789, avec Quéru de la Coste, recteur de Saint-Jean-de-Rennes, pour remplacer les abbés Hunault et Guillou, démissionnaires, et il prêta serment à la Constitution civile du clergé.

Redon comptait 3 700 habitants et servait d'entrepôt à toutes les marchandises amenées par le cabotage de Bordeaux, de Nantes, d'autres ports de l'Océan et qui pénétraient ensuite vers le bassin de Rennes par la vallée de la Vilaine. On y construisait beaucoup de navires de faible tonnage. Souvent inquiétée par les chouans à cause de sa position importante aux confins de trois départements, la ville allait être occupée par eux durant deux jours, au début même de l'an VIII³. Bain, qui avait été chef-lieu de district de 1790 à 1795, était également très menacé par les insurgés.

1. Abbé Paris-Jallobert, *Journal historique de Vitré*, 1880, p. 492.

2. Voir chap. 3^e.

3. Voir chap. 2^e.

Le département avait 24 relais de postes aux chevaux, mais depuis l'insurrection, la plupart d'entre eux avaient été abandonnés, et on ne trouvait plus guère de chevaux que dans les relais situés sur les grandes routes de Paris à Brest et à Lorient, car ils étaient protégés par des cantonnements militaires.

Sur la route de Paris à Brest, relais à Vitré, Châteaubourg, Noyal-sur-Vilaine, Rennes, Pacé, Bédée, Montauban.

Sur la route de Rennes à Lorient : Mordelles et Plélan.

Sur la route de Rennes à Nantes : relais du Bout-de-Lande (commune de Laillé), de Roudun (commune de Poligné), de La Bréharaye (commune de Fougeray).

Sur la route de Rennes à Caen : Louvigné-du-Désert, Fougères, Saint-Aubin-du-Cormier, Liffré.

Sur la route de Fougères à Dol : Saint-Brice, Antrain et Trans.

Sur la route de Rennes à Dol : Hédé, Dol.

Sur la route de Rennes à Saint-Malo : Hédé, Saint-Pierre-de-Plesguen, Châteauneuf, Saint-Malo¹.

L'état du département méritait donc à tous égards d'attirer l'attention du gouvernement de Bonaparte. Il n'y avait plus de commerce faute de débouchés et de communications, plus d'agriculture, car les cultivateurs sans cesse menacés par la guerre civile et privés de tout profit, n'avaient plus aucune énergie. Pour compléter ce tableau initial et mieux faire voir encore toute l'étendue de la tâche réparatrice qui allait incomber au préfet Borie, il nous reste à exposer avec détails tous les troubles des premiers mois de l'an VIII qui avaient gêné l'exercice de la vie publique et empêché tout retour de prospérité.

1. Consulter la carte hors-texte.

CHAPITRE II

LES TROUBLES DE LA SECONDE CHOUANNERIE (ANS VII ET VIII)

SOMMAIRE

- I. — Causes de la nouvelle prise d'armes de 1799. Formation des bandes de chouans. Leur général de La Prévalaye et ses principaux lieutenants.
- II. — L'administration centrale en l'an VII. Diverses mesures prises pour la lutte contre les insurgés. La responsabilité des communes. Les compagnies franches et leurs résultats insuffisants. Instructions terroristes de Fouché. La loi du 24 messidor an VII est appliquée à l'Ille-et-Vilaine (1^{er} jour complémentaire an VII-17 septembre 1799).
- III. — Découragement des administrations. Mesures de défense à Rennes et à Saint-Servan. Les incursions des chouans à Saint-Aubin-du-Cormier, à Bain, à Redon. Triste état du département : désorganisation de tous les services. Nécessité d'une action rapide et énergique. Le coup d'État du 18 brumaire an VIII est bien accueilli par les patriotes du département.

I. — Durant les années 1796 et 1797, le découragement s'était emparé des royalistes de l'Ouest après une série de malheurs et d'insuccès : une grande lassitude avait comme abattu l'énergie pre-

Bibliographie.

1^o SOURCES MANUSCRITES.

A. *Archives départementales.*

Série L (Documents relatifs aux administrations centrales) : L 233, 235, 298.

9 M 59 (Mesures de sûreté, 1790-1804).

9 M 67, 68, 69 (Troubles dans les communes).

10 M 18 (Lettres du ministre de la police générale an VIII).

7 R 6 (Correspondance militaire de l'an VIII à l'an XIII).

7 R 23 (Correspondance du ministre de la guerre, id.).

B. *Archives municipales de Rennes.* Registre D¹ 7, fol. 72.

C. *Archives municipales de Saint-Servan.* Délibérations du Conseil municipal. Registres I.

D. volume 12.

mière des révoltés. Le triste échec de l'entreprise de Quiberon, les exécutions de deux chefs résolus, Charette et Stofflet, l'inertie du comte d'Artois n'osant risquer un débarquement, tout avait contribué au succès de la pacification habilement dirigée par le général Hoche. Il semblait donc que le gouvernement directorial pût compter sur le rétablissement complet du calme dans les contrées bretonnes et vendéennes. Mais les fautes des directeurs, les imprudences de leur politique extérieure qui leur fit dangereusement compromettre le glorieux héritage légué par la Convention, relevèrent bientôt le courage des chefs royalistes et les décidèrent de nouveau à tenter la fortune avec l'aide de l'Angleterre ; les troubles recommencèrent dans l'Ille-et-Vilaine dès le mois de ventôse an VII (février 1799) : ce furent ceux de la seconde chouannerie dont nous retracerons ici les principaux épisodes.

Une milice, toujours dévouée à soutenir la cause des insurgés, était fournie par les prêtres insermentés très nombreux dans les départements bretons, où beaucoup se tenaient cachés ; ils annonçaient partout que la République allait être bientôt détruite par les puissances coalisées : aux armées de l'Autriche et de l'Angleterre devaient se joindre les troupes russes ; on venait d'apprendre nos premières défaites d'Italie et d'Allemagne, Stockach et Magnano. N'était-ce pas la fin prochaine d'un gouvernement détesté ? Ils facilitèrent ainsi par leur influence la tâche des chefs émigrés qui purent bientôt recruter de nombreuses compagnies dans les cantons ruraux.

D. Archives nationales.

F¹C III, Ille-et-Vilaine, 7 (Esprit public).

F⁷ 6284 (Dossier de La Prévalaye).

F⁷ 3679³ (Police générale, Ille-et-Vilaine, an VII-1826).

F⁷ 7686 (Id.).

2° DOCUMENTS CONTEMPORAINS IMPRIMÉS.

Féburier, ouvrage cité.

Délibérations du Conseil des Anciens (dans Archives nationales AD XVI, 41).

Bulletin des Lois, 2^e série, 290, 295, 297, 312.

Chausseblanche, *Journal du Nord-Ouest de la République française*.

3° LIVRES RÉCENTS.

Aulard, *État de la France en l'an VIII et en l'an IX* (Documents publiés par la Société d'Histoire de la Révolution française, 1897). Bibl. nat., L^{b42}/2808.

Rocquain, *État de la France au 18 brumaire*.

Lemas, *Un district breton pendant les guerres de la chouannerie*. Paris, 1894, in-8, Bibl. nat., L^{k5}/348.

Du Breil de Pontbriand, *Un chouan : le général du Boisguy*. Paris, 1904, in-8. Bibl. nat., L²⁷/51201.

Vandal, *L'avènement de Bonaparte*, 2 vol. Paris, 1905-1907, in-8. Bibl. nat., 8° L^{b44}/1662.

Le mécontentement général favorisait d'ailleurs les progrès de l'insurrection. Les grands fournisseurs venaient de suspendre leurs paiements qui pouvaient monter à plusieurs millions dans le département et exposaient ainsi à une ruine entière des milliers de familles¹ ; le droit de passe ajoutait encore à la misère publique et révoltait les habitants des campagnes indignés de payer un droit dont le produit n'était nullement employé à la réparation des routes. Parmi les mécontents, les plus décidés allèrent se réunir aux rebelles dont les chefs promettaient 150 livres pour un engagement et dans la suite une solde de 15 sous par jour ; les autres plus respectueux de la légalité ne quittèrent pas leurs demeures, mais se refusèrent à seconder les administrateurs républicains et ne firent rien pour préserver des incursions des chouans les territoires de leurs communes respectives. Les chouans, encouragés par une telle situation, se réunirent en compagnies de 300 ou 400 hommes et furent bientôt les maîtres du département. « La chouannerie, écrit le ministre de la police Fouché, est régularisée dans l'Ille-et-Vilaine par une organisation militaire. Ce département est partagé en divisions, cantons et compagnies. Les ordres partent des comités centraux qui correspondent avec le prétendant et le gouvernement anglais². » Un des grands chefs de l'insurrection était Charles Thiéry de La Prévalaye, qui habitait ordinairement le département de Maine-et-Loire. Après un séjour en Angleterre, durant la guerre de Vendée, il était venu en 1799 prendre le commandement des bandes insurgées d'Ille-et-Vilaine : il eut pour principaux lieutenants, Picot Limoelan, Lambilly du Broutay, Ruben Grimaudière, Botherel, La Haye de Clouer, Bizien, les deux frères du Boisguy, Aimé et Louis, Girard de Chateaufieux, Marnière de Guer, Lambilly-Kerveno, hardis chefs de partisans décidés à tout entreprendre pour terroriser les timides et décourager les défenseurs de la République³. Leurs bandes envahirent plusieurs communes pour

1. *États de mois du citoyen Feburier, commissaire près l'adm. municipale de Rennes*, p. 11.

2. Rapport de Fouché, 12 vendémiaire an VIII, cité par M. Aulard, *État de la France en l'an VIII et l'an IX*, p. 7.

3. Arch. nat., F⁷ 6284. Dossiers des chouans amnistiés. La Prévalaye indique lui-même dans une lettre à Bonaparte du 17 thermidor an IX les noms des officiers qui ont servi sous ses ordres. Il accepta de poser les armes le 6 pluviôse an VIII, puis fut rayé de la liste des émigrés le 12 germinal suivant. Quelques intrigues le firent arrêter le 28 nivôse an IX. Fouché, après 29 jours de détention au Temple, le fit mettre sous la surveillance de la police à Paris, puis à Angers. En 1803 cette surveillance est supprimée par ordre du ministre de la Justice. Le général Gouvion Saint-Cyr dans une note du 6 nivôse an XII sur les anciens chefs de chouans déclare que La Prévalaye « très âgé voit peu de monde et n'est nullement dangereux ». La Prévalaye, comme tant d'autres, était décidément un rallié.

y faire des réquisitions et massacrèrent ceux des habitants connus par leur dévouement aux institutions républicaines. Tous les commissaires du Directoire près les administrations cantonales durent, pour éviter une mort certaine, quitter les petites communes et se réfugier dans les bourgs plus importants. Des arrêtés successifs de l'administration centrale autorisèrent plusieurs des administrations municipales les plus menacées à transférer leurs archives et le siège de leurs séances dans d'autres localités : ce fut le cas pour celle de Renac transférée à Redon, de Noyal-sur-Vilaine transférée à Servon, d'Ercé-en-Lamée établie à Bain. De même les administrateurs du canton de Bruz se réfugient à Rennes et ceux du canton de Roz-sur-Couesnon trouvent un asile provisoire à Saint-Broladre¹. Le 3 germinal an VII (23 mars 1799), cinq républicains sont assassinés à Tremblay (canton d'Antrain) ; le 20 prairial (8 juin), un fourgon chargé d'argent, venu de Paris et portant une somme de 96 000 francs destinée au payeur de Rennes, est saisi par les chouans sur la route de Vitré à Châteaubourg ; les soldats d'escorte sont massacrés ou mis en fuite². Les administrateurs municipaux de Vitré écrivent à Rennes une lettre de détresse qu'ils confient à des citoyens résolus, car les communications sont absolument interceptées. La ville est comme assiégée par les chouans et le cantonnement de Châteaubourg sérieusement menacé³.

II. — L'administration centrale faisait pourtant tous ses efforts pour arrêter les progrès du mal. Elle se composait à cette date d'Alexis Legraverend, président, de Anger, Labbé le Jeune, Delatouche, Lebreton, administrateurs, et de Baymé, commissaire du Directoire exécutif.

Alexis Legraverend, âgé de 48 ans, appartenait à une famille rennaise de bourgeoisie aisée. Son frère Guillaume, juge au tribunal de Rennes, devait faire bientôt partie du nouveau tribunal d'appel créé en 1800. Il était avocat en 1789. Ses relations le firent appeler au secrétariat général du département lors de la première organisation du directoire d'Ille-et-Vilaine quand il eut Borie pour président. Il rencontra les mêmes inimitiés et fut destitué par Carrier en décembre 1793. Quelques mois plus tard, le 11 octobre 1794, il

1. Arch. dép., L 261. Arrêtés des 13 et 26 vendémiaire an VIII, et Arch. nat., B 11 191-194 bis. Documents du plébiscite de l'an VIII.

2. Arch. dép., 26 P 6. Lettre du commissaire du Directoire au ministre de la police, 21 prairial an VII,

3. Arch. nat., F⁷ 3679³.

était rappelé au même poste par le représentant Boursault. Au début de 1795, il abandonna sa charge pour devenir chef du bureau central des subsistances militaires près le département d'Ille-et-Vilaine. En l'an V, il fut appelé au remplacement provisoire d'un des membres de l'administration centrale éloigné par la loi du 19 fructidor. L'assemblée électorale de l'an VI le nomma administrateur pour 5 ans et le 15 floréal an VII (4 mai 1799) il avait été nommé président du département¹.

Son collègue Anger du Grandbois, 51 ans, ancien inspecteur de l'enregistrement, était un propriétaire d'une assez grosse fortune pour le département (4 000 francs de revenus); il avait été nommé administrateur à l'assemblée de l'an VI et devait figurer plus tard parmi les membres du Conseil général et du Collège électoral en 1804².

Pierre Labbé le Jeune, 55 ans, était originaire de Saint-Servan; architecte et entrepreneur, il y devint officier municipal en 1790, puis administrateur du district de Saint-Malo; en l'an IV, on lui avait confié les fonctions d'administrateur du département.

Delatouche (François), 44 ans, était en 1789 notaire de la baronnie de Vitré, procureur fiscal de plusieurs juridictions, notamment celle de Malnoë; le 31 mars 1789 il présida l'Assemblée électorale de Montreuil-des-Landes³. Il devint procureur de la commune de Billé en 1790, puis en 1791 administrateur du district de Fougères, procureur syndic en 1793. Carrier ordonna de l'incarcérer. Le représentant Boursault le fit mettre en liberté et le désigna pour les fonctions de vice-président du district. L'Assemblée électorale le nomma administrateur le 20 germinal an VI, en même temps que Legraverend, Labbé le Jeune et Anger. En 1803 il devint membre du Collège d'arrondissement⁴.

Lebreton (Joseph-Benoît)⁵ était le plus jeune des administrateurs. Agé de 37 ans, il avait été administrateur du district de Montfort de 1792 à 1795, puis en 1796 président du canton de Montfort; il était commissaire près la municipalité de Montfort lorsqu'en thermidor an VII (juillet 1799) il fut appelé aux fonctions d'administrateur du département.

1. Arch. dép., L 342.

2. Arch. dép., F¹C III Ille-et-Vilaine, 2.

3. Lesort I, 209.

4. Voir chapitre II.

5. Il ne faut pas le confondre avec Lebreton (Pierre-François) qui fut député d'Ille-et-Vilaine à la Législative, à la Convention et aux Anciens.

René-Pierre Baymé, du même âge que Lebreton, était commissaire du Directoire près l'administration centrale. En 1792 il avait été membre du Conseil de la commune de Rennes ; destitué par Carrier comme suspect de fédéralisme, il fut nommé administrateur du département en 1795 par les représentants Guezno et Guermeur, et l'Assemblée électorale de 1796 lui continua ses fonctions. Il présida l'administration centrale avant Legraverend. Depuis le 28 germinal an VII (17 avril 1799) il était commissaire près cette administration.

Tous ces administrateurs étaient des hommes courageux, mais forcément inquiets de l'avenir dans un tel désarroi. Ils ne cessent d'appeler sur le département la sollicitude du ministre de l'Intérieur, mais ce dernier, qu'il s'appelle François de Neufchâteau ou Quinette, ne paraît guère s'émouvoir des appels que lui envoient de consciencieux administrateurs provinciaux. Il se borne le plus souvent à mettre en marge de leurs requêtes : *écrire au ministre de la Guerre* ; celui-ci (c'est Bernadotte en 1799) qui n'a pas de régiments à envoyer dans l'Ouest, ne prend aucune mesure décisive et l'administration centrale abandonnée à elle-même essaie, comme elle le dit « de comprimer les factieux et de remonter l'énergie des patriotes ». Elle multiplie les proclamations et prescrit de donner la plus grande publicité possible à tous les arrêtés qu'elle prendra contre les communes suspectes de sympathie pour les chouans ou trop hésitantes à se défendre contre leurs incursions. Les arrêtés seront imprimés au nombre de 1 200 exemplaires et affichés par les soins des administrations municipales¹. Par un arrêté du 14 fructidor an VII (31 août 1799) elle supprime le droit de chasse dans tout le département² et sur sa demande les tribunaux militaires montrent une grande sévérité : le 21 messidor (9 juillet), le 2^e Conseil de guerre de la 13^e division militaire à Rennes condamne à la peine de mort quatre laboureurs ayant fait partie d'un rassemblement armé³. On applique également la loi du 10 vendémiaire an IV (2 octobre 1795) sur la responsabilité des communes : celles de Tremblay, Mellé, Landéan, Laignelet, Saint-Germain-en-Coglès, dans les environs de Fougères, sont déclarées responsables des assassinats commis en germinal par les chouans. Le 12 floréal au VII (1^{er} mai 1799) le Tribunal civil de Rennes les condamne chacune à payer 5 000 francs comme indemnité aux veuves et enfants des victimes, et 5 000 francs

1. Arch. nat., F⁷ 3679³.

2. Arch. dép., L 298.

3. Arch. dép., 1 R 7.

à la République comme amende, soit un total de 50 000 francs. Un jugement de même nature est rendu le 2 messidor (20 juin) à la requête du commissaire du directoire exécutif contre les communes de Saint-Jean-sur-Vilaine, Balazé et Izé : elles doivent payer 96 000 francs à la caisse du département comme responsables d'avoir laissé se rassembler sur leurs territoires les insurgés qui ont pillé le fourgon de Paris contenant pareille somme¹. Mais l'administration centrale était hors d'état de faire respecter ses arrêtés d'une manière efficace et d'assurer la sécurité publique, car au moment où le maintien d'une force armée imposante aurait été nécessaire, presque toutes les troupes actives avaient été appelées à la défense des frontières si dangereusement menacées par la seconde coalition. Il ne restait plus dans le département que deux ou trois demi-brigades (notamment la 52^e de ligne et la 13^e légère) ; les autres contingents étaient fournis par la garde nationale. Pour augmenter les forces de police intérieure dans les départements de l'Ouest le gouvernement du Directoire fit voter la loi du 14 messidor an VII (2 juillet 1799) relative aux compagnies franches qui seraient formées par des conscrits que les lois précédentes n'avaient pas encore appelés au service actif. Ces compagnies devaient être employées à garder les côtes, les batteries, et à maintenir la tranquillité intérieure. Elles devaient être armées et habillées par les soins des administrations centrales et porteraient l'uniforme de l'infanterie de ligne².

L'administration centrale n'osa point procéder à l'organisation de ces compagnies dans les formes prescrites par l'arrêté du gouvernement, car elle craignait de fournir des armes à l'insurrection en laissant aux autorités locales le soin de réunir leurs contingents et de les équiper. D'accord avec le général en chef de l'armée d'Angleterre, elle décida de faire venir dans les principaux centres urbains et surtout à Rennes les jeunes gens qui auraient été désignés par leurs administrations municipales respectives ; l'indemnité de route serait de trois francs par lieue et une fois arrivés à destination les hommes devaient recevoir leur solde et les fournitures militaires³. Féburier critique fort cette mesure, dont les résultats furent en effet très fâcheux, malgré les bonnes intentions des administrateurs. Rendus à Rennes, les réquisitionnés n'y trouvèrent ni solde, ni pain, ni armes ; pendant qu'ils étaient ainsi absents de leurs demeures, les rebelles avertis de leur départ venaient les piller. Cette

1. Arch. dép., L 233.

2. *Bulletin des Lois*, 2^e série. B 290-3102.

3. Arch. dép., L 235. Arrêté du 12 fructidor an VII (29 août 1799).

situation regrettable détermina la plus grande partie d'entre eux à s'enfuir soit pour défendre leurs communes menacées par les chouans, soit même pour se réunir aux insurgés qui leur assuraient une solde immédiate¹. L'administration centrale en désarroi publie alors un arrêté pour requérir la municipalité de Rennes de mettre à la disposition du département, dans un délai de trois jours, 100 fusils pris par voie de réquisition sur les citoyens de la garde nationale connus pour la tiédeur de leur civisme et les moins propres au service actif². On désarmait donc en partie les uns pour fournir l'armement aux autres. La garde nationale de Rennes était fort mécontente car on paraissait se défier de certains de ses membres en livrant à l'arbitraire la désignation de ceux qui auraient montré plus ou moins de civisme.

L'organisation de ces compagnies franches rencontra donc de sérieuses difficultés et ne pouvait contribuer d'une façon bien active à la répression de la chouannerie. L'administration centrale qui s'en aperçut vite ne cessait de réclamer des renforts : le gouvernement les promettait depuis de longs mois, mais l'armée dite d'Angleterre toujours réduite aux mêmes effectifs trop restreints restait, malgré son titre, peu inquiétante pour nos voisins d'outre-mer. Le 2 thermidor an VII (20 juillet 1799), Fouché était devenu ministre de la police remplaçant Bourguignon³. Il cherchait à faire prendre patience aux administrateurs. Comme le Corps législatif avait voté le 24 messidor (12 juillet) une loi sur la répression du brigandage⁴ il demanda aux Conseils de l'appliquer à l'Ille-et-Vilaine.

Le 28 fructidor an VII, les Cinq Cents adoptèrent un projet de résolution en ce sens, et le 1^{er} jour complémentaire (17 septembre 1799) après un rapport de Jan, député de l'Eure, le Conseil des Anciens déclara l'urgence et vota la proposition. Les jours suivants 2 et 4 complémentaires, les mêmes dispositions furent appliquées à la Sarthe, au Morbihan, au Maine-et-Loire, à la Mayenne, à la Manche et aux Côtes-du-Nord⁵. D'après les instructions de Fouché, les administrateurs firent une proclamation où ils engageaient tous les jeunes gens qu'un moment d'erreur pouvait avoir entraînés dans le parti de la révolte, à déposer les armes, car à défaut d'une prompt soumission leurs pères et mères seraient pris comme otages et con-

1. Feburier, ouv. cité, p. 11.

2. Arch. dép., L. 235. Arrêté du 13 vendémiaire an VIII (5 octobre 1799).

3. *Bulletin des Lois*, 2^e série. B. 297, 3160.

4. *Bulletin des Lois*, 2^e série. B. 295, 3139.

5. Arch. nat., AD, xvi, 41 et *Bulletin des Lois*, 2^e série. B. 312, 3284.

damnés à de fortes amendes¹. Dans une série de lettres Fouché déclare que l'inertie des communes rurales donne seule l'audace aux bandes de chouans ; pourquoi la population d'Ille-et-Vilaine n'imiterait-elle pas celle du Var qui s'est levée en masse pour résister aux insurgés du Midi ? Il faut tirer les communes de leur apathie en multipliant les amendes et en augmentant le nombre des otages². L'administration centrale suivit avec d'autant plus d'empressement ces conseils qu'elle était satisfaite de trouver la ressource des amendes pour solder les compagnies franches et les troupes que depuis trop longtemps déjà le gouvernement ne pouvait plus payer d'une façon régulière.

Le général Michaud³ commandait alors en chef l'armée d'Angleterre et le général de brigade Roulland était à la tête de la subdivision d'Ille-et-Vilaine. A la demande de ce dernier les administrateurs frappèrent d'une amende de 15 000 francs les communes d'Argentré, Étrelles, Saint-Didier, Saint-Jean-sur-Couesnon, Vandel, Saint-Christophe-des-Bois, à cause de leur complicité avec les rebelles. Le général fit une expédition dans toute la partie orientale du département, à l'aide de plusieurs colonnes mobiles. Il donna la chasse aux chouans et son énergie lui valut les éloges du journaliste Chausseblanche ; cet unique représentant de la presse rennaise, en racontant les engagements contre les rebelles cherche à rassurer ses concitoyens : « le déploiement des forces a prouvé aux chouans qu'il ne faut que les rencontrer pour les défaire et la juste punition des communes d'Étrelles et d'Argentré contiendra les défaillants⁴. » Mais la majeure partie de ces amendes devait servir aux besoins des troupes et il aurait été impossible aux administrateurs d'en disposer autrement et de résister aux exigences du général qui entendait bien pourvoir lui-même à la solde de ses subordonnés. « Demain, citoyens administrateurs, écrit-il dans une lettre du 26 vendémiaire (18 octobre), nos braves vont partir pour mettre à exécution vos arrêtés

1. Arch. dép., 9 M 59. Arrêté du 6 vendémiaire an VIII (28 septembre 1799).

2. Arch. dép., 10 M 18, 15 vendémiaire an VIII (7 octobre 1799).

3. Michaud (Claude-François), né à Chaux-Neuve dans le Doubs le 28 octobre 1751, volontaire au 5^e régiment de chasseurs à cheval ou du Gevaudan de 1780 à 1783, devint capitaine au 2^e bataillon des volontaires du Doubs (9 oct. 1791), général de brigade à l'armée du Rhin, le 19 mai 1792, il se distingua dans la journée de Wissembourg, divisionnaire le 25 septembre 1793, il commandait l'armée d'Angleterre depuis le 16 messidor an VII (4 juillet 1799).

4. Chausseblanche publiait à Rennes le *Journal du Nord-Ouest de la République française* (12 pages au numéro petit in-8). On y trouve quelques nouvelles locales et les comptes rendus des séances des Anciens et des Cinq-Cents ; n° 75 du Journal.

qui imposent une amende sur les communes de Saint-Jean-du-Couesnon et Saint-Christophe-des-Bois. Mais leur solde est arriérée. Votre équité ira au-devant des désirs de ces braves républicains qui ne sollicitent que ce qui leur est dû¹. »

Mais l'application de cette loi de messidor dont le ministre montrait les avantages amena encore de fâcheuses conséquences pour les communes du département, sans affaiblir beaucoup les forces de l'insurrection. Un certain nombre de cantons n'en accueillirent qu'avec plus de faveur les insurgés qui trouvaient les moyens de s'y ravitailler. Lorsque les gardes nationaux venaient arrêter comme otages les pères et mères des chouans, ceux-ci envahissaient quelque commune patriote sur un autre point du département et gardaient prisonniers les parents des jeunes gens qui s'étaient réfugiés dans les villes à leur approche ou avaient pris du service dans les compagnies franches. Les acquéreurs de biens nationaux étaient particulièrement inquiétés. En de si pénibles circonstances les administrateurs municipaux les plus dévoués à la République hésitaient à continuer leurs fonctions, car le moindre rassemblement armé sur le territoire de leur commune attirait sur eux la colère des chefs militaires irrités de ne pouvoir frapper un ennemi presque toujours insaisissable qui se dérobait à l'approche des colonnes ; l'administration centrale avisée par les officiers frappait d'une amende la commune infortunée qui n'avait pas eu assez de forces disponibles pour assurer la sécurité dans ses environs. Le commissaire du Directoire recevait sans cesse des lettres analogues à celle de Lenglet, administrateur de la commune de Bazouges-du-Désert. Le 23 brumaire an VIII (14 novembre 1799), vers 8 heures du soir, 400 chouans commandés par Boisguy avaient surpris le poste de ce bourg et massacré plusieurs hommes de la compagnie franche. L'administrateur s'excuse de ce malheureux événement : « Faites valoir, je vous prie, citoyen commissaire, l'innocence et le courage de notre commune, auprès des généraux, afin de nous mettre à l'abri des poursuites militaires qui seraient d'autant plus tristes pour nous qu'elles ne seraient pas méritées². » De partout venaient les mêmes doléances et les mêmes demandes de troupes pour renforcer des gardes nationales insuffisantes. L'anarchie était donc complète : parmi les administrations municipales, les unes terrifiées par les menaces des chouans restaient dans l'inaction, et les autres étaient

1. Arch. dép., 7 R 6.

2. Arch. dép., 9 M 68.

totalement désorganisées par la retraite des membres qui les composaient. Les chouans en profitaient pour occuper les principales routes, surtout celle de Paris à Rennes, piller les voitures et intercepter toutes les communications. Par la force des choses l'administration centrale tombait ainsi dans l'entière dépendance de l'autorité militaire qui seule pouvait lui fournir les renseignements utiles sur l'état des communes.

III. — Les nouvelles qu'elle recevait au début de l'an VIII étaient déplorables et on sent le découragement des administrateurs dans la lettre qu'ils adressent à Fouché le 18 vendémiaire (10 octobre 1799) et où ils dépeignent sous de bien tristes couleurs la situation politique du département¹. Les chouans opèrent par bandes nombreuses de 1 200 à 1 500 combattants ; ils empêchent par intimidation le départ des jeunes gens pour la formation des compagnies franches, les contraignent de faire campagne avec eux et exercent d'atroces vengeance sur les déserteurs. La région de Fougères est particulièrement troublée et les ravages des chouans y laissèrent longtemps un pénible souvenir. Lorsque le conseil d'arrondissement de Fougères se réunira pour la première fois, le 5 juillet 1800, ses membres s'exprimeront ainsi au sujet du passé : « La tâche est douloureuse pour le Conseil dès que forcé de revenir en arrière, il doit retracer de tristes souvenirs, rappeler le fléau de la guerre civile et les préjudices énormes subis par notre arrondissement². » Des troupes de rebelles cernent Antrain. Le 14 vendémiaire (6 octobre) ils attaquent Saint-Aubin-du-Cormier et n'en sont repoussés que par l'énergie du commandant de place qui trouve la mort dans la lutte³ ; ils restent les maîtres de la route de Rennes à Fougères et les communications sont presque impossibles à travers la forêt de Rennes. A Vitré, le général Michaud met de nouveau la commune en état de siège par un arrêté du 8 brumaire (30 octobre) et la municipalité, sous la présidence de Mesnage, met l'église Sainte-Croix à la

1. Arch. nat., FIC III, Ile-et-Vilaine, 7.

2. Arch. dép., Procès-verbaux des Conseils d'arrondissement. Série M (ancien 2 N 1). De nombreux documents intéressant l'histoire des troubles de la chouannerie dans le district de Fougères ont été publiés par Lemas, *Un district breton pendant les guerres de la chouannerie*. Paris, 1894, et à une date plus récente dans l'ouvrage très tendancieux de l'abbé Louet, recteur de la Selle-en-Coglès, *La chouannerie et le clergé constitutionnel dans un coin de Bretagne*. Rennes, s. d. L'auteur y montre une hostilité trop systématique à l'égard de toute l'œuvre républicaine.

3. Arch. dép., 10 M 18. Le commissaire du Directoire au ministre de la police.

disposition du citoyen Chapuy, adjudant général et commandant de place, pour y établir un casernement¹.

La grande ville de Rennes elle-même se croit un instant sérieusement menacée. Le général Michaud avait annoncé aux administrateurs l'entrée des chouans au Mans et le meurtre du général Simon, commandant le département de la Sarthe. Il les engageait à prendre toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de Rennes². A la suite de cette fâcheuse nouvelle les postes furent doublés ; les imaginations étaient très surexcitées.

On disait que d'après un rapport fait au général Roulland les rebelles devaient attaquer la ville dans la nuit du 20 au 21 vendémiaire (12-13 octobre). Un garde national, demeurant près du pont de la rue Saint-Malo, avait vu à la brume douze à quinze hommes vêtus en laboureurs entrer dans la ville. Pour l'esprit inquiet du soldat citadin ces laboureurs deviennent les émissaires des chouans et il fait part de ses craintes au chef de brigade (colonel) de la garde nationale, Moro, qui informe à son tour le général Roulland. L'administration municipale sous la présidence de Parcheminier est convoquée à dix heures du soir ; les membres de l'administration centrale assistent à la séance. Le général demande des visites domiciliaires immédiates dans le quartier Saint-Malo ; les administrateurs s'y opposent et déclarent que d'après l'article 359 de la Constitution le domicile des habitants est inviolable pendant la nuit³. Cette résistance de l'autorité civile épargna à plusieurs Rennais, des vexations inutiles, car les craintes étaient fort exagérées : la nuit se passa sans incident notable et tout se borna les jours suivants à quelques escarmouches contre les faubourgs.

A Saint-Servan aussi l'administration municipale avait pris de sérieuses mesures de sûreté pour préserver la commune d'une invasion nocturne. La générale et le tocsin devaient prévenir les citoyens ; le canon d'alarme serait tiré. Au signal donné chaque habitant devrait illuminer ses fenêtres ouvrant sur la rue et les capitaines de la garde nationale rassembleraient leurs compagnies⁴. Quelques jours plus tard, le 6 brumaire, l'administration municipale sous la présidence de Moras se déclara en permanence et il en fut ainsi jusqu'au 28 brumaire.

1. Paris-Jallobert, *Journal historique de Vitré*, p. 494.

2. Arch. dép., 7 R 6. Michaud à l'adm. centrale.

3. Arch. municipales de Rennes. Registre D¹ 7, fol. 72.

4. Arch. municipales de Saint-Servan, I. D. Volume 12. Délibération du 6 vendémiaire an VIII

Les chouans qui n'étaient pas en mesure de pénétrer dans Rennes, ni même dans Saint-Servan, portaient de préférence leurs attaques sur des points plus vulnérables et des cités de moindre importance, plus éloignées de tout secours immédiat. Ils inquiétèrent beaucoup le Sud du département, la région limitrophe du Morbihan. Bain et Redon furent successivement occupés par eux dans des circonstances qu'il est intéressant de rappeler car elles nous serviront d'exemples pour achever de faire connaître le caractère de toutes leurs incursions.

Bain avait pour se protéger des rebelles un cantonnement de 40 soldats et 12 gardes nationaux. Comme aucune nouvelle inquiétante ne lui était parvenue le commandant militaire, Kirche, partit le 7 brumaire (29 octobre) au matin avec sa petite troupe pour chercher des grains dans les villages environnants. A une heure de l'après-midi des cultivateurs accourent épouvantés et annoncent l'approche des chouans : ils sont plus de 1 500, disent-ils, demandent qu'on leur ouvre les portes et livre les armes. Désarroi complet. Le commissaire du Directoire, Lesaulnier, et l'adjoint Jollivet, font battre la générale et réunissent autour d'eux une centaine d'hommes auxquels on distribue tous les fusils disponibles. Mais le défaut de commandement entraîne le désordre ; le plus grand nombre prend peur en apercevant de la hauteur du cimetière les chouans se former en colonne sur la butte de Coguneuf. On évacue le bourg en toute hâte et les fuyards viennent chercher un refuge jusqu'à Rennes. Les chouans dont la panique avait exagéré les forces n'étaient en réalité que 500 ; ils enlevèrent dans Bain toutes les armes qu'ils purent trouver, forcèrent la caisse du percepteur où ils enlevèrent plus de 2 600 francs ; puis ils se retirèrent devant une colonne de troupes envoyée par le général Gency à la demande de l'administration centrale qui avait témoigné un vif mécontentement aux administrateurs de Bain pour leur manque de prévoyance. Ceux-ci rédigèrent un long rapport où ils accusaient les habitants de Fougeray d'avoir caché les bandes royalistes sans donner aux gens de Bain aucun avis de leur approche¹. Les communes effrayées par les menaces de l'amende se dénonçaient ainsi les unes les autres. Mais cette fois, ni Fougeray, ni Bain ne furent punies, car une affaire plus grave occupa bientôt les administrateurs d'Ille-et-Vilaine : l'entrée des chouans à Redon quelques jours après, le 19 brumaire (10 novembre 1799).

1. Arch. dép., 9 M 67.

La situation importante de Redon devait attirer l'attention des insurgés. De cette place, en effet, on pouvait se porter simultanément sur trois départements, Ille-et-Vilaine, Morbihan, Loire-Inférieure ; c'était de plus un entrepôt de denrées commerciales destinées à l'approvisionnement de la commune de Rennes ; il s'y trouvait aussi une quantité considérable d'habillements et d'équipements militaires estimés à 500 000 francs environ. Ces effets étaient en dépôt chez un négociant de la ville nommé Malherbe, depuis le mois de germinal an VII par suite du naufrage des bâtiments qui auraient été chargés de leur transport à Nantes. Le général Michaud et l'administration centrale ignoraient même leur existence : oubli fâcheux qui montre nettement le grave désordre des services administratifs. Le commissaire (ou intendant) de la 13^e division militaire avait simplement donné connaissance de ce dépôt au ministre de la Guerre : celui-ci trop occupé par ailleurs n'avait fourni aucune réponse précise et les habillements militaires étaient restés sans emploi. Les chouans qui connaissaient certainement la présence à Redon de ce fonds important, n'en furent que plus disposés à tenter une attaque rapide sur la ville.

Le président de l'administration cantonale, Pellan, et le commissaire du Directoire, Chevalier, avertis par les incursions voisines sur Bain et La Guerche, craignaient fort pour Redon, car la petite garnison de la ville ne comptait que soixante hommes sous les ordres du capitaine Gely. Dès le 1^{er} vendémiaire (23 septembre), ils avaient demandé au général Michaud des renforts et le remplacement des deux pièces de 4 qu'on leur avait précédemment enlevées. L'administration centrale appuya leur demande, mais le général répondit qu'il ne pouvait, avec le faible effectif de ses troupes, renforcer aucun cantonnement. La municipalité de Redon dut se borner à faire supprimer tous les bateaux et bacs qui se trouvaient sur les rivières de la Vilaine et de l'Oust, et à entourer de retranchements l'Hôtel de Ville. Le 17 brumaire (8 novembre), le capitaine Gely fit partir, à destination de Rennes, un chasseur à cheval porteur de trois dépêches pour faire connaître l'existence du dépôt d'effets militaires. Ce soldat fut arrêté à Lohéac par les chouans qui tenaient la route et dépouillé de ses dépêches. Il réussit néanmoins à s'échapper et revint avertir son chef du danger. La place fut alors mise en état de siège et on envoya deux autres estafettes chargés de faire des communications verbales. Ceux-ci parvinrent à Rennes le 18 (9 novembre) ; de vives altercations eurent lieu alors entre l'autorité militaire et les administrateurs qui s'accusaient réciproquement

de leur manque d'informations précises. Le général Michaud fit partir un détachement pour Redon dans la nuit du 18 au 19 : il était trop tard ; la colonne rencontra dans la journée du 19 à peu de distance de Redon, le président Pellan et plusieurs administrateurs qui lui apprirent que Redon était au pouvoir des rebelles.

Les royalistes, connaissant par les dépêches interceptées les faibles ressources de la défense, avaient décidé une attaque immédiate sous les ordres de Sol de Criffol. Le 19, à 6 heures du matin, au nombre de 2 000 environ, divisés en plusieurs colonnes, ils attaquaient la ville sur plusieurs points. Le capitaine Gely, avec sa petite troupe, résista pendant plusieurs heures dans l'Hôtel de Ville, puis conclut un armistice. Il obtint de sortir avec armes et bagages et se retira par la route de Nantes¹. Les chouans, maîtres de la place, saccagèrent tout dans la maison commune, pillèrent l'ancienne abbaye, où avaient été installés les archives, la bibliothèque et les magasins de grains. Ils y enlevèrent 79 quintaux de méteil et 500 boisseaux d'avoine. Tous les équipements militaires furent emportés².

Il avait fallu plusieurs jours pour réunir une colonne de 400 hommes destinée à marcher contre les rebelles. Le général Gency en prit le commandement et emmena avec lui plusieurs pièces d'artillerie. Le 23 brumaire (14 novembre) au matin, il arrivait à une demi-lieue de Redon ; mais les chouans, suivant leur tactique habituelle, ne tenaient nullement à engager une action sérieuse. La plupart d'entre eux avaient déjà évacué Redon avec leur butin ; le général Gency n'eut à refouler que quelques centaines d'hommes ; il les poursuivit jusqu'à deux lieues de l'autre côté de la Vilaine³.

Les événements de Bain et de Redon montrent quel était l'état d'agitation du département et combien grande l'insuffisance des moyens de répression. Un nombre trop considérable de communes aux dispositions royalistes favorisent les chouans ; les communes patriotes, dans une inquiétude perpétuelle, se dénoncent les unes les autres pour éviter les effets de la loi de messidor ; l'administration centrale, mal informée, est en contestations fréquentes avec

1. Arch. nat., F⁷ 7686. Copie du rapport du capitaine Gely, certifié par Baymé, commissaire du Directoire à Rennes.

2. Arch. dép., 9 M 69. Procès-verbal des dilapidations constatées par l'administration municipale de Redon, le 26 brumaire (17 novembre).

3. Arch. dép., *ibid.* Procès-verbal du président Pellan adressé à l'administration centrale, 20 brumaire. — Rapport du général Gency au général Michaud, dont celui-ci adresse une copie à l'administration centrale.

l'autorité militaire qu'elle accuse de négligence dans ses lettres aux ministres de la guerre et de la police. Après avoir raconté les événements de Redon, les administrateurs écrivent à Dubois Crancé : « Nous ne nous permettons aucune réflexion sur l'extrême insouciance qui a donné lieu à ces événements regrettables. Il nous suffit de vous avoir prouvé que nous avons pris toutes les mesures pour prévenir ces malheurs ¹. » Ainsi, depuis le simple adjoint jusqu'aux administrateurs de département et au général en chef, tous se jalourent, s'accusent réciproquement de négliger les intérêts publics ou de manquer de civisme et un tel conflit empêche toute entente sérieuse pour les opérations militaires au grand regret de tous les bons républicains. Féburier s'en afflige vivement : « Je ne vois, écrit-il dans son rapport à la municipalité, que deux moyens d'arrêter ce torrent dévastateur : c'est d'envoyer des troupes dans ce département, de protéger les cantons qui ont tenu tête aux rebelles, et après une proclamation pour obliger les cultivateurs à rentrer dans leurs foyers et à abandonner le parti des révoltés, de les poursuivre ensuite sans relâche jusqu'à leur entière reddition ou destruction ². » Féburier, bien avisé, indique précisément par avance la politique qu'allait suivre le nouveau gouvernement consulaire.

Le jour même où les chouans occupaient Redon, de grands événements s'accomplissaient à Saint-Cloud. Bonaparte chassait les Conseils et mettait fin au Directoire (19 brumaire). L'annonce de ce coup d'État est fort bien accueillie par tous les patriotes d'Ille-et-Vilaine qui espèrent de la nouvelle direction gouvernementale une amélioration sensible de l'état malheureux du département. Aussi ne songent-ils guère à discuter la légitimité du coup d'État. « La joie qui éclata lorsqu'on apprit les journées des 18 et 19 brumaire prouva d'une manière convaincante combien on était las des injustices du gouvernement. » Féburier, qui écrit ces lignes, se faisait illusion, comme tant d'autres républicains, sur les projets de Bonaparte. L'étude particulière de la situation politique dans le département d'Ille-et-Vilaine ajoute ainsi une preuve nouvelle aux assertions des divers auteurs qui ont formulé un jugement sur ces fameuses journées de brumaire. Elles firent partout succéder l'ordre à la confusion. « Nulle part, écrit Vandal, il n'y eut un essai de résistance de la part des populations, un mouvement de vrai peuple ou de

1. Arch. dép., 7 R 23. Rapport de l'Adm. centrale au ministre de la Guerre, 1^{er} frimaire (22 novembre 1799).

2. Féburier, *ouv. cit.*, p. 16.

bourgeoisie pour défendre des institutions avilies et se lever contre la fortune de Bonaparte ¹. » Tous ceux qui voulaient le triomphe et le maintien des institutions républicaines furent heureux de voir diriger la France par le général qui avait défendu la Convention au 13 vendémiaire an IV, et rédigé en Italie tant d'adresses menaçantes pour les royalistes. « La masse de la nation ne demandait qu'une chose, la sécurité de l'existence et le prix, quel qu'il fût dont il lui faudrait l'acheter, avait d'avance son acquiescement. Si cette situation ne justifie pas le coup d'État de brumaire, elle fait comprendre comment il put réussir ². » Dès le 22 vendémiaire (14 octobre) l'annonce du débarquement de Bonaparte à Fréjus avait provoqué l'enthousiasme dans certaines cités du département. A Saint-Servan, par exemple, l'administration municipale « considérant qu'un événement aussi important pour la République, méritait d'être publié avec la plus grande pompe », avait convoqué toutes les autorités civiles et militaires de la commune, afin de publier solennellement la nouvelle. Le général de division Lespinasse, qui avait servi à l'armée d'Italie, fut chargé d'écrire à Bonaparte pour lui faire connaître la cérémonie célébrée en son honneur ³.

1. Vandal, *L'avènement de Bonaparte*, I, 429.

2. Rocquain, *État de la France au 18 brumaire*, p. LXVI.

3. Arch. munic., Saint-Servan. Registre I. D.

CHAPITRE III

LES PREMIERS MOIS DU CONSULAT DANS L'ILLE-ET-VILAINE. LE PLÉBISCITE DE L'AN VIII

SOMMAIRE

- I. — L'administration centrale fait proclamer à Rennes les lois du 18 et 19 brumaire. Les consuls provisoires décident l'envoi de commissaires extraordinaires dans les 25 divisions militaires et accordent à ces délégués des pouvoirs discrétionnaires. Mission du représentant Challan dans l'Ille-et-Vilaine (frimaire-nivôse an VIII).
- II. — Bonaparte adopte d'abord à l'égard des départements insurgés de l'Ouest une politique de conciliation. Suspension d'armes. Proclamation des consuls le 7 nivôse (28 décembre 1799). Négociations du général Hédouville avec La Prévalaye. La plupart des chouans continuent leurs incursions.
- III. — Bonaparte en vient à la politique de répression violente. La loi du 23 nivôse (10 janvier 1800) suspend l'exercice de la constitution dans l'Ille-et-Vilaine. Brune général en chef de l'armée de l'Ouest. Situation précaire de cette armée. Nouvelles instructions données par Bonaparte au général Brune. Répartition des troupes dans l'Ille-et-Vilaine au mois de pluviôse. Soumission d'une grande partie des bandes insurrectionnelles.
- IV. — Le plébiscite de nivôse. Petit nombre des votants. Attitude et rôle du clergé réfractaire. La majorité réelle est aux abstentionnistes.
- V. — Visite de Brune à Rennes. Le régime constitutionnel est rétabli dans la ville. Nomination du 1^{er} préfet Borie, le 11 ventôse (2 mars 1800). Dévouement des anciens administrateurs. Services qu'ils ont rendus.

I. — Le 21 brumaire au soir (12 novembre 1799) l'administration centrale reçut par un courrier extraordinaire les lois promulguées les 18 et 19. Les jours suivants elle s'empressa de les faire

Bibliographie.

1^o SOURCES MANUSCRITES.

A. *Archives départementales.*

Série L (Documents de l'administration centrale). L. 298

connaître à tous les citoyens dans les carrefours de Rennes, au son de la musique de la garde nationale. Le changement opéré à Paris, disaient les administrateurs dans leur proclamation, allait être « le prélude d'une ère de tranquillité intérieure et de paix extérieure ». Il y eut certainement à Rennes des protestations assez vives dont nous trouvons la preuve dans une lettre de Baymé, commissaire du gouvernement : il y disculpe très nettement l'administration centrale d'une imputation calomnieuse. Certains de ses adversaires insinuaient qu'elle avait elle-même protesté contre la journée du 19 brumaire, et on avait rédigé à Rennes une protestation contre les événements de Saint-Cloud. Le commissaire fit rechercher ce factum, mais ses auteurs, bientôt convaincus qu'ils n'avaient aucune chance sérieuse de succès, le firent eux-mêmes disparaître¹.

On constate d'ailleurs par les délibérations du Consulat provisoire que Bonaparte, Sieyès et Roger Ducos se préoccupèrent de l'opinion provinciale au sujet des événements de brumaire et qu'ils jugèrent utile de les expliquer sans retard et à leur façon pour éviter tout malentendu fâcheux susceptible de provoquer des troubles ou des insur-

Archives du Palais de Justice de Rennes. Registres du tribunal criminel.
Registres du Conseil général an VIII.

B. *Archives municipales de Rennes.*

Registre D^t 7, fol. 89, 111.

C. *Archives nationales.*

AF IV, 911 (minutes des procès-verbaux des séances des consuls).

AF IV*, registre 21.

AF IV, 861 (Minutes de lettres du 1^{er} Consul).

AF IV, 1590. Correspondance des généraux, guerre des chouans.

F^{1a}, 552 (Commissaires extraordinaires depuis le Directoire).

B II 191-194 (Votes populaires pour le plébiscite an VIII).

D. *Archives historiques du ministère de la Guerre.* Correspondance générale et correspondance pour l'armée de l'Ouest an VIII.

E. *Bibliothèque nationale. Manuscrits, fonds français 11361.* Rapports de police an VIII.

2° DOCUMENTS CONTEMPORAINS IMPRIMÉS.

Bulletin des Lois, 2^e et 3^e séries, passim.

Manifeste des royalistes des provinces de l'Ouest en réponse à la proclamation des soi-disant Consuls, 1800, in-8 [Bibl. nat., Lb 43/60].

3° LIVRES RÉCENTS.

Registre des délibérations du Consulat provisoire, publié par M. Aulard, 1894, in-8 [Bibl. nat., Lb 43/908].

Chassin, *Les Pacifications de l'Ouest*, 3 volumes [Bibl. nat., La³⁵/125^{ter}].

1. Arch. nat., F^{1B} 11. Ille-et-Vilaine, 2. Baymé au ministre de l'Intérieur, 29 frimaire (20 décembre).

rections. Dans leur dixième séance du 29 brumaire (20 novembre) ils décidèrent l'envoi de commissaires extraordinaires qui se rendraient dans chacune des 25 divisions militaires alors existantes. Ces délégués devaient instruire le peuple, au besoin par des proclamations, s'ils le jugeaient nécessaire, sur les causes des journées des 18 et 19 brumaire et les heureux résultats qu'elles ne pouvaient manquer d'amener pour la France. Des pouvoirs discrétionnaires leur étaient attribués et faisaient d'eux de nouveaux représentants en mission. « Ils prendront, dit le procès-verbal de cette séance, des renseignements sur les principes et la moralité des fonctionnaires publics ; ils pourront suspendre et remplacer provisoirement ceux qui ne jouiraient pas de la confiance publique ; ils feront fermer toute réunion contraire à l'ordre établi et à la tranquillité publique¹. »

On conçoit qu'avec de pareilles instructions il devenait bien difficile pour la pensée libre de risquer la moindre manifestation extérieure qui ne serait pas un hymne en l'honneur des vainqueurs du régime directorial, et bien dangereux pour tous les citoyens des divers départements qui seraient honorés de la visite des délégués consulaires, de ne pas reconnaître, au moins par une silencieuse approbation, que tout était pour le mieux dans la meilleure des républiques possible. La mission de ces délégués dura tout le mois de frimaire ; ils purent ainsi vérifier les premiers votes relatifs à l'acceptation de la nouvelle constitution du 23 frimaire (14 décembre), dite de l'an VIII, et guider l'opinion pour ce plébiscite important qui devait consacrer par un manifeste solennel l'œuvre des journées de brumaire. Lorsque le Consulat provisoire eut pris fin le 3 nivôse (24 décembre), dès la 1^{re} séance des consuls Bonaparte, Cambacérès, Lebrun, définitivement installés le 4 nivôse, les délégués furent rappelés de leurs divisions respectives et durent se rendre sans délai à Paris pour rédiger leurs rapports et les présenter au ministre de l'Intérieur².

Le représentant Challan avait été désigné pour visiter les départements qui faisaient partie de la 13^e division militaire. Il se rendit à Rennes, mais ne dépassa point cette ville³. Il lui fut impossible de

1. *Registre des délibérations du Consulat Provisoire*, publié par M. Aulard, p. 30.

2. Arch. nat., AF IV, 911. Minutes des procès-verbaux des séances des Consuls, 4 nivôse. La liste des délégués se trouve dans le dossier F^{1a}, 552. M. Aulard l'a publiée dans le recueil cité, page 29. Voir aussi *Bulletin des Lois*, II, B. 330.

3. Je n'ai pas trouvé trace de sa mission aux Archives départementales. Quelques fragments de ses rapports du 22, 25 frimaire se trouvent aux Archives nationales, F^{1a}, 552.

gagner sans danger les départements du Morbihan et du Finistère, car les communications étaient sans cesse interceptées par les insurgés. Dans les bourgades des environs de Rennes qu'il put parcourir, il remarqua la peur ou l'indifférence des habitants : aussi fort peu d'entre eux allaient-ils prendre part au plébiscite pour l'acceptation du consulat. Sur le registre ouvert à Rennes par l'administration centrale on voit la signature de Challan et de son secrétaire¹. Après avoir fait une proclamation en termes très mesurés pour rassurer les esprits, il regagna Paris le 5 nivôse et put exposer aux consuls la gravité de la situation dans l'Ille-et-Vilaine en leur faisant comprendre que la suspension d'armes consentie par eux ne profitait qu'aux insurgés qui continuaient à se recruter sans cesse et à lever des contributions en argent et en nature².

II. — Bonaparte, en effet, pour mettre en pratique le programme de conciliation qu'il avait déclaré vouloir adopter dès le lendemain du Coup d'État, employa d'abord des mesures pacifiques à l'égard des départements insurgés de l'Ouest. Pourtant les premiers rapports qui lui étaient parvenus sur ces contrées ne furent guère encourageants. Le nouveau ministre de la Guerre, Berthier, dans un compte rendu du 26 brumaire (17 novembre) montrait la nécessité d'envoyer des renforts à l'armée de Bretagne que l'on continuait à dénommer officiellement armée d'Angleterre et annonçait que le général en chef Michaud pour arrêter les progrès des chouans avait fait mettre en état de siège les communes de Rennes, Vitré, Fougères, Châteaubourg, Saint-Aubin-du-Cormier, Dol, Châteauneuf, Ilédé, Montauban, Bécherel, Montfort, Saint-Méen, Bain, Redon, La Guerche, Antrain et Châteaugiron³. Mais Bonaparte suivant les avis de Fouché voulait l'apaisement. Il fit abroger la loi du 24 messidor an VII sur les otages par une nouvelle loi du 22 brumaire (13 novembre). Tous les individus arrêtés devaient être mis en liberté : tout

1. Arch. nat., B 11, 192 et F¹a, 414.

2. Challan était né à Meulan en 1754 ; en 1790 il devint procureur syndic de Seine-et-Oise, en 1795 président du tribunal criminel du département. Il fut élu député aux Cinq-Cents le 27 germinal an VI ; après sa mission dans l'Ouest il entra au Tribunat, vota pour le consulat à vie et pour l'empire. Nommé membre de la Légion d'honneur, le 26 frimaire an XII, il passa au Corps Législatif en 1807, après la suppression du Tribunat. En 1814 il vota la déchéance de Napoléon ; on trouve sa signature au bas du procès-verbal de la délibération (*Bulletin des Lois*, 5^e série, B. I. 9). Non réélu député en 1815, il rentra dans la vie privée et mourut en 1831 à Paris.

3. Berthier avait été nommé ministre dans la 1^{re} séance du Consulat provisoire, le 20 brumaire. Archives historiques de la guerre. Correspondance générale de l'an VIII.

séquestre était levé¹. Quelques semaines plus tard le 7 nivôse (28 décembre) les consuls adressèrent une proclamation aux habitants de l'Ouest. Tous les attroupements d'insurgés devaient se dissoudre. Les armes de toute espèce seraient déposées dans les endroits prescrits par le général en chef. Pour prix de cette soumission, on accorderait un oubli complet, une amnistie entière et absolue de tous les événements passés². En vertu de cet arrêté des consuls, les chefs militaires firent mettre en liberté sans jugement un grand nombre d'insurgés prisonniers, comme on le voit par les registres du tribunal criminel de Rennes³.

Le général Hédouville fut choisi pour remplacer Michaud à la tête de l'armée d'Angleterre⁴. Il ne demanda pas grand effort à ses troupes, et s'occupa surtout de négocier. Il entama de longs pourparlers avec La Prévalaye qui tenait toujours campagne dans l'Ille-et-Vilaine ainsi qu'avec d'autres chefs royalistes de la Vendée et du Maine-et-Loire. Ces négociations complétées par quelques entrevues aboutirent à un acte de pacification du 21 nivôse (11 janvier 1800) rédigé à Candé. On y voit les signatures de La Prévalaye, du comte de Bourmont, du comte de Suzannet, d'Autichamp, de Châtillon, d'Andigné⁵. Mais si certains chefs royalistes paraissaient sérieusement disposés à une entente, d'autres n'agissaient pas avec sincérité et il était bien difficile d'imposer une même ligne de conduite à tant de capitaines de bandes dispersées des rivages du Morbihan aux collines de Normandie. Il y avait des irréconciliables qui répondirent à la proclamation du 7 nivôse par un manifeste et une satire violente contre Bonaparte, le nouveau Cromwell. Voici ce qu'on lisait dans cet appel guerrier en faveur de la bonne cause : « La guerre que les royalistes ont entreprise et qu'ils veulent soutenir est une guerre sainte et sacrée. Le devoir des chefs des royalistes est d'employer les armes que S. M. Louis XVIII leur a confiées pour étendre les progrès, pour agrandir le foyer de cette guerre sainte..... Les royalistes armés des provinces de l'Ouest, en recevant les secours généreux de l'Angleterre, sont tous résolus à ne pas subir le joug d'un

1. *Bulletin des Lois, II^e série.* B. 325, 3419.

2. *Bulletin des Lois, II^e série.* B. 342, 3518.

3. Archives du Palais de Justice de Rennes.

4. Hédouville (Gabriel-Joseph de) était né à Laon le 27 juillet 1755 ; sous-lieutenant aux dragons de Languedoc en 1773, il était capitaine en 1792, général de brigade et chef d'état-major de l'armée de la Moselle, en mars 1793. Il fut plusieurs fois suspendu de ses fonctions.

5. L'original est aux Archives historiques de la guerre. Correspondance de l'armée d'Angleterre an VIII.

usurpateur ¹. » Avec des hommes égarés par un loyalisme excessif et qui osaient encore invoquer le *secours généreux* d'une puissance étrangère alors en guerre contre leur patrie, il était évident qu'une politique de ménagements ne pouvait conduire qu'à des résultats infructueux. D'ailleurs beaucoup d'entre eux crurent qu'elle était seulement l'indice des craintes du gouvernement consulaire à leur égard et ils se disposèrent à profiter des avantages et du répit qu'on leur accordait pour accroître leur nombre et continuer l'insurrection. Pendant que les troupes républicaines observaient l'armistice, des bandes de chouans pillaient mieux que jamais les communes rurales et embauchaient les habitants par centaines en menaçant de les fusiller, s'ils tentaient de revenir dans leurs foyers. Ils disaient hautement qu'ils se moquaient des proclamations mielleuses du général Hédouville et de la suspension d'armes acceptée à tort par quelques-uns de leurs chefs. Dans le bourg d'Argentré ils procèdent solennellement à la bénédiction de plusieurs drapeaux blancs ; ils occupent Plélan et y lèvent des contributions ; à Renac ils confisquent les grains et les bestiaux du président de l'administration municipale, Du Pasquier ; à Tinténiac, ils soumettent les acquéreurs de biens nationaux à toutes sortes de vexations ². Nous pourrions multiplier les exemples de méfaits semblables dans toutes les parties du département. Aussi de vives protestations s'élèvent contre cette audace des insurgés irréconciliables. L'administration municipale de Rennes adressa une lettre aux consuls pour les supplier de venir en aide aux autorités impuissantes du département ³.

III. — Fouché, convaincu par les rapports nombreux qui lui arrivaient chaque jour, dut reconnaître que le but cherché n'avait pas été atteint et que les mesures de conciliation n'avaient pas amélioré la situation telle qu'elle était aux derniers jours de l'an VII. Dans son rapport aux Consuls du 24 frimaire (15 décembre) il déclare déjà que les chouans « ont continué et peut-être multiplié leurs excès ⁴ ». Alors Bonaparte n'hésite pas à revenir aux mesures de rigueur. Le 21 nivôse (11 janvier 1800) parut une nouvelle proclamation dont

1. *Manifeste des royalistes des provinces de l'Ouest en réponse à la proclamation des soi-disant consuls*, 1800.

2. Arch. nat., F⁷ 7686. Baymé au ministre de l'Intérieur, 14 frimaire an VIII. Arch. hist. de la guerre. Correspondance de l'armée d'Angleterre Baymé à Berthier, 13 nivôse an VIII (3 janvier 1800).

3. Arch. municipales de Rennes. Registres D ^I/₇, fol. 89.

4. Cité par M. Aulard, *État de la France en l'an VIII*, p. 69.

le ton était bien différent de la précédente. « Une plus longue patience, disait-elle, ferait le triomphe des ennemis de la République. » Il était défendu désormais à tous les généraux et fonctionnaires publics de correspondre avec les chefs des rebelles pour éviter les fallacieuses promesses de soumission, trop souvent suivies de dangereux revirements. Les gardes nationales de toutes les communes devaient prendre les armes et chasser les insurgés de leurs territoires respectifs. Toute commune qui leur donnerait protection serait traitée comme rebelle¹.

Une décision plus grave encore suivit de près la proclamation du 21 nivôse. Le 17 de ce mois, Roederer, président de la section de l'Intérieur au Conseil d'État, soumit aux Consuls un rapport sur la nécessité de suspendre pendant trois mois l'empire de la Constitution dans 10 départements : Ille-et-Vilaine, Morbihan, Côtes-du-Nord, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Orne, Manche, Calvados². Le rapport fut approuvé séance tenante et le 23 nivôse (13 janvier) une loi conforme était rendue par le Corps législatif toujours empressé à subir docilement la volonté de Bonaparte³. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Lucien Bonaparte, écrivit alors aux administrateurs d'Ille-et-Vilaine : « Le gouvernement a épuisé pour rendre la paix à vos contrées, l'autorité de la persuasion et la puissance des conseils ; mais il faut la guerre⁴. » L'arrêté des consuls du 26 nivôse (16 janvier) établit, en effet, la domination complète du régime militaire auquel toutes les autorités civiles restaient subordonnées. Le général commandant en chef pouvait faire des règlements, même édicter la peine de mort ; il lui était permis d'imposer à son gré des contributions extraordinaires sur les communes du département pour les punir de leur inertie ou de leur entente avec les chouans⁵.

L'armée d'Angleterre devait prendre désormais le nom d'armée de l'Ouest par un arrêté du 24 nivôse, mis à exécution le 27 (17 janvier). Son chef qui allait être appelé à exercer un commandement des plus importants, fut également changé : pour une nouvelle politique d'intimidation, Hédouville ne pouvait plus convenir. Sa succession fut donnée à Brune⁶. C'était un général rude et sévère. Il avait

1. *Bulletin des Lois*, 2^e Série B. 344, 3529.

2. Arch. nat., AF IV, 911.

3. *Bulletin des Lois*, 3^e Série B. 1. 4.

4. Arch. dép., L. 298. Lettre du 1^{er} pluviôse an VIII (21 janvier 1800).

5. *Bulletin des Lois*, 3^e Série B. 345. 3534.

6. Brune né à Brive le 13 mars 1763 était fils d'un avocat qui le destinait à la même

autrefois commandé le corps d'occupation de la Cisalpine, puis en 1799 il venait de remporter en Batavie de glorieux succès contre les coalisés anglo-russes. On peut remarquer que Fouché fut chargé à deux reprises de missions en Cisalpine et en Hollande : il y connut Brune et son influence ne fut certainement pas étrangère à la nomination de Brune comme chef de l'armée de l'Ouest. Bonaparte en cette circonstance traita Hédouville sans ménagements avec cette rudesse, ce manque d'égards dont il était coutumier quand ses lieutenants ou familiers cessaient de lui plaire. Il le rend responsable de l'insuccès subi dans l'Ouest par la politique de conciliation, et sans lui donner le moindre délai pour achever l'œuvre entreprise, il lui fait annoncer brutalement par une lettre de Clarke que son commandement a pris fin¹. Maintenant qu'il veut intimider par la force, les lenteurs d'Hédouville l'exaspèrent. Le ministre de la Guerre, Berthier, voulant adoucir quelque peu la rigueur du maître, écrit à Hédouville une lettre d'éloges pour le remercier de ses services et lui conseiller de ne pas quitter l'armée de l'Ouest². D'ailleurs Bonaparte qui connaissait les qualités d'Hédouville lui faisait savoir officieusement que pour éviter une complète disgrâce il ferait bien d'accepter les fonctions de chef d'état-major auprès de Brune et il avertissait le nouveau commandant d'avoir à se servir de son prédécesseur. « Le général Hédouville remplirait très bien le poste de votre chef d'état-major ou premier lieutenant : il connaît très bien les individus et les localités, mais n'a ni assez d'énergie, ni assez d'habitude de diriger lui-même des opérations militaires pour pouvoir commander en chef³. » En ces circonstances très pénibles pour son amour-propre, Hédouville resta digne ; il répondit aux procédés violents du premier Consul par un absolu respect de la discipline militaire, acceptant le poste que Brune lui offrait et promettant de justifier la confiance de son nouveau chef⁴.

Il faut reconnaître d'ailleurs que Hédouville préoccupé surtout des négociations n'avait pas pris les mesures nécessaires pour discipliner

profession. Il étudia le droit, puis en 1789 fut inscrit dans la garde nationale parisienne. Il s'enrôla dans le 2^e bataillon des volontaires de Seine-et-Oise ; à Hondschoote il est déjà général de brigade ; il était devenu général de division pendant la campagne d'Italie.

1. Arch. nat., AF* IV, registre 21, Clarke à Hédouville, 24 nivôse (14 janvier 1800).

2. Arch. hist. de la guerre, Correspondance de l'armée de l'Ouest. Hédouville à Berthier, 29 nivôse an VIII (19 janvier 1800).

3. Arch. nat., AF IV, 861. Bonaparte à Brune, 24 nivôse (14 janvier).

4. Voir au sujet des négociations du général avec les royalistes, l'article de M. P. Robiquet. *Revue de la Révolution française*, 14 juin 1901.

les troupes et leur permettre d'exercer contre les insurgés une action décisive. L'armée de l'Ouest, d'un effectif restreint, était beaucoup trop dispersée sur de larges espaces ; elle avait plus de 10 000 cantonnements, si bien que Brune, quinze jours après sa prise de commandement, n'avait encore, malgré tous ses efforts, pu concentrer plus de 7 000 hommes d'infanterie et 150 de cavalerie¹. Cet éparpillement des troupes permettait aux chefs de chouans de tout oser et de risquer les attaques les plus audacieuses, étant à peu près sûrs de l'impunité. Les généraux auxquels Hédouville laissait trop de repos et de liberté dans le commandement, ne sortaient plus guère des villes qu'ils étaient chargés de protéger et les chouans restaient ainsi les maîtres de la campagne et des routes ; les quelques colonnes que l'on organisait avec le concours de la garde nationale et de compagnies franches très insuffisantes, partaient sans aucune entente préalable entre les chefs d'une même région et ne pouvaient saisir un ennemi dont la principale force était l'extrême mobilité.

A cette inertie des troupes s'ajoutait pour achever la désorganisation de l'armée et compromettre la discipline une fâcheuse détresse financière dont nous trouvons des exposés significatifs dans un mémoire du général Lespinasse qui commanda l'artillerie de l'armée d'Angleterre et dans le rapport du délégué consulaire Challan². Certaines demi-brigades avaient un arriéré de solde de 3 mois. Cette pénurie n'était point particulière à l'armée de l'Ouest, car dès le 25 brumaire, Berthier avait rédigé pour les consuls provisoires, un triste rapport sur le dénuement absolu des armées françaises ; seule, celle de Batavie faisait exception parce que le gouvernement hollandais se chargeait en grande partie de son entretien³. Une telle misère était particulièrement dangereuse à l'armée de l'Ouest, à cause de l'excitation à la désertion. « Les insurgés, écrit Challan, viennent débaucher les soldats jusque dans les faubourgs des villes où ceux-ci sont cantonnés⁴. » Aussi l'effectif des troupes est tout à fait réduit. Le 1^{er} et le 2^e bataillon de la 29^e légère qui sont à Rennes

1. Arch. nat., AF IV, 1590. Brune au 1^{er} Consul, 2 pluviôse-12 pluviôse (22 janvier-1^{er} février 1800).

2. Arch. nat., AF IV, 1590. Mémoire du général Lespinasse, membre du Sénat conservateur, sur la situation de l'armée d'Angleterre, adressé au 1^{er} Consul, 7 pluviôse an VIII, 27 janvier 1800 et F^{1a}, 552. Rapport de Challan.

3. Aulard, *ouv. cit.*, p. 17, ou AF IV, 911.

4. Arch. nat., F^{1a}, 552, et aussi Arch. hist. de la guerre, Correspondance de l'armée de l'Ouest. La Barollière qui commande la 13^e division écrit à Berthier le 21 nivôse (11 janvier) : « La division est dans le plus mauvais état à tous égards : beaucoup de soldats désertent ; ils n'ont pas de viande et ne sont pas payés. »

ne comptent plus en tout que 378 présents¹. Le puissant génie militaire de Bonaparte se rendit parfaitement compte qu'une offensive très énergique pouvait seule porter remède à cette situation. En attaquant avec vigueur on occupera des soldats rebutés et fatigués et on dispersera des rebelles trop audacieux. Aussi Bonaparte recommande à Brune la plus grande célérité pour toutes les opérations. Il lui donne des instructions où se révèlent cette hâte fébrile, cette impatience du résultat, cette inquiétude du succès qui caractérisent souvent sa correspondance militaire : « Vous avez besoin surtout de remuer les généraux qui ne se donnent pas assez de mouvement. Ne souffrez pas qu'ils restent dans les villes ; le poste d'honneur, c'est le bivouac et les granges », et dans une autre missive qu'il adresse à La Barolière, commandant la 13^e division militaire à Rennes : « Je n'entends point parler que vos colonnes soient en mouvement et que vous et vos généraux soyez encore sortis des villes. Faites que j'apprenne bientôt que vous avez surpris à la pointe du jour les principaux rassemblements des chouans et que vous les avez dispersés². » Il ordonne à Brune de renvoyer à Paris tous les généraux qu'il jugera trop âgés ou trop inactifs pour cette guerre de surprises et de marches rapides, et il place sous ses ordres d'excellents lieutenants : Gardanne, Dumoulin, Milhaud, Tilly, Humbert. Des renforts sont expédiés à l'armée de l'Ouest. Voici l'état des troupes qui se trouvaient réparties dans l'Ille-et-Vilaine à la fin de pluviôse an VIII (février 1800)³ :

A Rennes et à Montauban, 2 bataillons de la 29 ^e demi-brigade légère.	734 hommes.
A Rennes, Hédé et Redon, 1 bataillon de la 21 ^e de ligne, soit.	570 —
A Saint-Malo et environs, 3 bataillons de la 82 ^e de ligne, soit.	1 930 —
A Redon, Bain, Fougerey, 3 bataillons de la 6 ^e légère. soit.	2 320 —
A Rennes, 9 ^e compagnie du 1 ^{er} régiment d'artillerie à pied.	32 —
A Saint-Malo, 1 ^{re} , 2 ^e , 9 ^e compagnies du 4 ^e d'artillerie à pied.	180 —
A Saint-Servan, 6 ^e compagnie du 5 ^e régiment d'artillerie à cheval.	75 —
A Rennes, dépôt du 5 ^e régiment d'artillerie à cheval.	38 —
A Rennes, 4 ^e compagnie d'ouvriers d'artillerie, soit.	88 —

1. Arch. nat., AF IV, 1590. État de situation de l'armée d'Angleterre au 26 nivôse (16 janvier).

2. Arch. nat., AF IV, 861. Bonaparte à Brune 24 nivôse an VIII (14 janvier) et AF*, IV, registre 21. Bonaparte à la Barolière (2 pluviôse, 22 janvier 1800).

3. Arch., nat., AF IV, 1590. Situation de l'armée de l'Ouest au 10 ventôse (1^{er} mars 1800). L'état est signé par Tilly, chef d'état-major.

A ces troupes de ligne qui représentaient un effectif d'environ 6000 hommes, il faut ajouter les compagnies franches d'Ille-et-Vilaine évaluées à 2490 hommes disponibles. Avec ces forces réunies on pouvait agir. Des colonnes nombreuses cernèrent les principales bandes d'insurgés. Il y eut dès lors beaucoup de soumissions et l'apaisement commença dans une grande partie du département.

Par une lettre écrite à Rennes, le 17 février, La Prévalaye avertit Brune que toutes les bandes placées sous ses ordres sont entièrement licenciées¹. De Boisguy qui n'avait plus avec lui qu'une centaine d'hommes se rendit, et beaucoup d'insurgés remirent leurs armes. Des états dressés par le commandant de la place de Rennes, Mayeux, portent que du 9 au 18 ventôse (28 février au 10 mars 1800) 656 fusils et 39 baïonnettes furent déposés à l'arsenal de Rennes². Dans les cantons ruraux l'opération fut plus difficile. La Barolière dut prendre un arrêté sévère pour obtenir le désarmement. On n'accorda de certificat d'amnistie qu'à ceux qui remettaient leurs armes en bon état avec les munitions. Les champs et les maisons où l'on trouverait des dépôts d'armes seraient mis sous séquestre, indépendamment d'une forte amende que devrait supporter la commune³.

Brune prenait d'ailleurs des mesures habiles pour la pacification. Il commença par traiter avec beaucoup de douceur les prêtres insermentés qui jusqu'alors avaient joué un grand rôle dans l'insurrection. Le premier consul lui avait donné à ce sujet des instructions très nettes. Il fit mettre en liberté ceux d'entre eux qui étaient détenus à Rennes et à Vannes, leur donnant à tous des cartes de sûreté pour l'obtention desquelles il se contentait de leur demander une promesse d'adhérer à la constitution de l'an VIII⁴.

IV. — Durant le mois de nivôse avait eu lieu le plébiscite pour l'acceptation de la loi du 23 frimaire an VIII. Des registres de votes furent ouverts dans les diverses municipalités et aussi chez les notaires et les juges de paix du département. Ces registres ne sont

1. Arch. hist. de la guerre. Correspondance de l'armée de l'Ouest, an VIII.

2. Arch. hist. de la guerre, ibid.

3. Bibl. nat., manuscrits, fonds français 11361. Extraits des rapports de police générale, 11 ventôse an VIII (Ille-et-Vilaine), 2 mars 1800.

4. Bonaparte lui avait écrit le 24 nivôse : « une grande tolérance pour les prêtres ». Cette bienveillance de Brune à l'égard du clergé réfractaire lui vaut l'indulgence de l'abbé Tresvaux dans son *Histoire de la persécution révolutionnaire en Bretagne*, 2 volumes. Paris, 1845, t. II, p. 391.

aucunement reliés comme on pourrait le croire d'après leur dénomination officielle. Ils consistent en quelques feuilles d'un papier souvent grossier et leur rédaction montre presque toujours des mains assez malhabiles à tenir la plume ou des esprits très réfractaires aux lois les plus simples de la grammaire. Ils sont réunis aux Archives Nationales dans la série B^{II} des votes populaires et se présentent au hasard, sans aucun ordre, dans cinq liasses¹. J'en ai fait le relevé et j'ai classé les votes en groupant les 84 administrations cantonales encore existantes à cette date² dans les nouveaux arrondissements qui allaient être bientôt créés par la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), afin de permettre une comparaison plus aisée avec les plébiscites ultérieurs de l'an X et de l'an XII qui ratifièrent l'établissement du Consulat à vie et de l'empire. Les résultats furent les suivants, avec le tableau de détail par arrondissements³.

TABLEAU D.

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE	COMMUNES	VOTES		TOTAL
	DE COMMUNES	AYANT VOTÉ	AFFIRMATIFS	NÉGATIFS	
Fougères.	58	39	1 908	19	1 927
Montfort.	46	21	584	12	596
Redon.	46	16	244	»	244
Rennes.	78	38	2 529	2	2 531
Saint-Malo.	62	53	2 708	4	2 712
Vitré.	62	24	1 659	1	1 660
	352	191	9 632	38	9 670

1. Arch. nat., B^{II} 191 à 194^{bis}.

2. Voir le tableau B, chapitre 1^{er}.

3. Dans la liasse B^{II} 193, on trouve le canton de Plouënan (bourg du Finistère) et dans B^{II} 194 le canton d'Irvillac. Ces deux registres s'y trouvent égarés.

CANTONS ¹	COMMUNES AYANT VOTÉ	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS	TOTAL
I. — ARRONDISSEMENT DE FOUGÈRES				
<i>Antrain.</i> 5 communes ont voté sur 5.	Antrain. La Fontenelle. Saint-Ouen-de-la-Rouërie. Tremblay. Chauvigné.	98 30 3 2 47 180	 1 1	 181
<i>Bazouges-la-Pérouse.</i> 5 communes ont voté sur 5.	Bazouges-la-Pérouse. Noyal-sous-Bazouges. Saint-Rémy-du-Plein ² . Marcillé-Raoul. Rimoux.	57 80 18 63 32 250	 }	 250
<i>Billé.</i> 1 commune a voté sur 5.	Billé.	3		3
<i>Fleurigné.</i> 6 communes ont voté sur 7.	Fleurigné. Beaucé. La Chapelle-Janson. Le Loroux. Laignelet. Landéan.	28 10 18 32 37 12 137	 }	 137
<i>Fougères (intra muros).</i> 1 commune.	Fougères.	232		232
<i>Fougères ³ (extra muros).</i> 1 commune a voté sur 4.	Fougères (faubourgs).	12		12
<i>Louvigné-du-Désert.</i> 3 communes ont voté sur 4.	Louvigné-du-Désert. La Bazouges-du-Désert. Mellé.	212 201 54 467	 18 18	 485
1. Dans chaque arrondissement les cantons sont placés par ordre alphabétique. 2. Presque tous les signataires ajoutent à leurs noms « acquéreur de biens nationaux ». 3. La plupart des habitants n'ont pas voté par peur des chouans. On ne trouve que les signatures des administrateurs municipaux.				

CANTONS	COMMUNES AYANT VOTÉ	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS	TOTAL
<i>Parcé</i> ¹ . 3 communes ont voté sur 4.	Parcé. Javené. Luitré.	14 2 2 18		18
<i>Saint-Aubin-du-Cormier</i> . 4 communes ont voté sur 6.	Saint-Aubin. Mézières. Saint-Jean-sur-Couesnon. Saint-Ouen-des-Alleux.	34 13 1 62 110		110
<i>Saint-Georges-de-Reintembault</i> . 5 communes ont voté sur 7.	Saint-Georges. Monthault. Poilley. Le Ferré. Saint-Germain-en-Cogles ² .	112 1 1 15 1 130		130
<i>Saint-Marc-Le-Blanc</i> . 5 communes ont voté sur 5.	Saint-Marc. Baillé. Saint-Christophe-de-Valains. Le Tiercent. Saint-Hilaire-des-Landes ³ .	239 9 60 56 5 369		369
39 communes ont voté sur 58.		1 908	19	1 927
2. — ARRONDISSEMENT DE MONTFORT				
<i>Bécherel</i> . 1 commune a voté sur 9.	Bécherel.	8		8
<i>Bédée</i> . 3 communes ont voté sur 5.	Bédée. Romillé ⁴ . Pleumeleuc.	141 1 21 163		163

1. Les administrateurs font remarquer au ministre qu'il y a peu d'acceptants parce que les 4 communes qui forment le canton sont occupées par les chouans.
2. Ces votes uniques dans 3 communes sont ceux des agents municipaux.
3. Signature de Julien Tual, ministre du culte catholique.
4. Vote de l'agent.

CANTONS	COMMUNES AYANT VOTÉ	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS	TOTAL
<i>Bréal.</i> 1 commune a voté sur 4.	Bréal.	7		7
<i>Gaël.</i> 2 communes ont voté sur 4.	Gaël. Saint-Malon.	44 21 65	}	65
<i>Iffendic.</i> 3 communes ont voté sur 4.	Iffendic. Saint-Gonlay. Saint-Maugan.	120 23 2 145		
<i>Montauban.</i> 4 communes ont voté sur 6.	Montauban. Médréac. Saint-Uniac. La Chapelle-du-Lou.	63 6 2 71	11 1 12	83
<i>Montfort.</i> 3 communes ont voté sur 5.	Montfort. Talensac. La Chapelle-Thouarault ¹ .	58 5 1 64		
<i>Plélan.</i> 2 communes ont voté sur 5.	Plélan ² . Paimpont.	46 4 50		50
<i>Saint-Méen.</i> 1 commune a voté sur 4.	Saint-Méen.	11		11
21 communes ont voté sur 46.		584	12	596
3. — ARRONDISSEMENT DE REDON				
<i>Ercé-en-Lamée.</i> 1 commune a voté sur 3.	Ercé-en-Lamée.	10		10

1. Vote de l'agent, qui excuse ses concitoyens terrorisés par les chouans.

2. Signatures de Jean-François Allaire, prêtre assermenté, et de Trébault, curé de Sens.

CANTONS	COMMUNES AYANT VOTÉ	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS	TOTAL
<i>Guignen.</i> 3 communes ont voté sur 3.	Guignen. Mernel. La Chapelle-Bouëxic ¹ .	11 1 1 13		13
<i>Guipry.</i> 1 commune a voté sur 3.	Guipry.	15		15
<i>Le Sel.</i> 1 commune a voté sur 5.	Le Sel.	6		6
<i>Messac.</i> 1 commune.	Messac.	15		15
<i>Pipriac.</i> 3 communes ont voté sur 3.	Pipriac. Bruc. Saint-Ganton ² .	5 1 1 7		7
<i>Pléchâtel.</i> 3 communes ont voté sur 3.	Pléchâtel. Saint-Malo-de-Phily. Poligné.	40 21 19 80		80
<i>Redon.</i> 2 communes ont voté sur 2.	Redon. Bains.	93 3 96		96
<i>Sixt.</i> 1 commune a voté sur 2.	Sixt ³ .	2		2
16 communes ont voté sur 46.		244		244

4. — ARRONDISSEMENT DE RENNES

<i>Betton.</i> 1 commune a voté sur 5.	Melesse.	6		6
---	----------	---	--	---

1. Votes des agents municipaux.

2. Même remarque.

3. Votes du juge de paix et de son assesseur.

CANTONS	COMMUNES AYANT VOTÉ	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS	TOTAL
<i>Bruz.</i> 1 commune a voté sur 5.	Bruz ¹ .	9		9
<i>Châteaugiron.</i> 5 communes ont voté sur 5.	Châteaugiron. Domloup. Nouvoitou. Venefles. Saint-Aubin-du-Pavail.	59 13 73 9 34 188		188
<i>Corps-Nuds.</i> 1 commune a voté sur 5.	Corps-Nuds.	8		8
<i>Ourdain.</i> 3 communes ont voté sur 3.	Ourdain. La Bouexière. Livré.	119 299 7 425	1	426
<i>Janzé.</i> 1 commune a voté sur 3.	Janzé.	34		34
<i>Hédé.</i> 1 commune a voté sur 7.	Hédé.	27		27
<i>L'Hermitage.</i> 6 communes ont voté sur 7.	L'Hermitage. Le Rheu. Saint-Gilles. Vezin. Moigné. Cintré ² .	5 1 1 1 2 1 11		11
<i>Liffré.</i> 2 communes ont voté sur 4.	Liffré. Ercé, près-Liffré ³ .	12 22 34		34

1. Ces votes sont recueillis par le juge de paix. Les administrateurs, réfugiés à Rennes, écrivent qu'ils n'ont reçu aucune déclaration.

2. Dans la plupart des communes du canton de L'Hermitage on ne trouve que les votes des agents municipaux.

3. Signature de Verdier, curé et instituteur.

CANTONS	COMMUNES AYANT VOTÉ	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS	TOTAL
<i>Noyal-sur-Vilaine</i> ¹ . 1 commune a voté sur 5.	Noyal-sur-Vilaine.	84		84
<i>Piré</i> . 3 communes ont voté sur 3.	Piré. Boistrudan. Chancé.	16 4 4 24	}	24
<i>Rennes</i> ² (extra muros).	Rennes (faubourgs).	26		26
<i>Rennes</i> (intra muros). 1 commune.	Registre de la municipalité. — de l'adm. centrale. Notaires et juges de paix. Tribunal criminel. — civil. — de commerce.	843 240 60 22 126 16 1 307	I	1 308
<i>Saint-Aubin-d'Aubigné</i> ³ . 7 communes ont voté sur 7.	Saint-Aubin-d'Aubigné. Chevaigné. Saint Germain-sur-Ille. Saint-Médard-sur-Ille. Montreuil-sur-Ille. Aubigné. Andouillé ⁴ .	73 2 6 9 2 14 40 146		146
<i>Sens</i> . 5 communes ont voté sur 5.	Sens. Vieuxvy-sur-Couesnon. Gahard ⁵ . Romazy. Feins.	69 12 46 32 41 200		200
38 communes ont voté sur 78.		2 529	2	2 531

1. La municipalité est réfugiée à Servon.

2. On a voté à Rennes, car les insurgés menacent sans cesse les autres communes du canton.

3. Les administrateurs déclarent que le nombre des votants aurait été plus considérable sans les chouans, qui n'observent nullement l'amnistie.

4. Signature de Boulanger, curé et instituteur.

5. Le curé Gohel signe.

CANTONS	COMMUNES AYANT VOTÉ	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS	TOTAL
5. — ARRONDISSEMENT DE SAINT-MALO				
<i>Cancale.</i> 3 communes ont voté sur 4.	Cancale. Saint-Coulomb. Saint-Méloir-des-Ondes.	76 30 64		170
		170		
<i>Châteauneuf.</i> 7 communes ont voté sur 7.	Châteauneuf. Saint-Jouan-des-Guérets. Saint-Père. Bonnaban. Saint-Guinoux. Saint-Suliac. La Gouesnière.	65 35 17 14 26 19 2		178
		178		
<i>Combours.</i> 6 communes ont voté sur 7.	Combours. Tremeheuc. Saint-Léger. Cuguen. Bonnemain. La Chapelle-aux-Filzméen.	57 15 24 66 26		192
		188	4	
<i>Dol.</i> 1 commune a voté sur 6.	Dol.	5		5
<i>Le Vivier.</i> 4 communes ont voté sur 4.	Le Vivier. Hirel. La Fresnaye. Lillemer ¹ .	15 1 5 1		22
		22		
<i>Miniac-Morvan.</i> 3 communes ont voté sur 4.	Miniac-Morvan. Tressé. Plerguer.	182 26 131		339
		339		

1. A Hirel et à Lillemer les agents municipaux ont voté seuls.

CANTONS	COMMUNES AYANT VOTÉ	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS	TOTAL
<i>Paramé.</i> 1 commune.	Paramé.	95		95
<i>Pleurtuit.</i> 1 commune.	Pleurtuit.	52		52
<i>Roz-sur-Couesnon</i> ¹ . 6 communes ont voté sur 6.	Roz-sur-Couesnon. Cherrueix. Saint-Broladre. Saint-Marcen. Saint-Georges-de-Grehaigne. Sains.	23 106 15 2 1 71 218	}	218
<i>Saint-Enogat.</i> 3 communes ont voté sur 3.	Saint-Enogat. Saint-Briac. Saint-Lunaire.	83 13 28 124		
<i>Saint-Malo.</i> 1 commune.	Saint-Malo ² .	508		
<i>Saint-Pierre-de-Plesguen.</i> 5 communes ont voté sur 5.	Saint-Pierre-de-Plesguen. Lanhelin. Meillac. Pleugueneuc. Plesder.	54 9 150 98 141 452		452
<i>Saint-Servan.</i> 1 commune.	Saint-Servan ³ .	274		

1. L'administration cantonale a été transférée à Saint-Broladre.

2. Les administrateurs font remarquer qu'il y a peu de votes à cause des marins absents sur les navires corsaires.

3. M. Haize, dans son ouvrage sur Saint-Servan, donne le chiffre de 225 acceptants. Il n'indique pas de référence. Les registres de la municipalité donnent 251 signatures, et 4 chez le notaire Chabossière. Personne n'a voté le rejet de la constitution.

CANTONS	COMMUNES AYANT VOTÉ	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS	TOTAL
<i>Tinténiac.</i> 6 communes ont voté sur 7.	Tinténiac. La Baussaine. Saint-Domineuc. Tréverien. Saint-Thual. Trimer.	27 48 64 27 7 8 181		181
<i>Trans.</i> 5 communes ont voté sur 6.	Trans. La Boussac. Vieuxviel. Pleine-Fougères. Sougeal.	45 48 26 51 6 176		176
53 communes ont voté sur 62.		2 708	4	2 712
6. — ARRONDISSEMENT DE VITRÉ				
<i>Châteaubourg.</i> 1 commune a voté sur 6.	Châteaubourg ¹ .	30		30
<i>Domagné.</i> 4 communes ont voté sur 4.	Domagné. La Valetté. Ossé. Chaumeré ² .	5 2 4 1 12		12
<i>Domalain.</i> 2 communes ont voté sur 3.	Domalain. Bais.	2 115 117		117
<i>Gennes.</i> 2 communes ont voté sur 4.	Gennes. Saint-Germain-du-Pinel.	42 10 52		52

1. C'est le seul registre qui ait pu être ouvert dans le canton.

2. Dans ces 4 communes il n'y a guère que les votes des agents municipaux et de leurs adjoints.

CANTONS	COMMUNES AYANT VOTÉ	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS	TOTAL
<i>Izé.</i> 1 commune a voté sur 5.	Izé ¹ .	3		3
<i>La Guerche.</i> 2 communes ont voté sur 5.	La Guerche. Chelun.	188 3 191		191
<i>Le Teil.</i> 3 communes ont voté sur 4.	Le Teil. Essé. Thourie.	165 100 1 266		266
<i>Louvigné-de-Bais.</i> 1 commune a voté sur 5.	Louvigné-de-Bais ² .	53		53
<i>Marcillé-Robert.</i> 2 communes ont voté sur 3.	Marcillé-Robert. Moulins.	89 9 98		98
<i>Martigné.</i> 3 communes ont voté sur 3.	Martigné-Ferchaud. Eancé. Forges.	15 2 2 19		19
<i>Retiers.</i> 2 communes ont voté sur 3.	Retiers ³ . Coësmes.	581 22 603		603
<i>Vitré.</i> 1 commune a voté sur 3.	Vitré.	215	1	216
24 communes ont voté sur 62.		1 659	1	1 660

1. La municipalité n'a pas voulu ouvrir de registre : les 3 votes sont envoyés par le juge de paix.

2. Signature de François Le Roy, ministre du culte et instituteur.

3. Parmi les votants l'ex-constituant, curé de Retiers, Lancelot, son vicaire Juroche, et Mauny, curé de Visseiche.

La première remarque que suggère l'examen de ce tableau détaillé est relative au petit nombre des votes émis. Le total s'élève seulement à 9 670 : soit 9 632 votes affirmatifs et 38 négatifs. Ce chiffre est très faible, car si nous prenons pour terme de comparaison un document intéressant de 1790 où se trouve indiqué par une liste manuscrite le nombre des citoyens actifs ou électeurs du premier degré dans l'Ille-et-Vilaine, nous constatons que ces citoyens sont au nombre de 65 448. Il faut évidemment tenir compte de la notable diminution de population dans le département, telle que nous la signalions au chapitre 1^{er} de cette étude, à la suite de longues années de troubles ; mais cette réduction nécessaire une fois faite, on remarque qu'un cinquième à peine des citoyens en âge et en état de faire connaître leur sentiment dans cette consultation populaire, ont pris part au vote de nivôse. Dans bien des communes, les agents municipaux et leurs adjoints sont seuls à voter. Ces abstentions si nombreuses s'expliquent par l'état troublé du département, la terreur qu'inspiraient les bandes insurrectionnelles, enfin par la défiance ou l'apathie des populations rurales. Dans plusieurs cantons occupés par les chouans, les administrateurs font remarquer, à l'aide de notes jointes aux registres, que bien des cultivateurs sont restés chez eux par crainte de représailles ; souvent aussi les communications sont trop longues et trop périlleuses entre leurs demeures et le centre principal de la commune : c'est le cas pour les cantons de Parcé, de La Guerche, de Châteaubourg, de Saint-Aubin-d'Aubigné, de Plélan, et pour les petits bourgs ruraux des environs immédiats de Rennes et de Fougères.

D'autres cultivateurs ne veulent pas s'engager par un vote public que toute la commune peut connaître et discuter ; ils préfèrent attendre la réalisation des promesses du nouveau gouvernement et surtout connaître quelle sera son attitude dans la question religieuse, car c'est là — n'en doutons pas — le grand souci de la plupart d'entre eux qui suivent les conseils et l'inspiration des prêtres réfractaires déjà revenus en grand nombre à la faveur de l'amnistie, et ceux-ci recommandent la plus grande réserve. Les administrateurs du canton de Saint-Georges-de-Reintembault ont la franchise de consigner sur leur registre les réflexions que beaucoup d'autres font tout bas : « Le peuple de cette contrée se serait porté avec bien plus d'ardeur pour l'acceptation s'il avait déjà le libre exercice de son culte pour lequel il soupire toujours. » Aussi n'avons-nous relevé dans ces registres du plébiscite de l'an VIII que onze adhésions de membres du clergé qui sont des prêtres assermentés : Le

Coz, l'évêque constitutionnel de Rennes ; Lancelot-Dubourg, ex-Constituant, curé de Retiers, avec son desservant Juroche ; Mauny, curé de Visseiche, réfugié à Retiers ; Tual, desservant de Saint-Hilaire-des-Landes ; Allaire, prêtre assermenté à Plélan ; Trébault, curé de Sens ; Verdier, curé d'Ercé-près-Liffré ; Boulanger, curé à Andouillé-Neuville ; Gohel, curé de Gahard ; François Le Roy, curé de Louvigné-de-Bais.

Les votes les plus nombreux sont ceux de l'arrondissement de Saint-Malo, où 53 communes sur 62 exprimèrent 2 712 votes ; ensuite ceux de l'arrondissement de Rennes avec 2 531 suffrages. Dans les arrondissements de Fougères et de Vitré le chiffre des abstentions fut déjà considérable, car la moitié des communes seulement exprimèrent une opinion (63 sur 119). Quant aux arrondissements de Montfort et de Redon, on ne relève que 840 suffrages exprimés pour 92 communes ! Les votes négatifs ne sont qu'au nombre de 38 : 18 à Mellé (canton de Louvigné-du-Désert), 1 à Tremblay (canton d'Antrain), 1 à Rennes, 1 à Vitré, 1 à La Bouexière (canton de Dourdain), 11 à Médréac et 1 à La Chapelle-du-Lou (canton de Montauban), 4 à La Chapelle-aux-Filzméen (canton de Combourg). Tous ces opposants portent des noms sans notoriété ; la plupart ne sont que de simples cultivateurs ; un seul indique son modeste emploi : c'est l'opposant unique parmi les 1 308 votants de Rennes, Goupil, garde-magasin de l'hôpital militaire.

Nous arrivons à cette conclusion que dans l'Ille-et-Vilaine, les 9 670 votants qui donnèrent leur avis sur les journées de brumaire, forment en réalité une minorité. La plupart des approbateurs sont certainement ces patriotes qui mettent leur espoir en Bonaparte, ces républicains décidés, dont parle le délégué consulaire Challan, « qui sont en petit nombre et n'ont de force que par leur courage »¹. La majorité appartient aux abstentionnistes, c'est-à-dire aux royalistes dont beaucoup luttent encore les armes à la main, et aux habitants des campagnes terrorisés, défiants, qui voient maintenir autour d'eux tout l'appareil militaire indispensable pour réprimer la rébellion.

V. — Le général Brune, après avoir parcouru les départements de Maine-et-Loire et du Morbihan, arriva dans la ville de Rennes, le 15 ventôse (6 mars) et fut reçu solennellement par l'administration municipale. Celle-ci se plaignit amèrement au général que la commune de Rennes, partageant le sort de toutes les autres cités du

1. Arch. nat., F¹a 552, rapport cité.

département, eût été mise hors de la constitution, après toutes les preuves nombreuses qu'elle avait données de son dévouement aux institutions républicaines¹. Brune, désireux de se concilier la reconnaissance des administrateurs, publia dès le lendemain de son arrivée un arrêté où il déclarait que le gouvernement voulait donner à la ville de Rennes un témoignage de satisfaction pour la conduite distinguée qu'elle avait tenue pendant les troubles de l'Ouest ; en conséquence, elle rentrait sous l'empire de la constitution, mais devait rester provisoirement en état de siège. L'administration, que présidait Parcheminier, vota aussitôt des remerciements enthousiastes au général et fit afficher une proclamation pour annoncer l'heureuse nouvelle.

Mais l'autorité militaire, forte des avantages obtenus, n'était pas toujours assez respectueuse des droits de l'administration civile. Ainsi Brune voulut puiser, pour satisfaire les réclamations de ses troupes, dans les caisses publiques, avant même d'avoir reçu l'autorisation consulaire. L'arriéré de la solde lui paraissait une raison suffisante pour justifier ces emprunts forcés et peu remboursables aux finances de Rennes et du département². Il était donc nécessaire qu'un représentant accrédité du gouvernement central vint calmer tant de défiances et remplacer des administrateurs fatigués de leurs difficiles fonctions : il serait plus autorisé qu'eux pour maintenir l'exercice du pouvoir militaire dans de justes limites. Le 11 ventôse an VIII (2 mars 1800), Bonaparte nommait trente et un préfets ; parmi eux se trouvait le premier préfet d'Ille-et-Vilaine, Borie³. La Constituante, dans la réorganisation administrative de 1790, avait voulu décentraliser les services, en tenant compte des critiques de Necker : « C'est du fond des bureaux, avait dit ce ministre, que la France est gouvernée. » Mais les résultats de cet essai avaient été peu satisfaisants ; la trop grande autonomie donnée aux directoires de départements avait souvent amené l'anarchie et mis en péril l'ordre public. Bonaparte voulut tout remettre sous le contrôle immédiat des divers ministères, et la loi du 28 pluviôse (17 février 1800) venait de décider l'établissement des préfets, véritables successeurs des intendants de l'ancien régime.

1. Arch. municipales de Rennes, Registre D¹7, fol. 111.

2. Arch. dép., Registre du conseil général an VIII. Adresse au ministre de l'Intérieur, fol. 27.

3. *Bulletin des Lois*, III^e Série, B. 8. 61. Il y a une légère erreur dans le *Répertoire général de bio-bibliographie bretonne de Kerviler* qui indique pour la nomination la date du 21 ventôse (12 mars).

SECONDE PARTIE

L'ÉTABLISSEMENT DU NOUVEAU RÉGIME LA PRÉFECTURE DE BORIE

(Germinal an VIII-Germinal an X.)
Mars 1800-Mars 1802.

CHAPITRE IV

LES DÉBUTS DE LA NOUVELLE ORGANISATION

SOMMAIRE

- I. — Caractère et passé du premier préfet d'Ille-et-Vilaine. Borie fut président du directoire du département en 1791. Il est accueilli avec sympathie dans le département. L'ancienne administration municipale de Rennes est encore maintenue en fonctions. Première organisation des bureaux de la préfecture. Réclamations nombreuses. Situation précaire des anciens commissaires du Directoire près les administrations municipales.
- II. — Les biens nationaux dans l'Ille-et-Vilaine. Inquiétude des principaux acquéreurs ; circulaires rassurantes de Fouché. Mesures militaires prises pour la surveillance des côtes et des émigrés. Bernadotte remplace Brune comme général en chef de l'armée de l'Ouest (28 germinal, 18 avril 1800). Diminution dans l'effectif de cette armée. Le régime constitutionnel est rétabli dans le département (4 floréal, 24 avril).
- III. — Les premiers collaborateurs de Borie. Organisation du secrétariat général et du Conseil de préfecture. Nomination des sous-préfets (17 germinal, 7 avril) : Boullet à Saint-Malo, Baron à Fougères, Baymé à Redon, Maudet à Montfort, Thomas à Vitré. Leur rôle pendant la Révolution.
- IV. État des communes rurales. Influence des prêtres réfractaires. La lutte en faveur des offices du dimanche, de l'ancien calendrier et de l'usage des cloches.

Impossibilité de maintenir le décadi. Borie, par de prudentes instructions, évite de compromettre l'œuvre d'apaisement.

I. — Quand il fallut désigner le premier préfet d'Ille-et-Vilaine, Bonaparte fit un choix heureux, car Borie n'était pas un étranger pour le département qu'il allait administrer : ses concitoyens le connaissaient de longue date et avaient pu déjà apprécier ses qualités dans la direction des affaires publiques¹. Né à Tréguier le 24 février 1757, il fut d'abord avocat au Parlement de Rennes, puis procureur du roi au présidial de cette ville ; il devint sénéchal au même présidial en 1783 et fut le dernier sénéchal de Rennes ; c'est en cette qualité qu'il se lia d'amitié avec M. Bertrand, le dernier intendant de Bretagne. C'était un représentant distingué de cette haute bourgeoisie de l'ancienne France qui s'élevait presque au rang de la noblesse par la considération légitime dont elle était entourée, et souvent la surpassait par les vertus domestiques et la continuité des services rendus à la province ou à l'État. Borie mérita d'être appelé par les élus du tiers ordre à la présidence de leur assemblée dans les anciens États de Bretagne, aux sessions de 1788 et 1789. Il maintint avec

Bibliographie.

1^o SOURCES MANUSCRITES.

A. Archives départementales.

- 1 M 1 (Personnel, affaires générales).
- 8 M 13 (Lettres du ministre de la police générale).
- 9 M 81, 82 (Troubles de l'Ouest. Correspondance du préfet).
- 16 M 54 (Correspondance du préfet).
- 1 Q 189 (Ventes de biens nationaux).

B. Archives municipales de Rennes.

Registre D¹7, fol. 126.

C. Archives nationales.

- F¹B 1 156/32 (Dossier de Borie).
- F¹B 11. Ille-et-Vilaine, 2 (Pièces diverses).
- F⁷ 7717 (Rapports de Borie à Fouché).
- AF¹V 911, 1590, déjà cités.

D. Archives historiques de la guerre.

Correspondance citée.

2^o LIVRES RÉCENTS

Adolphe Robert et G. Cougny. *Dictionnaire des parlementaires français* (Bibl. nat., Lⁿ6/126).

1. Le dossier de Borie aux Archives nationales est insignifiant. Il ne nous a fourni qu'une pièce dont nous parlerons au chap. X *Répertoire de Kerviler*, déjà cité, tome IV, p. 401. Adolphe Robert et Gaston Cougny. *Dictionnaire des Parlementaires français*, I, p. 399.

autorité et distinction les droits du Tiers et rehaussa la dignité de son ordre en remplissant ses fonctions d'une manière fastueuse ; il employa ainsi tous les fonds qui lui étaient accordés par le gouvernement royal pour ses dépenses de président. Aussi dans leurs dernières séances en 1789 le tiers État et l'assemblée de la sénéchaussée voulurent également lui témoigner leur reconnaissance en décidant par une délibération spéciale, qu'ils chargeraient leurs députés à l'assemblée nationale de faire des démarches pour procurer à leur ancien président un poste avantageux. Borie déclina ces propositions si flatteuses pour lui, préférant accepter la conduite du nouveau directoire de département, fonction entièrement gratuite, mais qui lui permettait de demeurer parmi ses concitoyens. Ce directoire fut composé de la manière suivante en 1790 :

Président : Borie.

Membres : Robinet l'aîné, avocat à Rennes ; Bertin, avocat à Rennes ; La Grezillonaye, chanoine de Saint-Malo ; Thomas de Maurepas, avocat, maire de Vitré ; Jean Hamelinaye, sénéchal, maire de Montauban ; Gaucher, avocat à la Guerche ; Roumain de la Rallais ; Hevin, avocat à Vitré.

Procureur syndic : Petiet.

Sécrétaire : Legraverend.

Borie présidait l'assemblée électorale du nouveau département le 1^{er} mars 1791 lorsqu'elle nomma Le Coz évêque métropolitain du Nord-Ouest de la France ¹. Il appartenait à cette première génération de la période révolutionnaire dont les représentants formèrent la majorité à la Constituante et qui espérait terminer promptement la Révolution en donnant à la France les institutions libérales de l'Angleterre célébrées depuis un demi-siècle par Voltaire, Montesquieu et les Encyclopédistes. Borie avait été gagné de bonne heure aux idées nouvelles. « Dès l'aurore de la Révolution, écrit-il, j'avais embrassé avec ardeur la cause de la liberté et des droits de la nation ². » Mais il restait comme Mirabeau, Mounier et tant d'autres, très respectueux des traditions. Il voulait présider lui-même à la mise en mouvement des nouveaux organes administratifs dont la Constituante venait de doter chacun des départements nouvellement créés. Une telle innovation ne pouvait être accueillie qu'avec méfiance dans la vieille région bretonne si tenace du passé, et le président du directoire d'Ille-et-Vilaine connut bientôt les attaques de tout genre ; beaucoup de ses amis l'avaient renié comme coupable d'un libéralisme excessif

1. Arch. nat., F¹⁹ 431.

2. Arch. dép., 16 M 54. Borie au ministre de l'Intérieur.

et le parti révolutionnaire l'accusait d'avoir reçu autrefois de nombreuses gratifications et d'avoir participé aux largesses du trésor royal. Borie résolut alors de se retirer mais auparavant il adressa une belle justification de son passé à l'assemblée électorale réunie sous la présidence de Le Coz en l'église du collège de Rennes (29 août-6 septembre 1791). Dans cette lettre son éloquence concise ressemble à celle des magistrats romains des premiers temps de la République, tels que les dépeint Tite-Live, et Borie se les était sans doute plus d'une fois proposés pour modèles. « Il est pénible, dit-il, de descendre à une justification lorsqu'on est sans reproche, mais le silence de l'honnête homme enhardit la calomnie. J'aurai donc le courage de parler de moi. Je fus longtemps homme public : lequel doit me suivre dans ma retraite de l'honneur ou du mépris¹. » Il n'eut pas de peine à démontrer l'honnêteté de sa carrière antérieure. Le corps électoral déclara que « la justification de M. Borie n'était pas nécessaire, parce qu'il n'existait aucune inculpation contre lui dans l'esprit des membres qui composaient l'assemblée² ».

Borie se retira avec l'estime de tous les gens de bien qui avaient su l'apprécier. Il vécut complètement à l'écart pendant les grands troubles de la Terreur³. Le choix du premier Consul allait de nouveau faire de lui comme dix ans auparavant, le premier magistrat du département. Bonaparte fit ainsi de préférence appel pour ses collaborateurs départementaux aux modérés, aux libéraux, aux hommes de 89, qui par leurs noms seuls paraissaient les représentants désignés d'une politique d'apaisement.

Le nouveau préfet trouva donc dans le département toute la sympathie que devait lui mériter son passé. Le jour même de son installation (5 germinal-26 mars 1800) il reçut une lettre fort élogieuse de l'administration municipale qui se faisait auprès de lui l'interprète de la satisfaction générale causée à Rennes par son arrivée⁴. Borie en fut très touché et voulut montrer qu'il ne venait pas avec le désir d'innover brusquement et de substituer en quelques jours les corps nouveaux établis par les lois et arrêtés consulaires aux assemblées de la période précédente. L'arrêté des consuls du 17 ventôse (8 mars) portait (article 5) que les administrateurs municipaux

1. Arch. dép., 1 M 1.

2. Arch. dép., L. 341.

3. M. Aulard dans son étude sur la centralisation napoléonienne (Révolution française, 14 août 1911) range Borie parmi les anciens membres des Conseils. On ne le trouve pas indiqué dans la liste des députés donnée par Kuscinski, ouvrage cité.

4. Arch. dép., 16 M 31.

ne devaient cesser leurs fonctions qu'après avoir reçu une notification du préfet. Avec une grande délicatesse, Borie profita de cet article pour demander à l'administration municipale de Rennes de rester provisoirement en fonctions, et il le fit en des termes fort agréables pour Parcheminier et ses collègues. « Les gages que vous avez donnés jusqu'ici de votre dévouement à la patrie ne vous permettront pas sans doute de quitter votre poste. Je vous invite à seconder la marche du gouvernement en continuant vos utiles travaux ¹, » Aussi la municipalité ne pouvait refuser une prolongation de pouvoirs offerte avec tant de bienveillance et elle promit à Borie un concours qui devait lui être très utile ². S'il s'était séparé sans tarder de l'ancienne municipalité, il lui aurait été fort difficile d'en organiser rapidement une nouvelle, au milieu du désordre inévitable qui suivit son entrée en fonctions.

Il lui était, en effet, nécessaire de faire appel à toute son activité pour suffire à la tâche des premiers mois ; le désarroi était grand dans cette préfecture subitement appelée à l'existence ; les difficultés se présentaient d'autant plus sérieuses que le département, la ville de Rennes exceptée, était toujours placé hors du régime constitutionnel. Un mois après son installation, Borie n'avait pas encore reçu la loi du 28 pluviôse sur l'organisation des préfectures ³ et par suite ne pouvait connaître la nature exacte de son pouvoir et les limites précises de ses attributions. De toutes les communes du département des demandes lui étaient envoyées : ce nouveau venu, représentant d'un gouvernement qui suscitait tant d'espairs, ne devait-il pas réparer toutes les injustices, faire droit à tous les griefs ? D'autre part les ministres lui mandaient de presser le paiement des contributions, de surveiller le recrutement des conscrits. Dans les bureaux à peine formés ⁴, le travail était énorme, car il fallait apurer les comptes de toutes les administrations municipales. Il fallait surtout satisfaire aux réclamations les plus pressantes, sous peine de discréditer la nouvelle organisation ⁵. Les militaires blessés qui se trouvaient en congé dans le département devaient y jouir d'une solde

1. Arch. dép., 8 M 20. Lettre du 30 germinal (20 avril).

2. Archives municipales de la ville de Rennes. Registre D¹ 7, fol. 126.

3. Arch. dép., 16 M 54. Borie à Lucien Bonaparte, ministre de l'Intérieur, 23 germinal (13 avril).

4. Borie avait au moins trouvé une installation convenable. Il n'en était pas de même de tous les préfets. Bonnaire, par exemple, nommé préfet des Hautes-Alpes, est obligé de rester à l'auberge à Gap, ne trouvant pas d'appartement à louer (Lettre de Bonnaire Lucien Bonaparte, 1^{er} avril 1800). Arch. nat., FIB 1 156/29.

5. Arch. dép., *ibid.* Borie à Lucien Bonaparte, 3 prairial (23 mai 1800).

provisoire ; le paiement n'en avait pas été effectué depuis le 1^{er} frimaire (22 novembre 1799), malgré les demandes de l'administration centrale et souvent les malheureux soldats manquaient presque de moyens d'existence¹.

Les anciens commissaires du Directoire près les administrations municipales n'étaient guère dans une situation plus fortunée. Le gouvernement directorial leur devait un arriéré considérable de 8 ou 9 mois pour le traitement de leurs fonctions et pour la gratification qu'on leur accordait dans les communes où ils étaient chargés du recouvrement des contributions. Une série de lettres navrantes étaient envoyées de tous côtés au préfet, de Dinard, Combourg, Gévezé, Renac, Saint-Malo, Châteauneuf, Guipry, Cancale, Fougères. Certains de ces fonctionnaires que le changement dans l'organisation administrative privait de leurs fonctions étaient dans une véritable misère après avoir rendu souvent de réels services. Celui de Combourg demande un secours immédiat parce qu'il se trouve sans état dans un âge avancé ; celui de Saint-Malo doit aliéner une partie de ses propriétés afin de nourrir sa famille. Par dérision, quelques-uns ont reçu des mandats, mais le payeur auquel des ordres contraires ont été sans doute transmis, refuse de les acquitter². Cette situation lamentable amenée par la pénurie financière n'était point particulière au département, et nous rencontrons certainement ici une des causes du discrédit du Directoire dans les provinces. Ces commissaires étaient souvent des notables de leur canton, y jouissant d'une sérieuse autorité ; puisque le Directoire oubliait leurs services et leurs traitements, paraissait se moquer d'eux en leur adressant des mandats insolubles, ils contribuèrent beaucoup à le ruiner dans l'esprit de leurs concitoyens qui n'en furent ainsi que plus empressés à bien accueillir les événements de brumaire.

II. — Borie rassurait de son mieux les demandeurs, leur promettant que les consuls s'occuperaient de leur sort, et il écrivait en leur faveur aux ministres des Finances et de l'Intérieur. Il lui fallait aussi calmer les craintes de toute une classe importante de citoyens, les acquéreurs de biens nationaux qui pouvaient être pour le régime républicain des défenseurs très sûrs, puisque leurs intérêts immédiats dépendaient de son maintien. Leur nombre était grand dans le département, surtout dans les villes principales, et ils appartenaient

1. Arch. dép., *ibid.* Borie à Carnot, ministre de la Guerre, 11 germinal (1^{er} avril).

2. Arch. dép., 26 M 31-1 P 17. Diverses lettres au préfet, de germinal à thermidor an VIII

presque tous au commerce ou à la petite bourgeoisie. Il y en avait aussi dans les campagnes, notamment dans cet arrondissement de Fougères, si éprouvé par les incursions des chouans. Les registres ouverts dans la commune de Saint-Remi-du-Plein pour l'acceptation de la constitution de l'an VIII, portent de nombreuses signatures suivies de cette déclaration qui paraît faite avec fierté : acquéreur de biens nationaux¹.

On avait mis en vente dans l'Ille-et-Vilaine au cours des années VI et VII beaucoup d'anciens domaines ecclésiastiques et biens des fabriques, en exécution de la loi du 16 brumaire an V (6 novembre 1796). Voici les principales ventes indiquées dans les procès-verbaux².

Le 26 brumaire an VI (16 novembre 1797), vente de biens provenant de fabriques, de communautés ecclésiastiques ou chapitres, à Rennes, Izé, Betton, Chavagne, Bonnemain, Combourg, Gevezé, La Chapelle-Saint-Aubert pour une somme de 763 405 francs. Le principal lot est la maison conventuelle et les dépendances des grands Carmes à Rennes. Le 14 nivôse (3 janvier 1798), propriétés des fabriques de Dourdain, Retiers, Janzé pour une somme de 5 140 francs. Le 8 pluviôse (27 janvier), biens des fabriques de Saint-Aubin-d'Aubigné, d'Ilendic, de Martigné, avec la communauté des Jacobins de Rennes pour 292 325 francs. Le 4 ventôse (22 février), biens provenant des fabriques de Janzé, Marcillé-Raoul, Pleurtuit, communauté des Minimes de Rennes pour 300 000 francs. Le 25 ventôse (15 mars), domaines des fabriques de Vitré, Plélan, Châteauneuf pour 172 000 francs. Le 15 germinal (4 avril) biens des fabriques de Combourg, de Montfort, de Baguer-Morvan pour 184 000 francs. Le 27 germinal (16 avril), biens du collège de Dol, communautés du bon Pasteur à Saint-Servan, des Capucins et du Calvaire également à Saint-Servan pour 1 792 725 francs. C'était la plus forte vente. Le 15 floréal (5 mai), fabrique de Lillemer pour 12 000 francs. Le 13 prairial (1^{er} juin), Chapelle des marais à Port-Malo pour 36 200 francs. Le 4 messidor (22 juin), fabriques diverses et jardins des Jacobins pour 136 230 francs. Le 8 messidor, fabriques de Janzé, de Melesse, terres du chapitre de Dol pour 273 000 francs. Le 1^{er} thermidor (19 juillet), communauté de la Visitation à Rennes (60 000 francs).

En l'an VII les ventes continuèrent pour l'abbaye et les terres des Bénédictins de Redon (476 000 francs) et diverses fabriques.

1. Arch. nat., B II 192.

2. Arch. dép., 1 Q 189.

Dans un travail très documenté M. Guillou a étudié la vente des biens du clergé et des émigrés dans la seule ville de Rennes. Il évalue à la moitié du territoire de Rennes la superficie occupée par les biens du clergé avant la Révolution¹ : 60 établissements ecclésiastiques y possédaient des immeubles, 32 pour le clergé séculier et 28 pour le clergé régulier : les biens fonciers de ce dernier étaient beaucoup plus considérables et atteignirent des prix de vente beaucoup plus élevés, notamment ceux des congrégations suivantes : Bénédictins (237 798 francs), des Grands Carmes (822 503 francs), des Cordeliers (188 178 francs), des Jacobins (324 095 francs), des Minimes (160 003 francs), des Carmélites (1 756 445 francs), des Religieuses de l'abbaye de Saint-Georges (221 307 francs), des Religieuses de la Visitation (245 335 francs). En ajoutant à la vente de ces biens ecclésiastiques, le produit de la vente des biens de 2^e origine (émigrés ou condamnés), on atteint un total de 15 millions de francs pour la ville de Rennes, avec 416 acquéreurs. Il faut y joindre au moins 5 millions pour les diverses ventes dans les autres localités d'Ille-et-Vilaine que nous signalions précédemment.

Pour effrayer tous ces acquéreurs on répandait les bruits les plus inquiétants : les émigrés, disait-on, rentraient sans obstacle et le gouvernement était décidé à les rétablir dans leurs anciennes propriétés. Borie fut même informé que certains acquéreurs plus timorés et trop crédules avaient proposé à d'anciens chefs de chouans d'entrer en pourparlers avec eux pour la restitution de leurs domaines d'autrefois. Le préfet ordonna aussitôt de surveiller d'une façon très sévère tout le littoral aux environs de Saint-Malo pour faire arrêter tout émigré non soumis qui voudrait débarquer sur le territoire du département. Il fit envoyer des troupes dans toutes les communes où étaient arrivés depuis peu des individus inconnus, et dans lesquelles les acquéreurs de biens nationaux manifestaient la plus vive inquiétude² ; enfin il donna une grande publicité à certaines parties d'une circulaire du ministre de la police Fouché : « Pour qui pourrait jamais être douteuse l'obligation de la République française, à déployer tout ce qu'elle a de puissance pour garantir et protéger ces domaines nationaux par lesquels elle existe elle-même ? Que chaque acquéreur de ces propriétés, au milieu de ses sillons, se voie toujours environné de la République tout entière³ ! » Pour ces

1. A. Guillou. *La vente des biens du clergé et des émigrés à Rennes pendant la Révolution*. Annales de Bretagne, novembre 1910, tome XXVI, 1.

2. Arch. dép., 8M 13. Borie à Fouché, 17 messidor an VIII (6 juillet 1800).

3. Arch. dép., *ibid.* Fouché à Borie, 24 thermidor (12 août 1800).

diverses mesures le préfet se concertait avec le nouveau commandant en chef de l'armée de l'Ouest. Bonaparte venait, en effet, de rappeler Brune pour exercer un commandement à l'armée de réserve qui se réunissait à Dijon et le 28 germinal (18 avril 1800) il remplaça Brune dans l'Ouest par le général Bernadotte, conseiller d'État¹. A la suite de départs successifs pour les frontières de l'Est, l'effectif de l'armée de Bretagne était réduit à 16 000 hommes environ, bien qu'elle eût plus de 1 000 kilomètres de côtes à surveiller et au besoin à défendre². Lorsque Bernadotte établit son quartier général à Rennes, le 18 floréal (8 mai) il n'y avait plus dans l'Ille-et-Vilaine que 2 718 hommes de troupes de ligne avec quelques compagnies auxiliaires, c'est-à-dire 3 000 hommes au plus, au lieu des 8 000 disponibles au mois de février précédent. Ces troupes étaient réparties de la manière suivante :

<i>Infanterie</i> :	A Rennes, 2 ^e bataillon de la 30 ^e légère.	631	hommes.
—	— bataillon de grenadiers de la 79 ^e de ligne.	226	—
—	A Saint-Malo, Cancale, Châteauneuf, 1 ^{er} bataillon de la 79 ^e	621	—
—	A Saint-Servan, 2 ^e bataillon.	505	—
—	4 compagnies auxiliaires à Rennes, Vitré, La Guerche.	311	—
<i>Cavalerie</i> :	A Rennes, détachement du 19 ^e chasseurs.	373	—
—	A Vitré, détachement du 14 ^e dragons.	77	—
<i>Artillerie</i> :	A Rennes, 4 ^e , 9 ^e , 13 ^e compagnies du 1 ^{er} régiment à pied.	56	—
—	— 8 ^e compagnie du 2 ^e régiment à pied.	59	—
—	— 1 ^{re} et 3 ^e compagnies du 5 ^e régiment.	115	—
—	— 11 ^e compagnie d'ouvriers d'artillerie.	21	—
—	A Saint-Malo, 20 ^e compagnie du 8 ^e régiment.	75	—
—	— 9 ^e compagnie du 4 ^e régiment.	75 ³	—

Les avis rassurants du préfet fortifiés par les promesses du gouvernement n'étaient pas inutiles, car dans les campagnes et parfois même sur les routes principales la sécurité n'était pas encore bien rétablie. Les grands moyens militaires employés simultanément dans tous les cantons où les chouans se montraient en force avaient amené la soumission de la plupart des chefs. La remise des armes continuait toujours. Au 15 prairial (4 juin 1800) le désarmement avait déjà fourni 2 400 fusils, dont 1 500 de munition, 300 de chasse, 600 de fabrication anglaise, dont plus des deux tiers en très

1. Arch. nat., AF IV 911.

2. Arch. historiques de la guerre. Bernadotte au ministre de la Guerre, 25 floréal (15 mai 1800).

3. État de situation au 1^{er} thermidor an VIII (20 juillet 1800). Arch. nat., AF IV 1590.

bon état¹. L'insurrection se réduisait à des brigandages partiels mais qui ne laissaient pas d'être encore dangereux. Aussi le préfet malgré ses instances auprès des ministres ne put obtenir la levée de l'état de siège qui gênait beaucoup l'exercice de l'autorité civile. A Paris on craignait toujours d'apprendre quelque débarquement des Anglais à Saint-Malo. Fouché, par des lettres fréquentes, ne cessait de recommander à Borie la plus extrême vigilance. Les entreprises théâtrales mêmes étaient surveillées de près et le ministre envoyait la liste des pièces qui seules pouvaient être jouées en public. Une représentation d'*Athalie* fut interdite à Saint-Malo². La seule concession que Borie put obtenir fut la rentrée du département sous le régime constitutionnel à partir du 4 floréal (24 avril 1800)³.

III. — Peu à peu les divers collaborateurs de Borie avaient été nommés et étaient venus prendre possession de leurs nouveaux postes. Le 17 germinal (7 avril) sur la proposition de Lucien Bonaparte, ministre de l'Intérieur, le premier Consul désignait les conseillers de préfecture et les sous-préfets d'Ille-et-Vilaine⁴. Mais le personnel administratif relevant du ministère de l'Intérieur ne fut complet que le 22 floréal (12 mai) par l'installation du secrétaire général Claude Even qui rendit de réels services à Borie et mourut prématurément. Il fut remplacé le 13 floréal an X (3 mai 1802) par Routhier qui remplit les mêmes fonctions pendant l'Empire. Il y eut cinq conseillers de préfecture : Le Boucher aîné, Alexis Legraverend, Duplessis de Grenedan, Le Coz et Bertin. Ces choix étaient heureux car les titulaires des nouvelles fonctions étaient tous des hommes de grande honorabilité, connus par les services rendus avant 1789 et durant la Révolution. L'installation du Conseil de préfecture eut lieu le 2 floréal (22 avril)⁵.

Le plus âgé des conseillers, François Le Boucher, de Rennes, avait 65 ans. Longtemps négociant dans la ville il fut consul en 1780 et désigné ensuite pour le poste de commissaire civil de nos établissements de la mer des Indes. Il était revenu de cette mission en 1796.

Duplessis, comte de Grenedan, âgé de 33 ans, était avant la Révolution, malgré son jeune âge, conseiller au Parlement de Bre-

1. Bibl. nat., manuscrits fonds français, 11361. Rapports de police, 18 prairial.

2. Arch. dép., 8 M 20. Borie au sous-préfet de Saint-Malo, 13 floréal (3 mai 1800).

3. *Bulletin des Lois*, III, 20.

4. Arch. nat., AF 14911, le registre de nomination aux Arch. dép., 1 M 13 porte par erreur le 28 germinal.

5. Arch. nat., F¹B 11, Ille-et-Vilaine, 2.

tagne. Il se signala dès 1788 par son adhésion aux idées nouvelles, devint maire de Rennes le 10 décembre 1792. Dans ce poste difficile il protégea beaucoup de suspects durant la Terreur¹. Dénoncé au Comité de Salut Public, sa tête fut mise à prix par Carrier, mais il réussit à se dérober aux recherches. C'était un des amis de Borie. Plus tard il devint conseiller à la Cour Impériale de Rennes le 14 avril 1811, et député d'Ille-et-Vilaine durant la Restauration (1810-1830).

Le Coz, ancien avocat, avait fait partie de l'administration centrale d'Ille-et-Vilaine. Alexis Legraverend, dont nous avons vu le rôle actif dans la dernière période critique du Directoire, présidait le département lorsqu'il fut appelé au Conseil de préfecture. Jean Bertin, âgé de 50 ans, était avocat au Parlement et procureur de la baronnie de Châteaugiron, lorsqu'il présida, le 31 mars 1789, l'assemblée électorale de cette commune². Il fut ensuite membre du Directoire du département, puis président. Il fut envoyé à la barre de l'Assemblée législative en 1792 pour demander une nouvelle loi contre les prêtres insrementsés ; sous la Terreur considéré comme suspect il fut longtemps incarcéré ; rendu à la liberté, il fit partie du Jury d'instruction pour l'organisation de l'École centrale et s'occupa beaucoup d'agriculture, car il était membre fondateur de la Société d'agriculture et des arts de Rennes et publia un essai sur la culture du châtaignier. Bientôt en 1801 il devait être appelé au Corps Législatif, mais sa santé avait été ruinée par une longue captivité et il mourut en 1803³.

Borie se trouvait donc appelé à présider un Conseil de préfecture composé d'hommes distingués qui partageaient ses idées politiques et dont plusieurs lui étaient unis par les liens d'une ancienne amitié. Grâce à sa connaissance des diverses personnalités du département il avait pu diriger également les choix du premier Consul pour la désignation des nouveaux sous-préfets. Boulet fut nommé sous-préfet de Saint-Malo. Né à Plévenon, près de Dinan, en 1755, il n'avait point quitté la région. Il était en 1789 notaire et procureur fiscal à Châteauneuf ; il figure dans l'assemblée électorale de Châteauneuf, le 1^{er} avril 1789, comme adjoint au président Jean-Jacques-Michel de la Morvonnais⁴. Lors de la première formation des municipalités il devint procureur de la commune de Châteauneuf en 1790,

1. Saulnier. *Le Parlement de Bretagne*, II, 705.

2. Lesort, I, 545.

3. Kerviler. *Bio-bibliographie bretonne*, III, 93.

4. Lesort, III, p. 123.

puis en 1791 procureur syndic du district de Saint-Malo. En 1793 il fut destitué par le terrible conventionnel en mission Le Carpentier, comme fédéraliste et girondin, et envoyé au tribunal révolutionnaire de Paris ; le 9 thermidor le sauva. Il fut rétabli dans ses fonctions en 1795. Les députés d'Ille-et-Vilaine, Bodinier et Rallier, l'avaient recommandé à Lucien Bonaparte pour un poste de sous-préfet¹. La désignation fut heureuse car il avait eu le temps de bien connaître l'arrondissement.

Les sous-préfets de Fougères, Montfort et Vitré étaient dans les mêmes conditions pour leurs arrondissements respectifs. Celui de Fougères, Baron (43 ans, né en 1757), avocat avant la Révolution, avait été nommé secrétaire de l'administration municipale de Fougères, puis commissaire du Directoire auprès d'elle. Celui de Vitré, Thomas de la Plesse, était né dans cette même ville en 1749 (51 ans). Il fut maire de Vitré durant la période de la Constituante, car ses idées modérées le rattachaient au Club des Feuillants. Il resta sous-préfet durant tout le premier empire. Il obtint en 1810 la croix de la Légion d'honneur. Ses opinions étaient très opportunistes. « C'est un brave homme », disait de lui le préfet Bonnaire.

Le sous-préfet de Montfort, Maudet, était le doyen d'âge des nouveaux sous-préfets du département (56 ans). D'abord notaire à Montfort, il était devenu président du district, puis juge de paix du canton d'Issendic. La sous-préfecture de Redon fut donnée à Baymé qui n'avait que 39 ans (né à Rennes en 1761). Nous avons déjà vu son rôle actif, lorsqu'il était commissaire près l'administration centrale ; en l'appelant à figurer parmi les collaborateurs du préfet le gouvernement consulaire lui témoignait une juste reconnaissance de son courage et de son attachement aux principes républicains.

Les sous-préfectures furent donc organisées assez rapidement et sans trop de difficultés durant le mois de mai 1800. Les nouveaux fonctionnaires étaient très désireux de contribuer au bien public en suivant les avis d'un préfet qu'ils savaient apprécier. Leur tâche était délicate : ils allaient rencontrer de sérieux obstacles au moment de l'organisation des municipalités.

IV. — Les habitants des campagnes souhaitaient presque tous le maintien de la tranquillité, mais beaucoup d'entre eux restaient inquiets et défiant et n'aidaient nullement à la répression des derniers

1. Lettre du 27 pluviôse. Arch. nat., F¹B 11. Ille-et-Vilaine, 2. Boullet mourut le 10 janvier 1813 d'une fièvre maligne. Il fut remplacé par Dupetit-Thouars.

brigandages. Les grandes crises à peine calmées amènent toujours à leur suite ces lendemains de lassitude. Dans la plupart des communes tout était soumis à l'influence des prêtres insermentés, rentrés peu à peu par suite des mesures de tolérance du général Brune. Le gouvernement consulaire voulant les ménager avait promulgué l'arrêté du 7 nivôse (28 décembre 1799¹). Tous les édifices religieux qui n'avaient pas été aliénés pendant la Révolution devaient de nouveau servir à la célébration du culte. C'était un premier pas vers le rétablissement des anciens usages. Aussitôt les offices du dimanche reparurent. Les consuls par un reste de déférence à l'égard du nouveau calendrier et des cérémonies républicaines, décrétèrent que les édifices religieux rendus au culte catholique et qui servaient auparavant aux fêtes du decadi, continueraient de servir en même temps à leur célébration et à celle des cérémonies religieuses². La mise en pratique de ce bizarre compromis était impossible, surtout dans les contrées de l'Ouest ; les prêtres, une fois rentrés dans leurs églises, ne pouvaient y tolérer à certains jours la célébration de ces fêtes toutes laïques, contre lesquelles ils n'avaient cessé de lutter les années précédentes. Ils voulurent naturellement y demeurer les maîtres sans partage et réclamèrent l'application pleine et entière de l'arrêté de nivôse. Ils empêchèrent de tout leur pouvoir la célébration des cérémonies décadaires et demandèrent le rétablissement des sonneries de cloches. Les habitants des campagnes les soutenaient d'une façon presque unanime et recommençaient à tenir les foires de leurs communes d'après l'ancien calendrier, aux jours consacrés par des usages souvent séculaires³. Borie était tout disposé à faire les concessions nécessaires qui lui paraissaient du reste de faible importance. « A l'époque du renouvellement précipité d'une grande machine, écrivait-il au sous-préfet de Fougères, on tâche de bien soigner les pièces principales et on néglige les accessoires sans inconvénient majeur⁴. » Il était tout à fait dans son caractère de conduire les esprits à la soumission par la persuasion et la douceur ; mais il lui fallait compter avec les ordres venus de Paris : le premier consul n'entendait pas laisser aux préfets leur libre initiative. Il tenait à faire d'eux des agents dont la soumission serait complète vis-à-vis du pouvoir central. Le ministre de l'Intérieur, Lucien Bonaparte, écrivait à

1. *Bulletin des Lois*, II, série B. 342. 3515.

2. Arrêté du 2 pluviôse (22 janvier 1800). *Bulletin des Lois*, III^e série, B. 1. 9.

3. Arch. nat., F⁷ 7717. Série de rapports de Borie à Fouché, notamment du 15 prairial an VIII.

4. Arch. dép., 9 M 82. Lettre du 22 prairial (11 juin 1800).

Borie : « La manifestation des principes individuels de chacun des préfets de la République ne pourrait amener que de graves inconvénients¹. » Borie était donc invité à faire observer strictement le calendrier républicain, mais avec tous les esprits éclairés, il en prévoyait la prochaine et inévitable disparition. Il cherchait à gagner du temps et à mettre le gouvernement en présence du fait accompli. « Je ne vous dissimulerai pas, écrit-il au ministre de l'Intérieur, que pour activer la pacification on a laissé le peuple se reporter à ses anciennes habitudes : le relâchement est tel que le decadi n'est plus même un jour de repos². » Il savait bien que le premier consul et ses ministres ne lui tiendraient guère rigueur à ce sujet, car l'observance du decadi n'était pas essentielle pour la prospérité de la République et de tous les points du territoire arrivaient des lettres préfectorales analogues aux siennes³. Il importait surtout de ne pas compromettre l'œuvre d'apaisement par de telles chicanes et de ne pas contrarier les cultivateurs pour des questions de foires et de marchés dans un pays si respectueux de ses traditions. Borie écrivait en ce sens aux sous-préfets qui avaient déjà prescrit à la gendarmerie d'intervenir pour faire observer le calendrier républicain : « Faites respecter l'arrêté du gouvernement par voie de conciliation sans permettre qu'il s'engage aucune espèce de combat et que l'on soit exposé à voir couler le sang pour de pareils objets de commerce et d'usage⁴. » Le préfet tempérait ainsi par la prudence l'exercice de son autorité et le zèle de ses subordonnés. Durant toute son administration il ne devait point se départir de cette sage règle de conduite, dont nous aurons plus d'une fois encore, par la suite de notre étude, à montrer les heureux résultats.

1. Arch. dép., 16 M 54, 13 floréal (3 mai 1800).

2. Arch. dép., 9 M 82. Lettre du 1^{er} thermidor (20 juillet).

3. Notamment lettre de Thibaudeau, préfet de la Gironde, le 3 prairial an VIII, sur l'impossibilité de maintenir le decadi, citée par M. Aulard. *Histoire politique de la Révolution française*, p. 729.

4. Arch. dép., 9 M 82. Lettre au sous-préfet de Montfort, 16 messidor (3 juillet 1800).

CHAPITRE V

LA CONSCRIPTION EN L'AN VIII ET EN L'AN IX RELATIONS DU PRÉFET AVEC LES AUTORITÉS MILITAIRES. L'ÉTAT DE SIÈGE.

SOMMAIRE

- I. — Difficultés que présente la mise en pratique de la conscription dans l'Ille-et-Vilaine. Loi du 17 ventôse (8 mars 1800) relative à la levée des contingents militaires. Le préfet, désireux de maintenir la paix intérieure, finit par obtenir des ministres de la Guerre, Carnot et Berthier, un régime spécial pour son département au cours des années 1800 et 1801.
- II. — Continuation de l'état de siège dans la plupart des communes du département. Les relations entre les autorités civiles et militaires entraînent souvent de fâcheux conflits, malgré les lettres de Carnot et les prudentes instructions du préfet à ses collaborateurs.
- III. — Les dernières bandes insurrectionnelles d'Ille-et-Vilaine : les Bobons dans l'arrondissement de Fougères. Leur dernier exploit à la Chapelle-Janson. Arrestation du commandant Vernier. La bande est détruite au mois de juin 1800. Mesures prises contre les derniers rebelles de l'arrondissement de Saint-Malo. L'affaire du Mont-Dol et le maire Provost. La ferme attitude de Borie modère les exigences de Bernadotte. L'état de siège est levé pour les communes de Rennes et de Saint-Servan, 17 brumaire an IX (8 novembre 1800).

I. — La France attendait la paix extérieure promise par le gouvernement de brumaire, mais pour vaincre l'Autriche dont les armées victorieuses en 1799 occupaient toute l'Italie du Nord, et pour inti-

Bibliographie.

1^o SOURCES MANUSCRITES.

A. *Archives départementales.*

7 R 30 (Lettres du préfet pour les affaires militaires).

8 M 3 (Haute police. Dossiers de la bande des Bobons et de l'affaire du Mont Dol).

9 M 82 (Troubles de l'Ouest. Correspondance du préfet).

mider l'Angleterre, maîtresse des mers, il fallait de toute nécessité des forces militaires nouvelles. Aussi les nouveaux préfets allaient-ils être mis en demeure de donner une satisfaction immédiate aux exigences des consuls et de lever des contingents. Cette mesure devait être particulièrement dangereuse pour les départements de l'Ouest. Borie s'en rendit compte : par sa connaissance exacte du pays et du tempérament de ses habitants il comprit qu'on ne pouvait songer à rétablir le calme dans une région où la guerre civile n'était pas encore complètement éteinte, si le nouveau gouvernement par l'organe du préfet réclamait aux populations des campagnes souvent mal disposées la redevance immédiate de l'impôt du sang. La grande insurrection vendéenne n'avait-elle point débuté en 1793 par un refus des paysans du Bocage angevin de se soumettre à la levée de 300 000 hommes ordonnée par la Convention ? Sans doute le zèle royaliste avait bien faibli et on ne reverrait plus fort heureusement les luttes terribles des Mayençais et des Blancs et ces rivalités d'héroïsme si dramatiquement dépeintes par Victor Hugo dans les pages émouvantes de 93, mais on pouvait craindre encore de voir les dernières bandes de chouans grossies par les conscrits réfractaires. Borie réussit par sa prudence à prévenir ce danger très réel, et par ses avis motivés il parvint à convaincre le gouvernement consulaire d'accorder au département un régime particulier. Grâce à lui la mise en route des conscrits d'Ille-et-Vilaine fut ajournée durant ses deux années d'administration.

Déjà le Directoire n'avait pas osé faire appliquer d'une manière stricte dans les départements de l'Ouest la loi de conscription et envoyer par force les conscrits de cette région à la défense des frontières lointaines d'Italie et du Rhin. Il avait prescrit seulement un régime d'exception par l'établissement des compagnies franches (loi du 14 messidor an VII-2 juillet 1799¹). Mais nous avons vu précédemment que la levée de ces compagnies n'avait pas donné de bons résultats dans l'Ille-et-Vilaine et suscité tout au contraire des diffi-

B. *Archives nationales*.

F⁷ 7726 (Lettres du préfet à Fouché).

C. *Archives municipales de Dol*. Registre de la correspondance des maires et adjoints (an VIII-1806).

2^o LIVRES RÉCENTS.

Delarue. *Le Clergé et le culte catholique dans le district de Dol pendant la Révolution*, 6 volumes, 1903-1910 (Bibl. nat., L^d 3/457).

1. Voir 1^{re} partie, chapitre II.

cultés nouvelles à l'administration centrale du département. Le gouvernement consulaire avait d'abord suivi la même politique et maintenu le régime spécial par l'arrêté du 14 pluviôse an VIII (3 février 1800¹). Les hommes qui faisaient partie des compagnies franches seraient désormais distribués en 4 bataillons francs de l'Ouest. Le bataillon n° 2 devait être formé sur le territoire de la 13^e division militaire à l'effectif de 9 compagnies avec un total de 1 260 hommes. L'administration centrale s'était encore occupée dans le dernier mois de sa gestion de fournir ce contingent militaire. Mais peu de temps après, Bonaparte toujours guidé par son désir de soumettre toute la France à une organisation identique et à des mesures uniformes faisait promulguer la grande loi du 17 ventôse (8 mars 1800) qui mettait à la disposition des Consuls tous les Français âgés de 20 ans accomplis au début de l'an VIII². Les conscrits indigents et incapables de supporter les fatigues pouvaient obtenir des congés définitifs ; les autres devaient rejoindre leurs corps respectifs dans le délai d'un mois, sinon ils devaient se faire remplacer ou payer une indemnité de 300 francs. Faute d'avoir rempli ces formalités ils seraient immédiatement considérés comme déserteurs.

L'application intégrale de cette loi dans le département d'Ille-et-Vilaine aurait présenté les plus graves difficultés. La seule organisation du 2^e bataillon franc avait demandé beaucoup de peine : un grand nombre de conscrits appelés à en faire partie étaient retournés dans leurs foyers, quelques semaines avant l'arrivée de Borie, au moment même où le général Brune était à Rennes remplissant la mission spéciale que les consuls lui avaient confiée. Le général n'eut garde de prendre des mesures de rigueur, car il craignait avant tout de porter atteinte à son œuvre d'apaisement. On ne pouvait donc pas demander au préfet, son successeur, d'entrer dans la voie des violences, quand il lui fallait procéder sans retard à l'œuvre difficile de l'organisation des municipalités. On aurait offert aux ennemis de la République un spectacle trop délectable en leur montrant les nouveaux maires et adjoints démissionnant presque partout pour éviter à leurs communes la lourde charge de la conscription, et un préfet réclamant d'eux des listes nominatives de conscrits qu'ils se refuseraient à lui fournir sous toutes sortes de prétextes, menaçant les insoumis à la loi de ventôse de mesures rigoureuses qu'il se garderait bien d'appliquer par peur de la guerre civile ; et surtout

1. *Bulletin des Lois*, III^e série, B. 6. 39.

2. *Bulletin des Lois*, III^e série, B. 12. 89.

on aurait donné à ces mêmes ennemis toujours en éveil des occasions faciles d'intervenir dans les communes rurales et d'y recruter à l'aide des jeunes gens réfractaires de nouvelles bandes insurgées. Bernadotte partageait à cet égard les craintes de Borie et le préfet put exposer à plusieurs reprises ses scrupules aux ministres de la Guerre et de l'Intérieur. Il leur déclare nettement que le premier de ses devoirs d'administrateur lui paraît être le maintien de la paix dans le département confié à sa direction, et qu'un tel résultat est préférable à la mise en route de quelques conscrits. « Les préfets placés dans les départements paisibles, écrit-il, ont sans doute l'avantage de remplir plus exactement les vues du gouvernement ; mais quand on voudra apprécier leur situation et la nôtre, on sera convaincu que les préfets des départements de l'Ouest ne manquent ni de zèle, ni de dévouement et qu'ils auront justifié la confiance dont ils sont investis, toutes les fois qu'ils auront ramené la paix dans des pays si longtemps dévastés par la guerre civile ¹. »

La sollicitude de Borie pour ses administrés eut gain de cause et ses instances furent écoutées par des ministres éclairés tels que Carnot et Berthier qui en 1800 et 1801 dirigèrent les affaires de la guerre. La conscription de l'an VIII et de l'an IX ne fut pas levée dans l'Ille-et-Vilaine. Le gouvernement très pauvre en deniers préféra augmenter ses ressources en permettant à tous les conscrits de fournir un remplaçant ou de payer une somme de 300 francs. Les conscrits qualifiés d'indigents (ceux dont les parents ne payaient pas 50 francs d'impôts directs) seraient pourvus de congés définitifs, sans aucune autre obligation. Les consuls avaient fixé d'abord des délais stricts pour le payement des indemnités, mais Borie intervint encore et on renonça décidément à toute mesure rigoureuse. Nous constatons par une lettre du préfet au général inspecteur Ernouf, le 1^{er} février 1801, que les généraux avaient accordé l'année précédente 699 congés définitifs ; 409 conscrits avaient bénéficié de la qualification d'indigents ; 290 avaient versé la somme de 300 francs ². Les 87 000 francs d'indemnité ainsi obtenus avaient été adressés par des envois successifs au directeur du trésor public à Paris. Les quelques conscrits qui restaient disponibles et n'avaient pas fourni de remplaçants furent affectés au complément des bataillons francs, d'après l'arrêté des consuls du 22 brumaire an IX (13 novembre 1800 ³).

1. Arch. dép., 7 R 30, Borie à Lucien Bonaparte. Lettre du 13 messidor (2 juillet 1800).

2. Arch. dép., *ibid.*, 12 pluviôse an IX.

3. *Bulletin des Lois*, III^e série, B. 53. 390.

On accepta les hommes de bonne volonté qui ne se déroberent pas à l'accomplissement de leurs devoirs de citoyens ; quant aux autres, réfractaires incorrigibles, ils ne furent pas inquiétés, malgré les menaces que l'autorité militaire leur adressait parfois. A la fin de l'an IX Borie avait la satisfaction d'annoncer aux sous-préfets que par décision du ministre de la Guerre, Berthier, il était interdit de rechercher et de poursuivre les conscrits réfractaires d'Ille-et-Vilaine antérieurs à l'an IX¹. C'était le triomphe de l'administration prudente et bien avisée du préfet.

II. — La persistance de l'état de siège créait à Borie une situation délicate et lui suscitait parfois de sérieux embarras². Il y eut souvent des conflits de juridiction entre les autorités militaires et les nouveaux administrateurs civils qu'on plaçait à côté des généraux et des commandants de place. Les autorités militaires avaient rendu de réels services ; sans elles l'œuvre de la pacification aurait été impossible et elles préparèrent utilement la voie aux mesures de Borie ; mais nous avons montré aussi combien leurs exigences étaient grandes et leurs prétentions exagérées. Les généraux voulaient être maîtres absolus dans un pays en état de siège, et ils placèrent partout des représentants directs de leur autorité, choisis le plus souvent parmi les officiers de la garde nationale. Lorsque Borie entra en fonctions, il n'y avait pas une commune rurale de quelque importance qui n'eût son commandant militaire, et depuis le général en chef, Bernadotte, jusqu'à ces modestes officiers la même prétention s'affirmait très nette de tout commander et de se faire rendre compte de l'administration tout entière. Pour donner des troupes à tous ces chefs on avait mis en activité les gardes nationales des campagnes qu'on obligeait à un service continu. Les soldats maugréaient contre ces exigences du service, mais devenaient aussi autoritaires que leurs chefs et non moins gênants pour l'autorité civile³. Le préfet voyait bien les dangers de cette domination militaire que le gouvernement l'obligeait d'accepter, mais il montra beaucoup de tact en recommandant à ses subordonnés l'entente parfaite avec les autorités militaires.

Il insiste sur les services rendus qui doivent faire excuser quel-

1. Arch. dép., 7 R 30. 3^e complémentaire, an IX (20 septembre 1801).

2. La plupart des villes, mises en état de siège, n'avaient cessé de protester, notamment Châteaugiron (délibération du Conseil municipal, 7 novembre 1799). Garnier. *Notice sur Clâteaugiron*, p. 177.

3. Arch. dép., 1 R 2. Borie à Carnot, le 21 vendémiaire an IX (13 octobre 1800).

ques abus de pouvoir de la part de ces généraux qu'il appelle « amis de l'humanité ». « Le maintien de la paix intérieure, écrit-il aux sous-préfets, sera le fait de votre concert avec les chefs militaires, dont la conduite prudente et ferme a mérité l'estime et la reconnaissance de vos concitoyens¹. » Le préfet était d'ailleurs soutenu par le nouveau ministre de la Guerre, Carnot, qui avait remplacé le 12 germinal (2 avril 1800) Berthier appelé au commandement de l'armée de réserve². Carnot dans une lettre au général La Barolière se plaint de la mésintelligence qui règne trop souvent entre les autorités civiles et militaires ; il réclame la bonne entente et déclare que tous les officiers doivent le respect au pouvoir civil³. Malgré les avis du ministre, l'accord parfait était impossible et des conflits ne pouvaient manquer de se produire. Souvent les maires s'entendirent fort mal avec les commandants de place qui voulaient s'immiscer à tout moment dans la police de leur commune, et sans en être requis prendre une part active à l'administration civile. Des réclamations fréquentes arrivaient à la préfecture. Borie prit alors une attitude très énergique. Il avait beaucoup de peine à former les municipalités nouvelles et il lui déplaisait fort d'apprendre le mécontentement de ces maires qui souvent n'avaient accepté leurs fonctions qu'après une longue insistance de sa part. Il écrivit aux généraux qui représentaient à Rennes Bernadotte, le divisionnaire La Barolière et le brigadier Beyssac, pour affirmer les droits effectifs des maires et les prier de rappeler à tous les commandants militaires les égards légitimes qu'ils devaient aux municipalités. « Il est essentiel, écrit-il, que les premières autorités municipales soient organisées ; ces fonctions pénibles et gratuites méritent des encouragements et vous sentirez combien il serait funeste à l'intérêt public que des commandants de garde nationale puissent s'attribuer une prééminence et des droits qu'ils n'ont pas⁴. »

Toutes ces précautions de Borie ne pouvaient empêcher les conflits d'attributions qui amenèrent un événement des plus regrettables, l'affaire du Mont Dol.

III. — Les rassemblements armés devenaient de plus en plus rares dans l'Ille-et-Vilaine ; les arrondissements les plus troublés, ceux de Vitré et de Fougères, étaient peu à peu débarrassés des

1. Arch. dép., 9 M 82. 7 floréal an VIII (27 avril 1800).

2. Arch. nat., AF IV 911.

3. Arch. historiques de la guerre, lettre du 9 prairial (29 mai).

4. Arch. dép., 9 M 82. Borie à Beyssac, le 16 messidor (5 juillet 1800).

bandes de chouans qui en avaient rendu pendant les années précédentes la situation si pénible. L'une de celles qui avaient le mieux réussi à se maintenir par la terreur, la bande des frères Bobon, put encore se signaler par un guet-apens. Elle attira le commandant de place de Fougères, le chef de bataillon Vernier, à une entrevue dans les environs de la ville sur le territoire de la petite commune, La Chapelle-Janson, égorgea les quelques hommes qui lui faisaient escorte et ne le rendit à la liberté qu'après la remise d'une rançon de 10 000 francs¹. Ce fut d'ailleurs son dernier exploit, car le 5 prairial (25 mai 1800) un détachement de troupes venu d'Antrain rencontra une partie de la bande à Saint-Étienne-en-Coglès : le fameux chef de chouans André Bobon fut tué ; le 13 prairial (2 juin) nouveau combat à Luitré, où Michel-Jacques Bobon, ancien volontaire de la 13^e demi-brigade légère et déserteur, trouva la mort. Les bulletins de police générale annoncent avec une satisfaction non déguisée la fin « de ces brigands aussi rusés et méfiants que redoutés² ». L'activité du lieutenant de gendarmerie Durocher, en résidence à Vitré, avait beaucoup contribué à ce résultat. Aussi le préfet en annonçant aux consuls la destruction de la bande des Bobons put demander le brevet de capitaine pour cet officier énergique et distingué³.

La disparition de la bande des Bobons paraissait de bon augure pour le retour de la complète tranquillité ; mais on apprit bientôt que certains fugitifs des environs de Vitré unis à d'autres rebelles de l'arrondissement de Saint-Malo parcouraient les campagnes de Dol. Plusieurs assassinats furent commis dans les petites communes de La Fresnaye, le Vivier, Hirel, Cherrueix. Une nuit la maison du maire de Hirel fut menacée, mais on dispersa les assaillants à coups de fusil⁴. La terreur fut grande dans les campagnes riveraines de la baie du Mont Saint-Michel, dans un pays alors si favorable aux embuscades : les défilés nombreux des marais de Dol offraient de faciles retraites et le jour les brigands disparaissaient cachés dans les blés ou les roseaux. L'été de 1800 était vraiment torride et la chaleur accablante de thermidor (juillet) dans cette région dénudée,

1. Arch. nat., F⁷ 7726. Lettres de Borie à Fouché, du 8 au 15 floréal.

2. Bibl. nat., manuscrits français 11 361, feuillets 93 et 103. M. Delarue dans son intéressant ouvrage : *le Clergé pendant la Révolution dans le district de Dol*, donne des détails sur la famille des Bobon qui habitait avant la Révolution la commune de Tremblay. T. I^{er}, p. 77. La plupart des pièces relatives aux frères Bobon se trouvent Arch. dép., 8 M 3.

3. Le lieutenant Durocher fut promu capitaine peu de temps après. Nous le retrouvons avec ce grade en 1813.

4. Arch. dép., 8 M 3. Lettre de Boulet à Borie, 22 juillet 1800.

sans abri forestier, rendait toute poursuite rapide fort difficile¹. Borie averti fut très ému : allait-on voir se reformer près de Dol une des grandes bandes de la chouannerie ? Il mande à Boullet « d'avoir les brigands morts ou vifs, de ne pas souffrir que ces coquins forment un noyau, qu'il a pleine confiance dans son zèle et dans ses efforts². » Le sous-préfet agit, en effet, rapidement et de concert avec le général Paradis, commandant à Saint-Malo, il fit envoyer à Dol plusieurs détachements de soldats et gendarmes qui avaient quitté leurs uniformes pour prendre des habits de paysan et devaient visiter tous les endroits que l'on soupçonnait pouvoir servir de retraites aux brigands. L'idée était bonne, mais les moyens d'exécution laissèrent beaucoup à désirer. Les deux autorités civile et militaire s'en remirent l'une à l'autre du soin de prévenir au sujet des nouvelles mesures les municipalités intéressées. Le seul maire de Dol, Villalard, fut avisé directement par le sous-préfet de la présence des soldats déguisés, mais les chefs des détachements militaires ne se mirent nullement en rapport avec les maires des diverses communes pour prendre les meilleures mesures de police. Ils agirent pour leur compte. Ce défaut d'entente préalable ne donna que de mauvais résultats pour l'arrestation des chouans poursuivis et amena la déplorable méprise du Mont Dol.

A une lieue au nord de Dol s'élève une éminence granitique de 60 mètres environ, le Mont Dol, portant sur sa pente occidentale un très ancien village ; en 1800 il était difficile d'accès entouré par les marais aujourd'hui desséchés. Le lieutenant de gendarmerie de Saint-Servan, Dhénin, y vit une retraite facile pour les brigands qu'on recherchait et sans aviser le maire de cette petite commune, Provost, il y envoya un détachement le 6 thermidor au soir (25 juillet). Cette imprudence devait coûter cher. La vue des soldats déguisés fit croire au maire, déjà surexcité et inquiet par toutes les rumeurs de la région, à la présence de ces chouans dont tout le monde parlait : il fuit dans sa maison ; de leur côté les soldats soupçonnent un brigand et désireux de faire quelque capture ils envahissent la demeure. Provost revient avec plusieurs habitants, cerne les prétendus brigands et comme il les voit disposés à résister, fait tirer sur eux ; la décharge en tue plusieurs ; d'autres sont gravement blessés. Alors seulement la méprise est reconnue³.

1. Arch. dép., 22 M 3. Borie au ministre de l'Intérieur, 19 thermidor. Il se plaint de l'excessive chaleur.

2. Arch. dép., 8 M 3. Lettre du 4 thermidor an VIII (23 juillet 1800).

3. Arch. munic. de Dol. Le maire Villalard à Boullet, p. 24.

Désormais on ne pense plus aux chouans ; tous se reprochent le fâcheux événement et chacun en rejette la responsabilité sur quelque autre. Gendarmes et soldats sont surexcités par la mort de leurs camarades ; le général Paradis doit prendre des mesures rapides pour prévenir les voies de fait entre civils et militaires. Le lieutenant Dhénin rédige un procès-verbal partial et exagéré qu'il envoie à Bernadotte. Celui-ci, sans autre information, se rend chez le préfet, déclare le maire du Mont Dol « coupable de cruautés dignes d'un cannibale », s'emporte contre le sous-préfet de Saint-Malo et menace de traduire Provost devant un conseil de guerre, si Borie ne fait bonne et prompte justice de cet abominable délit¹. Borie très calme déclare avec fermeté qu'il attend des renseignements plus complets et doit avant tout aviser le ministre de la police. Le maire Provost sera suspendu de ses fonctions et poursuivi judiciairement, mais par l'autorité civile. Quant au sous-préfet Boulet, il est inutile de le mettre en cause : c'est un excellent fonctionnaire rempli de zèle qui n'a eu aucune part aux ordres donnés pour la marche des troupes : ils ont été concertés entre les chefs des divers détachements. C'est à l'enquête de montrer s'il y a eu imprudence de leur part.

Devant ces déclarations à la fois très fermes et très mesurées, toute la fougue gasconne de Bernadotte s'apaisa. Il dut convenir qu'il y aurait peut-être abus d'autorité de sa part à vouloir traduire le maire Provost devant un conseil de guerre. L'attitude du préfet dans cette entrevue délicate est toute à son honneur. Il sut maintenir les droits de l'autorité civile et prendre avec énergie la défense de ses subordonnés ; il avait pitié du sort de Provost et ne négligeait pas d'écrire au maire de Dol pour le prier d'exhorter au calme son collègue et l'engager à subir avec fermeté toutes les épreuves des informations et poursuites judiciaires². Le ministre de la Guerre, Carnot, toujours si respectueux de la légalité, approuva sans réserve la conduite du préfet quand il fut informé de l'incident.

Cette affaire qui aurait pu entraîner de graves conflits fut ainsi promptement réglée. Le maire du Mont Dol n'eut pas de peine à se justifier et le Jury d'accusation réuni à Saint-Malo fut unanime à déclarer qu'il n'y avait lieu d'exercer contre lui aucune poursuite

1. Arch. dép., 8 M 3. Borie au sous-préfet de Saint-Malo, 13 thermidor (1^{er} août).

2. Arch. dép., 8 M 3. Borie à Villalard, 19 thermidor (7 août). Le dossier des archives départementales renferme les minutes des lettres du préfet sur cette affaire du Mont-Dol. Les originaux se trouvent aux Archives nationales dans F⁷ 7726.

(12 octobre 1800)¹. Il fut alors réintégré dans ses fonctions, et resta maire de sa commune jusqu'à la fin de l'empire.

Les consuls voulurent donner au préfet un témoignage de leur confiance en levant par un arrêté du 17 brumaire an IX (8 novembre 1800) l'état de siège dans les communes de Rennes et de Saint-Servan². La nouvelle municipalité rennaise qui se réunit le lendemain put exercer désormais la plénitude de l'autorité civile³. Mais les autres communes du département ne furent délivrées de l'état de siège que 20 mois plus tard, sous l'administration de Mounier, par un arrêté du 4 messidor an X (23 juin 1802)⁴. Borie fut donc obligé de compter jusqu'à la fin de sa préfecture avec les autorités militaires. Nous avons tenu à montrer que ce n'était pas l'une des moindres difficultés de l'administration des préfets du Consulat dans tous les départements qui furent, comme l'Ille-et-Vilaine, longtemps soumis à l'état de siège.

1. Arch. dép., 9 M 81. Borie à Fouché, le 22 vendémiaire an IX (14 octobre 1800).

2. *Bulletin des Lois*.

3. Arch. municipales de Rennes. Registre D 4/1, p. 1. Il ne s'agit ici que du maire et des 3 adjoints. Le Conseil municipal ne fut désigné que plus tard et installé seulement le 15 pluviôse (4 février 1801).

4. Voir plus loin, 3^e partie, chap. XI.

CHAPITRE VI

LA PREMIÈRE RÉUNION DU CONSEIL GÉNÉRAL EN L'AN VIII ET LA CRÉATION DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT

SOMMAIRE

- I. — L'organisation consulaire est dominée par le principe d'autorité. Nécessité pour Bonaparte de conserver les assemblées départementales créées par la Constituante. La loi du 28 pluviôse an VIII établit les Conseils généraux et les Conseils d'arrondissement, mais ils sont placés dans la dépendance absolue du pouvoir central.
- II. — Le premier Conseil général d'Ille-et-Vilaine est nommé en juin 1790 par une assemblée électorale. Liste des membres qui le composent. Suppression des assemblées administratives par la Convention en 1793. Elles sont remplacées par l'administration centrale du département. Le Conseil général de l'an VIII est une sorte de résurrection de l'ancien Conseil, mais il en diffère par le mode de recrutement, car ses membres sont désignés par le premier Consul.
- III. — Le Conseil général se compose de 24 membres. Leur désignation. Bonaparte choisit de préférence les hommes qui ont donné des gages à la Révolution. Liste des membres pour les sessions de l'an VIII et de l'an IX. Détails biographiques. Comparaison avec les Conseils généraux des Bouches-du-Rhône et du Pas-de-Calais.
- IV. — Attributions des Conseils généraux d'après le titre II de la loi du 28 pluviôse. Il doit répartir les contributions et faire des rapports sur l'état et les besoins du département. Sa première réunion a lieu du 1^{er} au 15 thermidor an VIII (20 juillet-3 août 1800). Tableau de la répartition des contributions mobilière et foncière. Demande de dégrèvement. Énumération des dépenses qui sont à la charge du département. Rapports adressés au ministre de l'Intérieur sur la nécessité des canaux dans le département et la situation lamentable des hospices civils. Utilité de l'œuvre administrative du Conseil.
- V. — Attributions des Conseils d'arrondissement. Désignation des premiers conseillers du 1^{er} au 16 prairial an VIII. La plupart d'entre eux appartiennent au monde de la jurisprudence ou à la bourgeoisie commerçante et aisée. Ils se montrèrent les collaborateurs dociles du préfet, à l'autorité duquel les diverses assemblées départementales ne peuvent apporter aucun obstacle.

I. — La levée de l'état de siège qui ne fut accordée que partiellement avait été demandée avec instance par la nouvelle assemblée départementale. La première réunion du Conseil général avait coïncidé avec la regrettable affaire du Mont-Dol : les nouveaux conseillers n'en furent que plus empressés à réclamer le libre exercice des autorités civiles et à rédiger en ce sens une adresse au ministre de l'Intérieur. Ils rappelèrent qu'au 14 juillet on avait déjà célébré l'heureuse pacification des contrées de l'Ouest : « il ne fallait donc plus un régime spécial pour rappeler les malheurs anciens ¹ ». Mais rien ne put décider le gouvernement à donner à ces vœux une satisfaction immédiate et entière : quelques brigandages et le manque de sécurité sur certaines routes lui parurent des raisons suffisantes pour

Bibliographie.

1° SOURCES MANUSCRITES.

A. Archives départementales.

1 N 1 (Procès-verbaux des séances du Conseil général, de 1800 à 1814).

1 M 4 (Conseil général. Instructions).

1 M 13 (Registre de nominations).

2 N 1 (Conseils d'arrondissement. Procès-verbaux an VIII, 1810).

B. Archives municipales de Rennes.

Registre D¹ 1, fol. 13.

C. Archives nationales.

F¹⁸ II. Ille-et-Vilaine, 2 (Élections).

F¹⁰ III. Ille-et-Vilaine, 1, 3 (Esprit public).

F⁹ II. Ille-et-Vilaine, 1 (Comptabilité départementale).

D. Archives municipales de Dol.

2° DOCUMENTS CONTEMPORAINS IMPRIMÉS.

Bulletin des Lois. 2^e et 3^e série passim.

Analyse des procès-verbaux des Conseils généraux. Session de l'an VIII (Bibl. nat., Lf 136/89).

3° LIVRES RÉCENTS

Saint-Yves et Fournier, *Le département des Bouches-du-Rhône de 1800 à 1810*. Paris, 1899 (Bibl. nat., Lk²/2382).

Saint-Yves et Chavanon, *Le Pas-de-Calais de 1800 à 1810*. Paris, 1907, in-8° (Bibl. nat., 8° G. 7466).

G. Bonnefoy, *Histoire du département du Puy-de-Dôme*. Paris, 1895 (Bibl. nat., Lk² 2400).

Lex et Siraud, *Le Conseil général et les conseillers généraux de Saône-et-Loire (1789-1883)*. Mâcon, 1888 (Bibl. nat., Lk 16/1818).

David, *Le Conseil général de Seine-et-Marne sous le Consulat et l'Empire*. Fontainebleau, 1904 (Bibl. nat., Lk 16/2252).

Comte de Bellevue, *L'Hôpital Saint-Yves de Rennes*. Rennes, 1895 (Bibl. nat., 8° R 12776).

1. Arch. dép., Registre du Conseil général, an VIII, p. 27.

maintenir un régime d'exception dans l'Ille-et-Vilaine. Nous verrons du reste que sa sévérité était encore justifiée et contribua au rétablissement définitif de l'ordre public.

« Agir est le fait d'un seul », avait dit Bonaparte et l'organisation consulaire fut dominée par le principe d'autorité. La situation de 1791 et 1792 était toute changée : c'était maintenant l'exécutif qui limitait le législatif. La constitution de l'an VIII réduisait les assemblées politiques au rôle d'instruments dociles que pouvait manier à son gré un maître impérieux. Dans les départements on ne devait donc avoir que des images encore affaiblies des assemblées déjà bien ternes de Paris ; mais Bonaparte était trop habile pour supprimer ces représentations locales qui après dix années d'existence paraissaient une des plus précieuses conquêtes d'une période si troublée. Les départements comme les villes tenaient à leurs assemblées : n'avaient-elles point paru comme le premier gage de l'émancipation du peuple et la première restriction apportée au régime absolutiste ? Tous les républicains y étaient attachés comme à un souvenir respectable de cette grande année 1790 qui dans un mémorable élan de fraternité nationale avait vu naître la liberté. Certaines de ces assemblées départementales et municipales avaient rendu de réels services, notamment celles d'Ille-et-Vilaine et de Rennes. L'administration centrale disparaît par loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800) et le conseil général la remplace.

II. — Ce conseil général n'est pas un corps absolument nouveau, car il procède par filiation directe de l'assemblée administrative de département créée par la Constituante (loi du 22 décembre 1789). Cette assemblée était composée de 36 membres élus par une catégorie spéciale de la nation, les électeurs censitaires réunis au chef-lieu. La durée du mandat des 36 membres était de 4 ans ; le renouvellement s'opérait par moitié tous les deux ans. L'assemblée choisissait parmi ses membres un directoire permanent de huit administrateurs. Enfin auprès d'elle était placé un procureur général syndic élu pour quatre ans. Les premières élections eurent lieu dans l'Ille-et-Vilaine au mois de juin 1790. Des assemblées primaires avaient été tenues dans les 79 cantons des 9 districts¹ et les électeurs se réunirent le 1^{er} juin et jours suivants dans la chapelle du Collège à Rennes. En consultant une liste nominative imprimée, contresignée par Bertin, président et Borie, secrétaire de l'assemblée électorale

1. Voir 1^{re} partie, chap. 1.

on voit qu'il y avait 641 électeurs ainsi répartis dans les 9 districts :

Rennes.. . . .	95	électeurs.
Dol.. . . .	84	—
Montfort.	80	—
Fougères.	70	—
Saint-Malo.	69	—
Bain.	66	—
La Guerche.	65	—
Redon.	57	—
Vitré.	55	—

L'assemblée électorale procéda à l'élection des 36 membres du Conseil général de département à raison de 4 membres par district. Nous croyons utile de citer les noms des élus pour permettre ensuite de remarquer quels furent ceux d'entre eux qui se retrouvent parmi les administrateurs ou les membres des Collèges électoraux du Consulat et de l'Empire. Les résultats furent les suivants d'après le procès-verbal manuscrit de l'assemblée ¹.

1. *District de Rennes.*

Bertin, avocat.
Borie, sénéchal de Rennes.
Chardel, cultivateur.
Robinet l'ainé, conseiller à la Cour supérieure de Rennes.

2. *District de Dol.*

Anger-Duplessis, avocat.
Jouslain, avocat.
Le Poitevin de Chanel, avocat.
Pouillet, colonel de la garde nationale à Dol.

3. *District de Montfort.*

Desbois, avocat à Saint-Méen.
Faisant de Beaumont, avocat à Bécherel.
Jan de la Hamelinaye, sénéchal, maire de Montauban.
Roumain de la Rallais, avocat, colonel de la garde nationale à Saint-Méen.

4. *District de Fougères.*

Gautrais père, avocat.
Le Nicolais de Clinchamp, maire de Bazouges.
Loysel, avocat, maire de Fougères.
Martin de la Métairie, avocat.

1. Arch. nat., F¹C III. Ille-et-Vilaine, 1. Les noms sont souvent mal écrits sur ce procès-verbal. J'ai rectifié à l'aide de la liste imprimée des électeurs qui indique aussi les professions.

5. *District de Saint-Malo.*

Guibourg, cultivateur.

De la Grezillonaye, prêtre, chanoine de Saint-Malo.

Michel de la Morvonnais l'ainé, avocat.

Le Poitevin de la Ville Noël, maire de Saint-Coulomb.

6. *District de Bain.*

Billard du Gage, avocat, maire de Bain.

Derennes, avocat.

Frétaud de la Marchandais, sénéchal de Bain.

Guichaux, cultivateur.

7. *District de La Guerche.*

Desprès du Val, contrôleur des actes.

Gaucher, avocat.

Le Clerc de Romefort, avocat.

Varin du Frambois, maire de Janzé.

8. *District de Redon.*

Guillemois, cultivateur, maire de Langon.

Marvidec.

Rozy, propriétaire à Pipriac.

Thelohan, avocat.

9. *District de Vitré.*

Croizé des Essarts, cultivateur.

Desnos, maire de Châteaubourg.

Hevin, avocat.

Thomas de Maurepas, avocat, maire de Vitré.

Cette assemblée administrative d'Ille-et-Vilaine ou premier Conseil général n'eut que trois ans d'existence, car elle fut supprimée par la Convention (décret du 14-16 frimaire an II-4-6 décembre 1793). La Constitution de l'an III la remplaça par l'administration centrale composée de 5 membres et assistée d'un commissaire du Directoire exécutif. Enfin l'administration centrale fonctionna jusqu'au régime nouveau, établi par la loi du 28 pluviôse. D'après cette loi il y aurait dans chaque département un Conseil général qui devait s'assembler chaque année pour une session de quinze jours au maximum, à la date fixée par une convocation émanée du gouvernement. Ce conseil général est donc une sorte de résurrection de l'assemblée administrative de 1790 à 1793, mais il en diffère pourtant d'une façon très sensible par son mode de recrutement : il n'est plus électif. Ses membres ne sont pas élus par le peuple, même par un groupe restreint d'électeurs censitaires ; ils sont désignés par le pouvoir consulaire. L'élection n'est plus qu'un choix réservé au seul Bonaparte. Il prend les renseignements nécessaires en chargeant les

préfets de lui proposer des noms. Ses intentions sont d'ailleurs très claires : en l'an VIII il est encore le parvenu de la Révolution ; il veut recruter les conseils généraux comme les conseils d'arrondissement parmi les hommes qui ont donné des gages à la Révolution. Lucien Bonaparte, ministre de l'Intérieur, est auprès des préfets l'interprète très catégorique des désirs du maître, dans une circulaire significative : « Le premier Consul n'a pas encore nommé les membres du Conseil général de votre département, ni ceux des Conseils d'arrondissement de vos sous-préfectures. Avant de faire ce choix important il veut vous donner une nouvelle marque de confiance et vous demande de lui désigner pour ces places les citoyens que vous croirez les plus capables de vous seconder dans vos travaux. Vous fixerez principalement votre attention sur ceux qui par des acquisitions de domaines nationaux présentent au gouvernement une garantie de leur dévouement et de leur fidélité à la Constitution de l'an VIII ¹. »

III. — Le conseil général devait se composer de 24 membres qui furent désignés par un arrêté consulaire du 1^{er} prairial (21 mai 1800). Ce fut le second consul, Cambacérès, qui donna la signature en l'absence de Bonaparte, parti pour la fameuse campagne de Marengo (Marengo est du 25 prairial, 14 juin²). Ces conseillers étaient nommés pour 3 ans, mais pouvaient être maintenus dans leurs fonctions. Les membres du Conseil nommés en l'an VIII sont :

Anger du Grand-Bois, ex-administrateur du département.

Aubrée, ex-législateur, homme de loi.

Barbier-Dupuis, négociant.

Bouaissier père.

Bertin, conseiller de préfecture.

Le Boucher l'ainé, conseiller de préfecture.

Le Coz, conseiller de préfecture.

Duplessis-Grenedan, conseiller de préfecture.

Dulattay, médecin.

Hevin, propriétaire.

Moro, négociant, colonel de la garde nationale.

Rouessart, payeur général du département.

Corbière, avocat.

Richelot cadet, sous-inspecteur des forêts.

Parsy, conservateur des eaux et forêts.

Lorin, ancien inspecteur des domaines.

Jouin, banquier à Rennes.

Le Prieur, négociant à Rennes.

1. Arch. dép., 1 M 4. Circulaire du 4 germinal an VIII (25 mars 1800).

2. Arch. nat., AF IV 911.

Gandon de la Mettrie, avoué à Rennes.

Sevezan, homme de loi.

Sollier de la Touche, négociant.

Chaillou, ancien administrateur.

Le Bastard Villeneuve, propriétaire à Guignen.

Legraverend (Guillaume), avocat, ex-administrateur du département.

De ces 24 membres, 16, c'est-à-dire les deux tiers ont exercé des fonctions publiques de 1789 à 1800. Nous connaissons déjà la carrière antérieure de 4 d'entre eux qui appartenaient au nouveau conseil de préfecture¹. Chaillou, Guillaume Legraverend, Sollier de La Touche, Anger du Grandbois, avaient figuré parmi les administrateurs du département. Hévin fit partie du premier Conseil général de 1790. Lorin fut administrateur du département voisin des Côtes-du-Nord. Le Bastard de Villeneuve, un des rares nobles de la région ayant adhéré à la République, avait rempli les fonctions de commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Guignen depuis l'an VI. Parsy et Richelot appartenaient à l'administration des forêts, Rouessart, ancien payeur militaire, était devenu payeur général dans l'Ille-et-Vilaine; Moro, négociant de Rennes, était en même temps chef de brigade de la garde nationale, et Aubrée s'était distingué comme officier dans plusieurs campagnes².

Les quatre membres de l'assemblée départementale qui remplissaient en même temps les fonctions de conseillers de préfecture, ne prirent part qu'à la première session de l'an VIII. Ils démissionnèrent et Lorin, devenu maire de Rennes, les imita. Borie proposa pour leur remplacement Chardel, Roger Cherfosse, Dupuy Fromy, Varin du Frambois, Quantin-Oudinais, qui furent nommés par arrêté consulaire du 19 germinal an IX (9 avril 1801)³. Chardel, ancien secrétaire général des États de Bretagne, avait été proposé par Bodinier et Rallier pour un poste de conseiller de préfecture; Roger Cherfosse, avocat, était un des riches propriétaires de Rennes; depuis janvier 1801 il avait été nommé adjoint au maire de cette ville. Quantin-Oudinais négociant à Fougères, et Dupuy Fromy juge au tribunal de commerce de Saint-Malo avaient également soutenu les idées républicaines. Quant à Varin du Frambois après avoir été au nombre des conseillers de 1790, il avait figuré parmi les administrateurs du département et avait siégé au Conseil des Cinq Cents. Si

1. Voir même partie, chap. iv.

2. Renseignements sur les conseillers généraux. Arch. dép., 1 M 4, 5 M 21, 5 M 15, et Arch. nat., F¹C 111, Ille-et-Vilaine, 3.

3. Arch. dép., 1 M 13. Arch. nat., F¹B 11, Ille-et-Vilaine, 2.

nous comparons le Conseil général d'Ille-et-Vilaine à ceux de plusieurs départements qui ont été l'objet d'études spéciales, on peut remarquer que dans les Bouches-du-Rhône, sur 20 conseillers, 15 avaient exercé des fonctions publiques durant la Révolution¹. Dans le Pas-de-Calais la proportion est encore plus forte : sur 20, 18 ont pris part aux événements de la Révolution : 6 sont d'anciens législateurs, 5 ont appartenu à l'administration départementale, 7 aux administrations de district ou municipales². La composition du Conseil d'Ille-et-Vilaine à l'origine est donc analogue à celle de plusieurs autres départements et révèle bien les intentions de Bonaparte. Les nouveaux membres sont des négociants connus, des fonctionnaires, de grands propriétaires ou des hommes de loi, avocats, avoués, qui ont donné des gages sérieux à l'œuvre révolutionnaire. C'est bien le principe des notabilités qui triomphe avec l'époque consulaire. Remarquons que parmi ces conseillers généraux nous n'en trouvons que 4 dont le domicile habituel ne soit pas à Rennes : Dupuy Fromy à Saint-Malo, Le Bastard Villeneuve à Guignen, Quantin-Oudinais à Fougères et Varin à la Guerche. Les conseillers généraux ne sont donc nullement comme aujourd'hui les représentants directs des cantons. De même nous verrons les Conseils d'arrondissement formés de notables pris dans les chefs-lieux. Il est curieux de relever à ce sujet une protestation du Conseil municipal de Dol en l'an IX : « considérant que les membres d'un Conseil de département ou d'un arrondissement sont censés les représentants de chaque localité dans l'ordre administratif, qu'il n'y a plus égalité de représentation, si chaque localité n'est pas admise à fournir le nombre de représentants proportionné à sa population ; que c'est avec regret qu'on se trouve dans la nécessité de faire cette plainte au gouvernement sur la composition actuelle du Conseil de département et du Conseil de l'arrondissement de Saint-Malo, dont tous les membres, dignes d'ailleurs de la confiance publique, ont été choisis parmi les habitants des villes chefs-lieux ; le Conseil émet son vœu, pour qu'à l'avenir chaque localité soit représentée dans ces Conseils par un nombre de membres proportionné à sa population³. »

1. Saint-Yves et Fournier, ouv. cité, p. 18.

2. Saint-Yves et Chavanon, ouv. cité, p. 55.

3. Procès-verbaux des séances du Conseil municipal de Dol, 4^e session, 15 pluviôse an IX (4 février 1801). Le Conseil se composait alors de Villalard, notaire et maire, Hervoché, propriétaire, Sebire, ancien député, Pinoul, notaire, Cousin, pharmacien, Deloze, pharmacien, Hénault et Douet, bouchers, Le Poitevin, de La Noë, Lecarlatte, Salmon,

Ce vœu ne fut pas accueilli en haut lieu, car sa réalisation aurait quelque peu bouleversé l'économie de la politique consulaire. A notre époque de transports rapides la question du domicile permanent d'un représentant a beaucoup moins d'importance. Sous le Consulat au contraire, par la difficulté et la lenteur des communications, un conseiller d'un canton éloigné, Antrain, Fougeray, Bain, Saint-Méen, se serait trouvé trop distant de l'influence préfectorale : il aurait pu prendre quelque autorité inquiétante ou quelque initiative, se trouvant à l'écart du centre administratif qui doit être maintenant la source unique de toute vie régionale. Aussi le premier consul a porté de préférence son choix sur les notables du chef-lieu : le préfet connaîtra mieux des collaborateurs qui sont retenus à Rennes par leurs intérêts les plus immédiats et pourra plus facilement les dominer. Une fois formé, le Conseil général variera peu, quant à sa composition, pendant le Consulat et l'Empire. Bonaparte aime à voir ses préfets entourés des mêmes notables ; il gagne ces derniers par des faveurs diverses ; il veut connaître leurs caractères par les rapports exacts de ses représentants comme il connaît les officiers de la Grande Armée. Sans doute cette trop longue permanence des mêmes conseillers peut présenter des inconvénients. On constate chez ceux d'Ille-et-Vilaine une évidente partialité contre certaines créations de la Convention ; ils méconnaissent les écoles centrales et dédaignent trop l'instruction primaire¹. Mais ces défauts n'excluent pas les mérites réels. Les conseillers généraux purent s'occuper de certaines œuvres avec une continuité qu'on ne rencontre pas toujours dans les assemblées trop souvent modifiées par les caprices et les surprises d'élections fréquentes. Cette continuité était surtout nécessaire au lendemain de la grande révolution qui avait bouleversé tant d'existences et durant laquelle on avait vu tant d'hommes se succéder presque sans arrêt, emportés par les changements sociaux ou victimes des discordes civiles. L'Ille-et-Vilaine avait besoin d'assemblées régulières, formées d'hommes disposés à seconder les vues du gouvernement dans l'œuvre réparatrice qu'il avait promise à la France et surtout à la Bretagne si cruellement éprouvée. Lorsque Bonaparte était guidé dans l'exercice de son plein pouvoir par l'opinion d'un préfet dévoué au bien public,

Juhel la Plesse, Lair, cultivateurs-propriétaires, Foligné, laboureur, Corbinais, ancien député, Ducognet, ex-commissaire du Vivier, Tallon, officier de santé, Keller, officier retraité, Lecomte, notaire, Lemer cier, préposé aux travaux des marais de Dol ; Bourseul, négociant.

1. Voir même partie, chap. ix.

comme l'était Borie, et connaissant par ses services antérieurs les hommes et les ressources de son département, les choix consulaires ne pouvaient manquer d'être satisfaisants.

IV. — Les attributions du Conseil général ont été nettement définies par loi du 28 pluviôse, titre II, article 6. « Le Conseil fera la répartition des contributions. Il déterminera dans les limites fixées par la loi le nombre de centimes additionnels dont l'imposition sera demandée pour les dépenses du département. Il exprimera son opinion sur l'état et les besoins du département et l'adressera au ministre de l'Intérieur. » Mais il reste bien entendu que le préfet sera seul chargé de l'administration (article 3). Les conseillers qui tiennent leur mandat du gouvernement lui-même devront comprendre leur rôle de représentants du département dans un sens purement consultatif. A l'aide des vœux qu'ils formuleront, des rapports qu'ils rédigeront, le ministre de l'Intérieur Chaptal pourra publier en l'an IX un document curieux pour l'état de la France, sous le titre : *Analyse des procès-verbaux des Conseils généraux de département*.

Le Conseil général d'Ille-et-Vilaine se réunit à Rennes le 1^{er} thermidor (20 juillet 1800). Bertin fut élu président et Guillaume Legraverend secrétaire. Bertin qui avait présidé la première réunion de l'assemblée électorale d'Ille-et-Vilaine en 1790 se trouvait ainsi appelé à diriger les débats du nouveau Conseil général. Ce seul fait indique nettement, malgré les différences notables que nous avons établies, la filiation des deux assemblées. Les séances se succédèrent ensuite régulièrement jusqu'au 15 thermidor (3 août). On forma 4 commissions. La 1^{re} était chargée de répartir les contributions ; la 2^e devait examiner l'état du département, formuler les vœux relatifs à l'agriculture et au commerce ; la 3^e réglerait les questions d'assistance publique ; la 4^e étudierait un projet de réunion des petites communes aux grandes et une nouvelle répartition des justices de paix¹.

Le Conseil se préoccupa de réparer le désordre financier des années précédentes et d'augmenter les sources de la richesse publique. Une de ses fonctions essentielles était la répartition des contributions entre les divers arrondissements. Il la régla pour les contributions mobilière et foncière de l'an IX. D'après les chiffres fixés par le gouvernement la première s'élevait à 315 000 francs et la seconde à 2 millions. Ces sommes représentaient le principal des contribu-

1. Arch. dép., 1 N 1, p. 3.

tions : mais la loi du 28 messidor an IV (17 juillet 1796) avait mis à la charge des départements les dépenses des tribunaux, de la police intérieure, de l'instruction publique¹. Un arrêté des consuls du 25 ventôse an VIII (16 mars 1800)² avait maintenu cette disposition en donnant aux Conseils généraux les moyens d'acquitter les dépenses administratives et judiciaires que devait supporter le département. Le Conseil devait répartir 0 fr. 05 par franc en sus du principal pour fonds de non valeur et 0 fr. 10 pour fonds du département ; ce qui donnait pour les centimes additionnels en Ille-et-Vilaine : fonds de non valeur 115 750 francs et fonds du département 231 500 francs. La totalité des contributions de l'an IX atteignait ainsi 362 250 francs pour la mobilière et 2 300 000 francs pour la foncière³.

ARRONDISSEMENTS	PRINCIPAL	FONDS DE NON VALEUR 0,05	FONDS DU DÉPARTEMENT 0,10	TOTAL
<i>Contribution mobilière an IX.</i>				
Rennes.. . . .	77 560 ^{fr} ,69	3 878 ^{fr} ,04	7 756 ^{fr} ,06	89 194 ^{fr} ,79
Saint-Malo.	63 165 41	3 158 27	6 316 54	72 640 22
Fougères.	51 011 93	2 550 60	5 101 20	58 663 73
Vitré.	47 204 25	2 360 21	4 720 43	54 284 89
Redon.	42 130 64	2 106 53	4 213 06	48 450 23
Montfort.	33 927 08	1 696 35	3 392 71	39 016 14
TOTAUX.	315 000 ^{fr} »	15 750 ^{fr} »	31 500 ^{fr} »	362 250 ^{fr} »
<i>Contribution foncière.</i>				
Rennes.. . . .	486 373 ^{fr} ,40	24 318 ^{fr} ,67	48 637 ^{fr} ,34	559 329 ^{fr} ,41
Saint-Malo.	433 067 01	21 653 35	43 306 70	498 027 06
Fougères.	283 037 37	14 151 87	28 303 74	325 492 98
Vitré.	314 590 77	15 729 54	31 459 08	361 779 39
Redon.	223 477 95	11 173 90	22 347 79	256 999 64
Montfort.	259 453 50	12 972 67	25 945 35	298 371 52
TOTAUX.	2 000 000 ^{fr} »	100 000 ^{fr} »	200 000 ^{fr} »	2 300 000 ^{fr} »

Il est intéressant aussi de voir par le tableau suivant quelles étaient les dépenses qui se trouvaient alors à la charge du département. Le

1. Article 2. *Bulletin des Lois*, II^e série, B. 59. 545.

2. Art. 5 et 56. *Bulletin des Lois*, III^e série, B. 14. 96.

3. Registre du Conseil général, an VIII, p. 9 et *Bulletin des Lois*, n^o cité.

Conseil les répartit d'après la population des divers arrondissements qui se trouvait être la suivante en l'an VIII¹.

Arrondissement de Rennes.	113 339 habitants.
— de Saint-Malo.	101 089 —
— de Fougères.	75 922 —
— de Vitré.	75 812 —
— de Redon.	66 707 —
— de Montfort.	55 977 —

Dépenses à la charge du département².

Traitement du préfet.	16 000 fr. »	
Traitement du secrétaire général.	5 333 99	
Traitement de 5 conseillers de préfecture à 1 600 francs.	8 000 »	
Traitement des employés et garçons de bureaux.	26 666 »	
Frais d'impression et de bureau.	15 000 »	
Loyer de la préfecture. Réparations.	8 000 »	
Assemblée du Conseil général.	300 »	
Traitement des sous-préfets (5 à 3 000 francs).	15 000 »	
Traitement des employés des sous-préfec- tures.	12 500 »	
Assemblées d'arrondissement (150 francs l'une).	900 »	
DÉPENSES DES PRÉFECTURE ET SOUS- PRÉFECTURES.	107 699 fr. 99	107 699 fr. 99
Traitement du receveur général (fixe).	6 000 fr. »	
Traitement des 5 receveurs particuliers à 2 400 francs.	12 000 »	
Taxation des receveurs.	12 250 »	
DÉPENSES DE L'ORDRE FINANCIER.	30 250 fr. »	30 250 »
Dépenses de l'Instruction Publique. École Centrale.	37 090 fr. »	37 090 »
Tribunal d'appel (contingent du départe- ment).	22 800 fr. »	
Tribunal de 1 ^{re} instance à Rennes : 1 prési- dent à 2 250 francs, 1 vice-président à 1 875 francs, 5 juges à 1 500 francs.	11 625 »	
<i>A reporter.</i>		175 039 fr. 99

1. Arch. nat., F²⁰ 397³.

2. Registre du Conseil général, an VIII, p. 10 et aussi Arch. nat., F⁸ 11, Ille-et-Vilaine, 1.

<i>Report.</i>		175 039 fr. 99.
Tribunal criminel à Rennes: 1 président à 4 500 francs, 2 juges à 3 000 francs. . .	7 500	»
Tribunal de 1 ^{re} instance à Saint-Malo, 4 juges: 1 à 1 500 francs, 3 à 1 000 francs. . .	4 500	»
Tribunal de Fougères, 4 juges: 1 à 1 500 francs, 3 à 1 000 francs.	4 500	»
Tribunal de Vitré, 4 juges: 1 à 1 500 francs, 3 à 1 000 francs.	4 500	»
Tribunal de Montfort, 3 juges: 1 à 1 500 francs, 2 à 1 000 francs.	3 500	»
Tribunal de Redon, 3 juges: 1 à 1 500 francs, 2 à 1 000 francs.	3 500	»
Entretien des tribunaux et prétoires.. . .	8 700	»
Réparations des prisons.. . . .	4 550	»
DÉPENSES DE L'ORDRE JUDICIAIRE. . . .	75 675 fr. »	75 675 »
TOTAL GÉNÉRAL.		250 714 fr. 99

Ces chiffres qui nous paraissent aujourd'hui peu élevés¹ représentaient déjà une lourde charge pour le département très appauvri. Aussi les conseillers généraux demandèrent-ils au gouvernement consulaire un dégrèvement d'impôts; leur requête était fondée sur ce fait qu'on avait choisi pour base des impositions de l'ancienne province de Bretagne, l'étendue intégrale de son territoire, sans tenir compte aucunement de la stérilité et de la grandeur de ses landes. Ils dressèrent un tableau comparatif des impositions dans les cinq départements bretons pour montrer que l'Ille-et-Vilaine payait un cinquième de plus que chacun des quatre autres, et pourtant la guerre civile l'avait autant désolé que les territoires avoisinants².

1. Arrêté consulaire du 26 ventôse, *Bulletin des Lois*, III^e série, B. 14. 97. Les traitements des préfets n'étaient pas uniformes. Dans les chefs-lieux où la population ne dépassait pas 15 000 habitants, le traitement était de 8 000 francs; dans les villes de 15 à 30 000 habitants, de 12 000 francs; dans celles de 30 à 45 000 habitants, de 16 000 francs; puis de 45 à 100 000 habitants, de 20 000 francs. Au-dessus de 100 000 habitants il atteignait 24 000 francs. Le préfet de la Seine avait un traitement de 30 000 francs (loi du 28 pluviôse, art. 31). En l'an VIII, sur 97 préfets (celui de la Seine mis à part), 3 seulement avaient 24 000 francs: Bouches-du-Rhône, Rhône et Gironde; 8 étaient à 20 000 francs, 12 à 16 000 francs, 19 à 12 000 francs et 55 à 8 000 francs. Le traitement du préfet d'Ille-et-Vilaine montre qu'on avait pris, pour base de la population de Rennes, le chiffre antérieur à la Révolution, et non celui de 1800 (25 904 habitants).

2. L'analyse des procès-verbaux des Conseils généraux nous montre que 48 départements sur 97 sollicitaient un dégrèvement, notamment le Calvados, les Côtes-du-Nord, le Finistère, la Loire-Inférieure, la Mayenne, la Haute-Garonne, le Gers, c'est-à-dire tous ceux qui avaient été le théâtre des troubles et de l'insurrection royaliste.

Préoccupés de relever une situation peu brillante les conseillers généraux insistent auprès du pouvoir central sur la création nécessaire, dans le plus bref délai, de voies navigables et de canaux ; leur établissement s'impose pour augmenter le trafic commercial qui seul peut vivifier la région et décider les habitants à défricher les landes et les marais¹. Le Conseil reprenait ainsi sans tarder un projet fort utile des anciens États de Bretagne : la jonction des villes de Rennes et de Saint-Malo à l'aide d'un canal utilisant les rivières d'Ille, du Linon et de la Rance, et passant par Dinan². Le projet avait reçu un commencement d'exécution au début de la période révolutionnaire ; une compagnie dirigée par le sieur Aubouin avait été autorisée par décret du 18 décembre 1792 à tenter l'entreprise ; mais les troubles presque continuels avaient empêché l'avancement sérieux des travaux. Il fallut y renoncer. Le préfet Borie et le Conseil étaient également désireux de les voir reprendre au plus vite. Pendant les sessions suivantes le même vœu est formulé avec une insistance que devait amener enfin la réalisation du projet.

Un autre désir du Conseil auquel le gouvernement consulaire ne pouvait manquer de donner une satisfaction plus immédiate était relatif à l'importante question de l'assistance publique. L'adresse rédigée par la 3^e commission n'est pas un simple document officiel au ton réservé et uniforme : on y sent l'émotion d'administrateurs qui ont vu de près la triste situation dont ils parlent ; la correspondance du préfet nous montre aussi à tout moment les mêmes sentiments d'humanité. Les malades et miséreux étaient nombreux dans tout le département, mais ils encombraient surtout les faubourgs de Rennes, attirés par le prestige naturel de la grande ville qui semble toujours promettre aux humbles une situation meilleure, le travail pour les valides, l'assistance pour les malades ; apparence trompeuse, car la ville de Rennes avait bien changé depuis 1789 ; son commerce était ruiné et la municipalité ne trouvait plus les ressources suffisantes pour soutenir les hospices. C'est principalement sur l'état lamentable de ces hôpitaux que le Conseil général de l'an VIII appelle la sollicitude des consuls³.

Il y avait à Rennes cinq hospices civils : l'hôpital général établi dans les bâtiments de l'ancienne abbaye de Saint-Mélaine, celui des

1. Adresse au ministre de l'Intérieur. Registre an VIII, p. 32.

2. *Précis des opérations relatives à la navigation intérieure de la Bretagne*. Rennes, 1785.

3. Adresse au ministre de l'Intérieur. Registre de l'an VIII, p. 75. Arch. municipales de Rennes. Lorin à Barbé-Marbois, 22 nivôse an IX (Registre D⁶ 1, p. 13). Arch. dép., 8 M 20. Borie à Chaptal, 23 fructidor an VIII.

Incurables, puis Saint-Yves, la Fraternité (pour les orphelins), Saint-Méen (pour les aliénés). Avant la révolution ils avaient de grandes ressources, étant dirigés par des ordres religieux riches et gratifiés de fréquentes donations particulières. Ils possédaient en rentes foncières ou en privilèges, un revenu d'environ 50 000 écus. Il fallait y ajouter encore une somme considérable provenant d'un octroi très rémunérateur. La Révolution modifia tristement cette avantageuse situation. Les ordres religieux furent proscrits ; ceux mêmes qui se consacraient aux soins des hôpitaux partagèrent l'infortune commune ; telles que les Filles de Saint-Thomas, de l'Hôpital général, les Hospitalières de la Fraternité, les Augustines de Saint-Yves¹. Les malades n'eurent pas à se louer de leur dispersion, car elles furent bien imparfaitement remplacées. Durant la Terreur les biens des communautés mis en vente firent disparaître en même temps la majeure partie des revenus des hospices qui perdirent ainsi près de 100 000 francs. Il ne leur resta guère que 5 600 francs de revenu. Leur infortune devint alors navrante : les touchantes réclamations de l'administration centrale obtinrent du Directoire l'établissement d'un octroi municipal². Mais les résultats n'en furent que médiocres : d'abord par l'effet de la diminution de population à Rennes et de la crise commerciale, le nouvel octroi produisait moitié moins que l'ancien ; de plus on ne pouvait même pas consacrer aux seuls hôpitaux cette modique ressource car depuis dix ans aucune réparation n'avait été faite pour les rues de la ville et les chemins vicinaux les plus voisins ; la municipalité devait donc retenir pour ces travaux de voirie devenus indispensables la moitié du produit de l'octroi. En l'an VIII la situation des hospices était des plus précaires ; leur nombre de pensionnaires, sans compter les incurables, s'élevait à 1 071. Pour leur entretien il aurait fallu une somme d'environ 136 000 francs ; ce qui n'aurait donné encore pour chaque individu que 126 francs par an, ou 0 fr. 30 par jour. En réalité on ne disposait que de la moitié de cette somme et il fallait pourvoir à la nourriture, à l'entretien des malades ou hospitalisés avec un budget de 0 fr. 15 par jour et par tête ! On comprend alors l'appel du Conseil général et les lettres pressantes de Borie qui suivirent la session. D'après l'analyse des procès-verbaux la situation des hospices n'était pas meilleure dans la plupart des départements : en effet, 24 demandent le remplacement des biens appartenant autrefois aux hospices

1. Comte de Bellevue. *L'Hôpital Saint-Yves de Rennes*. Rennes, 1895.

2. Loi du 13 vendémiaire an VIII (5 octobre 1799). *Bulletin des Lois*, II, B. 315. 333a.

et qui ont été vendus, 39 présentent un tableau de la pénurie de leurs hospices et sollicitent du gouvernement des secours extraordinaires.

Les consuls pressés de montrer leur sollicitude accordèrent d'abord la majoration des tarifs de l'octroi pour en augmenter le produit et plus tard la loi du 8 ventôse an XII (28 février 1804) étendue à toute la France assigna aux hospices les plus éprouvés un certain nombre de biens en remplacement de leurs anciens immeubles aliénés : ceux du département d'Ille-et-Vilaine y figurent pour une somme de 35 685 francs ; dont 14 160 francs pour la ville de Rennes et 7 064 francs pour Vitré, les deux cités qui comptaient le plus grand nombre de nécessiteux. Un arrêté du préfet donne le détail : Hospices de Rennes 12 044 fr. 36, Bureau de bienfaisance de Rennes 2 116 fr. 50, Hospices de Vitré 7 064 francs, Hospice de Fougères 3 665 francs, de Redon 2 532 fr. 25, de Montfort 2 260 francs, de Saint-Méen 1 524 francs, de La Guerche 1 213 francs, d'Availles 1 135 francs, de Saint-Malo 1 016 francs, de Dol 583 fr. 52, de Saint-Servan 531 fr. 79¹.

Ainsi dès sa première session le Conseil général d'Ille-et-Vilaine avait écarté toute discussion politique et abdiqué tout droit de contrôle sur les affaires générales de la France. Il faisait partie de ces assemblées dont parle le ministre Chaptal « qui avaient montré un esprit sage, d'excellentes intentions, un attachement sincère au gouvernement et le plus louable empressement à seconder ses vues² ».

Il avait traité seulement des questions fort intéressantes pour l'avenir du département. Les nouveaux conseillers avaient compris que Bonaparte voulait soumettre la Bretagne au régime commun du pays et qu'il ne leur permettrait guère de se poser en juges des actes gouvernementaux. Ils avaient abordé sans retard la tâche plus modeste sans doute, mais urgente et salutaire pour le département, que leur réservait la loi de pluviôse. On leur demandait surtout de renseigner les pouvoirs publics et d'émettre des vœux ; ils avaient obéi en toute conscience, se résignant à n'être que les collaborateurs effacés, mais très utiles du préfet qui restait l'interprète le plus autorisé de ces vœux auprès du gouvernement.

V. — La loi du 28 pluviôse an VIII avait créé les Conseils d'arrondissement pour tenir auprès du sous-préfet le rôle du Conseil

1. Arrêté du 30 messidor an XII (19 juillet 1804). Arch. dép., 9 K 14.

2. Préambule de l'analyse des procès-verbaux, an VIII.

général dans le département près du préfet. Le Conseil de chaque arrondissement était composé de onze membres désignés comme les conseillers généraux par le pouvoir central. Il devait s'assembler une fois par an : l'époque de sa réunion était déterminée par le gouvernement et la durée de la session ne pouvait excéder quinze jours. Il nommait un de ses membres pour président et un autre pour secrétaire. Il faisait la répartition des contributions directes entre les diverses communes de l'arrondissement, donnait son avis motivé sur les demandes en décharge, entendait le compte annuel que le sous-préfet rendait de l'emploi des centimes additionnels destinés aux dépenses de l'arrondissement, et exprimait son opinion sur l'état et les besoins de l'arrondissement. Ce rapport était adressé au préfet ¹.

Les premiers membres des Conseils d'arrondissement d'Ille-et-Vilaine furent nommés par des arrêtés consulaires du 1^{er} prairial an VIII — le même jour que les conseillers généraux — pour les cinq arrondissements des sous-préfectures, et le 16 prairial pour l'arrondissement de Rennes. Ces désignations initiales avaient été faites d'après les propositions des députés Rallier et Bodinier et le travail rapide du préfet. Les renseignements avaient parfois manqué de précision. On trouve notamment désignés dans l'arrondissement de Rennes, Fabre et dans celui de Saint-Malo Cregagnan qui furent plus tard qualifiés d'inconnus dans les procès-verbaux et ne se présentèrent jamais. D'autre part certains élus du pouvoir consulaire n'acceptèrent pas le mandat qu'on voulait leur confier. Borie fit de nouvelles propositions, pour compléter les Conseils, et les assemblées d'arrondissement se trouvèrent alors pour l'an IX composées de la manière suivante ².

Dans le Conseil d'arrondissement de Rennes figuraient : Blin, médecin à Rennes ; Béziel, ancien juge au tribunal de Montfort et juge de paix à Rennes ; Danet, ancien lieutenant de frégate et administrateur du district de Redon ; Gervezeau, Gatebled, Guillot, Troyhiard, Jehanne, négociants à Rennes ; de la Grézillonnaye, ancien lieutenant de frégate et officier de la compagnie des Indes, et pendant la Révolution agent municipal puis adjoint au maire de Châteaugiron ; Le Guay, cultivateur aisé, maire de Saint-Médard-sur-Ille ; Lucas, administrateur des hospices à Rennes. Le Conseil

1. *Bulletin des Lois*, III, 17.

2. Les listes ont été établies d'après les procès-verbaux de la session de l'an VIII. Arch. dép., M et les renseignements fournis par les listes des Collèges Electoraux. Arch. nat., F¹C III, Ille-et-Vilaine, 2.

de l'arrondissement de Fougères comprenait Lebouc-Bouteillère, ancien commissaire du Directoire près l'administration municipale du canton rural, et actuellement juge au tribunal de la ville ; Gautier La Chaise, propriétaire à Louvigné et maire de la commune, ancien officier d'artillerie ; Gouin Durouel, ancien président de l'administration cantonale et maire de Saint-Georges de Reintembault ; Lebreton, ancien officier municipal et médecin à Fougères ; Perrin, chirurgien et maire de Saint-Sauveur-des-Landes ; Lebarbier, ancien juge au tribunal de Fougères et maire de Saint-Marc-Le-Blanc ; Serizier, notaire à Saint-Aubin-du-Cormier ; Lenglet, ancien procureur de la commune et maire de La Bazouges-du-désert ; Lottin-Tiollais, maire du Loroux ; Lemercier des Alleux, maire de Fougères et bientôt inspecteur des forêts ; Martin-La Coudre, ancien procureur de la commune et maire de Fougères.

A Montfort on vit figurer dans le Conseil : Poignand, avocat avant 1789, puis procureur syndic du district, et bientôt juge au tribunal de Montfort ; Briot-Champmorin, juge de paix à Bécherel ; Doré, juge au tribunal de Montfort ; Meusnier ; Joubaire, ancien procureur fiscal et juge de paix de Plélan ; Fougeray, négociant à Saint-Méen ; Bufferan, avocat, maire de Bédée ; Bellier du Verger, ancien président de municipalité cantonale et maire de Miniac-sous-Bécherel ; Michel, propriétaire à Saint-Méen, Lemarchand, ancien sénéchal et avocat, maire de Montfort ; Escolan (Jacques), avocat et ancien administrateur.

Les conseillers d'arrondissement de Saint-Malo furent : Cor, notaire à Saint-Malo ; Marion aîné, armateur à Saint-Malo¹ ; Guillemaut, armateur ; Cosson, négociant, membre de la commission des hospices à Saint-Malo ; Foucher, négociant ; Robert Mennais aîné (Pierre-Louis), armateur à Saint-Malo ; Fristel, juge de paix à Saint-Malo ; Bourdet, notaire à Saint-Malo ; Rouault-Coutances, ancien officier de marine à Saint-Servan ; Le Roy, notaire à Saint-Malo ; Sebire-Bellenoë, grand propriétaire à Carfantin, près de Dol, avant la Révolution, puis procureur de la commune et député à l'Assemblée législative.

Au Conseil de l'arrondissement de Vitré siégeaient : Croizé, ancien député à la Législative et président du tribunal de Vitré ; Lemoine de la Borderie (René), ancien officier et administrateur municipal ; Varin du Frambois, ancien administrateur de La Guerche et député aux Cinq Cents, devait siéger en l'an IX au Conseil général du

1. Voir chap. I les corsaires équipés par ces divers armateurs. Tableau C.

département ; Desprès-Duval, ex-administrateur à Marcillé Robert ; Hevin, ex-administrateur du département et receveur à Vitré ; Loychon père, négociant, adjoint au maire de Vitré ; Boischapelle, avocat à Vitré ; Dubourdieu aîné, administrateur municipal à Vitré ; Berthois, président de la municipalité de Vitré en 1799 ; Régnier-Courpéan, gendarme de la garde avant 1789, puis maire de La Guerche et administrateur de l'hospice ; Rubin-Missonais, avocat, commissaire du gouvernement près le tribunal de Vitré.

Au Conseil de Redon siégèrent : Beaulieu, propriétaire à Bains, ancien directeur général de la régie de Bretagne ; Piard-Deshays, négociant à Redon ; Vauquelin, juge au tribunal de Redon ; Dazemard, ancien capitaine d'infanterie, chevalier de Saint-Louis ; Molié fils, négociant à Redon ; Héry, avocat, maire de Redon ; Lemarchand, ancien receveur du district à Sixt ; Dupuy, ancien président de la municipalité cantonale de Messac ; Jouselin, cultivateur à Redon ; Blyre, maire de Pléchâtel ; Thelohan, président du tribunal de Redon.

La plupart de ces soixante-six conseillers avaient une fortune foncière assez considérable pour l'époque ; ils étaient donc directement intéressés à la prospérité et aux progrès de leur arrondissement ; d'ailleurs facilement dominés par l'administration préfectorale, ils formèrent une phalange de collaborateurs résolus à soutenir le nouveau régime qui promettait l'ordre et la tranquillité et paraissait capable de les garantir ; c'est parmi eux que Bonaparte trouvera les présidents des assemblées cantonales, au moment où le sénatus-consulte de thermidor an X modifiera le système électoral de l'an VIII. L'institution des Conseils d'arrondissement fut utile, car ils avaient l'autorisation d'émettre des vœux, de faire connaître la situation économique exacte de leur région, mais pas plus que le Conseil général ils ne pouvaient opposer le moindre obstacle à l'action du préfet : celui-ci ne devait même plus rencontrer les difficultés qui parfois contrariaient l'intendant de l'ancien régime. Il nous faut maintenant le voir continuer lui-même sa lourde tâche d'administrateur, puisque la loi de pluviôse lui a confié la plénitude du pouvoir.

CHAPITRE VII

L'ADMINISTRATION PENDANT L'AN IX LA MISSION DE BARBÉ-MARBOIS

SOMMAIRE

- I. — Rapports de Borie avec les ministres Fouché et Chaptal. Fouché a fait de son ministère de la police un centre remarquable d'informations et une officine de renseignements d'une précision étonnante pour l'époque. Il oblige les préfets à se faire ses collaborateurs assidus. Chaptal n'est pas moins autorisé dans son administration. Installation malaisée des nouvelles municipalités (fructidor an VIII). Nomination, par le Premier Consul, des maires de Rennes, Saint-Malo, Vitré, Fougères, Saint-Servan, Pleurtuit. Première réunion du Conseil municipal de Rennes sous la présidence du maire Lorin (9 novembre 1800).
- II. — Le préfet s'occupe d'installer rapidement les nouveaux tribunaux. Loi du 27 ventôse an VIII (18 mars 1800) pour l'organisation judiciaire. Les justices de paix dans le département sont réduites de 84 à 43 ; les six tribunaux de première instance dans les arrondissements remplacent les anciens tribunaux de district ; le tribunal criminel est maintenu. Création du tribunal d'appel à Rennes. Compétence et composition de ces divers tribunaux que le préfet installe solennellement le 29 mai 1800. La plupart des magistrats appelés à en faire partie ont occupé des sièges dans les tribunaux de la période révolutionnaire. Modicité des traitements de la magistrature.
- III. — La misère est grande dans le département durant l'hiver de l'an IX. Ateliers de charité à Rennes et à Vitré. Les mendiants et les vagabonds très nombreux commettent de multiples déprédations ; quelques bandes de chouans dévalisent encore les courriers et les voitures publiques malgré l'organisation de 51 brigades de gendarmerie et les condamnations sévères prononcées par le tribunal criminel. Le gouvernement envoie Barbé-Marbois, conseiller d'État, pour inspecter les territoires de la 13^e division militaire.
- IV. — Mission de Barbé-Marbois à Rennes, Saint-Malo et Dol (28 décembre 1800-février 1801). Mauvaise organisation de l'armée de l'Ouest et négligences de la comptabilité militaire. Efforts du gouvernement consulaire pour développer le commerce et l'industrie. Conseils de commerce créés à Rennes et à Saint-Malo. Exposition générale des produits de l'industrie française à Paris (septembre 1801) après la paix de Lunéville.

V. — Établissement d'un tribunal spécial dans l'Ille-et-Vilaine par la loi du 18 pluviôse an IX pour assurer la sécurité encore souvent compromise. L'an X paraît annoncer une ère de calme véritable.

I. — Après la séparation du Conseil général de nombreuses et délicates questions sollicitaient l'attention et l'activité du préfet et il lui était vraiment difficile de les résoudre au gré de tous les administrés et avec toute la promptitude que réclamaient de lui les ministres du Premier Consul. Ne fallait-il pas, en effet, pourvoir à l'organisation des municipalités nouvelles, assurer la sécurité encore souvent compromise sur les routes et dans les campagnes, surveiller les émigrés et les prêtres rentrés depuis peu dans l'Ille-et-Vilaine, tenter un essai d'organisation meilleure de l'assistance publique à l'égard de tous les malheureux qui se trouvaient sans ressources dans une région dévastée et appauvrie, satisfaire enfin dans la mesure du possible aux réclamations pressantes de l'administration de la guerre qui voulait en vertu des procédés uniformes de la bureaucratie appeler sans retard à l'activité le contingent d'un pays si éprouvé et le priver ainsi de ses derniers moyens de vitalité ?

Bibliographie.

1° SOURCES MANUSCRITES.

A. Archives départementales.

- 1 M 13 (Personnel. Registre des nominations).
- 8 M 14, 20 (Lettres du ministre de la police générale).
- 9 M 81 (Troubles de l'Ouest. Correspondance du préfet en l'an IX).
- 16 M 21, 28, 54 (Correspondance du préfet).
- 23 M, 24 M, 25 M (Agriculture, Industrie, Commerce).
- 1 U 1, 2, 4 (Justice et Tribunaux).
- Archives du Palais de Justice de Rennes. Registres du tribunal criminel.

B. Archives municipales de Rennes.

- Registre D⁴ 1, fol. 11.

C. Archives nationales.

- F¹Cv. Ille-et-Vilaine, 1 (Procès-verbaux du Conseil général),
- F⁷ 3702, 7717, 7750, 7870 (Bulletin de police).
- F¹B 11. Ille-et-Vilaine, 2, 15 (Pièces diverses).

D. Archives historiques de la guerre.

- Répartition des troupes de l'armée de l'Ouest.

2° DOCUMENTS CONTEMPORAINS IMPRIMÉS.

Bulletin des Lois, III^e série passim.

Recueil des Circulaires du ministre de l'Intérieur, tome IV (Bibl. nat.,).

3° LIVRES RÉCENTS.

Rocquain, *État de la France au 18 brumaire*.

Maulion, *Le Tribunal d'appel et la Cour de Rennes*, an VIII à 1904. Rennes, 1904. Bibl. nat., Lf¹¹² 1678.

Les ministres qui par la nature même de leurs fonctions avaient la haute main sur les affaires départementales et avec lesquels Borie correspondait régulièrement furent ceux de la police générale et de l'intérieur, Fouché et Chaptal. Quand les conspirateurs de brumaire préparèrent leur journée, Fouché fut nécessairement du complot, car il aurait été dangereux de tenir à l'écart un ambitieux qui connaissait trop bien les secrets de la police : il était avec Talleyrand le ministre inévitable que le gouvernement nouveau devrait accepter au lendemain du succès. Il semble pourtant, d'après la plupart des témoignages, que Bonaparte lui ait dissimulé les derniers préparatifs du coup d'État, et tout au moins laissé ignorer le jour choisi pour l'action décisive. Fouché s'était facilement résigné à l'expectative, mais quand la fortune de Bonaparte lui parut triomphante, et qu'il apprit la dispersion de l'Assemblée, il se décida avec son activité coutumière et se consacra avec un zèle des plus intéressés au triomphe final de la révolution de Saint-Cloud. Une proclamation habilement rédigée par lui fut répandue par ses agents le soir même du 19 brumaire dans tous les cafés et lieux de réunion ; dans chaque théâtre un acteur en donna lecture sur la scène, au milieu des acclamations. Elle accréditait en temps utile la fable des poignards et faisait condamner par l'opinion publique les députés coupables d'avoir menacé la vie du sauveur de la France. « Fouché y donnait l'estampille officielle à la fable de l'assassinat manqué¹. » Serviteur décidé de l'absolutisme futur, créature du César qui doit bientôt dominer la France, il parle encore comme un républicain convaincu : le ministre du Premier Consul se souvient des grandes formules du Conventionnel de l'an II et les emploie d'ailleurs avec une parfaite aisance. Au reste administrateur des plus zélés, il excelle à mettre en mouvement un des rouages essentiels du régime consulaire et il fait de son ministère de la police un centre remarquable d'informations venues de tous les points d'un territoire beaucoup plus étendu que la France actuelle, et dans un temps où les relations étaient fort lentes, parfois même singulièrement malaisées. Il parvient à créer cette vaste officine de renseignements d'une précision étonnante pour l'époque, en obligeant les préfets, surtout dans les régions quelque peu troublées, à se faire ses collaborateurs assidus. C'est ainsi qu'il exige de Borie un bulletin quotidien où seront relatés les moindres incidents de la vie publique dans son département. Il ne lui permet aucune initiative en matière de police :

1. Vandal, ouv. cité, I, 393. Aulard, *la Légende des poignards*.

« Lorsqu'un attentat a lieu, de quelque nature qu'il soit, c'est à moi seul qu'il appartient de provoquer les poursuites voulues par les lois contre ceux qui en sont les auteurs¹. » De telles prétentions ne peuvent être acceptées sans quelque résistance de la part d'un caractère susceptible comme celui de Borie : il est assez piqué par les termes des missives impératives de Fouché et lui répond parfois non sans quelque mauvaise humeur : « Je vous faisais tous les 15 du mois un rapport général sur la situation intérieure de ce département, mais je n'avais pas cru que tous les vols particuliers dussent faire l'objet de ma correspondance. C'est ainsi que dans la nuit du 9 au 10 de ce mois (brumaire) une femme a été volée d'une somme de douze francs et d'une paire de souliers dans sa maison, près Liffré. Je n'avais pas cru que la nouvelle d'un semblable délit, sans influence sur la situation du pays, dût vous être transmise². » Les préfets du Consulat n'ont pas encore le goût de l'approbation passive à l'égard des circulaires ministérielles, ni la docile souplesse des préfets de l'empire.

Le ministre de l'Intérieur durant la première année du régime consulaire avait été Lucien Bonaparte qu'il avait fallu récompenser du rôle important joué dans la journée décisive du 19 brumaire. « Cet être inquiet et effervescent, si on ne savait l'utiliser, pourrait devenir dangereux. Le meilleur moyen de le tenir était de l'employer³. » Mais il parut bientôt trop ambitieux pour servir sans arrière-pensée la volonté de son impérieux frère. Le 1^{er} pluviôse an IX (21 janvier 1801) Bonaparte le remplaçait par Chaptal mieux disposé à remplir ses intentions⁴. Très différent de Fouché par le caractère Chaptal ne fut pas moins autoritaire dans son administration. Lui aussi exige pour son ministère le contrôle le plus absolu sur toutes les affaires. « Des mesures qui intéressent le régime général, écrit-il dans une circulaire du 21 ventôse an X (12 mars 1802), sont prises dans quelques départements. Elles y sont mises à exécution sans avoir été approuvées. Il se forme ainsi des usages locaux qui tendent à ramener la diversité des coutumes et blessent l'uniformité d'administration que toutes nos lois ont eue en vue. Je vous invite à m'adresser chaque mois un *compte analytique* de toutes les décisions, mesures ou arrêtés que vous aurez pris dans toutes les

1. Fouché à Borie, 14 brumaire an IX (5 novembre 1800). Arch. dép., 8 M 14.

2. Borie à Fouché, 22 brumaire an IX (13 novembre 1800). Arch. nat., F⁷ 7717.

3. Vandal, *ouv. cité*, I, 544.

4. Arch. nat., AF IV, 912. Sur la disgrâce de Lucien Bonaparte. Voir F. Masson : *Napoléon et sa famille*, I, 354.

parties d'administration qui vous sont confiées¹. » Après quelques années d'une si parfaite surveillance à l'égard des diverses régions françaises, les volontés préfectorales ne pouvaient manquer d'être annihilées et la centralisation administrative fut complètement réalisée. Sur ce point l'empire n'eut rien à envier à l'ancien régime.

Chaptal demandait surtout à Borie d'installer les nouvelles municipalités. D'après la loi du 28 pluviôse les administrations cantonales étaient supprimées ; il n'y avait plus que des communes qu'il fallait pourvoir au plus vite de leurs nouveaux administrateurs. Pour ne pas interrompre les services publics il avait été décidé que les anciens administrateurs de la période directoriale et les commissaires du gouvernement rempliraient provisoirement les fonctions attribuées aux maires et adjoints par la loi de pluviôse². Sans doute dans quelques centres importants, comme à Rennes, où le préfet avait pu s'entretenir à plusieurs reprises avec les administrateurs, ceux-ci s'étaient rendus de bonne grâce à son invitation et avaient continué leurs fonctions, mais en réalité dans la plupart des communes rurales les administrateurs municipaux s'étaient dérobés à ces charges transitoires et il était souvent malaisé de leur trouver des successeurs. Dans les communes où la population dépassait 5 000 habitants la désignation du maire et des adjoints appartenait au premier Consul et le préfet nommait les conseillers municipaux ; dans les autres communes le préfet nommait les maires, les adjoints et les conseillers. Mais dans les unes comme dans les autres les nouveaux élus montraient souvent peu d'empressement à accepter leurs fonctions. A Saint-Servan le maire et les adjoints nommés par Bonaparte le 28 germinal an VIII (18 avril 1800) refusent d'abord d'accepter leur commission et le préfet doit maintenir provisoirement en fonctions le président et les deux premiers officiers de l'ancienne municipalité³. Dans les derniers mois de l'an VIII nous voyons Borie multiplier les lettres pour conseiller aux maires qu'il a désignés dans les diverses communes d'accepter leurs fonctions⁴. Il s'adresse aux sous-préfets pour leur demander d'établir avec le plus grand soin les listes des citoyens qui dans leurs arrondissements respectifs leur paraîtront capables de remplir convenablement les fonctions municipales⁵. Malgré ces enquêtes préliminaires plus

1. Recueil des circulaires du ministre de l'Intérieur, tome IV, p. 102.

2. Arrêté des Consuls du 17 ventôse, art. 6.

3. Arrêté du préfet, 22 floréal an VIII (12 mai 1800). Arch. départ., 9 K 1, p. 6.

4. Arch. dép., 8 M 20.

5. Circulaire du 25 floréal (15 mai 1800). Arch. dép., 8 M 20.

d'une fois les arrêtés de nomination qu'adresse le préfet lui sont renvoyés. Les acceptations sont particulièrement difficiles dans les communes où sont cantonnées les troupes. Ce fut seulement dans les derniers jours de fructidor an VIII (septembre 1800) que les diverses municipalités à la nomination du préfet se trouvèrent presque toutes organisées après bien des incertitudes et des remaniements. Parfois les nouveaux élus du préfet avaient été l'objet de dénonciations locales qui allaient jusqu'au ministre de la police. Tels le maire de Pleine-Fougères, Richard, et son adjoint Jénouvrier, accusés d'avoir donné asile aux chouans. Le préfet avait été obligé de faire procéder à des enquêtes pour mettre à néant les calomnies qui souvent étaient formulées par d'anciens fonctionnaires du Directoire, aigris et mécontents de ne plus participer aux affaires¹. Le 18 fructidor an VIII (5 septembre 1800) Borie put adresser au ministre de l'Intérieur un état nominatif des maires et adjoints. Les municipalités étaient entièrement formées dans les arrondissements de Rennes, Saint-Malo et Montfort ; dans l'arrondissement de Fougères manquait encore celle de Louvigné-du-Désert ; dans l'arrondissement de Redon, celle de Langon ; dans l'arrondissement de Vitré il fallait encore faire les choix pour Moussé, Domalain, Bais, Moulins, Le Teil, Essé, Arbressec, Martigné et Forges : au total 340 communes étaient organisées sur 351². Tous les choix ne pouvaient être parfaits. Borie avait surtout cherché à écarter les royalistes ou les jacobins pour confier la direction des communes à des hommes d'opinion modérée, jouissant de l'estime publique dans leurs villages ou bourgs respectifs. Mais très souvent, faute d'autres candidats il avait dû placer à la mairie de bons cultivateurs presque illettrés, dont l'ignorance devait être parfois nuisible pour l'exécution des lois, ou tout au moins fâcheuse pour la bonne tenue des registres de l'état civil. Nous constaterons dans l'étude du plébiscite de l'an X qu'un grand nombre de maires savent à peine écrire. D'ailleurs le cas n'est point particulier à l'Ille-et-Vilaine. L'analyse des procès-verbaux des conseils généraux en l'an IX nous apprend que 73 départements se plaignent de l'ignorance des maires.

Les municipalités à la nomination du Premier Consul dans les communes dont la population dépassait 5 000 habitants ne furent complètement organisées qu'au début de l'an IX. Ces communes

1. Borie à Fouché, 15 thermidor an VIII. Arch. nat., F⁷ 7750.

2. Arch. nat., F^{1B} 11, Ille-et-Vilaine, 2.

étaient au nombre de six¹. Rennes (25 904), Saint-Malo (9 147), Saint-Servan (8 836), Vitré (8 809), Fougères (7 297), Pleurtuit (6 596). Pour le poste de maire de Rennes, Bonaparte avait d'abord désigné par l'arrêté du 28 germinal an VIII (18 avril 1800) Sollier-Latouche; gros marchand de la ville, Sollier est consul dans les années 1769, 1771, 1773, prieur en 1780, échevin en 1789. Il figure au procès-verbal des juges consuls de Rennes, dans l'assemblée du 31 mars 1789². Il fut ensuite administrateur du département. Sollier n'accepta point; il se contenta des fonctions de conseiller général, et la mairie fut confiée à Lorin. Le nouveau maire de Rennes avait 46 ans (né le 3 juin 1754). Avant la Révolution il avait rempli les fonctions d'inspecteur des domaines; puis après 1789, il devint officier municipal à Saint-Brieuc, administrateur du département des Côtes-du-Nord. Sa fortune personnelle était assez considérable pour l'époque et dans un pays de médiocre aisance, puisqu'il disposait d'un revenu de 6 000 francs. L'arrêté du 28 fructidor an VIII (15 septembre 1800) lui donna comme adjoints Jollivet, Pollet et Ruaulx, qui tous trois avaient figuré déjà parmi les administrateurs municipaux de la cité rennaise, au cours de la période révolutionnaire.

A Saint-Malo furent nommés quelques mois plus tard (23 ventôse an IX), 14 mars 1801, comme maire, de Brecey, propriétaire, ancien président de l'administration municipale, assisté des adjoints Marion et Amsinck, tous deux négociants. Ces trois administrateurs avaient été recommandés au Premier consul par le Conseil municipal malouin, dans sa séance du 2 pluviôse an IX (22 janvier 1801)³.

Pointel, fabricant de cordages et ancien député aux Anciens, fut maire de Saint-Servan⁴, assisté des adjoints Moras et Le Turc, tous deux anciens officiers municipaux. A Vitré l'arrêté consulaire du 4 frimaire an IX (25 novembre 1800) désigna comme maire Mesnage, ancien administrateur municipal et pour adjoints Loychon père négociant, ex-administrateur, et Guyot du Tremble, propriétaire. La mairie de Fougères fut donnée à Lemer cier des Alleux, avocat, avec Patard, ancien procureur de la commune, et Hochet, ancien membre du Conseil général, pour adjoints⁵. De La Bouëxière,

1. Voir tableau B.

2. Arch. dép., 25 M. Lesort, ouv. cité, I, 35.

3. Arch. munic. Saint-Malo, série D

4. Élu en l'an V, il ne siégea que jusqu'au 19 fructidor. Son élection fut alors annulée. Kuscinski, *Les députés au Corps Législatif*, p. 190.

5. En l'an IX, Lemer cier des Alleux fut remplacé par Binet, négociant (Voir tableau E).

ancien officier de marine, devait diriger la mairie de Pleurtuit. Il fut bientôt remplacé par Lesnard, ancien président de la municipalité cantonale.

Dans les communes dont la population était inférieure à 5 000 habitants, la désignation des maires et adjoints fut faite par le préfet. Signalons parmi les localités les plus importantes, d'abord les trois anciens chefs-lieux de districts qui avaient vainement protesté contre leur déchéance : à Dol la mairie fut confiée à Villalard, notaire, ancien président de la municipalité ; Piel, avocat, devint maire de La Guerche, et le notaire Barbotin (Jacques), maire de Bain. Dans d'autres centres assez peuplés les choix furent les suivants : à Montfort, la mairie fut donnée à Lemarchand, ancien sénéchal et avocat ; le maire de Cancale fut d'abord l'ancien président de la municipalité cantonale Duguen, mais il fut bientôt remplacé par le notaire Avice. A Chateaugiron, Thomas Noury, ancien commissaire du Directoire, céda la place en 1802 à Denis. Les maires de Montauban, Redon, Retiers furent respectivement Levillain, négociant, Héry, marchand, et Jaunay, chirurgien¹.

On peut constater que pour la désignation des municipalités dans les villes les plus importantes du département, Bonaparte ou Borie, son représentant, suivent la même politique que pour la formation du premier Conseil général ; ils appellent presque toujours à la mairie des hommes qui ont participé à la conduite des affaires de la région durant la période révolutionnaire. Quelques années plus tard l'empereur abandonnera peu à peu la politique du Premier Consul : on le voit de plus en plus appeler aux fonctions publiques et administratives des représentants de l'ancien régime ou des ralliés qui, au moment des revers impériaux, faciliteront la restauration royaliste.

La nouvelle municipalité rennaise fut solennellement installée par le préfet, le 18 brumaire an IX (9 novembre 1800). Borie prononça un discours où il rendait hommages aux services de l'ancienne administration municipale qu'avait présidée Parcheminier. Le nouveau maire Lorin rendit compte du voyage qu'il avait fait à Paris à l'occasion de la fête de la République, le 1^{er} vendémiaire. Comme don de joyeux avènement il annonça que les Consuls avaient consenti à accorder au département d'Ille-et-Vilaine un dégrèvement de 400 000 francs sur les contributions de l'an IX².

1. Arch. munic. des diverses localités.

2. Arch. munic. Rennes, registre D^t 1, p. 1, et Arch. nat., F¹B 11, Ille-et-Vilaine, 15.

Le Conseil municipal était ainsi composé de trente membres :

Arot, fabricant de fils et teinturier.
Auffray, ingénieur.
Bert, marchand.
Bodin, avocat.
Bonnal, ancien administrateur municipal.
Bonnamy, inspecteur des contributions.
Clouet, ancien administrateur du département, rentier.
Dulinc, rentier.
Duval, chirurgien.
Féburier, ancien commissaire du Directoire.
Germé, professeur à l'École Centrale.
Gomériel aîné, avocat.
Huet, chef des bureaux de la Préfecture.
La Noë jeune, orfèvre.
Leguillé, négociant.
Leperdit, ancien maire de Rennes.
Leroux, ancien officier municipal.
Luc Poinçon, rentier.
Martin d'Angers, fabricant de fils.
Parcheminier, juge au tribunal d'appel.
Pocquet, notaire.
Pontgerand, instituteur.
Pontaillé, directeur des contributions.
Rapatel, officier de santé.
Richelot aîné, notaire.
Robinet, chef de bureau.
Rolland-Boutier, avocat.
Séguinville, avocat, ancien juge au tribunal de Rennes.
Thomas aîné, rentier.
Varin, ancien administrateur du département.

Peu de temps après la réunion du Conseil, l'adjoint Ruaulx, nommé économe de l'hospice, quitta ses fonctions à la mairie. Lorin propose alors au choix du préfet, son cousin, Roger Cherfosse, avocat, qui devait figurer quelques mois plus tard au Conseil général : il fut nommé adjoint le 16 nivôse (6 janvier 1801)¹.

Une fois les Conseils municipaux formés, non sans peine, il fut aussi malaisé de leur trouver des locaux pour servir à leurs premières assemblées. Le préfet fit alors observer que dans la plus grande partie des communes les anciens presbytères devenus propriétés nationales avaient été souvent abandonnés et se trouvaient dans un grand état de délabrement. Il engagea le gouvernement à les concéder aux communes pour le logement des instituteurs et la tenue

1. Arch. dép., série M.

des Assemblées municipales. C'était, en effet, le seul moyen d'intéresser les communes à la réparation et à la conservation de ces édifices¹. Ces locaux ainsi ménagés devaient servir aux réunions annuelles des Conseils municipaux qui d'après l'article 15 de la loi de pluviôse s'assemblaient au début de février pour délibérer sur les dépenses communales de l'année et exprimer leurs vœux relatifs aux besoins de la commune. La première de ces réunions eut lieu le 15 pluviôse an IX (4 février 1801). Mais ces Conseils nommés par le préfet, surveillés sans cesse par l'autorité administrative, ne pouvaient avoir qu'une bien faible part d'initiative dans la vie publique du département.

II. — Cette installation des nouvelles municipalités et l'action des nouveaux tribunaux étaient également nécessaires pour que le préfet pût espérer ramener dans toute la région une prompte sécurité et avec elle un état moins précaire des ressources publiques. En même temps qu'il travaillait à l'organisation des municipalités, Borie s'occupait aussi d'une des fonctions importantes que lui avait déléguée la volonté consulaire, en surveillant l'installation des tribunaux du département. Les magistrats devaient être pour le préfet de précieux auxiliaires dans une région troublée comme l'Ille-et-Vilaine. Aussi le ministre de la Justice, Abrial, tenait-il le plus grand compte des indications fournies par Borie pour dresser l'état des nominations judiciaires qu'il présentait au Premier Consul. L'arrêté du 24 germinal an VIII (14 avril 1800) chargeait le préfet de présider à l'installation des juges en confiant pour les divers arrondissements des délégations aux sous-préfets; c'était lui qui devait fixer l'époque de la première réunion des tribunaux, tels qu'ils étaient constitués ou remaniés par la loi du 27 ventôse an VIII (18 mars 1800)².

Cette loi importante n'innovait presque rien pour la justice de paix, précieuse institution de l'Assemblée Constituante. Les juges de paix continuaient à présider le tribunal de police pour la poursuite de tous les délits dont la peine n'excédait pas une amende de la valeur de 3 journées de travail ou 3 jours d'emprisonnement; mais les anciens commissaires du Directoire près les administrations municipales ayant été supprimés, les fonctions du ministère public étaient remplies désormais auprès des tribunaux des juges de paix

1. Borie à Gaudin, ministre des Finances, 7 frimaire an IX (28 novembre 1800). Arch. dép., 16 M 21.

2. Abrial à Borie, 19 floréal an VIII (9 mai 1800). Arch. dép., 1 U 1.

par le commissaire de police ou, à son défaut, par l'adjoint au maire.

Au-dessus de ces premiers tribunaux, la loi de ventôse établissait un tribunal de première instance par arrondissement communal¹. Il devait connaître des matières civiles en premier et dernier ressort, dans les cas déterminés par la loi (art. 7). Il y eut donc six tribunaux dans l'Ille-et-Vilaine : celui de Rennes était composé de 7 juges et 4 suppléants ; ceux de Saint-Malo, Fougères, Vitré, de 4 juges et 3 suppléants ; ceux de Redon et de Montfort, de 3 juges et 2 suppléants. Ces juges étaient assistés d'un commissaire du gouvernement avec un substitut pour le tribunal de Rennes (art. 13). L'article 15 de la loi maintenait l'institution antérieure des directeurs du Jury pour toutes les affaires entraînant des peines correctionnelles. Cette fonction était déléguée à tour de rôle aux membres des tribunaux de première instance pendant 3 ou 6 mois selon l'importance de ces tribunaux. Le directeur du Jury devenait alors comme indépendant du tribunal dont il était membre. Il rédigeait les actes d'accusation sur tous les délits qui étaient passibles de peines afflictives ou infamantes. Les juges de paix de tout l'arrondissement devaient se tenir en correspondance régulière avec lui, l'instruire de la moralité des habitants de leurs cantons respectifs et lui envoyer, le 1^{er} et le 16 de chaque mois, l'extrait des jugements rendus par les tribunaux de police qu'ils présidaient.

Pour la juridiction criminelle, les tribunaux criminels étaient maintenus, à raison de un par département (art. 32). Ils connaissaient comme par le passé de toutes les affaires criminelles et devaient statuer sur les appels des jugements rendus par les tribunaux de première instance en matière correctionnelle. Le tribunal criminel de Rennes devait se composer d'un président, de 2 juges et de 2 suppléants. Le président était choisi tous les ans par le premier Consul parmi les juges de la Cour d'appel, et rééligible. Les anciennes fonctions d'accusateur public, qui rappelaient de sanglants souvenirs, étaient supprimées ; il n'y avait plus qu'un commissaire du gouvernement assisté d'un substitut et d'un greffier.

Au-dessus des nouveaux tribunaux de première instance qui remplacent les anciens tribunaux de district supprimés, la loi crée 29 tribunaux d'appel pour toute la France. Un de ces tribunaux d'appel est naturellement établi à Rennes, toute pleine encore des souvenirs du Parlement de Bretagne. Il doit se composer de 31 juges répartis

1. *Bulletin des Lois*, III^e série. B. 15. 103.

en 3 sections (art. 23) ; parmi eux, le Premier Consul désignera tous les trois ans un président et deux vice-présidents, toujours rééligibles. Près du tribunal d'appel il y aura un commissaire du gouvernement, deux substituts et un greffier.

La pénurie du Trésor Public ne permettait guère d'accorder aux divers magistrats des traitements convenables ; aussi la loi de ventôse s'excusait de leur modicité en annonçant qu'il n'en était ainsi que « jusqu'à la paix générale ». Les juges de première instance à Rennes avaient un traitement annuel de 1 500 francs (le président un supplément de moitié en sus et le vice-président un quart) ; dans les cinq autres tribunaux, 1 000 francs seulement. Les juges d'appel devaient toucher 3 000 francs ; le président et les vice-présidents, un supplément analogue à celui des présidents et vice-présidents de première instance ; les juges du tribunal criminel recevaient 3 000 francs ; les commissaires du gouvernement avaient le même traitement que les présidents, et les substituts le même traitement que les juges.

Les juges des tribunaux d'appel étaient nommés à vie par le Premier Consul. Le tribunal d'appel de Rennes fut composé de la manière suivante par l'arrêté consulaire du 12 floréal an VIII (2 mai 1800).

Président : Desbois.

Vice-présidents : Le Moine-Desforges et Élie. Celui-ci, installé le 9 prairial (29 mai), ne siégea que jusqu'au 3 fructidor (21 août) : à cette date il prit les fonctions de juge et fut remplacé dans celles de vice-président par Costard.

Juges de la 1^{re} section : Audouin de Kériner, Mocquard, Boulay-Paty, Coueffé, Duval de la Villebogard, De la Porte, Legars, Le Baron. Legars ne fut pas installé et démissionna. On le remplaça le 7 nivôse an IX (28 décembre 1800) par Parcheminier. Le Baron fut bientôt nommé commissaire du gouvernement en remplacement de Tardiveau de la Bonnelière, ancien député d'Ille-et-Vilaine à la Législative¹, non acceptant : il eut lui-même pour successeur, le 24 thermidor an VIII (12 août 1800), Chesnel.

Juges de la 2^e section : Costard, Fabre, Gaillard de Kerbertin, Jourdain, Lebreton de Villeblanche, Couannier, Bossis, Gourlay.

Juges de la 3^e section : Gerbier de Vauloger, Guillo de Lohan, Le Graverend père (Guillaume), Letourneux, Codet, Rivoallan, Boullaire de la Villemoisian.

A ces 26 juges, il faut ajouter ceux qui furent délégués pour remplir les fonctions de présidents des tribunaux criminels des cinq départements placés dans le ressort du tribunal d'appel de Rennes : Robinet, président du tribunal criminel d'Ille-et-Vilaine ; Couppé,

1. Voir chap. I.

président du tribunal des Côtes-du-Nord ; Guillou de Kerineuff, président du Finistère ; Perret, président du Morbihan, et Maussion, de la Loire-Inférieure ¹.

Le commissaire du gouvernement, Tardiveau, non installé, fut remplacé par Le Baron, d'abord juge, assisté de deux substituts, Anger et Tiengou de Tréfériou. Les fonctions de greffier étaient remplies par Braux.

Seul parmi ces juges du tribunal d'appel, Audouin de Kériner, âgé de 69 ans, représentait la magistrature de l'ancien régime et avait siégé comme conseiller au présidial de Quimper : aucun membre de l'ancien Parlement de Rennes ne figurait parmi eux : ce fut seulement en 1811, quand fut organisée la Cour impériale, que furent nommés conseillers deux magistrats de l'ancien corps judiciaire de Bretagne, Du Plessis de Grenedan, auparavant conseiller de préfecture, et Gabriel-Louis de la Forest d'Armaillé ². Tous les juges désignés par le Premier Consul avaient appartenu à la magistrature révolutionnaire.

Le président, Mathurin Desbois, âgé de 54 ans, était né à Ploermel. Il fut notaire et procureur fiscal avant la Révolution. En 1789, il fut choisi pour capitaine de la garde nationale à Saint-Méen, puis devint procureur de cette commune et administrateur du département en 1790. Ensuite il était élu juge au tribunal de Montfort dont il devenait bientôt le président, le 25 nivôse an III (14 janvier 1795) après la réorganisation judiciaire de tous les tribunaux d'Ille-et-Vilaine par le conventionnel en mission, Boursault ³. Puis il fut membre du tribunal de Rennes. Il avait la réputation d'un magistrat très humain et très attaché à ses devoirs. Au début de l'Empire, le 14 juin 1804, il devint chevalier de la Légion d'honneur, puis fut le premier président de la Cour d'appel impériale, créée en 1811. Il devait mourir à Rennes le 29 juin 1816.

Les vice-présidents Le Moine-Desforges et Costard avaient également montré leur attachement aux principes de la France nouvelle. Le Moine-Desforges (Toussaint-François), âgé de 55 ans, natif de Rennes, avocat avant 1789 et depuis officier municipal, avait rempli les lourdes fonctions d'accusateur public au tribunal criminel d'Ille-et-Vilaine pendant la période la plus troublée de la Révolution. Élu dans l'assemblée électorale du 29 août-6 septembre 1791, il fut

1. Maulion, *Le Tribunal d'appel et la cour de Rennes*. Rennes, 1904.

2. Frédéric Saulnier, *Le Parlement de Bretagne*, I, 376. II, 705.

3. Arch. nat., D^{III}, Ille et-Vilaine, 108.

maintenu à son poste jusqu'au 9 avril 1798, quand ses concitoyens l'envoyèrent siéger au Conseil des Anciens¹.

Costard, né à Saint-Méen et âgé de 47 ans, ancien avocat, avait rempli les fonctions de procureur-syndic du district de Rennes avant d'être élu juge au tribunal de cette ville, fonction qu'il remplissait depuis 1795.

Parmi les conseillers, Audouin de Kériner (Guillaume), né à Hennebont en 1734, représentait seul la magistrature de l'ancien régime. Conseiller au présidial de Quimper en 1784, il était devenu en 1795 juge au tribunal du district. Il appartenait à un milieu très littéraire et s'adonnait à la poésie comme plusieurs des membres de sa famille².

Mocquard, âgé de 58 ans, était juge au tribunal du Finistère.

Boulay-Paty était le plus jeune membre du nouveau tribunal : âgé seulement de 37 ans, il avait joué un rôle politique des plus actifs dans la Loire-Inférieure, où il était né à Abbaretz. Administrateur de ce département durant la Terreur, il força Carrier à renoncer à quelques-uns de ses ordres les plus sanguinaires, devint en 1796 commissaire du Directoire près le tribunal de la Loire-Inférieure et fut élu en 1798 député aux Cinq-Cents. Ayant protesté contre le 18 brumaire, il fut d'abord porté sur cette fameuse liste de proscription bâclée par Fouché, mais bientôt amnistié par le nouveau maître de la France « qui se posait en modérateur de ses collègues pour esquisser discrètement une politique personnelle toute d'apaisement ». Comme preuve de cette politique d'oubli et de concorde, Boulay-Paty fut nommé juge au tribunal d'appel de Rennes³.

Coueffé, 48 ans, remplissait auparavant les fonctions de substitut du commissaire près le tribunal de Nantes.

Duval-Villebogard, né à Saint-Brieuc et âgé de 41 ans, était commissaire près le tribunal des Côtes-du-Nord quand il fut élu député aux Cinq-Cents.

Delaporte, 45 ans, natif de Rennes, avait siégé aux Cinq-Cents, comme collègue de Duval-Villebogard, parmi les représentants des Côtes-du-Nord.

Parcheminier, né à La Bouexière et âgé de 62 ans, était une personnalité de premier ordre dans le département d'Ille-et-Vilaine. Avocat au Parlement de Bretagne et sénéchal de la baronnie de

1. Arch. dép., L 341.

2. Kerviler, *Bio-bibliographie bretonne*, I, 341.

3. Vandal, *ouv. cité*, I, 427.

Vitré, il préside le 30 mars 1789 l'assemblée de Saint-Hélier de Rennes¹. Ensuite juge de paix, il présida durant le Directoire l'administration municipale de Rennes. Le gouvernement consulaire le nomma d'abord juge au tribunal civil, puis juge d'appel après la démission de Legars.

Chesnel, 40 ans, avait rempli les fonctions de secrétaire général du département en l'an IV.

Elie de la Primaudaie, de Rennes, 46 ans, avocat à Josselin avant la Révolution, membre du 1^{er} Conseil général du Morbihan, fut député de ce département à l'Assemblée Législative et ensuite commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale de Josselin.

Fabre (Joseph), 45 ans, né à Guichen, avait été comme Elie député à la Législative. Il présida ensuite le tribunal du Morbihan.

Gaillard de Kerbertin, 42 ans, né à Ploërmel, était avant 1789 maire de sa ville natale. Pendant la révolution il devint vice-président du district de Ploërmel, puis juge au tribunal du Morbihan.

Jourdain, 50 ans, né à Brest, était juge au tribunal de Rennes quand il fut élu député en l'an VI au Conseil des Anciens.

Lebreton-Villeblanche, de Quimperlé, 46 ans, avait été juge au tribunal de Quimper.

Coüannier (François-Philippe) avait 47 ans. Il était né à Bourges-Comptes². Avocat au Parlement de Bretagne en 1789, il devint juge au tribunal du district de Bain : puis après le passage du représentant Boursault qui réorganisa les autorités constituées de Bain, le 26 novembre 1794, il est commissaire près ce même tribunal. L'année suivante il est élu juge au tribunal de Rennes (12 octobre 1795)³.

Bossis, 38 ans, était avec Boulay-Paty le plus jeune des nouveaux magistrats d'appel. Né à Légé dans la Loire-Inférieure, il avait été juge au tribunal de Nantes et au tribunal de cassation à Paris.

Gourlay, 41 ans, avait rempli les fonctions d'accusateur public au tribunal criminel des Côtes-du-Nord.

Gerbier de Vauloger, né à Rennes, était le doyen du tribunal d'appel (74 ans). Depuis 1795 il était membre du tribunal de Rennes.

1. Lesort, I, 125.

2. Ses descendants possèdent toujours des terres à Bourges-Comptes.

3. Arch. départ., procès-verbal de l'assemblée électorale, L 341.

Guillo de Lohan, 47 ans, avait été sénéchal de Morlaix, président de l'administration du district, puis juge au tribunal du Finistère.

Le Graverend (Guillaume) était avec Parcheminier une des grandes personnalités de la bourgeoisie rennaise ; frère aîné de l'ancien administrateur et conseiller de préfecture, Alexis Le Graverend, il avait 60 ans ; avant la Révolution il était avocat au Parlement et présida l'Assemblée électorale de Saint-Jacques-de-La-Lande, le 5 avril 1789. Il faisait partie déjà du tribunal de Rennes.

Letourneux, 48 ans, né à Saint-Julien-de-Courcelles dans la Loire-Inférieure, avait été député de ce département au Conseil des Anciens pour l'an VII.

Codet (Sylvain) était le seul des juges qui fût d'origine parisienne. Il était né en 1743 dans le ressort de la paroisse Saint-Merri, à Paris. Docteur en droit, il figure en 1789 au procès-verbal des professeurs de l'ancienne faculté de droit de Rennes ; puis il devint chef de division au ministère de la Justice, député d'Ille-et-Vilaine à l'Assemblée Législative et enfin commissaire du Directoire près le tribunal de la Loire-Inférieure.

Rivoallan, 52 ans, né à Pleubian dans les Côtes-du-Nord, était membre du Directoire de ce département quand il fut élu député à l'Assemblée Législative ; plus tard devenu commissaire du Directoire près l'administration du canton de Pédernec, il fut envoyé au Conseil des Anciens (ans VI et VII).

Boullaire de la Villemoisson, né à Lamballe, avait été administrateur du département des Côtes-du-Nord.

Robinet, désigné comme président du tribunal criminel d'Ille-et-Vilaine, était un Rennais de 66 ans ; ancien avocat il fut d'abord juge au tribunal du district de Rennes, puis élu président du tribunal criminel à l'Assemblée électorale d'octobre 1795. Le gouvernement consulaire ne faisait que le maintenir dans les fonctions que ses concitoyens lui avaient confiées depuis plusieurs années. Il présida le tribunal criminel jusqu'en 1806 quand il fut appelé à siéger au Corps Législatif.

Couppé, qui devait continuer également à présider le tribunal criminel des Côtes-du-Nord, était né à Lannion et avait 43 ans. Sénéchal de Tréguier en 1786, il fut député à la Constituante, et signa la Constitution de 1791 en qualité de secrétaire de l'Assemblée. Député à la Convention il protesta contre la journée du 31 mai 1793, fut arrêté, détenu longtemps à La Force et délivré au 9 thermidor. Élu député aux Cinq-Cents pour l'an IV, il avait pris ensuite la prési-

dence du tribunal criminel. Pendant l'empire il devait être membre du Corps Législatif¹.

Le Guillou de Kérineuff avait 42 ans : né à Coray dans le Finistère, il était maintenu dans les fonctions de président du tribunal criminel de ce département où il siégeait depuis novembre 1791.

Perret, de Ploërmel, 44 ans, était déjà président du tribunal du Morbihan quand en 1795 il fut envoyé député au Conseil des Cinq-Cents.

Maussion, 62 ans, de Nantes, juge au tribunal de cette ville était désigné pour présider le tribunal criminel de la Loire-Inférieure.

Le Baron (Jean), de Quimper, commissaire du gouvernement, avait 50 ans. Il avait été officier municipal et juge au tribunal de Rennes.

Parmi ses deux substituts, Anger, de Rennes, 42 ans, était déjà substitut près le tribunal criminel d'Ille-et-Vilaine, et Tiengou de Tréfériou du même âge, était né à Montauban-de-Bretagne. Avocat au Parlement, sénéchal de Saint-M'hervon, il avait présidé l'Assemblée électorale de cette localité en 1789. Plus tard commissaire près le tribunal de Montfort, il était en 1800 commissaire près le tribunal de Rennes.

L'examen rapide des carrières de tous ces magistrats du tribunal d'appel prouve que tous avaient accueilli avec sympathie les idées nouvelles : onze d'entre eux, c'est-à-dire près du tiers, avaient figuré parmi les membres des assemblées de la période révolutionnaire. Tous étaient disposés à seconder le gouvernement de Bonaparte.

A côté du tribunal d'appel siégeait le tribunal criminel d'Ille-et-Vilaine. Il avait été simplement réorganisé et demeura composé des mêmes magistrats antérieurement en fonctions. Le président était toujours Robinet, les deux juges Boullemer et Lemerer, les deux suppléants Delaunay et Hodouin, le commissaire du gouvernement Jumelais et son substitut Roumain Duplessis. Le greffier était Legué.

Les tribunaux de première instance sont les tribunaux de district transformés, mais le principe électif est remplacé par la nomination directe que se réserve le gouvernement consulaire avec la garantie de l'inamovibilité pour les juges.

Le tribunal de première instance de Rennes avait pour président Lodin-Lalaire et vice-président Roumain-Rallais ; les juges étaient Bouaissier, Lemoullec, Maugé, Bidon et Parcheminier : ce dernier

1. Sous la Restauration il se retira dans son château de Tonquedec et y mourut en 1832 (Kerviler, ouv. cité, XI, 20).

appelé bientôt au tribunal d'appel fut remplacé par Laugée. Lodin-Lalairé, âgé de 55 ans, était juge au tribunal de Rennes lorsqu'il fut élu en l'an VI député aux Cinq-Cents. Il conserva la présidence du tribunal jusqu'en 1815. La Restauration le révoqua et il mourut sept ans après en 1822 ; un de ses fils qui avait fait ses études au lycée de Rennes fut reçu à l'école normale en 1816 et resta longtemps le doyen de l'illustre maison de la rue d'Ulm. Il mourut à Dijon en 1896, presque centenaire¹.

Le vice-président Roumain de la Rallais avait 48 ans. Avocat, il devint en 1789 colonel de la garde nationale à Saint-Méen et membre du 1^{er} conseil général du département élu en 1790 : plus tard il devint juge au tribunal de Rennes et bientôt il fut nommé conseiller à la cour impériale. Les juges suppléants furent Gourdel, Martin, Laënnec, Le Gomériel jeune. Hardy remplissait les fonctions de commissaire assisté du substitut Le Minihiy.

Au tribunal de Saint-Malo la présidence fut donnée à Houitte de la Chesnais, 47 ans, qui depuis plusieurs années y était juge. Ses trois collègues étaient Ameline, Demaux et Pitel. Durocher faisait fonction de commissaire du gouvernement, avec Seguinville pour substitut.

Le tribunal de Fougères était présidé par Loysel aîné, avocat, maire de Fougères en 1790, il fut ensuite commissaire du Directoire près l'administration municipale de cette ville. Les trois autres juges étaient : Lebeschu-Martrais, Gautrais et Le Bouc-Bouteillière. Langlois-Boisherdel était commissaire du gouvernement.

Au tribunal de Vitré présidait Croizé. Il était déjà président en 1791 lorsqu'il fut élu député à la Législative. En 1795, il avait été juge au tribunal de Rennes. Avec lui siégeaient Delahaye, Guitton et Degennes-Lambert. Rubin-Missonnais était commissaire.

Les deux autres tribunaux ne comptaient que trois juges. Au tribunal de Redon, le président était Thélohan (Jacques), 40 ans. Il avait été, avant la Révolution, avocat à Saint-Malo, puis il était revenu succéder à son père comme procureur fiscal du fief de la Thébaudais-en-Saint-Ganton (par Pipriac) où les Thélohan se transmettaient cette charge de père en fils. Durant la Révolution, il devint membre du Conseil du district de Redon, juge de paix et enfin pré-

1. Voir Annuaire de l'Association des Anciens Élèves de l'École Normale, année 1897. Notice de M. Paul Dupuy. Dans les archives du lycée de Rennes j'ai trouvé les notes suivantes relatives à l'élève Lodin de Lalairé pour 1813 : 2^e année d'humanités. Doux et docile ; très studieux ; en religion, louable.

sident du tribunal¹. Les deux autres juges étaient Vauquelin et Lefeuve la Haclaix, bientôt remplacé par Chevalier, ancien procureur de la commune de Redon, élu membre du Conseil général en 1792. Le commissaire du gouvernement était Kérollier.

Au tribunal de Montfort, la présidence appartenait à Chevalier, assisté des juges Turin et Doré père². Le commissaire du gouvernement était Juguet de la Bretonnière.

Les différents magistrats qui devaient composer les nouveaux tribunaux ayant été nommés, le préfet hâta leur installation. Elle eut lieu deux mois après son arrivée, le 9 prairial (29 mai 1800) avec beaucoup de solennité. Mais Borie se trouva bientôt en présence de sérieux embarras à cause de la pénurie financière du gouvernement. Un arrêté des consuls, du 27 floréal (7 mai), avait établi que les dépenses des tribunaux d'appel seraient réparties entre les départements du ressort, proportionnellement au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière de chacun desdits départements³. Les receveurs généraux de chaque département devaient verser tous les mois à Rennes un douzième du contingent qui leur était assigné. Mais au mois d'août 1800 les deux douzièmes échus ne furent point payés et dans les mois suivants aucun versement ne fut effectué. Or, la plupart des juges du tribunal d'appel avaient été obligés de faire des dépenses pour leur installation à Rennes : dix-sept d'entre eux au moins venaient de Paris ou des départements voisins à une époque où les déplacements étaient plus difficiles qu'aujourd'hui. Leurs traitements étaient modestes. Il en résulta pour quelques-uns une situation fort gênée et un rapport du président Desbois au préfet est rempli de réclamations nombreuses et justifiées. Borie alléguait avec raison les embarras financiers, la lenteur inévitable d'une nouvelle organisation. Il écrivit à plusieurs reprises des lettres pressantes aux ministres de la Justice et de l'Intérieur pour faire cesser cette situation anormale et dangereuse, car il fallait prévenir la désorganisation du tribunal d'appel dont « les meilleurs sujets, disait-il, ne manqueraient pas de chercher dans un emploi de leurs talents des moyens plus sûrs de faire vivre leurs

1. Je dois ces renseignements à l'obligeance de son arrière-petit-fils, M. Thélohan, professeur à la Faculté de droit de Rennes et membre du Conseil général de département (canton de Bain).

2. Doré de la Ricochais (Pierre) était, en 1789, maire de Montfort. Il présida le 6 avril l'assemblée électorale (Lesort, III, 349). Persécuté au moment de la Terreur, il reprit place dans la municipalité en 1795. Cf. Vigoland, *Montfort-sur-Meu*, 1895.

3. *Bulletin des Lois*, III, B 27.

familles¹ ». Il fallut toutes ces démarches réitérées pour que le gouvernement donnât des instructions à la fois plus précises et plus sévères aux receveurs généraux ; mais ce fut seulement à partir de décembre 1800, après six mois d'instance de la part du préfet, et de pénurie pour certains magistrats, que les traitements purent être acquittés d'une façon régulière.

III. — La situation générale laissait encore beaucoup à désirer dans l'Ille-et-Vilaine. La récolte de l'an VIII avait été mauvaise pour le département à cause des grandes chaleurs qu'avait accompagnées une excessive sécheresse². Dans presque toutes les villes, la détresse était grande par l'absence de commerce et l'arriéré fâcheux dans le paiement des fonctionnaires³. La disette des blés noirs si nécessaires à l'alimentation du paysan breton fit bientôt augmenter le prix du froment et les vagabonds ou miséreux devinrent de jour en jour plus nombreux dans les campagnes aux approches de l'hiver. Le préfet, qui n'était pas sans inquiétude, montra une louable activité. Il surveilla de très près les accapareurs de blé, véritables agents de l'Angleterre qui faisaient exporter par Saint-Malo une grande quantité de céréales et persuadaient ensuite aux paysans de s'armer pour attaquer les marchands de grains⁴. Il obtint des consuls un arrêté interdisant toute exportation de grains, même pour la république Batave. C'était le plus sûr moyen de rassurer une population qui craignait la famine, car les malheurs d'un passé trop récent la rendaient toujours craintive en l'avenir⁵. Dans les villes aux faubourgs populeux, telles que Rennes et Vitré, Borie fit établir des ateliers de charité pour occuper les ouvriers pendant les chômages de l'hiver, mais l'insuffisance des subsides du gouvernement ne lui permit pas de maintenir longtemps l'existence de ces asiles secourables⁶. Pour réprimer le vagabondage, il demanda la plus grande sévérité aux tribunaux. Les propriétaires isolés dans les campagnes étaient dangereusement inquiétés par de petites bandes de voleurs et de vagabonds, composés d'anciens chouans, presque tous laboureurs ou journaliers de petite condition et réduits à un complet dénûment, de déserteurs, de colporteurs. Ils pratiquaient des vols avec effrac-

1. Borie à Chaptal, 16 brumaire an IX (7 novembre 1800). Arch. dép., 16 M 28.

2. Voir l'épisode du Mont-Dol, chap. V.

3. Borie à Fouché, 15 fructidor an VIII (2 septembre 1800). Arch. dép., 10 M 44.

4. Borie à Fouché, 14 brumaire an IX (26 octobre 1800). Arch. dép., 9 M 81.

5. Fouché à Borie, 28 brumaire an IX (19 novembre 1800). Arch. dép., 25 M 18.

6. Borie à Chaptal, 28 nivôse an IX (18 janvier 1801). Arch. dép., 16 M 28.

tion, souvent accompagnés de tentatives d'assassinat¹. Beaucoup d'entre eux furent arrêtés par les recherches d'une gendarmerie mieux organisée. Après entente avec le général Wirion, le préfet avait établi dans le département 22 brigades de gendarmerie à cheval et 29 à pied. Elles étaient ainsi réparties :

Rennes.	5 brigades.
Vitré.	3 —
Fougères.	2 —
Montfort.	2 —
Redon.	2 —
Montauban.. . . .	2 —
Saint-Servan.	2 —
Antrain.. . . .	2 —
Dol.	2 —
Châteaubourg.. . . .	2 —
La Guerche.	2 —
Saint-Aubin-du-Cormier.	2 —
Bain.	2 —
Plélan.	2 —
Mordelles, Saint-Pierre-de-Plesguen, Hé- dée, Guignen, Corps-Nuds, Château- giron, Saint-Aubin-d'Aubigné, Saint- Méen, Liffré, Combourg, Bécherel, Martigné, Louvigné-du-désert, Princé, La Fauconnerie, Maure, Pontréan, Thourie, Renac ² , chacun.	1 —

Au total, 51 brigades. Il y en a aujourd'hui 57. On voit donc que pour une population beaucoup moins considérable, les forces de gendarmerie pouvaient être suffisantes³. Leur efficacité fut bientôt révélée par un grand nombre d'arrestations, et les prévenus de vol avec effraction furent traduits devant le tribunal criminel siégeant à Rennes. De thermidor an VIII à frimaire an IX (juillet à décembre 1800), ce tribunal, présidé par Robinet, assisté des juges Lemerer et Boullemer et du commissaire du gouvernement Jumelais, prononça 9 condamnations à mort pour effraction de maisons habitées, vols à main armée ou menaces d'assassinat⁴. Les arrêts ne furent pas com-

1. Rapports de police, 3 brumaire an IX (25 octobre 1800). Bibl. nat., Fonds français, 11 361 (f. 244).

2. Arch. nat., F¹C V, Ille-et-Vilaine, 1. Procès-verbaux du Conseil général, an IX. Dossier n° 15.

3. Population 1800 : 477 519 ; population 1906 : 611 000.

4. Archives du Palais de Justice de Rennes. Registres du tribunal criminel, XIII et XIV.

mués et les exécutions eurent lieu à Rennes. Les condamnés furent conduits au lieu du supplice revêtus d'une chemise rouge.

Ces jugements sévères contribuèrent beaucoup à rétablir la tranquillité dans certains districts que terrorisaient parfois quelques débris des anciennes bandes chouanniques, mais les vagabonds et les mendiants continuèrent encore à arrêter sur les grandes routes les diligences et les courriers pour tenter de faire main-basse sur les bourses des voyageurs ou les caisses de deniers publics. Le 15 nivôse (5 janvier 1801) la diligence de Rennes à Nantes était arrêtée près de Bourg-des-Comptes par quatorze bandits qui dévalisèrent les voyageurs ; le 11 pluviôse (31 janvier suivant), le courrier de Rennes à Brest était pillé entre Quédillac et Montauban ¹. Ces attaques de voitures n'étaient point particulières à l'Ille-et-Vilaine, mais avaient lieu à cette époque dans tous les départements que la guerre civile venait de désoler, comme le prouve un arrêté des consuls, d'une portée générale, le 17 nivôse (7 janvier 1801) relatif à l'escorte nécessaire des voitures publiques.

L'hiver de l'an IX fut donc encore assez troublé et les relations commerciales avaient peine à se rétablir dans des conditions si précaires. Pour examiner les premiers résultats de l'administration des préfets et recevoir, le cas échéant, les doléances de leurs administrés, le gouvernement décida d'envoyer dans toutes les divisions militaires, au début de l'année 1801, des conseillers d'État en service extraordinaire. Barbé-Marbois fut désigné pour l'inspection des territoires composant la 13^e division militaire ².

IV. — Barbé-Marbois était le mandataire bien choisi pour recevoir un accueil favorable dans un département aux tendances monarchiques ou conservatrices comme l'Ille-et-Vilaine. Il était l'un de ces auxiliaires qui pouvaient seconder à merveille la politique du nouveau gouvernement, apaisement présent, despotisme futur et gagner à Bonaparte les sympathies des royalistes et des modérés. Le préfet exprimait assurément l'opinion de la majeure partie de ses administrés quand il salue en Barbé-Marbois « l'administrateur respectable par ses malheurs pour la cause de la vraie liberté ³. »

1. Borie à Fouché. Arch. dép., 9 M 81.

2. L'arrêté consulaire est du 23 frimaire an IX (14 décembre 1800) rédigé en ces termes : « Le 1^{er} Consul nomme les conseillers d'État Duchâtel, Fourcroy, Barbé-Marbois, commissaires à l'effet de se rendre dans les 12^e, 13^e, 22^e divisions militaires, pour y vérifier la situation des caisses des receveurs généraux. » Arch. nat., AF* IV 6.

3. Borie à Barbé-Marbois, 1^{er} nivôse an IX (22 décembre 1800). Arch. dép., 16 M 54.

Barbé-Marbois, né à Metz en 1745, avait été élu en l'an IV membre du Conseil des Anciens par le département de la Moselle. Il se signala bientôt par son opposition au Directoire et tenta plusieurs fois d'obtenir des adoucissements à la loi du 3 brumaire an IV qui excluait des fonctions publiques les nobles et parents d'émigrés. Aussi après le coup d'État du 18 fructidor il fut l'un des onze membres du Conseil déportés à la Guyane¹. Le 18 brumaire lui permet le retour en France; ambitieux et adroit il sait fort bien figurer autour du nouveau maître parmi les victimes du Directoire en quête d'une fructueuse réhabilitation. Conseiller d'État le 5 thermidor an VIII, sa mission dans l'Ouest lui vaudra bientôt une nomination au nouveau ministère du Trésor Public.

Il arriva dans la ville de Rennes le 7 nivôse (28 décembre 1800); la municipalité lui adressa ses souhaits de bienvenue et il fut logé, rue de Corbin, à l'hôtel Robien qui appartenait à Sollier La Touche et avait été occupé quelque temps auparavant par le général Brune². Il séjourna dans la ville une quinzaine de jours puis, le 28 nivôse (18 janvier 1801) il se rendit à Saint-Malo, Dol et Pontorson pour visiter la région des marais et juger des travaux nécessaires à l'endiguement du Couesnon³. On constate par un procès-verbal du Conseil d'administration des finances que Barbé-Marbois était rentré à Paris le 19 pluviôse (8 février). Dans une séance tenue ce jour-là, il rend compte de sa mission et déclare qu'il a vérifié avec le plus grand soin la comptabilité du payeur de la 13^e division et ses constatations ont été affligeantes. Les fonds de la solde sont à chaque instant diminués par des violations de caisse que les généraux autorisent et les payeurs divisionnaires n'ont ni l'autorité ni l'indépendance nécessaires pour leur résister. L'état-major de l'armée de l'Ouest suffirait à une armée de 100 000 hommes, et pourtant l'effectif n'est que de 25 000 environ. La 13^e division (Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan) compte indépendamment du général en chef Bernadotte, 4 divisionnaires et 12 brigadiers ainsi répartis⁴:

1. Kuscinski, *Les Députés au Corps Législatif*, an IV-VII, p. 70 et 191.

2. Arch. munic. Rennes. Registre D⁴ 1, fol. 11.

3. Boulet, sous-préfet de Saint-Malo, à Borie, 2 pluviôse an IX (22 janvier 1801). Arch. dép., 16 M 31. M. Rocquain ayant analysé le rapport de Barbé-Marbois, dans son ouvrage *État de la France au 18 brumaire* (p. 70-127), je n'utilise ici que les pièces qu'il n'a point citées.

4. J'ai complété ici les indications du dossier Barbé-Marbois par celles que fournit un état de répartition des troupes, signé de Bernadotte le 28 fructidor an VIII (15 septembre 1800). Archives de la guerre.

1^{re} division à Belle-Isle, général Quantin, avec les deux généraux de brigade, Duthil et Siscé, pour 4 bataillons d'infanterie.

2^e division. Finistère, général Desbureaux, avec les brigadiers Mennier et Lalance (11 bataillons).

3^e division. Morbihan, général Hédouville, avec les brigadiers Rouland, Beyssac, Grigny, pour 7 bataillons.

4^e division. Côtes-du-Nord, deux généraux de brigade, Gratien et Dufresse, pour 3 bataillons et 2 escadrons.

5^e division. Ille-et-Vilaine, général de division Tilly, avec 3 brigadiers, Simon, Paradis, Humbert, pour 3 000 hommes de troupes.

Le général en chef avait 6 aides de camp, chacun des divisionnaires, 2 ; on comptait de plus comme adjoints à l'état-major général, 8 adjudants commandants, 2 chefs d'escadron, 6 chefs de bataillon, 3 capitaines, 2 lieutenants, 2 sous-lieutenants ; il faut y joindre encore 9 officiers adjoints aux adjudants commandants, 12 capitaines et 3 lieutenants simplement qualifiés d'aides de camp, sans attribution précise de service ; au total environ 61 officiers détachés dans les états-majors, pour un effectif de troupes fort restreint¹, et Barbé-Marbois constate que les officiers sans troupes sont payés fort exactement et de préférence aux soldats dont la solde ne cesse de s'arriérer².

D'ailleurs les registres des receveurs civils sont aussi négligés que la comptabilité militaire, et l'administration préfectorale donnait parfois dans certains départements le fâcheux exemple d'un absolu mépris des formes légales. Tous les préfets n'avaient pas les scrupules de Borie. « La dernière administration centrale et le préfet du Morbihan ont fait sortir des caisses du receveur général pendant l'an VIII jusqu'à 822 029 francs. C'est avec fracas, avec tout l'appareil des armes que ces violences ont été exercées. Un agent de la trésorerie qui voulait en thermidor dernier s'y opposer a été menacé de prison et exposé à toutes sortes de violences³. »

C'est ainsi que Barbé-Marbois apprécie fort sévèrement les débuts de la gestion financière de certains préfets ; au contraire il rend justice à Borie, à son extrême souci de la légalité et ne le rend nullement responsable des irrégularités ou négligences commises par les adminis-

1. Arch. nat., AF IV 1017. Procès-verbal O.

2. Les bulletins de police signalent cette fâcheuse situation. On y lit à la date du 8 frimaire an IX (29 novembre 1800) : « Les militaires de l'armée de l'Ouest disent que leur solde est arriérée depuis plusieurs mois. La désertion est fréquente. » Arch. nat., F⁷ 3702 (Minutes).

3. Rocquain, ouvrage cité, p. 83.

trateurs et comptables civils ou militaires : « Si on me demandait, écrit-il, le modèle d'un administrateur, je nommerais le citoyen Borie, préfet d'Ille-et-Vilaine. »

Les remarques de Barbé-Marbois se retrouvent dans d'autres rapports des conseillers d'État chargés d'inspections analogues à la sienne. Ces missions étaient nécessaires après l'extrême confusion de la période directoriale, pour tenir en haleine les nouveaux représentants de l'autorité publique, contrôler et censurer les uns, approuver et encourager les autres ; elles produisirent d'autre part une excellente impression sur les administrés et les petits fonctionnaires. On fut satisfait en voyant les conseillers d'État accueillir avec une bienveillante attention toutes les doléances, preuve manifeste de la bonne volonté d'un gouvernement dont ils étaient les mandataires autorisés. Les résultats pratiques furent également avantageux, car leurs rapports centralisés au ministère de l'Intérieur fournirent les premiers éléments d'une vaste enquête sur l'état général de la France que le ministre Chaptal compléta par les travaux et dossiers des divers Conseils généraux.

Le gouvernement consulaire semblait vouloir mériter de plus en plus la confiance publique. Le traité de Lunéville avait heureusement inauguré l'année 1801 et il avait été fort bien accueilli comme un gage des intentions pacifiques de Bonaparte. Ainsi que l'écrivait son nouveau ministre Chaptal : « on était arrivé à l'époque si désirée où les prodiges des arts devaient succéder aux triomphes de la guerre¹. » Avec le retour de la belle saison les consuls prirent une série d'arrêtés pour faire cesser l'inaction funeste des manufactures françaises. On forma dans les départements des Conseils du commerce pour assister le préfet : ils étaient composés de négociants et manufacturiers. Mais toutes les précautions furent prises pour assurer la mainmise et le contrôle permanent de l'autorité centrale sur ces nouveaux Conseils : leurs membres étaient en nombre limité et nommés par le ministre de l'Intérieur sur la désignation des préfets qui devaient garder la présidence de ses assemblées. Des conseils de ce genre furent institués à Rennes et à Saint-Malo². Chaptal eut soin de former dans son ministère un conseil général d'agriculture et commerce dont les autres n'étaient pour ainsi dire qu'une émanation. Les fonctions des conseillers départementaux devaient être « unique-

1. Chaptal à Borie, 16 floréal an IX (6 mai 1801). Arch. dép., 23 M 1.

2. Conseil de Rennes institué par arrêté de Chaptal le 14 prairial an IX (3 juin 1801), celui de Saint-Malo par arrêté du 20 août. Arch. dép., 25 M 2.

ment consultatives et confidentielles¹ ». Le commerce lui-même ne pouvait donc échapper à cette tutelle jalouse d'un pouvoir bien intentionné du reste, car Bonaparte, si tracassier et si autoritaire pour les idéologues et les littérateurs, fut toujours favorable aux industriels, libéral à leur égard et disposé à prodiguer les faveurs et les distinctions aux savants dont les découvertes pouvaient aider à l'essor de l'industrie nationale.

Dès le 13 ventôse an IX (4 mars 1801) un arrêté des consuls avait annoncé qu'il y aurait à la fin de chaque année pendant les cinq jours complémentaires (milieu de septembre) une exposition générale et publique des produits de l'industrie française ; elle se tiendrait à Paris². Une exposition de ce genre avait eu lieu à l'époque du Directoire, vers la fin de l'an VI (1798), mais elle n'avait pas donné de grands résultats : la difficulté des relations, les troubles qui paralysaient certaines provinces n'avaient permis la présence que d'un nombre trop restreint d'exposants, presque tous de Paris ou des environs. On espérait cette fois obtenir un meilleur succès avec le retour de la tranquillité publique et le ministre conviait à Paris tous les industriels des diverses régions de la France³. L'exposition de 1801 réussit, en effet, assez brillamment et eut lieu dans la grande cour du Louvre. Bonaparte qui ne voulait rien négliger pour assurer le développement du commerce fit célébrer avec une grande solennité la distribution des récompenses et publier le procès-verbal des opérations du jury qui fut envoyé dans tous les départements pour exciter l'émulation et accroître le nombre des exposants. Le jury décerna 12 médailles d'or, 20 médailles d'argent et 30 de bronze⁴.

V. — Au grand regret de Borie le département d'Ille-et-Vilaine n'avait pu figurer à cette première exposition consulaire, car il avait trop souffert pour être en mesure de participer sans retard à ce réveil de notre industrie. D'ailleurs l'insécurité des campagnes y

1. Chaptal à Borie, 16 messidor an IX (5 juillet 1801). Arch. dép., *ibid*.

2. *Bulletin des Lois*, III^e série. B. 73. 559.

3. Chaptal aux préfets, 1^{er} floréal an IX (21 avril 1801). Arch. dép., 24 M 10.

4. Ce procès-verbal forme une brochure in-12^o de 39 pages. Parmi les médailles d'or, on trouve les noms des frères Didot, imprimeurs, et de Conté, fabricant de crayons artificiels. Le jury se composait de 15 personnes, dont 7 membres de l'Institut : Berthollet, Berthoud, Guyton-Morveau, Périer, Prony, Raymond, Vincent ; 2 membres du Tribunat, Bosc et Costaz ; 2 membres du bureau des Arts et manufactures, Bardel et Scipion Périer ; 2 professeurs du Conservatoire des Arts et métiers, Molard et Montgolfier ; 1 peintre, Mérimé ; 1 commissaire des salines, Bonjour. Arch. dép., *ibid*.

gênait encore beaucoup l'essor commercial. Nous en trouvons la preuve dans les rapports décadaires du préfet adressés à Fouché sur la situation de l'Ille-et-Vilaine de floréal an IX à ventôse an X (1801-1802)¹. Dans l'arrondissement de Montfort plusieurs bandes de journaliers agricoles devenus détresseurs de grands chemins mettent en coupe réglée les communes d'Iffendic, de Montauban, de Saint-Méen ; leur chef, l'insaisissable César Morin, terrorise les habitants et se fait livrer à jour fixe des sommes d'argent. Dans l'arrondissement de Redon d'autres malfaiteurs armés envahissent les demeures des percepteurs des contributions aux bourgs de Brain et d'Ercé-en-Lamée, et y font main basse sur des recettes assez importantes. Le ministre de la police adresse alors à Boric de petites sommes d'argent pour l'entretien d'indicateurs et d'agents secrets. Ce fut grâce aux renseignements fournis par l'un de ces derniers que l'on put déjouer à temps une tentative de plusieurs bandits sur la demeure de l'adjoint au maire de Chantepie, Richomme, habitant une maison isolée aux Loges, à une lieue de Rennes ; neuf gendarmes embusqués avec le capitaine Gautier-Guistièrre surprirent les assaillants, en tuèrent plusieurs et en arrêtèrent trois. Le capitaine fut promu chef d'escadron, et par une décision spéciale du Premier Consul les gendarmes reçurent une gratification².

Le gouvernement consulaire avait pourtant résolu de recourir à une juridiction exceptionnelle. La loi du 18 pluviôse an IX (7 février 1801) mit à sa disposition des tribunaux spéciaux pour assurer un rapide rétablissement de la tranquillité publique. Les bulletins de police constatent que la mesure a été facilement adoptée par le Corps Législatif : sur 280 votants, les deux tiers environ ont voté la motion gouvernementale. Au Tribunat la discussion avait été plus vive, car il s'agissait de donner aux consuls la pleine liberté d'établir des commissions extraordinaires dans tous les départements où ils le jugeraient nécessaire³. Un arrêté du 4 ventôse (23 février) décida leur création dans 27 départements du Nord-Ouest et du Midi : Ille-et-Vilaine, Morbihan, Côtes-du-Nord, Finistère, Manche, Orne, Calvados, Eure, Seine-Inférieure, Maine-et-Loire, Indre-et-Loire, Sarthe, Mayenne, Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Vau-

1. Arch. nat., F⁷ 7870, n^o 136.

2. Cet événement avait fait l'objet d'un rapport spécial adressé à Fouché par Moncey, insp. général de la gendarmerie.

3. Arch. nat., F⁷ 3702 (Minutes des 19 et 20 pluviôse). Fouché, qui devait revoir ces bulletins avant la rédaction définitive, a rayé le renseignement relatif au Tribunat.

cluse, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Drôme, Gard, Hérault, Tarn, Aveyron, Lozère, Ardèche, Haute-Garonne¹.

Le tribunal d'Ille-et-Vilaine fut composé de 8 membres : des 3 juges du tribunal criminel, Robinet, Boullemer, Lemerer, de 2 juges au choix du Premier Consul, qui furent d'après les propositions du préfet, des hommes de loi connus et estimés, Deligné et Poussin, enfin de 3 juges militaires proposés par le général Hédouville : le commandant de la place de Rennes, Mayeux, le capitaine de gendarmerie Gautier-Guistièrre, et le capitaine de vétérans, Salmon. Le commissaire du gouvernement près le tribunal criminel, Jumelais, remplissait la même fonction d'accusateur public auprès du tribunal spécial².

Ce tribunal devait connaître de tous les délits commis par des vagabonds et des gens sans aveu, des vols sur les grandes routes, des attroupements armés, des voies de fait exercées contre les acquéreurs de biens nationaux. Il jugerait sans appel et avec la plus grande sévérité. Il était stipulé d'ailleurs par l'article 31 de la loi que cette juridiction exceptionnelle cesserait de droit deux ans après la paix générale³. Le tribunal de Rennes, qui aurait dû entrer en fonctions le 1^{er} germinal, ne commença ses séances que cinq semaines plus tard, le 7 floréal (27 avril 1801). L'année suivante, la pénalité criminelle fut encore aggravée par la loi du 23 floréal an X (13 mai 1802). Tout individu déjà condamné et coupable de récidive serait marqué publiquement à l'épaule gauche de la lettre R. La même loi créait un nouveau tribunal spécial pour connaître tous les délits de faux et de fausse monnaie. A Rennes ce tribunal se composa de six juges ; le président et les deux juges du tribunal criminel, le président et deux juges choisis parmi ceux du tribunal de première instance⁴. Les préfets des départements les plus troublés eurent donc à leur disposition, pour faire respecter l'ordre public et l'organisation nouvelle, des juridictions très sévères.

Les fatigues de son administration avaient ébranlé la santé déjà délicate de Borie. Un hommage, qui lui fut peut-être plus sensible que les félicitations mêmes de Barbé-Marbois, parce qu'il venait des

1. *Bulletin des Lois*, III^e série. B. 69. 535.

2. *Bulletin* 68. 527., même série. Jumelais au préfet, 21 floréal an IX. Arch. dép., 1 U 2.

3. Le registre alphabétique du Tribunal criminel montre que la Cour spéciale, créée par la loi du 18 pluviôse, dura jusqu'en juin 1809. 856 individus furent traduits devant elle. Napoléon ne renonça pas vite à une institution si excellente pour la liberté d'action de la police impériale.

4. *Bulletin des Lois*, III^e série. B. 190. 1574.

représentants directs de ces administrés dont il désirait si vivement la satisfaction et le bien-être, lui fut rendu par les conseillers généraux au moment de leur seconde session, celle de l'an IX. Le Conseil général siégea du 15 au 29 germinal (5-19 avril 1801) et, dès la première séance, sous la présidence de Legraverend, l'assemblée décida à l'unanimité d'envoyer une députation auprès du préfet que la maladie retenait chez lui, pour lui témoigner la grande reconnaissance du département¹. Cette démarche était la juste récompense d'un administrateur qui, malgré une santé débile, n'avait cessé d'apporter un grand zèle et une activité soutenue à la direction des services publics.

L'an X parut annoncer pour le département une ère de calme véritable. Certains royalistes, fatigués d'une longue lutte, se prenaient à espérer que Bonaparte consentirait volontiers à jouer le rôle du général Monk et travaillerait au retour de la royauté. Durant le mois de messidor an IX (juin 1801) un libelle fut répandu dans l'Ille-et-Vilaine et la plupart des fonctionnaires le reçurent par la poste. Il était assez curieux. On y lit d'abord un arrêté de Fouché, accusant le Premier Consul d'avoir violé la Constitution de l'an VIII et le décrétant d'arrestation pour être enfermé à Bicêtre : Bonaparte était coupable d'avoir favorisé le retour des émigrés et les principes de l'ancien régime. Mais la seconde partie du libelle présente une protestation de l'accusé Bonaparte qui en appelle au tribunal des Français assemblés. Il est absous de l'accusation portée contre lui parce qu'il s'apprête à ramener la royauté légitime et à rendre à Louis XVIII le trône de ses ancêtres².

Ces espérances royalistes, nettement exprimées dans cette curieuse brochure, avaient été encouragées par la tolérance très largement pratiquée à l'égard des émigrés et des prêtres dont un grand nombre étaient revenus dans le département depuis 1800. Il est donc utile d'examiner rapidement quelle était à ce moment la situation religieuse dans l'Ille-et-Vilaine.

1. Procès-verbaux des séances. Arch. dép., registre 1 N 1, p. 10.

2. Brochure in-12° de 4 feuilles. Arch. dép., 9 M 81.

CHAPITRE VIII

LA SITUATION RELIGIEUSE DANS L'ILLE-ET-VILAINE EN 1800 ET 1801

SOMMAIRE

- I. — Politique de tolérance religieuse adoptée par les Consuls. Retour d'un grand nombre de prêtres réfractaires dans le département où la population les accueille avec empressement. Borie n'a reçu à dessein que des instructions très vagues et le ministre Fouché l'engage à déterminer ses décisions suivant les localités et les circonstances. Les processions sont peu à peu célébrées solennellement en dehors des églises par la tolérance des municipalités.
- II. — Lutte acharnée du clergé réfractaire et du clergé assermenté. Caractère et rôle de Le Coz, évêque constitutionnel de Rennes depuis 1791. Synode diocésain tenu à Rennes en mars 1801 pour tenter une réconciliation avec les prêtres insermentés. Concile national à Paris, du 29 juin au 17 août, sous la présidence de Le Coz ; mais toutes les démarches des constitutionnels doivent rester inutiles par suite des négociations de Bonaparte avec la cour de Rome. Dans l'Ille-et-Vilaine, le clergé réfractaire est déjà le maître de la situation, malgré une circulaire coercitive de Fouché (1^{er} thermidor an IX, 20 juillet 1801).

I. — Lorsque Borie prit possession de la préfecture d'Ille-et-Vilaine au mois de germinal an VIII, le gouvernement consulaire avait adopté déjà une politique franchement tolérante en matière

Bibliographie.

1^o SOURCES MANUSCRITES.

A. *Archives départementales.*

8 M 17 (Lettres du ministre de la police).

1 V 15 (Organisation du clergé).

2 V 2 (Personnel du clergé).

religieuse. Le général Brune, usant des pleins pouvoirs que les consuls lui avaient accordés pour pacifier les territoires de la 13^e division militaire, délivra à un grand nombre de prêtres réfractaires des cartes de sûreté avec permission d'exercer publiquement le culte. Il ne fit d'ailleurs que donner une sanction officielle à un état de choses déjà existant en secret, car ces prêtres, secondés de la population, avaient recommencé presque partout la célébration publique des cérémonies religieuses. Dans les communes rurales ils avaient repris possession des églises ; dans les villes où les édifices religieux étaient encore occupés par des troupes, ils ne manquaient pas de nombreux oratoires ¹. Mais, dans son impatience légitime de tout pacifier, Brune avait eu le tort de ne leur réclamer, en retour de sa bienveillance, aucune promesse sérieuse de fidélité à la Constitution de l'an VIII comme la loi du 21 nivôse l'exigeait de tous les fonctionnaires publics sous cette forme très simple : « Je promets d'être fidèle à la Constitution ². » Le 19 pluviôse an VIII (8 février 1800) un rapport de l'administration centrale informe le ministre de la police que la plupart des prêtres revenus dans le département refusent la déclaration de fidélité au gouvernement : cinq seulement d'entre eux ont consenti à la faire. On propage à profusion dans les campagnes avec l'aide du clergé une petite brochure : *Examen de la nouvelle déclaration prescrite aux prêtres*. L'auteur y conclut que la Constitution est contraire à la loi de Dieu et l'autorité qui la propose illégitime. C'est ainsi que le clergé breton répondait aux avances du gouvernement consulaire ³.

B. *Archives nationales.*

F⁷ 3701, 7901 (Bulletins de police).

F¹⁹ 431 (Ille-et-Vilaine. Cultes).

C. *Bibliothèque nationale. Manuscrits.*

Fonds français 11361 et nouvelles acquisitions 2780 (Procès-verbaux du Concile national).

2^o LIVRES RÉCENTS.

Abbé Pisani, *Répertoire historique de l'épiscopat constitutionnel*. Paris, 1907. (Bibl. nat., Ln⁴ 120).

Correspondance de Le Coz, publiée par le P. Roussel. Paris, 1900 (Bibl. nat., L 45/63).

1. Les arrêtés du 7 nivôse et du 2 pluviôse avaient rendu à la célébration du culte les églises non aliénées. Voir chap. IV.

2. *Bulletin des Lois*, III^e série. B. 1. 2.

3. Bibl. nat., manuscrits fonds français 11361. Des nouvelles analogues arrivaient des départements voisins, notamment du Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe. Voir les bulletins de police (ventôse an VIII) F⁷ 3701. « A Angers et dans les communes voi-

Le préfet, à son arrivée dans le département, se trouvait donc en présence d'une situation acquise. Un grand nombre de prêtres insoumis, encouragés par le bon accueil fait aux précédents, revinrent d'Angleterre et de Jersey durant toute l'année 1800. Malgré la surveillance exercée sur les côtes, ils trouvaient toujours quelque moyen de débarquer ; des chaloupes anglaises les déposaient, à la faveur de la nuit, dans quelques-unes des baies nombreuses de ce littoral si richement articulé depuis le golfe de Saint-Brieuc jusqu'à celui du Mont-Saint-Michel. Ils arrivaient en foule, sans l'autorisation de Fouché, sans aucune carte de sûreté, dans leur hâte de revoir la terre de France. Ils regagnaient les communes où ils avaient exercé autrefois leur ministère ; ils y étaient reçus presque toujours avec des témoignages d'empressement et de satisfaction qui leur faisaient oublier les amertumes de l'exil. Si les préposés des douanes en arrêtaient quelques-uns sur le littoral, ils affirmaient au sous-préfet de Saint-Malo leur sincère intention de vivre soumis aux lois républicaines et promettaient le serment¹.

Cette situation était délicate car le gouvernement n'avait à dessein donné au préfet que des instructions très vagues, circonstance toujours gênante pour un administrateur qui est ainsi conduit à engager son entière responsabilité malgré l'incertitude absolue des résultats. Fouché engageait le préfet à déterminer ses décisions suivant les localités sans adopter un système invariable et uniforme². Dans de telles conditions, Borie était trop avisé et trop prudent pour oser prendre des mesures coercitives qui auraient pu déplaire en haut lieu. Mais il usa de son autorité pour faire entendre certaines réprimandes, présentées sur ce ton à la fois modéré et énergique qui lui avait valu très vite le respect de ses administrés. Telle cette courte lettre au curé de Brécé qui refusait le baptême aux enfants dont les parents lui avaient déplu : « Le domaine de la pensée n'est pas de votre ressort : vous êtes trop juste pour ne pas accorder aux autres la tolérance que vous réclamez avec raison et dont vous fait jouir un gouvernement équitable. Restez fidèle aux principes d'un ministère de douceur et de paix ou vous m'obligerez de prendre des mesures pour assurer le bon ordre et le respect des lois³. »

sines, les prêtres réfractaires paraissent en très grand nombre et exercent publiquement leur ministère. Les autorités chargées d'exiger d'eux le serment prescrit par la loi du 21 nivôse, gardent le silence et approuvent cette infraction. »

1. Le sous-préfet à Borie, 2 prairial an IX (22 mai 1800). Arch. dép., 8 M 17.

2. Lettre du 17 ventôse an IX (8 mars 1801). Arch. dép., 2 V 2.

3. Borie au curé de Brécé, 1^{er} floréal an VIII (21 avril 1800). Arch. dép., 2 V 2.

Mais le clergé insermenté sut bientôt que le préfet n'oserait point sévir par crainte de compromettre encore une fois dans les campagnes cette tranquillité qu'il travaillait péniblement à y rétablir. La plupart des prêtres rentrés à la faveur de la tolérance refusèrent de prêter serment à la Constitution en dépit des circulaires préfectorales leur annonçant qu'ils n'avaient pas une existence assurée dans l'État. Rentrés par l'appui des paysans en possession de leurs églises dans presque toutes les communes rurales, ils sentaient leur force et peu à peu, devant la satisfaction de l'autorité reconquise après les années de troubles et d'angoisses, disparaissaient leurs intentions parfois conciliantes. Ils ne se résignaient pas à obéir aux injonctions d'ailleurs timides et incertaines d'un pouvoir civil dont ils constataient tous les jours l'attitude pacifique et de plus en plus bienveillante. M. l'abbé Sevestre a publié un document intéressant sur le clergé breton à la veille du Concordat¹. Dans l'Ille-et-Vilaine, l'enquête sur le clergé, ordonnée par le gouvernement consulaire, fut dirigée par le secrétaire général Even. On voit par ces résultats le grand nombre des prêtres insoumis rentrés dans le département (septembre 1801). Sur 332 prêtres indiqués nominativement comme exerçant leur ministère dans l'Ille-et-Vilaine, 95 seulement ont prêté le serment; il reste donc 237 réfractaires et plusieurs de ceux-ci sont notés comme ayant servi parmi les chouans ou ayant vécu cachés dans leurs bandes. Ils sont très hostiles au clergé constitutionnel. Les bulletins de police signalent l'existence de libelles qui circulent dans tous les départements bretons pour persuader aux habitants qu'ils ne peuvent considérer comme prêtres vraiment catholiques que ceux qui n'ont pas fait la promesse de soumission. Un de ces imprimés fait connaître la décision des évêques français assemblés à Munich : l'Église réprouve la déclaration de fidélité à la Constitution². Les processions étaient solennellement célébrées en dehors des églises par la tolérance des municipalités malgré les réprimandes du préfet qui rappelait en vain l'interdiction formulée par les lois défendant toute cérémonie du culte extérieurement aux édifices religieux³. Mais comment faire appliquer la loi dans les campagnes bretonnes, quand si souvent à l'intersection des routes se dresse, au milieu des vieux chênes, un calvaire respecté, et quand s'élève sur une colline la chapelle consacrée par le respect des aïeux et par les

1. Sevestre, *Le Clergé breton en 1801*, d'après les enquêtes préfectorales. Paris, 1912.

2. Bulletins de police, 12 fructidor an VIII (30 août 1800). Arch. nat., F⁷ 3701.

3. Borie aux municipalités, 4 messidor an IX (23 juin 1801). Arch. dép., 2 V 2.

processions traditionnelles ? N'était-il pas préférable de faire quelques concessions pour le maintien de la tranquillité publique ?

II. — D'ailleurs, malgré d'assez vives attaques contre les acquéreurs de biens nationaux, les communes où les prêtres insoumis célébraient leurs cérémonies cultuelles restaient calmes de l'aveu même du préfet². La lutte véritable avait lieu entre les deux clergés ; elle devenait acharnée dans les quelques communes où se trouvaient des prêtres assermentés et des réfractaires. Le clergé assermenté d'Ille-et-Vilaine avait pour chef, depuis les premières années de la Révolution, Claude Le Coz. Il était, en 1791, principal du collège de Quimper, lorsqu'il fut nommé évêque métropolitain du Nord-Ouest le 1^{er} mars, par l'assemblée électorale du département que présidait Borie³. Quelques mois plus tard il fut appelé à siéger comme député à la Législative⁴. Il était assurément avec l'abbé Grégoire l'une des personnalités les plus marquantes de l'Église constitutionnelle, et il se préoccupait beaucoup d'une réconciliation possible avec les réfractaires. Mais, malgré toutes ses avances, le clergé insermenté continuait à se montrer intraitable ennemi de tout accord. Au mois de prairial an IX (mai 1801) eut lieu à Rennes un grand synode tenu par les prêtres constitutionnels sous la présidence de Le Coz. On y discuta les termes d'une lettre qui fut adressée aux membres du clergé réfractaire que les constitutionnels appelaient « leurs frères, les prêtres incommunicants ». La lettre était signée des principales notabilités du clergé constitutionnel dans le Nord-Ouest de la France : Le Coz, évêque de Rennes ; Prudhomme, évêque du Mans ; Le Masle, évêque de Vannes ; d'Orbodot, évêque de Laval ; Gautier, député du clergé de Saint-Brieuc ; Lancelot, curé de Retiers, député du clergé de Nantes ; Le Chesne, curé de Thorigné, député du clergé du Mans ; Letard, curé de Cossé-le-Vivien, député du clergé de la Mayenne ; Joseph Lanjuinais, député du clergé de Rennes ; Gautier, curé de Lorient, député du clergé de Vannes ; Corbel, député de Saint-Brieuc. L'adresse était conçue en des termes fort modérés ; les constitutionnels qui voulaient obtenir l'oubli du

1. La situation religieuse était absolument identique dans un département du Languedoc qui avait été aussi très troublé en l'an VII par la guerre civile. Voir la lettre du préfet Richard à Fouché, 20 messidor an VIII (9 juillet 1800) publiée dans la *Révolution française*, t. XXXIII, p. 133.

2. Borie à Fouché, 1^{er} messidor an IX (20 juin 1801). Arch. dép., 2 V 2.

3. Lettre de Borie à Delessart, ministre de l'Intérieur. Arch. nat., F¹⁹ 431.

4. A. Kuscinski, *Les députés à l'Assemblée législative*, p. 60.

passé, faisaient appel à la concorde, à l'union nécessaire de tous les prêtres, pour ne pas porter un grave préjudice à la religion ¹. Cette démarche n'eut naturellement aucun succès ; les prêtres incommuniants y répondirent par de violentes protestations contre ceux qui se qualifiaient faussement de prêtres catholiques et qui, par une audace impie, osaient, dans leur adresse, nommer leur coupable assemblée : synode métropolitain du Nord-Ouest. Ce synode provincial n'était d'ailleurs, dans la pensée des prêtres assermentés, que le prélude du Concile national tenté par le clergé constitutionnel et qui se réunit à Paris le mois suivant ; 92 prêtres ou évêques y participèrent et ne négligèrent rien pour donner aux séances le plus d'éclat et de notoriété possible. Elles se tinrent du 10 messidor au 29 thermidor an IX (29 juin-17 août 1801) sous la présidence de Le Coz. Les séances publiques eurent lieu à Notre-Dame et les séances particulières à Saint-Sulpice. On rédigea une lettre pour le pape Pie VII et un appel aux prêtres insermentés ². Une députation fut envoyée au Premier Consul et aux ministres, mais toutes ces tentatives d'une Église qui se qualifiait avec quelque prétention d'Église gallicane, étaient par avance vouées à la stérilité, car les négociations entre Bonaparte et Consalvi étaient sur le point d'aboutir. C'est en vain que Le Coz prenait la défense des prêtres assermentés d'Ille-et-Vilaine et s'efforçait d'attirer sur eux l'attention de Fouché devenu bien indifférent à ces discussions cultuelles ³. Un arrêté de Borie, le 28 floréal an IX (18 mai 1801) avait rendu à l'exercice du culte l'église Saint-Léonard, à Fougères, mais le curé assermenté Le Roux essayait vainement d'en prendre possession : il se heurtait à l'opposition formelle du maire, Binet, nouvellement installé. Les prêtres réfractaires déclaraient hautement que jamais ils ne se soumettraient à la juridiction de Le Coz et que le gouvernement était disposé à les protéger. Ils firent paraître à leur tour, au mois de thermidor an IX, un véritable catéchisme plein de maximes intolérantes qui n'étaient pas de nature à faire cesser la division du clergé. Ils cherchaient de plus en plus à gagner les bonnes grâces du préfet qui refusait pourtant de les recevoir et leur demandait avec instance de prêter serment à la Constitution. Gênés par les sollicitations pressantes de Borie, ils se décidèrent à rédiger eux-mêmes un modèle

1. Brochure in-12°, 15 pages. Rennes, 1801. Chausseblanche. Arch. dép., 1 V 15.

2. On trouve ces deux pièces *in extenso* dans les procès-verbaux originaux du Concile (Bibl. nat., manuscrits. Nouvelles acq. françaises, n° 2780). La lettre au pape est en latin.

3. Le Coz à Fouché, thermidor an IX. Arch. nat., F⁷ 7901.

de déclaration qu'ils proposèrent au préfet. Ils se jugeaient assez forts, après ces dix-huit mois d'une singulière tolérance, pour offrir au gouvernement consulaire un véritable traité de puissance à puissance et pour obtenir, à l'aide de cette nouvelle concession, un traitement exceptionnel dans l'État ; cet engagement très vague et permettant les restrictions mentales nécessaires laisserait, pour l'avenir, le champ libre à toutes les protestations d'indépendance future. Le modèle était, en effet, ainsi formulé : « Considérant l'explication donnée par le *Journal Officiel* en date du 10 nivôse an VIII, relativement à la promesse de fidélité qui ne la présente que comme soumission et sauf les droits *imprescriptibles* de la religion, je promets fidélité à la Constitution. » Borie demanda les instructions de Fouché¹. Bonaparte, bien que très engagé déjà dans les négociations avec le Saint-Siège, n'entendait pas recevoir des sommations de cette nature. L'attitude du clergé réfractaire de l'Ouest lui parut trop indisciplinée et il prescrivit à Fouché de rédiger une circulaire très sévère. Les préfets devaient rechercher tous les prêtres séditeux qui avaient refusé de prêter le serment de fidélité à la Constitution et les faire sortir du territoire de la République dans le plus bref délai². Aucun autre formulaire que celui fixé par la loi du 21 nivôse an VIII ne pouvait être accepté par les autorités locales pour la prestation du serment obligatoire.

Il aurait été bien dangereux d'appliquer strictement dans l'Ille-et-Vilaine ces mesures coercitives succédant trop bruyamment à une complaisance notoire. Les prêtres réfractaires s'en rendaient si bien compte qu'ils organisèrent, au mois d'août 1801, une réunion dans l'ancienne abbaye de Paimpont, près de Plélan. Le prétexte était celui d'une mission religieuse, mais le motif véritable était de rendre, par des prédications, les habitants des campagnes de plus en plus hostiles aux prêtres constitutionnels. Une quarantaine d'ecclésiastiques de Ploermel, de Josselin, de Montauban de Bretagne, s'y trouvaient déjà réunis lorsque le préfet, averti par le chef d'état-major, général Simon, prit un arrêté interdisant toute réunion et prescrivant aux prêtres le retour immédiat dans leurs communes respectives. La gendarmerie de Plélan n'eut pas à intervenir ; l'assemblée se sépara sans aucune résistance³.

Mais combien d'autres réunions du même genre échappaient au

1. Borie à Fouché, 9 messidor an IX (28 juin 1801). Arch. dép., 2 V 2.

2. Circulaire du 1^{er} thermidor an IX (20 juillet 1801). Arch. dép., 2 V 2.

3. Simon à Borie, 11 fructidor an IX (29 août 1801). Arch. dép., *ibid.*

contrôle de l'autorité préfectorale souvent avec la connivence des municipalités. Borie s'en doutait bien et n'en était que plus désireux de voir aboutir les négociations entre le gouvernement consulaire et la papauté. C'était le seul moyen de clore une période de transition difficile où l'action de l'autorité civile restait forcément inefficace. On ne pouvait vraiment, à la veille d'un accord que presque tout le monde souhaitait, en revenir à l'application des anciennes mesures de rigueur comme l'avait prescrit, par un revirement trop soudain pour être durable, la circulaire ministérielle du 1^{er} thermidor. Dans l'hiver de 1801 à 1802, Borie écrivit aux sous-préfets afin de leur recommander la plus grande prudence dans l'emploi des mesures coercitives. Ils ne doivent agir contre les prêtres « que dans les cas où la conduite de ces derniers est contraire au repos public¹ ». C'est au successeur de Borie qu'était réservée la tâche délicate d'établir dans le département la nouvelle organisation ecclésiastique créée par le Concordat.

1. Borie aux sous-préfets, pluviôse an X (janvier 1802). Arch. dép., 16 M 23.

CHAPITRE IX

L'INSTRUCTION PUBLIQUE AU DÉBUT DU CONSULAT L'ÉCOLE CENTRALE D'ILLE-ET-VILAINE

SOMMAIRE

- I. — Enquête sur l'instruction publique prescrite par le ministre de l'Intérieur (25 ventôse an IX, 16 mars 1801). Situation pénible de l'enseignement primaire malgré les efforts de la Convention. L'enseignement secondaire avait mieux réussi par la création des écoles centrales depuis la loi du 3 brumaire an IV (25 octobre 1795). Intérêt que présente l'étude de l'École Centrale d'Ille-et-Vilaine pour l'histoire générale de l'enseignement français.
- II. — État des principaux collèges du département avant la Révolution, à Rennes, Vitré, Saint-Malo, Dol. Création du jury d'instruction qui doit organiser l'École Centrale. Nomination des divers professeurs. Étendue des programmes d'études. Confusion fâcheuse de deux systèmes d'enseignement, le secondaire et le supérieur.
- III. — Ouverture solennelle des cours de l'École Centrale établie dans les bâtiments de l'ancien collège (10 brumaire an IV, 31 octobre 1796). Activité et désintéressement des professeurs. Modicité de leur traitement payé d'une façon très irrégulière. Les exercices terminatifs de l'année scolaire et la distribution des prix. En l'an VII, l'École a 157 élèves.
- IV. — Dans l'enquête de l'an IX, la majorité des Conseils généraux fut hostile aux Écoles Centrales et demanda le rétablissement des anciens collèges ou le retour des corporations enseignantes. Réquisitoire du Conseil général d'Ille-et-Vilaine ; grands griefs qu'il formule contre l'École Centrale : abandon de l'étude des langues anciennes, absence d'éducation religieuse. On n'admettait pas encore un régime de liberté accordé à de jeunes écoliers. Malgré les assertions de leurs détracteurs, les Écoles Centrales ont eu des résultats et il n'y faut point voir une de ces institutions stériles auxquelles on applique sans regret le fameux *Vae Victis*.

I. — Lorsque l'ordre et la tranquillité furent rétablis dans la région d'Ille-et-Vilaine le gouvernement consulaire devait songer sans retard à tirer parti des avantages acquis par la prudente admi

nistration de Borie. Il fallait d'abord se préoccuper de l'instruction publique et chercher à la mettre à la portée du plus grand nombre possible de citoyens. C'était le moyen le plus sûr de bien disposer les jeunes générations à l'égard de la nouvelle France et d'amener le progrès des idées dans ces provinces de l'Ouest si longtemps isolées et réfractaires aux innovations politiques. Au reste la diffusion de l'instruction était un des grands principes formulés dès les premières années de la Révolution. Mirabeau disait déjà : « Ceux qui veulent que le paysan ne sache ni lire, ni écrire, se sont fait sans doute un revenu de son ignorance » ; et Lakanal prit pour devise : « un peuple ignorant ne peut être libre ». C'était aussi l'opinion de Borie : un préfet instruit et distingué comme lui ne pouvait manquer de donner tous ses soins à l'éducation nationale et de seconder l'action du pouvoir central. Il s'empessa de faire dans son département l'enquête prescrite par la circulaire ministérielle du 25 ventôse an IX (16 mars 1801). Tous les conseils généraux étaient appelés à se prononcer ; en joignant à leurs avis les rapports des Conseillers d'État envoyés dans les différentes circonscriptions militaires, le premier Consul devait avoir des données assez complètes sur l'état de l'instruction publique,

Dans l'Ille-et-Vilaine la situation était peu satisfaisante pour l'enseignement primaire. Les anciennes maisons d'éducation avaient été désorganisées durant les troubles : les lois scolaires de la Convention avaient été difficilement appliquées dans ce milieu si peu favorable.

Bibliographie.

1° SOURCES MANUSCRITES.

A. Archives départementales.

1 N 1 (Registres du Conseil général, an VIII, fol. 12 ; an IX, fol. 97).

2 N 1 (Procès-verbaux des Conseils d'arrondissement, 1800-1810).

2 T 1, 2, 3 (L'École centrale de Rennes).

L 287 (Registre de correspondance de l'administration centrale).

B. Archives nationales.

F¹⁷ 1314^A (Instruction publique).

F^{17A} 1344¹ (Écoles centrales).

2° DOCUMENTS CONTEMPORAINS IMPRIMÉS.

Analyse des procès-verbaux des Conseils généraux, ans VIII et IX (Bibl. nat., Lf 136/89).

3° OUVRAGES RÉCENTS.

Je ne puis citer toutes les monographies nombreuses relatives aux Écoles Centrales. Il y en a plusieurs d'excellentes que j'ai consultées pour les comparer à l'histoire de l'École Centrale de Rennes. M. Aulard les cite pour la plupart dans son livre : *Napoléon I^{er} et le monopole universitaire*. Paris, 1911, p. 18 et suivantes (Bibl. nat., 8°R/24 294).

L'instruction élémentaire surtout laissait à désirer. Dans la commune de Rennes où plus d'un millier d'enfants étaient susceptibles de recevoir les premiers éléments d'éducation, on n'avait que 7 instituteurs dont toute l'indemnité était réduite au logement et à 150 livres par an. Les administrateurs municipaux ne pouvaient donner davantage n'ayant pas les fonds nécessaires, mais on comprend qu'une telle pénurie n'était pas faite pour relever une profession qui ne pouvait donner des moyens de subsistance¹. Les qualités personnelles des instituteurs aussi péniblement recrutés laissaient fort à désirer. Toutes les familles non indigentes s'adressaient à des maisons particulières. Il y avait en 1801 à Rennes 21 écoles privées pour les garçons et 3 pour les filles ; le retour de plusieurs maîtres ecclésiastiques à la faveur du régime de tolérance pratiqué par le préfet, n'avait pas peu contribué à augmenter le nombre des élèves dans ces écoles particulières au grand mécontentement des républicains qui accusaient ces prêtres d'inspirer à leurs élèves de « funestes principes² ».

Pour l'enseignement secondaire les résultats avaient été meilleurs. Une école centrale existait à Rennes malgré les difficultés de tout genre et les attaques fréquentes. L'organisation de ces établissements qui ont précédé les lycées est en général peu connue. On ne leur accorde le plus souvent qu'une mention rapide dans les cours d'histoire contemporaine, et cependant il y a là un grand effort fait par la Révolution, en parfaite conformité avec les théories du XVIII^e siècle ; les écoles centrales furent une œuvre laïque, anti-cléricale, ardemment combattue par l'Église catholique : elles ont donc leurs détracteurs et leurs partisans. Pour savoir d'une façon très impartiale si elles ont réussi ou non, il faudrait consulter les archives de chaque département ; d'assez nombreuses monographies ont été faites dans ces dernières années sur cet intéressant sujet. Nous sommes heureux de pouvoir étudier d'un peu près, par un exemple

1. Février, ouv. cité, p. 20. Arch. dép., 16 M 55. Borie à Chaptal, 4 vendémiaire an X : « Les écoles primaires sont nulles. Elles ne sont pas établies dans la plupart des communes. »

2. Arch. dép., *ibid.* Borie à Chaptal, 1^{er} frimaire an X (22 novembre 1801). D'ailleurs bien que nous ayons peu de chiffres précis et que les statistiques soient mal faites, nous savons que l'état de l'enseignement primaire était partout lamentable. Les instituteurs étaient découragés par la modicité des rétributions et le manque de livres. M. Libois a publié un ouvrage documenté : *L'Instruction primaire pendant la Révolution dans le département du Jura*. Lons-le-Saulnier, 1897. Mêmes conclusions dans le livre de M. Lennel : *L'Instruction primaire dans le département du Nord pendant la Révolution*. Paris, 1909. Libois, Bibl. nat., 8°R/14 56g. Lennel, 4°R/2235.

local, dans un milieu absolument réfractaire, cette création de la Convention. Nous montrerons ses côtés défectueux, mais aussi la part légitime qu'on peut lui faire dans l'histoire de l'enseignement français au xix^e siècle.

Le 7 ventôse an III (25 février 1795) une loi votée par la Convention établissait des écoles centrales dans toute l'étendue de la République. On créait environ une école par 300 000 habitants. Dans chaque école il y avait quatorze professeurs : un professeur de mathématiques, de physique et chimie, d'histoire naturelle, de belles-lettres, de langues anciennes, de langues vivantes, de grammaire générale, d'histoire, de législation, de dessin, d'agriculture et commerce, de méthode des sciences et analyse des sensations, d'arts et métiers, d'hygiène¹.

Cette simple énumération des professeurs pour des enseignements si divers montre que le programme d'études était beaucoup trop chargé. Le représentant Daunou en donna la preuve à la Convention par un rapport des plus remarquables : le plan primitif fut remanié et restreint par la loi du 3 brumaire an IV (25 octobre 1794), promulguée la veille du jour où la grande assemblée se sépara. Chaque département devait avoir une école centrale : on supprimait les quatre professeurs d'agriculture, méthode des sciences, arts et métiers, hygiène, et on laissait aux administrations centrales le droit de maintenir ou de supprimer dans leur département le professeur de langues vivantes².

L'école d'Ille-et-Vilaine nous montrera la mise en pratique du nouveau système d'instruction.

II. — Avant la Révolution il existait à Rennes un collège royal très prospère. Les constructions de ce collège s'élevaient sur l'emplacement du lycée actuel : il y avait quatre grands bâtiments formant un carré et au milieu une cour centrale de récréation. De trois côtés de cette cour se trouvaient les classes au rez-de-chaussée, et le quatrième côté était occupé par une grande chapelle qui servait aux exercices publics de fin d'année : au 1^{er} et au 2^e étage étaient logés les professeurs, et le reste des bâtiments servait au pensionnat. Un jardin assez vaste s'étendait jusqu'aux bords de la rivière la Vilaine et une grande église, actuellement la paroisse de Toussaints, servait d'oratoire au collège³.

1. *Bulletin des Lois*, I^{re} série. B. 127. 670.

2. *Bulletin des Lois*, I^{re} série. B. 203. 1216.

3. En 1791-92 une enquête fut faite sur l'état des revenus des principales maisons d'édu-

Il y avait à Vitré un petit collège composé seulement de quatre classes. Les élèves qui en sortaient entraient ordinairement en 4^e ou en 3^e au collège de Rennes. D'autres établissements semblables dans les villes de Saint-Malo et de Dol étaient encore plus bornés. Le collège de Rennes était composé d'un principal, d'un sous-principal, de six professeurs d'humanités, deux de théologie, un de philosophie, un de mathématiques, un de physique. L'établissement avait des ressources très appréciables, des revenus d'environ 30 000 francs provenant de donations faites aux Jésuites, anciens directeurs du collège : à partir de 1762 les Jésuites avaient été remplacés par des prêtres séculiers et quelques laïques. Le nombre des élèves atteignait ordinairement 600¹. Le collège fut complètement désorganisé dès l'époque de la constitution civile du clergé. Les professeurs prêtres se cachèrent ou se retirèrent à l'étranger. Quelques maîtres laïques continuèrent à enseigner, mais les élèves se firent de plus en plus rares. La situation des professeurs devint très précaire ; la nouvelle loi du 3 brumaire ayant établi les écoles centrales, le gouvernement directorial si gêné par la situation des finances oubliait entièrement les professeurs des anciens collèges. L'administration centrale du département réclamait en vain auprès du ministre de l'Intérieur ; ces citoyens dévoués restaient sans traitement. On ne les paya que jusqu'au 1^{er} ventôse an IV (20 février 1796²).

Les administrateurs mettaient toute leur activité à organiser l'école centrale. C'était le seul moyen de faire cesser cet état de choses si regrettable. Le 17 germinal an IV (8 avril 1796) ils décidèrent que l'École serait ouverte le 1^{er} messidor (19 juin³) et ils nommèrent conformément à la loi les membres du Jury d'instruction. Ce jury devait désigner à son tour les professeurs et surveiller l'enseignement de l'école. Le choix des administrateurs se porta sur des républicains sincères et modérés : un lettré avantageusement connu à Rennes, Robinet aîné, et deux hommes de loi distingués dans leur profession, Bertin et Malherbe dont l'un avait été président et l'autre procureur général syndic dans le directoire de département⁴. Malgré

cation de France. Quelques détails sur le collège de Rennes sont donnés dans une adresse du Directoire d'Ille-et-Vilaine, à M. Audrein, membre du Comité d'instruction publique, à l'Assemblée nationale (4 avril 1792). Arch. nat., F¹⁷ 1314^A.

1. Rapport du Conseil général. Registre de l'an IX, p. 97 et suiv.

2. Arch. dép., L 287. Lettre des administrateurs, du 3 messidor an IV (21 juin 1796). L'administration centrale se composait alors d'Alexis Lograverend, président, Ameline, Baymé, Pontallié, Pichon, administrateurs, et Beaugeard, commissaire du Directoire.

3. Arch. dép., 2 T 2.

4. Dès le 3 brumaire an VII, Robinet dut démissionner à cause de sa mauvaise santé.

toute la bonne volonté des uns et des autres, l'école ne put être ouverte pour messidor an IV. La grande difficulté était le recrutement des professeurs, car l'organisation laïque de l'enseignement était chose toute nouvelle : on y avait prélué timidement depuis 1762. Le Jury fut très heureux de s'assurer le concours de plusieurs des anciens maîtres du collège : c'est avec eux qu'il forma le premier groupe des nouveaux professeurs. D'après la loi (titre II, art. 2) l'enseignement devait être divisé en trois sections suivant l'âge des élèves. Dans la 1^{re} on admettait les élèves de 12 à 14 ans; il y avait trois professeurs: dessin, histoire naturelle, langues anciennes. L'enseignement des langues vivantes était facultatif. Le jury nomma pour le dessin Causiez qui professait à l'école publique de Rennes depuis 1779. Pour les langues anciennes et l'histoire naturelle on fut obligé d'attendre. Dans la seconde division devaient figurer les élèves de 14 à 16 ans, sous la direction de deux professeurs : mathématiques, physique et chimie. On désigna deux anciens professeurs laïques du collège; pour les mathématiques, Thébault qui les enseignait depuis 1756 (40 ans), pour la physique Rozais qui professait depuis 1750. Dans la division supérieure, où on était admis au-dessus de 16 ans, quatre professeurs étaient chargés de l'enseignement : grammaire générale, belles-lettres, histoire, législation. Pour les belles-lettres le Jury choisit Germé, professeur de rhétorique au collège depuis 25 ans. Les autres chaires furent encore réservées ¹.

Cette difficulté de recrutement du personnel était générale, car le Corps législatif dut interpréter dans un sens très large la loi de brumaire (titre II, art. 5) pour venir en aide aux Juries d'instruction. Il leur permit « d'élire malgré leur absence les sujets que sur la notoriété publique et les preuves antérieurement faites, ils jugeraient en leur âme et conscience être les plus propres à remplir les places de professeurs des écoles centrales ² ». On donnait ainsi aux Juries locaux une entière liberté. Celui d'Ille-et-Vilaine en profita pour offrir la chaire de langues anciennes à Legraverend père, juge au tribunal civil de Dol et ancien professeur au collège avant la Révolution. Il déclina la proposition et fut remplacé par Fontaine.

La chaire d'histoire naturelle fut donnée à Joseph Danthon, naturaliste et médecin du département de l'Ain, qui résidait depuis 9

Il fut remplacé par Guillaume Legraverend. Bertin, malade aussi, fut suppléé par un membre adjoint, Chaillou.

1. Arch. dép., 2 T 2. Nominations du 10 prairial an IV (29 mai 1796).

2. *Bulletin des Lois*, II^e série. B. 35. 258. Loi du 1^{er} germinal an IV (23 mars 1796).

ans à Paris. Il fut accrédité auprès du Jury par une lettre de Lacépède dont il avait suivi les cours au Museum.

Pour la chaire de grammaire générale on désigna Courné, ancien professeur de belles-lettres qui avait renoncé à cette carrière peu lucrative pour devenir chef d'un des bureaux du ministre de la police générale.

On choisit pour la chaire de législation l'ancien représentant du peuple Lanjuinais. Il avait été proscrit avec les Girondins ; caché à Rennes pendant la Terreur, il avait échappé à la mort. Enfin pour l'enseignement de l'histoire le jury désigna Rabillon, sergent au 2^e bataillon de la 142^e demi-brigade, né dans la Vaucluse il se trouvait en garnison à Rennes et s'était fait remarquer par « ses assiduités à la bibliothèque ». On obtint son congé du ministre de la Guerre¹.

Ainsi fut nommé le corps enseignant de l'École centrale. On y voyait une majorité d'anciens professeurs destinés à appliquer des méthodes nouvelles qui leur étaient peu familières ; d'autres étaient désignés, suivant la loi de germinal, par « la notoriété publique », d'après la décision du Jury d'instruction : ils venaient des environs de Rennes, de Paris, de l'Ain, de la Vaucluse ; parmi eux un ancien représentant du peuple et un soldat. Ils étaient de tout âge : Thébault avait 68 ans, Germé 56, Danthon 45, Lanjuinais 44, Rabillon 29. Tous étaient appelés à l'enseignement de programmes entièrement nouveaux, sans examens, sans autre garantie que le choix libre d'un jury qui avait dû choisir suivant « son âme et conscience ». Sans doute les désignations du Jury d'Ille-et-Vilaine étaient heureuses et méritaient l'approbation générale ; mais il ne pouvait en être de même partout et les dangers d'un tel système de nomination se firent bientôt sentir. Un corps de professeurs recrutés, comme on le fait aujourd'hui dans les Universités suisses ou au Polytechnikon de Zurich, convient à l'enseignement supérieur, mais ne pouvait, dans cette période difficile de notre histoire, permettre la création du véritable enseignement secondaire qui réclame des maîtres ayant subi l'influence d'une même discipline intellectuelle. La seule nomination des professeurs nous montre donc un des graves défauts de la loi de brumaire, un des vices des écoles centrales : la confusion dans un même établissement d'instruction, des méthodes et des systèmes fort différents de deux enseignements, le secondaire et le supérieur.

III. — Enfin le vœu des administrateurs d'Ille-et-Vilaine s'ac-

1. Nominations de messidor et thermidor an IV (juin-août 1796).

complit : l'école centrale du département fut inaugurée solennellement le 10 brumaire an V (31 octobre 1796), un an après la promulgation de la loi scolaire¹. Les professeurs furent installés en présence des autorités civiles et militaires : on ne négligea rien pour rendre plus grandiose l'investiture de leurs nouvelles fonctions. Legraverend, président de l'administration du département, et Malherbe, membre du Jury d'instruction, prononcèrent des discours où ils cherchaient à montrer tous les avantages de l'établissement et invitaient tous les pères de famille à en faire profiter leurs enfants². Ils joignirent du reste les actes aux paroles et ne se bornèrent pas aux exhortations un peu vagues des discours officiels. Ils allèrent jusque chez les parents qu'ils connaissaient pour les engager à envoyer leurs enfants à l'école centrale. La rétribution était peu élevée : 15 francs pour suivre un cours, 20 francs pour deux cours, 25 francs pour avoir le droit d'assister à tous les cours. D'après la loi de brumaire (titre II, art. 8) l'administration centrale pouvait même exempter de cette faible rétribution un quart des élèves de chaque section pour cause d'indigence.

L'appel des administrateurs ne fut guère entendu et leurs louables efforts n'eurent pas grand succès, car en l'an V l'école n'eut pas plus de 57 élèves dont 15 reçus gratuitement³. Tous les cours n'étaient pas encore organisés. Les professeurs d'histoire naturelle et de grammaire générale ne parurent pas à Rennes ; ils promettaient vaguement leur arrivée pour l'année suivante et continuaient à Paris leurs occupations respectives. On dut se contenter de ces assurances. Les seuls cours vraiment suivis étaient ceux de mathématiques, physique et dessin. On y préparait, en effet, les candidats pour les examens de l'artillerie et de la marine : l'utilité pratique y amenait seule les auditeurs. Les cours de langues anciennes, belles-lettres et histoire n'avaient au plus que 16 ou 18 élèves.

L'école était installée dans les bâtiments de l'ancien collège, car une loi du 25 messidor an IV (13 juillet 1796) avait affecté à l'établissement des écoles centrales tous les bâtiments des anciens collèges⁴. Leur étendue se trouvait bien suffisante pour une école qui ne devait pas recevoir d'élèves internes, mais l'aspect était peu enga-

1. Ce fut le cas pour la plupart de ces écoles ; celle de la Charente fonctionna plus tard encore ; celle de Seine-et-Marne, établie à Fontainebleau, fut une des premières organisées en France dès le 11 prairial an IV (30 mai 1796).

2. Arch. dép., 2 T 1. Procès-verbal d'installation.

3. Arch. dép., *ibid.*

4. *Bulletin des Lois*, II^e série. B. 59. 536.

geant. Toute une partie de l'édifice avait subi de graves dégradations, ayant servi de casernement pour des troupes d'infanterie et de cavalerie de l'armée de Mayence durant les opérations de la grande guerre de Vendée ; il n'y avait pas d'argent pour réparer les dégâts et remettre les salles en bon état, car les anciens revenus avaient disparu en même temps que le collège ; les bâtiments durent rester dans cette mauvaise situation jusqu'à la création du lycée en 1803, témoignage navrant de la pénurie du Trésor public et des finances départementales¹.

Les professeurs, une fois réunis, se mirent à l'œuvre avec un grand courage. Ils purent constater sur-le-champ les lacunes de la loi de brumaire, loi d'une inspiration noble et élevée, mais qui laissait bien à désirer pour les divers détails de l'organisation scolaire. Les articles étaient d'une portée trop générale et la Convention avait fait trop grande la part des administrations centrales en matière d'enseignement : elle avait trop compté sur des administrateurs, souvent bien intentionnés sans doute, mais presque partout gênés dans les provinces de l'Ouest par une situation politique des plus difficiles, et forcément incapables, par la seule multiplicité de leurs autres fonctions, de mettre en mouvement tous les rouages d'un grand système d'instruction. C'est ainsi que la loi n'avait prévu aucun fonctionnaire pour inscrire les élèves de l'école et recevoir au besoin leurs parents ; il n'y avait personne pour maintenir l'ordre avant et après les cours. L'école se présentait comme une abstraction anonyme. Il n'y avait ni directeur d'études, ni même appariteur dans cette université très incomplète. Les premiers maîtres s'empressèrent de faire disparaître ces lacunes de la loi ; ils choisirent pour administrateurs leurs doyens d'âge, Thébault et Germé, assistés du bibliothécaire Mainguy² et furent heureux d'accepter, avec l'autorisation de l'administration centrale, les offres du citoyen Ollivault qui se chargeait de surveiller les élèves et de recevoir leur rétribution, moyennant 600 francs, le logement et un petit jardin. Il remplit ainsi la double fonction de surveillant général et d'économe qui n'avait pas été prévue³.

Thébault et plusieurs de ses collègues furent également logés dans

1. Voir plus loin, 3^e partie, chap. XIII.

2. Arch. dép., 2 T 3. Une loi du 20 pluviôse an IV (9 février 1796) avait assimilé les bibliothécaires des Écoles centrales aux professeurs pour la nomination et le traitement. *Bulletin des Lois*, II^e série. B. 26. 173.

3. Arch. dép., 2 T 2. Lettre de Robinet à Legraverend, 23 vendémiaire an V (14 octobre 1796).

les bâtiments disponibles du collège. La loi du 25 messidor an IV accordait aux professeurs ce droit d'habitation¹. L'administration centrale était satisfaite de pouvoir aider ainsi, dans la mesure de ses moyens, ces modestes fonctionnaires, en leur concédant l'exercice d'un droit prévu par la loi, car leur traitement annuel ne s'élevait qu'à 2 000 francs et ne pouvait être payé que très irrégulièrement. En effet, le Directoire, que sa pénurie financière rendait toujours ingénieux avait eu soin de laisser à la charge des départements toutes les dépenses relatives à l'instruction publique². Nous voyons qu'elles s'élevaient à 37 090 francs, dont 25 500 francs pour l'école centrale. Voici le détail :

9 professeurs à 2 000 francs.	18 000 francs.
1 bibliothécaire à 2 000 francs.	2 000 —
1 sous-bibliothécaire à 1 000 francs.	1 000 —
Distribution des prix.	600 —
Jardin botanique.	1 500 —
Musée de l'École Centrale.	» —
1 conservateur de la galerie de peinture.	1 200 —
1 conservateur d'histoire naturelle.	1 200 —
TOTAL.	<u>25 500 francs³.</u>

Ce budget restreint était une lourde charge pour un département pauvre en deniers. Les débuts des professeurs de l'école centrale ne furent donc guère plus brillants que ceux des directeurs eux-mêmes s'installant au Luxembourg devant une table boiteuse et expédiant leurs premiers arrêtés sur quelques feuilles de mauvais papier. Nous avons été vraiment touché du dévouement de ces premiers représentants de l'instruction laïque et de l'enseignement public, tel que l'avaient compris Lakanal et Daunou. Nous avons feuilleté les quelques notes restées aux dossiers des Archives d'Ille-et-Vilaine, témoignages trop rares de leur énergie et de leurs louables efforts. Ils ne connaissent guère les papiers administratifs aux beaux titres bien préparés et se contentent de feuilles disparates, prises au hasard. Entourés d'ardents détracteurs, leur confiance n'est pas ébranlée ; anciens et nouveaux, ils veulent suffire à la tâche qu'ils ont acceptée. Le désintéressement même ne paraît pas leur coûter. La loi du 3 brumaire leur a donné les moyens d'augmenter leurs faibles trai-

1. *Bulletin des Lois*, II^e série. B. 59. 536.

2. Loi du 28 messidor an IV (16 juillet 1796). *Bulletin des Lois*, II^e série, B. 59. 545.

3. Registre du Conseil général, an VIII, fol. 12, ou Arch. nat., F³ 11. Ille-et-Vilaine, 1.

tements puisqu'ils peuvent répartir entre eux le produit de la rétribution fournie par les élèves (titre II, art. 7^e). Mais cette rétribution pourrait gêner certaines familles et restreindre le nombre de leurs auditeurs ; aussi n'hésitent-ils pas, malgré la modicité de leurs ressources, à demander eux-mêmes que la rétribution annuelle soit encore réduite. Désormais, à partir de l'an VI, on ne payera plus que six francs pour un cours et neuf francs pour deux cours ou davantage. La rétribution primitivement fixée était ainsi réduite de plus de moitié¹. Le gouvernement rendait justice aux efforts de l'administration départementale et des professeurs. Dans une circulaire du 20 fructidor an V (6 septembre 1797), François de Neufchâteau, ministre de l'Intérieur, écrivait : « On s'est attaché dans le premier moment à combattre les écoles centrales avant de constater ce qu'elles pouvaient faire. On doit savoir gré aux professeurs de n'avoir ralenti leur zèle ni par le défaut de moyens qui a trop souvent arriéré leurs faibles traitements, ni par la fausse idée et l'injuste prévention qui calomniait leurs travaux avant même leurs résultats². »

Les professeurs d'Ille-et-Vilaine pouvaient prendre leur part légitime de ces éloges qu'ils méritaient entre tous. Désireux de vaincre ces préventions de l'opinion publique, dont parle le ministre, si peu justifiées à leur égard, ils voulurent montrer les résultats de leur enseignement dès cette première année et décidèrent de continuer une tradition de l'ancien collège, celle des exercices publics. C'étaient des compositions finales d'un genre particulier, restreintes aux meilleurs élèves de la classe et uniquement orales ; elles précédaient la distribution des prix³. Plusieurs élèves y prenaient part, exposaient l'enseignement de leur maître, s'adressaient tour à tour diverses questions et le professeur intervenait pour diriger la discussion et conclure. On résumait ainsi l'instruction de toute une année en présence d'un grand nombre d'auditeurs conviés à ces débats littéraires ou philosophiques. Les professeurs de l'École centrale rétablirent ces exercices terminatifs qui eurent lieu les 4 et 5 fructidor an V (21 et 22 août 1797)⁴.

1. Arch. dép., 2 T 1. Rapport de l'adm. centrale au ministre de l'Intérieur, 27 vendémiaire an VI.

2. Arch. dép., *ibid*.

3. Un assez grand nombre d'exemplaires des exercices de l'ancien collège se trouvent aux archives du département et de la ville de Rennes. Ils montrent en général la place exagérée donnée à l'étude de la langue latine et l'insuffisance notoire de l'enseignement scientifique et historique. La rhétorique française se borne à l'énumération fastidieuse des diverses figures et des tropes.

4. Le 20 floréal an VII (9 mai 1799) le ministre de l'Intérieur adressa un questionnaire

Ils demandèrent aussi, par l'entremise de Lanjuinais, 87 francs sur les centimes additionnels du département pour décerner des récompenses aux meilleurs élèves. L'administration centrale accorda cette faible subvention qui permit de donner un prix pour chaque cours. La distribution n'en fut pas moins magnifique. Elle se fit le jour de la fête de la République, le 1^{er} vendémiaire an VI (22 septembre 1797) au Champ-de-Mars, en présence des autorités et de détachements de la garnison. Le Directoire recommandait les solennités de ce genre et encourageait les proclamations dont il était lui-même fort prodigue. Il avait un sincère désir de faire progresser l'éducation républicaine et de continuer l'œuvre de la Convention. Toutes les mesures scolaires de cette époque sont caractérisées par la lutte de l'esprit laïque contre l'esprit clérical : il est certain que les directeurs voulaient maintenir le caractère strictement laïque de l'enseignement de l'État. Le 11 brumaire an VII (1^{er} novembre 1798) François de Neufchâteau créait un Conseil d'instruction publique, composé de 9 membres, qui serait chargé d'examiner les cahiers de doléances et les vœux des professeurs dans les écoles centrales ; d'une manière générale il devait *perfectionner l'éducation républicaine*¹. C'était le louable essai d'un comité consultatif de l'enseignement, intermédiaire désigné pour les relations du ministre et du nouveau corps enseignant, d'autant plus nécessaire à une époque où le ministère de l'Instruction publique n'existait pas encore.

Dans les années qui suivirent, l'école acheva de s'organiser malgré les difficultés du milieu et les troubles de la chouannerie. Le professeur d'histoire naturelle, Danthon, vint rejoindre son poste. Celui de grammaire générale, Courné, ne s'était point décidé à quitter Paris, il fallut aviser à son remplacement. Il se fit par voie de concours devant le jury d'instruction. La façon de procéder était assez curieuse. Des affiches annonçaient l'ouverture du concours et, comme nous le dirions aujourd'hui, la date des épreuves. Les candidats faisaient imprimer des programmes de sept ou huit pages où ils exposaient leurs idées sur la grammaire générale et la façon de

aux professeurs des écoles centrales. Leurs réponses sont intéressantes. On les trouve aux Arch. nat., F^{17A} 1344¹. En ce qui concerne les examens ou exercices publics, nous voyons que dans la plupart des écoles centrales, ils se plaçaient à la fin de l'année scolaire, comme dans l'Ille-et-Vilaine. C'est le cas de 39 départements. Dans les autres, la variété est fort grande : il y a souvent des examens trimestriels qui ne sont pas publics.

1. Arch. nat., F^{17A} 1344¹. Les membres du Conseil étaient : pour la littérature, Palissot et Domergue ; pour les sciences idéologiques, Daunou, Garat, Jacquemont, Lebreton ; pour les sciences physiques et mathématiques, Lagrange et Darcet. Le ministre y ajouta Ginguené.

l'enseigner. Ces programmes, beaucoup plus vagues et moins intéressants que nos plans d'études actuels, étaient distribués par chaque candidat aux membres du jury et à ses concurrents. Ceux-ci se servaient de ces programmes pour argumenter les uns contre les autres et se questionner tour à tour. Suivant le succès plus ou moins grand de l'argumentation et sur l'invitation du jury, tel ou tel candidat se retirait. Par voie d'élimination successive il ne devait rester finalement que deux concurrents en présence. Après une dernière argumentation, le jury désignait l'élu du concours. L'âge était un coefficient sérieux dont les juges tenaient grand compte. Pour le concours de grammaire générale il y eut trois candidats et trois jours d'argumentation à raison de deux heures par jour. Le jury désigna Lesage¹.

En prairial an VIII (mai 1800), le professeur de législation, Lanjuinais, devint sénateur. Le concours, pour choisir son remplaçant, eut lieu dans la même forme que précédemment, entre trois candidats. Comme aucun diplôme, aucune garantie de savoir n'étaient exigés, il arrivait parfois des surprises au moment des épreuves, du genre de celle que le citoyen Chesnel ménagea au jury. Son âge lui donnant la priorité, il argumenta le premier ; la séance dut égayer l'auditoire, si nous en jugeons par les termes du procès-verbal : « Le citoyen Chesnel fut exclu ; la façon indécente dont il s'est conduit ne peut trouver d'excuse que dans le dérangement de ses facultés intellectuelles. » Les deux candidats sérieux argumentèrent ensuite ; c'étaient Braillard, professeur de législation à l'école de Quimper, et Guillaume Carré, employé à l'administration centrale. Le choix du jury se porta sur Braillard, plus âgé que son concurrent². Carré avait eu pourtant l'appui de la presse locale. Chausseblanche publia dans son journal un acrostiche enthousiaste où il exaltait les mérites de Lanjuinais et de son futur successeur :

Cher à tes commettants, ainsi qu'à ta patrie,
Accomplis ton destin, réalise nos vœux,
Riche de tous les dons de la philanthropie,
Remplace auprès de nous le tribun vertueux,
Égide dont Mentor entoura ton génie³.

D'autres fois, mais plus rarement, le jury procédait simplement

1. Arch. dép., 2 T 2. Concours du 15 au 17 nivôse an VII (4-6 janvier 1799).

2. Arch. dép., *id.* Concours du 8 au 11 brumaire an IX (30 octobre-2 novembre 1800).

3. Journal du Nord-Ouest, n° 282.

par désignation directe et immédiate. Le professeur de mathématiques, Thébault, étant décédé, on le remplaça par le jeune René Binet, entré à l'École Polytechnique en l'an VII, ancien élève de Thébault et recommandé par les professeurs de cette école dont il suivait encore les cours (ventôse an IX-février 1801).

Le zèle des maîtres de l'École centrale fut récompensé dès la seconde année d'exercice par un accroissement d'une centaine d'auditeurs. En l'an VI il y eut 168 élèves. Une loi du 13 floréal an VII autorisa l'administration centrale à disposer de l'ancien jardin de l'évêché pour y établir le jardin botanique de l'école avec 3 000 francs de subvention¹. Le ministre de l'Intérieur accorda 600 francs pour la distribution des prix. Mais les progrès s'arrêtèrent là. Le nombre des élèves n'augmenta plus guère : en l'an VII il y en eut 157, en l'an VIII, 160, en l'an IX, 168, en l'an X, 180². Le gouvernement obéré ne pouvait plus donner aucun encouragement. D'ailleurs en l'an VII les préoccupations extérieures détournaient son attention des questions d'enseignement. Nous voyons par les lettres des professeurs de divers départements que les écoles centrales étaient absolument oubliées³... Les professeurs de l'Oise sollicitent du ministre de la Guerre la cession d'un local pour y établir un pensionnat annexe : aucune réponse ne leur parvient. Un sort analogue est réservé aux pétitions des écoles du Gard et de la Seine-Inférieure. Les professeurs de la Charente-Inférieure ont établi un règlement d'études qu'ils envoient au Directoire pour recevoir son approbation. Ce règlement ne leur a même pas été renvoyé. C'est l'incurie la plus complète.

Pour faciliter le recrutement des élèves on admettait dans la division inférieure des enfants qui n'avaient reçu aucune instruction préalable, par le fait de l'insuffisance de l'enseignement primaire et qui ne pouvaient profiter des cours. Cette tolérance n'était point particulière à l'Ille-et-Vilaine. Dans le rapport du Conseil d'instruction publique adressé au ministre de l'Intérieur (17 floréal an VIII-7 mai 1800) il est constaté « que le cours de langues anciennes est souvent fréquenté par des élèves qui ne savent ni lire, ni écrire ». Dans la Haute-Loire, le professeur de mathématiques pour avoir des auditeurs est obligé de leur apprendre à chiffrer. Dans les Ardennes les professeurs se plaignent d'avoir des élèves qui n'ont aucune ins-

1. Loi du 2 mai 1799. *Bulletin des Lois*, II^e série. B. 278. 2873.

2. Arch. dép., 2 T 1.

3. Arch. nat., F^{17A} 1344¹.

truction primaire ; dans les Hautes-Alpes, les élèves qui se présentent aux cours savent à peine lire¹. D'autre part dans la division supérieure les élèves étaient fort irréguliers, les uns par négligence et mauvais vouloir, les autres par nécessité puisqu'on les appelait à faire partie des colonnes mobiles chargées de poursuivre les chouans. Le professeur de législation Lanjuinais le constate dans sa réponse à une circulaire ministérielle au début de frimaire an VIII (novembre 1799) : « En ce moment la chouannerie tient en suspens toute affaire, toute entreprise, et rend mon école presque déserte ». Les professeurs revoyaient donc les mauvais jours de l'an IV. A peine arrivé dans le département le préfet Borie fut obligé de leur venir en aide. Les six premiers mois de l'an VIII ne leur avaient pas été payés². Pour obvier à la misère de ces pères de famille, Borie prit sur lui de leur ordonnancer la moitié de ce qui leur était dû par le moyen des centimes additionnels³.

IV. — Élevé lui-même sous l'ancienne discipline le préfet se trouva d'accord avec les principaux membres du Conseil général, pour condamner le régime de trop grande liberté accordé par la Convention aux établissements d'instruction. Sous l'ancien régime on avait eu la discipline monacale ; sous l'empire les lycées furent soumis à la discipline militaire ; les Écoles centrales avaient déjà une discipline paternelle qui paraissait alors à beaucoup d'esprits une nouveauté déconcertante. Dans l'enquête prescrite en l'an IX par le gouvernement consulaire, il n'y eut qu'un petit nombre de conseils généraux qui se montrèrent nettement favorables au maintien des Écoles centrales. La majorité leur fut hostile. Beaucoup d'assemblées demandèrent le rétablissement des anciens collèges ou le retour des corporations enseignantes⁴. Les conseils d'arrondissement préparèrent certainement cette manifestation d'opinion ou s'y associèrent. Dans l'Ille-et-Vilaine le conseil d'arrondissement de Saint-Malo avait rédigé un mémoire très expressif, signé de tous ses membres, où l'œuvre de la Convention est sévèrement condamnée : « On mit son amour-

1. Arch. nat., *ibid.*

2. La situation était analogue dans les Alpes-Maritimes, les Hautes-Pyrénées, le Var, la Loire-Inférieure. Les professeurs du Var écrivent : « Citoyen ministre, nous vous prions de vouloir bien vous intéresser à nous, qui sommes dans un dénuement désespérant. » Ceux des Alpes-Maritimes : « Cet état de détresse, joint à l'abandon où nous voyons l'instruction publique dans le pays, nous rend la vie extrêmement amère. » Arch. nat., *ibid.*

3. Arch. dép., 2 T 1. Borie à Lucien Bonaparte, 8 germinal an VIII (29 mars 1800).

4. *Analyse des procès-verbaux des Conseils généraux*, ans VIII et IX, chap. vi, traite de l'Instruction publique.

propre, à bouleverser, à détruire. L'on n'eut garde d'oublier ce qui concernait l'éducation. Elle fut anéantie. De magnifiques projets se succédèrent durant dix années et moururent en voyant le jour. Cependant le gouvernement éclairé et las veut enfin revoir ce qui était pour savoir ce qui peut être. » Le mémoire se termine par l'éloge de l'éducation religieuse¹.

Le Conseil général d'Ille-et-Vilaine formula un véritable réquisitoire. Le rapport fut rédigé par la quatrième commission chargée des questions d'enseignement. Elle était composée de Corbière, Aubrée, Parsy et Chaillou. Ce dernier, secrétaire du conseil, était aussi membre du Jury d'instruction. Il n'en fut que plus disposé à montrer tous les défauts de l'École Centrale.

Deux grands griefs se trouvent formulés dans le rapport : l'abandon de l'étude des langues anciennes et l'absence d'éducation religieuse.

On voit commencer ici la lutte des classiques et des modernes qui dure encore. La question du latin est nettement posée d'une manière très intéressante. La Société de Jésus tant qu'elle fut maîtresse des maisons d'éducation ne consentit jamais à modifier ou améliorer ses programmes d'enseignement : *sint ut sunt*, était décidément en toute chose la devise de l'Ordre. Les officiers du bailliage d'Auxerre se plaignent que les écoliers n'étudient dans les classes que certains auteurs latins et qu'ils en sortent sans qu'on leur ait mis dans la main un seul auteur français². Les exercices terminatifs du Collège de Rennes dont nous parlions antérieurement prouvent assez qu'en Bretagne on aurait pu présenter les mêmes doléances. La Chalotais, procureur général au Parlement de Rennes, publia en 1763 son *Essai d'éducation nationale*, où il recommandait l'étude des sciences naturelles, de la géographie, de l'histoire et des langues vivantes. La Convention s'inspira directement des idées de La Chalotais et la loi du 3 brumaire les fit mettre en pratique. Les méthodes nouvelles sont clairement opposées aux anciennes dans une lettre intéressante du ministre de l'Intérieur, Letourneur, à l'Administration centrale d'Ille-et-Vilaine : « Vous ne manquerez pas, écrit-il, de montrer à vos administrés combien le nouveau plan d'instruction l'emporte sur l'ancien ; vous leur ferez remarquer que par l'association du dessin, des sciences naturelles et des sciences mathématiques, aux lan-

1. Procès-verbaux des Conseils d'arrondissement. Arch. dép., 2 N 1.

2. Cité par M. Compayré. *Histoire critique des doctrines de l'éducation en France*, t. II, p. 240.

gues anciennes qui absorbaient autrefois toute la durée des classes, les élèves formés dans les nouvelles écoles doivent être bien mieux préparés pour les divers emplois et états de la société que ceux qui, sortant des collèges, ne savaient encore que transporter un discours d'un idiome dans un autre¹. »

C'est la critique bien nette des forts en thème, et le ministre Letourneur parle déjà comme les polémistes contemporains, M. Raoul Frary ou M. Jules Lemaître. Un changement si brusque introduit par des programmes mal rédigés ne pouvait convenir à certains esprits, surtout en Bretagne. La réplique des conseillers généraux est expressive ; on les sent préoccupés avant tout de défendre l'ancienne discipline et ils sont résolument conservateurs : « Les anciennes méthodes d'enseignement, écrivent-ils, étaient fondées sur l'expérience et s'étaient perfectionnées avec elle. Des esprits superficiels ont cherché à discréditer une pratique consacrée par tant de succès. De là les incertitudes des pères de famille, le relâchement des élèves, l'avilissement de l'instruction. C'est contre les langues anciennes qu'on a répété le plus de lieux communs. Si l'on prétend que la langue latine est sans importance pour toutes les études littéraires et pour celles des sciences qui s'y rapportent, que l'orateur, le poète, l'historien, le jurisconsulte et le médecin peuvent y renoncer ainsi que tous ceux qui sans se livrer à une profession spéciale veulent cultiver les sciences et les arts et y trouver des jouissances et des ressources, on dit alors une absurdité qui ne mérite pas d'être réfutée². »

Cette seule citation suffit à montrer que le ton de la polémique était des plus vifs et que les défenseurs des vieilles humanités étaient loin d'abandonner la partie. Ce qui rendait plus aisée la critique faite par le Conseil général c'était la façon peu adroite et peu rationnelle dont le cours des études avait été réglé. Les enfants n'abordaient l'enseignement secondaire qu'à partir de douze ans. Il n'y avait pas d'écoles intermédiaires entre l'école primaire et l'école centrale. Au lieu d'un cours unique d'instruction dans lequel seraient venus se placer successivement les éléments des diverses sciences, on avait isolé chaque partie de l'enseignement, comme dans nos Universités actuelles. Les plans d'études étaient incohérents. Les élèves avaient les libertés de suivre les cours qu'ils voulaient comme les étudiants de l'enseignement supérieur. Dans deux écoles centra-

1. Arch. dép., 2 T 1. Lettre de Letourneur, 29 frimaire an VI (19 décembre 1797).

2. Registre du Conseil général, an IX, p. 97.

les seulement nous avons trouvé un plan d'études bien établi, celles de Saône-et-Loire (à Autun) et de l'Eure ; les professeurs de 65 départements déclarent que l'ordre des études est absolument arbitraire : ceux de 15 autres annoncent que leurs écoles suivent à peu près l'ordre général établi par la loi de brumaire ; ce sont les départements de Haute-Marne, Yonne, Sambre-et-Meuse, Marne, Jura, Oise, deux Nèthes (Anvers), Gard, Gers, Vosges, Landes (à Saint-Sever), Sarthe, Aude, Mont-Terrible, Nord.

L'autre grief n'était pas moins grave de l'avis des Conseillers généraux. Ils reprochaient aux écoles centrales l'absence complète d'instruction religieuse : « On essaie dans ces écoles l'étude de toutes les sciences, excepté la plus importante, la science des mœurs, la morale, l'idée salutaire de la divinité bienfaisante. » Dans l'enquête nous trouvons plusieurs assemblées qui formulent la même critique que celle d'Ille-et-Vilaine : tels les conseils de la Gironde, du Bas-Rhin, de la Meuse-Inférieure. « Point d'éducation sans religion, disent les conseillers de la Gironde ! celle-ci doit donc être à la base d'un plan d'instruction nationale. Il faut habituer les habitants à la tenue, à l'ordre, à la constance¹. » Dans le cours supérieur, les programmes de grammaire générale, c'est-à-dire de logique et de philosophie, étaient remplis des théories empiristes et fidèlement inspirés des idées de Condillac ou de ses disciples. L'exercice terminatif du cours de grammaire générale en l'an VIII avait pour objet principal le développement de cette formule donnée par le P^r Lesage : « Dans leur origine toutes nos idées sont des sensations ou des portions de sensations détachées par l'abstraction². » Ces idées étaient peu conciliables avec l'enseignement de la morale religieuse traditionnelle ; c'est celle que réclament les conseillers de l'an IX, et leurs protestations annoncent celles de Royer Collard et de Maine de Biran : on voit commencer ainsi le grand mouvement de réaction des rationalistes contre les théories de l'empirisme du XVIII^e siècle.

Ces premières critiques montrent que les conseillers généraux n'auraient pas vu avec plaisir prospérer l'école centrale. Ils signalent d'ailleurs d'autres défauts ou lacunes qui tenaient à l'organisation même de cet établissement d'instruction. Ces cours qui ressemblaient beaucoup plus à des leçons d'enseignement libre qu'à des classes véritables, paraissaient trop nouveaux parce qu'ils succédaient sans transition au régime d'internat des anciens collèges. L'externat

1. *Analyse des procès-verbaux*, t. II, p. 527.

2. Arch. dép., 2 T 1. Exercice du 27 thermidor an VIII (15 août 1800).

si répandu de nos jours était alors chose absolument nouvelle. Dans quelques écoles centrales on avait essayé d'organiser des pensionnats en les plaçant dans les bâtiments mêmes ou dans des locaux annexes ; mais cette tentative n'avait eu lieu que dans 16 départements¹. On ne comprenait pas un régime de liberté accordé à de jeunes écoliers ; il est juste de reconnaître que la plupart des élèves en abusaient, puisque le préfet fut obligé de publier un arrêté leur prescrivant sous peine d'exclusion d'assister régulièrement aux cours pour lesquels ils étaient inscrits². La surveillance faite à l'entrée et à la sortie de l'école par un seul maître était tout à fait insuffisante. L'établissement manquait toujours d'une direction unique : on n'avait pas remplacé l'ancien principal, et les professeurs avaient été obligés, comme nous l'avons dit, de nommer eux-mêmes une sorte de bureau d'administration. Mais ces membres élus n'avaient que des fonctions honorifiques et manquaient forcément à l'occasion d'une autorité désirable sur leur collègues. Tout allait trop au hasard.

Pourtant, en l'an X (1802), l'école eut 180 élèves et il était injuste de dire qu'elle n'avait pas progressé. Les défauts signalés n'étaient pas irrémédiables : il était facile de mieux composer les programmes et de compléter le personnel enseignant par un personnel administratif. On ne voulut pas essayer la moindre réforme, ni tenter un seul mode de réorganisation, bien que certains Conseils généraux se fussent prononcés pour le maintien des écoles centrales avec les améliorations qu'indiquait déjà l'expérience acquise. Mais le parti de Bonaparte, comme nous le verrons, était déjà pris. Au cours de l'an VIII, il trouva moyen de supprimer le Conseil d'Instruction publique qui représentait encore l'esprit républicain de la Convention et dont le contrôle pouvait le gêner.

Tous les membres du Conseil, à l'exception de Domergue et Palissot, furent appelés au Tribunat et le Conseil n'eut plus de local pour tenir ses séances. Il se trouva donc naturellement désagrégé³.

Quoi qu'en aient dit leurs détracteurs, les écoles centrales eurent des résultats malgré leur courte existence si souvent troublée par les événements politiques. Nous pouvons les juger aujourd'hui d'une

1. 16 départements sur 82 avaient des pensionnats plus ou moins prospères : Meurthe, Jemmapes (Mons), Seine-et-Marne (Fontainebleau), Gers, Calvados, Lot, Creuse (Aubusson), Indre-et-Loire, Landes (Saint-Sever), Eure-et-Loire, Sarthe, Eure, Mayenne, Lot-et-Garonne, Deux-Sèvres, Doubs.

2. Arch. dép., 2 T 1. Arrêté du 25 vendémiaire an XI (17 octobre 1802).

3. Arch. nat., F^{17A} 1344¹.

manière plus équitable que les contemporains. Les sciences gardèrent le droit de cité qu'elles avaient légitimement acquis dans les établissements scolaires : elles devaient bientôt figurer sur les programmes des nouveaux lycées. De plus, le corps de professeurs formés dans les écoles centrales fournit un personnel tout préparé pour les lycées de l'an XI et les facultés de 1808. Nous y retrouverons Rabillon, Rozais, G. Carré, toujours dévoués à leurs devoirs professionnels. Le premier recteur de l'Académie de Rennes fut Germé, l'ancien professeur de belles-lettres.

Ces écoles eurent aussi l'avantage de montrer l'importance des langues vivantes et de réclamer pour elles une place dans les programmes scolaires. Elles préconisèrent de la sorte l'existence d'un enseignement où la part des langues anciennes, suivant l'esprit même de la Grande Encyclopédie du XVIII^e siècle, serait dévolue en partie aux sciences expérimentales et aux langues modernes. N'est-ce pas l'origine de cet enseignement longtemps surnommé *spécial*, tel qu'un grand ministre du second Empire devait le comprendre ? Ne retrouvons-nous pas aussi dans l'organisation des écoles centrales, ces idées si répandues aujourd'hui et favorablement accueillies dans beaucoup de milieux sur la décentralisation de l'enseignement ? Le jury d'instruction, choisissant lui-même les professeurs, précludait à l'établissement d'une sorte d'université locale.

Au terme de cette étude, nous ne saurions donc voir dans les écoles centrales une de ces institutions stériles auxquelles on applique sans regret le fameux *Vae victis* ! Cournot, dans ses *Souvenirs*, publiés récemment, trouve que les écoles centrales « ne manquaient ni d'originalité, ni de grandeur. Je n'ai connu aucun homme de mérite ayant passé par les écoles centrales qui n'en eût conservé un bon souvenir¹. » Ce jugement équitable que l'ancien recteur de l'Académie de Dijon formulait vers 1859, me paraît être le jugement impartial de l'histoire. Les écoles centrales nous montrent au début même du XIX^e siècle l'origine d'une série de débats et de questions toutes actuelles qui intéressent toujours et si vivement notre enseignement national². Elles portent bien la marque de cette Convention, leur créatrice, qui a fait tant de ruines et de malheurs privés,

1. *Souvenirs*, de Cournot, publiés par M. Bottinelli. Paris, 1913.

2. Conclusion identique dans un travail récent de M. Nicollet : *L'École Centrale du département des Bouches-du-Rhône*. Aix, 1913. « Les réformes qui ont été introduites dans l'enseignement secondaire durant le dernier quart du XIX^e siècle et les premières années du XX^e siècle se trouvaient toutes en germe dans les programmes des Écoles Centrales. » p. 190.

mais a su défendre nos frontières, lever des centaines de mille hommes, émettre tant d'idées utiles et fécondes dont les profits furent réalisés plus tard et bien souvent sans que l'esprit de parti ait consenti à en attribuer l'honneur à la grande assemblée qui les avait conçues dans le trouble et les désordres de la France républicaine à peine organisée.

CHAPITRE X

LES LISTES DE NOTABILITÉS LA FIN DE L'ADMINISTRATION DE BORIE

SOMMAIRE

- I. — Le gouvernement consulaire ne se hâte point de faire procéder à l'établissement des listes d'éligibilité. Loi du 13 ventôse an IX (4 mars 1801). Comment elle réduit le prétendu droit de suffrage universel à un simple droit de présentation. Comme l'écrivit Chaptal : « Le peuple indique, le gouvernement choisit. »
- II. — Difficultés que présente l'exécution de la loi. Pénible travail des Conseils municipaux pour l'établissement des premières listes de notabilités communales. Fonctionnaires qui doivent en faire partie de droit. Dans l'Ille-et-Vilaine, les notables départementaux ne sont désignés que le 11 brumaire an X (2 novembre 1801) et la liste des notabilités nationales n'est terminée que le 19 pluviôse (8 février 1802). Sur 96 notables désignés parmi les présents, on compte 62 fonctionnaires. Les élections, très calmes dans l'Ille-et-Vilaine, furent plus agitées dans quelques départements. Bonaparte saura réduire, par des mesures ultérieures, toute velléité de libre suffrage.
- III. — La réduction du nombre des justices de paix à 43 arrondissements. Élections des nouveaux titulaires (décembre 1801). Liste des élus et de leurs suppléants. De nombreuses plaintes ont lieu contre les opérations électorales, et bientôt le premier Consul se réservera la désignation des juges de paix.
- IV. — Fin de l'administration de Borie. La tranquillité complète est rétablie dans le département. Licenciement de la garde nationale de Rennes. Le Sénat appelle Borie au Corps législatif (6 germinal an X, 27 mars 1802). Regrets unanimes lorsqu'il meurt à Rennes, le 18 avril 1805. Sa politique calme et prudente a donné d'heureux résultats.

I. — Une des grandes occupations du préfet au cours de l'an IX fut la mise en état, singulièrement laborieuse, des listes de notabi-

Bibliographie.

1^o SOURCES MANUSCRITES.

A. *Archives départementales.*

5 M 1 (Élections à des fonctions publiques).

lités qui représentaient pour les citoyens français l'exercice de leur droit de suffrage d'après la Constitution de l'an VIII. Il est curieux de voir, par l'exemple d'un département, quelles difficultés de détail allait rencontrer l'application du nouveau système électoral.

Le gouvernement consulaire eut bien soin de ne pas faire procéder sur-le-champ à la rédaction des listes d'éligibilité. Il laissa passer l'année 1800 tout entière sans rien décider à cet égard. Les nouveaux préfets eurent le temps d'établir leur autorité dans leurs départements respectifs ; ce fut seulement quand le régime de brumaire eut déjà reçu une certaine consécration de durée, quand l'opinion publique eut été de plus en plus séduite par la gloire militaire, par le prestige de Marengo et de Hohenlinden, que Bonaparte résolut de donner à la France l'exercice très restreint du droit de suffrage. A peine la paix de Lunéville était-elle signée avec l'Autriche (20 pluviôse an IX, 9 février 1801) que paraissait au bulletin officiel la loi du 13 ventôse (4 mars) concernant la formation des listes d'éligibilité¹.

Quand Borie se trouva en face de ce lourd document législatif, aux articles confus et enchevêtrés, il éprouva un grand embarras. Comment l'expliquer à la plupart de ces maires de communes rurales qu'il savait par lui-même dépourvus de toute instruction ? Aussi leur donne-t-il des instructions détaillées, en les rassurant de son mieux sur les difficultés d'une tâche ingrate qui pourrait décourager leurs bonnes volontés déjà parfois chancelantes : « Il ne serait pas étonnant, leur écrit-il, que l'esprit qui voulut saisir à la fois l'ensemble des opérations électorales y rencontrât quelques difficultés ; mais elles seront bientôt aplanies et le système s'élèvera

5 M 4 (Lettres des ministres et du préfet).

5 M 5 et 6 (Listes des notables communaux et départementaux, an IX).

10 M 44 (Rapports hebdomadaires du préfet sur la situation du département, an VIII-XI).

16 M 55 (Correspondance du préfet en l'an X).

3 U 47 et 48 (Nominations de juges de paix, an IX-XII).

B. *Archives nationales*.

F¹C II, 35.

F¹C III, Ille-et-Vilaine, 1 (Esprit public).

CC 28 (Listes des notables éligibles, ans IX et X).

2° DOCUMENTS CONTEMPORAINS IMPRIMÉS.

Bulletin des Lois, III^e série, passim.

Journal d'Ille-et-Vilaine. Le n^o 1 porte la date du 25 septembre 1803. Le format est analogue à celui du *Journal des Savants* (4 pages). En dehors des informations locales, on y trouve quelques nouvelles prises dans les journaux de Paris.

1. *Bulletin des Lois*, III. B. 72. 549.

régulier en suivant les gradations dans l'ordre prescrit¹. » Le gouvernement ne paraissait pas d'ailleurs très impatient du résultat. Les premières opérations prescrites par la loi, les plus longues et les plus malaisées, relatives à l'établissement des listes de notabilités communales, devaient s'échelonner durant quatre mois : le 11 thermidor le Conseil de préfecture arrêterait les listes pour chaque arrondissement. Peu importaient les délais plus ou moins longs, pourvu que très habilement l'on donnât au peuple français l'illusion que les conditions restrictives du suffrage censitaire n'existaient plus et que tous étaient appelés à donner leur vote. Chaptal, dans une circulaire adressée aux préfets pour stimuler leur zèle au cours de ces minutieuses opérations, nous montre que les ministres du Premier Consul avaient bien compris la pensée du maître² :

« C'est sur le système de notabilités que repose notre constitution : c'est cette heureuse combinaison qui, donnant au peuple la faculté d'*indiquer* et au gouvernement celle de *choisir* les hommes capables de remplir les fonctions publiques, consacre le *droit* de représentation et en écarte les *inconvenients* qu'ont souvent occasionnés dans les choix *immédiats* l'irréflexion et l'intrigue. »

Le prétendu droit de suffrage se réduisait en définitive à un simple droit de présentation.

II. — Les maires convoquèrent immédiatement leurs conseils municipaux. Il était entendu que si les Conseils n'étaient pas encore au complet, les membres déjà nommés suffiraient pour procéder aux opérations. A l'aide des tableaux de population et des rôles des contributions directes on forma péniblement dans les diverses communes les états de tous les citoyens qui seraient appelés à voter. Les listes ainsi dressées par les Conseils municipaux devaient déterminer le nombre de tous les notables dans les trois degrés : ceux de l'arrondissement communal en feraient le 10^e, ceux du département le 100^e et le 1 000^e donnerait le contingent d'Ille-et-Vilaine sur la liste des notables nationaux. D'ailleurs, le gouvernement, tout en ne laissant déjà aux citoyens qu'un simple droit de proposition, n'entendait même pas leur en abandonner la complète jouissance : un arrêté des consuls du 27 floréal (17 mai 1801) détermina les fonctionnaires qui feraient partie nécessaire des premières listes des notabilités³.

1. Circulaire de Borie aux maires, 5 germinal an IX (26 mars 1801). Arch. dép., 5 M 1.

2. Circulaire du 23 ventôse an IX (14 mars 1801). Arch. dép., 5 M 1.

3. Arch. nat., F¹C¹II, 35.

1° *Pour la liste communale.*

- I. Les consuls.
Les ministres.
Les conseillers d'État.
Le secrétaire d'État.
Le secrétaire général du Conseil d'État.
Le secrétaire général des consuls.
Les membres du Corps législatif.
Les membres du Tribunal.
Les juges
Les suppléants
Le commissaire du gouvernement
Les substituts du commissaire du gouvernement
Le greffier
Les commissaires de la comptabilité nationale.
- II. Les préfets civils.
Les secrétaires généraux de préfecture.
Les membres des Conseils de préfecture.
Les membres des Conseils généraux de département.
Le préfet de police de la Seine.
Le secrétaire général de la préfecture de police de la Seine.
Les juges
Les suppléants
Le commissaire du gouvernement
Les substituts du commissaire du gouvernement
Le greffier
- III. Les sous-préfets.
Les membres des Conseils d'arrondissement communaux.
Les maires de chaque municipalité.
Les adjoints aux maires.
Les commissaires généraux de police de
Les secrétaires généraux des commissaires généraux de police de

du Tribunal de Cassation.

des tribunaux d'appel,
criminels,
et 1^{re} instance.

Lyon,
Bordeaux,
Marseille.

2° *Liste départementale.*

Même liste que la communale jusqu'aux sous-préfets non compris.

3° *Liste nationale.*

La même que la communale jusqu'aux préfets civils non compris.
Dans toute la France, les difficultés furent grandes pour l'établissement des listes. Nous en pouvons juger par le travail continu des bureaux du ministère de l'Intérieur dont témoignent toutes les pièces

conservées aux Archives nationales¹, par toutes les instructions et circulaires relatives à l'exécution de la loi du 13 ventôse. Le 3 thermidor an IX (22 juillet 1801) un arrêté des consuls reculait de deux mois la date où les états des notables communaux devaient être définitivement arrêtés². Ce délai était absolument nécessaire, pour l'Ille-et-Vilaine en particulier où cette première liste fut seulement achevée le 22 thermidor (10 août 1801). Elle comprenait 11 025 notables communaux répartis de la manière suivante³ :

1° *Arrondissement de Rennes :*

Fonctionnaires publics faisant partie nécessaire de la liste.	252	} TOTAL : 2 578.
Notables élus parmi les citoyens absents pour le service public.	128	
Notables élus parmi les présents.	2 158	

2° *Arrondissement de Saint-Malo :*

Notables de droit.	163	} TOTAL : 2 269.
Notables élus parmi les absents.	223	
Notables élus parmi les présents.	1 883	

3° *Arrondissement de Vitré :*

Notables de droit...	147	} TOTAL : 1 732.
Notables élus parmi les absents.	48	
Notables élus parmi les présents.	1 537	

4° *Arrondissement de Fougères :*

Notables de droit.	138	} TOTAL : 1 694.
Notables élus parmi les absents.	58	
Notables élus parmi les présents.	1 498	

5° *Arrondissement de Redon :*

Notables de droit.	119	} TOTAL : 1 533.
Notables élus parmi les absents.	72	
Notables élus parmi les présents.	1 342	

6° *Arrondissement de Montfort :*

Notables de droit.	118	} TOTAL : 1 219.
Notables élus parmi les absents.	60	
Notables élus parmi les présents.	1 041	

Les notables de droit étaient au nombre de 937, c'est-à-dire un douzième environ du total ; parmi eux figuraient tous les fonction-

1. Arch. nat., F¹C 11, 35.

2. Arch. dép., 5 M 1.

3. Nous avons établi les chiffres en collationnant les listes manuscrites signées par les sous-préfets. Arch. dép., 5 M 5 et 6.

naires de l'ordre administratif et judiciaire, les membres du Conseil général et des Conseils d'arrondissement, les maires et les adjoints, c'est-à-dire tous ceux qui, à des degrés divers, pouvaient diriger les votes et rendre illusoire la part de liberté octroyée par la Constitution aux simples électeurs.

On procéda ensuite aux scrutins pour former la deuxième liste, c'est-à-dire celle des notabilités départementales. Ils durèrent du 20 au 30 fructidor (7 au 17 septembre 1801). Le préfet annonce au ministre que le dépouillement des votes sera très long, car il faut relever un nombre considérable de noms¹. Le travail ne fut, en effet, terminé que le 11 brumaire an X (2 novembre 1801). La liste des notables départementaux porte 1052 noms pour les présents et 51 pour les absents par service public (parmi ces derniers il y a 48 militaires). Nous ne croyons pas utile de donner ici cette longue liste : au point de vue des professions indiquées, nous y relevons 26 membres du Conseil général, 17 membres des Conseils d'arrondissement, 207 maires ou adjoints, 177 juges en exercice ou démissionnaires, 7 ministres du culte, 84 rentiers ou propriétaires, une cinquantaine de cultivateurs, 67 avoués ou hommes de loi, 56 notaires ; enfin des officiers de santé, quelques marchands et des officiers de gendarmerie².

Ces notables départementaux désignèrent à leur tour les notables nationaux : ils devaient choisir 96 d'entre eux parmi les présents et 6 parmi les absents ; à ce total de 102 s'ajoutèrent les notables qui, d'après les instructions ministérielles, feraient de droit partie de la liste. En vertu de l'article 14 de la Constitution, complété par l'arrêté consulaire du 27 floréal (17 mai 1801), un grand nombre de fonctionnaires de l'ordre administratif ou judiciaire feraient partie nécessaire du groupe des notabilités nationales³ ; 540 fonctionnaires s'y trouvèrent figurer ainsi de droit. Le ministre de l'Intérieur fit établir la répartition de ces notables entre tous les départements à raison de leur population respective. L'Ille-et-Vilaine en eut 5⁴, qui furent :

Bodinier, législateur, domicilié à Saint-Malo.

1. Borie à Chaptal, 2 vendémiaire an X (24 septembre 1801). Arch. dép., 5 M 4.

2. La liste des Arch. dép., 5 M 5 indique les professions des notables ; celle des Arch. nat., F¹C III, Ille-et-Vilaine, 1, donne les âges pour 859 notables. Nous constatons ainsi que sur ces 859 il y en a 599, c'est-à-dire plus des deux tiers, dont l'âge atteint ou dépasse 40 ans.

3. Voir la liste précitée, n° I.

4. Circulaire de Chaptal au préfet, du 13 fructidor an IX (31 août 1801). Arch. dép., 5 M 1.

Defermon, conseiller d'État, domicilié à Rennes.

Gandon, juge au tribunal de Cassation, domicilié à Rennes.

Malherbe, tribun, domicilié à Rennes.

Rallier, législateur, domicilié à Fougères.

Pour les 102 notables qu'il fallait désigner les scrutins commencèrent le 1^{er} frimaire an X (22 novembre 1801) pour durer dix jours, sous la présidence du plus âgé des électeurs, le notaire Pontallié, résidant à Rennes¹. Le 19 pluviôse (8 février 1802), Borie pouvait enfin adresser au ministre la liste des notables du département d'Ille-et-Vilaine, élus pour faire partie de la liste des notabilités nationales. Il est intéressant de connaître cette liste².

1° Notables parmi les absents.

1. Aubrée..., général de brigade.
2. Baton-Riboisière, général d'artillerie.
3. Bellier-Fresnière, secrétaire du général Moreau.
4. Le Guay, général de brigade.
5. Moreau, général en chef.
6. Rapatel, adjudant-commandant.

2° Notables parmi les présents.

1. Alotte, secrétaire du sous-préfet de Saint-Malo.
2. Ameline, homme de loi à Rennes.
3. Amsinck, adjoint au maire de Saint-Malo.
4. Anger, membre du Conseil général de Rennes.
5. Aubrée, membre du Conseil général de Rennes.
6. Barbemintière, receveur de l'enregistrement de Rennes.
7. Barbier-Dupuy, membre du Conseil général de Rennes.
8. Beaulieu, membre du Conseil d'arrondissement de Redon.
9. Bertin, conseiller de préfecture de Rennes.
10. Binet-Janière, maire de Fougères.
11. Blérye, maire de Pléchâtel.
12. Bodin jeune, homme de loi à Pléchâtel.
13. Baron, sous-préfet de Fougères.
14. Borie, préfet de Rennes.
15. Bouillet, sous-préfet de Saint-Malo.
16. Bigot-Préameneu, sous-inspecteur des forêts à Bain.
17. Brager (Antoine), membre du Conseil d'arrondissement de Montfort.
18. Briot-Champmorin, juge de paix de Béchereil.
19. Cherville-Boberil, rentier à Rennes.
20. Costard, vice-président du tribunal d'appel de Rennes.
21. Corbière, membre du Conseil général de Rennes.

1. Circulaire du préfet, 23 brumaire (14 novembre 1801). Arch. dép., 5 M 4.

2. Arch. nat., CC. 28.

22. Croizé, président du tribunal de Vitré.
23. Couannier, juge au tribunal d'appel de Rennes.
24. Desbois, président du tribunal d'appel de Rennes.
25. Duplessis, membre du Conseil de préfecture de Rennes.
26. Lebreton père, homme de loi à Rennes.
27. De Brecey, maire de Saint-Malo.
28. Durocher, commissaire de police à Saint-Malo.
29. Deshayes, maire de Le Ferré.
30. Desprès-Duval, membre du Conseil d'arrondissement de Vitré.
31. Dominé, rentier à Redon.
32. Dupuy-Fromy, membre du Conseil général à Saint-Malo.
33. Dolley, ancien maire de Saint-Malo.
34. Despêchers fils aîné, négociant à Saint-Malo.
35. Desnos-Lagrée, homme de loi à Rennes.
36. Duclos, notaire à Rennes.
37. Dupont fils, rentier à Rennes.
38. Even, secrétaire général de la préfecture de Rennes.
39. Escolan (Jacques), avoué à Montfort.
40. Gourlay, juge au tribunal d'appel de Rennes.
41. Garnier-L'Hermitage, homme de loi à Rennes.
42. Garnier-Duplessis, homme de loi à Combourg.
43. Gaullier, rentier à Bazouges.
44. Guinot-Boissière, receveur d'arrondissement à Montfort.
45. Ginguené, receveur des domaines à Rennes.
46. Gautier-Guitière, capitaine de gendarmerie à Rennes.
47. Germé, professeur à Rennes.
48. Huchet-Besnerais, rentier à Rennes.
49. Houitte, président du tribunal de Saint-Malo.
50. Hubert, maire de Vieux-Vy.
51. Jumelais, commissaire près le tribunal criminel de Rennes.
52. Jouin, banquier à Rennes.
53. Jansion, receveur d'arrondissement de Redon.
54. Jouselin, suppléant du tribunal de Redon.
55. Joubaire, juge de paix à Plélan.
56. Journée, homme de loi à Rennes.
57. Jourdain, juge d'appel au tribunal de Rennes.
58. Kerollier, commissaire au tribunal de Redon.
59. Legraverend fils, membre du Conseil général de Rennes.
60. Lemerer, ancien législateur de Rennes.
61. Lorin, maire de Rennes.
62. Le Gomeriel aîné, homme de loi à Rennes.
63. Le Gomeriel jeune, juge suppléant à Rennes.
64. Lemercier des Alleux, sous-inspecteur des forêts à Fougères.
65. Leclerc-Herverie, homme de loi à La Guerche.
66. Lemoine la Borderie, rentier à Vitré.
67. Le Chevalier, président du tribunal de Montfort.
68. Lecorvaisier, notaire à Combourg.
69. Lajat, maire de Domagne.
70. Lemoine-Desforges, vice-président du tribunal d'appel de Rennes.

71. Legraverend (Alexis), membre du Conseil de préfecture de Rennes.
72. Lodin-Lalair, président du tribunal de Rennes.
73. Moras, ancien maire de Saint-Servan.
74. Magon, maire de Saint-Jouan.
75. Maudet, sous-préfet à Montfort.
76. Maudet fils, maire d'Iffendic.
77. Michel jeune, juge à Saint-Malo.
78. Mollié, négociant à Redon.
79. Michel-Carmois, rentier à Redon.
80. Michel (Henry), maire de Saint-Méen.
81. Mayeux, commandant d'armes à Rennes.
82. Nogues aîné, homme de loi à Redon.
83. Poinçon, rentier à Rennes.
84. Poignand aîné, juge suppléant à Montfort.
85. Pointel, maire de Saint-Servan.
86. Riollay, homme de loi à Rennes.
87. Rabuan-Hamonais, rentier à Rennes.
88. Richard, juge suppléant à Rennes.
89. Robinet, président du tribunal criminel de Rennes.
90. Séguinville, substitut au tribunal de Saint-Malo.
91. Thierry-Prévalaye, rentier à Rennes.
92. Thomas, sous-préfet à Vitré.
93. Thelohan, président du tribunal de Redon.
94. Toullier, homme de loi à Rennes.
95. Villalard, maire de Dol.
96. Vauquelin, juge au tribunal de Redon.

Il faut noter, au nombre des notables choisis parmi les absents, le général Moreau que les Rennais n'avaient pas oublié. Les électeurs bretons choisissaient avec d'autant plus d'enthousiasme leur compatriote qu'il était encore à ce moment, au lendemain de Hohenlinden, le vrai rival de gloire de Bonaparte, le seul homme de guerre dont le prestige et la popularité pouvaient porter ombrage à l'autoritaire Premier Consul¹. Le préfet lui écrivit une lettre des plus élogieuses dont les termes auraient beaucoup déplu à Bonaparte jaloux des succès militaires et déjà très inquiet de l'attitude frondeuse de Moreau².

Les élections s'étaient faites au milieu du plus grand calme. Elles aboutissaient au résultat désiré par le gouvernement, puisque sur le chiffre de 96 notables nationaux pour les présents, 62, c'est-à-dire près des deux tiers, étaient des fonctionnaires publics³ ou des

1. Cf. ouvrage du lieutenant-colonel Picard, *Bonaparte et Moreau*, in-8°.

2. Borie à Moreau. Lettre du 21 pluviôse an X (10 février 1802). Arch. dép., 16 M 55.

3. On compte, en effet, dans la liste précitée 6 conseillers généraux, 3 conseillers

citoyens tels que des conseillers généraux, conseillers d'arrondissement, maires, qui tenaient alors leurs charges du choix consulaire et décidés par conséquent à souscrire aux volontés de Bonaparte que la plupart d'entre eux jugeaient d'ailleurs en toute conscience le meilleur des guides pour le peuple français. Il semble cependant que dans certains départements les résultats n'aient pas toujours donné satisfaction complète au gouvernement, si nous en jugeons par un rapport que Chaptal adressa aux consuls durant le mois de pluviôse an X (février 1802), c'est-à-dire au moment où l'établissement laborieux de ces listes d'éligibilité qui durait depuis près d'un an, touchait enfin à son terme, et où le ministre pouvait apprécier l'ensemble des opérations :

« La correspondance des préfets, écrit-il, ne m'a que trop prouvé combien les élections avaient réveillé les passions que votre sagesse avaient calmées..... plusieurs listes nationales sont suspectes d'avoir été préparées par des moyens répréhensibles. En regrettant que ces germes de fermentation aient été jetés dans un peuple trop disposé à les faire fructifier, le gouvernement a cependant à se féliciter de ce qu'ils n'ont pas produit tout le mal qu'on en pouvait attendre. Si *quelques noms peu recommandables* figurent sur les listes des divers degrés, je dois dire qu'on y a porté avec un empressement digne d'éloges tous les hommes que la patrie honore¹. »

Les termes de ce rapport achèvent de nous édifier sur le libéralisme d'un gouvernement qui se qualifiait encore de républicain. Il y eut donc en quelques endroits des compétitions électorales sérieuses et les candidats officiels ne durent pas triompher sur toute la ligne. La nation n'était sans doute pas encore résignée au calme complet et à l'inertie politique qu'elle connut sous l'Empire. Mais le Premier Consul allait peu à peu lui en donner l'accoutumance. Ces quelques échecs électoraux suffisaient à inquiéter un gouvernement dont nous voyons nettement la politique : maintenir en apparence le suffrage universel, mais dans la pratique contrôler de près toutes les élections et sous prétexte de défendre cet ordre intérieur que la majorité des Français désirait avec raison maintenir, réduire toute velléité de libre suffrage et toute manifestation de vie publique réellement indépendante. Bonaparte dut être frappé de certaines remarques présentées dans ce rapport de Chaptal. Il profita quelques mois plus tard

d'arrondissement, 5 fonctionnaires de l'ordre administratif (préfet et sous-préfets), 22 magistrats, 15 maires, 9 fonctionnaires des finances, 2 inspecteurs forestiers.

1. Rapport de Chaptal (minute). Arch. nat., F¹C 11, 35.

de l'établissement du Consulat à vie pour faire introduire dans le corps électoral le groupe des 600 plus imposés de chaque département qui y formerait désormais une solide phalange capable d'y défendre la politique officielle et d'y maintenir une stabilité vraiment conservatrice.

III. — En même temps que s'élaborait la difficile confection des listes de notabilités, le gouvernement consulaire s'était préoccupé de la réforme des justices de paix. Le Conseil général d'Ille-et-Vilaine avait demandé une réduction notable de leur nombre, et 40 autres départements avaient émis un vœu analogue au cours de la session de l'an VIII¹. Une loi du 8 pluviôse an IX (28 janvier 1801) établit d'abord le principe même de la réduction. Les arrondissements des justices de paix devaient se régler sur les bases combinées de la population et de l'étendue territoriale. La population moyenne de l'arrondissement de justice de paix serait désormais de 10 000 habitants et 15 000 au maximum ; l'étendue territoriale moyenne serait de 250 kilomètres carrés et 375 kilomètres carrés au maximum². Une seconde loi du 29 ventôse (20 mars 1801) détermina le mode d'élection des juges de paix. Ils seraient élus par les citoyens de leurs arrondissements ou cantons respectifs appelés à voter par séries comme pour l'élection des notabilités communales. Les assesseurs des juges de paix étaient supprimés et remplacés par deux suppléants qui seraient les deux citoyens ayant réuni le plus grand nombre de suffrages après le juge de paix dans les élections du canton³. Enfin, un arrêté des consuls du 27 brumaire an X (18 novembre 1801) porta réduction des justices de paix du département⁴ de 84 à 43.

A la suite de ces diverses dispositions législatives, le préfet Borie fixa les élections du 22 au 26 décembre 1801. Le dépouillement eut lieu, pour Rennes, le 1^{er} janvier 1802, et le même jour à Fougères, Montfort, Vitré : pour l'arrondissement de Saint-Malo, il n'eut lieu que le 26 janvier, et pour Redon le 31 janvier⁵. Voici les résultats de ces élections dans les 43 arrondissements de justices de paix, qui sont devenus par suite les 43 cantons du département d'Ille-et-Vilaine à l'époque actuelle (1911).

1. Analyse des procès-verbaux des Conseils généraux, an VIII, chap. 11, art. 2.

2. *Bulletin des Lois*, III, 67.

3. *Bulletin des Lois*, III, 76.

4. *Id.*, III, 146.

5. Arch. dép., 3 U 47 et 48.

ARRONDISSEMENT DE FOUGÈRES.

1. *Canton d'Antrain*. — Juge de paix, Anger Loriais, 50 ans, était, avant 1789, avocat et maître particulier de la forêt de Villegardier, il devint ensuite juge au tribunal du district de Dol et juge de paix à Antrain. Sa fortune était assez grande pour l'époque (4.000 francs de revenus). Le 1^{er} suppléant fut Perrin (Jacques), ex-juge à Antrain, et le 2^e, Gautier, notaire à Bazouges-la-Pérouse.
2. *Canton de Fougères-Nord*. — Juge de paix, Jehannin, 40 ans, notaire et greffier de justice de paix de Fleurigné ; 1^{er} suppléant, Boismartel, notaire, et 2^e suppléant, Saucet, ancien juge de paix de Romagné.
3. *Canton de Fougères-Sud*. — Juge de paix, Biard, 44 ans, ancien secrétaire de la municipalité ; 1^{er} suppléant, Loysel, ancien administrateur du district ; 2^e suppléant, Pâris, ex-juge de paix de Parcé.
4. *Canton de Louvigné-du-Désert*. — Juge de paix, Garnier, 45 ans, ancien procureur de la commune et déjà juge de paix ; 1^{er} suppléant, Cavé-Champion, homme de loi à Saint-Georges-de-Reintembault ; 2^e suppléant, Deshayes, maire du Ferré.
5. *Canton de Saint-Aubin-du-Cormier*. — Juge de paix, Bazin, 36 ans, clerc de notaire avant 1789 et déjà juge de paix depuis 8 ans ; 1^{er} suppléant, Sérurier, notaire et conseiller d'arrondissement ; 2^e suppléant, Jehannin, huissier.
6. *Canton de Saint-Brice-en-Coglès*. — Juge de paix, Tropic, 49 ans, notaire et déjà juge depuis 7 ans ; 1^{er} suppléant, Simon, ex-juge de paix ; 2^e suppléant, Faligot, maire de Montours.

ARRONDISSEMENT DE MONTFORT.

7. *Canton de Bécherel*. — Juge de paix, Briot-Champmorin, conseiller d'arrondissement et déjà juge de paix ; 1^{er} suppléant, Bellier-Duverger, conseiller d'arrondissement, maire de Miniac ; 2^e suppléant, Tiengou (Louis).
8. *Canton de Montauban*. — Juge de paix, Tiengou (Marc), 46 ans, ancien procureur fiscal et juge depuis 1791 ; 1^{er} suppléant, Dreuslin, homme de loi ; 2^e suppléant, Delaunay, maire de Médréac.
9. *Canton de Montfort*. — Juge de paix, Touppé, ex-juge de paix de Bédée ; 1^{er} suppléant, Poignand (Mathurin), ancien juge de paix de Montfort ; 2^e suppléant, Ody (Joseph), notaire¹.
10. *Canton de Plélan*. — Juge de paix, Joubaire, 45 ans, déjà juge de paix et conseiller d'arrondissement ; 1^{er} suppléant, Jamiot, ex-juge de paix de Bréal ; 2^e suppléant, Allaire, maire de Plélan.
11. *Canton de Saint-Méen*. — Juge de paix, Michel Duverger, 40 ans, déjà juge ; 1^{er} suppléant, Nogues, ex-juge de paix de Gaël ; 2^e suppléant, Fesnoux, maire de Gaël.

ARRONDISSEMENT DE REDON.

12. *Canton de Bain*. — Juge de paix, Bigot, 48 ans, sous-inspecteur forestier

1. Touppé mourut après 17 jours d'exercice et fut remplacé par Ody.

- (revenu de 3 500 francs) ; 1^{er} suppléant, Desmons, ex-juge de paix de Bain ; 2^e suppléant, Gosse, ex-juge de paix de Messac.
13. *Canton de Fougeray.* — Juge de paix, Orain, 59 ans, notaire et déjà juge ; 1^{er} suppléant, Jousselin, propriétaire à Redon ; 2^e suppléant, Joussé de la Garenne.
 14. *Canton de Guichen.* — Juge, Lefeuvre, 45 ans, notaire et déjà juge ; 1^{er} suppléant, Bougeard, ancien juge de paix ; 2^e suppléant, Tréluyer, notaire à Baulon.
 15. *Canton de Maure.* — Juge, Fromentoux, 53 ans, notaire et déjà juge ; 1^{er} suppléant, Vailland de Comblessac ; 2^e suppléant, Bouilland, ex-juge de paix de Guignen.
 16. *Canton de Pipriac.* — Juge, Loaisel-Dupaty, 37 ans, homme de loi ; 1^{er} suppléant, Bouvier, ex-juge de Guipry ; 2^e suppléant, Villerio, ex-juge de Sixt.
 17. *Canton de Redon.* — Juge, Janvier, avocat et maire de Renac ; 1^{er} suppléant, Rozy, ancien juge de paix ; 2^e suppléant, Nogues, avoué à Redon.
 18. *Canton du Sel.* — Juge, Jouin, 32 ans, notaire à La Bosse ; 1^{er} suppléant, Menuet, ex-juge du Sel ; 2^e suppléant, Robert, adjoint au maire du Sel.

ARRONDISSEMENT DE RENNES.

19. *Canton de Châteaugiron.* — Juge, Menard, 42 ans, officier municipal et capitaine de la garde nationale ; 1^{er} suppléant, Morel, ex-juge à Noyal ; 2^e suppléant, Chaumont, homme de loi à Nouvoitou.
20. *Canton de Hédé.* — Juge, Aubrée (Louis-François), 46 ans, avocat ; 1^{er} suppléant, Aoustin, ex-juge de Dingé ; 2^e suppléant, Fretté, greffier de paix.
21. *Canton de Janzé.* — Juge, Le Clerc, ex-juge à Piré ; 1^{er} suppléant, Garnier, ancien juge à Janzé ; 2^e suppléant, Pouëssel, notaire à Janzé.
22. *Canton de Liffré.* — Juge, Touffait (Mathurin), 38 ans, déjà juge à Liffré ; 1^{er} suppléant, Delahaye ; 2^e suppléant, Guillot, homme de loi.
23. *Canton de Mordelles.* — Juge, Oresve, maire de Cintré ; 1^{er} suppléant, Hervelin, ex-juge de L'Hermitage ; 2^e suppléant, Agaësse, maire de Mordelles.
24. *Canton de Rennes-Nord-Est.* — Juge, Leblanc, 58 ans, avocat ; 1^{er} suppléant, Guézou, ex-juge de paix à Rennes depuis l'an II ; 2^e suppléant, Ledieu, ex-juge de paix à Betton.
25. *Canton de Rennes-Nord-Ouest.* — Juge, Le Henaff, 41 ans, déjà juge ; 1^{er} suppléant, Vanneau, homme de loi ; 2^e suppléant, Mounier-Brunetière, homme de loi.
26. *Canton de Rennes-Sud-Est.* — Juge, Juston, 38 ans, ex-juge à Cesson ; 1^{er} suppléant, Richard, homme de loi ; 2^e suppléant, Malezieux, ancien juge à Rennes.
27. *Canton de Rennes-Sud-Ouest.* — Juge, Béziel, avocat et conseiller d'arrondissement, 46 ans ; 1^{er} suppléant, Delamarre, ex-juge à Bruz ; 2^e suppléant, Lucas, homme de loi, conseiller d'arrondissement.
28. *Canton de Saint-Aubin-d'Aubigné.* — Juge, Bagot, ex-juge ; 1^{er} suppléant, Perras, homme de loi ; 2^e suppléant, Perrussel, commandant de la garde nationale de Gahard.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-MALO.

29. *Canton de Cancale.* — Juge, Lefèvre, 32 ans, ancien lieutenant des douanes ;

- 1^{er} suppléant, Condé, ex-juge au Vivier ; 2^e suppléant, Ducognet, ancien commissaire du Vivier, conseiller municipal de Dol.
30. *Canton de Châteauneuf*. — Juge, Fauvel, 45 ans, notaire, ex-juge de Miniac-Morvan ; 1^{er} suppléant, Besnard ; 2^e suppléant, Boison.
31. *Canton de Combourg*. — Juge, Labbé aîné, déjà en fonctions ; 1^{er} suppléant, Letourneux, notaire ; 2^e suppléant, Garnier-Duplessis, homme de loi.
32. *Canton de Saint-Malo*. — Juge, Rocher, homme de loi ; 1^{er} suppléant, Vilalard, notaire et maire de Dol ; 2^e suppléant, Pottier-Fromandière, négociant à Saint-Malo.
33. *Canton de Dol*. — Juge, Condé, homme de loi ; 1^{er} suppléant, Lemonnier, avocat et juge au district ; 2^e suppléant, Leroy, notaire à Saint-Malo, conseiller d'arrondissement.
34. *Canton de Pleine-Fougères*. — Juge, Jenouvrier, 35 ans, adjoint au maire ; 1^{er} suppléant, Merdrignac ; 2^e suppléant, Escallot.
35. *Canton de Saint-Servan*. — Juge, Philaut, déjà en fonctions ; 1^{er} suppléant, Cousin, commissaire de police ; 2^e suppléant, Samson, négociant.
36. *Canton de Pleurtuit*.¹ — Juge, Le Corvé, déjà en fonctions ; 1^{er} suppléant, Tranchemer ; 2^e suppléant, Lechat.
37. *Canton de Tinteniac*. — Juge, Préciaux-Herbetaye, 39 ans, ancien juge au tribunal de Rennes ; 1^{er} suppléant, Guihard ; 2^e suppléant, Rouxin.

ARRONDISSEMENT DE VITRÉ.

38. *Canton d'Argentré*. — Juge, Fouillée, 34 ans, ex-juge de Gennes ; 1^{er} suppléant, Pilet, ancien juge d'Argentré ; 2^e suppléant, Mouezy.
39. *Canton de Châteaubourg*. — Juge, Chauvin, 34 ans, déjà en fonctions ; 1^{er} suppléant, Viel, ex-juge à Ossé ; 2^e suppléant, Lerebours, notaire à Louvigné.
40. *Canton de La Guerche*. — Juge, Marcille, 57 ans, déjà en fonctions, ancien administrateur du district ; 1^{er} suppléant, Marion, notaire à La Guerche ; 2^e suppléant, Perrigault, notaire.
41. *Canton de Retiers*. — Juge, Chasles, 42 ans, notaire ; 1^{er} suppléant, Mancel, ex-juge à Retiers ; 2^e suppléant, Lancelot, ex-juge à Marcillé-Robert.
42. *Canton de Vitré-Est*. — Juge, Christophe, 36 ans, déjà en fonctions ; 1^{er} suppléant, Truffault, ex-juge à Izé ; 2^e suppléant, Crosson.
43. *Canton de Vitré-Ouest*. — Juge, Postel, 38 ans, ancien administrateur municipal ; 1^{er} suppléant, Denancé, ex-juge à Châtillon-en-Vendelais ; 2^e suppléant, Corbeau, ex-juge à La Chapelle-Erbrée.

Depuis la nouvelle Constitution, les juges de paix étaient les derniers magistrats du département qui fussent élus. Or, les élections du début de l'an X s'étaient faites avec difficulté. Presque partout il fallut un second tour de scrutin ; dans les procès-verbaux se trouvent notées des plaintes nombreuses contre les opérations électorales.

1. Le chef-lieu de canton a été transféré à Dinard-Saint-Énogat. C'est la seule modification dans les 43 cantons ici énumérés.

« En général, écrit à Borie le sous-préfet de Saint-Malo, les élections se font mal dans les séries : d'un côté l'insouciance, de l'autre la cabale et l'intrigue peuvent amener de fort mauvais résultats. Chaque parti, chaque opinion voudrait avoir ses hommes ; quoique nous puissions faire pour prévenir les divisions, nous pouvons nous attendre à des pluies de dénonciations de la part des mécontents¹. » D'après les rapports administratifs, les choix du suffrage populaire furent souvent déplorable : les documents nous manquent pour apprécier la légitimité des griefs officiels, mais il est certain que dans la plupart des départements les préfets signalent une situation analogue pour les élections des juges de paix². Aussi, lors du remaniement constitutionnel de l'an X, dans le sénatus-consulte du 16 thermidor, le dernier vestige du droit électoral fut-il supprimé. Chaque ressort de justice de paix avait désormais une assemblée de canton qui désignait deux citoyens sur lesquels le Premier Consul choisissait le juge de paix de canton. De même deux candidats étaient proposés pour chaque place vacante de suppléant de juge de paix. Les juges de paix et leurs suppléants étaient nommés pour dix ans³. De telle sorte que le pouvoir central avait la haute surveillance de tous les organes judiciaires et administratifs du département.

IV. — La formation des listes d'éligibilité et l'élection des juges de paix allaient marquer la fin de l'administration de Borie. Pendant les opérations électorales, la tranquillité n'avait cessé de régner non seulement dans l'Ille-et-Vilaine, mais encore dans les départements voisins, comme le constatent les rapports des généraux Bernadotte et Tilly qui commandaient l'armée de l'Ouest⁴. Les bandes de partisans royalistes étaient complètement dispersées ; les négociations que le clergé réfractaire savait engagées par Bonaparte avec le Saint-Siège ne lui permettaient plus la même hostilité à l'égard des institutions républicaines ; les victoires de nos armées, la joie qu'excitait le rétablissement de la paix avec l'Autriche et l'Angleterre, tout contribuait simultanément à l'apaisement des esprits. Les transactions commerciales reprirent d'une manière suivie, comme le prouve un arrêté des consuls, créant à Rennes une bourse de commerce⁵.

1. Arch. dép., 3 U 47.

2. Voir Vandal, ouv. cité, t. II, p. 282.

3. *Bulletin des Lois*, III. B. 206.

4. Arch. de la guerre. Rapport de Tilly à Berthier, ministre de la Guerre, 7 ventôse an IX (26 février 1801).

5. *Bulletin des Lois*, III. B. 98, 7 fructidor an IX (24 août 1801).

La cité maritime de Saint-Malo qui souffrait encore du maintien de l'état de siège, s'en vit délivrée par l'ordre de Bernadotte¹. Le maire de Rennes, jugeant que la tranquillité de la ville est désormais complète, décide, après accord avec le général Villatte, commandant les troupes d'Ille-et-Vilaine, de supprimer le service de la garde nationale qui, depuis plusieurs années, gênait les habitants aussi bien par les fatigues du service personnel que par les embarras du remplacement. La 82^e demi-brigade de ligne, qui allait bientôt tenir garnison dans la cité rennaise, y assurerait les services abandonnés par la garde nationale licenciée². Enfin, l'armée de l'Ouest, qui avait été surtout réunie pour la répression des troubles en Bretagne, fut supprimée quelques mois plus tard³. Le préfet Borie pouvait donc se féliciter d'avoir contribué à la suppression de l'état de guerre civile et bien augurer de l'avenir du département. Son rôle avait été surtout d'y accomplir une œuvre de tolérance et de pacification. Il était incontestable qu'il y avait réussi.

Le sénat lui donna bientôt la récompense publique de son zèle et de ses services. Le 6 germinal an X (27 mars 1802), il désigna sur la liste des notabilités nationales les citoyens qui devaient remplacer le cinquième sortant du Corps législatif : Borie y figura⁴. Il quitta sa préfecture avec regrets, mais l'état précaire de sa santé le détermina à accepter volontiers les fonctions de député peu actives à l'époque consulaire⁵. Dans sa lettre d'adieux aux maires et adjoints du département, il promettait d'attirer sur l'Ille-et-Vilaine toute la bienveillance future du gouvernement⁶. Il tint parole, car dans une délibération du Conseil municipal de Saint-Servan relative à une question d'intérêt local, à une rivalité avec Saint-Malo, nous voyons que Borie est toujours considéré comme un sérieux protecteur des Servanais et de tout le département⁷. Aussi les regrets furent unanimes, quand trois ans plus tard, le 18 avril 1805, on apprit sa mort à Rennes. Le premier préfet d'Ille-et-Vilaine était revenu mourir dans cette cité rennaise qu'il affectionnait, où il avait commencé sa carrière comme magistrat de l'ancienne royauté et où il l'avait ter-

1. Borie à Bernadotte, 25 brumaire an X (16 novembre 1801). Arch. dép., 16 M 55.

2. Arch. munic. de Rennes, D⁴ 1, fol. 47 (brumaire an X).

3. Le 1^{er} prairial an X (21 mai 1802). Arch. de la guerre.

4. *Bulletin des Lois*, III. B. 171. 1340.

5. Il avait déjà dû prendre, au début de l'an X, un congé de plusieurs semaines (septembre-octobre 1801).

6. Lettre du 5 floréal an X (25 avril 1802). Arch. dép., 16 M 55.

7. Arch. munic. Saint-Servan. Séance du 12 brumaire an XI (3 novembre 1802). D. I. Registre 13.

minée comme représentant officiel du régime nouveau¹. On ne saurait douter que, par sa droiture et sa loyauté, Borie n'ait largement contribué à affermir dans la capitale de l'ancienne Bretagne l'autorité du gouvernement consulaire. Connaissant de longue date les habitudes et les caractères du pays, il sut pratiquer une politique habile dont nous avons montré l'heureux effet. Plus d'une fois il dut calmer les défiances d'un gouvernement soupçonneux et résister aux mesures de rigueur que Fouché prétendait lui imposer quand le maître, inquiet par quelques rapports alarmistes ou certains mouvements de Georges Cadoudal dans le Morbihan, avait fait au ministre une sortie violente et critiqué sa police imprévoyante. Borie conseillait alors la temporisation. Il savait faire surveiller sans éclat les amnistiés qui résidaient dans le département et il demandait à Fouché d'accorder toute confiance à ses mesures calmes et prudentes :

« Vous pouvez être assuré, ajoutait-il, que je serai inflexible vis-à-vis de toute personne qui tenterait de compromettre notre sûreté et que les mesures de rigueur succéderaient avec beaucoup de fermeté au régime que je me suis prescrit jusqu'ici et dont les effets répondent à mon espérance². »

Bonaparte fut extrêmement satisfait des résultats obtenus, et la meilleure approbation qu'il sut donner à l'administration de Borie fut le choix même de son successeur, Mounier, l'ancien constituant, qui ne pouvait manquer de pratiquer dans l'Ille-et-Vilaine une politique tout analogue, faite de tolérance avisée et d'énergie discrète.

1. *Journal d'Ille-et-Vilaine*, n° 286.

2. Lettre de Borie à Fouché, 29 vendémiaire an IX (7 octobre 1800). Arch. dép., 10 M 44.

TROISIÈME PARTIE

LES PRÉLUDES DE L'EMPIRE

LA PRÉFECTURE DE MOUNIER

(Germinal an X-Ventôse an XIII).
(Mars 1802-Février 1805).

CHAPITRE XI

L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE EN L'AN X LE PLÉBISCITE POUR LE CONSULAT A VIE

SOMMAIRE

- I. — Bonaparte confie volontiers les hautes fonctions à d'anciens constituants, disciples de Montesquieu. Mounier, rentré en France est nommé préfet d'Ille-et-Vilaine (13 avril 1802). Installation du nouveau secrétaire général Routhier.
- II. — Le début de la préfecture de Mounier est marqué par la conspiration militaire dite des « libelles ». Attitude équivoque de Bernadotte. Mécontentement de l'armée de l'Ouest à l'égard du Premier Consul, accusé de favoriser les anciens émigrés et les prêtres réfractaires. Il se manifeste par un grand nombre de votes hostiles au moment du plébiscite de l'an X. La conspiration du général Simon est durement réprimée.
- III. — Session du Conseil général en l'an X. Excellent accueil fait au nouveau préfet. Répartition des contributions. L'état de siège cesse dans tout le département (23 juin 1802).
- IV. — Plébiscite relatif au Consulat à vie. Relevé des votes par communes et comparaison avec les chiffres du plébiscite de l'an VIII (9 600 suffrages en 1800, 40 866 en 1802). Nombre considérable des illettrés. Beaucoup d'électeurs ont accompagné leur vote d'adulations excessives qui doivent encore exalter l'ambition de Bonaparte.

V. — Modifications introduites dans la Constitution par le Sénatus-consulte du 4 août 1802. Les assemblées cantonales et les collèges électoraux. Liste des membres du Collège électoral d'Ille-et-Vilaine par assemblées de canton. Comparaison du corps électoral en l'an XII et en 1810. L'autorité du préfet ne cesse de grandir. Il devient vraiment le maître du département (Circulaire du 19 juillet 1802).

I. — A mesure que le régime consulaire prenait plus de prestige et de force, les hommes politiques, disciples de Montesquieu, acquerraient une influence de plus en plus marquée dans l'entourage de Bonaparte. Le maître leur confiait volontiers de hautes fonctions dans l'administration et la magistrature ; Portalis était directeur des cultes, Barbé-Marbois ministre du trésor public. L'ancien Constituant Mounier vint grossir la phalange des théoriciens de 1789 ralliés à cette république d'essence dictatoriale que le Consulat à vie allait cette année même transformer en une monarchie à peine déguisée. Ce que Mounier admire en Bonaparte c'était surtout le glorieux restaurateur de la paix publique ; il le respectait comme le grand sauveur de cet ordre social qu'il avait cru menacé d'un terrible bouleversement au début même de la Révolution, par les innovations audacieuses de la Constituante. Juge royal à Grenoble en

Bibliographie.

1° SOURCES MANUSCRITES.

A. Archives départementales.

- 5 M I, 15, 21 (Instructions ministérielles, élections an IX-1810).
- 16 M 55 (Correspondance du préfet en l'an X).
- 1 N 1 (Registre du Conseil général an X).
- 3 U 47 (Installation des juges de paix).

B. Archives nationales.

- F¹BI 156/27 (Dossier Mounier).
- F¹C III, Ille-et-Vilaine, 3, 4 (Procès-verbaux. Collèges électoraux).
- B¹I 523^A à 524^B (Votes pour le plébiscite de l'an X).
- B¹I 671 (Relevé général par département des votes émis).

C. Archives de la guerre. Correspondance de l'armée de l'Ouest.

2° DOCUMENTS CONTEMPORAINS IMPRIMÉS.

Bulletin des Lois, III^e série, passim.

Mounier, ouv. cité.

3° LIVRES RÉCENTS.

- Thierry (G.-A.), *Conspireurs et gens de police. Le complot des libelles*. Paris, 1903 (Bibl. nat., L^b 43/934).
- Guillon, *Complots militaires sous le Consulat et l'Empire*. Paris, 1894 (Bibl. nat., L^b 43/900).
- Madelin, *Fouché*. Paris, 1901, 2 vol. (Bibl. nat., Lⁿ 27/48 106).
- Lanzac de Laborie, *Mounier*. Paris, 1887 (Bibl. nat., Lⁿ 27/36 821).



Mounier.

Mounier

1788, Mounier avait acquis une notoriété légitime dans la grande réunion des États du Dauphiné à Vizille. Aux États généraux Mounier fut salué comme un des chefs du Tiers État ; durant les premiers temps de la glorieuse assemblée, il groupait autour de lui les libéraux prudents et modérés, qu'on a appelés « le parti des sages »¹ : Nicolas Bergasse, député de la Sénéchaussée de Lyon, Malouet, ancien intendant de la marine et député de Riom, le comte Stanislas de Clermont-Tonnerre et le comte de Lally-Tollendal, députés de la noblesse de Paris. M^{me} de Staël disait alors de Mounier : « c'est un homme passionnément raisonnable, plus éclairé qu'éloquent, mais constant et ferme dans sa route. » La popularité de ce parti modéré ou monarchien sombra vite ; les journées d'octobre achevèrent sa déroute. Mounier se rendit dans le Dauphiné avec l'espoir de le soulever, mais ses espérances furent bientôt déçues. Après un séjour en Suisse, il se fixa en Allemagne dans les états du grand-duc de Saxe-Weimar. Le 18 brumaire lui permit de mettre fin avec empressement à un exil dont il avait beaucoup souffert. Bonaparte qui appréciait son honnêteté et ses talents de jurisconsulte le nomma préfet d'Ille-et-Vilaine le 23 germinal an X (13 avril 1802). Dix jours plus tard, le 3 floréal, Mounier acceptait ses nouvelles fonctions². Son installation eut lieu à Rennes le 30 floréal (20 mai) par les soins de Le Boucher qui, depuis le départ de Borie, remplissait les fonctions de préfet par intérim³. Mounier allait avoir pour collaborateur un nouveau secrétaire général. Even qui avait secondé avec beaucoup de zèle l'administration de Borie venait de mourir deux mois auparavant au cours d'une mission que le préfet lui avait confiée. Borie l'avait chargé d'aller inspecter les digues de la région de Dol. Il mourut au cours de ce voyage à Hédé frappé d'une attaque de paralysie⁴. On le remplaça par Routhier, secrétaire de la municipalité du 11^e arrondissement de Paris (nommé le 13 floréal, 3 mai 1802).

Mounier arrivait avec un sérieux désir de continuer la politique d'apaisement de son prédécesseur. Son passé et son caractère l'y prédisposaient également. La lithographie ci-jointe de Delpech repro-

1. Paul Bosq, Les libéraux de la Constituante. *Revue hebdomadaire*, 29 juillet 1911.

2. Arch. nat., AF^{vi} 14, registre n° 9. F¹B¹ 156/27. Dossier Mounier. Dans l'ouvrage d'Honoré Fauré on trouve pour la nomination de Mounier la date du 3 avril. C'est une erreur d'interprétation de la date du 23 germinal.

3. Arch. dép., 1 M 13.

4. Arch. dép., 16 M 55. Borie au ministre de l'Intérieur, 2 ventôse-21 février 1802. « Je connaissais particulièrement, écrit-il, ses vertus morales et ses droits à l'estime publique. »

duit un portrait de Mounier¹ qui doit appartenir à cette période de sa vie, après son retour en France. Les traits sont graves, un peu épaissis par l'âge, le visage large; les yeux calmes et doux donnent à toute la physionomie un aspect plus résigné qu'énergique. Nous allons voir cependant que le préfet d'Ille-et-Vilaine sut retrouver à plusieurs reprises dans les actes de son administration l'autorité active de l'avocat dauphinois et de l'ardent promoteur de l'assemblée de Vizille².

II. — A peine arrivé dans le département, le nouveau préfet eut à déjouer une conspiration militaire, celle dite *des Libelles*, que Bernadotte lui-même favorisa. Selon son habitude le rusé gascon sut pousser en avant plusieurs de ses officiers et les compromettre, sans se mêler trop ouvertement à leurs intrigues, de manière à dégager très adroitement en temps utile sa responsabilité personnelle. L'armée de l'Ouest venait d'être supprimée, mais beaucoup de troupes étaient encore rassemblées dans les départements bretons et n'avaient pas reçu la désignation de nouvelles garnisons. D'ailleurs les forces militaires destinées à l'expédition de Saint-Domingue passaient par la Bretagne. A Rennes se trouvaient au début de 1802, la 79^e demi-brigade (3 bataillons) d'un effectif de 1883 hommes, la 82^e (3 bataillons) avec 1501 hommes, les 3^e et 4^e bataillons du 7^e léger, soit 683 hommes et le dépôt du 19^e chasseurs à cheval³ : c'est-à-dire un effectif de plus de 4000 soldats qui pouvaient être entraînés facilement par le chef d'état-major de Bernadotte, le général de brigade Simon, âgé de 32 ans, actif et instruit. Il y avait beaucoup de mécontents dans l'armée. Les nouvelles de Paris lui montraient Bonaparte favorisant les anciens émigrés et les membres de ce clergé réfractaire qui avaient combattu la Révolution avec tant d'âpreté. Les officiers de l'ancienne armée du Rhin qui traversaient la Bretagne pour gagner Brest et voguer ensuite pour Saint-Domingue contribuaient à encourager ces dispositions hostiles; beaucoup d'entre eux n'avaient pas encore oublié leur général Moreau, et n'étaient guère sympathiques au premier consul. Le général Simon fut probablement le principal rédacteur des libelles qu'on allait dis-

1. Bibliothèque nationale, cabinet des estampes.

2. M. de Lanzaç de Laborie a publié en 1887 une étude sur Mounier. Il y raconte surtout la vie de Mounier avant son retour en France. Il ne consacre guère qu'une page à son administration préfectorale (p. 331).

3. Arch. hist. guerre, Rapport du général Ernouf au ministre, 2 octobre 1800. Arch. nat., AF IV 1137.

tribuer en secret dans les principales garnisons de Bretagne pour soulever les troupes ¹. On peut y lire entre autres griefs :

« Frémissez avec nous, vous qui avez combattu pour la liberté!... Bonaparte vient de faire rentrer les émigrés; il rétablit le clergé. Ils n'ont point encore les rênes du gouvernement; mais ils circonviennent ce Cromwell, le dirigent dans sa marche despotique et chaque jour de son règne est marqué par le renversement des principes et la destruction de l'édifice de la liberté. La République enfin, l'ouvrage de vos soins, de votre courage et de votre constance pendant douze ans n'est plus qu'un mot; bientôt, sans doute, un Bourbon sera sur le trône, ou bien Bonaparte lui-même se fera proclamer Empereur ou Roi... Formons donc une fédération militaire; que nos généraux se montrent; qu'ils fassent respecter leur gloire et celle des armées. »

Ce reproche fait au général Bonaparte de trahir les espérances des républicains était tout à fait d'actualité. Le ministre de la Guerre venait d'adresser au général Delaborde, commandant la 13^e division militaire, une circulaire pour l'engager à demander aux soldats leurs votes sur la question de savoir si Bonaparte serait consul à vie ². Nous verrons bientôt le résultat général de cette consultation, mais il est hors de doute que l'effet produit parmi les troupes encore stationnées dans les départements de l'Ouest fut un mouvement d'hostilité à l'égard du gouvernement consulaire ³. Plusieurs conspirateurs militaires résolurent d'en profiter. Les placards préparés furent envoyés dans les diverses divisions pour être distribués aux généraux et commandants d'armes par les soins d'émissaires dont on se croyait sûr. De hautes protections devaient favoriser cette distribution clandestine, car Fouché ne semble pas avoir fait agir sa police d'ordinaire si habile et si tracassière. Comme il était opposé au consulat à vie, il y a de fortes présomptions pour croire qu'il favorisa Bernadotte et ses officiers dans la propagande des libelles séditieux qui pouvaient faire échec à l'ambition de Bonaparte ⁴. Mais la complicité probable de la police officielle se trouva inutile. Le général Delaborde, qui n'était pas dans le secret, fit saisir plusieurs

1. On trouve le texte complet des deux libelles dans Gaillon, p. 30 et suivantes, et aussi dans G.-A. Thierry, *Conspirateurs et gens de police* (Paris, 1903).

2. Arch. de la guerre, 21 floréal an X-11 mai 1802.

3. Arch. nat., B^u 671. Minute où se trouvent relevés les votes militaires. Ille-et-Vilaine, 42 opposants; Côtes-du-Nord, 256; Finistère, 631; Morbihan, 101; Loire-Inférieure, 162; au total 1 192, chiffre considérable, si l'on songe au prestige de Bonaparte, à l'influence de la discipline et des chefs de corps.

4. Voir Madelin, *Fouché*, I, p. 357.

ballots d'imprimés, avertit Mounier et tout le complot fut découvert. Le préfet montra dans cette affaire beaucoup d'habileté et de modération. M. Guillon ayant étudié la correspondance de Mounier à ce sujet¹, je n'utilise ici que les documents dont il ne fait pas mention. Bonaparte se montra impitoyable pour punir les auteurs responsables de ce projet de sédition. Par un arrêté consulaire du 22 thermidor an X (10 août 1802), la peine de la destitution était appliquée au général de brigade Simon, à ses aides de camp Rapatel et Caudal, au chef d'escadron de gendarmerie Bouvard à Saint-Brieuc, au sous-lieutenant Bertrand de la 82^e demi-brigade, au commandant de place de Dinan, Maltas, au capitaine Fourcade, adjoint à l'état-major de l'armée de l'Ouest; les officiers de la 82^e demi-brigade à Rennes étaient les plus compromis; ils furent frappés en grand nombre: tels le chef de brigade (colonel) Pinoteau, le chef de bataillon Muller, les capitaines Magendier et Vandernoot, les lieutenants Dauriol, Boutinières, Lelidec, Rousseau, Toussard, Manco, les sous-lieutenants Feutières, Desmonceau, Deschamps, Nacrin. Les uns furent destitués, les autres écroués à la maison d'arrêt de Sainte-Pélagie à Paris et forcés ensuite de demander leur mise à la retraite. Ils devaient se rendre dans leurs départements d'origine, d'où ils ne pourraient sortir sans autorisation².

La 82^e demi-brigade fut envoyée à Brest. La 79^e partit quelque temps plus tard pour Carcassonne. Le colonel Pinoteau après sa destitution avait été mis en surveillance à Ruffec. Il écrivit au maire de Rennes pour protester publiquement contre certaines allégations qui visaient l'attitude de son ancien régiment: « on répand de plus en plus le bruit que ses soldats auraient été tout à fait indisciplinés et auraient mis en danger les propriétés à Rennes. Il prie le maire de démentir auprès du préfet Mounier, ces fausses allégations³. » Cette missive est curieuse, car elle nous montre à l'aide de quels procédés, l'opinion officielle cherchait à discréditer les officiers et soldats républicains: elle les faisait passer pour terroristes et anarchistes; ce dernier terme est significatif: il se trouve dans la correspondance de Mounier et dans un rapport de Gouvion Saint-Cyr. Désormais le ton est donné; les républicains ne pourront plus être

1. E. Guillon, *Les Complots militaires sous le Consulat et l'Empire*. Paris, 1894, p. 26-47.

2. Arch. nat., AF*149. Un autre arrêté du 26 fructidor (13 septembre) complète les mesures de rigueur.

3. Arch. municip. de Rennes. 33 g., portefeuille 1. Lettre du 3 brumaire an XI (25 octobre 1802).

que des spoliateurs de propriétés et des fauteurs d'anarchie. Dès 1802 l'heureuse invention du péril rouge prélude à sa fortune politique du siècle.

III. — Durant la découverte du complot des libelles, la session du Conseil général pour l'an X avait eu lieu. Il se réunit le lendemain même de l'installation officielle de Mounier, le 1^{er} prairial (21 mai 1802), sous la présidence du doyen d'âge Sevézan. Legraverend fut élu président définitif comme en l'an IX et Corbière secrétaire. Cette assemblée formée surtout de négociants et de propriétaires, hommes d'opinions très modérées, ne pouvait manquer de faire un excellent accueil au nouveau préfet. Elle lui envoya une députation de 5 membres pour lui témoigner la satisfaction qu'éprouvait le Conseil général de voir appelé à la première magistrature du département, « un ancien ami de la liberté, célèbre par son attachement pour sa cause »¹. Mounier prononça un discours très pondéré qui fut en harmonie complète avec les intentions des membres du Conseil : aussi en décidèrent-ils la transcription *in extenso* sur les registres. Ils désiraient par-dessus tout le maintien de la tranquillité publique ; ils demandèrent d'une façon pressante la levée de l'état de siège qui pesait encore sur toutes les communes du département, sauf Rennes, Saint-Malo et Saint-Servan. Ils signalèrent la triste situation des actes de l'état civil. Cette importante partie de l'administration municipale était dans une situation vraiment inquiétante depuis la période révolutionnaire : le passage de l'ancien au nouveau régime ne s'était pas fait sans de fâcheuses lacunes qu'avaient multipliées encore l'inaptitude ou le défaut de traitement des officiers de l'état civil.

Le Conseil général propose au ministre de l'Intérieur de mettre désormais à la charge des particuliers intéressés la légère dépense qu'exige la rédaction des actes : 1 franc pour l'acte de mariage, 0 fr. 75 pour l'acte de naissance, 0 fr. 50 pour l'acte de décès².

Le Conseil se partagea en 4 commissions comme en l'an IX. La 1^{re} commission dressa les tableaux de répartition définitive des contributions foncière et mobilière entre les six arrondissements du département, pour l'an XI³.

1. Arch. dép., 1 N 1. Registre an X. Procès-verbaux, p. 22.

2. Id. Registre an X. p. 134.

3. Arch. dép., Registre an X. p. 32.

1° Contribution foncière.

Arrondissement de Rennes.	487 102 fr. 96
— Saint-Malo.	433 716 61
— Fougères.	283 461 92
— Vitré.	316 062 65
— Redon.	223 813 16
— Montfort.	259 842 70
TOTAL.	2 003 000 fr. »

2° Contributions mobilière et somptuaire.

ARRONDISSEMENTS	DOIT MOBILIER	DOIT SOMPTUAIRE	TOTAL
Rennes.	75 231 fr. 91	3 117 fr. »	78 353 fr. 50
Saint-Malo.	65 069 76	1 211 »	66 280 76
Fougères.	50 835 75	370 50	51 206 25
Vitré.	50 835 75	447 50	51 283 25
Redon.	44 735 46	157 50	44 892 96
Montfort.	37 282 87	» »	37 282 87
TOTAL.	323 996 fr. 50	5 303 fr. 50	329 300 fr. »

Si l'on compare ces chiffres à ceux de l'an IX, on constate une augmentation de 3 000 francs pour la contribution foncière et de 14 000 francs pour les contributions mobilière et somptuaire. Mounier avait fait accepter cette légère augmentation en affirmant que la paix extérieure permettrait au département de développer ses ressources et finalement le Conseil avait décidé qu'il enverrait au Premier Consul une adresse afin de lui exprimer toute la reconnaissance des habitants d'Ille-et-Vilaine pour la paix générale qui venait d'être conclue.

Le gouvernement réalisa peu après les promesses que son mandataire officiel avait cru pouvoir faire en son nom. Un arrêté des consuls du 4 messidor (23 juin 1802) leva l'état de siège dans toute l'étendue du département, et les autorités civiles rentrèrent partout en possession de leurs attributions normales¹. Si nous ajoutons à la satisfaction causée par cette mesure, les progrès de la pacification

1. Arch. dép., 9 M 81. Le général Delaborde à Mounier, 12 messidor an X.

religieuse, l'organisation officielle et publique des cultes à laquelle Mounier devait travailler avec sollicitude, on peut comprendre aisément le bon accueil qu'allait faire la majorité des habitants à la proposition d'un consulat à vie.

IV. — Les votes relatifs au plébiscite de l'an X sont réunis aux Archives nationales dans la même série que ceux de l'an VIII¹. J'en ai fait le relevé en groupant les diverses communes dans leurs arrondissements respectifs, soit 345 communes dont les votes sont exprimés, sur 351; les résultats manquent pour 6 communes: 3 dans l'arrondissement de Rennes: Bazouges-sous-Hédé, Lanrigan et Montreuil-le-Gast; 3 dans l'arrondissement de Redon: Poligné, Saint-Germain-des-Prés, Saint-Ganton. Comme les municipalités étaient organisées dans tout le département, grâce aux efforts de l'administration préfectorale, j'ai ajouté les noms des maires d'après les signatures portées sur les feuilles du plébiscite². Il était intéressant aussi de calculer d'une manière très approximative le chiffre des illettrés. Certains maires savent à peine écrire: plusieurs ont une orthographe des plus fantaisistes, susceptible d'effrayer peut-être les partisans les plus audacieux de l'orthographe phonétique: celui de Bréal (arrondissement de Vitré) écrit: conçul avis (*sic*)! Quant aux administrés la plupart ne savent même pas signer leur nom: à Cherrueix (arrondissement de Saint-Malo) les signatures toutes en majuscules grossières donnent à la feuille de vote l'aspect curieux d'un document d'épigraphie grecque archaïque. Sur près de 41 000 votants, le chiffre de 11 149 illettrés auquel nous arrivons, c'est-à-dire plus du quart, est certainement au-dessous de la réalité. L'ignorance restait lamentable dans toutes les campagnes et on comprend le vœu qu'allait formuler quelques mois plus tard Gouvion Saint-Cyr en visitant l'Ille-et-Vilaine: « Partout il y a nécessité d'établir les écoles primaires. » Dans ces conditions il était inévitable que les maires subissent eux-mêmes très fortement l'influence gouvernementale et dictassent presque toujours l'opinion officielle à toute la commune. Beaucoup d'entre eux dressent de leur propre autorité la liste des acceptants; quarante registres au moins ne portent pas d'autre signature que celle du magistrat municipal. Le plébiscite avait donc toutes

1. Arch. nat., B 11, 4 cartons, 523^A, 523^B, 524^A, 524^B.

2. En les contrôlant d'après les listes de la série F¹B 11, Ille-et-Vilaine 2, et les procès-verbaux d'installation des juges de paix dans les chefs-lieux de cantons. Arch. dép., 3 U 47.

les chances d'aboutir à un succès complet pour la politique de Bonaparte. Les résultats furent les suivants :

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE DE COMMUNES	COMMUNES AYANT VOTÉ	VOTES AFFIRMATIFS	VOTES NÉGATIFS	TOTAL	NOMBRE D'ILLETTRÉS	PRÊTRES AYANT VOTÉ
Fougères ¹	57	57	5 454	12	5 466	1 058	2
Montfort.	46	46	6 483	12	6 495	1 857	7
Redon.	46	43	6 289	2	6 291	2 747	13
Rennes	78	75	7 939	22	7 961	1 981	3
Saint-Malo.	62	62	7 018	17	7 035	600	7
Vitré.	62	62	7 611	7	7 618	2 906	7
	351	345	40 794	72	40 866	11 149	39

1. La municipalité de Fougères-faubourgs a été supprimée.

Voici maintenant le tableau de détail par cantons et communes. Dans chaque arrondissement les cantons sont placés par ordre alphabétique avec le nombre total des votants ; un second chiffre représente les suffrages exprimés au plébiscite de l'an VIII pour permettre la comparaison. De nombreuses recherches dans d'autres séries m'ayant permis d'établir la situation sociale des maires ainsi que leur rôle durant la Révolution, ces données figurent dans le tableau. Quand le nom n'est suivi d'aucune mention particulière, c'est que l'officier municipal est un cultivateur ou un propriétaire rural. Sur 351 maires, 269 sont dans ce cas ; puis on compte 25 notaires, 23 avocats, avoués ou anciens procureurs, 18 négociants ou industriels, 14 médecins ou officiers de santé, 2 anciens officiers. Parmi eux 108 ont été agents municipaux à la fin du Directoire et 27 ont rempli les fonctions de présidents des administrations de canton. Le préfet Borie avait donc de préférence porté son choix sur les anciens administrateurs qui avaient déjà donné des gages aux institutions républicaines, et partout nous retrouvons ainsi pour la désignation des agents gouvernementaux, les mêmes maximes de la politique consulaire.

TABLEAU E¹.

CANTONS	COMMUNES	MAIRES	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS
ARRONDISSEMENT DE FOUGÈRES				
Antrain. Votants : 753 (181).	Antrain. La Fontenelle. Saint-Ouen-la-Rouërie. Tremblay. Chauvigné.	Perrin (Pierre), C. Maltouche, M. Depasse, M. Verron, M. Fauchoux, notaire, M.	63 148 206 170 162	4
Bazouges-la-Pérouse. Votants : 491 (250).	Bazouges-la-Pérouse. Noyal-sous-Bazouges. Saint-Rémy-du-Plein. Marcillé-Raoul. Rimoux.	Berranger. Troptard. Desseix. Butel. Morel, tanneur.	99 88 91 113 88	2
Billé. Votants : 142 (3).	Billé. Combournillé. Chienné. La Chapelle-St-Aubert. Vendel.	Jehannin (Jean), P, notaire. Sourdin-Maritière, M. Derennes, M. Chevalier, M. Pérégault (Jean), M.	18 20 28 50 46	
Fleurigné. Votants : 690 (137).	Fleurigné. Beaucé. La Chapelle-Janson. Le Loroux. Laignelet. Landéan. La Selle-en-Luitré.	Blanchet. Sieur-Delahaye, M. Savary (Joseph), M. Lottin-Tiollais, C. Caro, M. Boismartel (Julien), M, notaire. Sieur de la Garie.	112 53 165 95 53 31 161	
Fougères-ville. Votants : 459 (232).	Fougères.	Binet, négociant, M.	459	
Fougères-campagne. Votants : 142 (12).	Lecousse. Romagné. St-Sauveur-des-Landes.	Le Vannier, fab. de papier. Couasnon. Perrin (Pierre), chirurgien, M.	6 16 110	
Louvigné-du-Désert. Votants : 468 (485).	Louvigné-du-Désert. La Bazouges. Mellé. Parigné.	Gautier La Chaise, anc. off., M. Lenglet (Louis), anc. prof., M. Davy, M. Froget, M.	109 140 120 99	

1. La lettre M indique un ancien agent municipal, P, un président de canton, C, un commissaire du Directoire. Les municipalités cantonales de l'an III non maintenues dans la réforme de l'an X sont mises en italique.

CANTONS	COMMUNES	MAIRES	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS
<i>Parcé.</i> Votants : 238 (18).	Parcé. Javené. Dompierre-du-Chemin. Luitré.	Chérel, M. Gillot, M. Lemonnier. Savary de la Veillerie, P.	53 77 41 67	
St-Aubin-du-Cormier. Votants : 745 (110).	Saint-Aubin-du-C. Gosné. Mézières. St-Jean-sur-Couesnon. St-Marc-sur-Couesnon. St-Ouen-des-Alleux.	Coutard, C. Coullon. Gauttraye. Tropée (Michel). Rouland. De la Noë.	89 84 87 265 81 114	2 3
St-Brice-en-Coglès. Votants : 522 (0).	Saint-Brice-en-C. Saint-Étienne-en C. La Selle-en-C. Coglès. Montours.	Duhil, receveur de l'enregist. Deroyer, M et C. Tropée (Pierre). Berthelot, M. Faligot, ancien procureur, M.	196 112 54 70 89	
<i>Saint-Georges-de-Reintembault.</i> Votants : 582 (130).	Saint-Georges-de-R. Monthault. Poilley. Le Ferré. St-Germain-en-Coglès. Le Châtellier. Villamée.	Gouin-Durouël. Le Saint. Deprincey. Deshayes, suppl. juge de paix. Chevetel, notaire. Gouin-Germondais, négociant. Dupas.	146 40 42 60 201 50 43	
<i>Saint-Marc-Le-Blanc.</i> Votants : 268 (369).	Saint-Marc-le-B. Baillé. Saint-Christophe-de-Valains. Le Tiercent. St-Hilaire-des-Landes.	Le Barbier, procureur. Bégasse, M et C. Lebon. Guémain, notaire. Guillois.	101 13 52 58 44	
ARRONDISSEMENT DE MONTFORT				
Bécherel. Votants : 832 (8).	Bécherel. Saint-Pern. Cardroc. Miniac-sous-Bécherel. Landujan. Les Iffs. Saint-Brieuc-des-Iffs. La Chapelle-Chaussée. Irodoüer.	Villeneuve, négociant, P. Grosset, M. Busnel (Jean), M. Bellier-Duverger, suppléant juge de paix, P. Tostivint (Joseph), M. Aubrée, M. Dubois, M. Busnel (Pierre), M. Tostivint (Mathurin), M.	107 116 15 30 136 25 21 64 292	6

CANTONS	COMMUNES	MAIRES	VOTES AFFIRMATIFS	VOTES NÉGATIFS
<i>Bédée.</i> Votants : 765 (163).	Bédée. Romillé. Clayes. Langan. Pleumeleuc.	Bufferan, avocat, M. Houdusse, chirurgien. Rastel. Guignard. Pichon, M.	170 91 73 132 293	6
<i>Bréal.</i> Votants : 312 (7).	Bréal. Saint-Thurial. Monterfil. Le Verger.	Bigot. Piel, M. Duault, M. Riand, notaire, P.	49 27 155 81	
<i>Gaël.</i> Votants : 783 (65).	Gaël. Saint-Malon. Bleruais. Muel.	Leforestier, notaire, M. Lucas, M. Cathelinne. Cosnier, M.	446 152 41 144	
<i>Iffendic.</i> Votants : 649 (145).	Iffendic. Saint-Maugan. Boisgervilly. Saint-Gonlay.	Maudet (Mathurin), notaire, M. Le Gavre Tribodet, percepteur. Orain, entrepreneur, M.	341 75 103 130	
Montauban. Votants : 972 (74).	Montauban ¹ . Médreac. Saint-M'hervon. Saint-Uniac. Le Lou-du-Lac. La Chapelle-du-Lou.	Levillain, marchand. Delaunay, avocat. Ferré, M. Ronsin. Bellebon, M. Tostivint (Jean-Marie).	461 272 65 56 61 57	
Montfort. Votants : 549 (64).	Montfort. La Nouaye. Talensac. Bréteil. La Chapelle-Thouarault	Lemarchand, anc. sénéchal et avocat. Marquer, M. Guillou, M. Lesné, M. Dupont.	226 31 72 157 63	
Plélan. Votants : 790 (50).	Plélan. Paimpont. Treffendel. Maxent. Saint-Péran.	Allaire (Charles), notaire. Robert, notaire. Crambert, M, notaire. Rouxel. Rallé.	294 203 145 81 67	

1. On relève sur le registre du juge de paix Marc Tiengou les signatures de plusieurs propriétaires nobles.

CANTONS	COMMUNES	MAIRES	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS
Saint-Méen. Votants : 863 (11).	Saint-Méen. Quédillac. Le Crouais. Saint-Onen.	Michel, M, juge de paix. Gendrot, notaire. Renault. Gueneuc.	381 226 93 163	
ARRONDISSEMENT DE REDON				
Bain. Votants : 366 (0).	Bain. Pancé. St-Sulpice-des-Landes.	Barbotin (Jacques), notaire. Richard. Bossard.	100 211 55	
Baulon. Votants : 419 (0).	Baulon. Goven. Lassy.	Hénaud, ancien juge de paix. Hubert-Lahairie. Fontaine, notaire.	11 310 98	
Bourg-des-Comptes. Votants : 543 (0).	Bourg-des-Comptes. Laillé. Saint-Senoux. Guichen.	Coppalle, percepteur. Leconte, notaire. Dubois. Blouet, P.	12 157 252 120	2
Campel. Votants : 197 (0).	Campel. Loutehel.	Motel. Paigard.	85 112	
Ercé-en-Lamée. Votants : 196 (10).	Ercé-en-Lamée. Lalleu. Tresbœuf.	Pehuet. Desaindo. Paichoux, marchand, M.	17 70 109	
Fougeray. Votants : 284 (0).	Fougeray.	Dubourg-Preverie, M.	284	
Guignen. Votants : 769 (13).	Guignen. Mernel. La Chapelle-Bouëxic.	Esnaud. Garel-Vieuxville. Troufflard.	557 112 100	
Guipry. Votants : 76 (15).	Guipry. Lohéac. Lieurou.	Gérard, anc. procureur fiscal, notaire. Hunaut, percepteur ¹ . Rozy-Gouvrière, M.	12 47 17	

1. Hunaut, âgé de 76 ans, était en 1789 procureur fiscal de la baronnie de Lohéac et avait présidé l'assemblée électorale.

CANTONS	COMMUNES	MAIRES	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS
Le Sel. Votants : 410 (0).	Le Sel. La Couyère. Saulnières. Chanteloup. La Bosse.	Robert, M. Levrault. Chapelle. Brullé. Morel.	21 49 84 200 56	
Maure. Votants : 1 178 (0).	Maure. Saint-Seglin. Comblèsac. Les Brulais. St-Germain-des-Prés.	Langlais. Delannée. Joly-Toussaint. Razé. Coué.	772 31 232 143 registre manqué	
Messac. Votants : 9 (15).	Messac	Charel.	9	
Pipriac. Votants : 1 019 (7).	Pipriac. Bruc. Saint-Ganton.	Rocher, notaire, M. Sorel, M. Hochard, M.	981 38 pas de registre	
Pléchâtel. Votants : 165 (80).	Pléchâtel. Saint-Malo-de-Phily. Poligné.	Blérye, P. Jumel, M. Jouon-Dufeuil, M, notaire.	119 46 pas de registre	
Redon. Votants : 300 (96).	Redon. Bains.	Héry, avocat. Macé.	279 21	
Renac. Votants : 241 (0).	Renac. Langon. Brain.	Doligné. Letournier. Derennes.	40 120 81	
Sixt. Votants : 119 (2).	Sixt. Saint-Just.	Lebeau. Gravo.	95 24	

ARRONDISSEMENT DE RENNES

Belton. Votants : 582 (6).	Betton. Melesse. Saint-Grégoire. Mouazé. La Chapelle-des- Fougerets.	Barbier. Philouze. Graslan, chirurgien. Esnaud. Lehuger.	142 300 100 36 4
-------------------------------	---	--	------------------------------

CANTONS	COMMUNES	MAIRES	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS
<i>Bruz.</i> Votants : 776 (9).	Bruz. Chavagne. Chartres. Noyal-sur-Seiche. Châtillon-sur-Seiche.	Besnard, notaire, P. Rallier. Paignon. Boutouroux. Bouteiller.	234 112 61 302 67	
<i>Châteaugiron.</i> Votants : 291 (188).	Châteaugiron. Domloup. Nouvoitou. Veneffles. St-Aubin-du-Pavail.	Denis, négociant. Cornillet. Ruffault, M. Michelais. Jameux, M.	27 115 66 18 65	
<i>Corps-Nuds.</i> Votants : 774 (8).	Corps-Nuds. Bourgbarré. Orgères. Saint-Erblon. Saint-Armel.	Chauvel. Deshayes (René). Denis, M. Gérard (Etienne), M. Desnos (François), M.	234 232 68 121 120	
<i>Dingé.</i> Votants : 82 (0).	Dingé. Lanrigan. Québriac.	Canet, P. Barbier, M. Frété, notaire, M.	17 pas de registre 64	1
<i>Dourdain.</i> Votants : 263 (426).	Dourdain. La Bouexière. Livré.	Rageul. Vallée. Bellier.	52 131 80	
<i>Gevezé.</i> Votants : 349 (0).	Gevezé. La Mezière. Montreuil-le-Gast. Parthenay. Pacé.	Huchet, négociant. Louvel. Guérin. Delys. Guérin.	123 54 pas de registre 38 133	1
<i>Hédé.</i> Votants : 258 (27).	Hédé. Bazouges-sous-Hédé. Saint-Symphorien. Saint-Gondran. Vignoc. Langouet. Guipel.	Gersin. Grinhard. Josse. Rouyer. Heurtault. Eon (Jean). Chabot.	29 pas de registre 7 48 38 76 60	
<i>Janzé.</i> Votants : 465 (34).	Janzé. Amanlis. Brie.	Lesire, notaire, C. Monnier (François), M. Lecoq.	197 217 51	

CANTONS	COMMUNES	MAIRES	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS
L'Hermitage. Votants : 490 (11).	L'Hermitage. Le Rheu. Saint-Gilles. Vezin. Mordelles. Moigné. Cintré.	Quéré. Garnier. Froger. Louazel. Agaësse (Paul). Agaësse (Olivier). Burel.	71 51 56 71 143 74 24	
Liffré. Votants : 441 (34).	Liffré. Saint-Sulpice-la-Forêt. Chasné. Ercé, près Liffré.	Galopin. Elie. Touffait, chirurg., juge de paix. Guyot.	298 33 86 22	2
Noyal-sur-Vilaine. Votants : 676 (84).	Noyal. Brécé. Servon. Acigné. Thorigné.	Hardouin. Briantais. Durocher, chirurgien. Desgués. Avenant.	297 127 114 100 38	
Piré. Votants : 140 (24).	Piré. Boistrudan. Chancé.	Colliot, notaire, P. Geslin, ancien procureur. Moulin, M.	49 42 48	1
Rennes ville. Votants : 868 (1 038).	Rennes.	Lorin, M, anc. administrateur des domaines.	853	15
Rennes campagne. Votants : 388 (26).	Cesson. Vern. Chantepie. St-Jacques-de-la-Lande. Montgermont.	Chabot (Mathurin). Texier, M. Decombe, P. Tézé, M. Lebreton, M.	25 107 76 70 110	
St-Aubin-d'Aubigné. Votants : 631 (146).	St-Aubin-d'Aubigné. Chevaigné. Saint-Germain-sur-Ille. Saint-Médard-sur-Ille. Montreuil-sur-Ille. Aubigné. Andouillé.	Letourbillon. Mondehaire, négociant. Philouze, M. Leguay. Vigou, M. Perras, ancien juge de paix. Deguillard, P.	219 66 43 32 153 31 85	
Sens. Votants : 505 (200).	Sens. Vieuxvy-sur-Couesnon. Gahard. Romazy. Feins.	Poussin du Bourgneuf, agent forestier. Hubert, P. Le Beschu. Collibeaux. Prével.	70 183 39 81 132	16

CANTONS	COMMUNES	MAIRES	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-MALO				
Cancale. Votants : 252 (170).	Cancale. Saint-Coulomb. St-Benoît-des-Ondes. St-Meloir-des-Ondes.	Avice (Joseph), notaire. Husson, M. Ogier, M. Guyot, officier de santé.	110 84 22 36	
Châteauneuf. Votants : 367 (178).	Châteauneuf. St-Jouan-des-Guérets. Saint-Père. Bonnaban. Saint-Guinoux. Saint-Suliac. La Gouesnière.	Guézet-La Fontaine, négociant. Magon-Saint-Hélier. Tasset, chirurgien. Lecoulant. Bourdelaïs. Gaultier-Revaudais, anc. marin. Fouré.	32 91 30 20 36 100 58	
Combourg. Votants : 425 (192).	Combourg. Trémeheuc. Saint-Léger. Lourmais. Cuguen. Bonnemain. La Chapelle-aux- Filzméen.	Lodin, médecin, P. Meignan, M. Lourmas, M. Delahaye. Gaucher, M. Huet, notaire. Le Tellier, M.	142 4 29 49 22 79 90	10
Dol. Votants : 860 (5).	Dol. Mont-Dol. Epiniac. Roz-Landrieux. Baguer-Pican. Baguer-Morvan.	Villalard, notaire. Provost, M. Bertrand. Daumer, M. Marié, M. Genest, chirurgien.	277 132 113 106 55 176	1
Le Vivier. Votants : 249 (22).	Le Vivier. Hirel. La Fresnaye. Lillemer.	Genée. Turmel, M. Pellé. Collet.	93 49 71 36	
Miniac-Morvan. Votants : 731 (339).	Miniac-Morvan. Plerguer. Tressé. Plesder.	Roger, marchand, M. Bourgeault. Maingard. Chauchix.	383 209 50 88	1
Paramé. Votants : 294 (95).	Paramé.	Daguet, P.	294	

CANTONS	COMMUNES	MAIRES	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS
Pleurduit. Votants : 291 (52).	Pleurduit.	Lesnard, P.	291	
Roz-sur-Couesnon. Votants : 623 (162).	Roz-sur-Couesnon. Cherrueix. Saint-Broladre. Saint-Marcen. Saint-Georges-de- Grehaigne. Sains.	Fauvel, P. Plainfossé, P. Guillery. Goblé. Serel. Dos, M.	193 179 194 95 44 18	
Saint-Enogat. Votants : 348 (124).	Saint-Enogat. Saint-Briac. Saint-Lunaire.	Lhotelier, P. Benard. Marchix, M.	215 66 67	
Saint-Malo. Votants : 654 (508).	Saint-Malo.	De Brecey, négociant, M.	652	2
St-Pierre-de-Plesguen. Votants : 643 (452).	St-Pierre-de-Plesguen. Lanhelin. Meillac. Pleugueneuc.	Henry, maître des postes, P. Corvaisier, M. Hamon. Radoux, M.	166 51 314 111	1
Saint-Servan. Votants : 152 (274).	Saint-Servan.	Pointel, négociant.	152	
Tinténiaç. Votants : 499 (181).	Tinténiaç. La Baussaine. Saint-Domineuc. Trévérien. Longaulnay. Saint-Thual. Trimer.	Perrin, chirurgien. Dupré. Roquet, notaire, M. Durand, M. Regnault. Briot. Robert, M.	83 95 48 2 84 171 14	2
Trans. Votants : 547 (176).	Trans. La Boussac. Vieuxviel. Pleine-Fougères. Sougéal. Cendres.	Héron. Billot, M. Poincheval, M. Richard. Lambert, M. Jus.	90 160 16 153 102 26	

CANTONS	COMMUNES	MAIRES	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS
ARRONDISSEMENT DE VITRÉ				
Argentré. Votants : 675 (0).	Argentré. Le Pertre. Etelles.	Ravenel, chirurgien. Desprès. Ramanger.	220 203 252	
Châteaubourg. Votants : 452 (30).	Châteaubourg. Marpiré. Saint-Jean-s-Vilaine. Broons-s-Vilaine. Saint-Didier. Saint-Melaine.	Androuin. Gautrais. Bouvier. Guillaume. Marquet. Gebu.	97 76 84 55 90 49	1
Châtillon-en-V. Votants : 775 (0).	Châtillon-en-Vendelais. Montautour. Montreuil-des-Landes. Princé. Balazé. St-Christophe-des-Bois.	Blanchet. Restif (Pierre). Barrier. Blanchet (Michel). Moreau. Sourdin.	219 45 59 99 250 103	
Domagné. Votants : 414 (12).	Domagné. Ossé. La Valette. Chaumeré.	Lajat, médecin. Gilbert. Lesné, M. Batais, M.	222 108 35 49	
Domalain. Votants : 178 (117).	Domalain. Bais. Moutiers.	Hardy. Jamin. Legay.	64 10 104	
Gennes-sur-Seiche. Votants : 571 (52).	Gennes. St-Germain-du-Pinel. Brielles. Availles.	Gastinel, greffier justice de paix. Orhand, M. Hevin, P. Malherre.	263 145 106 57	
Izé. Votants : 593 (3).	Izé. Mécé. Champeaux. Landavran. Le Taillis.	Fesselier. Beaugendre. Gallou. Gardan. Taillé.	243 147 76 40 87	
La Chapelle-Erbrée. Votants : 833 (0).	La Chapelle-Erbrée. Bréal. Erbrée. Saint-M'hervé. Mondevert.	Busson. Levrot. Coueffé, meunier. Derommagné, anc. juge de paix. Diard.	167 113 306 194 53	

CANTONS	COMMUNES	MAIRES	VOTES AFFIRMA- TIFS	VOTES NÉGATIFS
La Guerche. Votants : 484 (191).	La Guerche. La Selle-Guerchaise. Chelun. Drouges. Moussé.	Piel, avocat, M et C. Chrétien, M. Havard (Joseph), M. Drouelle, M. Guérois.	313 78 58 29 6	
Le Theil. Votants : 465 (266).	Le Theil. Essé. Sainte-Colombe. Thourie.	Bouttier, notaire, M. Marchand. Harel. Havard (Louis), M.	78 333 1 53	
Louvigné-de-Bais. Votants : 502 (53).	Louvigné-de-Bais. Cornillé. St-Aubin-des-Landes. Torcé. Vergéal.	Desvaux, P. Desbois. Restif. Corbeau. Robin, négociant.	120 75 98 104 105	
Marcillé-Robert. Votants : 151 (98).	Marcillé-Robert. Visseiche. Moulins.	Fournier-Migaudie. Lamoureux, M. Ménard, M.	31 100 20	
Martigné-Ferchaud. Votants : 532 (19).	Martigné-Ferchaud. Eancé. Forges.	Ducrest, chirurgien, C. Jousselin. Beaugeard.	328 170 34	
Retiers. Votants : 189 (603).	Retiers. Coesmes. Arbressec.	Jaunay, chirurgien, M. Bercegeay. Giré.	99 64 26	
Vitré. Votants : 824 (216).	Vitré. Pocé. Montreuil-sous-Pérouse.	Mesnager, P, négociant. Perrussel fils. Gallou.	618 104 96	6

Tandis que le plébiscite relatif à la Constitution de l'an VIII n'avait réuni que 9 600 suffrages, c'est-à-dire à peine un cinquième des électeurs d'Ille-et-Vilaine, celui destiné à sanctionner le consulat à vie donnait 40 866 votants¹, ou plus des deux tiers, et parmi eux 39 prêtres, au lieu de 5 en l'an VIII. L'établissement du Concordat gagnait peu à peu à Bonaparte les suffrages du clergé dans un département encore réfractaire et défiant en dépit des avances du pouvoir civil. Il n'y eut que 72 votes négatifs, dont 22 pour l'arrondissement de Rennes, surtout parmi les membres de la magistrature. Le tribunal d'appel fit une véritable manifestation qui honore l'indépendance d'esprit de certains de ses membres : il y eut 8 votes négatifs sur le registre ouvert au greffe du tribunal, ceux des juges Fabre, Jourdain, Codet, Elie, Lebreton Villeblanche, de l'avoué Lauvrezis, du jurisconsulte Brohel, et d'un employé chez le receveur général, Chevalier : plusieurs de ces opposants expliquent leur vote ; selon eux, consentir à un consulat à vie, c'est violer la constitution de l'an VIII. Le Baron, commissaire du gouvernement, cherche dans une lettre au ministre de la Justice à atténuer la fâcheuse impression : « La majorité de ceux qui ont émis ces votes négatifs rendent intérieurement justice au héros qui nous gouverne². » Au greffe du tribunal criminel il y eut l'opposition de Delaunay, juge suppléant, qui la formule ainsi : « De tout mon cœur, pour 10 ans, mais par amour pour mon pays et la gloire du 1^{er} Consul, pour la vie, *non*. » Sur le registre ouvert par la municipalité, Leperdit vote seulement une prolongation de dix ans. Mais ces manifestations intéressantes et courageuses de quelques esprits clairvoyants, ne pouvaient empêcher le succès inévitable de Bonaparte.

Une partie fort intéressante du plébiscite est relative aux votes de l'armée. J'ai consulté aux Archives nationales le dossier B^{II} 671 qui nous fournit à cet égard un document curieux : c'est un travail fait sans doute dans les bureaux du ministère de l'Intérieur où l'on a relevé par département les différents votes en 4 catégories : votes envoyés par les préfectures, votes émis sur les registres des autorités judiciaires (tribunaux, notaires, juges de paix), enfin suffrages de l'armée et de la marine. Les 102 départements figurent sur cette minute. En ce qui concerne les votes militaires nous constatons qu'il

1. L'augmentation la plus considérable des votants peut être constatée dans les arrondissements de Redon (6 291 suffrages au lieu de 242), Montfort (6 495 au lieu de 587) et de Fougères (5 466 au lieu de 1 927).

2. Arch. nat., B^{II} 523^A, 8 prairial an X (28 mai 1802).

y eut un grand nombre d'abstentions dans toute la France, et que les opposants furent nombreux dans les départements de l'Ouest et surtout dans la région côtière où se trouvaient groupés beaucoup de régiments empruntés à l'ancienne armée du Rhin. Si nous trouvons un chiffre relativement élevé d'officiers et de soldats ayant eu le courage de manifester hautement leur opinion sur des registres ouverts, il est permis de supposer un nombre bien autrement considérable de mécontents silencieux par crainte ou intérêt personnel, et on comprend que l'artificieux Bernadotte ait pu regarder un instant comme réalisable le soulèvement des forces militaires stationnées dans l'Ouest de la France. Les votes de l'armée dans la 13^e division expliquent le complot des libelles. Mais pour les autres divisions militaires il serait puéril de contester les résultats favorables à Bonaparte¹. La grande majorité de l'armée approuvait la politique de celui qui était toujours pour elle le vainqueur de Rivoli, des Pyramides et de Marengo.

Bonaparte triomphait. Sur 3577259 votants, 3568885 avaient approuvé le consulat à vie, contre 8374 opposants². C'était un magnifique résultat : 500 000 oui de plus qu'en l'an VIII. Tous ces nouveaux suffrages approbateurs n'étaient pas faits pour modérer une ambition qu'exaltaient d'ailleurs les adulations dont beaucoup d'électeurs avaient accompagné leurs votes et les adresses ultra-laudatives votées par certains conseils généraux. Le juge de paix Postel du 2^e arrondissement de Vitré en envoyant son registre de 53 acceptations au ministre de la Justice, l'accompagne d'un dithyrambe en l'honneur du nouveau dieu : « Quel serait le vrai français ami de l'ordre et de la paix qui ne se trouvât honoré de prolonger aux dépens des siens les jours de celui qui a fait le bonheur et la gloire de la nation la plus distinguée de l'Europe ? » Le maire Deprincey, de la petite commune de Poilley (arrondissement de Fougères), commente par un essai poétique le succès du plébiscite parmi ses administrés : « Peuple ! Enorgueillis-toi de ton pouvoir suprême, l'Europe s'y soumet et Bonaparte même ! »

Fier d'un triomphe qui lui montrait la France prête à abdiquer toute liberté, Bonaparte dicta lui-même à Bourrienne le projet du

1. A signaler pourtant 402 opposants dans la Charente-Inférieure et 142 dans le Bas-Rhin, 68 dans les Ardennes, 58 dans le Doubs, 71 dans la Vienne.

2. Duguët et Monnier, *Les Constitutions de la France*, p. LXXV, donnent 3577240 votants et 8365 non. Nous avons adopté les chiffres du procès-verbal de la commission spéciale du Sénat chargée de recenser les votes. *Bulletin des Lois*, III^e série. B. 205. 1875.

sénatus-consulte qui devait organiser le Consulat à vie. L'acte passa au Conseil d'État qui le vota presque sans débats. Le 16 thermidor (4 août) le Sénat accepta le projet du maître qui devint ainsi le sénatus-consulte organique de la Constitution.

V. — Dès le 18 thermidor (6 août 1802) le ministre de la police adresse la nouvelle constitution aux préfets en y joignant une circulaire pour chanter ses louanges : « Plus vous méditez la nouvelle loi organique de la Constitution, plus vous serez convaincu qu'il était difficile d'offrir à la nation une loi qui convînt davantage à sa situation et qui pût mieux remplir son vœu et les espérances du peuple français¹. » Fouché met parfaitement en lumière l'innovation qui devait plaire à l'opinion publique : elle fut très sensible à une sorte de rétablissement apparent de l'exercice de la souveraineté nationale. Le système compliqué des listes de notabilités était aboli et il semblait qu'on en revînt au suffrage universel puisque les assemblées de canton qui étaient à la base du nouveau système devaient être formées de tous les citoyens domiciliés dans le canton. D'ailleurs cette espérance devait être bientôt déçue par les ingénieuses restrictions que le gouvernement impérial sut apporter à l'exercice du droit de suffrage.

Désormais chaque ressort de justice de paix avait une assemblée de canton, chaque arrondissement de sous-préfecture un collège électoral d'arrondissement, chaque département un collège électoral de département².

Le premier Consul devait désigner les présidents des assemblées de canton dont les fonctions duraient cinq ans, mais ils pouvaient être renommés indéfiniment. Ces assemblées proposaient des candidats pour les postes de juges de paix et suppléants, pour les fonctions de conseillers municipaux, et nommaient les membres des collèges électoraux proportionnellement au nombre des citoyens dont elles se composaient. Les Collèges électoraux d'arrondissement devaient comprendre au moins 120 membres, et 200 au plus : ces membres étaient nommés à vie ; ils présentaient des candidats au gouvernement pour les Conseils d'arrondissement et le Tribunat. Le Collège de département devait comprendre au moins 200 membres, et 300 au plus, choisis par les assemblées de canton sur la liste des six cents citoyens les plus imposés du département ; ces membres étaient éga-

1. Arch. dép., 5 M 1.

2. *Bulletin des Lois*, III. B. 206

lement nommés à vie. Ils devaient désigner les candidats au Conseil général et au Sénat. Les deux sortes de Collèges dressaient la liste sur laquelle seraient pris les membres du Corps législatif.

Des élections complémentaires ne devaient avoir lieu que quand les deux tiers des membres élus auraient disparu ; aussi les collèges élus en 1803 devaient fonctionner pendant toute la durée de l'Empire. Comme si les précédentes garanties n'avaient pas été suffisantes, le premier Consul avait encore la prérogative d'ajouter aux collèges électoraux d'arrondissement dix membres pris parmi les titulaires de la Légion d'honneur ou parmi les citoyens ayant rendu des services, et à chaque collège électoral de département vingt membres, dont dix pris parmi les trente plus imposés du département, et dix autres parmi les titulaires de la Légion d'honneur.

Le 19 fructidor (6 septembre 1802) il y eut un arrêté complémentaire des Consuls pour l'exécution du sénatus-consulte précédent¹. Le préfet devait désigner les édifices où les assemblées de canton tiendraient leurs séances. Comme les églises étaient les seuls endroits convenables à cette époque pour la réunion d'assemblées assez nombreuses, Mounier les désigna à cet effet. Les maires et les curés devaient se concerter pour que l'exercice du culte ne fût troublé en aucune manière².

Il fallut ensuite d'après l'article XXV du sénatus-consulte procéder à l'établissement de la liste des six cents citoyens les plus imposés du département aux rôles des diverses contributions. Pour la première formation cinq cent cinquante noms seulement devaient figurer sur la liste qui fut imprimée sur l'ordre de Mounier le 12 frimaire an XII (4 décembre 1803)³. Les 43 assemblées cantonales pouvaient donc se réunir ; leurs présidents avaient été nommés par Bonaparte le 15 fructidor an XI (2 septembre 1803). Les membres des collèges d'arrondissement et de département devaient être désignés pour l'Ille-et-Vilaine dans les proportions suivantes :

1. *Bulletin des Lois*, III. B. 213.

2. Arch. dép., 5 M 1. Arrêté du 1^{er} décembre 1802.

3. La liste par suite de certaines radiations ne comprend que 529 noms.

CANTONS	DÉPARTE- MENT	ARRONDIS- SEMENT	CANTONS	DÉPARTE- MENT	ARRONDIS- SEMENT
I. — Arrondissement de Fougères.			II. — Arrondissement de Montfort.		
Antrain.	10	29	Bécherel.	6	24
Fougères-Nord.	8	25	Montauban.	5	18
Fougères-Sud.	9	28	Montfort.	8	29
Louvigné-du-Désert.	8	27	Plélan.	8	28
Saint-Aubin-du-Cormier.	5	17	Saint-Méen.	6	21
Saint-Brice-en-Coglès.	9	27		33	120
	49	153			
III. — Arrondissement de Redon.			IV. — Arrondissement de Rennes.		
Bain.	8	26	Châteaugiron.	7	21
Fougeray.	3	9	Hédé.	6	16
Guichen.	7	24	Janzé.	8	22
Maure.	5	17	Liffré.	5	16
Pipriac.	7	24	Mordelles.	4	12
Redon.	7	23	Rennes nord-est.	8	24
Sel (Le).	3	10	— nord-ouest.	10	23
	40	133	— sud-est.	7	22
			— sud-ouest.	7	22
			Saint-Aubin-d'Aubigné.	8	22
				70	200
V. — Arrondissement de Saint-Malo.			VI. — Arrondissement de Vitré.		
Cancale.	6	21	Argentré.	8	26
Châteauneuf.	6	19	Châteaubourg.	4	15
Combourg.	7	24	La Guerche.	10	29
Saint-Malo.	7	23	Retiers.	10	29
Dol.	8	25	Vitré-Est.	8	26
Pleine-Fougères.	8	25	Vitré-Ouest.	8	25
Saint-Servan.	6	21		48	150
Pleurtuit.	6	22			
Tinténiac.	6	20			
	60	200			

Au total 300 membres pour le Collège départemental et 956 pour les Collèges d'arrondissement. Les assemblées cantonales se réunirent dans les derniers jours de frimaire ou les premiers jours de nivôse an XII (deuxième quinzaine de décembre 1803). Voici les résultats d'après les procès-verbaux des assemblées ; les cantons sont placés

dans le même ordre que pour l'étude antérieure des justices de paix ¹.

I. — ARRONDISSEMENT DE FOUGÈRES.

1. *Assemblée cantonale d'Antrain*, réunie le 28 frimaire (20 décembre 1803) dans l'église du lieu, sous la présidence de Duhil-Benazé (2 000 francs de revenu), receveur de l'enregistrement.

a) *Collège de département* : 10 membres à élire, 4 élus.

Anger-Loriais, 52 ans, juge de paix à Antrain ² (4 000 francs).

Dela fosse (Julien), 34 ans, propriétaire à Bazouges-la-Pérouse (8 000 francs).

Poinçon-Blanchardière, 34 ans, propriétaire, membre du Conseil municipal de Rennes (6 000 francs).

Poussin-Villemanaise, propriétaire à Sens, 73 ans (3 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 29 à élire, 2 élus.

Faucheux, 45 ans, notaire et maire de Chauvigné (1 500 francs).

Duhil-Benazé, 36 ans, président du canton.

Ce sont les seuls qui aient obtenu la majorité nécessaire.

2. *Assemblée de Fougères-Nord*, réunie le 27 frimaire (19 décembre) dans la grande salle de la maison commune, sous la présidence de Rallier, âgé de 53 ans (4 000 francs de revenu) : il était avant la révolution officier du génie, puis devint administrateur du district de Fougères, député au Conseil des anciens de l'an IV à l'an VI, et aux Cinq-Cents en l'an VII. Il était membre du Corps législatif.

a) *Collège de département* : 8 à élire, 8 élus.

Baron, sous-préfet de Fougères (4 000 francs).

Rallier, législateur.

Defermon (2 000 francs), une des principales personnalités du département depuis la Révolution ; ancien procureur au Parlement de Bretagne, il fut membre de la Constituante, puis de la Convention. Bonaparte l'avait appelé au Conseil d'État.

Baston-Riboisière, 45 ans, général de brigade d'artillerie (6 000 francs).

Fournel, 65 ans, propriétaire à Fougères (6 400 francs).

Langlois-Boisherbel, ancien président de la municipalité cantonale, puis commissaire du gouvernement près le tribunal de 1^{re} instance de Fougères (3 000 francs).

Deshayes, 55 ans, ancien avocat, propriétaire (7 000 francs).

Pichon-Vaulevier, 65 ans, médecin à Fougères, ancien président du district (4 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 25 à élire, 25 élus.

Le Vannier, 32 ans, fabricant de papier, maire de Lecousse (1 000 francs).

Chardon du Tertre, 50 ans, adjoint au maire de Fougères (800 francs).

Larcher-Pommerais, 56 ans, officier municipal à Fougères (2 800 francs).

Le Bouc-Bouteillère, 54 ans, juge au tribunal de Fougères (2 700 francs).

1. Arch. dép., série M. Voir chap. x.

2. Cf. chap. x.

Richard, 48 ans, curé de Javené avant la Révolution, puis receveur des hospices de Fougères (1 800 francs).

Chérel, 46 ans, cultivateur, maire de Parcé (200 francs).

Delatouche, 47 ans, ancien administrateur du département¹, puis greffier du tribunal de Fougères (1 200 francs).

Kermarec, 51 ans, ancien capitaine, membre du Conseil municipal de Fougères (2 400 francs).

Le Cordier, 31 ans, médecin à Fougères, conseiller d'arrondissement (1 500 francs).

Bochin, 51 ans, propriétaire, adjoint au maire de Fougères (3 500 francs).

Gérard, 43 ans, ancien magistrat.

Binel, 70 ans, était avant 1789, négociant et receveur des amendes de la maîtrise des eaux et forêts de Fougères ; depuis il avait rempli différentes fonctions municipales, et avait remplacé Lemer cier des Alleux à la mairie de Fougères, en l'an IX (2 600 francs).

Couasnon, 50 ans, cultivateur et maire de Romagné (600 francs).

La Coudre (Martin), 51 ans, propriétaire, conseiller d'arrondissement (2 400 francs).

Devallois, 47 ans, propriétaire à Fougères (2 800 francs).

Lebesch u de la Rallays, 48 ans, ancien garde du corps, propriétaire à Fougères (5 000 francs).

Caillère, 70 ans, notaire à Fougères (3 000 francs).

Jehannin, 43 ans, cultivateur, maire de Billé (800 francs).

Jumelais fils, 39 ans, avoué à Fougères (2 000 francs).

Martin de la Métairie, 46 ans, avocat à Fougères, et juge suppléant (4 000 francs).

Gillot, 46 ans, cultivateur, maire de Javené (1 200 francs).

Mabille, 56 ans, notaire à Fougères (2 100 francs).

Lebreton-Saudrais, 40 ans, médecin à Fougères, conseiller d'arrondissement (3 000 francs).

Perrin, 58 ans, chirurgien, maire de Saint-Sauveur-des-Landes (400 francs).

Lemonnier, 48 ans, cultivateur, maire de Dompierre-du-Chemin (250 francs).

3. *Assemblée de Fougères-Sud*, réunie le 5 nivôse (27 décembre 1803) dans la salle du conseil de la sous-préfecture, sous la présidence de Binel, maire de Fougères.

a) *Collège départemental* : 9 à élire, 7 élus.

Biard-Gilandais, 48 ans, rentier à Fougères (3 500 francs).

Quantin-Oudinais, 51 ans, conseiller général du département, négociant (3 000 francs).

Beaulieu, 54 ans, marchand à Fougères (2 400 francs).

Chevalier, 50 ans, homme de loi à Fougères (7 000 francs).

Couette-Laubertierre, 79 ans, propriétaire (4 000 francs).

Baston-Villerbuc, 32 ans, propriétaire (4 000 francs).

Doussaut, 48 ans, négociant à Fougères (9 000 francs).

1. Voir le chap. II.

b) *Collège d'arrondissement*: 28 à élire, 27 élus.

Lemoine (Jean), 45 ans, médecin à Fougères (4 000 francs).

Gautrais, 57 ans, juge au tribunal de Fougères. Il avait été auparavant substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel à Rennes (3 000 francs).

Sieur-Delahaye, 42 ans, cultivateur, maire de Beaucé (2 400 francs).

Lefebvre-Faucillonnais, 26 ans, propriétaire à Fougères (2 400 francs).

Savary, 45 ans, cultivateur, maire de Luitré (1 000 francs).

Guérin, 36 ans, marchand à Fougères (500 francs).

Leharivel, 28 ans, ancien capitaine, puis rentier (1 500 francs).

Collas, 41 ans, cultivateur, adjoint au maire de Fleurigné (3 000 francs).

Badier, 70 ans, rentier à Fougères (1 400 francs).

Lemeusnier-Godinière, 58 ans, ancien officier municipal et libraire (2 400 francs).

Chapeau, 66 ans, cultivateur, adjoint au maire de La Selle-en-Luitré (1 000 francs).

Lottin-Tiollais, 47 ans, maire du Loroux, membre du Conseil de l'arrondissement de Fougères, cultivateur.

Fromont, 38 ans, propriétaire à Fougères (2 000 francs).

Caro, 30 ans, maire de Laignelet (800 francs).

Froget, 40 ans, cultivateur et maire de Parigné (1 500 francs).

Guérin, 45 ans, officier de santé au Loroux.

Gautrais, 43 ans, avocat, ancien administrateur du district de Fougères (1 200 francs).

Loysel (Julien), 52 ans, président du tribunal de Fougères (1 500 francs).

Savary (Joseph), 43 ans, cultivateur, maire de la Chapelle-Janson (1 100 francs).

Dubellay, 47 ans, suppléant au tribunal de Fougères (1 200 francs).

Hochet, 46 ans, propriétaire à Fougères (1 800 francs).

Boismartel (Julien), 32 ans, maire de Landéan (1 000 francs).

Loysel (Jean), 49 ans, avocat, ancien commissaire du gouvernement à Fougères (1 500 francs).

Brochet, 58 ans, architecte à Fougères (800 francs).

Couasnon, 37 ans, cultivateur à Laignelet (400 francs).

Harembert, 45 ans, propriétaire et conseiller municipal de Fougères (2 800 francs).

Legomeriel, 27 ans, rentier à Landéan (3 000 francs).

4. *Assemblée de Louvigné-du-Désert*, réunie le 4 nivôse an XII (26 décembre 1803) dans l'église de Louvigné, sous la présidence de Le Nicolais Clinchamp, âgé de 61 ans et habitant La Bazouges-du-Désert. Avocat avant la Révolution, il était devenu chef de brigade d'infanterie; retraité il était membre du conseil de l'arrondissement de Fougères avec 5 000 francs de revenu.

a) *Collège du département*: 8 membres à élire, 2 élus.

Le Nicolais Clinchamp.

Ledru-Bottelière, 72 ans, cultivateur à Louvigné (3 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement*: 27 à élire, 27 élus.

Gautier-La Chaise, 46 ans, ancien lieutenant d'artillerie, maire de Louvigné, conseiller de l'arrondissement de Fougères (3 000 francs).

Gouin-Durouel (Julien), 56 ans, ancien président de l'administration cantonale de Saint-Georges-de-Reintembault, maire de ce bourg, et membre du conseil d'arrondissement de Fougères (2 400 francs).

Gouin-Durouel fils, 27 ans, ancien lieutenant d'infanterie (800 francs).

Garnier, 47 ans, juge de paix de Louvigné (1 000 francs).

Lenglet (Louis), 55 ans, ancien administrateur municipal¹ et maire de La Bazouges-du-Désert, membre du conseil d'arrondissement (900 francs).

Deshayes, 47 ans, avocat, maire du Ferré (4 000 francs).

Le Saint, 42 ans, cultivateur et maire de Monthault (1 200 francs).

Brard, 32 ans, cultivateur et maire de Mellé (800 francs).

Dupas, 38 ans, cultivateur et maire de Villamée (1 000 francs).

Langlois-Fontenelle, 59 ans, propriétaire à Louvigné (4 000 francs).

Cavey-Champliou, 52 ans, avocat à Saint-Georges-de-Reintembault (500 francs).

Cavey (Louis), 45 ans, receveur de l'enregistrement à Saint-Georges (800 francs).

Rebillon, adjoint au maire de Saint-Georges.

Barbedette, cultivateur à Louvigné.

Boulanger-Gauterie, commandant la garde nationale à Louvigné.

Fouasse, notaire à Louvigné.

Hardy, cultivateur au Ferré.

Le Tanneur, 59 ans, notaire à Saint-Georges-de-Reintembault (800 francs).

Deprinney, 36 ans, cultivateur et maire de Poilley (2 000 francs).

Salmon-Hamelinais, 73 ans, propriétaire à Poilley (800 francs).

Salmon-Morinais, 54 ans, cultivateur au Ferré (2 200 francs).

Hautraye, 53 ans, percepteur à Louvigné (900 francs).

Noury-Dulattay, 58 ans, tanneur à La Bazouges (1 500 francs).

Faligot, 57 ans, cultivateur à La Bazouges (1 500 francs).

Degasne, 38 ans, cultivateur, adjoint au maire de La Bazouges (1 000 francs).

Beaufils, 39 ans, greffier de justice de paix à Louvigné (200 francs).

Baron (Julien), 42 ans, notaire à Saint-Georges-de-Reintembault (1 000 francs).

5. *Assemblée de Saint-Aubin-du-Cormier*, réunie le 29 frimaire (21 décembre 1803) dans l'église de Saint-Aubin, sous la présidence de Plihon, âgé de 60 ans, cultivateur, ancien président de la municipalité cantonale, adjoint au maire et bientôt maire de Saint-Aubin en 1804² (revenu de 2 000 francs).

a) *Collège de département* : 5 à élire, 3 élus.

Plihon.

Beaugeard, 40 ans, né à Vitré, il était procureur syndic du district de Vitré lorsqu'il fut élu membre de la Convention. Il devint ensuite commissaire du Directoire près l'administration centrale du département, et fut élu en l'an VI au Conseil des Cinq-Cents (3 000 francs).

Jollivet fils, 36 ans, ancien capitaine d'artillerie, adjoint au maire de Rennes (3 100 francs).

1. Voir chap. II.

2. Voir les chap. I et XIV.

b) Collège d'arrondissement : 17 à élire, 17 élus.

Divel, 50 ans, notaire à La Mézière (900 francs).

Serizier, 49 ans, notaire à Saint-Aubin, membre du conseil de l'arrondissement de Fougères (600 francs).

Bazin, 38 ans, juge de paix à Saint-Aubin (3 000 francs).

Pougeolle, 34 ans, greffier de justice de paix (400 francs).

Derennes, 42 ans, cultivateur et maire de Chienné.

Coutard, 47 ans, était prêtre avant la Révolution. Il devint ensuite commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Saint-Aubin et maire de la ville (200 francs).

Chevalier, 55 ans, cultivateur et maire de La Chapelle-Saint-Aubert (500 francs).

Rimasson, 33 ans, marchand à Saint-Aubin (800 francs).

Delin fils, 43 ans, cultivateur à Mézières (3 000 francs).

Savary (René), 41 ans, maître de poste (200 francs).

Pérégault, 44 ans, cultivateur et maire de Vendel (500 francs).

Durocher, 36 ans, cultivateur à Saint-Christophe-de-Valains (600 francs).

Janvier, 44 ans, aubergiste à Saint-Aubin.

Denis, 51 ans, cultivateur, adjoint au maire de Gosné (600 francs).

Roulard, 46 ans, cultivateur et maire de Saint-Marc-sous-Couesnon (200 francs).

Vallée, 52 ans, cultivateur à Saint-Jean-sur-Couesnon (800 francs).

Lohier, 37 ans, receveur de l'enregistrement à Saint-Aubin.

6. *Assemblée de Saint-Brice-en-Coglès*, réunie le 30 frimaire (22 décembre 1803) dans l'église, sous la présidence de Gouin-Germondais, âgé de 51 ans, négociant et maire du Châtelier, avec un revenu de 3 500 francs.

a) Collège de département : 9 à élire, 3 élus.

Tréhu-Monthierry, 49 ans, avoué au présidial de Rennes avant la Révolution, maire de cette ville en 1788, était devenu commissaire des guerres. Il possédait une grosse fortune pour l'époque (10 000 francs de revenu).

Hay-Bouteville, 55 ans, propriétaire à Rennes (5 000 francs).

Leroux, 56 ans, officier municipal (3 200 francs).

b) Collège d'arrondissement : 27 à élire, 27 élus.

Tison, 43 ans, notaire à Saint-Hilaire-des-Landes.

Bégasse (François), 63 ans, prêtre avant la Révolution, commissaire près l'administration cantonale de Saint-Marc-le-Blanc, maire de Baillé (800 francs).

Lebarbier, 54 ans, ancien juge au tribunal de Fougères, maire de Saint-Marc-le-Blanc, membre du conseil d'arrondissement (800 francs).

Gouin-Germondais.

Lepage, 25 ans, propriétaire à Saint-Germain-en-Coglès (1 200 francs).

Tropée (Julien), 51 ans, notaire et juge de paix à Saint-Brice (600 francs).

Berthelot, 54 ans, cultivateur et maire de Coglès (1 800 francs).

Brel, 54 ans, commandant la garde nationale à Montours (2 200 francs).

Chevetel, 50 ans, notaire et maire de Saint-Germain-en-Coglès (2 200 francs).

Simon-Champrobert, 34 ans, commandant la garde nationale à Saint-Marc-le-Blanc.

Faligot, 37 ans, maire de Montours (500 francs).
 Pichot, 33 ans, officier de santé à Saint-Etienne (600 francs).
 Deroyer, 48 ans, maire de Saint-Etienne (1 100 francs).
 Simon, 41 ans, greffier de justice de paix.
 Tropée (Pierre), maire de La Selle.
 Tual, 27 ans, propriétaire à Saint-Hilaire-des-Landes.
 Leverrier, 46 ans, cultivateur à Saint-Étienne (400 francs).
 Guémain, 46 ans, notaire et maire du Tiercent (300 francs).
 Prenville, 68 ans, propriétaire à Saint-Germain (2 000 francs).
 Coudray, 32 ans, propriétaire à Saint-Germain (300 francs).
 Boyvent, 49 ans, avocat à Saint-Brice (1 200 francs).
 Duhil, 49 ans, maire de Saint-Brice (300 francs).
 Cheftel, 48 ans, adjoint au maire de Coglès (1 500 francs).
 Murie, 45 ans, cultivateur au Châtellier (1 200 francs).
 Guillois, 30 ans, cultivateur et maire de Saint-Hilaire (400 francs).
 Martin-Métairie, avocat à Fougères.
 Bertin, 33 ans, propriétaire à Montours (600 francs).

II. — ARRONDISSEMENT DE MONTFORT.

7. *Assemblée cantonale de Bécherel*, réunie le 1^{er} nivôse (23 décembre 1803) dans la salle de la mairie, sous la présidence de Le Régner, âgé de 36 ans, ancien officier de dragons et receveur de l'enregistrement à Bécherel (revenu 1 200 francs).

a) *Collège de département* : 6 à élire, 6 élus.

Faisant, 68 ans, rentier à Bécherel (2 000 francs).

Le Régner.

Sevin, 66 ans, cultivateur à La Chapelle-Chaussée (1 000 francs).

Bigot-Préameneu, ancien législateur, conseiller d'État.

Gaignet, 39 ans, négociant à Bécherel (2 000 francs).

Guimberteau, 36 ans, chef de brigade en retraite à Saint-Pern (2 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 24 à élire, 24 élus.

Houdusse (Gilles), 46 ans, chirurgien et maire de Romillé (900 francs).

Grosset, 57 ans, cultivateur et maire de Saint-Pern (500 francs).

Dubois, 33 ans, maire de Saint-Brieuc-des-Iffs (500 francs).

Pasdeloup, 51 ans, notaire à Irodouer (400 francs).

Tostivint (Mathurin), 40 ans, cultivateur et maire d'Irodouer (3 000 francs).

Aubrée, 41 ans, cultivateur et maire des Iffs (200 francs).

Villeneuve, 55 ans, marchand et maire de Bécherel (500 francs).

Bellier-Duverger, 32 ans, ancien président d'administration cantonale, maire de Miniac-sous-Bécherel et conseiller de l'arrondissement de Montfort (400 francs).

Alliou, 34 ans, notaire à Bécherel.

Tiengou (Louis), 37 ans, suppléant de juge de paix à Bécherel.

Collet, 40 ans, cultivateur à Miniac (200 francs).

Sevin, 28 ans, marchand à Cardrac (300 francs).

André, 28 ans, cultivateur à Saint-Pern (200 francs).

Pidou, 40 ans, officier de santé à Irodouer (300 francs).

Leroux, 32 ans, greffier de justice de paix à Bécherel.

Roger, 61 ans, adjoint à Bécherel (400 francs).

Charnal, 31 ans, cultivateur à Miniac (120 francs).

Baret, 25 ans, marchand à Bécherel (200 francs).

Busnel (Pierre), 31 ans, cultivateur et maire de La Chapelle-Chaussée (200 francs).

Busnel (Jean), 53 ans, cultivateur et maire de Cardroc.

Brindejone, 53 ans, ancien commissaire du directoire près l'administration cantonale de Bécherel (600 francs).

Texier, 52 ans, cultivateur à Irodouer (400 francs).

Choux, 41 ans, cultivateur à Saint-Pern (500 francs).

Guignard, 62 ans, propriétaire, maire de Langan (1 200 francs).

8. *Assemblée de Montauban*, réunie le 3 nivôse (25 décembre 1803) à la mairie, sous la présidence de Trouessart, âgé de 35 ans, capitaine d'état-major à la suite et maire de Montauban (revenu 5 000 francs).

a) *Collège départemental*: 5 à élire, 5 élus.

Trouessart (Olivier).

Trouessart (Jean), 66 ans, notaire à Landujan (2 400 francs).

Escolan, 73 ans, ancien procureur fiscal, membre du conseil d'arrondissement (6 000 francs).

Dubois-Hamond, 48 ans, propriétaire à Montauban (8 000 francs).

Denoual de la Houssaye, 25 ans, sous-chef au ministère de la justice (2 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement*: 18 à élire, 18 élus.

Fouvil, 47 ans, marchand à Montauban (400 francs).

Delaunay, 40 ans, avocat et maire de Médréac (2 000 francs).

Tiengou (Marc), 48 ans, ancien procureur fiscal et juge de paix à Montauban (1 500 francs).

Tiengou (Jean-Marie), 43 ans, percepteur à Médréac (1 200 francs).

Sauvaget, 28 ans, adjoint au maire de Montauban (1 200 francs).

Aubry, 30 ans, propriétaire à Médréac (1 000 francs).

Bellebon, 36 ans, maire du Lou-du-Lac (1 500 francs).

Glotin, 28 ans, cultivateur à Boisgervilly (300 francs).

Rousin, 42 ans, cultivateur et maire de Saint-Uniac (1 000 francs).

Levillain (Jean-Baptiste), 34 ans, marchand, ancien maire de Montauban (300 francs).

Aubry (Louis), 63 ans, propriétaire à Landujan (600 francs).

Le Sénéchal, 41 ans, officier de santé à Montauban (600 francs).

Gernigon, 34 ans, cultivateur à Landujan (400 francs).

Tribodet, 34 ans, maire de Boisgervilly (200 francs).

Serrulaz, 27 ans, commandant de la garde nationale à Montauban (2 800 francs).

Tostivint, 29 ans, percepteur à la Chapelle-du-Lou (300 francs).

Aubry (Ambroise), cultivateur à Médréac (1 000 francs).

Lanoë-Sevin, 36 ans, propriétaire à Médréac (700 francs).

9. *Assemblée de Montfort*, réunie le 27 frimaire (19 décembre 1803) dans la

chapelle de l'hospice, sous la présidence de Guynot-Boissière, âgé de 55 ans, receveur de l'arrondissement de Montfort (revenu 3 000 francs).

a) *Collège de département* : 8 à élire, 6 élus.

Guynot-Boissière.

Delahaye-Duplessis-Joubin, 56 ans, cultivateur à Bédée (6 000 francs).

Maudet (Joseph), sous-préfet de Montfort (3 000 francs)¹.

Juguet, 61 ans, avocat et sénéchal de la juridiction de Monterfil avant la Révolution, puis officier municipal de Montfort, juge au tribunal civil de cette ville et enfin commissaire du gouvernement auprès du même tribunal (7 000 francs).

Maudet (Mathurin), 37 ans, notaire et maire d'Iffendic (3 000 francs).

Robert, 54 ans, notaire à Iffendic (2 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 29 à élire, 29 élus.

Bufferan, 45 ans, avocat, maire de Bédée, membre du conseil d'arrondissement de Montfort (500 francs).

Brager, 32 ans, avocat à Montfort.

Barbotin, 38 ans, receveur de l'enregistrement à Montfort (800 francs).

Escolan (Aimé), 29 ans, contrôleur des contributions à Montfort.

Poignand (Félix), 39 ans, avocat à Montfort.

Delahaye de Changée, 59 ans, propriétaire à Saint-Gonlay (2 400 francs).

Odyé (Joseph), 59 ans, notaire à Saint-Gonlay (1 000 francs).

Bossard, 37 ans, cultivateur à Talensac (800 francs).

Doré, 56 ans, ancien président de l'administration cantonale, juge au tribunal de Montfort (1 500 francs).

Lemarchand, 50 ans, ancien sénéchal et procureur fiscal de Montfort, maire de la ville (1 500 francs).

Berthelot (Mathurin), 31 ans, percepteur à Iffendic (800 francs).

Alliou, 62 ans, notaire à Bédée (900 francs).

Roumain-Duplessis, 60 ans, ancien procureur fiscal, substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel (800 francs).

Duverger, 44 ans, notaire à Bédée (800 francs).

Turin, 42 ans, avocat, président du tribunal de Montfort (2 000 francs).

Escolan (Jacques), 36 ans, avoué à Montfort.

Maudet (Louis), 29 ans, cultivateur à Saint-Gonlay.

Lesné (Pierre), 36 ans, chirurgien à Montfort (800 francs).

Dupont, 39 ans, cultivateur et maire de La Chapelle-Thouarault (1 800 francs).

Lesné (Guillaume), 39 ans, cultivateur et maire de Bréteil (200 francs).

Allais, 52 ans, chirurgien à Montfort.

Berthault, 49 ans, curé à Montfort.

Legavre, 51 ans, cultivateur à Saint-Gonlay (300 francs).

Riand, 60 ans, notaire et maire du Verger (400 francs).

Dreuslin, 22 ans, employé à Montfort.

Pichon, 34 ans, cultivateur et maire de Pleumeleuc (900 francs).

Levillain (François), 71 ans, cultivateur à Iffendic (150 francs).

Orain, 53 ans, entrepreneur et maire de Saint-Gonlay (250 francs).

Maudet (François), 25 ans, étudiant à Montfort.

1. Voir le chap. iv.

10. *Assemblée cantonale de Plélan*, tenue le 29 frimaire an XII (21 décembre 1803) dans l'église, sous la présidence de Nicolle (Jean), âgé de 57 ans, ancien officier et directeur des forges de Paimpont (revenu 800 francs).

a) *Collège de département* : 8 à élire, 7 élus.

Nicolle.

Poignand (Jean), 42 ans, ancien procureur syndic du district, actuellement juge au tribunal de Montfort, et membre du conseil d'arrondissement (2 400 francs).

Godet des Touches, 36 ans, chirurgien à Plélan (1 500 francs).

Allaire (Charles), 55 ans, était en 1789 procureur fiscal de l'abbaye de Paimpont; il devint en 1790, chef de la garde nationale de Plélan, notaire et maire de la petite ville (1 000 francs).

Duquercron, 64 ans, avocat à Bréal, commissaire du Directoire près l'administration cantonale (2 400 francs).

Jehanne, 45 ans, ancien administrateur du département d'Ille-et-Vilaine, négociant à Rennes et membre du conseil de l'arrondissement de Rennes (2 400 francs).

Salmon, 47 ans, chirurgien à Plélan (1 500 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 28 à élire, 9 élus.

Joubaire, 47 ans, juge de paix de Plélan et membre du conseil de l'arrondissement de Montfort (1 500 francs).

Mocudé, 44 ans, notaire à Plélan (300 francs).

Crambert, 31 ans, notaire et maire de Treffendel (300 francs).

Michaux, 71 ans, propriétaire à Bréal (400 francs).

Joubinaux, 65 ans, chirurgien à Paimpont (300 francs).

Léveillé, 35 ans, adjoint à Paimpont (900 francs).

Boisgontier, 50 ans, avocat à Plélan (1 200 francs).

Piel, 45 ans, cultivateur et maire de Saint-Thurial (1 500 francs).

Duault, 41 ans, cultivateur et maire de Monterfil (400 francs).

11. *Assemblée de Saint-Méen*, tenue le 2 nivôse an XII (24 décembre 1803) en l'une des salles de l'ancien séminaire, sous la présidence de Michel (Henry), 45 ans, propriétaire et maire de Saint-Méen (2 300 francs de revenu).

a) *Collège de département* : 6 à élire, 5 élus.

Michel (Henry).

Roumain de la Rallais (50 ans), vice-président du tribunal civil de Rennes (4 500 francs)¹.

Suin, 39 ans, directeur de l'enregistrement à Rennes (2 000 francs).

Michel-Duverger, 42 ans, juge de paix à Saint-Méen (2 300 francs).

Roumain de la Touche, 48 ans, avocat, ancien commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Saint-Méen (2 300 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 21 à élire, 20 élus.

Gaultier, 27 ans, receveur de l'enregistrement à Saint-Méen (450 francs).

Kersanson, 26 ans, propriétaire à Saint-Méen (2 200 francs).

1. Voir le chap. VII.

Fougeray, 52 ans, négociant à Saint-Méen, membre du conseil de l'arrondissement de Montfort (3 000 francs).

Brager, 51 ans, notaire à Saint-Méen (2 400 francs).

Michel (Jean), 55 ans, propriétaire à Saint-Méen, membre du conseil de l'arrondissement de Montfort (3 000 francs).

Georges, 49 ans, notaire à Saint-Méen (1 200 francs).

Fenoux, 50 ans, maire de Gaël (400 francs).

Drouet, 57 ans, propriétaire à Saint-Méen (2 400 francs).

Bonodo, 34 ans, ancien capitaine, adjoint au maire de Gaël (600 francs).

Dibart, 48 ans, propriétaire à Saint-Méen (4 000 francs).

Renault, 26 ans, maire du Crouais (600 francs).

Le Chevalier, 23 ans, étudiant à Saint-Méen (500 francs).

Julliot du Plessis, propriétaire à Saint-Onen (1 500 francs).

Gendrot, 38 ans, notaire et maire de Quédillac (1 200 francs).

Thébault (Joseph), 41 ans, négociant à Saint-Méen (400 francs).

Michel (François), 21 ans, étudiant à Saint-Méen.

Baudet, 69 ans, marchand à Saint-Méen (300 francs).

Thébault (Jean), 27 ans, notaire à Gaël (500 francs).

Durocher, 61 ans, propriétaire à Saint-Méen (900 francs).

Cibou, 32 ans, propriétaire à Saint-Méen (2 000 francs).

III. — ARRONDISSEMENT DE REDON.

12. *Assemblée cantonale de Bain*, tenue le 29 frimaire (21 décembre 1803) dans l'église, sous la présidence de Blerye (Louis), 51 ans, ancien président de l'administration cantonale de Bain, membre du conseil d'arrondissement de Redon.

a) *Collège de département*: 8 à élire, 3 élus.

De Coniac (Pelage), 72 ans, propriétaire à Rennes (18 000 francs).

Gautier-Guittière, 47 ans, chef d'escadron de gendarmerie à Saint-Brieuc (3 200 francs).

Du Bouëxic (Georges), 38 ans, ancien président à mortier au Parlement de Bretagne, propriétaire à Saint-Malo-de-Phily (12 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement*: 26 à élire, 21 élus.

Barbotin (Julien), 46 ans, avocat à Bain.

Barbotin (Jacques), 39 ans, notaire et maire de Bain.

Blerye.

Freteaud-Marchandais, 50 ans, avocat à Bain.

Gosse, 52 ans, ex-juge de paix de Messac.

Barbotin, chirurgien.

Robert, notaire.

Jonon-Dufeuil, 43 ans, notaire et maire de Poligné.

Germain (ainé).

Regnault, maire de Pléchâtel.

Dupuis, 46 ans.

Leveyer, 63 ans, propriétaire à Ercé (1 200 francs).

Bigot, 50 ans, juge de paix à Bain (3 500 francs).

Morel, 67 ans, notaire à Bain (400 francs).
 Desmons, 49 ans, notaire à Bain.
 Frétaud, avocat à Bain (900 francs).
 Germain (François), 40 ans, chirurgien à Bain (200 francs).
 Brochard, rentier à Bain.
 Baymé, sous-préfet de Redon¹.
 Filioux, 31 ans, employé de l'enregistrement (1 000 francs).
 Brunel, 50 ans, marchand à Ercé (400 francs).

13. *Assemblée du Fougeray*, tenue le 30 frimaire (22 décembre 1803) dans la chapelle Saint-Roch-au-Fougeray, sous la présidence de Guichaud, 58 ans, ancien officier du point d'honneur, propriétaire au Fougeray (2 000 francs de revenu).

a) *Collège départemental* : 3 à élire, 3 élus.

Guichaud.

Brehier, 49 ans, propriétaire au Fougeray (4 000 francs).

Even, 51 ans, propriétaire au Fougeray (2 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 9 à élire, 9 élus,

Rozière, 39 ans, ancien capitaine (600 francs).

Derennes, 32 ans, officier de santé au Fougeray (900 francs).

Argand, 48 ans, entrepreneur à Saint-Sulpice-des-Landes (400 francs).

Peniguel du Bouëxic, 68 ans, propriétaire au Fougeray (1 200 francs).

Dubourg-Preverie, 69 ans, ancien commissaire du Directoire près l'administration cantonale, maire du Fougeray (600 francs).

Duval, 51 ans, greffier de justice de paix (2 000 francs).

Bruneau, 48 ans, cultivateur au Fougeray (800 francs).

Orain (Julien), 57 ans, juge de paix au Fougeray (1 600 francs).

Bossard, cultivateur à Saint-Sulpice-des-Landes.

14. *Assemblée de Guichen*, tenue le 1^{er} nivôse (23 décembre 1803) dans l'église, sous la présidence de Le Bastard de Villeneuve, 49 ans, membre du Conseil général du département (revenu 7 000 francs)².

a) *Collège départemental* : 7 à élire, 4 élus.

Le Bastard de Villeneuve.

Buret, 45 ans, ancien greffier au Parlement de Bretagne, adjoint au maire de Guichen (2 000 francs).

Jansion, 58 ans, receveur des contributions à Redon.

Robinet (Jean-Baptiste), 71 ans, propriétaire à Rennes (3 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 24 à élire, 20 élus.

Esnaud, 27 ans, cultivateur et maire de Guignen.

Lecomte (Julien), 64 ans, notaire et maire de Laillé.

Filly, 33 ans, officier de santé à Guichen (500 francs).

Métayer, 45 ans, adjoint au maire de Laillé.

1. Voir le chap. iv.

2. Voir le chap. vi.

Bellamy, 30 ans, propriétaire à Laillé (800 francs).
 Blouet, 58 ans, propriétaire et maire de Guichen (550 francs).
 Bougeard, 67 ans, ancien procureur fiscal de la châtellenie de Guichen, notaire au lieu (200 francs).
 Bougot, 51 ans, propriétaire à Guignen (200 francs).
 Crespin, 30 ans, maire de Goven (200 francs).
 Fontaine, 51 ans, notaire et maire de Lassy (200 francs).
 Boutin, 54 ans, propriétaire à Saint-Senoux (200 francs).
 Desprès, 36 ans, officier de santé à Baulon.
 Evenet, 34 ans, meunier à Pontréan (2 400 francs).
 Tréluyer, 36 ans, notaire à Baulon (400 francs).
 Hubert-Lahairie, 45 ans, propriétaire à Goven (200 francs).
 Lucas, greffier de justice de paix.
 Motel, 38 ans, ancien président de municipalité cantonale de Baulon.
 Coppale, 25 ans, percepteur et maire de Bourg-des-Comptes.
 Lefeuvre, 48 ans, notaire à Guignen (1 000 francs).
 Blouet-Launay, 60 ans, notaire à Guichen (200 francs).

15. *Assemblée de Maure*, tenue le 2 nivôse (24 décembre 1803) dans l'église, sous la présidence de Du Couedic, propriétaire à Maure (3 000 francs).

a) *Collège de département* : 5 à élire, 4 élus.

Guillo-Lohan, 51 ans, juge au tribunal d'appel de Rennes (4 000 francs)¹,
 Fournier-Bois au Voyer, 40 ans, propriétaire à Maure (3 200 francs).
 Rozy (Alexandre), 47 ans, juge suppléant au tribunal de Redon (4 000 francs).
 Du Bouëxic-Bottellerais, 45 ans, ancien officier de marine, propriétaire à Rennes (4 500 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 17 à élire, 13 élus.

Du Couedic.
 Baudaire, 36 ans, avocat à Maure (500 francs).
 Rozy-Gouvrière, 44 ans, propriétaire et maire de Lieuron (1 200 francs).
 Fromentoux (Pierre), 22 ans, percepteur à Maure.
 Fromentoux (Joseph), 26 ans, employé à l'enregistrement de Redon.
 Bouilland du Fougerais, 67 ans, ancien sénéchal à La Chapelle-Bouëxic.
 La Noë-Coëtpéan, 55 ans, propriétaire à Maure (3 000 francs).
 Lechauff, 60 ans, cultivateur à Maure (1 500 francs).
 Haudry, 33 ans, brigadier de gendarmerie à Maure.
 Mocudé, 50 ans, propriétaire à Maure (200 francs).
 Delannée, 31 ans, cultivateur et maire de Saint-Seglin.
 Perroteaux, 46 ans, cultivateur à Maure (500 francs).
 Garel-Vieuxville, 64 ans, maire de Mernel (1 500 francs).

16. *Assemblée de Pipriac*, tenue le 3 nivôse (25 décembre 1803) dans la salle destinée à l'école primaire, sous la présidence de Rozy.

a) *Collège de département* : 7 à élire, 2 élus.

Vauquelin de la Rivière, 55 ans, propriétaire à Rennes (1 000 francs).

1. Voir le chap. VII.

Le Gal du Tertre, 69 ans, officier retraité à Rennes (9 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 24 à élire, 22 élus.

De Tanouarn (Charles), 42 ans, propriétaire à Pipriac (300 francs).

Rozy-Saint-Solain, 46 ans, propriétaire à Lohéac (1 000 francs).

Lenoir de Tournemine, 49 ans, propriétaire à Pipriac (2 400 francs).

Delabouërre aîné, 60 ans, notaire à Pipriac.

Vauquelin (André), 27 ans, notaire à Pipriac.

Bouvier, propriétaire à Guipry.

Thierry, propriétaire à Pipriac.

Musgrave, 47 ans, propriétaire à Guipry.

Hunaut (Jean), 33 ans, maire de Lohéac (250 francs).

Gérard, 47 ans, notaire, maire de Guipry.

Rocher, 46 ans, notaire, maire de Pipriac.

Visdelou de Bonamour (Alexandre), 45 ans, propriétaire à Lieuron (800 francs).

Loaisel-Dupaty, 39 ans, juge de paix à Pipriac (1 000 francs).

Dufaux, 58 ans, chirurgien à Lohéac (300 francs).

Du Quingo (Henry), 39 ans, propriétaire à Pipriac (1 200 francs).

Sorel, maire de Bruc.

Le Mintier de Fontenié, propriétaire à Pipriac.

Olivier des Brulais, chirurgien à Pipriac (900 francs).

Lilliac aîné, propriétaire à Pipriac.

Lilliac cadet, propriétaire à Pipriac.

Vauquelin (Pierre), 65 ans, ancien président de la municipalité cantonale de Pipriac (1 000 francs).

Visdelou aîné (François), 57 ans, propriétaire à Pipriac (1 800 francs).

17. *Assemblée de Redon*, tenue le 28 frimaire (20 décembre 1803) dans la salle d'audience du tribunal, sous la présidence de Thélohan (Jacques), président du tribunal de Redon¹ (2 000 francs de revenu).

a) *Collège de département* : 7 à élire, 5 élus.

Hervé de Beaulieu, 50 ans, ancien directeur général de la régie de Bretagne, propriétaire à Bains, membre du conseil d'arrondissement de Redon (3 000 francs).

Dondel-Dufaouédic, 70 ans, ancien officier (12 000 francs).

Héry, 44 ans, avocat, maire de Redon (3 400 francs).

Molié (Julien), 65 ans, négociant à Redon (2 500 francs).

Masière, 58 ans, ancien capitaine à Redon (5 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 23 à élire, 17 élus.

Gentil, 36 ans, substitut du commissaire près le tribunal civil de Redon (1 500 francs).

Thélohan, 51 ans, membre du conseil d'arrondissement de Redon.

Kérolhier, 43 ans, commissaire près le tribunal de Redon.

Goupil-Piquelière, maire de Bains.

Blanchet, 41 ans, avocat à Redon (2 000 francs).

1. Voir le chap. VII.

Chevalier, 44 ans, ancien commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Redon, juge au tribunal de cette ville (500 francs).

Vauquelin (Louis), 54 ans, ancien commissaire du Directoire près la municipalité cantonale de Pipriac, juge au tribunal de Redon, membre du conseil d'arrondissement (600 francs).

Molié fils (Alexandre), 35 ans, négociant à Redon, membre du conseil d'arrondissement.

Raulin, 53 ans, négociant à Redon (300 francs).

Janvier, 44 ans, maire de Renac, juge de paix de Redon (600 francs).

Crespin de Tréogat, 35 ans, notaire à Redon (800 francs).

Ferrière (François), 81 ans, négociant à Redon (1 500 francs).

Carmoy, 59 ans, militaire retraité (3 000 francs).

Lallemand, 34 ans, propriétaire à Redon (1 500 francs).

Fouesnel, 35 ans, receveur de l'enregistrement à Redon (1 200 francs).

Dufraiche, propriétaire à Bains.

Jac, 27 ans, secrétaire du sous-préfet.

18. *Assemblée du Sel*, tenue le 4 nivôse (26 décembre 1803) dans l'église, sous la présidence de Paichoux, maire de Tresbœuf, âgé de 43 ans (revenu de 500 francs).

a) *Collège de département* : 3 à élire, 1 élu.

Bellouard, 42 ans, ancien administrateur du district de Redon, propriétaire (10 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 10 à élire, 8 élus.

Bréal (René), cultivateur à Saulnières.

Desaindo, 31 ans, propriétaire et maire de Lalleu (3 800 francs).

Paichoux.

Gaigeard, propriétaire au Sel.

Gérard, 60 ans, propriétaire à La Bosse (200 francs).

Bréal (François), cultivateur au Sel (300 francs).

Brullé, 38 ans, cultivateur et maire de Chanteloup (300 francs).

Roullier, 28 ans, employé d'enregistrement à Bain (100 francs).

IV. — ARRONDISSEMENT DE RENNES.

19. *Assemblée cantonale de Châteaugiron*, tenue le 27 frimaire (19 décembre 1803) dans l'église paroissiale, sous la présidence de La Grezillonnaye, âgé de 43 ans, membre du conseil d'arrondissement (2 000 francs de revenu)¹.

a) *Collège de département* : 7 à élire, 3 élus.

Noury (Thomas), 43 ans, ancien procureur au Parlement de Bretagne et commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Châteaugiron (2 400 francs).

Gaulay, 55 ans, négociant à Châteaugiron (6 000 francs).

Régnier, propriétaire à Châteaugiron (3 000 francs).

1. Voir le chap. vi.

b) *Collège d'arrondissement* : 21 à élire, 2 élus.

De La Grézillonaye.

Chaumont, 62 ans, ancien président de l'administration cantonale, suppléant du juge de paix de Châteaugiron (500 francs).

20. *Assemblée de Hédé*, tenue le 29 frimaire (21 décembre 1803) dans la salle des délibérations du conseil municipal, sous la présidence de Deslandes (Michel), âgé de 60 ans, ancien président de la municipalité cantonale, notaire à Hédé (2 400 francs).

a) *Collège de département* : 6 à élire, 3 élus.

Deslandes.

De La Verdrye, 26 ans, propriétaire à Rennes (2 400 francs).

Troyhiard, 64 ans, président du tribunal de commerce de Rennes, membre du conseil d'arrondissement (2 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 16 à élire, 11 élus.

Deslandes fils (Louis), 30 ans, propriétaire à Hédé (800 francs).

Alix, 45 ans, notaire à Hédé (500 francs).

Aubrée (Louis), 48 ans, avocat, juge de paix à Hédé (1 200 francs).

Lemarchand, 29 ans, propriétaire à Hédé (1 200 francs).

Guynot, 61 ans, officier de santé à Hédé (800 francs).

Janvier-Tremasson, 57 ans, officier de santé à Hédé (600 francs).

Pignel, 50 ans, cultivateur à Vignoc (200 francs).

Frété, 43 ans, notaire à Québriac (200 francs).

Pigeon, 50 ans, officier de santé à Hédé (100 francs).

Boursin, 32 ans, commandant la garde nationale à Hédé (500 francs).

Belletier, 48 ans, ancien officier à Hédé (500 francs).

21. *Assemblée de Janzé*, tenue le 30 frimaire (22 décembre 1803) dans l'église, sous la présidence de Le Sire, âgé de 35 ans, avocat, ancien commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Janzé, notaire et maire de la bourgade (2 000 francs).

a) *Collège de département* : 8 à élire, 6 élus.

Le Sire.

Leclerc-Moinerie, 58 ans, ancien sénéchal de Piré, juge de paix de Janzé (8 000 francs).

Moulin, 62 ans, propriétaire à Amanlis (7 000 francs).

Leclerc-Herverie, 53 ans, ancien président du tribunal du district de La Guerche (3 000 francs).

Hévin, 67 ans, notaire, membre du conseil général du département (15 000 francs).

Garnon, 41 ans, officier de santé à La Guerche (4 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 22 à élire, 20 élus.

Gautier, 33 ans, greffier de paix à Janzé (200 francs).

Lecoq (Jean), 43 ans, cultivateur et maire de Brie (200 francs).

Nugues, 39 ans, marchand à Janzé (200 francs).

Jamelot, 52 ans, cultivateur à Janzé (3 200 francs).

Desmons, 46 ans, cultivateur à Piré (600 francs).

Colliot, 49 ans, notaire, ancien président de la municipalité cantonale de Piré, maire de Piré (1 200 francs).

Pouëssel, 52 ans, notaire à Janzé (200 francs).

Menardais (Charles), 43 ans, chirurgien à Piré, ancien commissaire du Directoire (3 000 francs).

Verron, 49 ans, marchand à Janzé (1 400 francs).

Galland, 76 ans, propriétaire à Piré (1 500 francs).

Ménard (René), 38 ans, cultivateur à Janzé (2 000 francs).

Bouinais, 46 ans, notaire à Corpsnuds (500 francs).

Geslin, 52 ans, maire de Boistrudan (500 francs).

Monnier, 51 ans, tanneur à Amanlis (600 francs).

Garnier, 55 ans, cultivateur à Amanlis.

Ménard (Julien), cultivateur à Janzé.

Barbier, 35 ans, marchand à Janzé (300 francs).

Guilliope, 30 ans, cultivateur à Janzé (600 francs).

Ménardais (Joseph), 43 ans, officier de santé à Janzé (300 francs).

Morel, 61 ans, notaire à Janzé (800 francs).

22. *Assemblée de Liffré* : tenue le 1^{er} nivôse (23 décembre 1803) dans l'église, sous la présidence de Lemoine, 47 ans, marchand de bois et maire de Liffré (300 francs).

a) *Collège de département* : 5 à élire, 2 élus.

Aubrée (Antoine), 31 ans, conseiller de préfecture, puis receveur des contributions à Rennes (2 000 francs).

Parsy, 44 ans, conservateur des eaux et forêts et membre du conseil général (2 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 16 à élire, 15 élus.

Legendre, 31 ans, greffier de paix à Liffré (100 francs).

Lechevalier, 60 ans, marchand de bois à Ercé (800 francs).

Clairay (Paul), 35 ans, cultivateur à La Bouexière (1 000 francs).

Vallée-Bonnerie, 32 ans, cultivateur à La Bouexière (1 000 francs).

Morin, 49 ans, marchand de bois à Saint-Sulpice-La-Forêt, ancien commissaire du Directoire (2 400 francs).

Hervelen, 42 ans, cultivateur à Ercé (1 500 francs).

Ruel, 40 ans, percepteur à Dourdain (1 500 francs).

Clairay (Pierre), 33 ans, cultivateur à La Bouexière (1 100 francs).

Lefas, 45 ans, marchand à Ercé (600 francs).

Montigné, 45 ans, notaire à La Bouexière (800 francs).

Tuffier, fils, 23 ans, propriétaire à Ercé (700 francs).

Guyot, 42 ans, notaire à Ercé (600 francs).

Reuzeau, 27 ans, chirurgien à Livré.

Gandon, 33 ans, employé dans l'administration des forêts (100 francs).

Lemoine.

23. *Assemblée de Mordelles* : tenue le 3 nivôse (25 décembre 1803) dans la salle des délibérations du Conseil municipal, sous la présidence de Agaësse (Paul), 44 ans, maire de Mordelles (1 500 francs).

a) *Collège de département* : 4 à élire, 1 élu.

De Farcy de la Ville du Bois, ancien officier, propriétaire à Mordelles, devint président de canton en 1807 (10 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 12 à élire, 12 élus.

Agaësse (Paul).

Froger, 40 ans, cultivateur et maire de Saint-Gilles (500 francs).

Agaësse (Olivier), 33 ans, notaire et maire de Moigné (300 francs).

Oresve, 35 ans, juge de paix du canton de Mordelles (500 francs).

Garnier, ancien maire du Rheu.

Bodin, 34 ans, chef de bureau à la préfecture (1 500 francs).

De Farcy (Joachim), 34 ans, propriétaire à Mordelles (3 000 francs).

Trogoff, 38 ans, propriétaire à Cintré (1 500 francs).

Leclerc, 41 ans, propriétaire à Saint-Gilles (1 500 francs).

Trillard, 39 ans, notaire à Saint-Gilles (600 francs).

Burel, 61 ans, cultivateur et maire de Cintré (200 francs).

Bellay, 48 ans, cultivateur à Moigné (2 400 francs).

24. *Assemblée cantonale de Rennes Nord-Est*, tenue le 25 frimaire (17 décembre 1803) dans la salle d'audience du tribunal de 1^{re} instance, sous la présidence de Lemerer (Roland-Gaspard), 46 ans, avocat à Rennes, député aux Cinq-Cents en l'an IV, déporté après le coup d'État de fructidor (1 000 francs).

a) *Collège de département* : 8 à élire, 8 élus.

Routhier, secrétaire général de la préfecture (2 900 francs).

Lorin, 49 ans, maire de Rennes (6 000 francs).

Toullier, 50 ans, jurisconsulte, docteur en droit qui fut une des célébrités du barreau rennais. Sa statue figure actuellement devant la façade du Palais de Justice à Rennes, et plusieurs gravures le représentant se trouvent dans la salle des délibérations du conseil municipal de Dol (5 000 francs).

Jouin (Philippe), 61 ans, banquier à Rennes, juge au tribunal de commerce (6 000 francs).

Gandon-Mettrie, 58 ans, avoué au tribunal d'appel (6 000 francs).

Sollier de la Touche, 64 ans, négociant à Rennes (5 000 francs); tous les trois faisaient partie du conseil général du département¹.

Barbier, 56 ans, négociant à Rennes (3 000 francs).

Moncuit, 33 ans, propriétaire à Rennes (6 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 24 à élire, 21 élus.

Lemerer (Gaspard).

Lebreton, 34 ans, cultivateur et maire de Montgermont (600 francs).

Leblanc, 50 ans, avocat, juge de paix à Rennes (500 francs).

Legraverend fils (Guillaume), 39 ans, avocat à Rennes (3 000 francs).

Lemerer (Jean-Louis), 29 ans, commissaire des guerres (1 000 francs).

Graslan, 34 ans, officier de santé et maire de Saint-Grégoire (600 francs).

Villers, 55 ans, commissaire ordonnateur 13^e division militaire (3 000 francs).

1. Voir le chap. vi.

Lemarchand de Lépinay, 51 ans, secrétaire de la mairie de Rennes (650 francs).

Jamet, 34 ans, cultivateur à Montgermont (300 francs).

Germé, 48 ans, professeur au lycée de Rennes, conseiller municipal (400 francs).

Corbière, 40 ans, avocat, conseiller général (4 000 francs).

Aubrée (Louis), 50 ans, avocat, conseiller général (1 400 francs).

Delino, 51 ans, ancien commissaire de marine (1 200 francs).

Huchet, 54 ans, négociant, maire de Gevezé (300 francs).

Leprieur, 55 ans, négociant à Rennes (6 000 francs).

Robiquet, 54 ans, imprimeur à Rennes (3 600 francs).

Thomas aîné, 50 ans, propriétaire à Rennes (1 500 francs).

Lesbaupin, 34 ans, avocat à Rennes (600 francs).

Journée, 41 ans, avocat à Rennes (1 200 francs).

Guérin, 46 ans, cultivateur et maire de Montreuil-le-Gast (500 francs).

Duportal, 34 ans, chef du service fourrages 13^e division militaire (2 000 francs).

25. *Assemblée de Rennes Nord-Ouest*, tenue le 5 nivôse (27 décembre 1803) dans la grande salle d'audience du tribunal de 1^{re} instance, situé place d'Armes, sous la présidence de Lorin, maire de Rennes.

a) *Collège de département* : 10 à élire, 10 élus.

Rouessart, 52 ans, conseiller général (5 400 francs).

Richelot jeune (Louis), 47 ans, avocat, sous-inspecteur des forêts et conseiller général (4 000 francs).

Roger-Cherfosse, 40 ans, avocat, conseiller de préfecture (2 400 francs).

Boinamy, inspecteur des contributions, conseiller municipal de Rennes (4 000 francs).

Béchu, 39 ans, propriétaire à Rennes (2 600 francs).

Tiengou de Tréfériou (François), 46 ans, substitut du commissaire près le tribunal d'appel (1 500 francs)¹.

Parcheminier, 60 ans, juge au tribunal d'appel (3 000 francs).

Dupont fils (Pierre), 40 ans, ancien conseiller au Parlement, administrateur des hospices de Rennes (2 400 francs).

Le Minihy, 51 ans, commissaire du gouvernement près le tribunal de 1^{re} instance (3 000 francs).

Roulin, 45 ans, ingénieur des ponts et chaussées (4 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 23 à élire, 20 élus.

Moro, 46 ans, conseiller général (1 500 francs).

Bonnal, 50 ans, ancien administrateur municipal, membre du conseil municipal, négociant (6 000 francs).

Gaillard de Kerbertin (Pierre), 45 ans, juge au tribunal d'appel.

Laumaillet, 39 ans, notaire à Rennes (5 000 francs).

Fabre, 59 ans, juge au tribunal d'appel (300 francs).

Le Henaff, 43 ans, juge de paix à Rennes (1 000 francs).

Hardy, 45 ans, substitut au tribunal d'appel (1 000 francs).

Boujardière, 35 ans, médecin du lycée de Rennes (500 francs).

1. Voir le chap. VII.

Rapatel, 36 ans, ancien médecin militaire à Rennes, conseiller municipal (600 francs).

Malherbe, 45 ans, membre du Tribunal (1 500 francs).

Lafosse, 29 ans, négociant à Rennes (600 francs).

Chaumat, 64 ans, propriétaire à Rennes (9 000 francs).

Wuillaume, 37 ans, payeur de la 13^e division militaire (5 000 francs).

Pontallié, 36 ans, ancien député aux Cinq Cents, directeur des contributions à Rennes (1 500 francs).

Jollivet (François), 35 ans, propriétaire à Rennes (600 francs).

Turin, 80 ans, administrateur des hospices (1 200 francs).

Rivoallan, 55 ans, juge au tribunal d'appel (3 000 francs).

Bossis, 42 ans, juge au tribunal d'appel (2 500 francs).

Jourdain, 54 ans, juge au tribunal d'appel (1 200 francs).

Pollet (Julien), 57 ans, avocat, adjoint au maire de Rennes (900 francs).

26. *Assemblée de Rennes Sud-Est*, tenue le 28 frimaire (20 décembre 1803), dans la grande salle d'audience du Palais de Justice (place Égalité), sous la présidence de Desbois, président du tribunal d'appel¹.

a) *Collège de département* : 7 à élire, 7 élus :

Borie, 46 ans, ancien préfet d'Ille-et-Vilaine, législateur (6 000 francs).

Anger du Grandbois, 55 ans, ancien administrateur du département et conseiller général (4 000 francs).

Costard, 50 ans, vice-président du tribunal d'appel (2 400 francs).

Robinet (Jean), 43 ans, conseiller de préfecture (3 000 francs).

Robinet (Charles), 69 ans, président du tribunal criminel (3 000 francs).

Le Baron, 53 ans, commissaire près le tribunal d'appel (2 000 francs).

Delaunay fils (Louis), 22 ans, élève à l'école Polytechnique.

b) *Collège d'arrondissement* : 22 à élire, 12 élus.

Desbois.

Juston aîné (Jean), 45 ans, avocat, chef de bureau à la préfecture (1 200 francs).

Juston cadet (Louis), 40 ans, juge de paix à Rennes (1 200 francs).

Texier, 54 ans, cultivateur et maire de Vern (200 francs).

Dumont, 33 ans, cultivateur et maire de Chantepie (150 francs).

Macé, 44 ans, cultivateur et maire de Cesson (200 francs).

Ridouël, 39 ans, maire d'Acigné (3 000 francs).

Couannier, 50 ans, juge au tribunal d'appel (3 000 francs).

Delahaye, 47 ans, avoué à Rennes (5 600 francs).

Burnel, 66 ans, propriétaire à Rennes (1 000 francs).

Lemoine-Desforges, 59 ans, vice-président du tribunal d'appel (1 000 francs).

Le Graverend (Alexis), 52 ans, ancien administrateur du département et conseiller de préfecture (300 francs).

27. *Assemblée de Rennes Sud-Ouest*, tenue le 2 nivôse (24 décembre 1803) dans la chapelle de l'hôpital militaire, rue Pelletier, sous la présidence de Dubobéril de Cherville, 61 ans, ancien procureur général syndic des États de Bretagne, propriétaire à Rennes (revenu 8 000 francs).

1. Voir le chap. VII.

a) *Collège de département* : 7 à élire, 7 élus.

Dubobénil de Cherville.

Letournoux-Villegeorges, 37 ans, adjudant-général (4 500 francs).

De la Bourdonnaye de Blossac, 51 ans, ancien officier général en 1791, devait devenir en 1808 maire de Rennes (20 000 francs).

Huchet-Besnerais, propriétaire à Rennes (20 000 francs).

Loisel, 43 ans, juge suppléant à Rennes (6 000 francs).

Thierry de la Prévalaye, 57 ans, ancien officier de marine et propriétaire à Rennes (15 000 francs).

Denis, propriétaire et maire d'Orgères.

b) *Collège d'arrondissement* : 22 à élire, 22 élus.

Béziel, 48 ans, juge de paix à Rennes et conseiller de l'arrondissement de Rennes (4 000 francs).

Delamarre, 44 ans, greffier de paix à Bruz (600 francs).

Paignon (Jean-Pierre), 36 ans, cultivateur et maire de Chartres (1 000 francs).

Besnard, 58 ans, notaire et maire de Bruz (1 000 francs).

Paignon (Pierre), 33 ans, cultivateur à Chartres (1 000 francs).

Louazel, 31 ans, cultivateur et maire de Vézin (1 000 francs).

Sarzeau, 58 ans, négociant à Rennes (2 000 francs).

Garnier de Tresvalon, 61 ans, avocat à Rennes (3 000 francs).

Leker, 48 ans, huissier à Rennes (200 francs).

Gérard, cultivateur et maire de Saint-Erblon.

Tézé (Guillaume), 56 ans, cultivateur et maire de Saint-Jacques (100 francs).

Deshayes, maire de Bourgbarré.

Levesque, 47 ans, curé de Chartres.

Goven, 45 ans, officier de santé à Chartres.

Hurel, 28 ans, percepteur à Bruz (1 000 francs).

Mainguené, 40 ans, cultivateur et maire de Noyal-sur-Seiche (100 francs).

Lemerer (Jean-Baptiste), 61 ans, juge au tribunal criminel (1 600 francs).

Lemintier, 25 ans, propriétaire à Rennes (1 000 francs).

Lodin-Lalaire, 58 ans, président du tribunal de 1^{re} instance (2 000 francs).

Bouteiller, 42 ans, cultivateur et maire de Châtillon-sur-Seiche (300 francs).

Marnière de Guer, 64 ans, ancien président à mortier au Parlement de Bretagne, propriétaire à Rennes (1 000 francs).

Jumelais, 40 ans, commissaire près le tribunal criminel (2 000 francs).

28. *Assemblée de Saint-Aubin d'Aubigné*, tenue le 26 frimaire (18 décembre 1803) dans l'église sous la présidence de Le Guay, 62 ans, maire de Saint-Médard-sur-Ille et conseiller de l'arrondissement de Rennes (3 000 francs).

a) *Collège de département* : 8 à élire, 6 élus.

Le Guay fils (François), 29 ans, négociant à Saint-Médard (600 francs).

Lucas (Pierre), 48 ans, conseiller d'arrondissement (6 000 francs).

Martin La Feuillée, 48 ans, juge suppléant à Rennes (3 000 francs).

Codet (Sylvain), 60 ans, juge au tribunal d'appel (2 000 francs).

Diguet, 54 ans, inspecteur de l'enregistrement à Rennes (2 000 francs).

Poussin du Bourgneuf, 67 ans, maire de Sens (4 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 22 à élire, 20 élus.

Perrussel, 37 ans, cultivateur et maire de Gahard (2 000 francs).

Bagot, 31 ans, notaire à Saint-Aubin-d'Aubigné (800 francs).

Leguay père.

Mondehaire, 53 ans, cultivateur à Chevaigné (1 500 francs).

Deguillard, 49 ans, cultivateur et maire d'Andouillé (5 000 francs).

Mondehaire-Galonnais, 50 ans, cultivateur et maire à Chevaigné (3 000 francs).

Perras, 73 ans, maire d'Aubigné (1 000 francs).

Guyet, 28 ans, officier de santé à Melesse (900 francs).

Leduc, 36 ans, propriétaire à Melesse (1 000 francs).

Joulain, 48 ans, maire de Romazy (600 francs).

Guyot, 39 ans, avocat à Ercé (600 francs).

Morin (Pierre), 44 ans, propriétaire à Saint-Sulpice (2 000 francs).

Esnaud, 69 ans, cultivateur et maire de Mouazé (4 500 francs).

Danet, 53 ans, propriétaire à Rennes, conseiller d'arrondissement (2 000 francs).

Gohel, 52 ans, curé de Gahard.

Hubert, 59 ans, chirurgien à Vieuxvy (300 francs).

Anne (Charles), 38 ans, receveur de l'enregistrement à Saint-Aubin (500 francs).

Rimasson, 43 ans, chirurgien à Sens, ancien commissaire du Directoire (2 700 francs).

Blin fils (Jean), 45 ans, médecin à Rennes et conseiller d'arrondissement (300 francs).

Rolland, 47 ans, cultivateur à Sens (2 400 francs).

V. — ARRONDISSEMENT DE SAINT-MALO.

29. *Assemblée cantonale de Cancale*, tenue le 27 frimaire (19 décembre 1803) dans l'église, sous la présidence de Avice-Villejean, 52 ans, notaire et maire de Cancale (1 200 francs).

a) *Collège de département* : 6 à élire, 4 élus.

Duguen, 48 ans, négociant à Cancale (7 000 francs).

Grout-Beauvais, propriétaire à Saint-Coulomb (4 000 francs).

Le Fer-Beauvais, 65 ans, propriétaire à Saint-Coulomb (2 500 francs).

Dufredot du Planty, 29 ans, propriétaire à Saint-Coulomb (10 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 21 à élire, 21 élus.

Avice-Villejean.

Baudoin, 37 ans, ancien officier de marine (1 500 francs).

Robinet, 25 ans, adjoint au maire (1 200 francs).

Chartier, 68 ans, ancien capitaine marin (1 500 francs).

Hamon de Courchamp, 67 ans, ancien marin (3 600 francs).

Tirel-Lagrée, 63 ans, propriétaire à Saint-Coulomb (250 francs).

Lemarié, 46 ans, boucher à Cancale (400 francs).

Ogier, 49 ans, cultivateur et maire de Saint-Benoît-des-Ondes.

Fournier-Bellevue, 39 ans, maire de Saint-Coulomb (2 000 francs).

Gaudeul, 30 ans, cultivateur à Saint-Meloire-des-Ondes (700 francs).

Lefèvre, 34 ans, juge de paix de Cancale.
 Turmel, 31 ans, cultivateur et maire de Hirl (1 200 francs).
 Avice (Claude), 23 ans, receveur des douanes à Cancale (1 000 francs).
 Le Fer (Jean), 65 ans, ancien capitaine de frégate à Saint-Méloir
 (1 200 francs).
 Beaudoin, 66 ans, syndic des marins à Cancale (1 800 francs).
 Egault, 27 ans, officier de santé à Cancale (600 francs).
 Cornillet, 37 ans, propriétaire à La Fresnaye (150 francs).
 Pellé, 56 ans, cultivateur et maire de La Fresnaye (500 francs).
 Gobaille, 40 ans, homme d'affaires à Saint-Coulomb (200 francs).
 Trégory, 42 ans, cultivateur à Hirl (100 francs).
 Guyot, 61 ans, chirurgien et maire de Saint-Méloir (900 francs).

30. *Assemblée de Châteauneuf*, tenue le 28 frimaire (20 décembre 1803) dans l'église, sous la présidence de Gaultier-Revaudais (Malo), ancien marin, 50 ans, maire de Saint-Suliac (1 500 francs).

a) *Collège de département* : 6 à élire, 4 élus.

Guézet La Fontaine, 60 ans, maire de Châteauneuf (10 000 francs).
 Magon-Saint-Hélier (Julien), 44 ans, maire de Saint-Jouan¹ (8 000 francs).
 De la Moussaye (Edouard), 42 ans, ancien officier aux gardes françaises, propriétaire à Miniac (10 000 francs).
 Magon-Villehuchet, 44 ans, négociant à Saint-Malo (3 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 19 à élire, 19 élus.

Dannel, 42 ans, ancien officier de marine (200 francs).
 Gaultier-Revaudais.
 Rabasse, 32 ans, notaire à Châteauneuf (300 francs).
 Moyson, 39 ans, percepteur des contributions à Saint-Suliac (200 francs).
 Roger, 53 ans, maire de Miniac (200 francs).
 Raoul, 43 ans, adjoint au maire de Saint-Suliac (200 francs).
 Bouesnel, 51 ans, cultivateur à Saint-Guinoux (750 francs).
 Collet (Bertrand), 45 ans, maire de Lillemer (500 francs).
 Bourgeault, 32 ans, maire de Plerguer (150 francs).
 Vilbert, 36 ans, marchand à Saint-Père (200 francs).
 Malard, 33 ans, greffier de paix à Châteauneuf (300 francs).
 Benic, 56 ans, cultivateur à Saint-Père (300 francs).
 Chenu, 39 ans, cultivateur à Miniac (200 francs).
 Frison, 58 ans, cultivateur à Plerguer (200 francs).
 Corvaisier, 64 ans, cultivateur à Plerguer (200 francs).
 Poidevin, 47 ans, cultivateur à Miniac (300 francs).
 Tasset, 66 ans, cultivateur à Miniac (300 francs).
 Delalande, 49 ans, cultivateur à Saint-Guinoux (2 000 francs).
 Le Dos, 40 ans, cultivateur à Miniac (1 500 francs).

31. *Assemblée de Combourg*, tenue le 29 frimaire (21 décembre 1803) dans l'église, sous la présidence de Lodin, 41 ans, médecin, ancien président de la municipalité cantonale, maire de Combourg (1 800 francs).

1. Il était frère du contre-amiral Magon.

a) *Collège de département* : 7 à élire, 4 élus.

Legendre, 46 ans, receveur des contributions à Combourg (3 000 francs).

Dannet, 50 ans, chef de bureau à la préfecture (1 500 francs).

Philippe de Tremaudais, 64 ans, ancien officier de dragons, propriétaire à Combourg (3 000 francs).

Cohan, 56 ans, avocat à Rennes (3 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 24 à élire, 21 élus.

Lodin.

Huet, 34 ans, notaire et maire de Bonnemain (150 francs).

Henry, 37 ans, maître de poste, maire de Saint-Pierre de P. (2 200 francs).

Le Corvaisier père (Julien), 65 ans, notaire à Combourg (1 200 francs).

Le Corvaisier fils (Jean), 28 ans, greffier à Combourg (600 francs).

Garnier, 44 ans, avocat à Combourg (600 francs).

Guynemer (René), 33 ans, marchand de bois à Combourg (400 francs)

Guynemer (Georges), 32 ans, propriétaire à Combourg (200 francs).

Chauchix, 28 ans, cultivateur à Combourg.

Ramard, 42 ans, notaire à Combourg (250 francs).

Letourneux, 43 ans, notaire à Lanhelin (300 francs).

Noury, 30 ans, marchand de bois à Combourg (300 francs).

Guynemer (Prudent), 32 ans, cultivateur à Combourg (100 francs).

Préciaux-Grandmaison, 45 ans, chirurgien à Combourg (400 francs).

Gaucher, maire de Cuguen.

Bourreau, 39 ans, huissier à Combourg (100 francs).

Robert, 50 ans, rentier à Combourg (2 400 francs).

Robiou, 53 ans, notaire à Combourg (800 francs)

Nouazé, 39 ans, notaire à Combourg (500 francs).

Met, 50 ans, marchand à Combourg (150 francs).

Renault, rentier à Combourg.

32. *Assemblée de Saint-Malo*, tenue le 26 frimaire (18 décembre 1803) dans la salle de la mairie, sous la présidence de Amsinck (Paul), 40 ans, armateur à Saint-Malo (2 000 francs).

a) *Collège de département* : 7 à élire, 7 élus.

Dupuy-Fromy aîné (François), 43 ans, armateur à Saint-Malo, juge au tribunal de commerce, conseiller général (6 000 francs).

Amsinck.

Michel-Morvonnais (François), avocat à Saint-Malo.

Despêcher-Guillemaut (Auguste), 36 ans, président du tribunal de commerce de Saint-Malo (2 000 francs).

Houitte de la Chesnais, 50 ans, président du tribunal (2 000 francs).

Marion (Jean-Louis), 32 ans, négociant à Saint-Malo et conseiller d'arrondissement (2 000 francs).

Leroy, 51 ans, notaire à Saint-Malo, conseiller d'arrondissement (5 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 23 à élire, 23 élus.

Cor (Joseph), 29 ans, notaire à Saint-Malo, conseiller d'arrondissement (1 800 francs).

Toussaint-Rouillard, 47 ans, capitaine au long cours (1 200 francs).
 Alotte, 54 ans, secrétaire du sous-préfet.
 Bouillet, sous-préfet de Saint-Malo¹.
 Séguinville, 40 ans, avocat à Saint-Malo.
 Louvel, 25 ans, notaire à Saint-Malo (1 200 francs).
 Aulnette (René), 39 ans, avocat.
 Denis-Jallobert, 45 ans, négociant à Saint-Malo (3 700 francs).
 Biarrot, 42 ans, négociant à Saint-Malo.
 Le Fer-Bonnaban, 47 ans, négociant à Saint-Servan (5 000 francs).
 Durocher, 60 ans, commissaire près le tribunal de Saint-Malo (500 francs).
 Jouanjan, 29 ans, avoué à Saint-Malo.
 Bossinot, 26 ans, négociant à Saint-Malo (2 000 francs).
 Blaize, fils aîné, 26 ans, négociant à Saint-Malo.
 Fromy (Jacques), 41 ans, ancien capitaine de frégate.
 Guislard, 36 ans, officier d'administration de la marine.
 Delastelle (Michel), 40 ans, armateur à Saint-Malo (1 500 francs).
 Pottier, 34 ans, négociant à Saint-Malo (2 200 francs).
 Hamon (Pierre), 46 ans, architecte à Saint-Malo (1 200 francs).
 Pennelé, 52 ans, officier préposé à l'inscription maritime (2 400 francs).
 Gautier fils (Louis), 32 ans, armateur.
 Fournier-Bellenoë, 26 ans, propriétaire.
 Ethéart, 60 ans, armateur à Saint-Malo (7 500 francs).

33. *Assemblée de Dol*, tenue le 30 frimaire (22 décembre 1803) dans la cathédrale, sous la présidence de Denoual, 32 ans, médecin et maire de Dol (600 francs).

a) *Collège de département* : 8 à élire, 4 élus.

Sebire-Bellenoë, 43 ans, propriétaire à Dol et conseiller d'arrondissement (10 000 francs).

Le Poitevin-Crochardière, 55 ans, capitaine de canonnières gardes-côtes (8 000 francs).

Corbinais, 50 ans, notaire à Dol, député au Conseil des Anciens (400 francs).

Duplessis-Grenedan, 36 ans, conseiller de préfecture (7 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 25 à élire, 1 élu.

Denoual.

34. *Assemblée de Pleine-Fougères*, tenue le 1^{er} nivôse (23 décembre 1803) dans l'église, sous la présidence de Fauvel (Alexis), 61 ans, maire de Roz-sur-Couesnon (1 000 francs).

a) *Collège de département* : 8 à élire, 3 élus.

Artier-Villarmois, 55 ans, propriétaire à Rennes, député à la Constituante pour la noblesse de Coutances (16 000 francs).

Desceaulx, 37 ans, propriétaire à Rennes (4 000 francs).

Bouteiller des Haris, 55 ans, capitaine retraité à Fougères (9 000 francs).

1. Voir le chap. vi.

b) *Collège d'arrondissement* : 25 à élire, 18 élus.

Sérel-Desforge, maire de Saint-Georges-de-Grehaigne.

Fauvel.

Villalard, 35 ans, avoué à Saint-Malo, ancien maire de Dol (2 400 francs).

Jenouvrier, 35 ans, juge de paix à Pleine-Fougères.

Yvon, 32 ans, notaire à Pleine-Fougères (600 francs).

Bonhomme (Jacques), maire de Pleine-Fougères.

Condé, 60 ans, juge de paix à Dol.

Genest, 42 ans, officier de santé et maire de Baguer-Morvan (1 400 francs).

Poitevin de la Noë, 49 ans, ancien officier d'infanterie, propriétaire à Dol (3 000 francs).

Jus (Jean), ex-maire de Cendres.

Blandin, rentier à Dol (1 800 francs).

Voivien, greffier de paix à Pleine-Fougères.

Richard, percepteur à Pleine-Fougères.

Hervoche, rentier à Dol (1 600 francs).

Laforêt, 44 ans, ancien officier, rentier à La Boussac (2 000 francs).

Pinoul, officier de santé à La Boussac.

Deminiac, 45 ans, notaire à Dol (500 francs).

Le Poitevin (Jean-Baptiste), syndic des gens de mer à Dol (2 000 francs).

35. *Assemblée de Saint-Servan*, tenue le 3 nivôse (25 décembre 1803) dans l'ancienne église des Capucins, sous la présidence de Magon Saint-Héliér.

a) *Collège de département* : 6 à élire, 4 élus.

Le Fer-Gervinai, négociant à Saint-Servan (8 000 francs).

Le Fer-Chanteloup, 33 ans, propriétaire à Saint-Servan (3 000 francs).

Moras, 39 ans, médecin de la marine (3 000 francs).

Bongourd, 53 ans, ancien capitaine de vaisseau, propriétaire à Saint-Servan (3 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 21 à élire, 21 élus.

Pointel, 49 ans, fabricant de cordages, maire de Saint-Servan.

Leturc, 42 ans, négociant à Saint-Servan (2 000 francs).

Labarrière, cultivateur à Saint-Servan.

Lemarchand, 50 ans, chirurgien à Saint-Servan (1 800 francs).

Duval, 39 ans, cultivateur à Saint-Jouan.

Longueville, 58 ans, armateur (1 800 francs).

Renou, 28 ans, secrétaire de la mairie à Saint-Servan.

Laurence, 29 ans, receveur de l'enregistrement à Saint-Servan (1 800 francs).

Guibert fils, armateur à Saint-Servan (1 600 francs).

Carouge, 55 ans, 1^{er} adjoint à Saint-Servan (1 500 francs).

Courneuve, 58 ans, marchand à Saint-Servan (2 000 francs).

Bernard du Haut Cilli, 53 ans, propriétaire à Saint-Jouan (1 500 francs).

Raffray, instituteur à Saint-Servan.

Bourdass, 37 ans, propriétaire à Saint-Servan (1 000 francs).

Durand, 48 ans, directeur des télégraphes.

Tresvaux-Rozelais, 46 ans, médecin à Saint-Servan.

Fichet (Louis), 43 ans, armateur (8 000 francs).

Labbé le Jeune, 58 ans, architecte à Saint-Servan et ancien administrateur du département (1 800 francs)¹.

Delaunay, 46 ans, inspecteur de l'enregistrement à Saint-Servan.

Protet, officier en retraite à Saint-Servan.

Danican, 51 ans, ancien officier de marine (1 500 francs).

36. *Assemblée de Pleurtuit*, tenue le 2 nivôse (24 décembre 1803) dans l'église, sous la présidence de Luc de La Bouëxière, 58 ans, ancien officier de marine, maire de Pleurtuit (2 000 francs).

a) *Collège départemental* : 6 à élire, 3 élus.

De La Bouëxière.

Hovius, 47 ans, imprimeur-libraire à Saint-Malo (2 500 francs).

De Cheffontaine, 34 ans, ancien officier au régiment du roi, propriétaire à Saint-Lunaire (4 000 francs). Plus tard, sous l'Empire, maire de Saint-Lunaire.

b) *Collège d'arrondissement* : 22 à élire, 22 élus.

Bigeon, 32 ans, propriétaire à Pleurtuit (1 500 francs).

Guibourg, 64 ans, propriétaire à Saint-Enogat (600 francs).

Aubert, 59 ans, cultivateur à Pleurtuit (200 francs).

Villeneuve, 54 ans, négociant à Pleurtuit (400 francs).

Tranchemer, 58 ans, cultivateur à Pleurtuit (300 francs).

Sohier, 22 ans, propriétaire à Pleurtuit (2 000 francs).

Postel, 28 ans, officier de marine à Pleurtuit (600 francs).

Leborgne, 53 ans, entrepreneur à Pleurtuit (200 francs).

Hilly, 28 ans, laboureur à Pleurtuit (100 francs).

Bagault, 44 ans, charpentier (150 francs).

Monnier, 57 ans, charpentier (500 francs).

Lucas, 55 ans, cultivateur (150 francs).

Pesieux, 33 ans, percepteur à Dinard (200 francs).

Clolus, 58 ans, cultivateur à Pleurtuit (200 francs).

Brégéon, 48 ans, armateur à Saint-Briac (400 francs).

Jouanne, 51 ans, cultivateur à Pleurtuit (100 francs).

Lemoine, 44 ans, cultivateur à Pleurtuit (200 francs).

Olivier, 48 ans, cultivateur à Pleurtuit (400 francs).

Leroy, 60 ans, syndic des classes de la marine, ancien commissaire du Directoire près l'administration cantonale de Pleurtuit (500 francs).

Henry, 32 ans, cultivateur à Pleurtuit (150 francs).

Avril, 65 ans, cultivateur à Pleurtuit (200 francs).

Lhôtelier, 52 ans, entrepreneur à Pleurtuit (100 francs).

37. *Assemblée de Tinténiaç*, tenue le 4 nivôse (26 décembre 1803) dans l'église, sous la présidence de Robiou (Charles), 50 ans, propriétaire à Tinténiaç (400 francs).

a) *Collège de département* : 6 à élire, 3 élus.

Robiou.

1. Voir le chap. II.

La Forêt d'Armaillé, 39 ans, ancien conseiller au Parlement de Bretagne, propriétaire à Pleugueneuc (7 000 francs).

Talhouët de Brignac, ancien conseiller au Parlement, propriétaire à Québriac (10 000 francs).

b) Collège d'arrondissement : 20 à élire, 17 élus.

Briot, maire de Saint-Thual, cultivateur.

Miniac, 55 ans, cultivateur à Tinténiaç (2 400 francs).

Landais, 41 ans, officier de santé à Saint-Domineuc (500 francs).

Rubillon-Dulattay, avocat à La Chapelle-aux-Filzméen.

Préciaux-Herbetaye, 49 ans, juge de paix à Tinténiaç (800 francs).

Regnault, 32 ans, cultivateur et maire de Longaulnay (300 francs).

Denoual (Michel), 35 ans, cultivateur à Tinténiaç (800 francs).

Boursault, 53 ans, cultivateur à Tinténiaç (200 francs).

Deslandes, 48 ans, recteur à Tinténiaç.

Rouxin, 44 ans, ancien président de la municipalité cantonale (2 400 francs).

Lemarié, 37 ans, percepteur à Tinténiaç (200 francs).

Perrin, chirurgien, maire de Tinténiaç.

Roquet, notaire, maire de Saint-Domineuc.

Radoux, cultivateur et maire de Pleugueneuc.

Denoual (Thomas), notaire à Tinténiaç.

Quemerais, cultivateur à Tinténiaç.

Guihard, notaire à Tinténiaç.

VI. — ARRONDISSEMENT DE VITRÉ.

38. *Assemblée d'Argentré*, tenue le 28 frimaire (20 décembre 1803) dans l'église, sous la présidence d'André Mouëzy du Tertre, notaire à Gennes, ancien commissaire du Directoire près cette municipalité.

a) Collège de département : 8 à élire.

b) Collège d'arrondissement : 26 à élire.

Il n'y eut pas de résultats, le nombre des votants étant insuffisant. Les électeurs présents auraient voulu voter par acclamation. Le préfet consulté interdit ce mode de nomination, de sorte que le canton d'Argentré n'eut de représentants qu'au renouvellement de 1810.

39. *Assemblée de Châteaubourg*, tenue le 29 frimaire (21 décembre 1803) dans l'église, sous la présidence de Porteu, 61 ans, ancien procureur fiscal, puis commissaire du Directoire près la municipalité cantonale de Louvigné-de-Bais, notaire dans ce bourg (4 000 francs).

a) Collège de département : 4 à élire, 3 élus.

Porteu.

Cadieu, 51 ans, notaire à Domagné (5 000 francs).

Rubin-Missonnais (Jean), 53 ans, commissaire près le tribunal de Vitré (4 000 francs).

b) Collège d'arrondissement : 15 à élire, 15 élus.

Delhomme, 34 ans, notaire à Châteaubourg (1 500 francs).

Androuin, 34 ans, maire de Châteaubourg (2 000 francs).
 Lajat, 49 ans, officier de santé et maire de Domagné (1 600 francs).
 Marquet, 42 ans, propriétaire et maire de Saint-Didier (1 500 francs).
 Bocage, 69 ans, aubergiste à Châteaubourg (500 francs).
 Chassé, 32 ans, propriétaire à Châteaubourg (1 800 francs).
 Bouvier, 36 ans, cultivateur et maire de Saint-Jean-sur-Vilaine (500 francs).
 Courtois, 69 ans, maître de poste à Châteaubourg (1 600 francs).
 Guillaume, 39 ans, maire de Broons-sur-Vilaine (400 francs).
 Battais, 46 ans, cultivateur à Domagné (300 francs).
 Chauvin, 37 ans, juge de paix à Châteaubourg (100 francs).
 Desvaux, 35 ans, maire de Louvigné-de-Bais (100 francs).
 Cordé (Pierre), 68 ans, propriétaire à Louvigné (4 500 francs).
 Viel, 38 ans, propriétaire à Ossé (1 500 francs).
 Coutance, 42 ans, maréchal à Châteaubourg (500 francs).

40. *Assemblée de La Guerche*, tenue le 30 frimaire (22 décembre 1803), sous la présidence de Varin du Frambois, 42 ans, ancien conservateur des hypothèques, député au Conseil des Cinq Cents, conseiller général (6 000 francs).

a) *Collège de département* : 10 à élire, 5 élus.

Varin du Frambois.

Régnier de Courpéan (René), 54 ans, ancien maire de La Guerche, conseiller d'arrondissement (3 000 francs).

Dein de la Buraiserie, 43 ans, contrôleur des contributions (3 600 francs).

Mazure, 39 ans, conseiller municipal de La Guerche (2 400 francs).

Bigot de Lorgerie, 61 ans, avocat à La Guerche (3 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 29 à élire.

Varin du Frambois a seul obtenu la majorité nécessaire, mais comme il se trouve membre du collège électoral du département, cette nomination est nulle : l'assemblée de La Guerche n'a donc pas de représentants au collège d'arrondissement.

41. *Assemblée de Retiers*, tenue le 1^{er} nivôse (23 décembre 1803) dans l'église, sous la présidence de Desprès-Duval, propriétaire à Marcillé-Robert, conseiller d'arrondissement.

a) *Collège de département* : 10 à élire, 8 élus.

Dein (Pierre), 38 ans, prêtre et vicaire de Retiers (1 500 francs).

Delahaye, 41 ans, receveur de l'enregistrement à Martigné (2 900 francs).

Hanet, 53 ans, ancien commissaire du Directoire près la municipalité cantonale de Retiers, notaire à Coësmes (2 700 francs).

Trehourd, 46 ans, propriétaire à Marcillé-Robert (4 200 francs).

Guyot fils (Jean), 35 ans, propriétaire à Retiers (3 000 francs).

Malherbe-Rembaudière, 50 ans, avocat à Sainte-Colombe (5 000 francs).

Bouvry, propriétaire à Chelun (3 000 francs).

Clément, 47 ans, meunier à Marcillé (6 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 29 à élire, 29 élus.

Garnier-Jarsais, 47 ans, propriétaire à Retiers (600 francs).

Lancelot, 54 ans, professeur au collège de Rennes en 1774, curé de Retiers depuis 1776, député du clergé à l'Assemblée Constituante, vicaire général du

diocèse de Rennes, après avoir adhéré à la constitution civile du clergé¹, administrateur du district de La Guerche (2 500 francs).

Bercegeay (Julien), 59 ans, cultivateur et maire de Coësmes (2 000 francs).

Bignon, 39 ans, officier de santé à Coësmes (1 500 francs).

Gendrot, 52 ans, recteur constitutionnel de Coësmes (1 000 francs).

Juroche (Pierre), 48 ans, vicaire à Retiers (800 francs).

Chasle, 42 ans, juge de paix de Retiers (3 500 francs).

Jameu-Bizolais, 62 ans, propriétaire à Retiers (1 200 francs).

Le Roux (Guillaume), 62 ans, curé de Piré (300 francs).

Pestel, 50 ans, garde forestier (150 francs).

Renault, 52 ans, officier de santé à Martigné (400 francs).

Boisnard, 38 ans, cultivateur au Teil (2 000 francs).

Turoche (François), 29 ans, ancien sergent dans les compagnies franches, propriétaire à Retiers (400 francs).

Lancelot (Jean), 44 ans, notaire à Martigné (1 800 francs).

Moulin, 34 ans, cultivateur à Marcillé (600 francs).

Guibert, 40 ans, employé à la forge de Martigné (400 francs).

Vallin, 27 ans, ancien capitaine, propriétaire à Retiers (400 francs).

Guesset, 57 ans, propriétaire à Retiers (300 francs).

Pàris (René), 52 ans, cultivateur à La Roche-en-Essé (1 500 francs).

Boudier, 62 ans, ancien président de la municipalité du Teil (500 francs).

Gaultier, 38 ans, cultivateur à Martigné (1 800 francs).

Charlet, receveur de l'enregistrement à Marcillé.

Guyot, 31 ans, capitaine de la garde nationale, La Guerche (1 500 francs).

Roullé, 42 ans, recteur à Essé (950 francs).

Fournier-Migandie, 48 ans, maire de Marcillé-Robert (1 600 francs).

Daussy, 43 ans, propriétaire au Teil (1 200 francs).

Pàris (Jean), 34 ans, propriétaire au Teil (1 200 francs).

Henry (Etienne), 39 ans, cultivateur à Retiers (400 francs).

Dain (Louis), 58 ans, cultivateur à Retiers (400 francs).

42. *Assemblée de Vitré-Est (1^{er} arrondissement)*, tenue le 27 frimaire (18 décembre 1803) à l'ancien auditoire, sous la présidence de Pierre Degennes de la Vieuville, 65 ans, médecin à Vitré (3 600 francs).

a) *Collège de département* : 8 à élire, 3 élus.

Lemoyne de la Borderie (Mathurin-René), 51 ans, ancien officier du point d'honneur, conseiller d'arrondissement, plus tard maire de Vitré sous l'Empire (5 000 francs).

Frin (François), 59 ans, receveur des hospices à Vitré (3 600 francs).

Martin du Boistailié, 61 ans, ancien conseiller au Parlement, propriétaire à Vitré (6 000 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 26 à élire, 14 élus.

Degennes (Joseph), 70 ans, ancien maire de Vitré (1 300 francs).

Taburet, 56 ans, négociant à Vitré (1 500 francs).

Séré (Luc), 69 ans, propriétaire à Vitré (2 500 francs).

Courson, 47 ans, officier de marine (3 500 francs).

1. Voir le chap. XII.

Frin des Chenelières, 51 ans, négociant à Vitré.

Christophe, 39 ans, juge de paix à Vitré (200 francs).

Radiguer, 50 ans, juge suppléant au tribunal de Vitré (3 000 francs).

Moreau, 56 ans, cultivateur et maire de Balazé (500 francs).

Derommagne, 47 ans, cultivateur et maire de Saint-M'hervé.

Couasnon, 53 ans, propriétaire à Vitré (14 000 francs).

Gougeon, 44 ans, négociant à Vitré (3 000 francs).

Coueffé, 29 ans, meunier et maire d'Erbrée.

Postel, 44 ans, géomètre-expert à Vitré (400 francs).

Hay de Bouteville, 28 ans, propriétaire à Vitré (400 francs).

43. *Assemblée de Vitré-Ouest* (2^e arrondissement), tenue le 5 nivôse (27 décembre 1803), sous la présidence de Degennes-Lambert, 67 ans, ancien procureur du roi, et juge au tribunal de 1^{re} instance de Vitré (10 000 francs). Elle eut lieu dans l'ancien couvent des Bénédictins.

a) *Collège de département* : 8 à élire, 3 élus.

Degennes-Lambert.

Hay des Nétumières (Marie-Paul), 51 ans, propriétaire à Rennes et à Vitré (30 000 francs).

Duplessis, 57 ans, propriétaire à Vitré (4 200 francs).

b) *Collège d'arrondissement* : 25 à élire, 1 élu.

Il y eut peu d'empressement à voter : les suffrages se portèrent sur plusieurs élus de l'assemblée du 1^{er} arrondissement ; finalement une seule élection fut déclarée valable :

Malescot, 63 ans, avocat à Vitré (3 000 francs).

Ce très long relevé des élections de 1803 conduit à formuler quelques remarques intéressantes. Tout d'abord l'étude des chiffres des revenus permet de constater la modicité des fortunes dans l'Ille-et-Vilaine à l'issue de la période révolutionnaire. Les élus du collège départemental qui sont choisis sur la liste des six cents plus imposés ne possèdent pas en général de revenus bien considérables. J'ai donné les indications de fortune pour 184 d'entre eux sur 188 élus : 131, c'est-à-dire un peu plus des deux tiers ont un revenu variant de 1 000 francs à 5 000 francs, 40 possèdent de 5 000 à 10 000 francs et 9 seulement dépassent 10 000 francs ; 4 ont un revenu inférieur à 1 000 francs. On peut donc conclure que sauf quelques exceptions les mieux partagés dans les classes dirigeantes possèdent des fortunes variant entre 40 000 francs et 100 000 francs. La propriété était très morcelée. D'ailleurs l'examen des revenus pour les élus des collèges d'arrondissement conduit à une conclusion analogue pour la classe rurale. Les représentants qu'elle désigne, cultivateurs, fermiers des diverses bourgades sont des gens de petit revenu de 100 francs à 400 francs au plus (voir cantons de Pleurtuit, n° 36, de Bécherel, n° 7, de Châteauneuf, n° 30). On constate aussi la fortune très

modeste des notaires et officiers de santé qui vivent en rapports constants avec les paysans et sont très souvent leurs élus : sur 712 représentants nommés, on compte 66 notaires et 43 officiers de santé ou chirurgiens, c'est-à-dire près du sixième. Il n'y a pas dans les campagnes d'Ille-et-Vilaine de grandes exploitations rémunératrices.

En second lieu le collège électoral du département est loin d'être au complet. Il n'atteint même pas les deux tiers de sa composition normale, car au lieu de 300 membres, il ne compte que 188 élus, ainsi répartis :

ARRONDISSEMENTS	MEMBRES A ÉLIRE	MEMBRES ÉLUS
Fougères.	49	27
Montfort.	33	29
Redon.	40	22
Rennes.	70	52
Saint-Malo.	60	36
Vitré.	48	22
	300	188

Seul l'arrondissement de Montfort eut sa représentation presque au complet ; dans l'arrondissement de Rennes il y a un quart de manquants ; pour trois autres arrondissements les élections ne désignent que les deux tiers des membres à choisir, et dans l'arrondissement de Vitré on n'arrive qu'à la moitié. Certaines personnalités doivent à leur notoriété dans le département des désignations multiples par plusieurs assemblées cantonales : on ne maintient en ce cas qu'une seule élection, et il n'y a pas de nouvelles convocations pour suppléer aux places ainsi demeurées vacantes.

Pour les collèges d'arrondissement, le déficit des élus est moins considérable ; il est encore sensible pourtant.

ARRONDISSEMENTS	MEMBRES A ÉLIRE	MEMBRES ÉLUS
Fougères.	153	125
Montfort.	120	100
Redon.	133	110
Rennes.	200	155
Saint-Malo.	200	163
Vitré.	150	59
	956	712

On atteint ici plus des trois quarts ; il semble que les électeurs ont eu un choix plus aisé en désignant dans leur entourage immédiat de modestes propriétaires ruraux, des notaires et aussi quelques membres du clergé populaires auprès de leurs paroissiens : c'est le cas pour dix curés ou vicaires : Berthault, curé de Montfort, Levesque, recteur de Chartres, Gohel, recteur de Gahard, Deslandes, recteur à Tinténiaç ; l'assemblée cantonale de Retiers (n° 41) sous l'influence de Lancelot, curé constitutionnel de Retiers, désigne pour le Collège départemental, l'abbé Dein, vicaire, et pour le Collège de Vitré, Gendrot, recteur de Coësmes, Juroche, vicaire à Retiers, Le Roux, recteur de Piré, Roullé, recteur à Essé, et Lancelot lui-même.

C'est encore l'arrondissement de Montfort qui présente le plus grand nombre d'élus ; il ne lui manque que 20 députés, tandis que le collège de Vitré compte 91 sièges vacants. En résumé sur les 43 assemblées cantonales, il n'y en a que six pour avoir une représentation complète dans les deux collèges : Fougères (n° 2), Bécherel (n° 7), Montauban (n° 8), Fougeray (n° 13), Rennes sud-ouest (n° 27), Saint-Malo (n° 32).

Après cette convocation des assemblées cantonales en l'an XI, il n'y en eut plus d'autre avant 1810, et durant l'Empire le collège ne fut pas encore au complet. D'ailleurs nous ne voyons pas que les représentants du gouvernement aient fait de grands efforts pour lutter contre l'apathie de certains cantons : les grandes passions de l'époque précédente étaient bien calmées ; le maître de la France ne tenait pas à les voir renaître : ses serviteurs, préfets et sous-préfets, avaient comme lui la défiance des corps électoraux, et bientôt Bonnaire, successeur de Mounier, écrira après les élections de 1810 : « En dernière analyse les choix du collège électoral sont bons, mais on a dû apprendre qu'il y aura encore longtemps ici des inconvénients dans les assemblées politiques, quoiqu'elles ne soient pas admises à délibérer ¹. »

Si nous cessons de considérer le nombre des représentants dans les collèges électoraux pour envisager la composition même du corps électoral, la situation de l'an XII est sensiblement différente de celle de 1810. Au moment où le préfet Mounier fit dresser pour la première fois la liste des six cents plus imposés du département, beaucoup de grands propriétaires du pays crurent que le gouvernement préparait un nouvel impôt sur les familles les plus riches, et ils ne

1. Arch. nat., F¹C III. Ille-et-Vilaine 4. Bonnaire au ministre de l'Intérieur, 10 février 1811.

déclarèrent qu'une partie de leurs revenus ou tout au moins ne voulaient faire aucune démarche pour attirer les suffrages des électeurs ; ils étaient encore pour la plupart dominés par l'esprit d'opposition aux institutions de la France nouvelle. Aussi sur les 188 membres du Collège départemental compte-t-on 91 fonctionnaires, c'est-à-dire environ 50 pour 100, sous-préfets, maires, conseillers généraux, conseillers d'arrondissement, qui tous tiennent leurs mandats du pouvoir central ; l'ordre judiciaire, avocats, juges des tribunaux, commissaires du gouvernement, est particulièrement représenté avec 32 membres, soit environ un sixième du total (sans compter les juges de paix encore élus). Nous avons déjà constaté que quelques grands propriétaires nobles avaient été élus dans les arrondissements de Redon, Rennes et Vitré, mais il est évident que les choix des citoyens formant les assemblées cantonales s'étaient portés de préférence sur les administrateurs de tout ordre qui avaient joué un rôle dans la période révolutionnaire.

Au contraire quand le consul Bonaparte fut devenu l'empereur Napoléon qui se montrait plein de prévenances pour les représentants de l'ancienne aristocratie, les propriétaires nobles d'Ille-et-Vilaine, anciens émigrés ou chefs de chouans ralliés, recherchèrent le titre d'électeur lors de la seconde convocation des assemblées cantonales en 1810 ; ils n'eurent pas de peine à se faire désigner par les cantons où étaient situées leurs propriétés, et l'ensemble du collège électoral se trouva sensiblement modifié. La vie politique du département n'en devint pas plus intense ; d'ailleurs elle n'existait déjà plus guère au début même de l'Empire quand le collège électoral se réunit le 1^{er} floréal an XIII (21 avril 1805) dans la grande salle du Palais de Justice de Rennes pour désigner 2 candidats au Corps législatif, 2 au Sénat et 16 au Conseil général. Le président Gandon, juge à la Cour de cassation, résume bien la situation dans son discours d'ouverture de la session. « Ce ne sont plus ces élections orageuses où chaque parti se disputait violemment le dangereux honneur d'aller attaquer ou défendre une autorité toujours incertaine. Aujourd'hui qu'il existe un gouvernement fort et par son institution même et par ses bienfaits, et par le génie du héros à qui la nation en a confié le dépôt héréditaire, tous les partis se confondent dans l'unité de sentiment et d'intérêt avec le chef auguste de ce pouvoir¹. »

Quelles devaient être la force de ce sentiment et la solidité de la fameuse fusion exaltées par l'orateur officiel de 1805, Napoléon

1. Arch. nat., F¹C III. Ille-et-Vilaine 3. Procès-verbaux des Collèges électoraux, an XIII.

devait en faire aux jours sombres de 1814 la bien triste expérience ! Ses préfets pouvaient couler des jours heureux, sans la troublante perspective d'élections difficiles ; le corps électoral ne se réunissait que rarement et ne songeait guère à gêner l'autorité des chefs du département. Le pouvoir central prenait les dispositions nécessaires pour rehausser le prestige du préfet comme le prouve la circulaire du ministre de l'Intérieur, 30 messidor an X (19 juillet 1802)¹. Un corps de garde est établi à l'entrée de la préfecture et le détachement militaire est commandé par un sous-officier. Quand le préfet est en tournée, à son entrée dans toute ville de garnison, les corps de garde prennent et portent les armes, les tambours prêts à battre. Dans toute cérémonie publique il occupe la première place ; une garde d'honneur de 30 hommes sous les ordres d'un officier l'accompagne depuis la préfecture jusqu'au lieu de la cérémonie et le reconduit ensuite. Toujours entouré de l'appareil militaire le préfet rappelle de plus en plus l'intendant tout puissant de l'ancienne administration royale. Tout dépend de lui. On lui demande de régler la question religieuse, d'achever la pacification du pays en surveillant les émigrés, et de mettre en pratique la nouvelle loi relative à l'instruction publique. Nous allons étudier l'œuvre de Mounier dans les diverses parties de son administration.

1. Arch. dép., 16 M 2. Ces honneurs à rendre au préfet furent confirmés plus tard par le décret impérial du 24 messidor an XII. *Bulletin des Lois*, IV. B. 10.

CHAPITRE XII

L'APAISEMENT RELIGIEUX L'APPLICATION DU CONCORDAT DANS L'ILLE-ET-VILAINE

SOMMAIRE

- I. — Bonaparte veut compléter l'organisation de l'an VIII par la création d'une Église d'État. Pour centraliser à Paris les affaires du culte, il établit une direction ecclésiastique, dont le conseiller d'État, Portalis, devient titulaire. M. de Maillé est désigné pour l'évêché de Rennes (9 avril 1802).
- II. — Caractère du nouvel évêque très hostile au clergé constitutionnel. Résistance de l'abbé Bernard, curé de Notre-Dame de Vitré. Le préfet ne peut guère résister aux prétentions épiscopales pour ne pas retarder l'application générale du Concordat si chère au Premier Consul. Répartition nouvelle des cures et des succursales. Querelles des deux clergés. Troubles à Vitré, à Fougères, à Bazouges-la-Pérouse. Tableau des 342 paroisses et comparaison avec 1807.
- III. — Le clergé insermenté l'emporte de beaucoup dans la nomination des nouveaux pasteurs des paroisses (324 réfractaires, 15 constitutionnels). Ce résultat est d'ailleurs conforme aux vœux des populations. Il y a pourtant quelques exceptions. Histoire de l'application du Concordat dans la petite commune de Trémeheuc.
- IV. — Quelques mots sur le schisme de la Petite Église qui compte un groupe d'adhérents à Fougères. Rétablissement des presbytères et des fabriques.

I. — Bonaparte qui voulait placer la société française dans la dépendance d'une vaste hiérarchie de fonctionnaires, surveillés eux-

Bibliographie.

1^o SOURCES MANUSCRITES.

A. *Archives départementales.*

8 M 2 (Documents de police. Commune de Trémeheuc).

16 M 55 (Correspondance du préfet en l'an X).

mêmes par une autorité centrale des plus ombrageuses et une volonté despotique ne pouvait admettre la séparation de l'Église et de l'État avec le libre développement des groupes religieux. Il lui fallait compléter l'édifice de l'an VIII par une Église d'État et les affaires religieuses devaient prendre le rang exact qui leur serait assigné parmi les services publics. Du jour où les négociations progressèrent sérieusement avec la cour de Rome, le premier Consul voulut centraliser toutes les affaires du culte, en créant à Paris auprès du gouvernement, par un arrêté du 14 vendémiaire an X (6 octobre 1801) une direction ecclésiastique. Un conseiller d'État serait chargé de toute cette administration. Il travaillerait directement avec les consuls, leur présenterait tous les projets de loi, toutes les décisions concernant l'Église ; il proposerait à la nomination du premier Consul tous les ministres des cultes. Cette création d'emploi marquait le début du grand travail de réorganisation qui allait s'étendre à la France entière. Le 16 vendémiaire (8 octobre) Portalis fut désigné pour ces importantes fonctions¹.

Dès le 2 brumaire (24 octobre) Portalis annonce à Bonaparte qu'il lui présentera bientôt le résultat de son travail sur l'organisation du culte catholique. Ce travail avait d'ailleurs été inspiré d'une façon très directe par le premier Consul qui avait dicté à Portalis le plan

16 M 56 (Correspondance du préfet en l'an XI).

1 V 1, 2, 37 (Documents relatifs à l'organisation du clergé).

2 V 3, 15 (Conduite du clergé).

4 V 1 (Organisation des fabriques).

B. *Archives nationales*.

AF IV, 1044, 1045, 1053 (Rapports du ministre des Cultes. Affaires locales Ouest).

AF IV, 1418 (Pièces ministérielles relatives aux cultes).

F⁷, 3703, 7305 (Dossiers de police).

2° DOCUMENTS CONTEMPORAINS IMPRIMÉS.

Bulletin des Lois, III^e série, passim.

Correspondance du curé Bernard^e de Vitré avec M. de Maillé, évêque de Rennes, 1803, Vitre (Bibl. nat., L^d 44/4193).

3° LIVRES RÉCENTS.

Delarue, ouv. cité.

Paris Jallobert (abbé), ouv. cité.

Uzureau (abbé), *Les premières applications du Concordat dans le diocèse d'Angers* (Bibl. nat., L^d 3/478).

Guillot de Corson (abbé), *Pouillé historique de l'archevêché de Rennes*.

Latreille, *Après le Concordat*, in-16, 1910 (Bibl. nat., 8° L^d 7/162).

1. *Bulletin des Lois*, III^e série. B. 107. 881.

de l'organisation ecclésiastique, comme il devait quelques mois plus tard dicter à Bourrienne le projet de sénatus-consulte organisant le consulat à vie. « J'ai été guidé, dit Portalis, par les notes sages et profondes que j'avais prises sous votre dictée, et j'ai marché avec confiance. » Bonaparte n'acceptait que ces auxiliaires dociles, résignés à subir sa volonté dominatrice et habiles à flatter le maître. Le même Portalis, écrit encore le 2 messidor (21 juin 1802) : « C'est l'amour du bien, soutenu par mon attachement sans bornes à votre personne qui m'encourage au milieu des difficultés inséparables d'une aussi grande affaire. Votre génie est ma force et votre estime ma récompense ¹. »

Louvois et Colbert avaient montré plus de caractère et d'indépendance vis-à-vis du grand Roi. Portalis ne cessait de prouver à Bonaparte la justesse de ses vues, en lui vantant les heureux résultats produits par la seule annonce du rétablissement prochain de la paix religieuse. « Partout on la désire », dit-il ; et dans un rapport du 1^{er} ventôse (20 février 1802) il cite les déclarations identiques des préfets d'Ille-et-Vilaine, de la Manche, de Jemmapes, de l'Aveyron : « Les cultivateurs jouissent de leurs églises et bénissent la bienfaisance du gouvernement ². »

Il y eut dans les bureaux de la direction des cultes tout un travail préparatoire pour la nomination aux évêchés ; dans ces conditions l'organisation de l'Église d'État fut assez rapidement élaborée, et le 18 germinal an X (8 avril 1802) fut promulguée la loi qui rétablissait officiellement le libre exercice du culte catholique romain. La cérémonie magnifique qui fut célébrée à Notre-Dame de Paris devait être reproduite en des proportions plus modestes dans tous les départements sous la surveillance des préfets. Ils devaient veiller à ce que l'installation des nouveaux évêques se fit avec solennité et sans rencontrer aucune opposition. D'ailleurs, le gouvernement avait pris ses précautions. On chercherait en vain dans le journal du département d'Ille-et-Vilaine, dit *Journal du Nord-Ouest*, la moindre appréciation sur le Concordat. Le préfet Borie avait formellement interdit au citoyen Chausseblanche, imprimeur et directeur du Journal, de publier aucune discussion relative aux affaires religieuses ³. La précaution n'était pas inutile à cause de la lutte passionnée des deux clergés.

1. Arch. nat., AF IV, 1044.

2. Arch. nat., id.

3. Arch. dép., 16 M 55, 29 germinal (19 avril 1802).

Le nouvel évêque désigné pour le diocèse de Rennes était Jean-Baptiste-Marie de Maillé. Il était né dans les environs de Laval en 1743 ; son premier titre épiscopal avait été celui de Gap, et en 1784 il était devenu évêque de Saint-Papoul¹. Pendant la période révolutionnaire il n'abandonna pas la France, et dans les derniers temps du Directoire il fut arrêté et déporté à l'île de Ré. Le 18 brumaire le fit rendre à la liberté. Il vivait à Paris, remplissant avec beaucoup de zèle les fonctions épiscopales dans les églises rendues au culte. Au moment des négociations entre le gouvernement consulaire et la cour de Rome il fut l'un des premiers à donner sa démission pour faciliter la nouvelle organisation concordataire. Cette attitude le recommandait fort au choix de Bonaparte. Toutes les notes du dossier relatif aux nominations épiscopales lui sont nettement favorables. Portalis parle de « son zèle courageux, de son caractère franc et loyal », Cambacérès vante « la douceur de sa vie », Fouché « son zèle exempt de morgue ». Le 19 germinal an X (9 avril 1802) Bonaparte le désignait pour l'évêché de Rennes, en même temps qu'il nommait son supérieur hiérarchique, l'archevêque de Tours, Boisgelin². M. de Maillé avait 59 ans.

Cette nomination fut l'un des premiers exemples des erreurs inévitables du pouvoir civil dans le choix des évêques. D'ailleurs on sait trop que durant les cent quatre ans qu'a vécu en France le régime concordataire les divers gouvernements ne furent pas plus heureux pour les nominations du haut clergé que Bonaparte lui-même ; les élus n'eurent pas toujours la conduite épiscopale que leur passé ecclésiastique permettait d'augurer. Nous voyons la désillusion de Portalis se manifester quelques années plus tard, quand il écrit à l'empereur, après la mort de M. de Maillé : « L'évêque qui vient de mourir appartenait à la noblesse. Il fut entouré des hommes de sa classe. Il en eut les préventions ;... il en adopta les idées et devint suspect à tous les autres³. »

A Paris le nouvel évêque avait fait de belles promesses à Portalis sur la fusion des deux clergés, mais il les oublia presque forcément à Rennes, une fois entouré de l'ancien clergé, si nombreux dans son diocèse, et circonvenu par ces prêtres réfractaires qui avaient souffert comme lui d'une déchéance momentanée et par suite avaient quelque droit de compter sur toutes les sympathies du nouveau pasteur.

1. Bourgade à 7 kilomètres de Castelnaudary : évêché supprimé en 1790.

2. Arch. nat., AF^{IV}, registre 9.

3. Arch. nat., AF^{IV}, 1045. Lettre du 27 frimaire an XIII (18 décembre 1804).

II. — M. de Maillé, au lieu de concilier les esprits, devint chef de parti ; au lieu de promettre l'égalité de traitement aux représentants des deux clergés, il ne négligea rien pour compléter le triomphe des insermentés. Presque toutes les nominations provisoires qu'il décidait leur étaient favorables. Il avait au contraire avec les constitutionnels de longues discussions théologiques ; après les avoir reçus avec une hauteur dédaigneuse, sa bonne volonté était bientôt vaincue, il s'emportait, les traitait de schismatiques et d'impies. Un des épisodes les plus curieux de cette lutte se trouve dans la correspondance du curé Bernard, de Notre-Dame de Vitré. Ce prêtre était le contemporain de l'évêque, âgé comme lui d'une soixantaine d'années (né en 1742 à Vitré)¹. Il avait prêté le serment à la constitution civile, « jugeant, dit-il, ce parti plus conforme à l'esprit de l'Évangile. » M. de Maillé n'en jugeait pas ainsi : quand il vint à Vitré, en tournée pastorale, le 18 messidor (7 juillet 1802), il prévint de son arrivée tous les prêtres de l'arrondissement. Seul le curé de Notre-Dame ne fut pas admis à voir son évêque. Il s'en plaignit si vivement dans une lettre, que M. de Maillé consentit à le recevoir, un peu plus tard, le 9 thermidor (28 juillet), et cette entrevue intéressante fut naturellement des plus orageuses ; elle nous montre la résistance du prêtre constitutionnel à l'évêque et les tendances démocratiques du clergé assermenté. « Vous me parlez bien lestement, monsieur, dit l'évêque ; dispensez-vous de me gratifier du nom de citoyen... — J'y suis si familiarisé, les idées qu'il fait naître sont si chères à mon cœur, qu'il n'est pas étonnant qu'il me soit échappé. Je suis fâché pour vous qu'il vous déplaie. Saint Paul s'en tenait honoré ! » — « Quelle différence entre ce qu'il signifiait du temps de l'apôtre et ce qu'il signifie de nos jours ! » Le curé Bernard discute ensuite la profession de foi que l'évêque lui demande de signer ; il lui reproche de décider seul les questions de foi et de discipline, et au nom des conciles du x^e siècle, Pise, Constance, Bâle, il réclame le droit de suffrage pour les simples prêtres dans toutes les questions ecclésiastiques. Finalement il refuse de souscrire la profession de foi². Irrité de cette opposition, l'évêque n'en fut que plus résolu à sévir contre ceux qu'il appelait les schismatiques. Il fit défense aux prêtres inser-

1. Il avait étudié d'abord la médecine, puis était entré à 22 ans, en 1764, au séminaire de Saint-Sulpice, où il reçut les ordres. Docteur en Sorbonne, il était revenu à Vitré en 1786, et devint curé constitutionnel de Notre-Dame. Démissionnaire en 1803, il mourut en 1815 au moment du retour de Napoléon (Paris Jallobert, *ouv. cité*).

2. Correspondance du curé Bernard avec M. de Maillé, évêque de Rennes. Vitré, 1803, p. 23.

mentés d'aller officier dans une église desservie par un prêtre constitutionnel. Il refusa d'aller dire une messe à la paroisse de Saint-Sauveur à Rennes parce que le frère du sénateur Lanjuinais en était curé constitutionnel¹.

Les constitutionnels se plaignirent en termes amers au nouveau représentant de ce gouvernement républicain qui paraissait les abandonner. Mounier, en effet, venait d'être nommé préfet d'Ille-et-Vilaine, quatre jours après la désignation de M. de Maillé pour l'évêché (23 germinal-13 avril 1802). Il était bien disposé envers le clergé constitutionnel, prit la défense de ses intérêts et retarda l'installation officielle du nouvel évêque. Sa correspondance avec Portalis nous montre à quel point les rapports du préfet et de l'évêque étaient devenus difficiles au sujet de la nouvelle organisation ecclésiastique. « Le nouveau prélat, écrit Mounier, peut avoir de bonnes intentions, mais il a peu de lumières... Je consentirais à ce qu'il fit des nominations, en se concertant avec moi de manière à détruire le scandale des deux cultes, mais il a imaginé de forcer les constitutionnels d'avouer que tout ce qu'ils ont fait jusqu'à présent est absolument nul. Je n'ai rien négligé pour le ramener à d'autres sentiments. Tous nos entretiens n'ont fait que l'aigrir, lui et son grand vicaire, Le Surre². »

Mais Mounier n'était guère en mesure de continuer longtemps la résistance aux prétentions épiscopales ; il apprit bientôt qu'il n'était pas prudent pour un préfet soucieux de conserver les bonnes grâces du gouvernement consulaire, de créer des difficultés locales susceptibles de retarder l'application générale du Concordat, et d'entraver l'œuvre de pacification religieuse si chère à Bonaparte ; Témoin la disgrâce du premier préfet du Pas-de-Calais, Poitevin-Maissemy, dont le Premier Consul disait : « C'est un bon administrateur, mais un philosophe, opposé au rétablissement du culte ; je le placerai dans le corps diplomatique. » Le préfet avait eu le grand tort de ne pas maintenir avec l'évêque d'Arras « cette harmonie sans laquelle les grandes mesures sur le culte restent sans effet »³. Mounier fut plus habile et de son côté l'évêque qui désirait son installation, accorda quelques concessions apparentes. Le 27 messidor (16 juillet) il fit signer aux constitutionnels comme aux réfractaires une profession de foi identique, en leur déclarant qu'il n'exigeait pas de rétrac-

1. Arch. nat., AFIV, 1053. Rapport de Gouvion Saint-Cyr, 12 pluviôse an XI.

2. Arch. dép., 2 V 15, lettre du 11 thermidor an X (30 juillet 1802).

3. Chavanon et Saint-Yves, *Le Pas-de-Calais de 1800 à 1810*, p. 17.

tation du passé. L'installation solennelle eut lieu le 29 messidor (18 juillet). Dans sa lettre pastorale publiée à cette date, M. de Maillé s'engageait lui-même à oublier le passé : « N'ouvrons donc les yeux, nos très chers frères, que sur le *présent* et l'*avenir*. Tous de concert et dans les embrassements de la paix, employons le présent à rebâtir la maison du Seigneur¹. » Belles paroles et vraiment chrétiennes, si elles n'avaient pas été suivies dans l'esprit de leur auteur d'une restriction bien importante : la maison du Seigneur ne devait être rebâtie que par des ouvriers au cœur pur, aux mains vraiment pieuses, et les constitutionnels ne seraient guère appelés à sa reconstruction. Aussi Mounier se plaint bientôt à Portalis d'avoir été trompé par l'évêque. Dans une lettre épiscopale du 21 thermidor (9 août) les termes agressifs reparaissent ; l'évêque déclare qu'il ne veut pas de compromis avec les mauvais prêtres ; les constitutionnels sont « des ecclésiastiques constamment et publiquement révoltés contre son autorité² ». Dans de telles conditions la répartition nouvelle des cures et succursales ne fut guère facile dans le département.

L'évêque désirait un grand nombre de cures, mais le préfet avait reçu les instructions de Portalis qui lui ordonnait de restreindre autant que possible les nominations de curés. Il ne devait y avoir qu'une seule cure par justice de paix et autant de desservants dans les succursales que les besoins du culte pouvaient en réclamer³. La mesure était sage, car il était difficile que le gouvernement fût pleinement rassuré sur tous les choix des nouveaux titulaires de cures après dix ans de troubles religieux. Ce qui se passait dans le département d'Ille-et-Vilaine avait lieu dans beaucoup de départements de la région du Nord-Ouest. Dans l'Orne les réfractaires, préférés par l'évêque, sont en hostilité constante avec les constitutionnels ; dans les Côtes-du-Nord le préfet annonce qu'il a beaucoup de peine à organiser le clergé et que les prêtres insermentés continuent à troubler et à persécuter les acquéreurs de biens nationaux⁴. Puisque la plupart des évêques favorisaient de tout leur pouvoir l'ancien clergé, il était prudent de réduire à un petit nombre les prêtres qui seraient titulaires d'une cure et auxquels leur titre pourrait donner un vrai caractère d'inamovibilité.

1. Arch. dép., 1 V 1.

2. Arch. dép., 1 V 2.

3. Arch. dép., 1 V 2. Portalis à Mounier, 17 fructidor an X (4 septembre 1802).

4. Arch. nat., F⁷ 3703. Bulletins de police du 8 vendémiaire et du 26 nivôse an XI (les minutes de l'an X manquent).

Les querelles des deux clergés continuaient durant les négociations de Mounier et de l'évêque. Les rapports des sous-préfets et les bulletins de police au cours de l'hiver 1802-1803 témoignent de difficultés nombreuses et de rixes fréquentes dans plusieurs localités¹. A Vitré, le 17 germinal an XI (7 avril 1803) l'église Notre-Dame fut le théâtre de scènes scandaleuses ; les fonds baptismaux furent brisés par des bandes de jeunes gens qui voulaient manifester contre le curé Bernard. Plusieurs habitants qui tentèrent de s'opposer à ces désordres furent gravement maltraités. Les autorités locales évidemment hostiles au prêtre constitutionnel ne prirent aucune mesure contre les perturbateurs². D'ailleurs l'abbé Bernard céda sa cure sans résistance au nouveau titulaire désigné par l'évêque, François Levesque de la Mesrie et le 31 juillet 1803 il prononça un sermon d'adieu pour recommander le calme aux paroissiens qui lui étaient demeurés fidèles, et leur conseiller de suivre docilement les instructions du nouveau pasteur. Mais en guise de protestation il publia la curieuse correspondance que nous avons déjà fait connaître, où il se plaint amèrement du sort réservé aux prêtres constitutionnels, et surtout de la bénédiction nouvelle des églises destinée « à faire croire au petit peuple que le culte des prêtres soumis les avait profanées³ ! »

D'autres troubles avaient lieu dans l'arrondissement de Fougères. A Bazouges-la-Pérouse les prêtres insermentés menaçaient au tribunal de la pénitence les acquéreurs de biens nationaux ; ils considéraient comme illégitimes les enfants nés d'un mariage béni par un prêtre constitutionnel. Ils exerçaient encore le culte dans des oratoires particuliers et tenaient de fréquentes réunions chez l'avocat Collin, ancien secrétaire de Puisaye. Mounier en fit expulser plusieurs hors du diocèse et ses mesures énergiques furent approuvées par le ministre de la justice Régnier⁴.

Aussi lorsque le général Gouvion Saint-Cyr, chargé par Bonaparte d'une mission dans les départements de l'Ouest qui avaient été éprouvés par la guerre civile, parvint à Rennes, au début de pluviôse an XI (fin janvier 1803), il déclara dans son rapport que « le culte n'était pas organisé et qu'on aurait beaucoup de peine à faire tomber

1. Blossier, *L'application du Concordat à Bazoches-sur-Hoëgne (Orne)*, dans la Revue « La Révolution Française », t. XL, 1901, p. 36. Le desservant concordataire veut rebénir l'Église ; les habitants s'y opposent et le sous-préfet de Mortagne doit envoyer la gendarmerie pour rétablir l'ordre.

2. Arch. nat., F⁷ 3703.

3. Correspondance du curé Bernard. Préface de son livre.

4. Arch. dép., 2 V 3. Sous-préfet de Fougères à Mounier (21 juillet 1802), 8 M 14. Régnier à Mounier (18 mars 1803).

le choix sur des hommes dévoués au gouvernement¹ ». L'évêque malgré les sages avis du préfet persistait à maintenir la distinction entre les prêtres des deux origines. Le 9 pluviôse (29 janvier) Mounier passa quatre heures chez M. de Maillé pour essayer de le ramener aux vues du gouvernement. Toute sa persuasion y échoua et Gouvion Saint-Cyr indique que sur 350 postes ecclésiastiques à pourvoir, l'évêque n'en voulait donner que 33 aux prêtres constitutionnels, et montrait une attitude des plus intransigeantes, vis-à-vis du pouvoir civil. Il refusa d'être membre de la commission administrative des hospices, disant que partout où il se trouvait, la présidence lui appartenait et non pas au préfet, représentant de l'autorité civile.

Les difficultés étaient analogues dans le département des Côtes-du-Nord, où l'organisation du clergé n'était guère plus avancée que dans l'Ille-et-Vilaine². Ce ne fut qu'au bout de longs mois que les préfets et les évêques réussirent à s'entendre sur les nominations des nouveaux titulaires pour les cures et succursales. Mais les articles 6 et 7 du Concordat exigeaient la cérémonie de la prestation du serment préalable à l'entrée en fonctions. Par un arrêté de Mounier cette prestation devait avoir lieu pour les prêtres de l'arrondissement de Rennes le 15 thermidor an XI (27 juillet 1803) en présence du préfet; les ecclésiastiques des autres arrondissement prêteraient serment devant les sous-préfets, le 22 thermidor (10 août)³. Quelques prêtres intransigeants firent encore des difficultés; ils ne voulaient pas se soumettre à ce serment qu'ils considéraient comme une véritable abdication de certains droits religieux sacrifiés aux exigences de la France nouvelle. Il fallut toute l'autorité de l'évêque pour calmer ces scrupules de la dernière heure. La cérémonie eut lieu à Rennes dans l'église cathédrale en présence des autorités civiles et militaires. M. de Maillé prononça un sermon avant la prestation du serment pour mettre un terme aux dernières hésitations de ses prêtres. « Que le nom de serment, nos chers coopérateurs, leur dit-il, n'alarme en aucune manière votre délicatesse, puisque son objet est purement civil. Vous devez cet exemple aux peuples qui vous sont confiés, parce que c'est à vous à leur enseigner le premier des devoirs du chrétien dans l'ordre social, la soumission aux puissances⁴. » Malgré ces paroles édifiantes et résignées, la totalité

1. Arch. nat., AF iv, 1053. Dossier d'Ille-et-Vilaine, note n° 1.

2. Arch. nat., F⁷ 3703. Bulletins de police, 26 nivôse an XI (16 janvier 1803).

3. Arch. dép., 1 V 37. Arrêté du 8 thermidor (27 juillet).

4. Arch. dép., 2 V 15. Discours imprimé chez Robiquet, brochure de 8 pages.

du clergé d'Ille-et-Vilaine ne voulut pas se soumettre au Concordat ; c'est l'origine du schisme de la petite Église dont nous reparlerons plus loin.

Toutes les anciennes divisions ecclésiastiques avaient été abolies, puisque deux évêchés de l'ancien régime, Dol et Saint-Malo, n'étaient pas rétablis. Le nouveau diocèse de Rennes comprenait désormais 43 cures, correspondant aux circonscriptions des justices de paix. Nous donnons ici le tableau de ces nouvelles divisions ecclésiastiques du département qu'il peut être utile de connaître, car elles ne furent guère modifiées qu'en 1859 par l'évêque Saint-Marc, lorsque l'évêché de Rennes devint archevêché. Nous indiquons en même temps les justices de paix et les noms des principaux titulaires des diverses cures. Il y avait au total pour le diocèse 342 paroisses¹. Ce chiffre fut notablement diminué sous l'empire, comme le prouve l'état des succursales du diocèse de Rennes, dressé en exécution du décret impérial du 30 septembre 1807, et approuvé par l'évêque Enoch, successeur de M. de Maillé, le 26 décembre 1807². Les 43 cures furent maintenues, mais il n'y eut plus que 271 succursales ; au total 314 paroisses ; 28 succursales avaient été réunies à des paroisses plus importantes. Ces suppressions se trouveront notées sur le tableau suivant : il y en eut 8 dans l'arrondissement de Rennes, 5 dans celui de Saint-Malo, 4 pour Fougères, 4 pour Vitré, 2 pour Redon, 5 pour Montfort. Ces 28 paroisses supprimées en 1807 reprirent dans la suite leur individualité ; il en fut de même pour la plupart de celles que le tableau de 1803 indique comme réunies à d'autres : 20 sur 26 furent rétablies comme circonscriptions religieuses indépendantes. Cette augmentation du nombre des paroisses, ce retour à l'ancien régime est la preuve manifeste du grand mouvement catholique dans les campagnes françaises au milieu du xix^e siècle. Six anciennes paroisses d'Ille-et-Vilaine furent seules à ne pas recouvrer leur autonomie : Saint-Méloir-des-Bois (cure de Hédé), Vildé-Bidon (cure de Dol), Bonnaban (cure de Saint-Servan), La

1. Ce tableau est dressé d'après deux documents des Arch. dép., 1 V 1 et M statistique. Au sujet de l'organisation de 1859, il faut consulter l'ouvrage du chanoine Guillotin de Corson : *Pouillé historique de l'archevêché de Rennes*, t. I, p. 766 et suivantes. Sans dresser le tableau de l'organisation de 1803, l'auteur donne pour cette date 341 paroisses. Le tableau ci-joint en présente 342, à cause de la paroisse de Tréméheuc. M. Guillotin la marque parmi les paroisses supprimées en 1803 (p. 775). Or elle avait été maintenue, comme le prouvent les événements que nous racontons au cours de ce chapitre. Elle fut supprimée sans doute en 1804, car nous ne la trouvons plus sur l'état dressé par le sous-préfet de Saint-Malo en janvier 1805 (Arch. dép., M statistique).

2. Arch. nat., AF IV 1418. Pièces ministérielles relatives aux cultes.

Valette (cure de Châteaubourg), Saint-Germain-des-Prés (cure de Maure), les Bleruais (cure de Saint-Méen). Avant la loi de séparation des Églises et de l'État en 1905, le chiffre des paroisses s'élevait à 384, mais il est probable que les effets de cette loi forceront les autorités ecclésiastiques à opérer des réunions beaucoup plus nombreuses que celles décidées par le ministère des cultes en 1807.

TABLEAU F.

Tableau des justices de paix, des cures et des succursales en 1803.

JUSTICES DE PAIX	CURES	NOMS DES CURÉS	NOMBRE DE SUCCURSALES	SUCCURSALES	TOTAL DES PAROISSES
ARRONDISSEMENT DE RENNES					
Rennes (nord-est).	Saint-Pierre église cathédrale (dans l'église de l'ancienne abbaye de S ^t -Melaine).	Jean de Bléry puis Maugendre.	9	S ^t -Germain (à Rennes). <i>Saint-Laurent</i> ¹ . Betton. La Chapelle-d-Fougerais. Gevezé. Saint-Grégoire. <i>Montgermont</i> . Montreuil-le-Gast. Thorigné.	10
Rennes (sud-est).	Toussaints (église de l'ancien collège).	Ruault de la Tribonnière puis Poisson.	5	<i>Saint-Hélier</i> (à Rennes). Acigné. Cesson. Chantepie. Vern.	6
Rennes (sud-ouest).	Saint-Sauveur.	Oliviero.	8	Bourgharré. Bruz. Chartres. Saint-Erblon. Orgères. <i>Vézin</i> . St-Jacques-de-la-Lande. Noyal-sur-Seiche avec Châtillon-sur-Seiche.	9
Rennes (nord-ouest).	Saint-Étienne ancienne église des Augustins.	Touchet.	3	Saint-Aubin, à Rennes. Pacé. Parthenay avec Clays.	4

1. Les paroisses supprimées en 1807 sont indiquées en italique.

JUSTICES DE PAIX	CURES	NOMS DES CURÉS	NOMBRE DE SUCCURSALES	SUCCURSALES	TOTAL DES PAROISSES
Saint-Aubin- d'Aubigné.	Saint-Aubin- d'Aubigné.	Vaneau ¹ puis Hunault.	13	Aubigné. Chevaigné. Feins. Gahard. Melesse. Mouazé. Romazy. Sens. Vieuxvy. Saint-Germain-sur-Ille. Montreuil-sur-Ille. Saint-Médard. Andouillé-Neuville.	14
Châteaugiron.	Châteaugiron avec Veneffles (réuni).	Tual ² .	8	Saint-Aubin-du-Pavail. Saint-Armel. Brécé. Chancé. Domloup. Nouvoitou. Servon. Noyal-sur-Vilaine.	9
Hédé.	Hédé.	Mexeuges puis Doublet.	10	Dingé. Saint-Gondran ³ . Guipel. Langouet. Lanrignon ⁴ . La Mézière. Québriac. Saint-Symphorien. Vignoc. Bazouges-sous-Hédé, avec St-Meloir-des-Bois.	11
Janzé.	Janzé.	Sorette puis Paris.	5	Amanlis. Boistrudan. Brie. Piré. Corps-Nuds.	6

1. Il y a dans l'annuaire statistique de Mounier une erreur : il indique Vannier, c'est Vaneau, ancien député aux États généraux. Il mourut en 1803 et eut pour successeur l'abbé Hunault, ancien recteur de Billé et député à la Constituante.

2. Né en 1760, fut nommé en 1788 recteur de Châteaugiron, puis en 1789 député suppléant à la Constituante. Ayant refusé le serment à la Constitution civile, il dut s'expatrier jusqu'au Concordat. Il rentra dans sa paroisse, qu'il ne quitta plus. Il mourut en 1834.

3. Réunie à La Chapelle-Chaussée en 1807 (cure de Bécherel).

4. Réunie en 1807 à la paroisse de Combourg.

JUSTICES DE PAIX	CURES	NOMS DES CURÉS	NOMBRE DE SUCCURSALES	SUCCURSALES	TOTAL DES PAROISSES
Liffré.	Liffré.	Bazin.	5	La Bouexière. Dourdain. Ercé. Livré. Chasné et Saint-Sulpice réunis.	6
Mordelles.	Mordelles.	Veaugois.	6	Chavagne. Cintré ¹ . Moigné. Saint-Gilles. L'Hermitage. Le Rheu.	7
10 just. de paix.	10 cures.		7 ²		82

ARRONDISSEMENT DE SAINT-MALO

Saint-Malo.	Saint-Malo.	Le Saout.	2	Paramé. <i>Saint-Ideuc.</i>	3
Cancale.	Cancale.	Met.	5	Saint-Benoît-des-Ondes. Saint-Meloir-des-Ondes. Saint-Coulomb. La Fresnaye. Hirel et Vildé-la-Marine réunis.	6
Châteauneuf.	Châteauneuf (avec Saint-Guinoux réunis).	Bodinier.	5	Lillemer. Miniac-Morvan. Saint-Père. Plerguera avec le Tronchet. Saint-Suliac.	6
Combourg.	Combourg avec Lanrigan.	Sevin déjà recteur en 1789.	9	Bonnemain. Cuguen. Lanhelin. Saint-Léger. Lourmais. <i>Trémeheuc</i> ² . Meillac. Tressé. St-Pierre-de-Plesguen.	10

1. Avec La Chapelle-Thouarault.

2. Réunie en 1807 à Lourmais.

JUSTICES DE PAIX	CURES	NOMS DES CURÉS	OMBRE DE SUCCURSALE	SUCCURSALES	TOTAL DES PAROISSES
Dol.	Dol.	Portier ¹ .	8	Baguer-Morvan. Baguer-Pican. <i>Carfantain</i> . Cherrueix. Le Vivier. Mont-Dol. Epiniac et Saint-Léonard réunis. Rozlandrieux et Vildé- Bidon réunis.	9
Pleine-Fougères.	Pleine- Fougères.	Bérel ² (y resta jusqu'en 1827).	9	La Boussac. Saint-Broladre. St-Georges-de-Grehaigne. Saint-Marcan. Roz-sur-Couesnon. Sains. Sougeal. Trans. Vieuxviel.	10
Pleurtuit.	Pleurtuit.	Gallet.	3	Saint-Briac. Saint-Enogat. Saint-Lunaire.	4
Saint-Servan.	Saint-Servan.	Damar.	2	La Gouesnière et Bonna- ban réunis ³ . S'-Jouan-des-Guérets.	3
Tinténiaç.	Tinténiaç.	Deslandes.	9	La Baussaine. Saint-Domineuc. <i>Longaulnay</i> ⁴ . Pleugueneuc. Saint-Thual. Trévérien. <i>Trimer</i> ⁵ . La Chapelle-aux- Filzméen. Plesder.	10
9 just. de paix.	9 cures.		52		61

1. C'était un ancien recteur insermenté de Meillac.

2. Vicaire de Gahard en 1790, prêta le serment, et devint curé de Chauvigné, puis il s'était rétracté (Delarue, ouv. cité, I, p. 97).

3. Les deux communes restèrent distinctes jusqu'en 1829.

4. Réunie en 1807 à Cardroc (cure de Bécherel).

5. Réunie plus tard à Saint-Thual.

JUSTICES DE PAIX	CURES	NOMS DES CURÉS	NOMBRE DE SUCCURSALES	SUCCURSALES	TOTAL DES PAROISSES
ARRONDISSEMENT DE FOUGÈRES					
Fougères (1 ^{re} section).	Saint-Léonard.	Meneust des Aulnais.	8	Billé. <i>Combourtillé.</i> Dompierre-du-Chemin. St-Sauveur-des-Landes. Romagné. Parcé. Lecousse. Javené.	9
Fougères (2 ^e section).	Saint-Sulpice.	Beaulieu.	9	Beaucé. Laignelet. Fleurigné. Landéan. La Chapelle-Janson. Le Loroux. Luitré. Parigné. La Selle-en-Luitré.	10
Saint-Aubin- du Cormier.	Saint-Aubin- du-Cormier.	Gendrot ¹ .	8	La Chapelle-St-Aubert. Chienné. Gosné. St-Marc-sur-Couesnon. St-Jean-sur-Couesnon. <i>Vendel</i> ² . Mézières. Saint-Ouen-des-Alleux et Saint-Christophe-de- Valains réunis.	9
Antrain.	Antrain.	La Coquerie (il y resta jusqu'en 1824).	9	Bazouges-la-Pérouse. Chauvigné. <i>La Fontenelle</i> ³ . Marcillé-Raoul. Noyal-sous-Bazouges. Tremblay. Rimoux. Saint-Ouen-la-Rouerie. Saint-Remi-du-Plein.	10

1. Du clergé constitutionnel.

2. Réunie en 1807 à Chienné.

3. Réunie plus tard à Bazouges-la-Pérouse.

La Coquerie était vicaire à Bazouges en 1790 : ayant refusé le serment, il avait vécu caché à Paris.

JUSTICES DE PAIX	CURES	NOMS DES CURÉS	NOMBRE DE SUCCURSALES	SUCCURSALES	TOTAL DES PAROISSES
Saint-Brice.	Saint-Brice.	Rottonais.	8	Le Châtelier. Saint-Jean-de-Coglès. Saint-Etienne-en-Coglès. Saint-Germain en Coglès. Saint-Hilaire-des-Landes. La Selle-en-Coglès. Montours. Saint-Marc-le-B., <i>Le Tiercent</i> ¹ et Baillé réunis.	9
Louvigné-du-Désert.	Louvigné-du-Désert.	Beauce.	7	Le Ferré. La Bazouges-du-Désert. Mellé. Monthault. Poilley. Villamée. Saint-Georges-de-Reint.	8
6 just. de paix.	6 cures.		49		55
ARRONDISSEMENT DE VITRÉ					
Vitré (1 ^{er} arrondissement).	Notre-Dame.	Levêque de la Mesrie.	9	<i>Sainte-Croix</i> (à Vitré). Balazé. Champeaux et Landavran réunis. Izé. <i>Marpiré</i> . Mocé. Saint-M'hervé. Montreuil-sous-Pérouse. Taillis.	10
Vitré (2 ^e arrondissement).	Saint-Martin.	Breteau ² de la Gueretterie.	9	Saint-Aubin-des-Landes. Bréal. La Chapelle-Erbrée. Châtillon-en-Vendelais. Cornillé. Pocé. Princé et Montautour réunis. Erbrée et Montdevert réunis. St-Christophe-des-Bois et Montreuil-des-L. réunis.	9
1. Réunie en 1507 à Saint-Marc-le-Blanc. 2. Né en 1761, il était vicaire à Saint-Germain-de-Rennes avant la Révolution. Il devint vicaire général et mourut en 1840, laissant dans tout le diocèse une grande réputation de sainteté. (Paris Jallobert, ouv. cité.)					

JUSTICES DE PAIX	CURES	NOMS DES CURÉS	NOMBRE DE SUCCURSALES	SUCCURSALES	TOTAL DES PAROISSES
Argentré.	Argentré.	Goutier.	8	Brielles. Dommalain. Etelles. Gennes. Saint-Germain- du-Pinel. Le Pertre. Torcé. Vergéal.	9
Châteaubourg.	Châteaubourg.	Lemoine.	6	Saint-Didier. Broons. Domagné et La Valette réunis. Saint-Jean-sur-Vilaine et Saint-Melaine réunis. Louvigné-de-Bais. Ossé et Chauméré réunis.	7
La Guerche.	La Guerche.	Christoffet ¹ .	9	Rannée. Bais. Chelun. Moulins. Moutiers. Visseiche. Eancé. Drouges et Moussé réu- nis. Availlles et La Selle- Guerchaise réunis.	10
Retiers.	Retiers.	Lancelot- Dubourg ² .	8	Arbressec. Essé. Forges. Le Theil. Thourie. Marcillé-Robert. Martigné-Ferchaud. Coesmes et Ste-Colombe réunis.	9
6 just. de paix.	6 cures.		49		55

1. Du clergé constitutionnel.

2. Du clergé constitutionnel. Voir chapitre VIII.

JUSTICES DE PAIX	CURES	NOMS DES CURÉS	NOMBRE DE SUCCURSALES	SUCCURSALES	TOTAL DES PAROISSES
ARRONDISSEMENT DE REDON					
Redon.	Redon.	Loaisel.	4	Bains. Brains. Langon. Renac.	5
Bain.	Bain.	Le Bon.	5	Ercé-en-Lamée. Messac. Pancé. Pléchâtel. Poligné.	6
Fougeray.	Fougeray.	Briens, puis Gué.	1	Saint-Sulpice-des-Landes.	2
Guichen.	Guichen.	Jehannin.	7	Baulon. Goven. Guignen. Laillé. Lassy. Saint-Senoux. Bourg-des-Comptes.	8
Maure.	Maure.	Trochet.	7	Les Brulais ¹ . Campel. Comblessac. Loutehel. Saint-Seglin. La Chapelle-Bouexic. Mernel et Saint-Germain des-Prés réunis.	8
Pipriac.	Pipriac.	David.	8	Bruc. Saint-Ganton. Guipry. Saint-Just. Lieuron. Lohéac. Sixt. Saint-Malo-de-Phily.	9
Le Sel.	Le Sel (avec le Petit- Fougeray réuni).	Le Corsin.	6	La Bosse ² . Chanteloup. La Couyère. Lalleu. Tresbœuf. Saulnières.	7
7 just. de paix.	7 cures.		38		45

1. Réunie en 1807 à la paroisse de Comblessac.

2. Réunie plus tard à Chanteloup.

JUSTICES DE PAIX	CURES	NOMS DES CURÉS	NOMBRE DE SUCCURSALES	SUCCURSALES	TOTAL DES PAROISSES
ARRONDISSEMENT DE MONTFORT					
Montfort.	Montfort (avec les anciennes paroisses Saint-Jean, Saint-Nicolas, Coulon réunies).	Bertault.	9	Bédée et La Nouayer réunis. <i>La Chapelle-Thouarault</i> ¹ . Bréteil. <i>Clayes</i> ² . Saint-Gonlay. Iffendic. Talensac. Pleumeleuc. Le Verger.	10
Bécherel.	Bécherel.	Peigné ⁴ .	9	<i>Saint-Brieuc-des-Iffs</i> . Cardroc avec Longaulnay. <i>La Chapelle-Ch.</i> avec Les Iffs. [St-Gondran. Irodouer. Langan. Miniac. Saint-Pern. Romillé.	10
Montauban- de-Bretagne.	Montauban (avec Saint-M'hervon réuni).	Busnel.	6	Boisgervilly. Médrec. Landujan. Saint-Uniac. Le Lou-du-Lac. <i>La Chapelle-du-Lou</i> .	7
Saint-Méen.	Saint-Méen.	Ricordel.	8	Gaël. <i>Le Bran</i> ⁴ . La Crouais. Muel. Saint-Maugan. Saint-Onen. Quédillac. St-Ma'lon et Bleruais réunis.	9
Plélan.	Plélan.	Forestier.	7	Bréal. Maxent. Monterfil. Paimpont. Saint-Thurial. Treffendel. Saint-Péran.	8
5 just. de paix.	5 cures.		39		44
1. Réunie en 1807 à la paroisse de Cintré (cure de Mordelles). 2. Réunie à la paroisse de Parthenay (cure de Rennes nord-ouest). 3. Du clergé constitutionnel. 4. Le hameau du Bran fut réuni à Gaël en 1807.					

III. — Le clergé insermenté l'avait emporté de beaucoup dans la nomination des nouveaux prêtres, comme le prouve un document postérieur de quelques mois à la nouvelle organisation ecclésiastique. C'est une liste par arrondissements, des prêtres du diocèse qui ont donné leur adhésion et prêté serment à l'empire. On y indique s'ils appartiennent au clergé constitutionnel ou au clergé réfractaire¹.

Arrondissement de Rennes : 81 prêtres cités ; 76 réfractaires, 5 constitutionnels : Fontaine à Cesson, Bailleul à Bazouges-sous-Hédé, Tricault à Gahard, Georgeonnet à Livré, Pichon à Servon.

Arrondissement de Redon : 46 prêtres cités : 46 réfractaires.

Arrondissement de Montfort : 43 prêtres cités : 42 réfractaires, 1 constitutionnel : Peigné à Bécherel.

Arrondissement de Saint-Malo : 61 prêtres cités : 60 réfractaires, 1 constitutionnel : Dairon à Sains.

Arrondissement de Fougères : 55 prêtres cités : 51 réfractaires, 4 constitutionnels : Dautry dans la commune de Le Loroux, Hemery à Saint-Hilaire-des-Landes, Gendrot à Saint-Aubin-du-Cormier, Sorette à Saint-Ouen-des-Alleux.

Arrondissement de Vitré : 53 prêtres cités : 49 réfractaires, 4 constitutionnels, Le Roux à Couesmes, Roullé à Essé, Christoffet à La Guerche, Lancelot à Retiers.

Au total, sur 339 ecclésiastiques en fonctions, 324 appartiennent au clergé insermenté et on ne compte que 15 constitutionnels, dont la plupart sont desservants de modestes paroisses ; *quatre* seulement sont curés titulaires à Saint-Aubin-du-Cormier, La Guerche, Retiers et Bécherel. Ce résultat était fatal. Le préfet qui était d'abord résolu à mieux défendre le clergé constitutionnel, l'avait peu à peu abandonné, devant la résistance obstinée de l'évêque et surtout le vœu des populations qui, presque dans toutes les communes, réclamaient les anciens prêtres. Il y avait cependant quelques réclamations en faveur des prêtres constitutionnels. M. Delarue dans son intéressant ouvrage sur le clergé du district de Dol pendant la Révolution cite une lettre de la municipalité de Bazouges-la-Pérouse à Mounier, afin de lui recommander pour les fonctions de desservant, le citoyen Legallais curé assermenté. Une adresse analogue fut envoyée au préfet par le maire de Rimoux, Morel, pour obtenir le maintien du prêtre assermenté Huet, curé dans la commune depuis de longues années³. L'une et l'autre de ces requêtes furent d'ailleurs inutiles,

1. Germinal an XIII (mars 1805). Arch. dép., 2 V 15.

2. Delarue, *Le Clergé du district de Dol*, t. I, p. 213 et 229.

car les recteurs concordataires des deux paroisses sont en 1803, à Bazouges-la-Pérouse, Paul-Charles Meignan, et à Rimoux, Guillaume Marie. Les bulletins de police nous indiquent quelques tentatives du même genre pour les départements voisins : dans la Manche, les communes de Gaignes et de Remilly refusent de recevoir les desservants désignés par l'évêque et témoignent leur attachement aux prêtres constitutionnels ; dans les Côtes-du-Nord, les paroisses de Merzer, de Plouézec, de Plévenon adressent une pétition au préfet pour réclamer contre l'expulsion de leurs pasteurs « qui ont maintenu, disent-elles, la tranquillité dans leur territoire pendant toute la révolution et qui sont remplacés par des étrangers¹. »

Mais ce n'étaient que des manifestations isolées et toutes locales ; elles permirent pourtant à quelques constitutionnels particulièrement aimés de leurs paroissiens, d'échapper à la vindicte générale, et de s'imposer au choix des évêques. Tel Lancelot-Dubourg, curé de Retiers depuis 1782 qui avait été député à l'Assemblée constituante et fut maintenu dans sa paroisse où il mourut en 1807².

D'ailleurs la lutte ne cessa pas sur-le-champ entre les deux clergés hostiles, même quand les prêtres concordataires eurent été désignés après accord de Mounier et de M. de Maillé. Les réfractaires voulant compléter leur triomphe se montraient intraitables. A La Bazouges-du-Désert le desservant refuse de célébrer un service funèbre pour la mémoire d'un prêtre constitutionnel décédé plusieurs années auparavant. Le préfet lui écrit pour l'engager à céder aux objurgations de ses paroissiens qui en réclamant la célébration de ce service ne lui adressent qu'une demande très légitime ; mais, chose curieuse, l'évêque informé du conflit prend en main la cause du desservant ; il l'approuve d'avoir montré une haine plus forte que la mort, et pour cet incident d'ordre très secondaire, M. de Maillé invoque tous les droits de l'épiscopat. « Permettez-moi de vous faire remarquer, écrit-il au préfet, que suivant l'article 30 de la loi du 18 germinal an X, les curés sont immédiatement soumis aux évêques dans l'exercice de leurs fonctions : que par conséquent avant d'obliger le desservant à céder aux demandes injustes de quelques-uns de ses paroissiens, il eût été convenable de m'instruire de cette affaire³. » Le ton

1. Arch. nat., F⁷ 7305. Bulletins du 16 nivôse et du 19 floréal an XII.

2. Le chanoine Tresvoux dans son ouvrage déjà cité, dit « que Lancelot entretient à Retiers le mauvais esprit qu'il avait communiqué à son troupeau ». Il serait plus juste de dire que ses grandes qualités lui avaient valu l'affection unanime de ses paroissiens.

3. Arch. dép., 1 V 2. Lettre du 2 germinal an XII (23 mars 1804).

de cette lettre prouve que l'évêque de Rennes n'entendait pas laisser une grande extension aux droits du pouvoir civil.

De leur côté les constitutionnels dans les rares communes où ils étaient soutenus par la population vexaient et tracassaient de toutes les façons les nouveaux titulaires envoyés par M. de Maillé. Les maires et adjoints les secondaient de tout leur pouvoir. Il y avait alors parfois à propos de ces rivalités de clocher, des scènes presque burlesques. Nous en avons trouvé un exemple dans le curieux dossier concernant la petite commune de Trémeheuc, située dans l'arrondissement de Saint-Malo, à quelques lieues de Combourg, son chef-lieu de canton¹. Elle avait mené jusque-là une existence modeste et paisible, à peine troublée dans la paix des campagnes, par quelques lointains échos des rumeurs citadines, durant la période révolutionnaire, mais elle allait perdre son calme séculaire durant l'hiver de 1803 à 1804. Il y avait dans cette paroisse rurale ignorée avec ses 347 habitants, un prêtre constitutionnel, l'abbé Trincot, établi là depuis sept ans, et très aimé du petit groupe de fidèles qui l'entouraient. Il avait approuvé l'établissement du Consulat à vie ; mais l'heure de l'application du Concordat étant venue, M. de Maillé nomma dans la succursale de Trémeheuc un nouveau prêtre, l'abbé Blanchard : grand émoi dans le village. L'autorité civile résolut d'agir et le maire Meignan adressa au nouveau desservant, comme don de joyeux avènement une lettre typique qui devait le renseigner sur les sentiments de ses futurs paroissiens à son égard. « Je ne suis point allé quêter un notaire pour vous faire réponse ; votre lettre n'en mérite même aucune. Cependant quoi qu'il en soit, je vous réponds et je vous dis que je me trouverai à votre installation pour vous surveiller et voir si votre conduite et vos discours sont conformes au Concordat. Vous avez l'air de vouloir nous intimider. Nous ne sommes plus dans le temps où l'on forçait l'opinion, l'épée à la main. Il paraît que vous n'avez pas lu l'ordonnance de l'évêque. Elle ne défend pas au prêtre remplacé de dire sa messe : au contraire elle dit qu'il ne pourra la dire que dans le lieu où il a fixé son domicile. Or son domicile est acquis à Trémeheuc depuis 7 ans. Salut et respect². »

Après un tel souhait de bienvenue, l'installation de l'abbé Blanchard ne pouvait être que difficile : elle le fut, malgré la présence du curé doyen de Combourg, le dimanche 12 frimaire an XII (4 décem-

1. Arch. dép., 8 M 2.

2. Arch. dép., 8 M 2. Le maire à l'abbé Blanchard, 11 frimaire an XII (3 décembre 1803).

bre 1803). L'assistance était houleuse ; on refusa de sonner la cloche ; le service des vêpres fut troublé par de grossières interruptions. L'esprit mordant que le poète Horace considérait un peu comme le don naturel des paysans italiens, se retrouve chez ces modestes cultivateurs bretons de Trémeheuc dans les courts libelles qu'on se passe de main en main et où la personne du nouveau pasteur n'est pas épargnée. Le curé Sevin, de Combourg, adressa un rapport au préfet qui ne s'empressa pas d'intervenir. Le malheureux desservant eut la vie dure : on lui dérobait tous les ornements sacerdotaux ; il n'avait aucun cierge à sa disposition, et le dimanche, son rival Trincot célébrait une messe solennelle et suivie. Quand il montait en chaire pour faire une communication, le maire envoyait un rapport à Mounier pour l'accuser d'avoir attaqué le Concordat et les autorités civiles. Le préfet lassé finit par renvoyer Trincot dans son pays natal, en Normandie. Tous les jeunes gens de Trémeheuc furent pris peu à peu par la conscription et le tumulte s'apaisa : la petite commune retrouva son calme d'antan. Dans les listes du plébiscite de l'an XII, parmi les votes approuvatifs, on relève sur le registre déposé chez M^e Nouazé, notaire à Combourg, la signature de François Blanchard, desservant de Trémeheuc. Il était donc resté maître du terrain si difficilement conquis. D'ailleurs la petite paroisse de Trémeheuc ne tarda pas à être supprimée : ce fut sans doute au début de l'Empire, car un état des succursales d'Ille-et-Vilaine, dressé en décembre 1807, la montre réunie à la paroisse de Lourmais.

IV. — On peut dire que le combat entre les deux clergés cessa faute de combattants du côté des constitutionnels, mais un schisme d'une autre nature s'était produit dans les rangs mêmes du clergé réfractaire. Il n'a pas eu le grand retentissement provoqué par la constitution civile du clergé, il n'a pas suscité des débats aussi ardents, et n'a laissé que peu de traces dans l'histoire ecclésiastique de France au début du xix^e siècle : c'est le schisme de la *petite Église*. Certains prélats réfugiés en Angleterre n'acceptèrent pas les négociations du pape avec le gouvernement consulaire ; ils refusèrent de donner leur démission, malgré les ordres de Pie VII, et continuèrent durant toute la période impériale à se considérer comme les chefs de leurs anciens diocèses et à diriger les fidèles. Un certain nombre de prêtres adoptèrent la même ligne de conduite, ne voulurent pas se rallier au Concordat, ni reconnaître les nouveaux évêques. L'abbé Tresvaux dit qu'ils furent répandus surtout dans le diocèse de Vannes, dans quelques cantons de celui de Rennes, et un peu dans celui de

Saint-Brieuc. Le comte de Bellevue dans son ouvrage sur l'hôpital Saint-Yves de Rennes donne quelques détails sur la secte de la petite Église à Fougères¹. Il est question de ce dernier groupe dans un texte des Archives d'Ille-et-Vilaine à la date de 1821 ; le sous-préfet de Fougères écrit au préfet de Rennes, M. de La Villegontier : « On m'a prévenu que depuis un mois M^{me} de La Léziardièrre, demeurant à Fougères, a chez elle un prêtre de la petite Église. On croit qu'il y confesse et dit la messe les jours du dimanche. Il paraît que le nombre de personnes qui assistent à sa messe ne s'élève pas à plus de 10 et ces personnes ont la précaution de s'introduire les unes après les autres chez M^{me} de La Léziardièrre de manière à cacher au public l'objet qui les y conduit². »

Cette lettre prouve que la secte de la petite Église n'avait guère pris d'extension après vingt ans d'existence et ne créa jamais d'embarras sérieux par sa discrétion et ses offices mystérieux, ni aux pouvoirs publics, ni au catholicisme concordataire³.

Le gouvernement consulaire avait pris durant les années 1802 et 1803 une série de mesures destinées à seconder les efforts du préfet pour hâter l'apaisement religieux. Les jeunes gens déjà pourvus du sous-diaconat étaient dispensés du service militaire et pouvaient continuer leurs études théologiques⁴. Les diverses communes devaient se préoccuper dans le plus bref délai d'assurer aux curés ou desservants la possession des bâtiments nécessaires à l'exercice du culte, en réparant les anciens presbytères, ou acquérant de nouveaux immeubles pour cette destination⁵. Les conseils municipaux pouvaient augmenter aussi le traitement des ministres du culte s'ils le jugeaient nécessaire et devaient s'assembler avant le mois de mai 1803 pour régler ces diverses questions. Le conseil général de son côté fut autorisé à voter une augmentation de traitement à l'évêque, si les circonstances l'exigeaient et les sommes nécessaires devaient être imputées sur les centimes additionnels affectés chaque année aux dépenses variables du département⁶. Enfin une série d'arrêtés assurèrent le rétablissement des fabriques.

Dès le 9 février 1803 Portalis annonçait au préfet que les biens

1. Tresvoux, ouv. cité, p. 456. Comte de Bellevue, *id.*, p. 120, 121, 378.

2. Arch. dép., 8 V 1. Lettre du 21 août 1821.

3. Pour les détails sur la Petite Église et la bibliographie du sujet, voir Latreille, *Après le Concordat*, 1910.

4. Arch. dép., 16 M 56. Mounier au ministre de la Guerre, 9 février 1803.

5. Arrêté du 7 ventôse an XI (26 février 1803).

6. Arrêté du 18 germinal an XI (8 avril 1803). *Bulletin des Lois*, III^e série, 268, 2624.

provenant des anciennes fabriques seraient distraits des domaines nationaux qui restaient à vendre. Toute aliénation de ces biens était désormais suspendue¹. Les biens des fabriques avaient été déclarés propriétés nationales par la loi du 13 brumaire an II (3 novembre 1793) et les préposés de l'enregistrement en avaient pris possession. D'après la nouvelle décision des consuls les maires des communes devaient se concerter sans retard avec le curé ou desservant et envoyer au préfet une liste portant six noms parmi lesquels Mounier aurait à choisir trois citoyens chargés d'administrer les biens non vendus de la fabrique. Le curé serait adjoint à ces trois élus et aurait voix consultative². Mais cette assemblée uniquement chargée de la surveillance des biens non aliénés ne suffisait pas à remplir les promesses du Concordat. En effet l'article 76 de la loi du 18 germinal an X déclarait qu'il serait établi des fabriques pour veiller à l'entretien, à la conservation des édifices religieux et à l'administration des aumônes. Portalis adressa le 28 mai 1803 une longue circulaire aux évêques afin de leur laisser le soin de proposer les règlements qu'ils croiraient les plus utiles pour les nouvelles fabriques, en les invitant à se concerter avec les préfets³.

D'après ces instructions du directeur des cultes, M. de Maille promulgua l'année suivante (6 messidor an XII-25 juin 1804) une ordonnance pour l'institution des fabriques dans le diocèse de Rennes⁴. Chaque paroisse devait avoir une fabrique : cette assemblée serait composée dans les cures de quatre membres laïques nommés pour la première fois par l'évêque, et du curé, dans les succursales dont la population dépassait 1 000 habitants, du desservant et de quatre membres ; dans les plus petites, du desservant et de deux membres. Les curés et les desservants présideraient l'assemblée de fabrique et les fabriciens seraient choisis parmi les habitants les plus imposés de la paroisse. Ces nouvelles fabriques n'étaient d'ailleurs que les images affaiblies des anciennes. Avant 1789 leur situation était beaucoup plus importante. Elles étaient dotées avec des biens-fonds, avec des rentes de toute espèce, elles avaient des domaines considérables. Dans l'organisation de 1804 l'administration des fabriques était ramenée à des proportions plus modestes. Ces assemblées ne devaient plus guère s'occuper que de l'emploi des aumônes, de quelques rentes provenant de petites fondations, ou de dons

1. Arch. dép., 1 V 37.

2. Arch. dép., 4 V 1. Mounier aux maires, 25 fructidor an XI (12 septembre 1803).

3. Arch. dép., 4 V 1. Portalis aux évêques.

4. Arch. dép., 4 V 1. Brochure du 24 pages. Rennes, chez Vatar.

volontaires. En un mot leur objet ne dépassait plus les murs et les limites de l'église elle-même.

Quand cette organisation fut achevée au début de l'empire, on se trouvait en présence d'une situation assez singulière. Dans la plupart des paroisses coexistaient maintenant deux fabriques avec attributions distinctes qui pouvaient n'avoir rien de commun que la présence dans l'une et l'autre du curé et du desservant. Les marguilliers administraient les biens non aliénés de la paroisse ; ils étaient nommés par le préfet et devaient présenter leurs comptes au conseil municipal ; les fabriciens proprement dits étaient choisis par l'évêque et s'occupaient uniquement de l'administration intérieure de l'église. Cette dualité créait souvent des difficultés ou des embarras. Portalis, devenu ministre des Cultes en juillet 1804, se préoccupa aussitôt de cette situation gênante et adressa des rapports à l'empereur. Napoléon décida que les marguilliers institués en 1803 ne seraient plus considérés désormais que comme les administrateurs spéciaux des biens restitués aux fabriques. Pour augmenter les revenus de ces dernières un décret impérial du 17 juillet 1805 leur attribua la jouissance des biens et rentes provenant d'anciennes confréries ou congrégations précédemment établies dans les églises paroissiales¹. Sur la proposition de Portalis le Conseil d'État prépara un projet de réunion des deux assemblées. La fusion eut lieu en 1809. Un décret du 30 décembre déclara que chaque fabrique serait composée d'un conseil de fabrique et d'un bureau de marguilliers.

Mais ce n'étaient plus là que des questions de détail. Dès l'époque de l'administration de Mounier le nouvel organisme religieux fonctionna sans trop de heurts. Dans son discours au conseil général de l'an XII, Mounier déclare que s'il n'est point parvenu autant qu'il l'aurait désiré à rapprocher tous les partis, à éteindre toutes les haines, il a du moins « rétabli la paix religieuse et assuré la liberté du culte² ».

1. Arch. dép., 4V 1. Décret du 28 messidor en XIII.

2. Registres du Conseil général, an XII, p. 6.

CHAPITRE XIII

L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — LE LYCÉE DE RENNES LES ÉCOLES SECONDAIRES

SOMMAIRE

- I. — La trop grande liberté laissée par la Convention à l'enseignement public ne pouvait convenir longtemps à Bonaparte. Après l'enquête de l'an IX tout le système d'instruction fut modifié par la loi du 11 floréal an X (1^{er} mai 1802). Les derniers jours de l'école centrale d'Ille-et-Vilaine et création du lycée de Rennes par l'arrêté du 16 octobre 1802.
- II. — Une commission spéciale formée de Despeaux et de Marie-Joseph Chénier vient à Rennes pour préparer l'organisation du nouveau lycée. Le personnel enseignant est emprunté aux écoles centrales. Prospectus du lycée (août 1803). Inauguration solennelle le 10 octobre. Discours de Mounier.
- III. — Les anciens collèges disparus sont remplacés par un grand nombre d'établissements qualifiés d'écoles secondaires où l'enseignement est abandonné à l'initiative particulière sous la surveillance du préfet. Écoles secondaires communales et écoles particulières dans les arrondissements de Rennes, Vitré, Fougères, Saint-Malo.
- IV. — Situation précaire de l'enseignement primaire ; il se confond souvent avec celui que l'on donne dans les petits pensionnats du second degré. Tableau des écoles élémentaires dans l'arrondissement de Fougères. Le défaut capital qui entrave leur développement est le manque d'instituteurs. Les congrégations enseignantes reprennent de jour en jour leur influence d'autrefois.

I. — La grande enquête sur l'enseignement public prescrite en l'an IX par le gouvernement consulaire avait abouti, nous l'avons

Bibliographie.

1^o SOURCES MANUSCRITES.

A. *Archives départementales.*

1 T 6 (Écoles primaires. Locaux. Personnel).

1 T 19 (Écoles primaires. Correspondance).

vu, à la condamnation du système des Écoles Centrales. La majorité des conseils généraux leur fut indifférente ou hostile. Bonaparte ne fut nullement contrarié de voir se manifester ainsi dans la plupart des nouvelles assemblées départementales un esprit défavorable aux œuvres scolaires de la Convention. Sans doute il consentait à maintenir les conquêtes de la Révolution, mais en les régularisant à sa manière et pour le meilleur profit de son ambition autoritaire ; il acceptait volontiers les anciens conventionnels dans son entourage immédiat, il ne leur refusait pas les hautes charges de l'administration civile ou militaire, mais toujours à la condition expresse qu'ils se feraient les serviteurs dociles de sa volonté et sauraient s'ingénier à lui plaire par une flatteuse insinuation. La trop grande liberté laissée par la Convention à l'enseignement public convenait peu à l'homme que la France venait d'honorer d'un Consulat à vie et qui déjà rêvait l'empire. Il ne pouvait approuver le système de l'an IV dont les principaux inspirateurs étaient ces idéologues qu'il devait poursuivre quelques années plus tard de ses sarcasmes et des rigueurs de sa police impériale. Il lui fallait des établissements d'instruction placés sous la dépendance immédiate du pouvoir central et où une forte discipline préparerait les élèves à la vie du soldat. Sa politique scolaire ne se révéla pas tout de suite avec précision. Il avait laissé d'abord fonctionner le système d'instruction créé par la Convention, mais après Marengo et Hohenlinden, quand il se vit adoré de cette France à laquelle il venait de donner la paix glorieuse qu'elle souhaitait, il changea tout.

La réorganisation de l'enseignement suivit de près l'enquête de l'an IX. La loi du 11 floréal an X (1^{er} mai 1802)¹ négligeait les

2 T 1 (École centrale de Rennes).

2 T 5 (Lycée de Rennes).

2 T 8, 9, 11 (Écoles secondaires d'Ille-et-Vilaine).

B. *Archives municipales de Rennes*, M $\frac{13}{10}$ (Bâtiments).

C. *Registres du Lycée*, Cabinet du proviseur.

D. *Archives nationales*.

F^{17H} 3127 (Lycée de Rennes).

2° DOCUMENTS CONTEMPORAINS IMPRIMÉS.

Journal d'Ille-et-Vilaine, nos 9, 10, 43.

Recueil des circulaires du ministre de l'Intérieur, ouv. cité.

1. *Bulletin des Lois*, III^e série. B. 186. 1488.

écoles primaires : on ne faisait rien pour elles, et l'instruction élémentaire était abandonnée au caprice, au bon vouloir des municipalités. Comme l'écrit Thibaudeau « on semblait redouter que la masse du peuple fût trop instruite ». L'enseignement secondaire était d'abord abandonné aux particuliers pour les premiers éléments par la création des écoles secondaires communales. Les Écoles centrales étaient supprimées et la loi établissait pour le complément de l'instruction secondaire les lycées dont les emplacements devaient être ultérieurement désignés. Cette première réforme allait conduire quelques années plus tard à la création de l'Université impériale.

Comme des arrêtés consulaires devaient désigner les villes où seraient créés les nouveaux lycées, les assemblées délibérantes d'Ille-et-Vilaine s'empressèrent de formuler leurs vœux et de réclamer pour Rennes un des futurs établissements d'instruction. Le conseil général dans sa session de l'an X rédigea, d'accord avec le conseil municipal de Rennes, une pétition au gouvernement pour obtenir dans la ville la création d'un lycée et de deux écoles spéciales, l'une de droit, l'autre de médecine. Le préfet fut chargé de la transmettre au ministre de l'Intérieur. Les conseillers généraux invoquent dans leur rapport des motifs qui pourraient encore être présentés aujourd'hui en faveur de Rennes avec la même opportunité, tant il est vrai que la vieille cité bretonne n'a pas vu changer malgré tout un siècle ses conditions primordiales d'existence. Elle a toujours besoin comme autrefois d'établissements publics. C'est une ville administrative et universitaire. Avant même la promulgation de la loi de floréal, dès le 27 pluviôse (16 février) l'administration municipale de Rennes avait sollicité la bienveillance du gouvernement espérant qu'il n'oublierait pas les services rendus à la République durant l'époque troublée de la Révolution. Dans sa séance du 26 messidor (15 juillet), la ville offrit pour établir le nouveau lycée les bâtiments de l'ancien collège qui pouvait recevoir 600 pensionnaires. Le prix modique et l'abondance de toutes les denrées permettrait de fixer à la somme de 500 ou 600 francs au plus le montant de la pension pour l'entretien de chaque élève¹.

Ces sollicitations justifiées par l'importance de la ville eurent naturellement gain de cause. Par l'arrêté du 24 vendémiaire an XI (16 octobre 1802), un lycée devait être établi à Rennes dans le cou-

1. Arch. dép., 2T5.

rant de l'an XI¹. Cependant par mesure transitoire pour permettre l'organisation du lycée, les écoles centrales de Rennes, de Vannes, de Saint-Brieuc, de Quimper et de Nantes, devaient rester ouvertes jusqu'au 1^{er} messidor an XI (20 juin 1803). L'école centrale de Rennes qui comptait encore au mois de pluviôse an X 180 élèves², voulait terminer sa carrière dans des conditions honorables. Les professeurs se décidèrent trop tardivement à intervenir auprès de Mounier pour obtenir de lui un arrêté qui mettrait dans l'école plus d'ordre et de discipline. Les écoles centrales manquaient en effet de direction ; elles ne connurent pas cette solidarité qui fait la force des établissements appartenant à un même d'ordre d'enseignement ; des professeurs bien intentionnés ne proposèrent à l'autorité préfectorale les moyens d'amélioration indispensables, qu'à l'heure du grand péril, lorsque la cause des écoles centrales était perdue. D'après l'arrêté de Mounier on décida qu'avant l'ouverture des cours les différents examens d'entrée seraient faits par les professeurs en présence du Jury d'instruction. Les élèves devaient déclarer quels étaient les cours qu'ils se proposaient de suivre : les examinateurs décideraient, d'après l'examen, s'ils étaient aptes à profiter de tel ou tel cours, en les empêchant de suivre trop de cours à la fois. Ils seraient tenus d'assister régulièrement aux cours pour lesquels ils seraient inscrits, sous peine d'exclusion³.

II. — Durant cette dernière période d'activité de l'École centrale une commission spéciale devait se rendre à Rennes pour préparer l'organisation du lycée de concert avec le préfet et le maire de la ville. Les instructions générales devaient venir de Paris où résidait le directeur de l'enseignement public, fonction nouvellement créée à partir de l'an X ; le premier titulaire avait été Roederer qui prit une grande part à la rédaction de la loi de floréal : quand il devint sénateur le 27 fructidor an X, il fut remplacé par Fourcroy, ancien conventionnel, ancien montagnard, devenu comme tant d'autres, courtisan très docile du 1^{er} Consul. D'après une lettre de Fourcroy à Mounier⁴, la commission spéciale qui opérerait en Bretagne devait

1. *Bulletin des Lois*, III^e série. B. 286. 2793. Par le même arrêté des lycées étaient établis à Bruxelles, Lyon, Moulins, Mayence, Turin et Bordeaux.

2. Mathématiques, 70. Dessin, 58. Grammaire générale, 26. Législation, 23. Histoire, 19. Langues anciennes, 18. Physique, 17. Belles-Lettres, 14. Histoire naturelle, 11. Au total 256, mais plusieurs suivent différents cours. Il n'y a que 180 inscrits.

3. Arch. dép., 2 T 1. Arrêté du 25 vendémiaire an XI (17 octobre 1802).

4. Arch. dép., 2 T 5. 13 brumaire an XI (4 novembre 1802).

se composer de Despeaux, inspecteur général, et de Cuvier, membre de l'Institut. Mais Cuvier ne se rendit pas à Rennes ; il fut remplacé en germinal (mars 1803) par Marie-Joseph Chénier. Accompagné de Despeaux, il fut reçu à Rennes par Mounier dont il vante le « zèle et les lumières ». Les deux commissaires procédèrent à l'examen des élèves de l'école centrale et des six écoles secondaires de la ville. Ils interrogèrent aussi tous les candidats qui se présentèrent pour briguer les postes de professeurs dans le nouveau lycée et partirent à la fin de floréal (20 mai 1803) afin de présider des examens analogues dans les villes importantes de la Bretagne¹.

D'après leurs indications le personnel du lycée fut peu à peu constitué dans la période de prairial à thermidor an XI. La direction du nouvel établissement fut donnée au proviseur Delarue, âgé de 33 ans ; il avait été 5 ans maître d'études dans les collèges parisiens de Navarre, d'Harcourt et Louis-le-Grand, puis un an sous-principal dans ce dernier collège pour la surveillance des humanités et 3 ans principal au collège de Reims. Il était depuis 1797 sous-directeur des études au Prytanée de Paris lorsqu'il fut désigné pour le provisorat de Rennes (14 prairial an XI-3 juin 1803). Le premier censeur fut Aubin, et le procureur gérant ou économiste, Malherbe, ancien bénédictin, très considéré dans la ville. Ces trois administrateurs de caractère simple et modeste s'entendirent fort bien. Quant aux huit professeurs qui devaient former le corps enseignant, ils furent désignés par l'arrêté du 7 thermidor an XI (26 juillet 1803), surtout d'après les notes et renseignements fournis par Mounier au Conseiller d'État Fourcroy. Ces professeurs viennent tous des Écoles centrales, et cinq d'entre eux avaient déjà enseigné à l'École de Rennes. Germé fut chargé de l'enseignement des Belles-Lettres (rhétorique supérieure d'aujourd'hui), Rabillon de la 1^{re} et 2^e classe de latin, Lesage de la 3^e et 4^e classe de latin. Binet eut l'enseignement des mathématiques transcendantes, Rozais la 1^{re} et 2^e classe de mathématiques. Bertrand, professeur à l'École centrale de Limoges, dirigea les 5^e et 6^e classes de latin ; Marot venu de l'École centrale de Vannes fut chargé de la 3^e et 4^e classe de mathématiques, et Sarthou, venu de Bordeaux, prit l'enseignement des mathématiques en 5^e et 6^e².

L'entretien des lycées coûtera moins cher que celui des Écoles centrales. Les traitements des professeurs sont, en effet, réduits. La loi de floréal n'en parlait pas. L'arrêté du 15 brumaire an XII (7 no-

1. Arch. nat., F^{17H} 3127. Lettres de M. J. Chénier à Fourcroy, 8-28 floréal an XI.

2. Arch. nat., F^{17H} 1327 ; et arch. dép., 3T3.

vembre 1803) les régla. Paris formait une classe particulière. Les autres lycées étaient répartis en 3 catégories. A Rennes, lycée de 2^e catégorie, les traitements furent les suivants :

Proviseur.	3 500 francs.
Censeur.	2 000 —
Procureur gérant.	1 600 —
Professeur de 1 ^{re} classe.	1 800 —
— de 2 ^e classe.	1 500 —
— de 3 ^e classe.	1 200 —
Maîtres d'études.	800 —

Le prix de la pension est de 600 francs pour les élèves nationaux comme pour ceux entretenus par leurs parents¹.

L'enseignement des lycées fut établi par l'arrêté du 19 frimaire an XI (10 décembre 1802). On en retrouve les dispositions principales dans le prospectus que rédigèrent en août 1803 les premiers administrateurs du lycée de Rennes. Ce prospectus est relatif aux conditions d'admission et aux avantages de l'établissement. « Un lycée est un établissement d'instruction publique pour les langues anciennes et les mathématiques. » Ceci est la reproduction de l'article 1^{er} de l'arrêté du 19 frimaire qui paraissait réduire singulièrement le programme d'études. En réalité dans la pratique une part assez large allait être faite à l'histoire de France, grâce à l'influence personnelle de Bonaparte qui avait une très haute idée de l'utilité de l'enseignement historique², et aussi aux sciences physiques et naturelles. Le programme des lycées n'en revenait pas, comme on l'a prétendu parfois, à l'ancien système pédagogique des jésuites. On ne proscrivait plus, comme avant 1789, ces sciences expérimentales pour lesquelles Diderot, d'Alembert et les Encyclopédistes réclamaient une place prépondérante dans l'éducation.

Nous lisons ensuite dans ce même prospectus : « Le régime intérieur du lycée et sa discipline ont pour base l'ordre militaire. La morale pratique y a pour fondement la religion et le culte catholique. » En effet, l'arrêté consulaire avait établi qu'il y aurait un aumônier dans chaque lycée ; la prière serait dite en commun, les exercices religieux seraient obligatoires. Aucune disposition de ce genre ne figurait dans la loi de floréal. Au cours des débats, devant le tribu-

1. *Bulletin des Lois*, III. B. 327.

2. Voir Aulard, ouv. cité, p. 125.

nat, Daru avait demandé l'instruction religieuse ; sa motion avait été repoussée. Bonaparte a changé de sa propre autorité le caractère laïque de cette loi ; il l'a mise en harmonie avec le Concordat. L'organisation du lycée est à la fois militaire et monacale : la discipline est rude, le silence doit être observé. Tous les exercices se font au son du tambour. Les élèves portent l'habit et la culotte bleus, le chapeau rond jusqu'à 14 ans, le chapeau français après cet âge. Ils sont répartis en compagnies militaires de 25 unités ; à la tête de chaque compagnie il y a un sergent et quatre caporaux pris parmi les élèves les plus distingués. Ces gradés doivent répondre de la discipline de leurs compagnies sous la surveillance immédiate de leurs maîtres. Le sergent-major commande à toutes les compagnies. Les punitions ont aussi le caractère militaire : les arrêts, la table de pénitence et la prison que seul le proviseur inflige.

Le conseil municipal avait proposé pour l'emplacement du nouveau lycée les locaux de l'ancien collège déjà occupés en partie par l'École centrale. Marie-Joseph Chénier et Despeaux approuvèrent cette proposition. Nous avons déjà décrit les bâtiments. Il y fallut cette fois des réparations sérieuses car ce vaste édifice avait été très dégradé. Dans les premières années de la Révolution il avait servi de casernement pour des troupes d'infanterie et de cavalerie. Les salles furent utilisées comme chambrées et les classes, la chapelle et l'église Toussaints furent occupées par les chevaux. Les réparations nécessaires avaient été évaluées par l'architecte Binet à la somme de 28832 francs. La municipalité n'épargna rien pour la restauration à peu près complète et le lycée eut pour son installation des bâtiments convenables¹. L'inauguration solennelle eut lieu le 17 vendémiaire an XII (10 octobre 1803). Les assistants se réunirent dans l'ancienne chapelle du collège, devenue salle publique du nouvel établissement. Le préfet présidait ayant à sa droite le général Delaborde et à sa gauche le président du tribunal d'appel Desbois. Il prononça un discours très habile pour gagner les familles et le proviseur dit à son tour quelques mots de bienvenue. Le discours de Mounier est fort intéressant. Sans doute on y trouve l'éloge des institutions consulaires et « du chef illustre de la nation qui retira notre patrie de l'abîme où des troubles cruels l'avaient plongée », mais Mounier sait garder la mesure dans la louange officielle inévitable et son discours présentant à plusieurs reprises une critique peu dissi-

1. Arch. mun. de Rennes ; M $\frac{13}{10}$. État des bâtiments dressé le 27 messidor an X (8 juin 1802).

mulée de l'arrêté consulaire du 19 frimaire an XI, témoigne d'un libéralisme peu fréquent chez les préfets de l'époque. Il y rend justice à l'œuvre scolaire de la Convention : « L'institution des écoles centrales méritait l'approbation de tous les hommes éclairés, par la nature de l'enseignement et par le choix des professeurs qui, en général, étaient dignes de leurs honorables fonctions¹. » Voilà un ton assez différent de celui que crurent devoir adopter certains fonctionnaires appelés à la direction des nouveaux lycées, comme le proviseur du lycée de Lyon, Coster, qui avait été pourtant professeur d'histoire à l'École centrale de la Meurthe : « Si les intentions du Père de la patrie (Bonaparte) sont toujours franchement exécutées, il aura commencé par donner à la République une génération propre à faire oublier la malheureuse influence de la Révolution sur l'instruction publique². » Ce proviseur oubliait que la plupart de ses collaborateurs comme ceux de Delarue à Rennes étaient recrutés dans l'ancien personnel des Écoles centrales, tandis que Mounier, avec un tact qui lui fait honneur, n'hésite pas à le constater : « l'enseignement des lycées est confié à ceux des anciens professeurs des Écoles centrales dont les inspecteurs des études ont rendu les témoignages les plus avantageux. » Les dispositions consulaires elles-mêmes sont parfois directement critiquées : « La loi du 11 floréal an X a mis la logique et la morale, au nombre des objets de l'enseignement. L'arrêté du 19 frimaire an XI ne parle ni de l'une, ni de l'autre ; il est difficile d'expliquer les motifs de ce silence. » A propos de l'enseignement religieux qui tiendra une si grande place dans les lycées, l'ancien Constituant n'oublie pas de rendre hommage aux grandes idées d'égalité et de tolérance qui avaient enthousiasmé la France de 1789 : « Le christianisme sera enseigné aux élèves tel qu'il est professé par leurs familles. Mais sans doute on prendra les précautions nécessaires pour qu'ils n'attachent pas, comme tant de chrétiens ignorants, plus d'importance aux cérémonies qu'à la morale chrétienne, pour étouffer dans leur esprit tous les genres d'intolérance. On ne leur laissera point oublier que l'homme qui n'a pas des opinions entièrement conformes à celles qu'ils auront apprises, s'il remplit exactement ses devoirs, n'en a pas moins les mêmes droits envers eux, n'en est pas moins leur concitoyen et leur frère,

1. Le discours de Mounier se trouve dans le *Journal d'Ille-et-Vilaine* et le *Moniteur* du 26 brumaire an XII. Il a été publié par M. Aulard (*Révolution française*, 14 sept. 1908, p. 271).

2. Cité par Chabot et Charléty, *ouv. cit.*, p. 59.

et comme homme et comme Français. » Il est donc assez piquant de voir à plusieurs reprises dans ce curieux discours réapparaître le libéral sincère, le disciple des penseurs du XVIII^e siècle qui nous fait oublier le préfet souvent empressé par ailleurs, comme tant d'autres, à exalter toutes les idées du maître.

Le lendemain, l'évêque de Rennes célébra une messe à l'occasion de la rentrée des élèves et après l'Évangile M. de Maillé prononça un discours sur le rôle de la religion dans l'éducation¹. On chanta un *Te Deum* : il était de circonstance. C'était bien, par la collaboration du premier consul, la victoire de l'ancienne discipline sur les idéologues de 1793. L'Église pouvait espérer reconquérir l'éducation publique.

Toutes les précautions étaient prises pour enrayer le développement de l'esprit d'examen et de la libre pensée. Une commission fut désignée pour dresser un catalogue officiel des 1 500 volumes que l'arrêté du 19 frimaire accordait à la bibliothèque de chaque lycée. Ces volumes devaient être les mêmes partout. Le ministre de l'Intérieur adresse à ce sujet une circulaire aux préfets. On prendra ces volumes dans la bibliothèque de la ville et le proviseur en accusera réception au maire. Si la bibliothèque de la ville ne les possède pas, le proviseur les prendra avec l'autorisation du préfet dans les bibliothèques des écoles centrales supprimées².

Malgré les garanties religieuses et la prudence des administrateurs, les débuts du lycée ne furent pas brillants. Le proviseur déclare que l'opinion rennaise n'est pas très favorable au nouvel internat ; d'ailleurs les pensions déjà existantes font concurrence au lycée. L'externat est mieux accueilli. En l'an XII il y eut 83 externes³. Quant aux pensionnaires la plupart d'entre eux étaient des élèves nationaux ou boursiers, désignés par l'arrêté du 7 thermidor an XI (26 juillet 1803) : ils étaient au nombre de 70. « Le temps seul, écrit Delarue, et les succès décideront en notre faveur, si nous répondons au vœu du parti dominant qui est celui des *principes passés* pour l'instruction et la morale religieuse⁴. »

Au terme de la première année d'existence du lycée les professeurs décidèrent de maintenir encore une fois les exercices publics que l'École centrale avait pratiqués à la fin des diverses années sco-

1. *Journal d'Ille-et-Vilaine*, nos 9, 10, 43.

2. Circulaire de Chaptal, 8 frimaire an XII (30 novembre 1803).

3. Registres du lycée. Cabinet du proviseur.

4. Delarue à Fourcroy, 28 messidor an XI (17 juillet 1803). Arch. nat., F¹⁷H 3127.

lares. Les séances eurent lieu dans la chapelle du lycée le 23 thermidor an XII (11 août 1804) de 3 à 6 heures pour les mathématiques et le 26 (14 août) pour la partie littéraire. La distribution des prix servit de clôture solennelle à ces séances le 28 thermidor (16 août) à 5 heures du soir. Le programme¹ de ces exercices publics est curieux à consulter parce qu'il indique les matières de l'enseignement donné au cours de l'année, au moins pour les classes de lettres. On y remarque l'absence totale des études historiques et la faiblesse de l'enseignement géographique. Un seul professeur Rabilon, qui d'ailleurs avait enseigné l'histoire à l'École centrale, se plaint de l'absence de cartes géographiques. On constate par contre la prédominance exclusive des études latines comme dans l'ancien collège des Jésuites. Quant au choix des textes d'explication, il faut reconnaître qu'il est habilement gradué : nos programmes les plus récents du 31 mai 1902 proposent à peu de chose près les mêmes auteurs latins dans les classes correspondantes².

III. — La Convention avait commis une faute très sérieuse en n'établissant aucune école intermédiaire entre l'école primaire élémentaire et l'École centrale. Les anciens collèges disparus furent remplacés par une foule d'établissements privés d'importance très diverse. Là enseignaient des maîtres de pension qui étaient le plus souvent d'anciens prêtres ou moines. La base des études était naturellement le latin. Comme le déclarait Rœderer il était impossible pour les finances de l'État de recréer tous les anciens collèges et il était équitable de laisser subsister les nouvelles maisons particulières d'éducation qui « nées récemment du besoin général se sont élevées à la demande des pères de famille sous la direction d'instituteurs avoués par leur confiance³. » La loi du 11 floréal an X donna à ces établissements le nom d'écoles secondaires, c'est-à-dire donnant l'enseignement du second degré consécutif au primaire et préparatoire à celui des lycées. Cet enseignement était donc abandonné à l'initiative particulière ; il était simplement soumis à la surveillance du préfet. Bonaparte désireux, non pas de constituer un enseignement vraiment national, mais de plaire à la bourgeoisie, avait décidé

1. Imprimé à Rennes. Arch. nat., F¹⁷H 3127.

2. En 5^e De Viris illustribus Urbis Romæ, de Lhomond, Cornélius Népos, Phèdre ; en 4^e Ovide et les Commentaires de César ; en 3^e Virgile ; en 2^e Salluste, en 1^{re} Virgile et Horace.

3. Circulaire de Rœderer aux préfets, 12 messidor an X (1^{er} juillet 1802). Recueil des circulaires, t. IV, p. 179 et aussi Arch. dép., 2 T8.

de concéder un grand nombre de places gratuites dans les nouveaux lycées aux élèves des écoles secondaires qui paraîtraient le mieux en état de profiter de l'enseignement des lycées. Les enfants des familles aisées et capables de payer aux directeurs des écoles secondaires une certaine rétribution se trouvaient donc particulièrement favorisés.

On suivit pour l'organisation des écoles secondaires la même méthode que pour l'établissement des lycées. Leurs règlements furent promulgués par des arrêtés consulaires ultérieurs le 4 messidor an X (23 juin 1802) et le 19 vendémiaire an XII (12 octobre 1803). Les écoles secondaires se divisèrent en deux catégories : les écoles communales et les écoles particulières. Les premières sont celles dont les municipalités font une partie des frais. Elles sont placées sous la surveillance immédiate du gouvernement et administrées par un bureau particulier. Deux membres du conseil municipal doivent faire partie de ce bureau. Les écoles dirigées par des particuliers sont soumises à des inspections faites par le préfet ou les sous-préfets ; elles ne peuvent être ouvertes sans l'autorisation du gouvernement¹. En vertu de ces dispositions des écoles secondaires furent autorisées durant l'administration préfectorale de Mounier dans les arrondissements de Rennes, Vitré, Fougères et Saint-Malo. Ceux de Redon et de Montfort n'eurent que des établissements sans importance qui restèrent assimilés aux écoles primaires.

Il y eut seulement deux écoles secondaires communales dans le département, à Fougères et à Vitré. Dès la fin de l'année 1801 le sous-préfet de Vitré secondé par le conseil municipal avait déclaré à Borie que la ville était prête à faire des sacrifices pour obtenir un établissement d'instruction secondaire². Le conseil municipal vota le 28 floréal an XI (18 mai 1803) une subvention annuelle de 3000 francs et une souscription volontaire offerte par les habitants assura 4124 francs pour les frais de premier établissement. Dans ces conditions une école secondaire communale put s'organiser ; elle s'établit dans un ancien couvent d'Ursulines concédé par le gouvernement. Sur la proposition du bureau d'administration le ministre de l'Intérieur nomma comme directeur Hunaut, assisté de trois autres professeurs. Le directeur avait un traitement de 600 francs, deux professeurs chacun 1000 francs et le troisième 900 francs. En dehors

1. Circulaire de Fourcroy aux préfets, brumaire an XII. Recueil des circulaires, t. V, p. 13.

2. Sous-préfet de Vitré à Borie, 23 brumaire an X (14 novembre 1801). Arch. dép., 2 T 11.

de la subvention municipale prise sur les fonds de l'octroi, les ressources étaient fournies par la rétribution des pensionnaires et des externes. Il y eut bientôt 10 pensionnaires, 21 demi-pensionnaires et 71 externes. Les pensionnaires payaient 475 francs, les demi-pensionnaires 242 francs, et les externes de 5 à 6 francs par trimestre.

Le 12 juin 1802 la municipalité de Fougères adressait à Mounier par l'entremise du sous-préfet une pétition pour obtenir du gouvernement la concession d'un ancien couvent où l'on pourrait créer un établissement d'instruction, car depuis longtemps la majeure partie des enfants de la ville restait dans l'ignorance et l'oisiveté¹. La municipalité offrait 1 500 francs pour les dépenses. Une école secondaire communale fut bientôt organisée où l'enseignement pouvait être donné de la 6^e à la 3^e, et à la même date que pour l'école de Vitré le ministre nomma le directeur Marye et les trois professeurs (2 mai 1804). Le directeur avait un traitement de 900 francs, et les trois professeurs chacun 700 francs. La part de la commune était, comme à Vitré, acquittée sur les produits de l'octroi et le surplus fourni par les rétributions scolaires. En 1805 il y eut 7 pensionnaires et 33 externes; les pensionnaires versaient 420 francs, les externes environ 3 francs par mois.

La population scolaire de ces deux écoles secondaires était donc peu considérable: celle de Saint-Brieuc comptait en 1805, 40 pensionnaires et 120 externes, mais dans la Loire-Inférieure et le Finistère il n'y avait aucune école secondaire communale; le Morbihan en avait quatre, à Vannes, Auray, Josselin, Ploërmel: la plus fréquentée, Josselin, n'avait guère que 80 externes².

Dans la plupart des départements, les directeurs et professeurs avaient des traitements d'une modicité comparable à ceux d'Ille-et-Vilaine: on peut signaler toutefois quelques exceptions, à Laval, Béziers, Châlons, Lille, Valenciennes, les directeurs ont des traitements qui varient de 1 200 à 2 500 francs, et les professeurs de 1 000 à 1 600 francs.

Il n'y eut à Rennes que des écoles secondaires particulières; l'arrêté du 5 frimaire an XI (26 novembre 1802) en autorisa cinq. La plus considérable fut celle de l'abbé Blanchard, directeur du séminaire, avec 180 élèves dont 120 pensionnaires et 9 professeurs, pour la plupart ecclésiastiques. Mounier, après avoir inspecté cet établis-

1. Arch. dép., 2 T9.

2. *Situation des Écoles secondaires communales*, Arch. nat., AD VIII, 28.

sement, dit qu'il est « plus propre à former des prêtres qu'à fournir des hommes pour les autres professions ». Le pensionnat faisait beaucoup de tort à celui du lycée, car, ajoute encore le préfet, « une très grande partie des familles sont attachées au culte catholique romain et le directeur de cette maison jouit d'une grande réputation théologique¹. » L'école de l'abbé Dublot avec 2 professeurs comptait 35 élèves dont 30 pensionnaires. L'école Maignant groupait 145 élèves; l'école Ruffé, peu connue, avait 38 externes, et l'école Martin-des-Landes 33 élèves. Il résulte du rapport de Mounier que ces établissements d'instruction étaient très imparfaits: l'enseignement donné était tout à fait élémentaire. Seule l'école dirigée par l'abbé Blanchard pouvait fournir quelques élèves au lycée, par suite d'une étude plus sérieuse et plus développée de la langue latine.

Dans l'arrondissement de Saint-Malo, l'arrêté du 5 frimaire an XI autorisa quatre écoles secondaires privées: à Saint-Malo l'école Luzière qui ne comptait guère que 22 élèves, à Saint-Servan les écoles Bertin et Coutances, la première avec 10 élèves et la seconde avec 17; l'école Raffray à Paramé avec 41 auditeurs.

On peut donc conclure que l'enseignement secondaire préparatoire qui n'était pas donné dans les lycées, avait beaucoup de peine à s'organiser dans le département. Le gouvernement consulaire qui voulait dominer l'enseignement secondaire libre et avait eu l'intention de faire des établissements où il était donné, la pépinière de ses lycées, ne pouvait en réalité exercer son contrôle que sur un petit nombre d'écoles dignes de ce nom. Il est certain qu'une foule de modestes pensionnats dirigés surtout par des prêtres ou directement soumis à l'influence du clergé, échappaient absolument à la surveillance des autorités préfectorales.

IV. — Quant à l'enseignement primaire il existait à peine ou se confondait avec les petits pensionnats du second degré. La ligne de démarcation était loin d'être nettement tracée, comme le prouve le curieux rapport adressé à Mounier par l'adjoint Trublet de la municipalité rennaise². Cet adjoint avait été chargé par le préfet d'inspecter les écoles que l'on qualifiait de primaires dans la ville de Rennes. Il parle de trois maîtresses d'école, femmes du peuple, d'une instruction personnelle rudimentaire et dans une situation des plus misé-

1. Mounier à Fourcroy, 19 messidor an XII (8 juillet 1804). Arch. dép., 2 T 8.

2. 5 prairial an XII (25 mai 1804). Arch. dép., 1 T 19.

rables, réunissant avec peine autour d'elles quelques enfants de la classe ouvrière dans des locaux mal éclairés et insalubres. Pour les garçons le choix des maîtres a été meilleur, mais ces instituteurs ne songent nullement à leur tâche véritable : ils dépassent le but que le gouvernement s'est proposé en créant des écoles primaires. « J'ai trouvé, écrit Trublet, dans leurs écoles peu d'enfants auxquels on apprenait à lire, le plus grand nombre était occupé à traduire des auteurs latins. Ce sont des écoles secondaires au lieu de primaires. » Le nombre des élèves répartis dans ces divers établissements dits primaires ne dépassait pas 115 pour la ville de Rennes ! Si l'insuffisance de l'enseignement primordial était aussi lamentable dans la cité la plus importante du département, on peut juger de sa situation dans les bourgades de moindre importance et les districts ruraux. Le sous-préfet de Fougères déclare en novembre 1804 que malgré tous ses efforts, sur 57 communes de son arrondissement, 31 n'ont pas encore d'écoles élémentaires et parmi elles la grosse bourgade d'Antrain, 26 ont des écoles plus ou moins fréquentées ; à Fougères l'instituteur loge dans une modeste maison que lui concède la municipalité : il a 50 élèves et les parents doivent fournir une rétribution de 2 francs par mois. A La Fontenelle l'école compte aussi 50 élèves ; à Tremblay une quarantaine. Baron, dont le passé résolument républicain inquiétait l'inspecteur Gouvion Saint-Cyr, préconise déjà la gratuité et l'obligation scolaires : « Il nous faudrait, écrit-il à Mounier, des instituteurs publics qui enseignassent *gratuitement* et que les enfants fussent *forcés d'aller* à l'école, sans cela la majeure partie s'en abstiendrait encore¹. »

Voici quelles étaient, d'après le tableau dressé par le sous-préfet, les 26 communes de l'arrondissement de Fougères où l'enseignement primaire était donné dans des proportions bien insuffisantes encore, puisque le nombre des enfants qui les fréquentaient ne s'élevait pas à 600.

1. Baron à Mounier, 18 brumaire an XIII (9 novembre 1804). Arch. dép., 1 T 6.

TABLEAU G.

COMMUNES	NOMBRE D'ÉCOLES	NOMS DES INSTITUTEURS choisis par les Conseils municipaux	LOGEMENT OU QUOTITÉ de l'indemnité en remplacement	QUOTITÉ DE LA RÉTRIBUTION qui doit être fournie par les parents	NOMBRE D'ÉLÈVES
Baillé.	1	Collin (François).	le presbytère.	0,50 par élève et par mois.	6
Bazouges-la-Pérouse.	1	Dupont.	80 francs.	1,25 par mois.	30
Coglès.	1	Talvaz.	30 francs.		
Combourtillé.	1	Deshayes, desservant.	le presbytère.		15
Fougères.	1	Chesnel.	petite maison.	2 fr. par mois.	50
La Fontenelle.	1	Chauvin.	petit local.	1,25 par mois.	50
Laignelet.	1	Gaulard.	une portion du presbytère.	0,50 pour la lecture. 0,75 pour l'écriture.	
La Selle-en-Coglès.	1	Jouanne, prêtre.	60 francs.	de gré à gré.	
Le Châtelier.	1	Raite.	portion de la mai- rie.	0,50 pour la lecture. 0,75 pour l'écriture.	38
Le Ferré.	1	Brière.	un logement au bourg.	0,75 pour la lecture et l'écriture. 0,60 pour la gram- maire.	15
Le Loroux.	1	Pottier, ex-religieux cordelier.	un logement.	0,75 par élève.	20
Louvigné-du-Désert.	1	Heudes et Lehurey. Cardin (Renée). Robert (Marie).	Ils se logent à leur compte.	1 fr. par mois.	25 garçons et filles
Marcillé-Raoul.	1	Dufour.	18 francs.	1,25.	40
Montours.	1	Gérard, prêtre.	enseigne chez lui.	0,50 pour lire. 1 fr. pour écrire.	30
Noyal-sous-Bazouges.	1	Le Songeur.	demeure au bourg.	0,50 par mois.	35
Poilly.	2	Mitrecey, desservant. une ex-religieuse.	le presbytère. une maison louée 20 fr. par an.	12 fr. par an.	60
Rimoux.	1	Duparc.	24 francs.	0,75 écriture. 0,60 lecture.	60
Romagné.	1	une ex-religieuse	enseigne gratuitement	aux filles.	
St-Aubin-du-Cormier.	1	Saudrais.	24 francs.	1 fr. lect. et écrit. 1,50 orthographe.	
St-Brice-en-Coglès.	1	Gaudin, prêtre.	60 francs.	1 fr. lect. et écrit. 2 fr. pour le latin.	
St-Georges-de- Reintembault.	1	Petit.	maison donnée.	1 fr. y compris l'arith- métique.	
St-Marc-sur-Couesnon.	1	Leverrier.	30 francs.	0,50 lect. et écrit. 1 fr. arithmétique.	
St-Remy-du-Plein.	1	le desservant.	le presbytère.	0,50 par mois.	30
St-Sauveur-des- Landes.	2	Couillard. Mlle Richard.	se logent à leur compte.	de gré à gré.	20
Tremblay.	1	Durand.	maison donnée.	0,75 pour les débuts.	40
Villamée.	1	Louvet, le desservant.	le presbytère.		

Trente et une communes n'ont pas encore d'écoles primaires, et le sous-préfet donne les raisons suivantes de leur retard ou de leur abstention :

Antrain : défaut d'instituteur réunissant les qualités prescrites par la loi et défaut de moyens pour le salarier.

Beaucé : trop petit nombre d'élèves que pourrait fournir la commune.

Billé : défaut d'instituteur.

Chauvigné : défaut d'instituteur.

Chienné : défaut d'instituteur.

Dompierre-du-Chemin : défaut d'instituteur.

Fleurigné : défaut d'instituteur.

Gosné : commune pauvre où l'instituteur ne serait pas occupé.

Javené : défaut d'instituteur.

La Bazouges-du-Désert : insouciance des habitants.

La Chapelle-Janson : indigence des parents.

La Chapelle-Saint-Aubert : défaut d'instituteur.

Landéan : défaut d'instituteur.

La Selle-en-Luitré : insouciance des parents.

Lécousse : défaut de local et d'instituteur.

Le Tiercent : défaut de local et d'instituteur.

Luitré : défaut de local et d'instituteur.

Mézières : défaut de local et d'instituteur.

Mellé : défaut de local et d'instituteur.

Monthault : population trop peu nombreuse.

Parcé : le maire n'a pas répondu.

Parigné : défaut de logement et de fonds.

Saint-Christophe-de-Valains : défaut d'élèves.

Saint-Etienne-en-Coglès : défaut d'instituteur.

Saint-Germain-en-Coglès : défaut d'instituteur.

Saint-Hilaire-des-Landes : défaut d'instituteur.

Saint-Jean-sur-Couesnon : peu de ressources.

Saint-Marc-le-Blanc : défaut d'instituteur.

Saint-Ouen-de-la-Rouërie : défaut d'instituteur.

Saint-Ouen-des-Alleux : le maire n'a pas répondu.

Vendel : le maire n'a pas répondu.

Ce tableau montre que le défaut capital qui entrave le développement de l'instruction primaire est assurément le manque d'instituteurs. Voilà le mal profond dont souffre la République depuis l'origine. Il empêche la loi de brumaire an IV d'aboutir à un résultat pratique. Depuis la fin de la Convention on n'a pas trouvé d'hommes quelque peu instruits, résolus à se dévouer à l'enseignement élémentaire. Il en est de même partout, et notre étude concernant l'Ille-et-Vilaine aboutit à la même conclusion que celle de M. Libois sur une tout autre région, le département du Jura¹. L'insuffisance des rétri-

1. Libois, ouv. cité. Les administrateurs municipaux de *Clairvaux* écrivent : « les écoles

butions décourage les meilleures volontés. D'après la loi de floréal an X les communes devaient concéder le logement à l'instituteur : ce modeste avantage entraîna des abus et fut encore préjudiciable aux progrès de l'enseignement, surtout dans les petites communes. Des hommes intrigants et astucieux, absolument incapables d'instruire les enfants, s'entendaient avec les maires dont ils gagnaient la confiance, pour obtenir la fonction et par suite le logement. Plus d'une fois les sous-préfets furent obligés d'intervenir pour s'opposer à des choix peu édifiants et pour refuser les autorisations nécessaires.

C'est au moment de cette pénurie si fâcheuse d'instituteurs que reparaissent peu à peu avec une habile discrétion, les congrégations enseignantes. Le nouveau maître de la France les accueille avec satisfaction, et Fourcroy, le philosophe converti, prend le ton qui convient à la nouvelle cour impériale, lorsqu'il écrit aux préfets : « Les frères des écoles chrétiennes ont trop bien mérité du premier enseignement pour que dans un moment où tout ce qui a été utile doit être rendu à sa destination, leur rôle puisse être oublié. L'intention de Sa Majesté est de prendre à l'égard des anciens frères scolaires une mesure générale, uniquement dirigée vers l'enseignement des écoles primaires¹. » Dans ces conditions, les progrès des frères de la doctrine chrétienne ne pouvaient manquer d'être rapides dans une région où ils avaient conservé toute la sympathie des familles. Sous l'Empire la direction du véritable enseignement primaire leur fut bientôt confiée dans tout le département, d'ailleurs à la satisfaction générale des habitants, et les municipalités ne cessent de solliciter leur concours².

primaires ne sont pas organisées par suite du défaut de sujets » et ceux d'*Orgelet* font la même observation : « S'il n'y a pas d'instituteurs dans la plupart des communes, c'est que personne ne s'est présenté pour en remplir les fonctions. »

1. Fourcroy aux préfets, frimaire an XIII (décembre 1804). Recueil des circulaires, t. V, p. 281.

2. Dans une séance du Conseil municipal de Saint-Malo, 14 avril 1810, le maire Augustin Thomas, annonce que d'après les sollicitations de la ville, de l'évêque de Rennes et du préfet, le grand maître de l'Université accorde à Saint-Malo, 3 frères de l'école chrétienne pour l'instruction des enfants pauvres. Arch. municip., Saint-Malo, Série D.

CHAPITRE XIV

L'ILLE-ET-VILAINE

A LA FIN DE LA PÉRIODE CONSULAIRE LE PLÉBISCITE RELATIF A L'HÉRÉDITÉ IMPÉRIALE

SOMMAIRE

- I. — Mesures de Mounier pour réduire la mendicité et développer la prospérité publique. Ses efforts seront bientôt contrariés par la rupture de la paix d'Amiens. Création de l'arsenal maritime de Saint-Servan ; nouveaux armements en course par les négociants de Saint-Malo.
- II. — Participation du département à l'exposition générale des produits français en l'an X. Une chambre consultative des arts et manufactures est créée à Rennes. Accroissement de la population dans l'Ille-et-Vilaine (509 397 habitants).
- III. — Sénatus-consulte du 26 avril 1802 très indulgent pour les anciens émigrés ; mais dans les départements de l'Ouest la surveillance de la police n'en demeura pas moins très active. Mission de Gouvion Saint-Cyr dans l'Ille-et-Vilaine (an XI). Le général Delaborde prétendant maintenir encore la suprématie de l'autorité militaire en matière de police, Mounier eut l'occasion de défendre avec énergie les droits de l'autorité préfectorale. Prétendue conspiration à Rennes peu de temps avant le couronnement de Napoléon. L'affaire Faure-Biget.
- IV. — Préparation de l'Empire favorisée dans le département par Mounier. Adresses des conseils d'arrondissement et municipaux. Plébiscite de l'an XII relevé par cantons et communes. Le chiffre des votes négatifs est devenu presque insignifiant (11). Attitude favorable du clergé. Au début de 1805 Mounier appelé au Conseil d'État est remplacé comme préfet d'Ille-et-Vilaine par Bonnaire, qui sera le préfet de l'empire.

I. — Mounier chercha assidûment comme Borie à relever la pros-

Bibliographie.

SOURCES MANUSCRITES.

A. *Archives départementales.*

9 K 1 (Arrêtés des préfets an VIII-1803).

périté publique dans le département qui avait un si grand besoin de développer ses ressources. Mais les résultats ne répondirent pas toujours à ses efforts généreux qui furent d'ailleurs contrariés dès 1803 par la fâcheuse rupture de la paix d'Amiens et le renouvellement des hostilités avec l'Angleterre. La mendicité, qui avait si souvent motivé les doléances de Borie auprès des pouvoirs publics, demeurerait un véritable fléau pour la région ; cette situation pitoyable, même dans les villes importantes, impressionnait tous les nouveaux venus dans le département.

Cornudet, titulaire de la sénatorerie de Rennes, adresse de curieux rapports de quinzaine à Napoléon toujours en quête d'informations et de statistique. Il écrit notamment le 24 floréal an XIII [14 mai 1805] : « En la ville de Rennes les femmes et les enfants mendient avec autant de hardiesse qu'en Italie. C'est une lèpre que l'ancienne magistrature entretenait fastueusement et qui se perpétuera jusqu'à ce que des moyens de travail soient organisés. La liste des individus ayant besoin de secours porte le nombre à 8 000¹. » Mounier avait cependant peu de temps après son arrivée pris un arrêté pour réduire la mendicité, et diminuer le nombre des chemineaux et des vagabonds². Les maires devaient renvoyer de leurs communes tous ceux, qui n'ayant pas acquis le droit de domicile par un séjour de plus d'une année, ne pouvaient subsister sans secours, exception faite pourtant des vieillards de 70 ans et des anciens soldats blessés au service de l'État.

Les individus ainsi renvoyés recevaient un passeport pour retourner dans leur pays d'origine, s'ils étaient étrangers, et dans leurs

8 M 1 (Haute-Police. Instructions et documents).

24 M 10 (Expositions industrielles ; envois d'Ille-et-Vilaine).

13 P 50 (Rapports du receveur des finances).

1 V 6 (Correspondance du ministre de la Justice).

B. *Archives municipales de Saint-Malo*. Série D. Registre 1803-1810.

C. *Archives de la marine à Saint-Servan*.

D. *Archives nationales*.

AF 1v, 1053 (Affaires de l'Ouest).

BB² 68 (Correspondance du ministre de la Marine).

B^{II} 730^A à 731^B (Plébiscite pour l'hérédité impériale).

B^{II} 850³ (Hérédité impériale. Adresses militaires).

F^{1C} III, Ille-et-Vilaine, 9 (Esprit public).

F⁷ 6447-7305 (Dossiers de police).

1. Arch. nat., AF 1v 1053.

2. Arch. dép., 9 K 1, fol. 130. L'arrêté fut publié dans le *Journal d'Ille-et-Vilaine*, nos 36, 37, 38, 39.

communes de naissance, s'ils étaient Français. Les maires devaient leur fournir 3 sous par lieue jusqu'à la ville la plus voisine ; ils seraient remboursés de cette dépense sur les fonds de la préfecture. Cet arrêté préfectoral avait certainement réduit le nombre des vagabonds et des miséreux dans les campagnes où ils étaient traqués par la gendarmerie, mais avait eu aussi pour conséquence inévitable de les grouper davantage dans les centres urbains, où Cornudet était désagréablement surpris de leur affluence. Par suite de la misère générale dans le département les contributions publiques n'étaient recouvrées que péniblement et à force de délais. Les récoltes de l'an X et de l'an XI avaient été médiocres à cause de la sécheresse ; celles de l'an XII et de l'an XIII furent au contraire très bonnes : le blé noir, les châtaignes, les pommes parurent en abondance¹. L'Ille-et-Vilaine put même fournir un excédent pour l'exportation et une grande quantité de grains fut transportée par mer de Redon à Bordeaux, car les récoltes de la Gironde avaient été insuffisantes. Mais ces bonnes années relevaient à peine les cultivateurs bretons de la détresse à laquelle les avaient réduits les mauvais résultats des précédentes années.

Gouvion Saint-Cyr qui visita l'Ille-et-Vilaine à la fin de 1802 déclarait « que la guerre serait un grand malheur pour ce département qui avait besoin de paix pour réparer ses pertes² ».

La politique de Napoléon devait au contraire lui procurer douze ans de guerres continues. La rupture des relations avec l'Angleterre allait de nouveau paralyser tout le commerce maritime de la région bretonne, particulièrement celui de l'arrondissement de Saint-Malo. A Cancale la pêche des huîtres devait périlcliter à cause de la présence trop fréquente des vaisseaux anglais dans la baie du Mont Saint-Michel. La nouvelle déclaration de guerre eut aussi pour résultat immédiat de causer des pertes considérables au commerce malouin. En effet, les négociants de Saint-Malo avaient redoublé d'activité au lendemain de la paix d'Amiens ; ils avaient transformé sans retard leurs corsaires en navires de commerce, et dès les premiers mois de 1802, plus de 150 voiliers étaient sortis du port de Saint-Malo. C'était l'heureuse conséquence d'une paix tant souhaitée des deux côtés de la Manche, et le commerce fructueux d'avant 1790 paraissait renaître. Mais après la rupture franco-britannique la plupart des dépenses engagées pour le départ des navires terre-neuviens res-

1. Correspondance de Mounier et de Réal. Arch. dép., 22 M 3.

2. Arch. nat., AF IV 1053, dossier n° 1.

tèrent à la charge des intéressés. Aussi le conseil municipal présidé par le maire de Brecey accueillit-il assez froidement les sollicitations du sous-préfet quand ce dernier, au nom du ministre de l'Intérieur, proposa le vote de fonds spéciaux destinés aux armements contre l'Angleterre. Le conseil après avoir entendu la lecture de la lettre du sous-préfet déclara « qu'il aurait pu se livrer à l'élan de son cœur et de son patriotisme, s'il n'avait pas sous les yeux les pertes immenses que vient d'éprouver le commerce de Saint-Malo par l'effet de la déclaration de guerre ». Finalement il décida qu'il s'associerait au vote que le conseil général allait bientôt émettre sur la même question et que les habitants de Saint-Malo se feraient un devoir de contribuer pour leur part à ce qui aurait été voté¹. C'était une critique respectueuse, mais très nette de la politique consulaire.

Bonaparte voulait donner la plus grande activité aux préparatifs maritimes. Un port militaire fut aménagé à Saint-Servan, sur la grève de Solidor ; des constructions s'y élevèrent bientôt et ce fut l'origine de nos établissements actuels. Mais les nouveaux bâtiments étaient dominés par la colline dite des *Corbières*, et la sécurité ne pouvait y être complète. On était obligé de faire garder les approches de l'arsenal par un cordon de sentinelles, dont la surveillance même était parfois insuffisante, car elle ne pouvait s'exercer que difficilement au cours des nuits obscures ou pluvieuses. La colline des Corbières faisait partie des domaines de M^{lle} de la Grassinai qui se plaignait sans cesse des empiétements de la marine sur ses terres ; elle préférait vendre les Corbières pour une somme qui nous paraît bien modique aujourd'hui : 1 287 francs. Le commissaire Bleschamps en référa au ministre, l'amiral Decrès, le pressant d'accorder l'autorisation d'achat². Decrès ne la fit pas trop attendre : les Corbières furent acquises par l'État et on entoura les constructions maritimes d'un mur de clôture qui coûta plus cher que la colline même (1 812 francs). Depuis longtemps le conseil municipal de Saint-Servan demandait au ministre le transfert des services de la marine de Saint-Malo à Saint-Servan ; d'abord repoussée en l'an IX, cette demande fut enfin accueillie et le commissariat principal fut installé dans les nouveaux bâtiments de Solidor³. En 1803 et 1804 les chantiers de Saint-Ser-

1. Arch. municip. de Saint-Malo ; délibération du 11 messidor an XI (30 juin 1803). Série D. Registre 1803-1810. Dix ans plus tard, dans le même conseil, Michel Morvonnais, membre du Collège électoral, s'opposait à l'offre de cavaliers montés et équipés pour la nouvelle campagne d'Allemagne. Arch. nat., F¹C¹ 11, Ille-et-Vilaine, 4.

2. Arch. marine Saint-Servan, 6 brumaire an XIII (28 octobre 1804).

3. Arch. nat., BB² 68.

van se couvrirent de constructions pour les frégates la *Piémontaise*, la *Sullane*, la *Bellone*, les corvettes l'*Espiègle*, l'*Audacieuse* et un grand nombre de canonnières. Ces dernières surtout devaient être mises en état très rapidement pour gagner les parages de Boulogne. Les lettres de Decrès se succèdent plus impérieuses, plus pressantes. L'activité du maître a gagné le ministre. Bonaparte rêve de frapper dans son île même l'insaisissable ennemie. « Il faut tâcher, écrit Decrès, de faire partir tout ce qu'on peut réparer¹. » Parfois le commissaire est obligé de rappeler au ministre que les devoirs d'humanité l'empêchent d'exposer des équipages à une perte certaine sur de mauvais bâtiments, dans la périlleuse traversée de la Manche. Même insistance de la part du conseiller d'État, Forfait, inspecteur général de la flottille nationale. Bleschamps lui annonce enfin le 17 janvier 1804 que grâce à l'activité soutenue qui règne dans le port « il n'existera plus rien sur les chantiers à l'époque du 20 pluviôse (10 février) et que la flottille sera complète². »

Mais tous ces préparatifs furent inutiles : l'habile Angleterre réussit une fois de plus à détourner vers l'Autriche les forces considérables réunies contre elle à Boulogne. La guerre continentale occupera désormais toute l'attention de l'empereur. La marine militaire négligée est de nouveau réduite à l'impuissance, tandis que les flottes anglaises parcourent les mers en dominatrices. Dans la correspondance du ministre de la Marine, les détails ordinaires du service mis à part, il n'est plus question pour la région malouine que des armements en course, et les corsaires reviennent ainsi au premier plan. Ils doivent harceler et frapper dans son commerce, un ennemi qu'on ne peut détruire. L'empereur qui n'est plus en mesure d'entreprendre de grands armements maritimes ne cesse d'encourager la course. Il accorde la croix de la Légion d'honneur à plusieurs des capitaines de corsaires qui se sont signalés par leurs exploits et leurs audacieuses croisières, tels Pierre Dupont et Robert Surcouf. Il veut même que les équipages des corsaires soient assimilés aux marins de l'État, comme ayant également droit à sa reconnaissance ; il décide d'accorder une solde aux officiers et matelots qui se trouveront hors d'état de continuer leurs services par suite de blessures reçues dans les combats ; les veuves des marins tués pendant la course recevront une pension³. Aussi, encouragés par la protection impériale, les

1. Arch. marine Saint-Servan ; lettre du 26 mai 1803.

2. Arch. nat., BB³ 228.

3. *Bulletin des Lois*, III. B. 281. 2771.

armateurs malouins et servannais mirent en mer de 1803 à 1813, 157 bâtiments corsaires de divers tonnages avec un effectif s'élevant à 9400 officiers et matelots. On enleva à l'ennemi plus de 170 navires¹.

Pour la surveillance des côtes de France un arrêté consulaire du 8 prairial an XI (28 mai 1803)² avait organisé cent compagnies de canonnières gardes-côtes. Le département d'Ille-et-Vilaine dut fournir 4 compagnies, les 28^e, 29^e, 30^e, 31^e, composées chacune d'un capitaine, d'un lieutenant, d'un sergent-major, de quatre sergents, huit caporaux, huit appointés, deux tambours et quatre-vingt-seize canonniers, soit 121 hommes par compagnie et au total 484 hommes, officiers compris. On devait choisir de préférence les militaires qui avaient obtenu leur congé ou leur retraite. Un état du 25 thermidor an XI (13 août 1803) indique la répartition des canonnières gardes-côtes le long du littoral d'Ille-et-Vilaine. La 28^e compagnie était établie à Cancale : 10 hommes à la batterie de La Houle, 6 à celle de l'Anse-du-Verger, 25 à celle de l'Île-des-Landes, 12 au fort Duguesclin et 66 au fort des Rimains. La 29^e et la 30^e compagnies défendaient les approches de Saint-Malo : 65 hommes à Saint-Malo, 75 hommes au fort de la Couchée, 34 au Petit-Bé, 28 au fort Républicain, 36 au fort de la Varde ; la 31^e compagnie avait son quartier central à Saint-Servan : 37 hommes au fort de la Cité, 60 au fort de l'île Harbour, 10 à la batterie de Saint-Lunaire, 12 à celle de Saint-Briac³.

II. — Dans l'arrondissement de Redon les ressources étaient encore plus restreintes que dans celui de Saint-Malo. Les habitants vivaient pauvrement sur un sol généralement ingrat dont la plus grande partie était couverte de landes. En dehors des châtaignes et du blé noir les produits agricoles étaient rares. L'industrie des toiles qui avait repris quelque activité à Fougères, à Rennes, à Vitré, allait être de nouveau réduite à peu de chose par le renouvellement des hostilités⁴.

Le gouvernement consulaire était résolu cependant à prendre des mesures pour favoriser l'essor du commerce et de l'industrie. Les expositions générales et publiques des produits français devaient con-

1. Le détail se trouve dans un tableau que j'ai publié, *Annales de Bretagne*, t. XIV.

2. *Bulletin des Lois*, III. B. 283.

3. Arch. dép., 6 R 54.

4. Arch. dép., 13 P 50. Rapport du receveur général des finances au préfet (13 novembre 1804).

tinuer chaque année durant les cinq jours complémentaires. L'Ille-et-Vilaine, qui n'avait point figuré à l'exposition de l'an IX¹, prit part à celle de l'an X. Mounier avait vivement engagé les fabricants du département à exposer leurs produits. Plusieurs répondirent à son appel et furent récompensés par le Jury. Les frères Pottier de Saint-Malo et M^{me} veuve Saint-Marc de Rennes obtenaient des mentions honorables; Sollier fils et Delarue de Rennes recevaient des médailles de bronze². Les frères Pottier dirigeaient à Saint-Malo une fabrique d'hameçons qui fournissait avant la Révolution tous les ports de la Normandie et de la Bretagne, mais avait beaucoup souffert de la longueur des hostilités avec l'Angleterre depuis 1793. Les autres négociants avaient envoyé des échantillons de toiles de leurs manufactures. Sollier fils et Delarue dirigeaient l'important établissement de la Pilette à Rennes. Cette manufacture où l'on fabriquait la toile à voiles était située faubourg de Paris. Elle avait été créée en 1749 et érigée l'année suivante en manufacture royale. On s'y occupait exclusivement de fournir aux commandes de la marine de l'État. En 1790 un prêtre, l'abbé Caron, en était propriétaire. Il émigra et l'établissement fut abandonné jusqu'en l'an VII; alors les négociants Delarue et Sollier en devinrent fermiers pour une période de neuf ans; ils y faisaient travailler environ trois cents ouvriers et ouvrières³.

Un arrêté consulaire du 10 thermidor an XI (29 juillet 1803) décida la création de Chambres consultatives des arts et manufactures dans les principales villes. Les négociants de chaque cité se réuniraient et nommeraient au scrutin secret un certain nombre d'entre eux qui, sous la présidence du maire, proposeraient au gouvernement les améliorations nécessaires pour les divers métiers et fabriques. La ville de Rennes fut désignée par un arrêté ultérieur du 12 germinal an XII (2 avril 1804). Les négociants rennais nommèrent pour former la chambre consultative 6 d'entre eux : Le Boucher, Villegaudin, Petitpain, Arot, Boulanger, Brizon fils⁴. D'ailleurs Bonaparte n'entendait pas laisser à ces Chambres plus d'indépendance qu'aux autres assemblées de l'époque; il tenait à les garder en tutelle, ne leur permettant que l'expression timide et res-

1. Voir ci-dessus chapitre VII.

2. Arch. dép., 24 M 10. Le ministre de l'Intérieur au préfet, 11 brumaire an XI (2 novembre 1802).

3. Arch. dép., *id.* Rapport de la Chambre consultative de commerce de Rennes, 14 avril 1806.

4. Arch. dép., 25 M 2. Procès-verbal de la réunion du 17 messidor an XII (6 juillet 1804).

pectueuse de certains vœux. Elles ne pouvaient même pas imprimer ni livrer à la publicité, sans une autorisation spéciale, les pétitions et requêtes qu'elles adressaient au gouvernement. « C'est à l'autorité supérieure, allait bientôt écrire un ministre de l'Empire, Champagny, qu'il appartient de juger des inconvénients ou des avantages de la publicité des pétitions. Un mémoire imprimé, par cela même qu'il est un appel à l'*opinion*, n'en est plus un à l'*autorité*¹. »

Malgré l'intervention continuelle et lourde du principe d'autorité, ces mesures étaient salutaires, susceptibles d'encourager une industrie renaissante, mais l'ambition de l'empereur engagera bientôt la France dans les grandes aventures européennes. L'administrateur merveilleux qu'il aurait pu être s'effacera bientôt devant le dictateur militaire.

III. — Bonaparte voulait continuer la politique d'apaisement inaugurée au lendemain du 18 brumaire et rallier au gouvernement consulaire les émigrés et les royalistes. Le 6 floréal an X (26 avril 1802) au moment même où Mounier venait d'accepter la préfecture d'Ille-et-Vilaine, un sénatus-consulte avait été promulgué, relatif aux prévenus d'émigration². Tous les émigrés qui n'avaient pas encore obtenu leur radiation de la liste, étaient amnistiés, à l'exception de ceux qui avaient commandé des rassemblements armés sur la terre française, ou qui avaient eu des grades dans les troupes étrangères. Les bénéficiaires de cette amnistie devaient, s'ils n'y séjournaient déjà, rentrer en France avant le 1^{er} vendémiaire an XI et prêter serment de fidélité à la constitution. Pendant dix ans ils seraient placés sous la surveillance spéciale du gouvernement ; on leur rendrait ceux de leurs biens qui n'auraient pas été aliénés. Les préfets étaient chargés de recueillir les déclarations, de recevoir les serments des nouveaux amnistiés, de les surveiller, de leur accorder les autorisations de résidence et de déplacement.

Dans les premiers mois de son administration Mounier reçut beaucoup de déclarations de cette nature : de vendémiaire à pluviôse an XI, il y eut 62 déclarations d'anciens prévenus d'émigration, dont 6 faites par des prêtres³. Malgré le désir que voulait manifester Bonaparte de se montrer un maître clément et généreux, la police consulaire n'était pas très rassurée sur l'attitude que prendraient à leur

1. Arch. dép., *id.* Circulaire de Champagny au préfet Bonnaire, 31 mars 1806.

2. *Bulletin des Lois*, III. B. 178. 1401.

3. Arch. dép., 21 M 49.

retour dans ces départements de l'Ouest qu'avait désolés la guerre civile, les bénéficiaires d'une amnistie aussi complète ; elle était décidée à exercer d'une façon étroite et tracassière la surveillance édictée par le sénatus-consulte. Le gouvernement n'avait pas en réalité au sujet de l'Ille-et-Vilaine la quiétude qu'il affectait officiellement. Ainsi s'expliquent la mission de Gouvion Saint-Cyr en pluviôse an XI, les rapports de Cornudet, titulaire de la sénatorerie de Rennes, en prairial an XII, les recommandations de vigilance sans cesse renouvelées au préfet, et aussi l'activité des autorités militaires et de la gendarmerie désireuses de manifester leur zèle, si bien que de ce côté Mounier ne rencontra peut-être pas moins de difficultés que dans ses démêlés avec la nouvelle autorité ecclésiastique et il lui fut très malaisé de maintenir les droits du pouvoir civil. Sa correspondance avec le conseiller d'État, Réal, au début de l'an XIII en est l'évident témoignage. Il eut fréquemment à se plaindre des procédés du général Mignotte qui commandait la 4^e légion de gendarmerie, et du capitaine Edon. Ces deux officiers très zélés et très remuants avaient une tendance à seconder absolument les vues du général Delaborde, plutôt que d'obéir au préfet en matière de police. Le général Delaborde avait toujours la prétention, secrète sinon avouée, d'exercer une petite dictature analogue à celle des anciens chefs militaires du département au temps de l'état de siège. Mounier combattait cette prétention du général en chef : il fut obligé au cours de l'an XI de défendre à tous les portiers des prisons d'écrouer les individus qui leur seraient amenés par l'autorité militaire, sans un ordre formel du préfet¹. Dans une lettre adressée à Mounier le commissaire du gouvernement près le tribunal criminel, Jumelais, proteste contre les abus d'autorité que les officiers de gendarmerie paraissent vouloir commettre. « Je suis indirectement informé d'une mesure que le capitaine de gendarmerie de ce département se propose de mettre en usage et qui me paraît violer tous les principes de la liberté individuelle. Il doit donner l'ordre aux différentes brigades de conduire devant lui les personnes prévenues de vagabondage. Il les interrogera et les fera transférer ensuite, s'il y a lieu, dans un dépôt destiné pour les colonies ; il recommande de ne plus présenter ces individus devant leurs juges naturels, les magistrats de sûreté. Je vais en informer le ministre de la Justice². »

Une situation aussi tendue entre deux autorités également sou-

1. Arch. nat., F⁷ 6447. Mounier à Réal, 9 vendémiaire an XIII (1^{er} octobre 1804).

2. Arch. dép., 1 U 6. 5 floréal an XI (25 avril 1803).

cieuses de leurs prérogatives et désireuses de flatter par la vigilance de leur zèle les ministres de Bonaparte, ne pouvait manquer de provoquer un conflit qui rappelle la fameuse affaire du Mont-Dol¹. Nous allons voir qu'en cette circonstance Mounier défendit les droits de l'autorité préfectorale avec autant de persévérance et de succès que Borie.

Aux approches du couronnement de l'empereur le général Delaborde utilement secondé par le commandant d'armes de la ville de Rennes, Mayeux, avait ordonné un redoublement de surveillance. Il crut avoir trouvé les preuves d'une conspiration civile bien plus redoutable que le complot militaire des libelles, deux ans auparavant².

Quelque temps après la proclamation de l'Empire un gendarme, nommé Mathis, avait eu dans un café une conversation avec un habitant de Rennes, l'armurier Faure de la rue aux Foulons. Le soldat avait déclaré que le service était pénible à cause du petit nombre de gendarmes présents dans la ville. — « Donc, repartit Faure, le gouvernement a des inquiétudes puisqu'il vous fait tant travailler. Il a raison : il y aura quelque chose le 18 brumaire ; les royalistes et les patriotes se réuniront contre l'empereur. — Ne vous mêlez pas de ces intrigues, dit Mathis ; vous êtes père de famille. — Non, je resterai neutre, car si le petit caporal a trompé les patriotes, les Bourbons les tromperaient bien plus encore³ ! » L'entretien en resta là, mais le gendarme crut devoir révéler à son maréchal des logis, Le Roy, cette conversation qui l'avait inquiété : le sous-officier en informa le général Mignotte qui en conféra à son tour avec le général de division. Tous deux crurent sincèrement à l'existence d'une vaste conspiration destinée à ramener les Bourbons. C'était d'ailleurs une excellente occasion de dauber la police insuffisante de Mounier : on n'était pas fâché dans le monde militaire de prouver son défaut de vigilance à un préfet trop susceptible. Faure fut arrêté le 9 vendémiaire an XIII (1^{er} octobre 1804) et incarcéré à La Tour le Bât sous la prévention d'embauchage et d'excitation de militaires à la révolte. On sut bientôt qu'il était en relations avec Achille Biget, ancien chef de chouans, amnistié et placé en surveillance à Rennes depuis deux ans. Ce Biget, d'après l'enquête, était un homme d'un naturel taciturne, recevant peu de monde dans sa demeure du Champ

1. Voir II^e partie chapitre v.

2. Les diverses pièces de cette affaire se trouvent dans les Arch. dép., 8 M 1 et Arch., nat., F⁷ 6447.

3. Déposition du gendarme Mathis devant Mounier (brumaire an XIII).

Jacquet. Il allait tous les soirs lire les nouvelles au café Miller, de la rue aux Foulons.

Biget arrêté rejoignit Faure à La Tour-le-Bât. Delaborde transmit toutes les pièces de la procédure au ministre de la police, mais le général ignorait un détail assez piquant : depuis plusieurs mois Biget appartenait à la police du préfet et émargeait aux fonds secrets de la préfecture. Mounier n'en fut que plus irrité, quand une lettre de Delaborde l'informa de la double arrestation. Il protesta avec force contre ces ordres donnés sans son intervention, prétendit que le cas des deux prévenus relevait uniquement de l'autorité civile, et il écrivit en ce sens des lettres très vives au ministre de la Justice et à Réal¹. Bientôt Régnier annonçait au préfet qu'il avait adressé sa réclamation au ministre de la guerre Berthier : « J'ai prié le ministre de prendre les mesures que lui dictera sa sagesse pour contenir l'autorité militaire dans de justes bornes à l'égard de l'autorité civile². »

Le 24 vendémiaire, Berthier abandonne complètement l'affaire tout en protestant des bonnes intentions de son subordonné. Il reconnaît que le général Delaborde après avoir ordonné l'arrestation des prévenus, aurait dû les mettre dans les 24 heures à la disposition de l'autorité civile. Il ne restait plus à Delaborde qu'à capituler à son tour. Il le fit d'assez mauvaise grâce en avertissant le préfet qu'il lui livrait les deux inculpés par *ordre* du ministre de la Guerre³.

L'affaire Faure-Biget suivit alors son cours naturel, et ne parut plus que fort banale après les interrogatoires que Mounier fit subir aux prévenus. La prétendue conspiration se réduisait à quelques propos de citoyens mécontents. Faure fut mis en liberté le 2 frimaire (23 novembre 1804), mais il resta sous la surveillance de la police ; selon l'avis du commissaire de police du 3^e arrondissement de Rennes, chargé de l'enquête, c'était « un honnête homme, mais d'un patriotisme exalté » ; son grand tort fut de ne pas avoir à la veille du couronnement le culte du nouvel empereur des Français. Quant à Biget, c'était un intrigant de caractère peu recommandable ; il cherchait sans doute à se faire payer des deux côtés par des trahisons successives. Il resta détenu ; on l'oublia à La Tour-le-Bât ; le 1^{er} juin 1805 il envoie une lettre de protestation au successeur de Mounier ; il déclare « qu'une intrigue odieuse a causé son arresta-

1. Rapport de Réal au ministre de la police (minute). Arch. nat., F⁷ 6447.

2. Le Grand Juge à Mounier, 21 vendémiaire an XIII (13 octobre 1804), Arch. dép., 8 M 1.

3. Delaborde à Mounier, 30 vendémiaire an XIII (22 octobre 1804). Arch. dép., 8 M 1.

tion ». Le nouveau préfet lui conseilla d'adresser sa plainte au ministre de la police. Fouché ordonna enfin l'élargissement du prisonnier le 6 frimaire an XIV (27 novembre 1805) après 14 mois de détention, et son départ immédiat pour Angers où il serait soumis à une étroite surveillance.

Le conseiller Réal avait calmé de son mieux le mécontentement de Mounier, et distribué des éloges aux deux rivaux : « Je compte que rien n'a pu essentiellement altérer la bonne intelligence entre deux autorités qui n'ont pas cessé de donner jusqu'ici le même exemple de zèle et de dévouement et que l'intérêt public devrait bientôt réunir, si quelques circonstances passagères pouvaient jamais les éloigner¹. »

Ce fut le dernier mot de ce curieux conflit.

IV. — Sur ces entrefaites, l'Ille-et-Vilaine avait sanctionné avec toute la France l'arrivée de Bonaparte au trône impérial. On sait de quels événements la création de l'empire fut précédée. Le procès sensationnel de ce Moreau, né en Bretagne, et pour lequel la ville de Rennes où il fit ses études de droit avait conservé longtemps de si vives sympathies, ne semble pas avoir préoccupé l'opinion dans le département.

Ce général qui fut un moment le rival glorieux de Bonaparte, que nous avons vu figurer sur la liste des notabilités d'Ille-et-Vilaine en l'an IX², ne trouva guère d'amis à l'heure de l'adversité. Nous ne lui avons trouvé parmi ses anciens concitoyens qu'un seul défenseur. Féburier, l'ex-commissaire du gouvernement près l'administration centrale, dont nous avons loué le courage et l'activité aux jours difficiles de 1799, osa seul élever la voix au milieu des indifférents et des complaisants silencieux. Un bulletin de police du 29 floréal an XII³, nous apprend qu'il vivait très retiré à Versailles dans une modeste maison avec jardin qu'il avait achetée près de la grille de Trianon. Le 2 germinal (23 mars 1804) il avait adressé une longue lettre au 1^{er} consul pour justifier Moreau et « prouver que l'Angleterre avait cherché à le perdre ». Cet appel généreux ne pouvait qu'attirer sur Féburier la sollicitude de la police de Fouché. On sait combien Bonaparte voyait avec déplaisir évoquer devant lui son passé de jacobin. « Féburier, ajoute le rapport, a marqué dans le principe de la Révo-

1. Réal à Mounier, 11 brumaire an XIII (2 novembre 1804). Arch. dép., 8 M 1.

2. Voir ci-dessus chapitre x.

3. Arch. nat., F⁷ 7305.

lution par des opinions exagérées. On le *surveille de près*. » Tel était le sort des républicains qui avaient encore le courage de leur opinion. Ils étaient bien punis, les idéologues, les Volney, les Garat, les Ginguéné, qui avaient cru avec Sieyès, au 18 brumaire, se servir d'un général candide et débonnaire, d'un bon républicain ! Féburier ne devait guère trouver d'imitateurs dans son ancienne résidence, en dehors de Sylvain Codet, juge au tribunal d'appel, dont nous verrons bientôt l'attitude fière et indépendante.

Les républicains d'Ille-et-Vilaine s'abstinrent ou se rallièrent comme tant d'autres ! Durant les mois de germinal et de floréal an XII, tandis que Bonaparte et ses amis préparaient à Paris le sénatus-consulte impérial, le préfet Mounier sollicitait déjà de ses administrés des vœux et des adresses en faveur de l'Empire. Dans sa correspondance avec le ministre de l'Intérieur, l'ancien Constituant se flatte surtout d'avoir rétabli le calme dans cette ville de Rennes où « les opinions avaient été si longtemps exaltées dans des sens différents ». Il est heureux de les avoir ralliées par l'expérience à des principes « de liberté raisonnable »¹. La peur de la démagogie qui le hantait toujours lui faisait apprécier avant tout en Bonaparte l'homme qui avait su rétablir et maintenir la tranquillité publique, et son désir de stabilité gouvernementale allait lui faire accepter volontiers le sénatus-consulte organique de l'an XII, comme susceptible de donner à la France les conditions de la liberté tempérée et raisonnable qui lui était chère. D'ailleurs il fut encore dupe comme beaucoup d'autres du prétendu libéralisme de Bonaparte : malgré les allures si autoritaires du gouvernement de l'an VIII, certains esprits s'obstinaient à croire que ce nouveau régime impérial qui s'intitulait toujours, gouvernement de la république, ne deviendrait pas despotique à bref délai. Mounier élevé dans le culte de Montesquieu, lecteur assidu de l'*Esprit des Lois*, admirateur des institutions anglaises, retrouvait sans doute avec satisfaction l'image du Parlement britannique dans le Sénat organisé en Chambre haute, et dans le Corps législatif qui pouvait discuter les lois.

Aussi encouragées par le préfet les adresses furent-elles nombreuses en faveur de l'établissement de l'Empire. La population des campagnes se rallie volontiers au régime qui a rétabli l'ordre et la religion traditionnelle. Parmi les adresses de germinal à floréal an XII, on peut citer celles des conseils d'arrondissement de Vitré et de Montfort, des conseils municipaux de Bain, Ifendic, Romillé, Saint-Ser-

1. Arch. nat., F¹C III, 9. Lettre de Mounier, 23 floréal an XII (13 mai 1804).

van, Saint-Malo, Treffendel, Saint-Gonlay, Plélan, Saint-Malon. Voici les termes significatifs de cette dernière : « Par vos victoires, citoyen consul, vous avez fixé les limites de la France ; vous avez rétabli le culte de nos pères. » Mêmes éloges exprimés par le conseil municipal de Pleumeleuc (arrondissement de Montfort) : « Nous devons remercier la divine providence, puisque nous cultivons nos champs avec sûreté et tranquillité, puisque nous exerçons le culte de nos aïeux et que c'est à vous que nous sommes redevables de tous les bienfaits ; Vivez, général consul, pour le bonheur de l'Empire français, et fixez nos destinées d'un manière plus stable¹. »

Les adresses militaires furent également très nombreuses : citons celle du 47^e régiment d'infanterie à Rennes et une lettre autographe du général Delaborde assurant le futur empereur du dévouement sans limites de tous ses soldats².

Le plébiscite de prairial an XII ne porta d'ailleurs que sur la question de l'hérédité impériale. Le résultat n'en pouvait être douteux. Il y eut pour les 102 départements français 3521 675 suffrages qui acceptaient l'hérédité et 2569 votes négatifs. La commission spéciale du Sénat chargée du dépouillement des registres publia comme annexe à son procès-verbal du 15 brumaire an XIII (6 novembre 1804), le relevé des votes par départements et par arrondissements, indication importante qui nous fait défaut pour l'an VIII et l'an X³. Ce tableau donne pour l'Ille-et-Vilaine un total de 20780 suffrages, soit 20769 oui et 11 non⁴. Le détail des votes du département se trouve aux Archives nationales⁵. Nous avons dressé le tableau sur le même plan que pour le plébiscite du Consulat à vie. En faisant le relevé de ces votes on obtient un total de 21205 suffrages exprimés, soit un chiffre supérieur de 425 votes à celui du tableau officiel. L'augmentation est sensible surtout pour l'arrondissement de Rennes, et la différence provient évidemment de certains registres envoyés tardivement et dont la commission sénatoriale déclare dans son procès-verbal n'avoir pas tenu compte.

1. Arch. nat., F¹C III, Ille-et-Vilaine, 9.

2. Arch. nat., B^{II} 850^B.

3. *Bulletin des Lois*, IV^e série. B. 21. 374.

4. Le dossier des Archives nationales B^{II} 853 donne un relevé général des votes avec un total un peu moindre : 3120546 oui et 2558 non. Dans la région de l'Ouest les votes négatifs furent les suivants : Côtes-du-Nord, 19 ; Finistère, 1 ; Morbihan, 1 ; Loire-Inférieure, 3 ; Mayenne, 2 ; Orne, 10.

5. Arch. nat., B^{II} 730^A, 730^B, 731^A, 731^B.

Les résultats généraux furent les suivants :

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE DE COMMUNES	COMMUNES AYANT VOTÉ	VOTES AFFIRMATIFS	VOTES NÉGATIFS	TOTAL	PRÊTRES AYANT VOTÉ
Fougères.	57	56	2 045	»	2 045	41
Montfort.	46	46	4 244	»	4 244	52
Redon.	46	41	2 095	»	2 095	35
Rennes.	78	70	4 368	4	4 372	108
Saint-Malo.	61	61	4 480	5	4 485	86
Vitré.	62	72	3 962	2	3 964	67
	350	336	21 194	11	21 205	389

Par rapport à l'an X on peut remarquer que le département comprend 350 communes au lieu de 351, parce que la petite commune de Cendres a été réunie à celle de Pleine-Fougères. Les votes de 14 communes manquent : dans l'arrondissement de Fougères, celle de Gosné ; dans l'arrondissement de Redon celles de Bruc, Langon, Saulnières, Saint-Ganton, Saint-Malo-de-Phily ; dans l'arrondissement de Rennes celles de Saint-Jacques-de-la-Lande, Thorigné. Vignoc, Chartres, Ercé, Gahard, Guipel, La Mézière.

TABLEAU H¹.

CANTONS	COMMUNES	NOMS DES MAIRES	VOTES AFFIRMATIFS	VOTES NÉGATIFS	PRÊTRES AYANT VOTÉ
ARRONDISSEMENT DE FOUGÈRES					
Antrain. Votants : 115 (753-181).	Antrain. La Fontenelle. St-Ouen-la-Rouërie. Tremblay. Chauvigné.	Perrin. Maltouche. Depasse. Verron. Fauchoux.	25 5 31 20 34		2 1 1
Bazouges-la-Pérouse. Votants : 338 (491-250).	Bazouges-la-Pérouse. Noyal-s-Bazouges. Saint-Rémy-du-Plein. Marcillé-Raoul. Rimoux.	Bonenfant. Benoist. Desseix. Binet. Morel.	146 61 8 80 43		1 1 1 1 1
Billé. Votants : 50 (142-3).	Billé. Combourtillé. Chienné. La Chapelle-St-Aubert. Vendel.	Jehannin. Sourdin. Derennes. Chevalier. Pérégault.	3 4 17 6 20		1 1
Fleurigné. Votants : 143 (690-137).	Fleurigné. Beaucé. La Chapelle-Janson. Le Loroux. Laignelet. Landéan. La Selle-en-Luitré.	Blanchet. Sieur de la Haye. Savary (Joseph). Lottin. Caro. Boismartel. Sieur de la Garie.	8 8 33 3 17 30 44		1 1 1 1 1 1
Fougères(intra muros). Votants : 258 (459-232).	Fougères.	Binet.	258		8
Fougères campagne. Votants : 39 (142-12).	Lecousse. Romagné. St-Sauveur-des-Landes.	Le Vannier. Couasnon. Perrin (Pierre).	14 11 14		1

1. Pour les votants trois chiffres sont indiqués : le premier désigne les votants de l'an XII ; entre parenthèses figurent d'abord le chiffre des votants pour le Consulat à vie, puis celui des votants de l'an VIII. Les comparaisons des trois plébiscites seront ainsi plus faciles. Les noms des municipalités cantonales non maintenues sont en italique, comme pour le tableau E. Les noms des maires soulignés sont ceux des magistrats municipaux qui n'étaient pas en fonctions en l'an X.

CANTONS	COMMUNES	NOMS DES MAIRES	VOTES AFFIRMATIFS	VOTES NÉGATIFS	PRÉFÈRES AYANT VOTÉ
Louvigné-du-Désert. Votants : 141 (468-485).	Louvigné. La Bazouges-du-Désert. Mellé. Parigné.	Gautier La Chaise. Lenglet. Brard. Froget de la Cornulais.	23 80 4 34		1
Parcé. Votants : 42 (238-18).	Parcé. Javené. Dompierre-du-Chemin. Luitré.	Chérel. Gillot. Lemonnier. Savary de la Veillerie.	13 14 5 10		1
St-Aubin-du-Cormier. Votants : 290 (745-110).	Saint-Aubin-du-C. Gosné. Mézières. St-Jean-sur-Couesnon. St-Marc-sur-Couesnon. St-Ouen-des-Alleux.	Plihon. Paraige. Ledelin. Tropée (Michel). Rouland. De la Noë.	44 manque 47 47 46 106		2 1 1
Saint-Brice-en-Coglès. Votants : 276 (522-0).	Saint-Brice-en-Coglès. St-Etienne-en-Coglès. La Selle-en-Coglès. Coglès. Montours.	Duhil. Deroyer. Tropée (Pierre). Berthelot. Faligot.	103 5 120 13 35		1 1 1 2 1
Saint-Georges-de-R. Votants : 245 (582-130).	Saint-Georges-de-R. Monthault. Poilley. Le Ferré. St-Germain-en-Coglès. Le Châtelier. Villamée.	Baron, notaire. Le Saint. Deprincey. Deshayes. Chevetel. Gouin-Germondaïs. Dupas.	13 18 9 8 127 47 23		1 1
Saint-Marc-le-Blanc. Votants : 108 (268-369).	Saint-Marc-le-Blanc. Baillé. Saint-Christophe-de-V. Le Tiercent. St-Hilaire-des Landes.	Simon. Begasse. Jousset. Guémain. Guillois.	18 3 38 10 39		1
56 communes ont voté sur 57.			2 045 ¹		41
ARRONDISSEMENT DE MONTFORT					
Bécherel. Votants : 587 (832-8).	Bécherel. Saint-Pern. Cardroc. Miniac. Landujan. Les Iffs. Saint-Brieuc-des-Iffs. La Chapelle-Chaussée. Irodouer.	Villeneuve. Grosset. Busnel (Jean). Bellier-Duverger. Tostivint (Joseph). Aubrée. Dubois. Busnel (Pierre). Pasdelou.	83 128 21 66 72 49 10 27 131		1 3 1 3

1. Le tableau de la commission sénatoriale porte 2 057.

CANTONS	COMMUNES	NOMS DES MAIRES	VOTES AFFIRMATIFS	VOTES NÉGATIFS	PRÊTRES AYANT VOTÉ
<i>Bédée.</i> Votants : 598 (765-163).	Bédée. Romillé. Clayes. Langan. Pleumeleuc.	Bufferan. Houdusse. Rastel. Guignard. Pichon.	221 106 83 108 80		4 3 1 1
<i>Bréal.</i> Votants : 182 (312-7).	Bréal. Saint-Thurial. Monterfil. Le Verger.	Bigot. Piel. Duault. Riand.	5 18 139 20		 1 1
<i>Gaël.</i> Votants : 259 (783-65)	Gaël. Saint-Malon. Bleruais. Muel.	<i>Fenoux</i> , anc. receveur. Lucas. Cathelinne. Cosnier.	8 90 47 114		 1 2
<i>Iffendic.</i> Votants : 645 (649-145).	Iffendic. Saint-Maugan. Boisgervilly. Saint-Gonlay.	Maudet (Mathurin). Le Gavre. Tribodet. Orain.	228 89 183 145		2 1 1 1
Montauban. Votants : 487 (972-83).	Montauban. Médreac. Saint-M'hervon. Saint-Uniac. Le Lou-du-Lac. La Chapelle-du-Lou.	<i>Trouessart</i> , anc. capit. Delaunay. <i>Gromilais</i> . Ronsin. Bellebon. <i>André</i> .	204 126 51 48 10 48		3 1 1 1
Montfort. Votants : 589 (549-64).	Montfort. La Nouaye. Talensac. Bréteil. La Chapelle-Thouar.	Lemarchand. Marquer. Guillou. Lesné. Dupont.	240 25 56 202 66		1 2 1 1
Plélan. Votants : 417 (790-50).	Plélan. Paimpont. Treffendel. Maxent. Saint-Péran.	Allaire. Robert. Crambert. Rouxel (Jean). Rallé.	195 40 48 61 73		3 3 1
Saint-Méen. Votants : 480 (863-11).	Saint-Méen. Quédillac. Le Crouais. Saint-Onen.	Michel. Gendrot. Renault. <i>Ferré</i> .	206 110 56 108		1 1
46 communes ont voté sur 46.			4 244 ¹		52

1. Ce chiffre est exactement celui que donnent une liste du sous-préfet et le procès-verbal sénatorial.

CANTONS	COMMUNES	NOMS DES MAIRES	VOTES AFFIRMATIFS	VOTES NÉGATIFS	PRÊTRES AYANT VOTÉ
ARRONDISSEMENT DE REDON					
Bain. Votants : 221 (366-0).	Bain. Pancé. St-Sulpice-des-Landes.	Barbotin. Gendrot. Bossard.	140 36 45		2 1
Baulon. Votants : 58 (419-0).	Baulon. Goven. Lassy.	Hénaud. Crespin. Fontaine.	5 25 28		
Bourg-des-Comptes. Votants : 598 (543-0).	Bourg-des-Comptes. Laillé. Saint Senoux. Guichen.	Coppalle. Lecomte. Dubois. Blouet.	22 272 232 72		2 1 1 1
Campel. Votants : 44 (197-0).	Campel. Louchel.	Motel. Paigard.	19 25		
Ercé-en-Lamée. Votants : 155 (196-10)	Ercé-en-Lamée. Lalleu. Tresbœuf.	Pehuet. Langlé. Paichoux.	17 52 86		1
Fougeray. Votants : 26 (284-0).	Fougeray.	Dubourg-Preverie.	26		
Guignen. Votants : 118 (769-13).	Guignen. Mernel. La Chapelle-Bouëxic.	Esnaud. Garel. Troufflard.	40 37 41		5 1 1
Guipry. Votants : 142 (76-15).	Guipry. Lohéac. Lieurou.	Gérard. Hunaut. Rozy-Gouvrière.	18 40 84		1 1
Le Sel. Votants : 94 (410-6).	Le Sel. La Couyère. Saulnières. Chanteloup. La Bosse.	Robert. Hersant. Chapelle. Brullé. Gérard.	12 6 manque 30 46		1 1
Maure. Votants : 214 (1 178-0).	Maure. Saint-Seglin. Comblessac. Les Brulais. St-Germain des-Prés.	Baudaire. Delannée. Vailland. Razé. Hue.	88 17 68 29 12		5

CANTONS	COMMUNES	NOMS DES MAIRES	VOTES AFFIRMATIFS	VOTES NÉGATIFS	PRÊTRES AYANT VOTÉ
<i>Messac.</i> Votants : 8 (9-15).	Messac.	<i>Merrier.</i>	8		
<i>Pipriac.</i> Votants : 40 (1 019-7).	Pipriac. Bruc. Saint-Ganton.	Rocher. Sorel. Hochard.	40 manque manque		
<i>Pléchâtel.</i> Votants : 104 (165-80).	Pléchâtel. Saint-Malo-de-Phily. Poligné.	<i>Regnault</i> , anc. officier. Jumel. Jouon-Dufeuil.	69 manque 35		1 1
<i>Redon.</i> Votants : 148 (300-96).	Redon. Bains.	Héry. <i>Goupil Piquelière.</i>	134 14		3
<i>Renac.</i> Votants : 92 (241-0).	Renac. Langon. Brain.	Doligné. Letournier. Derennes.	60 manque 32		1 2
<i>Sixt.</i> Votants : 33 (119-2).	Sixt. Saint-Just.	Lebeau. <i>Baudu.</i>	19 14		1
41 communes ont voté sur 46.			2 095 ¹		35
ARRONDISSEMENT DE RENNES					
<i>Belton.</i> Votants : 358 (582-6).	Belton. Melesse. Saint-Grégoire. Mouazé. La Chapelle-des-Foug.	Barbier. Philouze. Grallan. Esnaud. Lehuger.	42 140 145 26 5		1
<i>Bruz.</i> Votants : 342 (776-9).	Bruz. Chavagne. Chartres. Noyal-sur-Seiche. Châtillon-sur-Seiche.	Besnard. <i>Josse.</i> Paignon. <i>Mainquené.</i> Bouteiller.	30 262 manque 27 23		1 1
<i>Châteaugiron.</i> Votants : 250 (291-188).	Châteaugiron. Domloup. Nouvoiton. Veneffles. Saint-Aubin-du-Pavail.	Denis. <i>Monnier.</i> Ruffault. Michelais. Jameux.	21 37 123 39 29	1	2 1

1. Un relevé du sous-préfet ne porte que 1 667 suffrages, mais il faut ajouter les votes de 4 communes adressés ultérieurement. De plus, le relevé indique seulement pour Laillé 27 suffrages approuvés : il faut ajouter 245 autres votes émis sur une liste de notaire. On arrive ainsi à un total de 2 095 fort analogue au chiffre qui figure dans le procès-verbal de la commission sénatoriale (2 097).

CANTONS	COMMUNES	NOMS DES MAIRES	VOTES AFFIRMATIFS	VOTES NÉGATIFS	PRÊTRES AYANT VOTÉ
<i>Corps-Nuds.</i> Votants : 291 (774-8).	Corps-Nuds. Bourgharré. Orgères. Saint-Erblon. Saint-Armel.	Chauvel. Deshayes. Barbier. Gérard. Desnos.	17 117 66 62 29		1 1 1 1 2
<i>Dingé.</i> Votants : 84 (82-0).	Dingé. Lanrigan. Québriac.	<i>Le Compte.</i> Barbier. Frété.	4 15 65		1 1
<i>Dourdain.</i> Votants : 389 (263-426).	Dourdain. La Bouexière. Livré.	Rageul. Vallée. Bellier.	98 46 245		1 2 2
<i>Gevezé.</i> Votants : 215 (349-0).	Gevezé. La Mezière ¹ . Montreuil-le-Gast. Parthenay. Pacé.	<i>Hude</i> , notaire. <i>Lefevure.</i> Guérin. Delys. <i>Boris.</i>	22 manque 75 26 92		1
Hédé. Votants : 156 (258-27).	Hédé. Bazouges-sous-Hédé. Saint-Symphorien. Saint-Gondran. Vignoc. Langouet. Guipel.	Gersin. <i>Pollet</i> , adjoint. Josse. <i>Desvallées.</i> Heurtault. Eon. Chabot.	61 6 3 2 manque 84 manque		1 1
Janzé. Votants : 188 (465-34).	Janzé. Amanlis. Brie.	Le Sire. Monnier. Le Coq.	39 109 40		2 2
L'Hermitage. Votants : 237 (490-11).	L'Hermitage. Le Rheu. Saint-Gilles. Vézin. Mordelles. Moigné. Cintré.	<i>Pilard</i> , entrepreneur. <i>Liméul.</i> Froger. Louazel. Agaësse (Paul). Agaësse (Olivier). Burel.	32 24 44 6 38 26 67		1 2 1 2 2
Liffré. Votants : 137 (441-34).	Liffré. Saint-Sulpice-la-Forêt. Chasné. Ercé, près Liffré.	<i>Lemoine</i> , négociant. Elie. Touffait. <i>Cotterel.</i>	38 31 68 manque		

1. Le maire fait observer que personne ne s'est présenté pour voter.

CANTONS	COMMUNES	NOMS DES MAIRES	VOTES AFFIRMATIFS	VOTES NÉGATIFS	PRÊTRES AYANT VOTÉ
<i>Noyal-sur-Vilaine.</i> Votants : 271 (676-84).	Noyal. Brécé. Servon. Acigné. Thorigné.	Hardouin. Briantais. Durocher. Ridouel, receveur de l'enregistrement. Avenant.	132 50 29 60 manque		1
<i>Piré.</i> Votants : 68 (140-24).	Piré. Boistrudan. Chancé.	Colliot. Geslin. Moulin.	30 16 22		2 1 1
Rennes (intra muros). Votants : 839 (868-1 308).	Rennes.	Lorin.	837	2	60
Rennes (extra muros). Votants : 143 (388-26).	Cesson. Vern. Chantepie. St-Jacques-de-la-Lande. Montgermont.	Macé. Texier. Dumont. Tézé. Lebreton.	26 7 9 manque 101		1
St-Aubin-d'Aubigné. Votants : 262 (631-146).	St-Aubin-d'Aubigné. Chevaigné. Saint-Germain-sur-Ille. Saint-Médard-sur-Ille. Montreuil-sur-Ille. Aubigné. Andouillé.	Letourbillon. Mondehaire. Philouze. Leguay. Vigou. Perras. Deguillard.	46 39 34 30 60 24 29	1	2 1 1 1 1 1 1
<i>Sens.</i> Votants : 141 (505-200).	Sens. Vieuxvy-sur-Couesnon. Gahard. Romazy. Feins.	Poussin. Hubert. Perrussel. Joulain, agent fores- tier. Prevel.	21 22 manque 6 92		1 1 1
70 communes ont voté sur 78.			4 368	4	108
ARRONDISSEMENT DE SAINT-MALO					
Cancale. Votants : 206 (252-170)	Cancale. Saint-Coulomb. St-Benoît-des-Ondes. St-Meloir-des-Ondes.	Avice. Fournier de Bellevue, ancien capitaine. Ogier. Guyot.	93 83 15 15		1 1 1

CANTONS	COMMUNES	NOMS DES MAIRES	VOTES AFFIRMATIFS	VOTES NÉGATIFS	PRÊTRES AYANT VOTÉ
Châteauneuf. Votants : 262 (367-178).	Châteauneuf. St-Jouan-des-Guérets. Saint-Père. Bonnaban. Saint-Guinoux. Saint-Suliac. La Gouesnière.	Guézet La Fontaine. Magon. Tasset. Lecoulant. Bourdelaïs. Gaultier-Revaudais. Fouré.	36 24 12 14 59 100 17		1 2
Combourg. Votants : 486 (425-192).	Combourg. Trémehuc. Saint-Léger. Lourmais. Cuguen. Bonnemain. La Chapelle-aux-Filzm.	Lodin. Meignan. Lourmas. Delahaye. Gaucher. Huet. <i>Rubillon</i> , avocat.	350 5 16 3 31 60 17	4	7 1 2 1 1
Dol. Votants : 438 (860-5).	Dol. Mont-Dol. Epiniac. Roz-Landrieux. Baguer-Pican. Baguer-Morvan.	<i>Denoual</i> , médecin. Provost. Bertrand. Daumer. Marié. Genest.	176 4 100 39 74 45		5 2 2
<i>Le Vivier</i> . Votants : 128 (249-22).	Le Vivier. Hirel. La Fresnaye. Lillemer.	Genée. Turmel. Pellé. Collet.	73 10 22 23		1 2 1
<i>Miniac-Morvan</i> . Votants : 354 (731-339)	Miniac-Morvan. Plerguer. Tressé. Plesder.	Roger. Bourgeault. Maingard. Chauchix.	120 117 78 39		1 1 1
<i>Paramé</i> . Votants : 142 (294-95).	Paramé et Saint-Ideuc.	Daguet.	142		3
<i>Pleurtuit</i> . Votants : 96 (291-52).	Pleurtuit.	<i>De La Bouexière</i> , anc. capitaine.	96		4
<i>Roz-sur-Couesnon</i> . Votants : 336 (623-218).	Roz-sur-Couesnon. Cherruëix. Saint-Broladre. Saint-Marcan. Saint-Georges-de- Sains. [Grehaigne	Fauvel. Plainfossé. Guillery. Goblé. Serel. Dos.	84 79 78 67 9 18	1	2 1 1 1 2

CANTONS	COMMUNES	NOMS DES MAIRES	VOTES AFFIRMATIFS	VOTES NÉGATIFS	PRÊTRES AYANT VOTÉ
Saint-Enogat. Votants : 161 (348-124).	Saint-Enogat. Saint-Briac. Saint-Lunaire.	Lhôtelier. Besnard. Marchix.	100 36 25		1 2
Saint-Malo. Votants : 429 (654-508).	Saint-Malo.	De Brecey.	429		15
St-Pierre-de-Plesquen. Votants : 317 (643-452).	Saint-Pierre. Lanhelin. Meillac. Pleugueneuc.	Henry. Corvaisier. Rozé. Radoux.	182 24 26 85		2 2
Saint-Servan. Votants : 282 (152-274).	Saint-Servan ¹ .	Pointel.	282		3
Tinténiaç. Votants : 386 (499-181).	Tinténiaç. La Baussaine. Saint-Domineuc. Trévérien. Longaulnay. Saint-Thual. Trimer.	Perrin. Dupré. Roquet. Durand. Regnault. Briot. Robert.	138 6 2 1 69 156 14		1 1 1 1
Trans. Votants : 462 (547-176).	Trans. La Boussac. Vieuxviél. Pleine-Fougères et Sougéal. [Cendres.	Héron. Billot. Voisin. Bonhomme. Lambert.	28 10 143 90 191		2 1 1 3
61 communes ont voté sur 61.			4 480 ²	5	86
ARRONDISSEMENT DE VITRÉ					
Argentré. Votants : 208 (675-0).	Argentré. Le Pertre. Etréolles.	Ravenel. Leroy. Ramanger.	16 122 70		2 3
1. Le maire fait remarquer l'absence de plus de 1 500 marins. 2. Ce chiffre est exactement celui qui portent la liste du sous-préfet de Saint-Malo, et le procès-verbal de la commission sénatoriale.					

CANTONS	COMMUNES	NOMS DES MAIRES	VOTES AFFIRMATIFS	VOTES NÉGATIFS	PRÊTRES AYANT VOTÉ
Châteaubourg. Votants : 232 (452-30).	Châteaubourg. Marpiré. Saint-Jean-s-Vilaine. Broons-s-Vilaine. Saint-Didier. Saint-Melaine.	Androuin. Gautrais. Bouvier. Guillaume. Marquet. Géby.	53 52 23 67 16 21		1 1 1 1 1
Châtillon-en-Vendelais. Votants : 520 (775-0).	Châtillon. Montaour. Montreuil-des-Landes. Princé. Balazé. St-Christophe-des-Bois.	Blanchet. Restif. Barrier. Blanchet. Moreau. <i>Cochet</i> , chirurgien.	151 30 52 91 160 36		2 2 2
Domagné Votants : 136 (414-12).	Domagné. Ossé. La Valette. Chauméré.	Lajat. Baron. <i>Bouthémy</i> . Battais.	34 40 7 55		2
Domalain. Votants : 306 (178-117).	Domalain. Bais. Moutiers.	Hardy. <i>Monnier</i> , tanneur. <i>Pilier-Guéraudière</i> .	284 8 14		1 1 1
Gennes-sur-Seiche. Votants : 368 (571-52).	Gennes-sur-Seiche. St-Germain-du-Pinel. Brielles. Aailles.	Gastinel. Orhand. Hévin. Malherre.	233 67 62 6		1 1 1
Izé. Votants : 382 (593-3).	Izé. Mécé. Champeaux. Landavran. Le Taillis.	Fesselier. Beaugendre. Gallon. Gardan. Taillé.	82 125 51 45 79		1 1 1 1
La Chapelle-Erbrée. Votants : 667 (833-0).	La Chapelle-Erbrée. Bréal. Erbrée. Saint-M'hervé. Mondevert.	Busson. Levrot. Coueffé. Derommagné. <i>Tiriau</i> .	91 33 266 196 81		1 1 2
La Guerche. Votants : 170 (484-191).	La Guerche. La Selle-Guerchaise. Chelun. Drouges. Moussé.	Piel. Chrétien. Havard (Joseph). Drouelle. Guérois.	69 27 13 39 22		2 1 1

CANTONS	COMMUNES	NOMS DES MAIRES	VOTES AFFIRMATIFS	VOTES NÉGATIFS	PRÊTRES AYANT VOTÉ
<i>Le Theil.</i> Votants : 39 (465-266).	Le Theil. Essé. Sainte-Colombe. Thourie.	Bouttier. <i>Demée.</i> Harel. <i>Verron.</i>	6 10 1 22		1 2
<i>Louvigné-de-Bais.</i> Votants : 202 (502-53).	Louvigné-de-Bais. Cornillé. St-Aubin-des-Landes. Torcé. Vergéal.	Desvaux. <i>Testard.</i> Rétif. Corbeau. Robin.	17 58 70 12 45		1 1 1
<i>Marcillé-Robert.</i> Votants : 46 (151-98).	Marcillé-Robert. Visseiche. Moulins.	Fournier-Migaudie. Lamoureux. <i>Roussigné.</i>	12 14 20		1
<i>Martigné-Ferchaud.</i> Votants : 179 (532-19).	Martigné-Ferchaud. Eancé. Forges.	Ducrest. Jousselin. Beaugeard.	118 49 12		1
Retiers. Votants : 64 (189-603).	Retiers. Coesmes. Arbressec.	Jaunay. Bercegeay. Giré.	10 11 43		3 2 1
Vitré. Votants : 445 (824-216).	Vitré. Pocé. Montreuil-s-Pérouse.	<i>Lemoine de la Borderie.</i> Perrussel. <i>Guesdon.</i>	262 43 140	2	16
62 communes ont voté sur 62.			3 962	2	67

L'examen de ce tableau nous conduit à des remarques intéressantes, si nous le comparons à celui du plébiscite de l'an X. D'abord on constate que le chiffre des votes négatifs est devenu presque insignifiant : il y avait eu dans l'Ille-et-Vilaine 72 opposants à l'établissement du Consulat à vie, 11 seulement ne veulent pas sanctionner l'hérédité impériale. Quant aux votes approuvatifs, ils nous témoignent une augmentation très sensible pour les suffrages du clergé : 389 prêtres, curés ou desservants de succursales, c'est-à-dire la majeure partie des ecclésiastiques pourvus de fonctions officielles

dans le département, s'empressent de reconnaître l'établissement de l'Empire, et parmi eux l'évêque, tout le chapitre de la cathédrale Saint-Pierre à Rennes, et les curés des grandes églises de la ville épiscopale, tandis que le plébiscite de 1802 n'avait recueilli que 39 suffrages du clergé. A Vitré on relève les signatures de Breteau de la Gueretterie, curé de Saint-Martin et de François Levêque de la Mesrie, curé de Notre-Dame ; à Dol, celle de l'abbé François Symon, à Retiers, celle du curé Lancelot, tous deux anciens députés à l'Assemblée constituante ; d'ailleurs les très rares prêtres, anciens membres du clergé constitutionnel, qui ont pu garder leur ministère, votent comme leurs confrères, et cette unanimité du clergé est l'effet naturel du Concordat. Les ecclésiastiques donnent l'exemple de cette admirable discipline qui est l'une des principales forces de l'Église romaine. Une fois le mot d'ordre venu de l'évêché, à tous les degrés de la hiérarchie, depuis le chanoine de Rennes jusqu'à l'humble desservant d'une paroisse rurale, ils votent tous pour l'allié de la papauté, ils signent en tête de liste sur les registres des municipalités, pour entraîner les suffrages des populations encore dociles à leurs inspirations ; ils sanctionnent avec empressement ce régime impérial auquel la présence de Pie VII, à Notre-Dame, assurera bientôt l'alliance et la consécration officielles de l'Église.

Mais en revanche, si nous considérons l'ensemble du plébiscite, on est frappé du nombre restreint des votants¹. Pour le Consulat à vie, 40 866 suffrages avaient été exprimés ; en 1804, il n'y en a plus que 21 205 ; c'est-à-dire que la moitié des électeurs de 1802 se sont abstenus. Quelle est la raison de cette différence surprenante ? Nous sommes un peu réduits aux conjectures par la rareté des documents. Cependant dans une lettre à Mounier, le sous-préfet de Fougères se plaint de l'insouciance singulière de ses administrés² ; à Coglès, le maire Berthelot fait observer en note sur le registre qu'il n'y a que 13 votes affirmatifs pour sa commune, et il ajoute : « mais je suis sûr qu'ils consentent tous, car les laboureurs *veulent bien tout ce que l'on veut*. » A Saint-Jacques-de-la-Lande et à La Mézière, communes de l'arrondissement de Rennes, les maires déclarent que personne ne s'est présenté pour voter. Assurément la population d'Ille-et-Vilaine était assez indifférente aux manifestations de la vie politique ; les registres n'avaient été ouverts que peu de temps chez

1. Dans 5 cantons seulement le nombre des votants est un peu supérieur aux chiffres de l'an X : Montfort, Bourg-des-Comptes, Guipry, Combourg, Saint-Servan (voir le tableau).

2. Arch. nat., B^{II} 730^B, lettre du 4 messidor an XII (23 juin 1804).

les juges de paix, les notaires et aux secrétariats des municipalités, et à une époque où les communications étaient longues et difficiles les cultivateurs n'avaient pas quitté les travaux des champs pour venir voter dans les délais voulus ; cependant le plébiscite de 1802 avait eu lieu à la même époque de l'année, dans des conditions analogues, et les votants avaient été une fois plus nombreux. On arrive alors à conclure que la rareté des votes s'explique un peu par l'apathie de certains habitants et surtout par l'abstention commune des républicains et des royalistes. Ces derniers n'avaient évidemment pas voulu sanctionner l'hérédité impériale qui ruinait leurs espérances d'un retour à la dynastie légitime. Dans les listes de votes, nous avons vainement cherché les noms des nobles de la région, des anciens propriétaires du pays ; nous n'en avons trouvé que quelques-uns, une dizaine au plus, principalement dans l'arrondissement de Rennes, et parmi eux, de Tredern, Hay des Netumières, Gouyon de Vaurouault, ancien officier de marine¹. Ce sont les ralliés, ceux qui acceptent les avances des fonctionnaires de Bonaparte et espèrent être employés par l'empereur.

Mais la plupart des royalistes déçus dans leurs rêves de restauration bourbonnienne, des amnistiés de floréal, revenus depuis peu dans le département, s'abstiennent, et avec eux leurs fermiers et les gens qu'ils font vivre. Quant aux républicains mécontents, il en est peu qui osent, comme Sylvain Codet, exprimer leur opposition sur des registres ouverts à tous les regards, et rompre en visière au maître déjà tout-puissant de la France. Codet, juge au tribunal d'appel de Rennes, n'avait pas voulu voter le Consulat à vie, et quelques-uns de ses collègues avaient imité sa franchise² : cette fois il reste seul. Dans la colonne réservée aux votes négatifs, il écrit *non* en caractères lisibles et tracés d'une main ferme, et il justifie son vote³. « Peut-être suis-je dans l'erreur sur la grande question politique qui nous est présentée : il peut se faire qu'un jour, je voie autrement, mais quant à présent ne pouvant dire oui, sans trahir ma façon de penser, ce qui me rendrait méprisable à mes propres yeux, à ceux du peuple, et de Napoléon lui-même je dis, non. Rennes, 19 prairial (8 juin 1804). »

Beaucoup d'autres assurément n'ont pas eu les scrupules et le courage de ce magistrat rennais ; ils se laissèrent ignorer sans vouloir

1. Celui-ci exprima deux fois son vote, à Bruz et à Rennes (registre du notaire Pocquet).

2. Voir chapitre XI.

3. Arch. nat., BII 730 A, sur le registre déposé au greffe du tribunal d'appel, il y a 63 votes affirmatifs et 1 négatif, celui de Codet.

lutter contre l'inévitable. Ne soyons d'ailleurs pas trop sévères pour ceux qui donnèrent leurs suffrages à l'homme favorisé de la fortune que la victoire ne cessait de combler de ses dons ; en approuvant la politique et les ambitions de Napoléon, beaucoup d'entre eux crurent sincèrement travailler à la prospérité et à la grandeur de la France. Ce fut certainement la pensée de tous les députés d'Ille-et-Vilaine, anciens ou récents, Corbinais, Rallier, président de l'assemblée cantonale de Fougères et l'ancien préfet Borie, qui vint voter au secrétariat de la mairie de Rennes.

Le 11 prairial an XII (31 mai 1804) Mounier jure officiellement fidélité au nouvel empereur. C'est le dernier acte important de sa vie politique. Sa signature est tremblée, presque sénile¹. Depuis longtemps déjà sa santé demeurait précaire ; le climat humide de la Bretagne, l'atmosphère souvent lourde de Rennes, ne convenaient guère à son tempérament de dauphinois, avide de l'air vif des hautes montagnes. Les fatigues incessantes d'une administration très chargée avaient achevé de le débilitier. Au début de 1805 Napoléon l'appelait au Conseil d'État et le remplaçait à la tête du département par Bonnaire, déjà préfet de la Charente.

1. Arch. nat., F1B1 156/27.

CONCLUSION

Un célèbre professeur de l'Université de Leipzig, M. Ostwald, lauréat du prix Nobel, a pu écrire récemment : « La France a donné au reste de l'Europe l'exemple d'une forte concentration, aussi bien des individus que du territoire, et elle a en plusieurs siècles récolté le bénéfice de cette concentration. Puis à la fin du ^{xviii}^e siècle elle a affranchi les larges couches du peuple, les a appelées à la vie politique et par là, dans ce même domaine politique, elle a servi d'exemple au reste de l'Europe. » Cette juste appréciation de notre histoire nationale explique en grande partie le rôle et la prodigieuse fortune de Napoléon. Il a eu à la fois une intelligence exacte de la tradition française et une compréhension très nette des nécessités de son époque. L'établissement du système administratif fortement centralisé dont nous venons d'examiner de près l'origine et le fonctionnement dans un département breton a fait de lui le conservateur avisé du passé national. Ses préfets et sous-préfets sont les continuateurs des intendants et des subdélégués de l'ancien régime ; mais en même temps il fut aussi l'homme de l'avenir : malgré son tempérament autoritaire et plus tard malgré son despotisme impérial, il fut bien l'écu que la France nouvelle salua de ses acclamations et de ses suffrages, parce qu'il maintenait la grande œuvre révolutionnaire, l'égalité des citoyens et la souveraineté du peuple. Il réalisait un idéal cher aux Français : la concentration du pouvoir, héritage de la tradition royale, et l'émancipation démocratique, issue de toute la pensée philosophique du ^{xviii}^e siècle.

Voilà pourquoi il eut tant de ralliés autour de lui ; beaucoup d'anciens conventionnels le secondèrent avec une entière sincérité, comme Jeanbon Saint-André, préfet du Mont-Tonnerre, qui approuva sans réserve le gouvernement consulaire : « Depuis l'arrivée de Bonaparte aux affaires, disait-il, tout dans la République marchait d'un pas uniforme et régulier ; le gouvernement avait repris sa dignité et l'administration sa force¹. » Nous avons vu par l'étude détaillée

1. Levy-Schneider, *Jeanbon Saint-André*. Révolution française, 14 mai 1901.

des suffrages plébiscitaires dans chaque commune que la plupart des républicains d'Ille-et-Vilaine pensèrent de même. Le personnel révolutionnaire accepta volontiers les nouvelles fonctions administratives ; tous les partisans des idées nouvelles, modérés et patriotes se firent les auxiliaires de la politique centralisatrice et autoritaire du premier Consul. Le résultat fut d'ailleurs le même dans le département voisin des Côtes-du-Nord : le gouvernement napoléonien s'y présente également comme le successeur naturel de la Révolution¹. L'Ille-et-Vilaine est administrée par les anciens élus de l'époque révolutionnaire. Les lois napoléoniennes sont appliquées par les mêmes personnages qui ont mis en pratique les lois de la Constituante et de la Convention.

De sorte qu'au terme de cette étude nous partageons forcément l'illusion des contemporains. Les progrès réalisés dans le département sont considérables : à la place d'une administration courageuse, bien intentionnée, mais souvent impuissante et toujours mal obéie, un véritable chef dirige les affaires. Le pouvoir absolu du préfet est tempéré par la surveillance constante du Premier Consul et aussi par les traditions du pays que représentent les membres des divers conseils locaux ; des tribunaux régulièrement constitués, avec des magistrats inamovibles, font respecter la justice et la sécurité publique est complète. Depuis l'an VIII la conscription n'a encore touché que très légèrement l'Ille-et-Vilaine. Aussi la population s'est accrue très sensiblement. En l'an IX il n'y avait eu que 2841 mariages ; en l'an X il y en eut 4047. Ce chiffre presque double est la meilleure preuve du retour de la tranquillité. Une population d'abord assez défiante donne peu à peu ses sympathies au gouvernement consulaire. La population totale du département s'élève au début de l'empire, en thermidor an XII (août 1804), à 509397 habitants. C'est une augmentation de 20551 habitants par rapport au chiffre de l'an VIII. En l'an X il y a eu 16589 naissances². Une étude détaillée des chiffres fournis pour chaque commune dans notre tableau B permet de faire la comparaison entre 1800 et 1804. Toutes les communes importantes ont vu augmenter le total de leurs habitants ; seules quelques anciennes municipalités cantonales de l'arrondissement de Redon, le plus pauvre du département, sont en déficit, telles que Fougeray, Messac, Pléchâtel, Renac et Sixt. La population rennaise a augmenté. Le produit de l'octroi de la ville présente un

1. Dubreuil, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*. Paris, 1909.

2. Arch. dép., 17 M². Arch. nat., F²⁰ 36.

accroissement significatif : en l'an VIII il ne s'élevait qu'à 533 13 francs, en l'an IX il atteint 132 436 francs, en l'an XI, 155 000 francs¹.

Le développement de la prospérité était donc indéniable. On s'explique la satisfaction des habitants d'Ille-et-Vilaine quand ils regardaient autour d'eux leur département, cette petite patrie qui leur était si chère, et leur contentement devenait de l'enthousiasme quand ils voyaient plus loin vers les frontières de la grande patrie la gloire française, dont l'éclat rayonnait à toutes les colonnes du modeste *Journal d'Ille-et-Vilaine* rédigé par le citoyen Chausseblanche, quand il annonçait les messages de victoires fréquentes que transmettait le télégraphe aérien de la cathédrale malouine, Il y eut certainement des jours radieux pour les âmes de nos ancêtres. Aussi oubliant le triste avenir impérial, nous admirons avec eux le héros français du Consulat, et un rapprochement se présente naturellement à l'esprit. La France républicaine de 1804 rappelait par sa gloire et son hégémonie européenne, la France royale de 1661. On peut s'imaginer un Louis XIV usant de sa toute-puissance pour le bien de son peuple avec une sage modération : il écoute les avis du plus grand de ses ministres, le travailleur acharné, Colbert ; il réforme le lourd système fiscal fondé sur l'inégalité des Français ; il garde vis-à-vis de l'Allemagne la prudente politique de Mazarin et de Hugues de Lionne. De même on peut rêver avec nos pères de 1804 un Bonaparte gardant la simplicité consulaire : il développe par la paix les richesses nationales, il affermit par de solides alliances en Europe les frontières naturelles de l'ancienne Gaule enfin reconquises. Malheureusement en 1661 comme en 1804, c'était le rêve ! La réalité dans un cas comme dans l'autre fut lamentablement différente. L'excès d'ambition, l'intérêt personnel perdirent une fois de plus la situation incomparable de notre France pour le plus grand mal de cet admirable pays si plein d'abnégation et de ressources ! On eut la ruine de l'agriculture et du commerce, l'épuisante conscription militaire pour obtenir d'éphémères conquêtes. En septembre 1811 le sous-préfet de Rennes, Huchet de Cintré, écrira : « Le commerce est languissant et presque nul dans ce département ; les fils et les toiles sont de 15 à 30 pour 100 au-dessous des prix qu'on en obtenait en temps de paix : le miel de 10 à 15 pour 100 au-dessous des anciens cours. L'agriculture n'a éprouvé aucune amélioration dans ses moyens². » Les préfets ne seront plus comme Borie et Mounier

1. Arch. dép., série O.

2. Arch. dép., 22 M 19.

des administrateurs avisés. L'activité du préfet impérial Bonnaire ne pourra plus s'exercer que pour le recrutement et la levée des impôts. Plus d'encouragement à l'agriculture, plus de sollicitude à l'égard des arts utiles, plus de moyens pour créer des établissements industriels nouveaux. Nos ennemis, observateurs attentifs et jaloux, ne s'y trompèrent pas : le général prussien Clausewitz écrivait après Iéna : « Sous ce gouvernement destructeur de Napoléon *toute vie commerciale est morte*... ; les fonctions civiles sont entre les mains de quelques centaines de préfets et de sous-préfets que le caprice impérial a nommés. Tout leur zèle consiste à *faire exécuter promptement les ordres pour l'armée* »¹. »

Il est donc incontestable, selon le sévère jugement d'Auguste Comte que « Napoléon investi par la fortune d'un pouvoir matériel et d'une confiance morale qu'aucun autre législateur moderne n'a réunis au même degré en fit un usage profondément pernicieux ». Toutefois la conclusion de cette étude d'histoire provinciale nous permet aussi de reconnaître qu'il continua la grande œuvre de la Révolution et qu'il en affermit les institutions nouvelles. Grâce à lui les généreuses espérances de la bourgeoisie libérale d'Ille-et-Vilaine en 1791 purent être réalisées. Nous lisons, en effet, dans une adresse mémorable rédigée par les administrateurs du département, le 4 février 1791, et envoyée à l'Assemblée Constituante, ces belles paroles : « Pendant des siècles les Bretons avaient su conserver leurs droits et leurs franchises contre l'autorité armée ou insinuante. La Patrie les a réclamés : à sa voix nos représentants les ont déposés sur son autel ; à sa voix nous avons confondu avec enthousiasme notre sort et nos destins avec ceux de tous les Français. Nous sommes un seul tout avec la France administrative, militaire et religieuse. »²

Cette adresse était signée par les neuf administrateurs : de la Grezillonaye, Hévin, Jacques Jan, Gaucher, Varin, Thomas, Robinet l'ainé, Petiet, procureur général syndic, Le Graverend, secrétaire général.

L'œuvre durable du premier Consul fut d'opérer cette fusion encore incomplète sous l'ancienne monarchie ; c'est par les institutions consulaires que le pays rennais, comme toute la Bretagne, fut incorporé à la France d'une manière indestructible.

1. K. Schwartz, *Leben des Generals von Clausewitz mit Briefen und Aufsätzen*. Berlin, 1878. 2 vol. I. 107. Clausewitz fut gardé prisonnier en France après Iéna.

2. Arch. dép., 5 S 1. Brochure de 16 pages. Rennes, chez Robiquet.

3. Des résultats analogues furent obtenus dans des régions encore plus réfractaires aux idées nouvelles. Voir Em. Gabory, *Napoléon et la Vendée d'après des documents inédits*.

TABLE SOMMAIRE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION..	v
Bibliographie générale.	XIII

PREMIÈRE PARTIE

L'Ille-et-Vilaine en 1799. La fin de l'administration centrale.

CHAPITRE PREMIER

L'ASPECT DU PAYS ET LES VILLES. LES DIVISIONS ADMINISTRATIVES DE 1790 ET DE L'AN III.

Sommaire et bibliographie détaillée.	I
I. — Les représentants d'Ille-et-Vilaine aux diverses assemblées de 1789 à 1799.	2
Aspect du pays, le sol, conditions d'existence, les routes, leur mauvais état, misère générale.	6
II. — Population en l'an VIII. État de l'agriculture.	9
Les forêts d'Ille-et-Vilaine.	11
Marais de Dol et de Redon.	13
L'industrie.	14
III. — Formation du département en 1790.	15
Tableau A. Organisation des districts.	15
Nouvelle division de l'an III.	19
Tableau B. Les municipalités cantonales avec les présidents de canton, les commissaires du Directoire, les chiffres de population en 1789, l'an VIII, l'an XII.	21
Situation des principaux centres urbains, Rennes.	36
Hédé, Bécherel, Châteaugiron.	38
Saint-Malo et Saint-Servan.	39
Les armements en course.	40
Tableau C. Les armements en course des ports de Saint-Malo et de Saint-Servan de l'an I à l'an X.	46
Dinard, Dol.	58
Fougères, Antrain, Vitré.	61
Les relais de postes aux chevaux.	63

CHAPITRE II

LES TROUBLES DE LA SECONDE CHOUANNERIE.

	Bibliographie détaillée.	64
I. —	La prise d'armes de 1799.	64
II. —	L'administration centrale en l'an VII.	67
	La responsabilité des communes.	67
	Les compagnies franches.	70
	L'application de la loi du 24 messidor an VII.	71
III. —	Les incursions des chouans.	74
	A Bain.	76
	A Redon.	78
	Accueil fait au coup d'État de brumaire.	80

CHAPITRE III

LES PREMIERS MOIS DU CONSULAT DANS L'ILLE-ET-VILAINE.

LE PLÉBISCITE DE L'AN VIII.

	Bibliographie détaillée.	81
I. —	Mission du représentant Challan dans l'Ille-et-Vilaine.	81
II. —	Politique de conciliation, négociations de Hédouville avec La Prévalaye.	84
III. —	La constitution est suspendue dans l'Ille-et-Vilaine. Brune, général en chef de l'armée de l'Ouest.	86
IV. —	Le plébiscite de nivôse.	91
	Tableau D. Étude du plébiscite.	92
V. —	Visite de Brune à Rennes. La nomination du 1 ^{er} préfet.	104

DEUXIÈME PARTIE

L'établissement du nouveau régime. La préfecture de Borie.

CHAPITRE IV

LES DÉBUTS DE LA NOUVELLE ORGANISATION.

	Bibliographie.	108
I. —	Borie : son caractère, sa carrière.	108
II. —	Les biens nationaux dans l'Ille-et-Vilaine. Inquiétude des acquéreurs. Bernadotte général en chef.	112
III. —	Le conseil de préfecture.	116
	Les sous-préfets.	118
IV. —	État des communes rurales. Influence des prêtres réfractaires.	118

CHAPITRE V

LA CONSCRIPTION EN L'AN VIII ET EN L'AN IX.

RELATIONS DU PRÉFET AVEC LES AUTORITÉS MILITAIRES.

	Bibliographie.	121
I. —	La loi du 17 ventôse. Régime spécial pour le département.	121

II. — Le maintien de l'état de siège.	125
III. — L'affaire du Mont Dol.	126

CHAPITRE VI

LA PREMIÈRE RÉUNION DU CONSEIL GÉNÉRAL EN L'AN VIII.

LA CRÉATION DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

Bibliographie.	132
I. — Le premier conseil général de 1790.	132
II. — Les conseillers généraux de l'an VIII.	133
III. — La session de l'an VIII.	136
IV. — Les conseils d'arrondissement et leurs attributions.	140

CHAPITRE VII

L'ADMINISTRATION PENDANT L'AN IX. LA MISSION DE BARBÉ-MARBOIS.

Bibliographie.	151
I. — Rapports de Borie avec Fouché et Chaptal. Organisation des municipalités.	151
II. — Organisation des tribunaux. Le tribunal d'appel de Rennes.	159
III. — Etat du département durant l'hiver de 1800.	169
IV. — Mission de Barbé-Marbois.	171
V. — Le tribunal spécial dans l'Ille-et-Vilaine.	175

CHAPITRE VIII

LA SITUATION RELIGIEUSE DANS L'ILLE-ET-VILAINE EN 1800 ET 1801.

Bibliographie.	179
I. — La politique de tolérance religieuse.	179
II. — Lutte du clergé réfractaire et du clergé insermenté. L'archevêque Le Coz. Le concile national de Paris.	183

CHAPITRE IX

L'INSTRUCTION PUBLIQUE AU DÉBUT DU CONSULAT.

L'ÉCOLE CENTRALE D'ILLE-ET-VILAINE.

Bibliographie.	188
I. — L'enquête sur l'instruction publique prescrite par le ministre de l'Intérieur.	187
II. — Les collèges du département avant la Révolution. Le jury d'instruction.	190
III. — L'école centrale. Ses professeurs. Ses cours.	193
IV. — Le procès des écoles centrales : réquisitoire du conseil général en l'an IX.	201

CHAPITRE X

LES LISTES DE NOTABILITÉS. LA FIN DE L'ADMINISTRATION DE BORIE.

Bibliographie.	208
I. — La loi du 13 ventôse an IX sur les élections.	208
II. — Les listes de notabilités.	210
III. — Réduction du nombre des justices de paix. Élections des nouveaux titulaires (décembre 1801).	218
IV. — Borie est appelé au Corps législatif.	222

TROISIÈME PARTIE

Les préludes de l'Empire. La préfecture de Mounier.

CHAPITRE XI

L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE EN L'AN X. LE PLÉBISCITE POUR LE CONSULAT A VIE.
LES ASSEMBLÉES CANTONALES ET LES COLLÈGES ÉLECTORAUX.

Bibliographie.	226
I. — Mounier : son caractère, sa carrière.	226
II. — La conspiration militaire des libelles.	227
III. — Session du conseil général en l'an X.	231
IV. — Plébiscite relatif au Consulat à vie.	233
<i>Tableau E.</i> Relevé des votes par communes. Noms des maires.	235
V. — Les assemblées cantonales et les collèges électoraux. Liste des membres.	248

CHAPITRE XII

L'APAISEMENT RELIGIEUX. L'APPLICATION DU CONCORDAT DANS L'ILLE-ET-VILAINE.

Bibliographie.	285
I. — M. de Maillé est nommé évêque de Rennes.	288
II. — M. de Maillé et l'abbé Bernard, curé de Notre-Dame de Vitré. Répartition des cures et succursales.	289
<i>Tableau F.</i> Les justices de paix, les cures et les succursales en 1803 et 1807.	295
III. — La lutte des deux clergés. L'application du Concordat dans une commune rurale, à Trémeheuc.	304
IV. — Le schisme de la Petite Église. Rétablissement des presbytères et des fabriques.	307

CHAPITRE XIII

L'INSTRUCTION PUBLIQUE. LE LYCÉE DE RENNES. LES ÉCOLES SECONDAIRES.

Bibliographie.	311
I. — La loi du 11 floréal an X. Les derniers jours de l'école centrale d'Ille-et-Vilaine.	311
II. — Organisation du lycée de Rennes.	314
Le personnel enseignant.	315
Inauguration solennelle ; le discours de Mounier.	317
III. — Les écoles secondaires.	320
IV. — Situation précaire de l'enseignement primaire.	323
<i>Tableau G.</i> Situation de l'enseignement primaire dans l'arrondissement de Fougères en 1804.	325

CHAPITRE XIV

L'ILLE-ET-VILAINE A LA FIN DE LA PÉRIODE CONSULAIRE.
LE PLÉBISCITE RELATIF A L'HÉRÉDITÉ IMPÉRIALE.

Bibliographie.	328
------------------------	-----

I. — Mesures de Mounier pour réduire la mendicité et développer la prospérité publique.	329
II. — Participation du département à l'exposition générale des produits français en l'an X.	333
III. — Mission de Gouvion Saint-Cyr dans l'Ille-et-Vilaine.	335
IV. — La préparation de l'Empire. Les adresses.	339
<i>Tableau H.</i> Relevé des votes pour le plébiscite de l'hérédité impériale, avec la comparaison des votes aux deux précédents, et les votes du clergé.	343
Mounier est appelé au conseil d'État, et remplacé par Bonnaire.	356
CONCLUSION.	357

Vu : le 24 novembre 1913.
Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,
A. CROISSET.

Vu
ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE ALPHABÉTIQUE¹

A

- Abrial, ministre de la Justice, 159.
- Administrations cantonales du département en 1799, 21 et suiv.
- Administration centrale du département en l'an IV, 191, note ; en l'an VIII, 67, 81 ; supprimée, 133.
- Adresses en faveur de l'Empire, 340.
- Agaësse (Paul), maire de Mordelles, 240, 348 ; président de l'assemblée cantonale, 266.
- Agaësse (Olivier), maire, de Moigné 240, 267, 348.
- Allain (abbé), député à la Constituante, 4.
- Allaire, maire de Plélan, 237, 259, 345.
- Amsinck, armateur à Saint-Malo, 156, 214 ; président de l'assemblée cantonale Saint-Malo, 273.
- Anger, substitut au tribunal d'appel, 166.
- Anger-Duplessis, membre du conseil général en 1790, 134.
- Anger du Grandbois, administrateur d'Ille-et-Vilaine, 67, 68 ; conseiller général, 136, 214 ; membre du collège départemental, 269.
- Anger-Loriais, juge de paix à Antrain, 219, 251.
- Antrain, canton, 16, 22 ; ville, 61 ; assemblée cantonale, 251 ; votes, 93, 235, 343.
- Argentré, canton, 19, 33 ; assemblée cantonale, 277 ; votes, 244, 351.
- Armateurs de Saint-Malo et de Saint-Servan, 46 et suiv.
- Armée de l'Ouest, 87, 89, 115, 173 ; supprimée, 223.
- Assemblées cantonales du département en l'an XII, 248, 251 et suiv.
- Assistance publique, 144.
- Aubin, censeur du lycée, 315.
- Aubrée (Antoine), conseiller de préfecture, puis receveur des contributions, 266.
- Aubrée (Louis), député au conseil des Cinq-Cents, 5 ; conseiller général, 136, 202, 214, 268.
- Aubrée (Louis-François), juge de paix à Hédé, 220, 265.
- Audoin de Kériner, juge au tribunal d'appel, 163.
- Aulard*, 20, 65, 66, 82, 83, 86, 120, 188.
- Avice, maire de Cancale, 157, 242, 349 ; président de l'assemblée cantonale, 271.

B

- Bagot, juge de paix à Saint-Aubin-d'Aubigné, 220.

1. Les noms en italiques sont ceux des auteurs cités au cours de l'ouvrage.

- Bain, district, 15; canton, 21, 219; assemblée cantonale, 260; ville occupée par les chouans, 76; votes, 238, 346.
- Banêat*, 2, 37.
- Barbé-Marbois, conseiller d'Etat, 171.
- Barbier, membre du collège départemental, 267.
- Barbier-Dupuis, conseiller général, 136, 214.
- Barbotin (Jacques), maire de Bain, 157, 238, 346.
- Baron, sous-préfet de Fougères, 118, 214, 251.
- Baston-Riboisière, général de brigade, 251.
- Bataillon franc d'Ille-et-Vilaine, 123.
- Baulon, canton, 18, 29; supprimé en 1801; votes, 238, 346.
- Baymé, administrateur du département 191, note; commissaire du Directoire, 67, 69, 82; sous-préfet de Redon, 118, 261.
- Bazin, juge de paix à Saint-Aubin-du-Cormier, 219, 255.
- Bazin-Bentynais, administrateur municipal de Rennes, 37.
- Bazouges-du-Désert (La), commune, 25, 73, 305.
- Bazouges-la-Pérouse, canton, 16, 22, 292, 304; supprimé en 1801; votes, 93, 235, 343.
- Beaugeard, commissaire du Directoire, 191; député à la Convention, 4; aux Cinq-Cents, 5; membre du collège départemental, 254.
- Beaulieu, conseiller d'arrondissement de Redon, 149, 214.
- Bécherel, canton, 17, 27; ville, 38; assemblée cantonale, 256; votes, 94, 236, 344.
- Bédée, canton, 17, 27; supprimé en 1801; votes, 94, 237, 345.
- Bégasse, commissaire du Directoire, 26; maire de Baillé, 236, 255.
- Bellevue (Comte de)*, 132, 145, 308.
- Bellier du Verger, conseiller d'arrondissement de Monfort, 148; maire de Miniac-sous-Bécherel, 236, 256.
- Bellouard, propriétaire au Sel, 264.
- Benaerts*, 2, 45.
- Bernadotte, général en chef, 115, 124, 129, 172, 228.
- Bernard (abbé), curé de Notre-Dame de Vitré, xv, 289.
- Berthelot, maire de Coglès, 236, 255, 344, 354.
- Berthier, ministre de la Guerre, 84, 126, 338.
- Berthois, président de canton, 35; conseiller d'arrondissement de Vitré, 149.
- Bertin, avocat, 11, 109; conseiller général en 1790, 134; membre du jury d'instruction, 191; conseiller de préfecture, 117; conseiller général en 1800, 136, 140, 214.
- Bertrand, professeur au lycée, 315.
- Bertrand-Lemême, 46, 59.
- Betton, canton, 18, 30; supprimé en 1801; votes, 96, 239, 347.
- Beyssac, général de brigade, 126.
- Béziel, conseiller d'arrondissement de Rennes, 147; juge de paix à Rennes, 220, 270.
- Biard, juge de paix à Fougères, 219.
- Biens nationaux, ventes, 113, 114.
- Biget (Achille), 337.
- Bigot, juge de paix à Bain, 219, 260.
- Bigot-Préameneu, conseiller d'Etat, 256.
- Bigot-Préameneu, sous-inspecteur des forêts, 214.
- Billard-du-Gage, conseiller général en 1790, 135.
- Billé, canton 16, 24; supprimé en 1801; votes, 93, 235, 343.
- Binet, maire de Fougères, 156, 184; président d'assemblée cantonale, 252.
- Binet, architecte de la ville de Rennes, 37, 317.
- Binet (René), professeur à l'école centrale, 200; au lycée, 315.
- Blanchard (abbé), curé de Trémeheuc, 306.
- Blanchet, suppléant à la Législative, 4.
- Bléry (abbé de), curé de Saint-Pierre-de Rennes, 295.

Blérye, président du canton de Pléchâtel, 21 ; conseiller d'arrondissement de Redon, 149, 214 ; maire de Pléchâtel, 239 ; président de l'assemblée cantonale de Bain, 260.

Bleschamps, commissaire de la marine, 331.

Blin (fils), conseiller d'arrondissement de Rennes, 147, 271.

Blin, député aux Cinq-Cents, 5.

Blossier, 292.

Blouet, président du canton de Bourges-Comptes, 21 ; maire de Guichen, 239, 346.

Bobénil de Cherville (du), propriétaire, 214 ; président de l'assemblée cantonale de Rennes, Sud-Ouest, 269.

Bobons (bande des), 127.

Bodinier, suppléant à la Législative, 4 ; député aux Cinq-Cents, 5 ; législateur en 1801, 118, 213.

Boischapelle, conseiller d'arrondissement de Vitré, 149.

Boisgelin, archevêque de Tours, 288.

Boisguy (du), 65, 66, 91.

Bonaparte, premier consul, 79, 84, 86, 88, 90, 91, 110, 123, 133, 139, 178, 217, 247, 285, 312.

Bonaparte (Lucien), ministre de l'Intérieur, 87, 116, 119, 136, 153.

Bonnaire, préfet des Hautes-Alpes, 111, préfet d'Ille-et-Vilaine, 118, 282, 356.

Bonnal, négociant, administrateur de Rennes, 37 ; conseiller municipal, 158, 268.

Bonnamy, conseiller municipal de Rennes, 158, 268.

Bonnefoy, 132.

Borderie (de la), v, 13.

Borie, préfet d'Ille-et-Vilaine, vu, 105 ; son passé, 108 ; conseiller général en 1790, 134 ; membre du collège de département, 269 ; devient législateur, 223 ; vote l'empire, 356 ; sa mort, 224.

Bouaissier, député aux Cinq-Cents, 5 ; conseiller général, 136.

Bouexic (du), propriétaire, 260.

Bouexic-Bottelerais (du), propriétaire, 262.

Boulay-Paty, juge au tribunal d'appel, 163.

Boullaire de la Villemoisson, juge au tribunal d'appel, 165.

Boullemer, juge au tribunal criminel, 166.

Boullet, sous-préfet de Saint-Malo, 117, 214, 274.

Bourde de la Rogerie, 43.

Bourdet, conseiller d'arrondissement de Saint-Malo, 148.

Bourdonnay de Blossac (de la), propriétaire, maire de Rennes en 1808, 270.

Bourg-des-Comptes, canton, 15, 21, 238, 346 ; assemblée cantonale, 262.

Bosq (Paul), 227.

Bossis, juge au tribunal d'appel, 164, 269.

Bottinelli, 206.

Brager, conseiller d'arrondissement de Montfort, 214.

Braillard, professeur à l'école centrale, 199.

Bréal-sous-Montfort, canton, 17, 27 ; supprimé en 1801 ; votes, 95, 237, 245.

Brécey (de), maire de Saint-Malo, 156.

Bréteau de la Gueretterie (abbé), curé de Saint-Martin-de-Vitré, 300.

Brette (Armand), 4.

Brindejonc, commissaire du Directoire, 27, 257.

Briot-Champmorin, conseiller d'arrondissement de Montfort, 148, 214 ; juge de paix, 219.

Brune, général en chef, 87, 104, 115, 123, 180.

Bruz, canton, 15, 21 ; supprimé en 1801 ; votes, 240, 347.

Bufferan, conseiller d'arrondissement, 148 ; maire de Bédée, 237, 258.

C

Cambacérès, second consul, 136.

- Campel, canton, 18, 29; supprimé en 1801; votes, 238, 346.
 Canal d'Ille et Rance, 144.
 Cancalle, canton, 18, 32; assemblée cantonale, 271; votes, 99, 242, 349.
 Canonniers gardes-côtes, 333.
 Canut, rivière, 7.
 Carnot, ministre de la Guerre, 126, 129.
 Capitaines de corsaires, 46 et suiv.
 Carouge, 39.
 Carré (Guillaume), 199.
 Carrier, conventionnel, 3, 117.
 Causiez, professeur à l'école centrale, 192.
Chabot et Charléty, 318.
 Chaillou, conseiller général, 137, 202.
 Challan, député aux Cinq-Cents, en mission dans l'Ille-et-Vilaine, 83, 84, 89, 104.
 Chambre consultative des arts et manufactures à Rennes, 334.
 Chapelle-Erbrée (La), canton, 19, 34; supprimé en 1801; votes, 244, 352.
 Chaptal, ministre de l'Intérieur, 140, 153, 174, 210, 217.
 Chardel, conseiller général en 1790, 134.
 Chasles, juge de paix à Retiers, 221.
Chassin, 82.
 Châteaubourg, canton, 18, 34, 103; assemblée cantonale, 277; votes, 101, 244, 352.
 Châteaugiron, canton, 18, 30; ville, 38, 125; assemblée cantonale, 264; votes, 97, 240, 347.
 Châteauneuf, canton, 18, 32; assemblée cantonale, 272; votes, 99, 242, 350.
 Châtillon-en-Vendelais, canton, 19, 34; ville, 61; supprimé en 1801; votes, 244, 352.
 Chaumont, député à la Convention, 4.
 Chaumont, président de canton à Châteaugiron, 30, 38, 265.
 Chausseblanche, imprimeur, xv, 65, 72, 184, 199, 287, 359.
 Chauvin, juge de paix à Châteaubourg, 221.
 Cheffontaine (de), propriétaire, 276.
 Chénier (Marie-Joseph), 315.
 Chère, rivière, 7.
 Chesnel, juge au tribunal d'appel, 164.
 Chevalier, commissaire du Directoire, 30; juge au tribunal de Redon, 168, 264.
 Chevalier, président du tribunal de Montfort, 168, 215.
 Christophe, juge de paix à Vitré, 221.
 Cité (la), fort, 57, 333.
 Clausewitz (général), 360.
 Codet, député à la Législative, 4; juge au tribunal d'appel, 165, 246, 270, 355.
 Coglès, commune, 354.
 Collège royal de Rennes, 190.
 Colliot, président de canton à Piré, 27; maire de Piré, 240, 266, 349.
 Combourg, canton, 16, 22; assemblée cantonale, 272; votes, 99, 242, 350.
 Commissaires du Directoire en 1799, 21 et suiv.; leur situation en 1800, 112.
 Commissaires extraordinaires en l'an VIII, 83.
 Communaux (terrains), 11.
 Compagnies franches, 70, 71, 91, 122.
Comte (Auguste), 360.
 Conchée (la), fort, 57, 333.
 Concile national à Paris, 184.
 Concordat, 287.
 Condé, juge de paix à Dol, 221, 275.
 Coniac (de), propriétaire à Rennes, 260.
 Conseils de commerce à Rennes et à Saint-Malo, 174.
 Conseils d'arrondissement en 1800: attributions, personnel, 147.
 Conseil général en 1790, 134; en 1800, 136; attributions, 140; 1^{re} réunion en l'an VIII, 140; en l'an IX, 178; en l'an X, 231; demande d'un lycée, 313.
 Conseil d'Instruction publique, 198, 205.
 Conseil de préfecture, 116.
 Conseillers d'État en mission en 1801, 171, 174.

Conspiration des libelles, 228.
 Contributions mobilière et foncière de l'an IX, 141; de l'an XI, 232.
 Cor, conseiller d'arrondissement de Saint-Malo, 148, 273.
 Corbière, député aux Cinq-Cents, 5; conseiller général, 136, 202, 214, 268.
 Corbières (colline des), 331.
 Corbinais, député aux Anciens, 5, 139; notaire à Dol, 274; vote l'empire, 356.
 Cornudet, sénateur, 11, 329.
 Corps-Nuds, canton, 15, 22; supprimé en 1801; votes, 240, 348.
 Cosson, conseiller d'arrondissement de Saint-Malo, 148.
 Costard, vice-président du tribunal d'appel, 163, 214; membre du Collège du département, 269.
 Couannier, juge au tribunal d'appel, 164, 214, 269.
 Couédic (du), propriétaire, président de l'assemblée cantonale de Maure, 262.
 Coëffé, juge au tribunal d'appel, 163.
 Couesnon, rivière, 15, 172.
 Courné, professeur à l'École centrale, 193.
 Cournot, 206.
 Cousin, administrateur municipal de Saint-Servan, 39.
 Coutard, commissaire du Directoire, 25; maire de Saint-Aubin-du-Cormier, 236, 255.
 Croizé, député à la Législative, 4; président du tribunal de Vitré, 167, 215; conseiller d'arrondissement, 148.
 Croizé des Essarts, conseiller général en 1790, 135.
 Curés du département en 1803, 295.

D

Daguet, président de canton à Paramé, 32; maire de Paramé, 242, 350.
 Danet, conseiller d'arrondissement de Rennes, 147.

Danthon, professeur à l'École centrale, 192.
David, 132.
 Dazemard, conseiller d'arrondissement de Redon, 149.
 Debon, capitaine de corsaire, 58.
 Decombe, président de canton Rennes rural, 31; maire de Chantepie, 241.
 Decrès, ministre de la marine, 332.
 Defermon, député à la Constituante, 3; à la Convention, 4; conseiller d'État, 214, 251.
 Degennes-Lambert, juge au tribunal de Vitré; président de l'assemblée cantonale, 280.
 Degennes de la Vieuville, médecin à Vitré, président de l'assemblée cantonale, 279.
 Deguillard, président de canton à Saint-Aubin-d'Aubigné, 32; maire d'Andouillé, 241, 349.
 Delaborde, général de division, 229, 337, 338.
 Delaporte, juge au tribunal d'appel, 163.
 Delarue, proviseur du lycée, 315.
Delarue, 122, 286, 304.
 Delatouche, administrateur d'Ille-et-Villaine, 67, 68, 252.
 Delaunay, juge suppléant au tribunal criminel, 166, 246.
Delpech, dessinateur, 227.
Denier, 36.
 Denis, maire de Châteaugiron, 157.
 Denoual, maire de Dol, 350; président de l'assemblée cantonale, 274.
 Dépenses à la charge du département, 141.
 Deprincey, maire de Poilley, 236, 247, 254.
 Députés d'Ille-et-Villaine de 1789 à 1799, 3.
 Derennes, conseiller général en 1790, 135.
 Desbois, avocat, conseiller général en 1790, 134; président du tribunal d'appel, 162, 215; président de l'assemblée cantonale Rennes Sud-Est, 269.

- Deslandes (Michel), président de canton à Hédé, 31; président de l'assemblée cantonale, 265.
- Desnos, conseiller général en 1790, 135; député aux Cinq-Cents, 5.
- Despeaux, inspecteur général, 315.
- Despêcher-Guillemaut, président du tribunal de commerce de Saint-Malo, 273.
- Desprès-Duval, conseiller général en 1790, 135; conseiller d'arrondissement de Vitré, 148; notable, 215; président de l'assemblée cantonale de Retiers, 278.
- Dessuile (comte), 10.
- Devienne, commissaire du Directoire, 39.
- Dhenin, lieutenant de gendarmerie, 128.
- Dinard-Saint-Énogat, commune, 59.
- Dingé, canton, 16, 22; supprimé en 1801; votes, 240, 348.
- Diocèse de Rennes en 1803; cures et succursales, 295 et suiv.
- Districts d'Ille-et-Vilaine en 1790, 15.
- Dol, marais, 13; digues, 14; district, 16, 22; canton, 16, 23; ville, 59; conseil municipal, 138, 139; assemblée cantonale, 274; votes, 99, 242, 350.
- Domagné, canton, 19, 34; supprimé en 1801; votes, 101, 244, 352.
- Domalain, canton, 17, 26; supprimé en 1801; votes, 101, 244, 352.
- Don, rivière, 13.
- Doré, juge au tribunal de Montfort, 168, 258; conseiller d'arrondissement, 148.
- Dourdain, canton, 19, 34; supprimé en 1801; votes, 97, 240, 348.
- Dubignon, député à la Convention, 4; aux Cinq-Cents, 5.
- Dubourdieu, conseiller d'arrondissement de Vitré, 149.
- Dubourg-Préverie, commissaire du Directoire, 21; maire de Fougeray, 238, 261, 346.
- Du Breil de Pontbriand*, 65.
- Dubreuil*, v, 2, 358.
- Ducrest de Villeneuve*, vi.
- Dufresne, capitaine de corsaires, 58.
- Duguen, président de canton à Cancale, 32; maire, 157.
- Duguit et Monnier*, 247.
- Duhil-Bénazé, président de l'assemblée cantonale d'Antrain, 251.
- Duine (abbé)*, 60.
- Dulattay, conseiller général, 136.
- Dupasquier, président de la municipalité cantonale de Renac, 30, 86.
- Duplessis de Grenedan, conseiller de préfecture, 116; conseiller général, 136, 215, 274.
- Dupont (fils), administrateur des hospices de Rennes, 268.
- Dupont (Pierre), capitaine de corsaires, 56, 58, 332.
- Dupuy, président de canton à Messac, 21; conseiller d'arrondissement de Redon, 149.
- Dupuy (Paul)*, 167.
- Dupuy-Fromy (François), conseiller général, 137, 215, 273.
- Duquercron, commissaire du Directoire, 28, 259.
- Durocher, lieutenant de gendarmerie, 127.
- Duval, député à la Législative et à la Convention, 4.
- Duval Villebogard, juge au tribunal d'appel, 163.

E

- École centrale de Rennes, jury d'instruction, 191; professeurs, 192; installation, 194; budget, 196; exercices publics, 197; distribution des prix, 198.
- Écoles primaires du département, 189; de Rennes, 323; de l'arrondissement de Fougères, 324, 327.
- Écoles secondaires communales à Vitré, 321; à Fougères, 322; particulières, à Rennes, 322; à Saint-Malo, 323.
- Élie de la Primaudais, juge au tribunal d'appel, 164, 246.
- Émigrés amnistiés, 335.

Ercé en Lamée, canton, 15, 21, 95; supprimé en 1801; votes, 238, 346.
 Ernouf, général inspecteur, 124.
 Escolan père, conseiller d'arrondissement de Montfort, 148, 257.
 Escolan (Aimé), contrôleur des contributions à Montfort, 258.
 Escolan (Jacques), avoué à Montfort, 215, 258.
 Esnou, administrateur municipal à Rennes, 37.
 Even, secrétaire général de la préfecture, 116, 215, 227.
 Expositions générales des produits français, 175, 333.

F

Fabre, juge au tribunal d'appel, 164, 246, 268.
 Faisant de Beaumont, conseiller général en 1790, 134.
 Farcy (de), propriétaire, 267.
 Faure, armurier, 337.
Faure (Maurice), xi.
 Fauvel (Alexis), maire de Roz-sur-Couesnon, 243, 350; président de l'assemblée cantonale de Pleine-Fougère, 274.
 Fauvel, juge de paix à Châteauneuf, 221.
 Feburier, commissaire du Directoire à Rennes, vi, 8, 37, 66, 70, 79; conseiller municipal de Rennes, 158; retiré à Versailles, 339.
 Fichet, armateur, 46, 275; membre de l'administration municipale de Saint-Servan, 39.
Figuères, 20.
 Fleurigné, canton, 16, 24; supprimé en 1801; votes, 93, 235, 343.
 Forêts d'Ille-et-Vilaine, 12.
 Forts et batteries de la côte malouine, 57, 58, 333.
 Fouché, ministre de la police, 71, 86, 114, 152, 181, 248.
 Foucher, conseiller d'arrondissement de Saint-Malo, 148.
 Fougeray, canton, 15, 21; assemblée cantonale, 261; votes, 238, 346.

Fougeray, négociant, conseiller d'arrondissement de Montfort, 148, 260.
 Fougères, district, 16, 24; canton, 16, 24; ville, 60; assemblées cantonales, 251, 252; votes, 93, 235, 343; conseil d'arrondissement, 74, 148; tribunal, 167; école secondaire, 521.
 Fouillée, juge de paix d'Argentré, 221.
 Fontaine, professeur à l'école centrale, 192.
 Fourcroy, conseiller d'État, 314, 327.
 Fournier de la Pommeraye, député à la Constituante, 4.
 François de Neufchâteau, ministre de l'intérieur, 197.
 Fréaud de la Marchandais, conseiller général en 1790, 135.
 Fristel, conseiller d'arrondissement de Saint-Malo, 148.
 Fromentoux, juge de paix à Maure, 220.

G

Gabory, 360.
 Gaël, canton, 17, 28; supprimé en 1801; votes, 95, 237, 345.
 Gaillard de Kerbertin, juge au tribunal d'appel, 164, 268.
 Gandon, juge au tribunal de cassation, 214, 283.
 Gandon de la Mettrie, conseiller général, 137; membre du collège départemental, 267.
 Garnier (abbé), député à la Constituante, 4.
 Garnier, juge de paix de Louvigné-du-Désert, 219, 254.
Garnier, 38, 125.
 Gatebled, conseiller d'arrondissement de Rennes, 147.
 Gaucher, conseiller général en 1790, 135; membre du directoire du département, 109, 360.
 Gaultier-Revaudais, maire de Saint-Suliac, 242, 350; président de l'assemblée cantonale de Châteauneuf, 272.

Gautier-Guistièrre, capitaine de gendarmerie, 176, 215; chef d'escadron à Saint-Brieuc, 260.

Gautier La Chaise, conseiller d'arrondissement de Fougères, 148, 253; maire de Louvigné-du-Désert, 235, 344.

Gautrais, conseiller général en 1790, 134, 253.

Gautrais, juge au tribunal de Fougères, 167, 253.

Gendarmerie (brigades de) du département, 170.

Gely (capitaine), 77.

Gennes, canton, 17, 26; supprimé en 1801; votes, 101, 244, 352.

Gérard, député à la Constituante, 3.

Gerbier de Vauloger, juge au tribunal d'appel, 164.

Gency (général), 76, 78.

Germé, professeur à l'école centrale, 192; au lycée, 315; notable, 215; conseiller municipal de Rennes, 158; membre du collège d'arrondissement, 268; 1^{er} recteur de l'académie de Rennes, 206.

Gersin, maire de Hédé, 240, 348.

Gervezeau, conseiller d'arrondissement de Rennes, 147.

Gevezé, canton, 18, 30; supprimé en 1801; votes, 240, 348.

Glezen, député à la Constituante, 3.

Gohier, député à la Législative, 4.

Gouin-Durouel, conseiller d'arrondissement de Fougères, 148, 254; maire de Saint-Georges-de-R., 236.

Gouin Germondais, maire du Châtelier, 236, 344; président de l'assemblée cantonale de Saint-Brice-en-Coglès, 255.

Gourlay, juge au tribunal d'appel, 164, 215.

Gouvion-Saint-Cyr (général), 292, 324, 330.

Gouyon de Vaurouault, 355.

Grezillonnaye (de la), abbé, conseiller général en 1790, 109, 135, 360.

Grezillonnaye (de la), conseiller d'arrondissement de Rennes, 147; pré-

sident de l'assemblée cantonale de Châteaugiron, 264.

Guézet La Fontaine, maire de Châteauneuf, 242, 272, 350.

Guibourg, conseiller général en 1790, 135.

Guichaud, président de l'assemblée cantonale du Fougeray, 261.

Guichaux, conseiller général en 1790, 135.

Guignen, canton, 18, 29; supprimé en 1801; votes, 96, 238, 346.

Guillemaut, conseiller d'arrondissement de Saint-Malo, 148; armateur, 46 et suiv.

Guillemois, conseiller général en 1790, 135.

Guillo de Lohan, juge au tribunal d'appel, 165, 262.

Guillon, 226.

Guillot, conseiller d'arrondissement de Rennes, 147.

Guillot de Corson (abbé), v, 38, 61, 294.

Guillou (abbé), député à la Constituante, 4.

Guillou, v, 114.

Guinot, administrateur municipal de Rennes, 37.

Guipry, canton, 18, 29; supprimé en 1801; votes, 96, 238, 346.

Guynot-Boissière, président de l'association cantonale de Montfort, 258.

Guyot du Tremble, adjoint à Vitré, 156.

H

Haize, 2, 100.

Harbourg, fort, 58.

Hardy de la Largère, député, 3.

Hardy, commissaire au tribunal de Rennes, 167; substitut au tribunal d'appel, 268.

Harvut, 40.

Hay des Nétumières, propriétaire, 280, 355.

Hédé, canton, 18, 31; ville, 38; assemblée cantonale, 265; votes, 97, 240, 348.

Hédouville (général), 85, 88, 173.
 Henry, président de canton à Saint-Pierre-de-Plesguen, 33; maire, 243, 351.
 Hermitage (l'), canton, 18, 31; assemblée cantonale, 266; votes, 97, 241, 348.
 Hervé de Beaulieu, conseiller d'arrondissement de Redon, 149, 263.
 Héry, conseiller d'arrondissement de Redon, 149; maire de Redon, 157, 239, 263, 347.
 Hévin, membre du Directoire du département, 109, 360; conseiller général en 1790, 135; en 1800, 136, 265.
 Hévin, conseiller d'arrondissement de Vitré, 149.
 Hirel, commune, 127.
 Hochet, adjoint à Fougères, 156.
 Hôpitaux de Rennes en 1800, 144.
 Houitte de la Chesnais, président du tribunal de Saint-Malo, 167, 215, 273.
 Hovius, président de l'administration municipale de Saint-Malo, 33, 59, 276.
 Huard, député à la Constituante, 3.
 Hubert, président de canton à Sens, 23; maire de Vieux-Vy, 215, 241.
 Huchet-Besnerais, propriétaire, 270.
 Huchet de Cintré, sous-préfet, 359.
 Humbert (général), 173.
 Hunault (abbé), député à la Constituante, 4; curé de Saint-Aubin-d'Aubigné, 296.

I

Iffendic, canton, 17, 28; supprimé en 1801; votes, 95, 237, 345.
 Izé, canton, 19, 34; supprimé en 1801; votes, 102, 244, 352.

J

Jan de la Hamelinaye, conseiller général en 1790, 134; suppléant à la Législative, 4; administrateur du département, 109, 360.

Janvier, juge de paix à Redon, 220, 264.
 Janzé, canton, 17, 26; assemblée cantonale, 265; votes, 97, 240, 348.
 Jaunay, maire de Retiers, 157, 245, 353.
 Jeanbon-Saint-André, 357.
 Jehanne, conseiller d'arrondissement de Rennes, 147, 259.
 Jehannin (Jean), président de canton à Billé, 24; maire, 235, 343.
 Jehannin, juge de paix à Fougères, 219.
 Jenouvrier, juge de paix à Pleine-Fougères, 221, 275.
 Jollivet, administrateur municipal de Rennes, 37; adjoint, 156, 254.
 Jollivet (François), propriétaire, 269.
 Joubaire, conseiller d'arrondissement de Montfort, 148, 215; juge de paix de Plélan, 219, 259.
 Jouin (Philippe), banquier, juge au tribunal de commerce de Rennes, 267; conseiller général, 136, 215.
 Jourdain, député aux Anciens, 5; juge au tribunal d'appel, 164, 215, 246, 269.
 Jouslain, conseiller général en 1790, 134.
 Jouselin, conseiller d'arrondissement de Redon, 149, 215.
 Juges de paix du département élus en 1802, 219 et suiv.
 Juguet, commissaire au tribunal de Montfort, 168, 258.
 Jumelais, commissaire du gouvernement au tribunal criminel, 166, 170, 177, 215, 270, 336.
 Justices de paix du département, rédaction, 218; liste, 219, 295.
 Juston aîné (Jean), chef de bureau à la préfecture, 269.
 Juston cadet (Louis), commissaire du Directoire, 31; juge de paix à Rennes, 220, 269.

K

Kérollier, commissaire au tribunal de Redon, 168, 215, 263.

Kerviler, 4, 108.
Kuscinski, 4, 110.

L

Labbé, juge de paix à Combourg, 221.
 Labbé le Jeune, administrateur d'Ille-et-Vilaine, 67, 68, 276.
 La Barolière, général, 90, 91, 126.
 La Bouëxière (de la), maire de Pleurtuit, 157, 350; président de l'assemblée cantonale, 276.
 La Chalotais, 9, 38, 202.
 La Chapelle-Janson, commune, 7, 127.
 La Forêt d'Armaillé, propriétaire, 277.
 La Guerche, district, 17, 26; canton, 17, 26, 103; ville, 62; assemblée cantonale, 278; votes, 102, 245, 352.
 Lancelot-Dubourg (abbé), député à la Constituante, 4, 62; curé de Retiers, 102, 301; membre du collège d'arrondissement, 278, 354.
 Langlois-Boisherbel, 24; commissaire du gouvernement au tribunal de Fougères, 167, 251.
 Lanjuinais, député à la Constituante, 3; à la Convention, 4; professeur à l'école centrale, 193, 201; sénateur, 199.
Lanzac de Laborie, 226.
 La Prévalaye, 66, 85, 91.
Latreille, 286.
 Lebarbier, conseiller d'arrondissement de Fougères, 148; maire de Saint-Marc-le-Blanc, 236, 255.
 Le Baron, commissaire au tribunal d'appel, 166, 269.
 Le Bastard-Villeneuve, commissaire du Directoire, 29; conseiller général, 137; président de l'assemblée cantonale de Guichen, 261.
Lebeau, 44.
 Leblanc, juge de paix à Rennes, 220, 267.
 Lebouc-Bouteillère, 24; conseiller d'arrondissement de Fougères, 148; juge au tribunal de Fougères, 167, 251.

Le Boucher, conseiller de préfecture, 116; conseiller général, 136.
 Lebreton, administrateur d'Ille-et-Vilaine, 67, 68.
 Lebreton (François), député à la Législative et à la Convention, 4.
 Lebreton-Saudrais, conseiller d'arrondissement de Fougères, 148, 252.
 Lebreton-Villeblanche, juge au tribunal d'appel, 164, 246.
 Lecamus, commissaire du Directoire, 33, 59.
 Le Carpentier, conventionnel, 118.
 Le Chapelier, député, 3.
 Leclerc-Herverie, 265.
 Leclerc-Moinerie, juge de paix à Janzé, 220, 265.
 Leclerc de Romefort, conseiller général en 1790, 135.
 Le Corvé, juge de paix à Pleurtuit, 221.
 Lecouturier, administrateur à Saint-Malo, 59.
 Le Coz, évêque d'Ille-et-Vilaine, député à la Législative, 4, 103, 183.
 Le Coz, conseiller de préfecture, 117, conseiller général, 136.
 Le Fer Gervinais, 275.
 Lefevre, juge de paix à Guichen, 220.
Lefevre, 11.
 Lefèvre, juge de paix à Cancale, 220.
 Legraverend (Alexis), président de l'administration centrale, 67; conseiller de préfecture, 117, 216, 269.
 Legraverend (Guillaume), 109, 360; conseiller général, 137; juge au tribunal d'appel, 165, 215.
 Legraverend fils (Guillaume), avocat à Rennes, 267.
 Le Guay, conseiller d'arrondissement à Rennes, 147; président de l'assemblée cantonale de Saint-Aubin-d'Aubigné, 270.
 Le Henaff, juge de paix à Rennes, 220, 268.
 Lemarchand, conseiller d'arrondissement à Redon, 149.
 Lemarchand, conseiller d'arrondissement de Montfort, 148; maire de Montfort, 157, 258.

- Lemas*, 65.
- Lemercier des Alleux, conseiller d'arrondissement, 148; maire de Fougères, 156.
- Lemerer (Jean-Baptiste), juge au tribunal criminel, 166, 270.
- Lemerer (Roland, Gaspard), suppléant à la Législative, 4; député aux Cinq-Cents, 5, 215; président de l'assemblée cantonale de Rennes, 267.
- Le Minihiy, commissaire au tribunal de Rennes, 167, 268.
- Lemoine, maire de Liffré, 348; président de l'association cantonale, 266.
- Lemoine de la Borderie (René), conseiller d'arrondissement de Vitré, 148, 215, 279.
- Lemoine-Desforges, député aux Anciens, 5; vice-président du tribunal d'appel, 162, 215, 269.
- Lemoine de la Giraudais, député à la Constituante, 4, 15.
- Le Moy*, 37.
- Lenglet, 73; conseiller d'arrondissement de Fougères, 148; maire de La Bazouges-du-Désert, 254, 235, 344.
- Le Nicolais de Clinchamp, conseiller général en 1790, 134; président de l'assemblée cantonale de Louvigné-du-Désert, 253.
- Lennel*, 189.
- Leperdit, conseiller municipal de Rennes, 158, 246.
- Le Poitevin de Chanel, conseiller général en 1790, 134.
- Le Poitevin-Crochardière, capitaine de canoniers gardes-côtes, 274.
- Le Prieur, conseiller général, 136.
- Le Régner, président de l'assemblée cantonale de Bécherel, 256.
- Le Roy, conseiller d'arrondissement de Saint-Malo, 148, 273.
- Lesage, professeur à l'école centrale, 199, 204; professeur au lycée, 315.
- Lesaulnier, commissaire du Directoire, 21, 76.
- Le Sire, commissaire du Directoire, 26; président de l'assemblée cantonale de Janzé, 265; maire de Janzé, 241, 348.
- Lesnard, président de canton, 32; maire de Pleurtuit, 157.
- Lesort*, v, 2.
- Lepinasse, général de division, 80, 89.
- Letaconnoux*, 9.
- Letourneur, ministre de l'intérieur, 202.
- Letourneux, juge au tribunal d'appel, 165.
- Lettre de marque du corsaire « la Républicaine », 42.
- Le Turc, adjoint à Saint-Servan, 156, 275.
- Levesque de la Mesrie (abbé), 292.
- Levillain, maire de Montauban, 157, 237, 257.
- Lévy-Schneider*, 357.
- Lex et Siraud*, 132.
- Lhôtelier, président de canton à Saint-Enogat, 33; maire, 243, 351.
- Libois*, 189, 326.
- Liffré, canton, 18, 21; assemblée cantonale, 266; votes, 97, 241, 348.
- Liquidations de prises des corsaires, 43.
- Loaisel-Dupaty, juge de paix à Pipriac, 220, 263.
- Lodin, président de canton à Combourg, 22; maire, 242, 350; président de l'assemblée cantonale, 272.
- Lodin-Lalair, député aux Cinq-Cents, 5; président du tribunal de Rennes, 166, 216, 270.
- Lorin, conseiller général, 136; maire de Rennes, 156, 215, 267; président de l'assemblée cantonale de Rennes, 268.
- Lottin-Tiollais, commissaire, 24; conseiller d'arrondissement de Fougères, 148, 253; maire du Loroux, 235, 343.
- Louet* (abbé), 74.
- Louvigné de Bais, canton, 19, 34; supprimé en 1801; votes, 102, 245, 353.
- Louvigné-du-Désert, canton, 16, 25; assemblée cantonale, 253; votes, 93, 235, 344.
- Loychon, conseiller d'arrondissement

à Vitré, 149; adjoint à Vitré, 156.
 Loysel (ainé), conseiller général en 1790, 134; député aux Anciens, 5; président du tribunal de Fougères, 167, 253.
 Loysel (Jean), commissaire du Directoire, 24, 253.
 Lucas, conseiller d'arrondissement de Rennes, 147, 270.
 Lycée de Rennes, 313; bâtiments, 317; enseignement et discipline, 315.

M

Madelin, 226.
 Magon-Saint-Hélier, maire de Saint-Jouan, 242, 272, 350; président de l'assemblée cantonale de Saint-Servan, 275.
 Maillé (de), évêque de Rennes, 288, 289, 291, 293, 305, 354.
 Mainguy, bibliothécaire, 195.
 Maires des diverses communes, en l'an X, 235 et suiv.; en l'an XII, 343.
 Malherbe, procureur gérant du lycée, 315.
 Malherbe, député aux Cinq-Cents, 6; membre du jury d'instruction, 191; tribun, 214, 269.
Manet (abbé), 13.
 Marcille, juge de paix à La Guerche, 221.
 Marcillé-Robert, canton, 17, 26; supprimé en 1801; votes, 102, 245, 353.
 Marion, aîné, conseiller d'arrondissement de Saint-Malo, 46, 148; adjoint, 156, 273.
 Marot, professeur au lycée, 315.
Marteville, vi.
 Martigné-Ferchaud, canton, 17, 27; forges, 62; supprimé en 1801; votes, 102, 245, 353.
 Martin du Boistailé, 279.
 Martin-La Coudre, conseiller d'arrondissement de Fougères, 148, 252.
 Martin-La Feuillée, juge suppléant à Rennes, 270.

Martin-La Métairie, conseiller général en 1790, 134, 252.
 Marvidec, conseiller général en 1790, 135.
Masson (Frédéric), 153.
 Maudet, sous-préfet de Montfort, 118, 216, 258.
 Maudet, fils, maire d'Iffendic, 216, 258.
 Maurel, député à la Convention, 4.
Maulion, 151.
 Maure, canton, 18, 29; assemblée cantonale, 262; votes, 239, 346.
 Mayeux, commandant de place à Rennes, 91, 216, 337.
 Meignan, maire de Trémeheuc, 242, 306, 350.
 Menard, juge de paix à Châteaugiron, 220.
 Menardais, commissaire du Directoire, 27, 266.
 Mendicité à Rennes, 329.
 Mesnage, président de canton à Vitré, 62, 74; maire, 156.
 Messac, canton, 15, 21, 96; supprimé en 1801; votes, 239, 347.
 Meu, rivière, 38.
 Meusnier, conseiller d'arrondissement de Montfort, 148.
 Michaud (général), 72, 74, 75, 77, 85.
 Michel, député à la Législative, 4; juge au tribunal de Saint-Malo, 216.
 Michel (Henri), maire de Saint-Méen, 238; président de l'assemblée cantonale, 259.
 Michel (Jean), conseiller d'arrondissement de Montfort, 148, 260.
 Michel-Duverger, juge de paix à Saint-Méen, 219, 259.
 Michel-Morvonnais (François), avocat à Saint-Malo, 273, 331.
 Michel-Morvonnais (Jean-Jacques), 117, 135.
 Mignotte, général, 336.
 Miniac-Morvan, canton, 19, 32; supprimé en 1801; votes, 99, 242, 350.
 Mocquard, juge au tribunal d'appel, 163.
 Molié (Julien), négociant, 263.

Molié fils, conseiller d'arrondissement de Redon, 149, 264.

Montauban, canton, 17, 28; assemblée cantonale, 257; votes, 95, 237, 345.

Mont Dol (affaire du), 126.

Montfort, district, 17, 27; canton, 17, 28; conseil d'arrondissement, 148; tribunal, 168; assemblée cantonale, 257; votes, 95, 237, 345.

Moras, président de canton à Saint Servan, 39, 75; adjoint, 156, 216.

Moreau (général), 216, 339.

Moro, colonel garde nationale à Rennes, 75; conseiller général, 136, 268.

Morvonnais, 11.

Mouëzy (André), commissaire du Directoire, 26; président de l'assemblée cantonale d'Argentré, 277.

Mounier, préfet, 1x; son passé, 226; installation, 227; son discours au lycée, 317; nommé conseiller d'État, 356.

Moussaye (de la), propriétaire, 272.

Municipalités (organisation des), 154 et suiv.

N

Napoléon I^{er}, 357, 360.

Navires corsaires armés à Saint-Malo et Saint-Servan, 46 et suiv.

Nicole, président de l'assemblée cantonale de Plélan, 259.

Nicollet, 206.

Nominations des maires, 154.

Notables d'Ille-et-Vilaine en 1801 (liste nationale), 214.

Noury, commissaire du Directoire, 30; maire de Châteaugiron, 157; membre du collège de département, 264.

Noyal, canton, 18, 31; supprimé en 1801; votes, 98, 241, 349.

O

Obelin, député à la Convention, 4.

Odyé, juge de paix à Montfort, 219.

Oliviero (abbé), curé de Saint-Sauveur de Rennes, 295.

Orain, juge de paix à Fougeray, 220.
Orain, 2, 60.

Oresvé, juge de paix à Mordelles, 220, 267.

Ostwald, 357.

P

Pacification de Candé, 85.

Paimpont, forêt, 12; abbaye, 185.

Paichoux, maire de Tresbœuf, 238, 346; président de l'assemblée cantonale du Sel, 264.

Paradis (général), 128.

Paramé, canton, 32; supprimé en 1801; votes, 100, 242, 350.

Parcé, canton, 16, 25, 103; supprimé en 1801; votes, 94, 236, 344.

Parcheminier, président de l'administration municipale de Rennes, 37, 75, 111; conseiller municipal, 158; juge au tribunal d'appel, 163, 268.

Paris-Jallobert (abbé), 62, 75.

Parlement de Rennes, 37.

Parsy, conseiller général, 136, 202, 266.

Patard, adjoint à Fougères, 156.

Pellau, président de canton à Redon, 30, 77.

Perrin, conseiller d'arrondissement, 148; maire de Saint-Sauveur-des-Landes, 235, 343.

Perrin, maire d'Antrain, 235, 343.

Pertre (forêt du), 12.

Petiet, procureur syndic, 109, 360; député aux Cinq-Gents, 5.

Petitbois (du), député à la Législative, 4.
Philaut, juge de paix à Saint-Servan, 221.

Piard-Deshays, conseiller d'arrondissement de Redon, 149.

Picard (lieutenant colonel).

Piel, commissaire du Directoire, 26; maire de La Guerche, 157, 245, 352.

Pilletière (manufacture de la), 334.

Pinoteau (colonel), 230.

Pipriac, canton, 18, 29; assemblée cantonale, 262; votes, 96, 239, 347.

Piré, canton, 17, 27; supprimé en 1801; votes, 98, 241, 349.

Pisani (abbé).
 Plaine le Jeune, administrateur à Saint-Malo, 59.
 Plainfossé, président de canton à Roz-sur-Couesnon, 23; maire de Cherrueix, 243, 350.
 Plébiscite pour la Constitution de l'an VIII, 92 et suiv.; pour le consulat à vie, 234 et suiv.; pour l'hérédité impériale, 342 et suiv.
 Pléchâtel, canton, 15, 21; supprimé en 1801; votes, 96, 239, 347.
 Pleine-Fougères, commune, 23, 155.
 Plélan, canton, 17, 28, 103; assemblée cantonale, 259; votes, 95, 237, 345.
 Pleumeleuc, commune, 341.
 Pleurtuit, canton, 32; assemblée cantonale, 276; votes, 100, 243, 350.
 Plihon, président de canton à Saint-Aubin-du-Cormier, 25; président de l'assemblée cantonale, 254.
Pocquet, v.
 Poignand (Jean), conseiller d'arrondissement à Montfort, 148; notable, 216; juge suppléant, 259.
 Poinçon-Blanchardière, conseiller municipal de Rennes, 158, 251.
 Pointel, député aux Anciens, 5; maire de Saint-Servan, 156, 216, 275, 351.
 Poitevin-Maissemy, préfet du Pas-de-Calais, 290.
 Pollet, adjoint à Rennes, 156, 269.
 Ponsard, député aux Cinq-Cents, 5.
 Pontaillé, député aux Cinq-Cents, 6; conseiller municipal de Rennes, 158, 269.
 Pontpéan (mine de), 14.
 Pontual (bois de), 59.
 Population du département en l'an VIII, 9; par arrondissements, 142; en l'an XII, 358; par communes, 21 et suiv.
 Portalis, ministre des Cultes, 286.
 Porteu, commissaire du Directoire, 35; président de l'assemblée cantonale de Châteaubourg, 277.
 Postel, juge de paix à Vitré, 221, 247.
 Pottier, frères, industriels, 334.
 Poulet, conseiller général en 1790, 134.

Prampain, 2, 39.
 Préciaux-Herbetaye, juge de paix à Tinténia, 221, 277.
 Présidents de canton en 1799, 21 et suiv.
 Prises faites par les corsaires de Saint-Malo, 47 et suiv.
 Provost, maire du Mont Dol, 128.

Q

Quantin-Oudinais, conseiller général, 137, 252.
 Quéru de Lacoste (abbé), député à la Constituante, 4.

R

Rabillon, professeur à l'école centrale, 193; au lycée, 315.
 Rallier, député aux Anciens et aux Cinq-Cents, 5, 14; législateur en 1801, 118, 214, 251; vote l'empire, 356.
 Rance, rivière, 38, 59.
 Rapatel, conseiller municipal de Rennes, 158, 269.
 Rathier (abbé), député à la Constituante, 4.
 Ravaleux, administrateur à Saint-Servan, 39.
 Réal, conseiller d'État, 336, 339.
Rebillon, v.
 Redon, canton, 18, 30; ville, 62; occupée par les chouans, 78; conseil d'arrondissement, 149; tribunal, 167; assemblée cantonale, 263; votes, 96, 239, 347.
 Régnier, ministre de la Justice, 338.
 Régnier-Courpéan, conseiller d'arrondissement de Vitré, 149, 278.
 Relais de postes aux chevaux, 63.
 Renac, canton, 18, 30, 86; supprimé en 1801; votes, 239, 347.
 Rennes, district, 18, 30; canton, 18, 31; ville, 36, 75; administration municipale en l'an VIII, 37; conseil d'arrondissement, 147; tribunal

d'appel, 161; de 1^{re} instance, 166; conseil municipal, 158; assemblées cantonales, 267, 268, 269; votes, 98, 241, 349; collège royal, 190; lycée, 313; bourse de commerce, 222; octroi, 358.

Responsabilité des communes, 69, 70, 72.

Retiers, canton, 17, 27; ville, 62; assemblée cantonale, 278; votes, 102, 245, 353.

Rheu (Le), voir l'Hermitage.

Riand, président de canton à Bréal, maire du Verger, 237, 345.

Richelot jeune, conseiller général, 136, 268.

Rimains (fort des), 58, 333.

Rivoallan, juge au tribunal d'appel, 165, 269.

Robelin, ingénieur, 36.

Robert et Cougny, 108.

Robert-Mennais, conseiller d'arrondissement de Saint-Malo, 148; armateur, 45 et suiv.

Robien (hôtel), 37, 172.

Robinet aîné (Charles), administrateur du département, 109, 360; conseiller général en 1790, 134; président du tribunal criminel, 165, 216, 269.

Robinet (Jean), conseiller de préfecture, 269.

Robiou, président de l'assemblée cantonale de Tinténia, 276.

Rocabey, à Saint-Malo, 39, 59.

Rocher, juge de paix à Saint-Malo, 221.

Rocquain, 65, 80.

Rœderer, conseiller d'État, 87.

Roger-Cherfosse, adjoint à Rennes, 158; conseiller général, 137; conseiller de préfecture, 268.

Rouault-Coutances, conseiller d'arrondissement de Saint-Malo, 148.

Rouessart, conseiller général, 136, 268.

Roulland, général de brigade, 72, 75.

Roumain-Duplessis, substitut du tribunal criminel, 166, 258.

Roumain de la Rallais, administrateur du département, 109; conseiller gé-

néral en 1790, 134; vice-président du tribunal de Rennes, 167, 259.

Roumain de La Touche, commissaire du Directoire, 29, 259.

Roussel (Père), 180.

Routhier, secrétaire général, 116, 267.

Roz-sur-Couesnon, canton, 16, 23; supprimé en 1801; votes, 100, 243, 350.

Rozais, professeur à l'école centrale, 192; au lycée, 315.

Rozy (Alexandre), juge suppléant au tribunal de Redon, 262.

Rozy-Gouvrière, conseiller général en 1790, 135; président de l'assemblée cantonale de Pipriac, 262.

Ruault de la Tribonnière (abbé), curé de Toussaints à Rennes, 295.

Ruault de la Tribonnière, administrateur municipal de Rennes, 37; adjoint, 156.

Rubin-Missonais, conseiller d'arrondissement de Vitré, 149; commissaire au tribunal de Vitré, 167, 277.

S

Saint-Aubin-d'Aubigné, canton, 18, 32, 103; assemblée cantonale, 270; votes, 98, 241, 349.

Saint-Aubin-du-Cormier, canton, 16, 25; ville, 61, 74; assemblée cantonale, 254; votes, 94, 236, 344.

Saint-Brice-en-Coglès, canton, 17, 25; assemblée cantonale, 255; votes, 236, 344.

Saint-Coulman (mare de), 60.

Saint-Enogat, canton, 19, 33; supprimé en 1801; votes, 100, 243, 351.

Saint-Georges-de-Reintembault, canton, 17, 25, 103; supprimé en 1801; votes, 94, 236, 344.

Saint-Malo, canton, 19, 33; district, 18, 32; ville, 39, 330; administration municipale en l'an VIII, 59; conseil d'arrondissement, 148; tribunal, 167; assemblée cantonale, 273; votes, 100, 243, 351.

Saint-Malon, commune, 341.

Saint-Marc-le-Blanc, canton, 17, 26; supprimé en 1801; votes, 94, 236, 344.
 Saint-Méen, canton, 17, 29; assemblée cantonale, 259; votes, 95, 237, 345.
 Saint-Pierre-de-Plesguen, canton, 19, 33; supprimé en 1801; votes, 100, 243, 351.
 Saint-Rémi-du-Plein, commune, 113.
 Saint-Servan, canton, 33; villa, 39, 75, 80, 154, 223; assemblée cantonale, 275; votes, 100, 243, 351.
Saint-Yves et Chavanon, 132, 138.
Saint-Yves et Fournier, 132, 138.
 Sarthou, professeur au lycée, 315.
Saulnier, 117, 162.
 Savary de la Veillerie, président de canton à Parcé, 25; maire de Luitré, 236, 344.
Schmidt (Ch.), xiv.
 Sebire-Bellenoe, député à la Législative, 4; conseiller municipal de Dol, 138; conseiller d'arrondissement de Saint-Malo, 148, 274.
Sée (Henri), v, 2.
 Séguinville, substitut au tribunal de Saint-Malo, 167, 216.
 Seiche, rivière, 7.
 Sel (Le), canton, 15, 22; assemblée cantonale, 264; votes, 96, 239, 346.
 Semnon, rivière, 7.
 Sens, canton, 16, 23; supprimé en 1801; votes, 98, 241, 349.
 Serizier, conseiller d'arrondissement de Fougères, 148, 255.
 Sève (forêt de), 61.
Sevestre (abbé), 182.
 Sevestre, député à la Convention, 4.
 Sevezan, conseiller général, 137.
 Sevin (abbé), curé de Combourg, 297, 307.
 Simon (général), 185, 228.
 Sixt, canton, 18, 30; supprimé en 1801; votes, 96, 239, 347.
 Société d'agriculture de Rennes, 9, 117.
 Sol de Criffol, chef de chouans, 78.
 Sollier de la Touche, conseiller général, 137, 156, 172, 267.

Sous-préfets du département en 1800, 117.
 Surcouf (Robert), capitaine, 332.
 Symon (abbé), député à la Constituante, 4, 354.
 Synode de Rennes en 1801, 183.

T

Talard (le), à Saint-Malo, 39, 59.
 Talhouët de Brignac, 277.
Tanguy, 3.
 Tardiveau, député à la Législative et à la Convention, 4, 161.
 Taxe d'entretien des routes, 8, 9.
 Thebault, professeur à l'école centrale, 192, 200.
 Theil (Le), canton, 17, 27; supprimé en 1801; votes, 102, 245, 353.
 Thelohan (Jacques), conseiller général en 1790, 135; conseiller d'arrondissement de Redon, 149; président du tribunal de Redon, 167; notable, 216; président de l'assemblée cantonale de Redon, 263.
Thelohan, 168, note.
Thierry (Gilbert-Augustin), 226, 229.
 Thierry-Prévalaye, 216, 270.
 Thivend, commissaire de marine, 58.
 Thomas (Augustin), maire de Saint-Malo, 327.
 Thomas de la Plesse, sous-préfet de Vitré, 118, 216.
 Thomas de Maurepas, conseiller général en 1790, 135, 109.
 Tiengou (Jean), percepteur à Médréac, 257.
 Tiengou (Louis), suppléant de juge de paix à Montfort, 219, 256.
 Tiengou (Marc), juge de paix à Montauban, 219, 257.
 Tiengou de Trefériou (François), substitut au tribunal d'appel, 166, 268.
 Tilly (général), 90, 173.
 Tinténia, canton, 19, 33; assemblée cantonale, 276; votes, 101, 243, 351.
 Touchet (abbé), curé de Saint-Etienne de Rennes, 295.

Touffait, juge de paix à Liffré, 220.
 Toullier, jurisconsulte, 216, 267.
 Touppé, juge de paix à Montfort, 219.
 Traitements des magistrats, 161.
 Traitements des préfets, 143.
 Traitements des professeurs du lycée, 316.
 Trans, canton, 16, 23; supprimé en 1801; votes, 101, 243, 351.
 Tredern (de), 355.
 Tréhouart, député à la Convention, 5.
 Tréhu-Monthierry, 255.
 Tresvaux (*abbé*), 91, 305, 307.
 Tribunal d'appel de Rennes, 161.
 Tribunal criminel d'Ille-et-Vilaine, 85, 166, 170.
 Tribunal spécial d'Ille-et-Vilaine, 177.
 Tribunaux du département, 166 et suiv.; dépenses, 142, 168; installation, 168.
 Trincot (*abbé*), 306.
 Trois Maries (voir Corps-Nuds).
 Tropée (Julien), juge de paix à Saint-Brice-en-Coglès, 219, 255.
 Trouessart, maire de Montauban, 345; président de l'assemblée cantonale, 257.
 Troupes réparties dans l'Ille-et-Vilaine, 90, 115, 228.
 Troyhiard, conseiller d'arrondissement de Rennes, 147; président du tribunal de commerce de Rennes, 265.
 Trublet, adjoint à Rennes, 323.
 Tual (*abbé*), curé de Châteaugiron, 296.

U

Uzureau (*abbé*), 286.

V

Vandal, 65, 80.

Vaneau (*abbé*), député à la Constituante, 4, 15; curé de Saint-Aubind'Aubigné, 296.

Varde (fort de la), 58, 333.

Varin, député à la Constituante, 3.

Varin du Frambois, conseiller général en 1790, 135, 360; député aux Cinq-Cents, 5; conseiller général en 1801, 137; conseiller d'arrondissement, 148; président de l'assemblée cantonale de La Guerche, 278.

Vauquelin (Pierre), président de canton à Pipriac, 29, 263.

Vauquelin (Louis), commissaire du Directoire, 29; conseiller d'arrondissement de Redon, 149; juge au tribunal de Redon, 168, 216, 264.

Verron, capitaine de corsaires, 58.

Vigoland (*abbé*), 22.

Vilaine, rivière, 7.

Villalard, maire de Dol, 128, 138, 157, 216, 275.

Villatte (général), 223.

Villeneuve, président de canton à Bécherel, 27; maire, 236, 344.

Villers, commissaire-ordonnateur, 267.

Vitré, district, 19, 33; canton, 19, 35; ville, 61, 67, 74; conseil d'arrondissement, 148; tribunal, 167; école secondaire, 321; assemblées cantonales, 279, 280; votes, 102, 245, 353.

Vivier (Le), canton, 16, 24; supprimé en 1801; votes, 99, 242, 350.

W

Wirion (général), 170.

Wuillaume, payeur militaire, 269.

Y

Young (Arthur), 10, 36, 38.



